

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Montréal, le mercredi 14 novembre 1990

No 5

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Table des matières

Union des artistes	265
Bureau de commerce de Montréal – Montréal Board of Trade	282
Fédération des groupes ethniques du Québec	297
Alliance des professeures et professeurs de Montréal	310
Société québécoise de droit international	320
Forum pour l'emploi	331
Groupe de travail sur le fédéralisme canadien	346

Intervenants

M. Michel Bélanger, président

M. Gil Rémillard

Mme Claire-Hélène Hovington

M. André Boulerice

Mme Jeanne L. Blackburn

M. Jacques Parizeau

M. Jean-Claude Beaumier

M. Claude Béland

M. Ghislain Dufour

M. Jacques Proulx

M. Jean-Pierre Hogue

M. Lucien Bouchard

M. André Ouellet

M. Claude-Albert Poissant

M. Jacques Léonard

M. Roger Nicolet

M. Guy d'Anjou

M. Robert Libman

M. Louis Laberge

M. Marcel Beaudry

M. Jean Campeau

M. Russell Williams

Mme Lorraine Pagé

M. Richard B. Holden

M. Gérald Larose

M. Cosmo Maciocia

M. Gérald Godin

Mme Louise Harel

M. Guy Chevette

M. Jacques Brassard

Mme Pauline Marois

M. Robert Benoit

M. Guy Bélanger

(suite à la page suivante)

Table des matières (suite)

- * M. Serge Turgeon, Union des artistes
- * Mme Élisabeth Chouvalidzé, idem
- * M. Serge Demers, idem
- * M. Réal Gauthier, idem

- * M. Marc A. Leduc, Bureau de commerce de Montréal – Montréal Board of Trade
- * M. David Powell, idem
- * M. Guy Djandji, idem
- * M. Luigui Liberatore, idem

- * M. Jean Taranu, Fédération des groupes ethniques du Québec
- * M. Georges Saine, idem
- * Mme Miriane Botta, idem

- * M. Denis Grenon, Alliance des professeures et professeurs de Montréal
- * M. Henry Egretaud, idem
- * Mme Claudette Vachon, idem

- * M. Daniel Desjardins, Société québécoise de droit international
- * M. Daniel Turp, idem
- * Mme Carol Hilling, idem
- * M. William Schabas, idem

- * M. Claude Corbo, Forum pour l'emploi
- * Mme Lise Poulin Simon, idem
- * Mme Diane Bellemare, idem
- * M. Michel Payette, idem
- * M. Clément Joly, idem
- * Mme Raymonde Folco, idem

- * M. Julius Grey, Groupe de travail sur le fédéralisme canadien
- * M. Roger Comtois, idem

- * Témoins interrogés par les membres de la Commission

Montréal, le mercredi 14 novembre 1990

Audition d'organismes

(Neuf heures quarante minutes)

Le Président (M. Michel Bélanger): Mesdames et messieurs, je déclare ouverte cette séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Je vous rappelle qu'au début de la séance, pendant quelques minutes, les photographes sont parmi nous. Au début de cette première séance à Montréal, je vous rappelle le mandat de la Commission qui est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations.

Aujourd'hui, la séance sera consacrée à l'audition des groupes suivants: à 9 h 30, l'Union des artistes, pour une heure et demie; à 11 heures, le Montréal Board of Trade, pour une heure et demie également; à 14 heures, la Fédération des groupes ethniques du Québec, pour une heure et demie; à 15 h 30, l'Alliance des professeurs et professeurs de Montréal; à 16 h 30, la Société québécoise de droit international; à 17 heures, le Forum pour l'emploi; et à 20 h 30, le Groupe de travail sur le fédéralisme canadien.

Les durées des présentations sont soit d'une heure trente, soit d'une heure, soit de 30 minutes. Lors d'une discussion minimale d'une heure, les gens qui présentent le mémoire ont 10 minutes pour en faire une présentation. Lors d'une présentation de 30 minutes, celui qui fait la présentation dispose de 5 minutes pour sa présentation. Les temps de parole des divers groupes, temps de parole qui comprennent à la fois les questions et les réponses, sont répartis ainsi: pour les groupes d'une durée d'une heure et trente, comme celui de ce matin, 10 minutes pour la présidence, 15 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 15 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 40 minutes pour les membres qui se sont inscrits auprès de la présidence, chacun des membres disposant de 10 minutes. Les temps varient pour les groupes qui sont ici pour moins longtemps, et on en reparlera quand ce sera le cas.

Je demande maintenant à M. Turgeon de bien vouloir présenter ses collègues, tous évidemment membres de l'Union des artistes, ce qui suscite le fait que les caméramans sont fort intéressés à les prendre. Je dis ça pour épuiser un peu le temps, M. Turgeon, pour qu'ils aient le temps de terminer pour qu'on puisse vous voir.

M. Turgeon: Vous faites très bien ça. Vous allez avoir votre permis bientôt, M. Bélanger.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je me

demandais justement, si après les semaines que nous allons tous passer ensemble, nous ne deviendrons pas tous membres honoraires! Enfin, on verra dans le temps comme dans le temps.

M. Turgeon: On peut vous arranger ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, si vous voulez bien, M. Turgeon.

Union des artistes

M. Turgeon (Serge): Merci, M. le Président. Vous savez que les comédiens sont habitués à des premières, alors nous sommes particulièrement heureux d'être ici à cette première à Montréal, à ces audiences où vous nous invitez.

Je dois dire qu'effectivement, vue d'ici, cette table est assez impressionnante dans sa composition. On n'a pas du tout le même angle, le même point de vue que de l'autre côté.

Cela dit, je vais vous présenter ceux qui m'accompagnent: à ma droite, le directeur général, M. Serge Demers; notre première vice-présidente, Mme Élisabeth Chouvalidzé; Louise Pinsonneault, directrice des communications; et ma gauche, rattachés à notre secteur des communications, M. Réal Gauthier et Mme Lise Côté.

Dans un esprit de déconcentration, l'Union des artistes est une instance très démocratique. Dans cet esprit de déconcentration, je vais demander à notre vice-présidente, Mme Chouvalidzé, donc, de procéder à l'allocution d'ouverture.

Mme Chouvalidzé (Elizabeth): MM. les Présidents, M. le premier ministre, M. le chef de l'Opposition, Mmes et MM. les commissaires, nous sommes bien conscients que la loi du destin est en train de faire son œuvre. Nous voulons tous aussi que la durabilité du Québec soit proclamée dans le projet de société qui a déjà pris son élan. Parce que la mémoire et l'imaginaire collectif leur envoient l'image d'un avenir prometteur, parce qu'ils partagent une langue, un mode d'existence et le plaisir de vivre ensemble, les Québécoises et les Québécois aujourd'hui ressentent fortement le besoin tout naturel d'assumer leur propre destinée. Il faut entendre les Québécoises et les Québécois exprimer comme jamais auparavant la volonté de vivre dans un vrai pays et le désir de participer en toute liberté, à l'évolution de l'humanité.

À l'image de l'être humain, une société forme un tout dont les parties ne peuvent être dissociées. Certes, l'économie et le politique sont des aspects majeurs de l'avenir du Québec et sans la dimension de la culture le projet de

société que nous avons à élaborer ensemble perdra tout son sens. Rappelons-nous que tout au long de son histoire, le pouvoir lui faisant défaut, le Québec a pris appui sur sa culture pour survivre – nous ne le savons que trop – au sein d'une Fédération inhabitable. Non seulement originale, sa culture est aussi sa ressource vitale, sa force vive. Sans elle, le Québec n'aurait jamais eu d'identité propre.

Puisque la culture constitue depuis toujours la force du Québec, puisqu'elle est la raison d'être du pays, donnons-lui une place de choix dans notre projet d'avenir. Ainsi la primauté de la culture dans l'existence et la durabilité du Québec doit être inscrite dans sa Constitution. En préambule, la Constitution québécoise devra contenir comme raison d'existence première du pays la culture française de même que la langue, toutes deux si chèrement défendues. Or, pour réussir dans cette entreprise, il faut à tout prix se faire confiance. Votre Commission est composée principalement de gens d'affaires. Qui dit affaires dit initiative et risque et certes le risque doit être raisonnablement calculé. Vos expériences vous rappellent tous les jours qu'en affaires, on ne peut tout prévoir, mais si vous avez réussi parfois avec éclat, c'est parce que vous avez appris à gérer l'imprévisible, l'aléatoire.

Dans cette perspective, le projet qui nous préoccupe est fait de la même matière soit d'indicateurs, d'indices significatifs bien réels et d'impondérables. Comme les gens d'affaires les artistes-interprètes sont des entrepreneurs autonomes qui, chaque jour, doivent performer pour survivre. Comme eux ils évaluent et ils risquent, et, surtout, ils se font confiance et ils font confiance au public. Bien conscients de l'ampleur des enjeux actuels, nous devons dès lors nous engager dans le projet de société qui nous rassemble aujourd'hui avec courage, détermination et confiance.

Et maintenant, pour ce qui est de l'adhésion des artistes interprètes au choix de la souveraineté. En septembre 1990, l'Union des artistes a tenu un référendum auprès de ses membres sur l'avenir constitutionnel du Québec. Nous nous sommes posé clairement la question: Êtes-vous pour ou contre la souveraineté du Québec? Plus de 90 % des membres de l'Union des artistes au Québec se sont prononcés en faveur de la souveraineté. Cela signifie que l'option fondamentale de la souveraineté présentée dans le mémoire de l'Union des artistes est appuyée par la très grande majorité de ses membres. Les artistes-interprètes proclament leur volonté de vivre au plus tôt dans un Québec totalement libéré du carcan canadien. Nous affirmons que la souveraineté c'est un état naturel. Vivre avec l'aisance d'un peuple souverain, avec la certitude que son pays existe, qu'il est là pour durer, voilà le destin de tous les Québécois!

Afin de s'accomplir, le Québec doit assumer

une fois pour toutes les conséquences de sa spécificité. Aujourd'hui, il est impérieux d'occuper de manière définitive son espace mental, culturel, géographique, politique et économique. Le Québec veut la souveraineté, c'est un état naturel. Au sein de la Confédération, le Québec, pour vivre et s'épanouir, a toujours essayé de se tailler une place en revendiquant à la pièce plus de pouvoir, mais jamais dans une perspective globale. Et le Canada, toujours en fonction du Québec, a réagi aux situations du moment et a renforcé sa position centralisatrice. C'est maintenant qu'il faut agir. Aujourd'hui, s'il n'y a pas de prise de position claire de la part du Québec en ce qui concerne les récents projets d'Ottawa en matière d'immigration, par exemple, il sera bientôt trop tard pour réagir. La "louisianisation" et la "manitobanisation" sont devenues inéluctables. Étant donné le refus tenace du gouvernement fédéral d'accorder au Québec la liberté d'action en matière d'immigration, de communication ou de tout autre domaine névralgique, la société québécoise n'a d'autre choix que d'assumer seule sa destinée.

La culture et l'économie québécoise ont grand besoin d'une orientation globale, d'un fort leadership et de leviers politiques appropriés pour continuer de se développer. Il faut appuyer davantage les efforts de développement en cours par des interventions concertées. Ces concertations de l'ensemble des partenaires sont une condition essentielle de réussite économique et culturelle. Or, nous le savons tous, en pratique il n'est possible d'obtenir un tel consensus que dans la mesure où un projet de société bien défini suscite un sentiment puissant d'appartenance.

S'il est une dimension cachée de la culture, c'est par sa contribution majeure à l'économie, par son apport à l'esthétique des produits, par ses industries culturelles, par son appartenance au secteur quaternaire qui réunit intelligence et sensibilité en un axe majeur du développement futur, par ses activités de production et sa contribution à la qualité de vie. La culture a des incidences économiques percutantes.

En 1990, le chiffre d'affaires de la culture peut être estimé à plus de 5 000 000 000 \$ au Québec seulement. Il va sans dire qu'un des objectifs fondamentaux de la souveraineté doit viser l'exercice, par le Québec, de tout le pouvoir sur la culture. La façon d'accéder à la souveraineté, à notre avis, consiste tout simplement à l'affirmer, à se l'approprier car elle appartient à tous. Il s'agit, pour le peuple québécois, de décider démocratiquement qu'il n'a de comptes à rendre qu'à lui-même et aux institutions politiques qu'il s'est constituées.

Ainsi, compte tenu de l'évolution de la situation politique de l'heure et à la suite de la publication du rapport de la Commission, l'accès à la souveraineté du Québec devrait se réaliser selon les étapes suivantes: Tenir un

référendum sur la souveraineté et ce, le plus tôt possible; déclarer la souveraineté, élaborer la Constitution; en dernière étape, entreprendre des négociations car, il faut bien le comprendre, le Québec devra établir des relations avec d'autres pays et ce, dans un esprit d'ouverture, de coopération, d'échanges, d'enrichissement. Le Canada figure certainement parmi ceci. Cependant, avec le Canada, s'il s'avérait impossible d'établir une entente, en aucun cas la souveraineté ne sera remise en cause.

Enfin, Mmes et MM. les commissaires, nous affirmons que c'est sur la culture que repose fondamentalement la souveraineté du Québec. Bien que la Constitution canadienne reconnaisse le pouvoir des provinces en matière culturelle, le gouvernement central s'est toutefois approprié graduellement ce domaine stratégique. Cet état de choses a pour conséquence directe d'empêcher la mise en oeuvre et l'exercice d'une véritable politique culturelle propre au Québec et, en plus, de perpétuer un dédoublement de structures incohérentes et économiquement injustifiables.

Par conséquent, pour concrétiser le volet artistique culturel et des communications de notre projet de société, le Québec devra établir un plan d'action en arts et en culture contenant toutes les mesures nécessaires à la réalisation de l'autonomie culturelle, axé sur les dimensions sociales et économiques de l'avenir du Québec. Ce qui signifie rapatrier tous les pouvoirs, toutes les réglementations, les organisations et les ressources s'y rapportant qui sont actuellement entre les mains du gouvernement du Canada. Donc, rapatrier le volet québécois, notamment du Conseil des arts du Canada, de la Société Radio-Canada, de l'Office national du film, de Téléfilm Canada, des Archives nationales et patrimoniales, du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications du Canada.

En ces jours décisifs de notre histoire, nous en appelons à la grandeur de la tâche qui nous échoit à tous: créer le Québec. Cette grande idée doit dépasser tout ce qui, individuellement, nous sépare, nous préoccupe. Du coeur et de la raison, nous affirmons que la souveraineté complète du Québec est la clef de voûte de la réussite du projet d'avenir sur lequel vous vous penchez.

À l'avant-scène de la culture, force vive du Québec, les artistes interprètes sont déjà engagés à partager l'idée de progrès, d'épanouissement et de liberté dans la souveraineté, avec toutes les Québécoises et avec tous les Québécois.

Le Président (M. Michel Bélanger): Madame, on voit ce que c'est que d'avoir affaire à des gens qui connaissent bien leur métier. Vous êtes arrivée exactement au temps coupé, on ne peut pas plus précis.

Mme Chouvalidzé: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous commençons ce matin les questions et commentaires avec le bloc de questions du groupe parlementaire qui forme le gouvernement, et M. Rémillard est le premier à intervenir.

M. Rémillard: M. le Président, mesdames, messieurs, nos artistes, merci d'avoir accepté de venir témoigner devant nous ce matin, merci de nous avoir fourni ce mémoire très intéressant, bien fait. Une chose qu'on peut immédiatement remarquer de votre mémoire, c'est qu'il n'y a pas d'ambiguïté sur un point important pour la Commission. Vous proposez la souveraineté du Québec, et vous avez aussi proposé cette option - je tiens à le mentionner - à la suite d'un référendum que vous avez tenu chez vos membres, avec un résultat, vous nous le mentionnez ici, de 90 %.

J'ai aimé votre mémoire sur bien des aspects. Certains aspects sont questionnables, c'est ce que nous allons faire dans les prochaines minutes, mais j'ai beaucoup aimé que vous puissiez faire cette relation entre culture et économie. Vous y insistez dans votre mémoire et c'est particulièrement heureux, je crois. Pour ma part, j'ai toujours considéré que le statut d'une langue est directement proportionnel au statut économique de ceux qui la parlent. Et la langue étant un des véhicules privilégiés de la culture, au niveau de la culture, c'est sensiblement la même chose à bien des niveaux. Souvent, on peut dire "malheureusement", mais c'est une réalité qui est là.

Dans ce contexte-là, vous posez un jugement quand même bien sévère en ce qui regarde les grands organismes fédéraux, en matière de culture. Vous dites, dans votre mémoire, que la mise sur pied des grandes institutions culturelles canadiennes telles que Radio-Canada, Téléfilm ou le Conseil des arts, a abouti à une dépossession progressive du Québec, au même titre d'ailleurs que le résultat des décisions des tribunaux en matière de câblodistribution et de télécommunications. Mais en ce qui regarde ces grandes institutions fédérales, Radio-Canada, Téléfilm et le Conseil des arts notamment, ne croyez-vous pas que ces institutions ont aussi contribué à l'évolution et au développement de la culture du Québec?

M. Turgeon: Très bien. Bonne question, M. Rémillard. Je dois dire qu'effectivement, dans la première étape de ce que vous avez dit, nous avons tenu un référendum au mois de septembre auprès de tous nos membres du Québec, et la question était claire. Je pense qu'on ne pourra pas dire qu'elle était biaisée, je veux dire dans la presse anglophone et dans la presse francophone, elle était claire. Est-ce que vous êtes pour ou contre la souveraineté du Québec? Résultat: vous l'avez dit, plus de 90 %. Je tiens à dire que ce référendum et tout ça s'est tenu, et

en autant que nous sommes concernés à l'Union des artistes, se tiendra toujours dans un esprit non partisan. Si la question de l'avenir politique du Québec est une question éminemment politique, nous disons qu'elle ne doit pas être partisane au premier chef et nous allons tout faire, quant à nous, pour ne pas tomber dans ce piège-là, si jamais piège il y avait.

Nous avons insisté effectivement, dans notre mémoire, pour montrer que, quand on parle de culture, on ne parle pas que de rêve. On parle de choses aussi bien réelles et bien concrètes. Et nous avons insisté pour ramener le monde de l'économie au monde culturel parce que nous sommes convaincus que l'économie au Québec, comme partout dans le monde, l'économie, ça se fait sur un fond culturel. Et comme il y a des gens, ici, qui sont des gens d'affaires et qui savent ce que ça veut dire des chiffres, alors on s'est dit: On va parler de façon concrète et on va parler de chiffres. Et on dit que la culture au Québec, incluant une partie donc des communications, c'est une affaire au Québec seulement, en chiffres de 1990, de quelque chose de 5 500 000 000 \$, ou à peu près. C'est énorme. On n'est pas loin des pâtes et papiers de M. Poissant, dans cet ordre-là. C'est vrai que Radio-Canada, notamment, que l'Office nationale du film ont fait une oeuvre extraordinaire, ont été des instruments privilégiés pour la culture francophone de ce pays. C'est vrai. C'est vrai que Radio-Canada a eu ses heures de gloire. L'Office national du film. On a finalement fait ressortir des talents, on a produit des émissions, on a montré aux Québécois ce que ça pouvait être une culture qui leur ressemblait. Et, à ce moment-là, je pense que des organismes comme ceux-là ont fait ce qu'ils devaient faire.

M. Rémillard: M. Turgeon...

M. Turgeon: Et depuis quelques années, et c'est là que c'est important de voir les choses, on se rend compte, finalement, que le gouvernement fédéral, par le biais de ses institutions, et par d'autres missions qu'il s'est données, dites culturelles, empiète largement sur un champ de juridiction qui, à notre sens, est un champ de juridiction québécois. Et c'est là où le bât blesse.

M. Rémillard: Si je comprends bien votre intervention, c'est que tout n'est pas mauvais. C'est dans ce sens-là que...

M. Turgeon: Tout n'a pas été mauvais.

M. Rémillard: ...tout n'a pas été mauvais.

M. Turgeon: C'est ce que j'ai dit.

M. Rémillard: Oui. Alors, à partir de ce que vous venez de nous dire, je lis à la page 30 de

votre mémoire un passage que je trouve particulièrement intéressant. Vous nous dites: Avec le Canada, il ne sera pas question de discuter d'une répartition de quelque pouvoir que ce soit. Mais dans le même paragraphe, alors on serait porté à croire que c'est une souveraineté, si vous me permettez l'expression, pure et dure.

M. Turgeon: Non.

M. Rémillard: Mais vous mettez des nuances.

M. Turgeon: Il fallait me permettre d'y répondre.

M. Rémillard: Et deux phrases plus loin, vous dites ceci: On pourrait avoir "une forme de collaboration privilégiée" avec le reste du Canada. "Il pourrait en résulter une formule d'association ainsi que la mise en place d'instances décisionnelles et de coopération couvrant de multiples aspects de la société québécoise". M. Turgeon, ma question est celle-ci: Qu'est-ce que c'est ces multiples aspects et cette association? (10 heures)

M. Turgeon: Vous voyez que si c'est pur, ce n'est pas si dur que ça, finalement. Ces multiples aspects, ce que nous disons, M. Rémillard, c'est qu'il n'est pas question de partager les pouvoirs. On vit présentement dans un système de partage de pouvoirs et c'est ça qui est tout le problème. Dans un Québec souverain qui devra négocier et qui devra forcément, forcément s'ouvrir au monde, dans un Québec souverain on devra négocier des ententes. Peut-être ne partagerons-nous pas des pouvoirs, peut-être cédera-t-on certains pouvoirs. Et c'est là que la négociation va nous amener. On peut s'entendre sur la monnaie, on peut s'entendre sur l'armée, sur plusieurs autres raisons, mais au niveau culturel, cependant, il est fondamental que nous gardions les pleins pouvoirs ici au Québec.

M. Demers (Serge): Si vous permettez...

M. Rémillard: Oui.

M. Demers: ...j'aimerais ajouter, eu égard à ce que M. Turgeon vient d'exprimer, qu'il est important de garder une ouverture d'esprit et d'avoir une certaine souplesse, parce qu'il y a des composantes, même au niveau culturel. Je pense, par exemple, aux Canadiens francophones des autres provinces, aux francophones hors Québec qui méritent et devront continuer de recevoir certains services. On peut penser, par exemple, à ce qu'est actuellement Radio-Canada, qui donne des services à ces communautés-là à travers les autres provinces. Il y aura ici la minorité anglophone du Québec qui a droit aussi à certains services et là, il y aura peut-être des ententes de réciprocité pour que nous puissions donner les services aux francophones hors

Québec et permettre aux francophones, aux anglophones, pardon, québécois de recevoir aussi certains services. C'est dans ce sens-là qu'on veut conserver une souplesse et négocier, sans pour autant se départir des pouvoirs que l'on voudrait voir attribuer au Québec.

M. Rémillard: Est-ce que ça signifie, par exemple, qu'on pourrait conserver Radio-Canada?

M. Turgeon: Certainement pas conserver Radio-Canada. Radio-Canada relevant du ministère fédéral des Communications, je pense que, dans un Québec souverain, le Québec devra assumer sa télévision ou ses télévisions publiques. Toute la partie francophone de Radio-Canada, la société Radio-Canada comme telle, devra certainement être rapatriée ici au Québec.

M. Rémillard: Et pour les Canadiens...

M. Turgeon: Comme la partie...

M. Rémillard: ...les francophones hors Québec?

M. Turgeon: Les francophones hors Québec...

M. Rémillard: Pour rejoindre...

M. Turgeon: Les francophones hors Québec... Le Québec aura certainement des responsabilités vis-à-vis d'eux, mais quel sera le gouvernement des francophones hors Québec? Ce sera le gouvernement d'Ottawa, et ce sera à Ottawa à voir comment il réglera le problème de sa minorité. On verra bien comment il va se comporter avec une minorité. Nous, au Québec, on en a une minorité, on sait comment on va se comporter avec.

M. Rémillard: Est-ce que ça ne signifierait pas, M. Turgeon, que vous abandonnez un rôle qu'on a toujours donné au Québec, celui de foyer de l'expression française, au niveau non seulement canadien, mais nord-américain?

M. Turgeon: Pas du tout, moi je pense que plus le Québec sera fort dans sa culture, plus il sera fort dans ce qu'il est, plus les francophones hors Québec, que ce soit des francophones canadiens ou des francophones américains, auront un sentiment d'appartenance.

M. Rémillard: En ce qui regarde la démarche que vous proposez, vous proposez tout d'abord un référendum?

M. Turgeon: Oui.

M. Rémillard: C'est essentiellement...

M. Turgeon: On propose d'abord, si vous me permettez, dans un premier temps, d'élargir le consensus. Quand on a des sondages qui montrent que 78 % de la population, ou à peu près, n'est même pas au courant du sens des travaux de la Commission Bélanger-Campeau, je trouve ça absolument aberrant. Donc il est important, déjà, de démontrer à cette population ce qu'on fait, et je pense que, suite aux travaux de la Commission, il faudra peut-être établir un petit peu partout certains forums pour dire aux gens: Bien voyez-vous, c'est de ça qu'on discute, c'est ça qui est le truc. Et ensuite, une fois bien informée, parce qu'il est fondamental que la population soit bien informée, une fois bien informée, tenir le plus tôt possible un référendum.

M. Rémillard: Donc le référendum ne serait pas relié à des élections?

M. Turgeon: Non, non, non.

M. Rémillard: Il y aura une différence...

M. Turgeon: C'est nettement différent. On n'est pas, nous, pour une élection référendaire, c'est clair. Un référendum à part, puis ensuite il y aura des élections pour voir quel gouvernement, quel parti, est le plus apte à gérer la souveraineté, si souveraineté il y a.

Le Président (M. Michel Bélanger): Il reste quatre minutes sur le temps de ce groupe. Mme Claire-Hélène Hovington.

Mme Hovington: M. Turgeon, ça me fait plaisir de vous entendre ce matin. Je voudrais juste souligner, pour imaginer ce que vous dites, c'est que le 9 octobre... — On dit: Les grands esprits se rencontrent — le 9 octobre, ici-même, dans cette belle salle Windsor qui fait partie de notre patrimoine — et Dieu merci, on l'a restaurée, c'est une salle superbe — il y avait une rétrospective d'un de nos grands peintres du Québec qui s'appelle René Gagnon, et il y avait ici des investisseurs français pour acheter des tableaux. Je mentionne ce fait pour illustrer ce que vous voulez dire en retombées économiques au niveau des arts pour le Québec. Il y a une incidence économique très très grande. Vous parlez, vous, de 4 700 000 000 \$, et au-delà de 5 000 000 000 \$...

M. Turgeon: 5 500 000 000 \$.

Mme Hovington: 5 500 000 000 \$, et je pense que c'est seulement au niveau des arts d'interprétation...

M. Turgeon: Au niveau...

Mme Hovington: C'est en dehors des arts

visuels, en dehors de...

M. Turgeon: Non, ça inclut, ça regroupe l'ensemble, mais c'est une partie seulement des communications. Il faut bien s'entendre.

Mme Hovington: C'est pour ça que je voulais imaginer. Et même, cette exposition était parrainée par une banque, la BICT. Je dis une banque pour mentionner que les gens d'affaires de plus en plus, au Québec, et le monde des affaires s'intéressent aux arts et aux retombées culturelles. Et c'est un plus pour tous les artistes du Québec, je crois bien.

M. Turgeon: Me permettez-vous d'ouvrir juste une parenthèse?

Mme Hovington: Oui.

M. Turgeon: Pour dire qu'au Japon, au Japon, on incite les hommes d'affaires à investir dans la culture, dans les choses des arts, parce qu'on est convaincus qu'en faisant ça, ça va leur donner plus d'imagination pour leurs propres affaires.

Mme Hovington: Je vois que dans votre mémoire, vous accordez une importance au capital humain. Vous appelez ça le secteur quaternaire, qui concerne la recherche scientifique, l'innovation technologique, la création et l'expression artistiques. En fait, il s'agit d'une constante dans votre mémoire, le capital humain, et ça, je pense que c'est un point très important.

Lorsque vous parlez d'ingérence du fédéral en matière culturelle, je crois que vos conclusions correspondent assez bien aux conclusions du ministère des Affaires culturelles aussi. Je ne sais pas si vous... vous devez sans doute le savoir parce que vous mentionnez, entre autres... vous parlez à plusieurs reprises de compétences légalement réservées au Québec, de compétences exclusives en matière culturelle. Mais vous n'êtes pas sans savoir que dans la Constitution de 1867, il n'est aucunement fait mention de la culture et du pouvoir culturel du Québec. Et on a, si vous voulez, des pouvoirs en matière culturelle au Québec, on est concernés seulement en raison notamment de notre compétence sur l'éducation. Alors, c'est pour ça que vous mentionnez, vous recommandez que ce soit inscrit dans la Constitution.

M. Turgeon: Oui, c'est la raison fondamentale pour qu'on s'en occupe et que ce soit inscrit dans la Constitution que la souveraineté, c'est comme ça, que la souveraineté est intimement liée à la culture. S'il n'y avait pas de culture, on ne parlerait même pas de souveraineté.

Mme Hovington: Vous dites, à la page 22 de

votre mémoire: "Dans un Québec souverain, il y a tout lieu de croire à une explosion encore plus grande de l'interprétation et de la création québécoises." J'aimerais vous entendre un petit peu, d'une façon plus précise là-dessus. En quoi la souveraineté aiderait-elle une créativité qui est déjà très grande au Québec et qui pourrait la multiplier?

M. Turgeon: Parce qu'à ce moment-là, la créativité est déjà très grande, et c'est vrai que le Québec est un peuple créateur...

Mme Hovington: Absolument.

M. Turgeon: ...est un créateur enthousiaste, à part ça. Il ne faudrait pas faire que ça fléchisse et que ça s'estompe. Si nous sommes maîtres de nos politiques, totalement maîtres de nos politiques, sans que personne vienne décider pour nous de choix qui nous obligent finalement à aller dans ce sens-là, c'est là que nous allons rendre le terrain beaucoup plus fertile à la création. Je voudrais, moi, que le Québec soit maître de ses politiques, totalement maître de ses politiques en ce qui concerne le cinéma; totalement maître de toutes ses politiques en ce qui concerne la télévision, qu'il n'y ait pas un conseil d'ailleurs, étranger, qui vienne imposer des réglementations et des lois. Donc, ça veut dire ça: maîtres de notre culture, pleins pouvoirs sur la culture et les communications de façon à s'assumer et de façon à développer dans le sens qui sera le nôtre, et qui ne sera que le nôtre.

Mme Hovington: Et je crois que vous prônez, en conclusion, M. le président, aux pages 29 et 30... À la page 29, vous parlez d'un référendum sur la souveraineté et, à la page 30, vous parlez aussi, si je ne m'abuse, d'un deuxième référendum lors de l'élaboration de la constitution.

M. Turgeon: C'est-à-dire que...

Le Président (M. Michel Bélanger): Brièvement, s'il vous plaît, M. Turgeon. Votre temps est épuisé, brève réponse.

M. Turgeon: Oui, très brièvement. Une fois que nous aurons une constitution, je pense que c'est tout simplement démocratique de faire accepter, entériner cette constitution par la population. Et c'est ça qui est le sens du deuxième référendum.

Mme Hovington: Dans un autre référendum.

M. Turgeon: Oui.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant au groupe parlementaire qui forme l'Opposition, en commençant par M.

Boulerice, qui remplace aujourd'hui Mme Harel. M. Boulerice.

M. Boulerice: Chers amis, je dis "chers amis" puisque, depuis mon entrée en politique, je suis associé à ce dossier qui est notre passion commune: la culture. Je me priverai de commentaires, j'irai droit à une question, M. le Président, chère Élisabeth: Pourriez-vous me donner, en fonction du mémoire que vous avez présenté et que j'ai lu attentivement, des exemples très précis où les intrusions du gouvernement fédéral canadien ont freiné le développement culturel québécois, et des exemples où l'intrusion fédérale canadienne a fait dévier des objectifs spécifiquement québécois dans le développement de la culture et des entreprises culturelles québécoises?

M. Gauthier (Réel): Je vais commencer. Les exemples précis et vraiment clairs sont très difficiles parce que, pour comprendre un peu la réalité à peu près dans tous les secteurs, lorsqu'il s'agit de produire en théâtre, produire dans le secteur du cinéma, de la télévision, il faut comprendre que le milieu doit aller - prenons le cas du cinéma - chercher une partie de son argent dans des abris fiscaux qui, pendant un certain nombre d'années, étaient permis par Ottawa, après ça coupés, repermis par Québec, il faut ensuite aller à la SODIC qui a un certain nombre de règles, après ça passer à Téléfilm, s'entendre avec un diffuseur privé québécois, s'entendre après ça avec Radio-Canada. Ce sont des démarches d'une complexité et qui, continuellement, obligent à répondre à des principes, des critères, qui ne sont parfois pas nécessairement contradictoires, mais cette confusion constante - et vous l'avez dans le théâtre, vous l'avez dans tout - et l'obligation de jouer sur tellement de tableaux amènent graduellement des programmations, l'ensemble, si on veut, de la production culturelle à n'être jamais totalement laissée aller et avoir tout son potentiel de création.

Mme Chouvaldizé: Si vous me permettez M. Boulerice, j'aimerais enchaîner sur M. Gauthier. Je vais vous donner un exemple. En ce qui concerne Radio-Canada par exemple, la façon de voter les budgets et d'allouer des budgets à Radio-Canada est faite démographiquement et non pas selon des nécessités culturelles, si bien que les services français de Radio-Canada se voient octroyer des budgets tellement inférieurs que, finalement, la conclusion est la suivante: Le Québécois a-t-il droit à la même information que le Canadien des neuf autres provinces? Par exemple, nous savons, le budget de l'émission "Le Point" - l'information fait aussi partie de culture n'est-ce pas? - le budget de l'information du Point est le tiers de celui du "Journal". Parce que nous sommes moins nombreux alors nous avons droit à une information moins complète.

M. Turgeon: Des budgets de production dans l'ensemble, et ça c'est la réalité aujourd'hui - ça va rejoindre la question de M. Rémillard tantôt - la réalité concrète aujourd'hui, les budgets de production à Radio-Canada francophone votés donc par le Parlement, les budgets c'est du deux pour un entre les services français et les services anglais. Or, dans un système dans lequel on vit ça devrait être 50-50. Ce n'est pas parce qu'on représente 28 % ou 29 % de la population qu'on doit avoir 28 % ou 29 % du budget. Il me semble qu'on aurait dû comprendre ça depuis longtemps. Ça c'est un exemple.
(10 h 15)

Au niveau de la politique du cinéma, de Téléfilm Canada par exemple, on signe des ententes de coproduction, le gouvernement canadien signe des ententes de coproduction avec la France aux termes desquelles ententes on va tourner chez nous en anglais un film coproduit avec la France. Ça devient aberrant et on nous demande, à nous, et la demande m'a été faite, à moi, il y a quelques semaines par les producteurs du Québec, étant donné ces ententes, étant donné le marché qui pourrait s'ouvrir est-ce que vous acceptez qu'on double vos membres en France? Et ça c'est à cause d'ententes signées entre le gouvernement canadien et les gouvernements étrangers. D'où l'importance de signer, nous, nos propres ententes internationales, de décider, nous, de ce que nous voulons au sein même, au coeur même, d'une entente dans le fond des choses, et pour pouvoir signer des ententes internationales, je pense que vous allez convenir avec moi que ça prend évidemment les pouvoirs pour le faire et ça ça veut dire la souveraineté.

M. Boulerice: Est-ce que je vous ai bien compris pour ce qui est du conseil canadien des arts que ce Conseil est "canadien" et non pas pan-canadien?

M. Demers: C'est exact que ce Conseil est effectivement "canadien", ça c'est très clair et on retrouve partout des dédoublements de structure avec des réglementations différentes, ce qui fait qu'en bout de ligne il est impossible pour le Québec, dans le contexte actuel, de planifier un tant soit peu et de se donner une véritable politique culturelle, parce qu'on ne contrôle pas les tenants et aboutissants de chacune des composantes de nos industries culturelles. Alors on se retrouve avec une réglementation dans le domaine du film, qui est issue de Téléfilm Canada, on se retrouve avec une autre réglementation qui est issue de la SOGIC, on se retrouve avec un ministère des Affaires culturelles qui a, soit disant, juridiction sur le long métrage, on se retrouve avec un ministère fédéral des Communications qui intervient dans la négociation internationale sur le même long métrage, on se retrouve avec un

ministère fédéral des Communications qui a juridiction sur la télévision, donc la production faite pour la télévision par les producteurs de films indépendants. Donc le même producteur de films qui produit pour la télé est soumis à une juridiction fédérale d'un côté, avec une réglementation et il est soumis à une juridiction fédérale et du ministère des Affaires culturelles lorsqu'il va dans le long métrage. Alors, gaspillage de temps, d'énergie, absence de politique, absence de perspectives, par conséquent, gaspillage et impossibilité de dégager une véritable politique culturelle.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Parizeau.

M. Parizeau: D'abord Mme Blackburn, M. le Président, si vous permettez, pour quelques instants.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président, merci M. Parizeau. D'abord, je voudrais vous féliciter d'avoir pris vraiment... avoir fait écho à la souveraineté parce que, curieusement, à cette Commission, si vous prenez fait et cause pour la souveraineté, vous êtes taxé, ou vous êtes susceptible d'être taxé de faire de la partisanerie. Et si vous prenez fait et cause pour le fédéralisme ou le statu quo, ça n'a pas l'air évident. Et ça, je n'arrive pas vraiment encore à le comprendre, par quel travers on a réussi, comme Québécois, à penser qu'être souverainiste c'était nécessairement être partisan et fédéraliste ça ne l'était pas. Ce qui faisait dire d'ailleurs à un éditorialiste, au moment de la dernière campagne électorale, que c'était un peu de l'imposture, au Parti québécois, parce qu'on ne laissait pas vraiment de choix. Alors, il aurait fallu deux partis fédéralistes pour qu'on ait le choix. J'aimerais que vous nous disiez rapidement, parce que ce n'est pas toujours évident pour les Québécois et les Québécoises, l'importance de l'industrie culturelle, et combien chaque dollar investi dans la culture rapporte de dollars, finalement, en création et en retombées de toutes sortes.

M. Turgeon: Alors, en gros, écoutez si on prend une tarte, et une tarte ça représente donc 100 %, on va voir que ce que l'État investit dans la culture, et là quand je parle d'État c'est à la fois le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial, et les gouvernements municipaux, parce qu'il font aussi leur part, ça, ça représente environ 40 % d'investissements dans la culture. Les autres 60 % ça vient en très grande partie, à 58 % du marché, ce que vous, comme citoyen, vous payez quand vous allez prendre un billet de théâtre, vous allez au cinéma, etc. Donc, ce que

le marché investit. Et puis, il y a une toute petite, toute petite portion, finalement, peut-être 2 %, qui est ce que les sociétés donnent, les compagnies, les mécènes quand ils ont un trop-plein, ils déversent leurs miettes de trop-plein sur la culture qui, pourtant, exige beaucoup plus. Donc ça, en gros, c'est l'investissement.

Mais ça, ça veut dire que le monde culturel, ce sont des dizaines et des dizaines de milliers d'emplois. Ça c'est important. Ça veut dire des retombées de 5 500 000 000 \$ au moins. Quand on se bat, nous, pour avoir une industrie du doublage qui ait de l'allure ici, on se bat pour des centaines et des centaines de jobs, et je ne comprends pas qu'il n'y ait pas un gouvernement qui soit encore allé au front avec ça, alors que pour une chaîne de montage de 200 et de 250 personnes on est tous là, en conférence de presse, à dire: Bravo et c'est donc merveilleux pour la région. Bien c'est ça que je veux dire. Le monde culturel c'est aussi un monde d'affaires, c'est aussi des revenus pour les gens. Ce n'est pas que ça. Je ne veux pas réduire la culture à ça, entendons-nous bien, parce que la culture c'est beaucoup plus large, c'est tout ce qu'on est et c'est tout ce qu'on veut être, de la façon dont on veut l'être.

Mme Chouvalidzé: Je vais ajouter un détail, si vous me le permettez. Les récents chiffres compilés nous prouvent que le marché du doublage, puisque Serge Turgeon vient d'en parler, est un marché, que nous perdons actuellement, de 20 000 000 \$. Là, je pense également, là-dedans non seulement aux artistes-interprètes qui vont faire le doublage, mais les techniciens, les studios, les faiseurs... et tous les laboratoires.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Parizeau.

M. Parizeau: Mesdames et messieurs, plutôt un commentaire qu'une question dans les quelques minutes qui nous restent. Les artistes ont été au centre de tous les débats importants de notre société depuis déjà un bon bout de temps. On l'a souligné souvent, la Révolution tranquille n'aurait jamais été ce qu'elle a été sans les artistes et les écrivains au Québec. Là, dans ce grand débat sur la souveraineté, les artistes sont encore au centre du débat, et jouent toujours dans cette société qui est la nôtre, un rôle irremplaçable.

Je suis tout à fait sur la même longueur d'onde que vous quand vous mettez l'accent sur la nécessité pour une culture aussi effervescente que la nôtre, mais dans un bassin de population, somme toute, assez limité, que tous les pouvoirs, toutes les politiques, tous les appuis qu'on doit pouvoir donner à la culture dans une petite société comme la nôtre soient entre nos mains. Ça me paraît être la logique même. N'importe quelle autre formule, au fond, a un caractère

aberrant.

Cela veut dire, cependant, que, dans la mesure même où on s'oriente vers la souveraineté et vers le plein contrôle des politiques et des leviers culturels dont nous pourrions disposer, là, j'ai une hésitation à l'égard de ce que vous appelez, dans votre mémoire, "les négociations avec les futurs partenaires du Québec". Il me semble, au fond, que dans le milieu culturel, il faut, à partir du moment où tout est rapatrié, avoir à l'égard du reste du monde une ouverture très importante, très vaste. Dans un cadre comme celui-là, le Canada devient, comment dire, une sorte d'espace culturel qui n'a d'importance pour nous qu'historique au fond. D'autres espaces culturels sont au moins aussi importants, sinon bien plus importants. Il est clair qu'on trouvera alors, par exemple, la possibilité, enfin, de régulariser, d'approfondir, de développer avec la France et avec la francophonie toute espèce de rapports qui, très souvent, sont embryonnaires encore aujourd'hui.

Il n'est pas évident que le marché nord-américain anglophone, dans sa totalité, n'est pas bien plus important pour la culture québécoise que l'anglophone canadien. C'est peut-être bien plus important que l'Orchestre symphonique de Montréal aille à New York qu'à Toronto à certains égards. Et ce n'est pas du tout évident que les pièces de Michel Tremblay pénétreront davantage le Canada anglais que les États-Unis, pour prendre un exemple très clair d'un dramaturge québécois à l'heure actuelle dont les pièces sont jouées un peu partout en Amérique du Nord...

Une voix: Etes-vous...

M. Parizeau: Pardon? Oui, oui. Bien sûr.

Et, dans ce sens-là, je pense qu'au moment où on voit apparaître la possibilité réelle que le Québec devienne souverain et que la culture québécoise reçoive du Québec tous ces modes d'appui, que les artistes québécois, eux, prennent une sorte d'attitude d'ouverture extraordinairement générale à l'égard du monde. Il est évident que ça prendra toujours beaucoup d'efforts pour que la culture d'un peuple de notre dimension puisse pénétrer partout dans le monde. Il ne faut donc pas se prendre pour d'autres, mais je pense qu'il faut peut-être éviter de se choisir des cibles, si vous me passez l'expression, trop pointues ou simplement justifiées par l'histoire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ce commentaire remplit le temps disponible, M. Parizeau.

M. Turgeon: Écoutez, moi, je veux tout simplement dire que nous abondons tout à fait dans ce sens-là, M. Parizeau, et quand nous parlons d'ouverture, par exemple, avec le Canada anglais, c'est au niveau...

Le Président (M. Michel Bélanger): Votre accord écoule encore votre temps...

M. Turgeon:...des francophones hors Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous allons maintenant passer, et je vous rappelle que la période de questions pour les autres membres est de 40 minutes, que chacun de ceux qui vont prendre la parole a droit à 10 minutes. Mais, si on veut passer toutes les nombreuses demandes et permettre à l'Union des artistes de donner des réponses aux autres qui couvriront les premiers qui n'ont pas été couverts s'il y a lieu, ce serait bon que nous soyons à la fois brefs dans les questions et les réponses.

Nous commençons avec M. Beaumier qui sera suivi de M. Béland et de M. Dufour. M. Beaumier.

M. Beaumier: Merci, M. le Président. Ce qu'on peut dire du mémoire de l'Union des artistes, c'est qu'il fait quand même réfléchir drôlement. Il y a des chiffres qui ont été avancés là-dedans qui nous surprennent. Pour moi, d'une part, ça m'a surpris énormément. Vous avancez un chiffre de 5 000 000 000 \$. Est-ce que, M. Turgeon, vous pourriez nous ventiler ça un peu? Vous avez quand même avancé ce chiffre, mais dans quel domaine? Vous avez parlé un petit peu que le monde municipal était compris dedans.

M. Turgeon: C'est ça. Alors, si on regarde, par exemple, au niveau, prenons des chiffres 1988-1989. Si on regarde les chiffres complétés des dépenses du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial et du gouvernement municipal, on parle de quelque chose de l'ordre de 1 720 000 000 \$. Là-dessus, de Québec, 471 000 000 \$, en gros; du Canada, 777 000 000 \$; des municipalités, 166 000 000 \$. À l'inverse de ça, le marché, donc les citoyens ordinaires, c'est 2 754 000 000 \$ qui sont investis dans la culture au Québec. Et on parle d'à peu près 800 000 000 \$ pour ce qui est des sociétés donatrices, des mécènes, etc. En gros, c'est ça qui est la répartition.

M. Beaumier: Une toute dernière. Si jamais, on se retrouvait dans un Québec indépendant, est-ce que cette industrie-là pourrait prendre un peu plus d'expansion?

M. Turgeon: Elle va forcément prendre de l'expansion; elle va forcément prendre de l'ampleur, ne serait-ce que dans le sens de ce que M. Parizeau vient d'invoquer. Alors, c'est évident que vous voyez déjà quelle est la créativité des artistes québécois; c'est évident que, dans un Québec souverain avec, comme je le disais tantôt, un terrain beaucoup plus fertile et

beaucoup plus propice à la création, où il n'y aura pas ce chevauchement sans cesse agaçant de juridiction qui nous fait perdre du temps, de l'énergie, de l'argent et, en bout de ligne, nous fait perdre de la créativité, c'est évident que, à ce moment-là, nous allons tout investir au niveau de la créativité. Mais, pour ça - là, je m'adresse au prochain gouvernement qui gèrera la souveraineté - ça voudra dire qu'il faudra que nous nous donnions, nous, au Québec, une véritable politique culturelle, ce que nous n'avons pas à l'heure actuelle, une politique culturelle qui n'a rien à voir avec ce que fait actuellement le ministère des Affaires culturelles ou ce que fait le ministère des Communications. Une véritable politique culturelle qui va intégrer les arts, la culture, les communications. Et ça devrait devenir, comme ça va être partout, peut-être le premier, le plus important, dans le sens profond des choses, un des plus importants ministères d'un gouvernement souverain.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Béland, suivi de M. Dufour et de M. Proulx.

M. Béland: Merci, M. le Président. Je dois vous dire, mesdames et messieurs, que votre mémoire, moi aussi, m'a beaucoup intéressé. D'abord, le résultat de votre référendum, le moins qu'on puisse dire, c'est que la question était claire. Vous savez que chez nous, que le nôtre, il y a certains membres de la Commission et d'autres qui nous ont dit que notre propre sondage ou notre propre consultation avait été biaisée. Je regrette, parce que, peut-être, avec une question claire, que j'aurais eu vos résultats. Nous, on n'a eu que 85 %.

Ma question porte sur un sujet qu'on ne voit pas beaucoup dans les mémoires qui nous ont été soumis jusqu'à présent, c'est la question des communications. Vous avez un des rares mémoires qui soulignent l'importance du domaine des communications. Vous dites, à la page 9: "Le lien naturel qui existe entre la culture et les arts met en lumière l'importance stratégique des communications..." Ce que j'aimerais savoir, c'est si l'Union des artistes a fait des études particulières sur le sujet, parce que, comme je le disais tout à l'heure, la Commission n'est pas très bien alimentée sur le sujet. Est-ce que l'Union des artistes s'est penchée sur cette question-là et pourrait nous en donner davantage?

M. Turgeon: Écoutez, on n'a pas fait d'étude exhaustive, effectivement, là-dessus, mais comme on vit, nous, avec ce secteur névralgique et important, on sait... et je pense que les chiffres, finalement, sont des chiffres communs que le ministère des Communications du Québec pourrait vous donner. Les communications, au Québec, c'est une affaire de 7 000 000 000 \$, uniquement des communications. Là-dessus, pre-

nons les communications qui se rapportent beaucoup à notre secteur, le secteur du monde culturel, c'est quelque chose de 2 000 000 000 \$ ou de 2 100 000 000 \$. Donc, il reste un autre 5 000 000 000 \$, finalement, pour tout l'autre secteur des communications. Nous disons que c'est fondamental, pour vraiment détenir tous les leviers d'une véritable politique culturelle, de contrôler, d'avoir plein pouvoir en matière de communications. Et je me demande, M. Béland, je me demande, M. le Président, si cette Commission ne devrait pas instituer, étant donné que la question est fondamentale pour l'avenir du Québec, quelque jour, une sorte de forum qui serait consacré aux communications, pour que nous puissions en débattre avec tous les intervenants concernés. Il me semble que c'est l'un des enjeux fondamentaux et majeurs, en tout cas, d'un Québec souverain ou de l'avenir du Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dufour.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord remercier l'Union des artistes pour sa réflexion. J'ai beaucoup apprécié l'accent que vous avez mis sur le dossier économique. J'écoutais Mme Chouvaldzé parler des artistes comme des entrepreneurs. Je me rappelle le débat sur la loi sur le statut de l'artiste auquel on avait aussi été associés, et c'est évident que, quant à nous, vous êtes de véritables entrepreneurs.

(10 h 30)

Ma question est la suivante: Dans le mémoire, à plusieurs occasions, vous parlez des difficultés que vous avez ici au Québec. À un moment donné, vous faites le partage entre le MAC et le ministère des Communications, quant aux responsabilités. Vous parlez du budget de la publicité par exemple qui relève justement du ministère des Communications, et vous nous dites que, en fait, le MAC ne serait responsable que de 10 % à 20 % de l'ensemble de l'activité subventionnée. Dans un autre volet de votre mémoire, vous parlez que le fédéral donne au Québec plus ou moins 830 000 000 \$, bon, pour différents projets. Vous dites: Il faudra rapatrier, bien sûr, ces 830 000 000 \$. Ma question est la suivante, pour avoir lu beaucoup de mémoires: Les gens de l'éducation demandent de l'argent dans un nouveau Québec. Les gens des affaires sociales demandent de l'argent dans un nouveau Québec. Tout le monde demande de l'argent. Je vous fais confiance, M. Turgeon, comme groupe de pression, je vous connais bien. Mais comment vous allez vous organiser pour que les 830 000 000 \$ ne s'en aillent pas au fonds consolidé?

M. Turgeon: Tout est là, M. Dufour. Ce ne sont pas des individus qui vont réclamer de l'argent, c'est la culture qui le réclame. Et là

culture, vous en faites autant partie que moi, je peux en faire partie ou qu'un autre peut en faire partie. C'est donc la raison primordiale pour laquelle nous devons nous donner un véritable ministère et une véritable politique de façon à faire en sorte de renforcer et d'affirmer l'identité, l'unité de tout le peuple québécois. Il faut s'assurer qu'il y ait un minimum, l'UNESCO donne des chiffres: pour une population de 7 000 000 d'habitants, en deçà de 15 000 000, donc 7 000 000 comme c'est le cas ici, c'est un minimum décent que le gouvernement contribue au moins à 1 % de son budget national, contribue donc au secteur des arts, c'est un minimum. Et ça, donc, c'est dans le but de se donner des politiques qui vont développer notre langue, notre patrimoine, nos traditions, qui vont favoriser le rayonnement international dont on parlait tantôt, qui vont intégrer, si vous voulez, toutes les dimensions économiques, technologiques, qui vont favoriser l'accessibilité, la diffusion, l'éducation, tout ça va renforcer la concertation de tous les intervenants, que ce soit du privé ou que ce soit du public. Donc, c'est pour ça que c'est fondamental d'avoir un minimum, et on pense que dans ces 830 000 000 \$ à être rapatriés, ça, ça fait partie du minimum, mais du minimum pour rassurer tout simplement et pour définir ce que nous sommes. La culture, c'est ce qui fait qu'on est ce qu'on est et qu'on n'est pas quelqu'un d'autre. Et c'est pour ça qu'au premier chef, ça vaut le coup qu'on investisse là-dedans. Autrement, qu'est-ce que ça donne de faire une souveraineté, si ce n'est pas nivelé puis c'est pour être comme tout le monde et sans personnalité?

M. Dufour: ...économique, M. Turgeon, pourquoi vous distinguez le budget de 5 500 000 000 \$ dont on vient de parler à la culture, et vous dites le budget de publicité de plus ou moins 6 000 000 000 \$, pas le budget, l'ensemble des dépenses...

M. Turgeon: Le budget de quoi? Je n'ai pas compris. Le budget de la publicité?

M. Dufour: Vous dites que les activités de la culture, je m'excuse, représentent plus ou moins 5 500 000 000 \$...

M. Turgeon: Oui.

M. Dufour: ...et que les activités de publicité représentent plus ou moins 6 000 000 000 \$...

M. Turgeon: Pas de publicité, j'ai parlé de communications, de l'ensemble du secteur des communications, donc ça concerne la téléinformatique et tout ça, c'est 7 000 000 000 \$, mais sur ce 7 000 000 000 \$, il y a 2 000 000 000 \$, 2 100 000 000 \$, qui concernent Radio-Québec,

qui concernent, enfin, des secteurs plus rattachés au plan culturel. Voilà.

M. Dufour: Non, je pense que la précision est importante. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Proulx, qui sera suivi de M. Hogue et de M. Bouchard. M. Proulx.

M. Proulx: Alors, comme on dit souvent: la culture et l'agriculture se ressemblent sur plusieurs points, c'est avec beaucoup de plaisir que j'ai pris connaissance de votre mémoire, et double plaisir d'en entendre le résumé, ce matin, parce qu'on est à même de constater que trop souvent on limite la culture aux divertissements et moi, je trouve très important qu'on fasse ressortir tous les aspects, aspects économiques particulièrement, pour essayer d'abolir un certain nombre de préjugés qui sont encore trop présents dans notre population. Parce qu'il ne faudrait pas oublier que notre culture, c'est notre façon d'être, c'est notre façon de voir, de penser, d'agir, mais surtout de juger, et c'est peut-être que trop souvent, tout comme l'agriculture encore une fois, on considère que c'est de l'acquis parce qu'on vit avec ça quotidiennement et qu'elle a plus ou moins d'importance. Donc, ceci étant dit, au fur et à mesure que les débats avancent, les positions s'éclaircissent et ça nous amène, c'est bien sûr, à constater, particulièrement ces jours-ci, que les épouvantails à moi-neux commencent à ressortir et que des comparaisons boiteuses, insidieuses font des apparitions et j'imagine que c'est dans le but de biaiser le vrai débat qu'on doit faire, particulièrement au niveau de la Commission. Moi, il y a un mot... Ma question c'est de préciser un mot qui est dans votre mémoire qui me chicote, parce qu'il risque d'être utilisé à d'autres fins, j'imagine, que vous avez voulu le faire, c'est quand vous parlez d'un état naturel. Que voulez-vous dire par "un état naturel"?

M. Turgeon: La souveraineté, un état naturel. C'est beau comme expression. Je vais vous dire, avant de passer à ça, M. Proulx, que vous avez raison de dire que la culture et l'agriculture font bon ménage. On sait ce que c'est que les racines dans nos mondes respectifs. Il y a un fameux poète américain B.T. Washington qui disait qu'une société ne sera jamais une société si elle n'apprend pas qu'il y a autant de dignité à cultiver un champ qu'à composer un poème. Cela dit, "la souveraineté, un état naturel," c'est une façon pour nous de dire que le Québec est un État naturel pour la souveraineté. C'est une façon pour nous de dire que les Québécois et les Québécoises peuvent aspirer à quelque chose, non seulement de logique, à quelque chose d'historique, comme n'importe quel groupe humain dans le monde. C'est une façon

pour nous de dire que le Québec c'est l'un des plus grands territoires au monde. On vient au dix-huitième rang par rapport à l'importance du territoire. C'est une façon, pour nous, de dire que le Québec c'est une société des plus développées et des plus riches et qu'il n'y a personne qui veut perdre son niveau de vie, moi le premier, et que personne ne devra le perdre.

C'est une façon de dire qu'on a chez nous une langue à nous, qu'on a une histoire à nous et qu'on a, surtout, une volonté commune entre Québécois, de vouloir vivre et de vouloir faire des affaires ensemble. C'est une façon de dire qu'on a des richesses naturelles qui sont immenses, qu'on a un potentiel humain, ici chez nous, qui est des plus extraordinaires, des plus qualifiés, qu'on a une économie, qu'on a des entreprises qui sont modernes et qu'on veut, ensemble, poser tout simplement un choix d'émancipation, de prendre un certain risque, si vous voulez. On a parlé du beau risque, il y a quelques années, parlons donc maintenant du très beau risque qu'il y a à prendre.

M. Proulx: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Hogue, suivi de M. Bouchard et de M. Ouellet. On m'informe que les micros à Montréal seraient moins sensibles que ceux auxquels nous étions habitués au salon rouge à Québec. Donc, s'il vous plaît parlez plus près du micro pour les intervenants.

M. Hogue: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Sensibilité québécoise bien connue, c'est moins sensible à Montréal.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Hogue: Je viens d'Outremont, il me semble d'après Louis Laberge. M. le Président, on s'est rencontrés à Ottawa lorsque j'avais le plaisir de présider la commission sur le statut de l'artiste. À ce moment-là, il me semblait que j'entendais des choses un peu différentes. Dans l'espace d'un mois et demi on avait réussi à faire passer un projet de loi, et après avoir travaillé en étroite collaboration pour que ce statut de l'artiste soit reconnu sur un territoire qui s'appelait le Canada. Ceci dit, et j'apporte cette dissonance entre le texte et votre discours et ce que nous avions pu échanger ensemble.

M. Turgeon: Vous voulez parler de dissonance, on va en parler tout de suite... Oui.

M. Hogue: Laissez-moi continuer juste un peu s'il vous plaît, parce qu'on n'a pas beaucoup de temps. Nécessairement que vous n'y allez pas

avec le dos de la cuillère et que votre mémoire est objectif et non partisan. Je vais laisser, par le fait même, le soin au ministre de rétablir un certain nombre de faits, si jamais il en est capable, que ce soit surtout sur le plan économique. Mais, M. Turgeon, je voudrais que vous puissiez, moi comme Montréalais, Québécois, vieille souche, etc., me rassurer dans mes racines et que je puisse ensuite en parler à mes enfants.

Lorsque j'ai lu votre document, j'ai pensé tout au long à la beauté et à la pureté des énoncés, mais surtout à votre position que je dirais idéologique. Vous répondez à M. Rémillard qu'il n'est pas question de partager des pouvoirs, vous associer sur le plan culturel. La réponse est un non catégorique, et je suis prêt à partager cette position. Mais je veux que vous puissiez me sécuriser. Une société forme un tout dont les parties ne peuvent être dissociées. Le Canada était donc une société, il en est encore une, tant que nous sommes ensemble. Cette séparation couperait une racine fondamentale, la racine de l'agriculture sur laquelle vous venez de répondre à M. Proulx. Les groupes ethniques dans le Québec ou dans le Canada, et j'associe au préambule constitutionnel, où vous demandez la séparation pure, mais pas dure, pour la protection. Vous voulez dire, donc, que les peuples dominés auraient perdu leur culture, alors que moi, en psychologie, j'avais appris que les peuples dominés pouvaient se dépasser et pouvaient continuer à vivre justement à travers leur culture. Vous avez entendu, depuis le début de la Commission, que la culture ça passe avant l'économie en ce qui me concerne, même dans mon enseignement. Mais si on pousse la démarche comme vous le faites, face au gouvernement fédéral, on se retrouvera, par cette séparation, à la mise en place d'une culture pure, comme vous l'avez mentionné tout à l'heure, non hybride. En un mot, d'une race pure. Je voudrais une assurance sur ça, M. Turgeon.

M. Turgeon: D'abord, je veux vous dire simplement une chose, il n'y a pas de dissonance, il n'y a pas manque de cohérence dans le fait que nous ayons réclamé d'Ottawa un statut de l'artiste comme nous l'avions eu à Québec; dans le fait que nous nous battions à Ottawa pour avoir une loi décente des droits d'auteur. Tant qu'on fait partie du système, on va aller chercher là où il faut aller le chercher ce qu'on a à aller chercher...

M. Hogue: Ça me va.

M. Turgeon: Ça vous va?

M. Hogue: Très bien.

M. Turgeon: Donc c'est clair là-dessus. Deuxièmement...

M. Hogue: J'ai parlé du discours seulement.

cophones de souche, etc. etc.

M. Turgeon: Quand nous parlons... Quand nous disons que les parties d'un corps ne peuvent pas être dissociées, que l'âme et le corps, ça ne peut pas se dissocier, la personne pour nous, l'entité, c'est le Québec. Il y a une différence fondamentale si vous vous placez face au Québec et face au Canada. Vous apportez le problème, l'exemple des groupes ethniques. C'est là toute la différence au monde des groupes ethniques qui veulent venir vivre au Québec et qui vont s'intégrer à la culture québécoise, et des groupes ethniques qui veulent aller vivre au Canada et qui vont s'intégrer à une autre forme de multiculturalisme canadien. C'est là la différence. Donc c'est l'entité, où est-ce qu'on se situe? Vous qui avez fait de la philosophie, M. Hogue...

M. Hogue: De la psychologie.

M. Turgeon: ...et vous le dites souvent, ou de la psychologie, vous devriez savoir que ce qui différencie les êtres et les choses, la première chose qui les différencie, c'est la place qu'ils occupent. Ces deux verres-là sont identiques, ils sont pareils. Ce qui les différencie, c'est la place qu'ils occupent. Dans le débat qui nous occupe en ce moment, qui nous préoccupe, c'est ça qu'on veut situer, qu'est-ce que c'est, la place du Québec, qu'est-ce que c'est, la place du Québécois...

M. Hogue: M. Turgeon, vous ne répondez pas...

M. Turgeon: ...et c'est par rapport au Québec que toute l'argumentation va s'ensuivre.

M. Hogue: Vous ne répondez pas à ma question. Je vous ai posé une seule question, c'était l'osmose dans la culture...

M. Demers: Si vous permettez, M. Hogue, votre question comporte un énoncé insidieux...

M. Hogue: C'est à moi, la question, savez-vous?

Le Président (M. Michel Bélanger): S'il vous plaît, M. Hogue va reformuler sa question, et ensuite vous continuez avec la réponse. M. Hogue.

M. Hogue: Je veux avoir une réponse. La culture, c'est l'osmose, nécessairement.

M. Turgeon: Pardon?

M. Hogue: La culture, c'est aussi l'osmose, nécessairement, on ne s'en sort pas. Le Québec n'a pas été bâti à travers seulement des fran-

M. Turgeon: Ce n'est jamais ce qu'on a dit.

M. Hogue: La culture, c'est l'osmose. Moi je veux savoir, avec vos énoncés, et je veux que vous me sécurisiez, moi comme Canadien français, parce qu'il y a du métissage dans la culture, aussi...

M. Demers: Vous avez...

M. Hogue: ...puisque'il y a des interventions continues et continuelles. Le Canada, c'est une société. Si on coupe une racine, on coupe une partie de ma culture à moi que j'ai acquise, comme tous les autres, par osmose. J'apporte la notion et la présence des groupes ethniques, et je dis: Si on pousse la démarche comme vous le faites face au gouvernement fédéral - parce que vous n'y allez pas avec le dos de la cuillère, alors je me permets d'y aller de la même façon - on se retrouvera, par cette séparation, à la mise en place d'une culture pure et non hybride. En un mot, d'une race pure. Répondez-moi non, puis je vais être satisfait.

M. Demers: La réponse, vous allez l'avoir, elle est très simple. C'est que l'équation que vous faites entre d'abord une culture pure, ce que nous n'avons jamais invoqué nulle part dans notre mémoire, et une race pure en fait une question insidieuse et dangereuse, premièrement. Deuxièmement, la culture québécoise, la culture des Québécois francophones, la culture du peuple québécois a toujours été une culture très ouverte, tant vis-à-vis des minorités ethniques québécoises que vis-à-vis des cultures internationales. La culture des Québécois francophones est influencée par la culture nord-américaine et la culture européenne, particulièrement la culture francophone de France et d'Europe. Nous vivons ces deux courants d'influences, nous les avons très bien assimilés et nous avons donc une culture originale. Et je dois dire que la culture américaine nous a beaucoup plus influencés que la culture canadienne-anglaise qui se cherche elle-même et qui cherche à se définir par rapport à la culture américaine. Nos racines culturelles sont des racines culturelles québécoises. On ne coupe pas de racines avec le Canada. Le Canada est un pays artificiel, et nous nous en rendons compte maintenant.

(10 h 45)

Les anglo-canadiens, les Canadiens anglais se cherchent eux-mêmes, cherchent à se définir. Nous avons notre culture, et nous nous sommes définis. Il n'y a donc pas d'exclusion de notre part. Il y a ouverture et perméabilité dans le sens d'un dynamisme de notre culture.

M. Hogue: Je suis très satisfait, M. le Président, de la réponse.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Hogue. M. Bouchard, suivi de M. Ouellet et M. Poitras.

M. Bouchard: Je veux remercier M. Turgeon de ce mémoire magnifique que vous avez présenté et qui me paraît s'inscrire tout à fait dans la continuité des artistes et des créateurs du Québec. Nous sommes plusieurs et nous sommes tous, je crois, conscients que la souveraineté a été rêvée d'abord par des artistes et des créateurs qui l'ont portée à bout de bras pendant des décennies, pendant des générations, d'où le paradoxe que vous avez évoqué de la présence ici d'un si grand nombre de personnes du milieu économique, par rapport au très petit nombre de ce que vous êtes vous-mêmes du milieu des artistes et des écrivains et des créateurs, étant seul. On pourrait penser, à première vue, que vous avez raison. Je crois, moi, qu'il faut savoir, il faut se rendre compte qu'il y a ici quand même un nombre impressionnant de banquiers, de gens d'affaires, d'économistes, de comptables, d'avocats, et une personne qui représente le milieu culturel. C'est, à première vue, surprenant.

On peut se dire cependant, si vous me permettez... Je ne voudrais pas justifier totalement la façon dont la Commission a été composée, mais on pourrait dire que c'est un peu comme si la population du Québec, le peuple du Québec, après avoir enfanté la souveraineté que vous avez éveillée chez elle, cette population, la voulant maintenant, se tourne un peu vers les gens d'affaires et leur demande de la rendre possible. D'où cette grande responsabilité qui pèse sur les épaules des gens d'affaires qui sont maintenant le symbole de la réussite québécoise. Ça implique des responsabilités. Et maintenant, la population, qui a confiance en eux et qui sait que les gens d'affaires sont capables de réussir des choses, leur demande presque de réussir, pour la population, la souveraineté du Québec. Et c'est pour cela, je pense, qu'il y a tellement de gens d'affaires dans la Commission, parce que nous en sommes un peu à l'étape de l'intendance. Comment ça peut se faire, l'indépendance? Et on sait que ça passe aussi par l'économie, d'où la présence considérable des gens qui sont ici, d'où le poids qui pèse sur leurs épaules.

L'autre commentaire que je voudrais faire, c'est cette espèce de gratitude qu'on nous invite à éprouver vis-à-vis du fédéral, pour tout ce qu'il a fait dans le domaine des arts. C'est vrai qu'il a fait beaucoup de choses, beaucoup très bonnes. Mais moi, vous me corrigerez si je me trompe, il me semble qu'ils l'ont fait avec notre argent à nous. Et qu'ils l'ont fait à notre place aussi, en grande partie, parce que nos gouvernements à Québec, en général, n'ont jamais compris l'importance de la culture, n'ont jamais affecté les ressources qu'il fallait. Et aussi peut-être parce qu'il y avait une sorte de parasitisme, en disant: Ottawa est prêt à mettre de l'argent là-

dedans; on va laisser Ottawa le mettre dans la culture. La culture, c'est interchangeable; qu'Ottawa le fasse ou nous, c'est pareil. Une sorte de distorsion dans la connaissance de ce qu'est la culture véritablement. Ce qui aussi a permis au fédéral de jouer au loup qui se vante de protéger la bergerie, dans le domaine de la culture et le désastre dans lequel nous nous trouvons, d'avoir abandonné notre culture aux autres.

Ce qui m'amène d'une façon un peu illogique, parce que je vais poser une question maintenant, M. le Président, ce qui m'amène à une question dans le mémoire même et qui, en un sens, m'inquiète un peu. C'est à la page 100 du mémoire. M. Rémillard, tout à l'heure, a évoqué un peu une certaine ambiguïté que peut faire naître ce passage où, d'abord, vous posez très clairement le principe d'une prohibition de tenir des négociations pour la répartition des pouvoirs. Pour vous, il faut que ce soit un acquis, on affirme la souveraineté et après on l'aménage.

M. Turgeon: On peut aller négocier.

M. Bouchard: Oui, sauf que vous faites allusion à l'opportunité de créer une instance décisionnelle, une sorte de structure commune qui serait investie de responsabilités décisionnelles et là les gens peuvent se demander, et moi le premier, est-ce que vous ne voulez pas créer une superstructure politique...

Une voix: Non.

M. Bouchard: ...qui ferait autre chose que de la gestion et qui serait appelée à prendre des décisions. Je voudrais vous permettre de nous éclairer là-dessus.

M. Demers: En fait, si vous me permettez, dans notre esprit ce bout de notre mémoire fait surtout allusion aux services que nous pensons que les minorités francophones hors Québec doivent continuer à recevoir et que la minorité anglophone du Québec doit continuer à recevoir. Et dans ce sens-là, nous pensons qu'il y a lieu d'avoir une négociation entre le Québec et le Canada de façon à voir si on ne peut pas se donner ensemble des mécanismes et une structure visant à établir des ententes de réciprocité, si on veut, de façon à ce qu'au Québec nous puissions alimenter les minorités francophones hors Québec et qu'à travers le Canada anglais on puisse alimenter - et je pense entre autres dans le domaine de la télévision par exemple la télévision publique - via CBC la minorité anglophone du Québec. Or, c'est dans cet esprit-là surtout que nous avons parlé, dans le sens du mémoire.

M. Bouchard: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Ouellet?

M. Turgeon: Est-ce que je peux répondre avant qu'il pose la question?

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, bien sûr.

M. Turgeon: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Il vous reste encore du temps.

M. Turgeon: Alors je vais répondre à sa question avant qu'il ne pose la question.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Ouellet: Alors il va se poser la réponse.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Ouellet, est-ce que vous voulez une réponse avant de poser la question?

M. Ouellet: M. le Président, je voudrais d'abord dire à M. Turgeon toute mon admiration pour ses qualités exceptionnelles d'artiste. J'ai plusieurs amis qui sont membres de votre Union et ça me permet de vous dire aussi l'appréciation que j'ai pour vous à titre de président de l'Union des artistes. Mais là ça se gâte, parce que, par-delà votre travail dans le domaine artistique et professionnel, il est évident que quand vous sautez dans le plan politique, je suis un peu moins d'accord et je souhaiterais vous avoir de mon bord parce que vous êtes un très fort "debater". Mais j'ai lu votre mémoire, c'est évident que c'est un appel à l'indépendance, c'est un plaidoyer très éloquent pour la souveraineté, et je respecte ce point de vue. Je suis tout à fait consentant à ce que vous exprimiez ce point de vue au nom de ceux que vous représentez. Votre attaque en règle concernant les politiques fédérales dans le domaine de la culture cependant me permet de vous dire qu'il y a là des contradictions. Tout à l'heure, M. Rémillard citait une phrase qu'on retrouve à la page 21 de votre mémoire où vous dites que le peuple québécois est graduellement dépossédé des principaux éléments qui alimentent sa culture. Mais par ailleurs dans les conclusions de votre mémoire vous soutenez qu'il faut rapatrier ces institutions que sont Radio-Canada, le Conseil des arts, l'Office national du film, Film Canada, dans un Québec indépendant. On retrouve ça à la page 38 de votre mémoire. Est-ce que c'est là, au fond, une reconnaissance du rôle important pour le Québec, dans la Fédération actuelle, de ces institutions et, en quelque sorte, un démenti de votre mémoire par vous-même, au fond? Est-ce

que vous ne reconnaissez pas de facto que ces institutions fédérales ont joué un rôle considérable en faveur des artistes, des créateurs que vous représentez? Et je vous demanderais: Quelle est, parmi ces institutions fédérales, celle qui a davantage servi l'État canadien que de servir les artistes et les créateurs que vous représentez?

M. Turgeon: Moi, je vous dirais que c'est peut-être surtout les artistes finalement qui ont servi l'État comme vous le dites par le biais de ces institutions fédérales. Prenons le cas de Radio-Canada, un exemple que tout le monde va très bien comprendre. Radio-Canada, c'est vrai, il fut un temps où c'était la seule télévision publique. Radio-Canada a été un moyen extraordinaire de diffusion de la culture francophone, mais qu'est-ce qui a fait Radio-Canada? Est-ce que c'est Ottawa qui a fait Radio-Canada français ou est-ce que ce sont les artistes qui travaillaient à Radio-Canada? Et je vous pose la question: Est-ce que c'est Radio-Canada qui a fait René Lévesque, animateur? Est-ce que c'est Radio-Canada qui a fait Jean Duceppe, qui a fait un autre? Ou est-ce que ce n'est pas plutôt René Lévesque, Jean Duceppe et compagnie qui ont fait Radio-Canada? Et la preuve de ça, M. Ouellet, c'est que le Canada anglais est dans la même structure que nous autres, et la télévision canadienne-anglaise n'a pas du tout donné les mêmes résultats que la télévision canadienne-française. Donc, moi j'en conclus qu'il n'y a pas de dénominateur commun là qui a fait les choses, et que c'est la personnalité, l'imagination, la créativité des créateurs québécois qui ont fait la télévision qu'on a eue, finalement.

M. Ouellet: Je suis tout à fait d'accord avec vous. Et c'est parce que je suis d'accord avec vous que je pousse la question et que je dis: Qu'est-ce qui empêche, dans le contexte actuel, les créateurs de créer, les artistes de se produire? Qu'est-ce qui vous étouffe?

M. Turgeon: Une sorte de carcan, juridiction mal définie, mal partagée, pas de plein contrôle sur ces politiques des communications. Il y a des réglementations, par exemple, qui viennent d'Ottawa et qui ont des incidences évidentes sur la production ou sur la diffusion de la télévision québécoise. Il y a plein de domaines comme ça. Je vous donnais des exemples en cinéma, mais c'est vrai pour les musées. Il y a des musées... Il y a une politique des musées qui relève d'Ottawa, il y en a une qui relève de Québec. C'est absolument aberrant. Je veux dire, on ne sait pas de quelle façon se comporter. Vous avez tout ça.

M. Ouellet: Non mais parlons...

M. Turgeon: ...donc ça prend une politique. Ça, ça veut dire, M. Ouellet, ça veut dire qu'il

faut que ce champ-là n'appartienne qu'à un seul gouvernement. Et quand on dit rapatrier, ce n'est pas rapatrier parce que tout est bon et qu'on veut l'avoir, mais parce qu'on ne veut plus qu'un autre s'en vienne mettre les pieds ou le nez dans notre juridiction.

M. Ouellet: Oui, mais votre réponse est générale. Moi ce que je vous dis c'est que, individuellement, les créateurs, les artistes québécois ont eu énormément de succès, indépendamment de la structure. Vous dites que, possiblement, ils seraient plus créateurs dans un Québec souverain. C'est possible. Mais je vous dis, dans la forme actuelle, dans le fédéralisme canadien, il n'y a que des grands succès, et votre réponse, elle m'apparaît générale au lieu d'être précise. Je constate qu'il y a eu et qu'il y aura encore beaucoup de succès parmi nos gens de la culture, et ce n'est pas la structure fédérale qui les empêche de créer. Ce n'est pas la structure fédérale qui les empêche de réussir. Prenons un cas précis. Vous, vous là, M. Turgeon, qu'est-ce que vous n'avez pas pu faire au Canada que vous auriez pu faire souverain?

M. Turgeon: Ce que je n'ai pas pu faire, c'est parce que je prenais trop de temps pour l'Union des artistes, c'est pour ça que je n'ai pas eu le temps de m'en occuper.

M. Ouellet: Non, mais quoi...

M. Turgeon: Je vais vous donner des exemples précis, M. Demers.

M. Ouellet: Non mais qu'est-ce que vous auriez pu faire, vous, souverain?

M. Demers: Si vous permettez, je pense que la question...

M. Ouellet: C'est M. Demers qui va répondre pour vous?

M. Demers: La question, je pense, est mal posée. Il faut la poser dans le cadre: Est-ce que nous sommes d'accord pour dire qu'il est essentiel et fondamental que le Québec se dote d'une politique culturelle? Si nous répondons "oui" à cette question, il est impossible de se doter d'une politique culturelle véritable si nous n'avons pas la maîtrise des instruments qui nous permettront de la réaliser. Si nous concluons qu'on n'a pas besoin de politique culturelle, j'irai dans votre sens. Alors, Ottawa fera ce qu'il peut avec l'argent et les conjonctures du moment, et Québec fera ce qu'il peut avec l'argent et les conjonctures du moment. On n'ira peut-être pas toujours dans le même sens et puis, éventuellement, on ira peut-être dans des sens opposés. Mais si on convient qu'il est impérieux d'avoir cette politique culturelle, il faut donc se donner

les instruments, les leviers pour le faire.
(11 heures)

Or les leviers sont, premièrement, les champs de compétence qu'on doit maîtriser, et, deuxièmement, les leviers économiques qui nous permettront – et je me permets d'utiliser une expression que j'ai entendue hier et qui s'applique aussi bien à notre domaine – d'effectuer une planification stratégique. Pour l'instant, nous n'avons pas ces leviers, et il est impérieux de se les donner, parce que, de plus en plus, nous sommes écartelés à travers des politiques contradictoires qui répondent de moins en moins aux besoins du développement culturel que nous avons au Québec. Mais la question qu'on doit se poser c'est: Voulons-nous d'une politique culturelle véritable ou pas?

M. Ouellet: Mais, il est clair, M. Demers, que les exemples sont nombreux. Le milieu culturel du Québec a eu la chance de frapper à deux portes et, à bien des occasions, quand il frappait à une porte et qu'il n'obtenait pas ce qu'il voulait, il allait à l'autre porte et il l'obtenait. À cet égard, la possibilité d'aller frapper à la porte fédérale a permis à beaucoup d'organismes québécois de survivre et de bien vivre dans le domaine culturel.

M. Demers: Mais c'est ça qu'on ne veut plus, M. Ouellet.

M. Ouellet: Bien oui, mais...

M. Demers: C'est cette sorte de marchandage qu'on ne veut plus...

M. Ouellet: Non, ce n'est pas du marchandage...

M. Demers: ...non seulement au niveau...

M. Ouellet: ...c'est de la disponibilité...

M. Demers: Non. Non, non.

M. Ouellet: ...en faveur d'artistes qui oeuvrent au Québec et au Canada en français.

M. Demers: Ça devient un marchandage dans tous les secteurs. Ça devient des politiques de bégaiement et ça devient, en bout de ligne, et M. Hogue, parfois, dans ses propos, je vois que c'est un petit peu..., ça vient qu'on devient un peuple schizophrène finalement à se promener d'un côté, à aller cogner là, à aller cogner là et les mettre en contradiction. Impossible! On n'en veut plus de ça.

Une voix: C'est plutôt paranoïaque.

M. Demers: C'est ça la maturité à laquelle on arrive. La paranoïa, ça s'ajoute en plus.

Une voix: On a pris toutes les tendances à la paranoïa.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à M. Poissant.

Une voix: De toute façon, on n'est pas rendus là. On y arrivera d'ailleurs...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Poissant.

M. Poissant: M. le Président, merci. Merci, M. Turgeon, d'avoir fait allusion à notre industrie des pâtes et papiers qui a le privilège, si je pouvais m'exprimer ainsi, de prendre nos richesses naturelles, les transformer et faire en sorte qu'on aide à l'épanouissement de la culture au Québec. On les transforme et on les exporte surtout en grande quantité. On l'a dit, à l'ouverture, que c'était la plus grande industrie d'exportation au Québec, ce qui veut dire qu'on convertit nos richesses naturelles de manière à ce qu'on puisse acheter des pièces d'art, aller voir des pièces de théâtre, etc.

Maintenant, le seul point sur lequel je veux vous questionner, M. Turgeon – il y en a beaucoup évidemment – c'est celui qui concerne l'immigration. On se fait dire souvent qu'on a un problème démographique au Québec et vous dites que c'est capital. À la page 14: Le seul moyen d'y suppléer, c'est par les naissances; l'autre, c'est par l'immigration. M. Turgeon, mon expérience est la suivante: on peut choisir nos immigrants, mais les immigrants ne nous choisissent pas nécessairement et, avant d'aller dans un pays, les premières questions qu'un immigrant se pose: premièrement, quel est le climat économique là-bas? Parce que j'exclus les extrêmes, les réfugiés et les gens d'affaires riches qui viennent s'installer au Canada ou au Québec. Alors, climat économique. D'abord, je n'ai pas d'emploi chez moi. Je vais aller dans un pays où mes chances d'avoir un emploi sont plus grandes; deuxièmement Un climat politique serein, acceptable. On ne va pas dans un pays où, normalement, on sait qu'on va être mal reçu. On a ça. Troisièmement, c'est la mobilité. Et quatrièmement seulement, c'est la langue. On ne choisit l'avantage de la mobilité de manière à ce que je vais dans un pays, s'il y a des contraintes linguistiques, peut-être que je vais aller dans la paroisse voisine parce que je recherche un emploi que je n'ai pas chez moi et je vais faire en sorte que la mobilité puisse me permettre, si je dois apprendre une langue seconde, peut-être que cette langue-là me servira, par ailleurs, à d'autres endroits.

Et ça, on va se le faire dire souvent que la question d'immigration, ça va combler notre problème. Et c'est vrai ce que vous dites que venir à Montréal, le problème de l'immigration à Montréal, c'est un sérieux problème. Mes enfants se posent la question, M. le Président. Est-ce

que mes enfants vont marier des Asiatiques, par exemple? Je n'ai rien contre eux autres. Je pense qu'ils sont bienvenus, ils sont bien acceptés et tout ça. Mais le problème de la culture et de la langue, comme on la veut, comme vous la voulez, n'est pas réglé à tout prix parce que vous nous dites ça. Et je pense qu'il est bon que les Québécois sachent exactement ce qu'est le problème de l'immigration. Et ce n'est pas parce qu'on sera un Québec séparé qu'on aura des avantages.

Je pense, au contraire, M. Turgeon, que dans un Québec séparé où là, il n'y aura plus de mobilité, où je ne suis plus Canadien mais que je suis Québécois en entrant chez moi, il y aura peut-être un danger que les francophones, les gens bien nantis viennent au Québec, peut-être qu'ils se poseront une deuxième question et à savoir, M. le Président, c'est justement, combien de Français bien nantis sont venus s'installer au Québec? Coudon, c'est quand même facile. Ils parlaient la langue. Mais combien, par ailleurs, sont venus parce que c'était une porte d'entrée et puis, peut-être pour aller ailleurs après? Il faut se poser cette question-là. D'ailleurs, demain, quand vous serez avec nous, que vous reviendrez dans notre camp, il va falloir quand même étudier cette possibilité-là. Je m'excuse, c'est un long exposé pour une petite question.

Le Président (M. Michel Bélanger): Le temps des membres est épuisé, mais on continue sur les cinq minutes de la présidence qui va faire preuve de sa modestie habituelle.

M. Turgeon: Je vous reconnais bien là. Cela dit, je ne partage pas vos craintes, M. Poissant. Je les comprends, cependant, mais je ne les partage pas. Dans un premier temps, je pense que si les immigrants, avant d'arriver ici, où qu'ils soient dans leur pays respectif, s'ils connaissent davantage le Québec, s'ils connaissent mieux le Québec, si le Québec avait son rayonnement à lui, au plan international, pour se faire connaître, ces gens-là sauraient ce qu'ils choisissent en venant au Québec.

Le problème de la langue, ce n'est pas mon problème, ce n'est pas le problème des artistes. Le problème de la langue française, c'est le problème de 83 % des citoyens du Québec. C'est uniquement ça. Il n'y a personne qui est interdit. Notre ami Libman, il peut continuer à parler en anglais chez lui, il n'y a pas de problème. Tout ce qu'on dit, c'est que le français, c'est la langue commune au Québec. Si ça ne fait pas votre affaire, ne venez pas. Puis, si vous êtes d'accord pour dire: Ici, au Québec, la langue commune, c'est le français; en Espagne, la langue commune, c'est l'espagnol; en Yougoslavie, la langue commune, c'est le yougoslave, pourquoi est-ce que, ici, ce serait donc épouvantable qu'on ait une langue commune qui soit le français?

C'est uniquement ça qu'on dit, et plus que ça. Puisque vous avez bien lu notre mémoire, vous allez voir que nous sommes très respectueux du droit des minorités et du droit des différentes ethnies.

Je pense que la minorité anglophone a des droits acquis, ici, qu'il sera du devoir d'un Québec souverain de sauvegarder et de protéger, et même de développer au besoin. Quant aux différentes ethnies, il faudra que nous inventions une politique d'intégration à la majorité francophone. Et, attention, intégration, ça ne veut pas dire assimilation. L'intégration se fait dans le respect de ce que sont ces différentes cultures. C'est ça. Et ces gens-là auront tout intérêt à venir vivre dans un pays économiquement et culturellement fort, sur lequel il n'y aura aucune espèce d'ambivalence, d'ambiguïté ou de confusion.

Le Président (M. Michel Bélanger): Sur les quelques minutes qui restent à la présidence, est-ce qu'on pourrait demander à Mme Chouvalidzé de dire quelques mots sur cette question?

Mme Chouvalidzé: Je pense que je suis un exemple parfait d'intégration.

Une voix: C'est une Russe!

Mme Chouvalidzé: Ma langue maternelle est le russe. Je suis née de parents russes. J'ai été élevée, jusqu'au début de mon adolescence, j'avais 14 ans quand je suis arrivée au Québec. J'ai donc été élevée en France, en français, où j'ai toujours été traitée comme une étrangère, et j'y étais née. Je suis arrivée au Québec à 14 ans, j'ai été acceptée. Personne, jamais, ne m'a fait sentir que j'étais une étrangère. Je suis devenue une comédienne québécoise, par un geste très généreux du père Legault qui est venu me chercher à l'école. Je suis maintenant vice-présidente de l'Union des artistes, et c'est avec bonheur que c'est ma façon de remercier le Québec de m'avoir donné beaucoup plus encore que je n'en attendais. Et je parle français, ce qui ne m'empêche ni de parler russe ni de parler anglais, monsieur.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, madame. Nous avons maintenant écoulé le temps que nous avons à consacrer à cette fort intéressante présentation. Il me reste, au nom de la Commission, à vous remercier tous, Mme Pinsonneault, M. Gauthier, Mme Côté, M. Demers, Mme Chouvalidzé et vous aussi, M. Turgeon. Je vous demande d'avoir la gentillesse de vous précipiter vers la sortie pour qu'on vous félicite à l'extérieur et que l'autre groupe puisse entrer relativement rapidement.

(Suspension de la séance à 11 h 9)

(Reprise à 11 h 15)

Le Président (M. Michel Bélanger): Si vous voulez bien reprendre vos sièges. Alors, nous accueillons, maintenant, le Bureau de commerce de Montréal, le Montréal Board of Trade. La présentation sera dirigée par M. Leduc. M. Leduc va nous présenter d'abord les gens qui l'accompagnent, et ensuite, il prendra 10 minutes pour faire une présentation du mémoire qui a déjà été reçu et lu par les membres de la Commission, et par la suite, nous commencerons les périodes de questions par bloc, avec 20 minutes pour les représentants des deux grands groupes parlementaires, et 40 minutes pour l'ensemble des autres membres.

M. Leduc, si vous voulez bien maintenant nous présenter ceux qui vous accompagnent et présenter le mémoire.

Bureau de commerce de Montréal – Montréal Board of Trade

M. Leduc (Marc A.): Merci, M. le Président. À mon extrême gauche, Alex Harper, vice-président exécutif du Bureau de commerce; à ma gauche, Dave Powell, vice-président du Bureau de commerce; à mon extrême droite, Guy Djandji, trésorier du Bureau de commerce; et Luigi Liberatore, vice-président du Bureau de commerce. M. le Président, nous sommes tous membres de l'exécutif, et moi, je suis président du Conseil, également membre de l'exécutif.

MM. les Présidents, Mmes et MM. de la Commission, le Bureau de commerce, comme vous le savez sans doute, est avant tout un organisme regroupant des gens d'affaires de tous les secteurs d'activité dans la grande région de Montréal, et dont le but est de faciliter pour ses membres les échanges et la marche des affaires en général. Ce n'est donc pas un organisme spécialisé en matière constitutionnelle, je tiens à vous le dire d'emblée ce matin. Et c'est sans aucune prétention dans ce sens, que nous nous présentons devant vous. Aujourd'hui, le Bureau de commerce de Montréal est la deuxième association en importance dans le réseau des Chambres de commerce du Canada, et la plus grande au Québec. En fait, le Bureau de commerce compte 3000 entreprises membres, lesquelles ont, au sein de notre Bureau, 7000 délégués. Ces délégués se répartissent comme suit: 50 % francophones et 50 % anglophones et allophones. Dans toutes ses activités, le Bureau de commerce de Montréal, et ce depuis longtemps, fonctionne à la fois dans la langue officielle du Québec, le français, et dans la langue des affaires de l'Amérique du Nord, l'anglais.

Mesdames et messieurs, au moment où nous nous présentons devant vous, au nom de nos membres, nous vous disons que le Bureau de commerce de Montréal n'est pas satisfait de la situation du Québec dans l'ensemble fédéral

canadien. De fait, ce n'est pas d'hier. Le Bureau de commerce lutte pour la défense des intérêts québécois et pour les changements profonds dans les rapports entre le Québec et le reste de la Confédération. La majorité d'entre vous savez probablement que nous avons pris position fortement et publiquement en faveur de l'accord du lac Meech, et que nous y avons travaillé avec acharnement. Comme Québécois, nous avons été profondément déçus de cet échec.

La présentation que nous faisons ce matin n'est donc pas naïve, elle ne s'inscrit pas en vase clos. Dans notre mémoire, nous proposons des balises qui, selon nous, permettraient aux Québécois de continuer à l'intérieur du même cadre économique et de la même démocratie à développer leur propre personnalité et à faire des affaires. Le Bureau de commerce de Montréal croit fermement que l'avenir du Québec, en tant que société distincte et jouissant d'une économie prospère, est plus prometteur au sein d'une Fédération canadienne remaniée. Si le rejet de l'accord du lac Meech constitue un échec sur le plan constitutionnel, faut-il présumer que toute réforme constitutionnelle à l'intérieur de la Confédération est impossible?

Évaluons sommairement, c'est notre point de vue, l'échec du lac Meech, dans une perspective purement technique. Bien entendu il y a des aspects politiques, mais du point de vue technique, 9 sur 11 Parlements de la Confédération canadienne, représentant plus de 93 % de la population du Canada, ont approuvé l'accord. Plusieurs se plaignent de l'obligation de l'unanimité canadienne pour modifier la Constitution, certains prétendent que la réforme constitutionnelle est impossible dans le contexte de notre structure juridique actuelle. Nous suggérons à ces personnes qu'il faudra peut-être relire la Constitution canadienne. Il nous semble que beaucoup de transferts de compétence proposés à cette Commission par les intervenants précédents peuvent être réalisés à l'intérieur de la Constitution actuelle. Donc, M. le Président, le Bureau de commerce de Montréal continue de croire, malgré la grande déception sur l'accord du lac Meech que le Québec doit encore tenter d'atteindre ces objectifs, soit une société distincte et une économie prospère à l'intérieur d'un régime fédéral canadien, mieux adapté à la réalité.

Dans notre mémoire, vous verrez que nous avons touché à plusieurs questions générales d'ordre économique, une description des éléments d'un climat des affaires favorable, la crise de la dette gouvernementale, les changements dans la population, un contexte global en pleine évolution, et l'incidence de la Constitution sur l'économie canadienne.

Passons à la question linguistique. Le Bureau de commerce de Montréal reconnaît avec enthousiasme le caractère français du Québec et la nécessité de le promouvoir. Aussi, nous favorisons des politiques qui permettront au

Québec de bénéficier pleinement du dynamisme et des talents d'affaires de la communauté francophone, anglophone et de plus en plus de la communauté allophone. Nous voulons vous dire que nous sommes très conscients de l'urgence des réformes constitutionnelles. En effet, toutes les énergies que le Québec a dû déployer depuis 1960, depuis Jean Lesage et ses tentatives d'expliquer le Québec au reste du Canada, jusqu'à la discussion récente du minimum qui permettrait de rester dans le pacte fédératif, sont des énergies que le Québec n'a pu déployer ailleurs. Le Bureau de commerce regrette, en effet, profondément que nous en soyons encore là aujourd'hui, après 30 ans d'explications. Il le dit au reste du Canada ce matin, MM. les Présidents, and we repeat this message to the rest of Canada this morning, MM. Chairmen.

Nous voulons faire état de la croissance économique exceptionnelle du Québec depuis 10 ans, au diapason de la croissance canadienne, celle-ci s'est située parmi les plus fortes au monde et nous croyons que le contexte fédératif, du point de vue du marché et à d'autres points de vue, a favorisé cette croissance. Cette réalité ne nous permet pas, cependant, de fermer les yeux sur les graves lacunes du système fédéral canadien.

Un de nos plus pressants problèmes est celui de la dette publique, tant fédérale que provinciale. Il faut le régler sans délai. Nous sommes convaincus que des monnaies différentes entraîneraient des coûts considérables de conversion, de tous les arrangements financiers et autres, y compris la part du Québec dans la dette fédérale.

Au chapitre de la structure fiscale nationale, elle doit rester, selon nous, un mécanisme efficace d'équilibrage des revenus, par la péréquation et autrement, des variations économiques entre les régions du Canada. Quant à l'harmonisation de la réglementation en général et de la fiscalité en particulier, elle doit, selon nous, s'accroître dans d'autres secteurs économiques tels que la politique et l'administration fiscale. Dans le domaine du commerce international, de par son appartenance à des organismes mondiaux, tels que le groupe de sept et le groupe des dix, le Canada participe à la formulation d'une vaste gamme de politiques économiques internationales. Ce sont des acquis que nous voulons conserver et qu'il serait difficile de conserver si le pays était menacé de dislocation.

Plusieurs intervenants, devant la Commission, ont présenté une liste de pouvoirs qui devraient, selon eux, être de juridiction québécoise exclusive. Nous parlons d'immigration et de formation dans notre mémoire et nous pourrions répondre à ces questions, si vous le désirez, pendant la période de questions.

Enfin, M. le Président, avant de conclure, la Commission siège pour la première fois dans la région de Montréal, le cœur de l'économie

québécoise. Notre option constitutionnelle aura une influence considérable sur la région. Nous désirons nous assurer une place de choix dans l'économie mondiale qui se refait. Nous vous demandons, lors de vos délibérations, de ne pas oublier les besoins de la région de Montréal dans l'accomplissement de son rôle unique.

M. le Président, pour conclure, le Québec n'est pas seul à demander des changements. Même l'Ontario, il y a deux jours, a indiqué que lui aussi va demander des changements. Il y a donc un consensus dans d'autres régions, un sentiment que le système de prise de décisions fédéral, quel que soit le parti politique au pouvoir, établit des distinctions constantes et flagrantes entre les régions. En tant que Québécois, il nous reviendra de décider si notre avenir est plus prometteur au sein d'une Confédération renouvelée, d'une nation souveraine séparée, ou dans une situation mitoyenne. La décision que nous prendrons comme Québécois nécessite la négociation, MM. les Présidents, avec nos voisins. Cette négociation est inéluctable car une association, de quelque nature que ce soit, est non seulement inévitable mais essentielle dans le contexte d'une économie globale. Une fédération est une association, un "partnership". Nous, du monde des affaires, croyons comprendre ce qu'est un "partnership". Pour être efficace, le "partnership" doit être juste, comporter un partage égal de droits et de responsabilités...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Leduc...

M. Leduc: Oui.

Le Président (M. Michel Bélanger): Le temps est épuisé, mais 30 secondes pour la dernière phrase.

M. Leduc: Voilà. Alors nous croyons que pour établir un "partnership" où tout le monde trouvera son compte, tout le monde devra faire une preuve commune de générosité. Cela prendra du temps, cela sera difficile, mais le jeu en vaut la chandelle. Merci, M. le Président, Mmes et MM. de la Commission.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Leduc. Nous commençons cette fois les questions par le bloc de questions du groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, M. Parizeau.

M. Parizeau: M. Leduc, dans votre mémoire, vous vous concentrez sur quatre possibilités constitutionnelles principales, selon votre texte. Premièrement, la redéfinition et l'adaptation du présent système fédéral canadien; deuxièmement, la souveraineté du Québec assortie d'une nouvelle structure supranationale assurant un lien officiel avec le reste du Canada; troisièmement, la

souveraineté du Québec assortie d'une association économique étroite avec le reste du Canada sans structure gouvernementale officielle; et quatrième, l'indépendance du Québec assortie d'une association économique lâche avec le Canada. Vous rejetez la quatre, vous rejetez la trois, je le prends dans le sens inverse. Quant à la deux, c'est-à-dire la souveraineté du Québec assortie d'une nouvelle structure supranationale assurant un lien officiel, vous dites à la page 19: "L'institution supranationale pourrait réunir les provinces "anglaises" regroupées en un bloc et le Québec formant l'autre, ce qui est irréaliste compte tenu des différences qui existent entre les provinces "anglaises", soit dix provinces dotées de pouvoirs beaucoup plus étendus, auquel cas cette institution - institution supranationale - serait un pâle reflet du gouvernement fédéral actuel, trop faible pour préserver les fondements économiques de la Confédération..."

La question est importante, puisque cette structure supranationale a été évoquée depuis déjà un certain temps dans notre milieu. Dans votre esprit, et à cet égard vous êtes des témoins tout à fait privilégiés dans la mesure où vous représentez une bonne partie des affaires anglophones du Québec, et donc que vous avez une perception des choses dans le reste du Canada anglophone, cette structure supranationale pour vous, ça n'a pas la moindre chance d'être acceptée par le reste du Canada? C'est à votre avis totalement irréaliste, pour utiliser l'expression dont vous vous servez?

M. Leduc: M. Parizeau, on ne dit pas que c'est totalement hors de question, mais nous disons qu'il y a des risques dans l'établissement de ce genre de structure supranationale, telle que nous la comprenons. Il y a des risques que le résultat soit une association déséquilibrée, ou une association dont l'avenir risquerait d'être en équilibre instable. Le résultat serait contraire à notre expectative, parce qu'un des principes que nous recherchons dans la nouvelle structure, c'est un renforcement économique de la Fédération, tout en permettant une distribution des pouvoirs qui sera à l'avantage de tous.
(11 h 30)

M. Parizeau: Alors, on revient donc à votre première option, c'est-à-dire une sorte de renouvellement du fédéralisme. Et, en page 26, vous suggérez, dans le cadre de ce renouvellement du fédéralisme, que l'éducation, la culture, les communications, l'immigration, le travail, la main-d'oeuvre, l'assurance-chômage, le développement économique régional, les institutions et les services financiers - je ne sais pas si ça inclut les banques aussi, ça, mais enfin - la santé, les affaires sociales, la politique urbaine et la récréation, voilà quelques-unes des responsabilités gouvernementales qui exigent d'être uniquement de juridiction provinciale. Ce qui est tout un... ce qui serait tout un changement dans

le fédéralisme canadien.

J'admets que dans les pages qui suivent, vous atténuez beaucoup la portée de "uniquement de juridiction provinciale" puisque, quand vous parlez d'immigration, vous dites: Il faudrait quand même que les deux gouvernements s'en occupent. Ce n'est pas très, très précis là. J'ai de la difficulté à comprendre le sens du mot "uniquement". Mais quoi qu'il en soit, comment vous voyez ça qu'une récupération de pouvoirs pareille par les provinces... Parce que là, ce n'est pas uniquement pour le Québec. Chaque province canadienne irait récupérer des pouvoirs comme ceux-là. Quelles sont les chances, à votre avis, que le reste du Canada accepte une réorganisation pareille des pouvoirs entre le fédéral et les gouvernements provinciaux? Par quel truchement voyez-vous que ça se négocie? Parce qu'au fond, ça a été non à Meech pour bien moins que ça. Là, c'est une transformation considérable. Alors vous pensez qu'il y a des chances que le Canada anglais puisse accepter quelque chose comme ça?

M. Leduc: M. Parizeau, je devrais dire qu'on a ce matin publié une légère correction à cette page, c'est la seule correction qu'on a faite. Puis comme vous, en relisant hier et avant-hier, on s'est aperçu qu'il y avait une imprécision qu'il faudrait corriger. Et puis ce qu'on dit dans le texte, à la page 26, ce qu'on dit dans le texte changé, c'est que la liste des pouvoirs que vous venez de mentionner, ce sont quelques-unes des responsabilités gouvernementales dont plusieurs ou certaines personnes exigent d'être uniquement de juridiction provinciale.

N'empêche qu'à certains sujets, notamment en matière d'immigration et en matière de main-d'œuvre, ce sont des exemples de pouvoirs qu'on peut parfaitement imaginer comme étant du ressort presque exclusif provincial. Et puis, comme vous voyez aussi à la page 26, dans le texte que vous avez, on disait qu'on n'était pas en position de recommander une solution définitive. Alors, ça, c'est dans votre texte, et puis peut-être que ça aurait dû être la première phrase du paragraphe au lieu de la dernière, et je m'excuse de ce quiproquo.

Mais voilà, on n'est pas des experts en constitution, on n'a pas tenté de conclure que tous ces pouvoirs devraient être du ressort provincial exclusif. En matière d'immigration, on dit que le Québec devrait pouvoir gérer seul son immigration, mais on dit également qu'à l'intérieur d'un système fédéral, il y a nécessairement des ententes interprovinciales qui devraient résulter, par exemple en matière de santé et sécurité nationale. Alors, à la page 26, on parle du principe et on parle aussi des exceptions. Et en matière de formation, pour citer l'autre exemple, dans notre mémoire on dit que la province devrait pouvoir gérer son plan de main-d'œuvre pour l'an 2000. On est enclin à penser que la province devrait avoir un rôle majeur en

matière de main-d'œuvre, mais ne l'ayant pas étudiée dans ses fondements, on hésitait à dire que, sans exception, ça devrait être ainsi.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Léonard. Ça va?

M. Léonard: Alors M. Leduc, effectivement, c'est une liste de pouvoirs considérable que vous mentionnez et la question qui vient c'est: Comment peut-on penser pouvoir négocier une telle liste alors qu'on vient de subir l'échec du lac Meech? Alors que d'autre part, sur le plan financier, compte tenu de l'importance de la dette fédérale, la tendance dans les prochaines années sera nécessairement à beaucoup plus de centralisation au plan canadien que maintenant. Donc, on est à contre-courant si on reste dans la Fédération canadienne. D'autre part, ça fait 30 ans au moins qu'on parle de redéfinition de pouvoirs et je ne vois pas quels éléments nouveaux amèneraient une pression sur le gouvernement fédéral pour redéfinir les choses présentement, et les coûts d'une longue période de négociation, vous l'avez bien souligné dans votre mémoire, sont très lourds à porter et je pense qu'on s'engagerait dans une ronde considérable. Dans des moments où on doit traiter des questions fondamentales comme celles-là, il me semble que c'est plus la voie de l'Europe de l'Est qu'il faut considérer là où on a pris le taureau par les cornes et on a pris des décisions qu'on a appliquées dans moins d'un an. Exemple, l'Allemagne.

M. Leduc: M. Léonard, au sujet de la négociation, on ne tente pas de passer le message que ça va être facile. C'est entendu qu'il y a des difficultés dans notre Fédération actuelle et tout le monde les connaît. On dit cependant qu'il devrait être plus facile de négocier sur une base de "partnership", sur une base qui ne remet pas en question la Fédération, que de prendre un des scénarios d'indépendance pure et simple du Québec, même avec association économique. Alors c'est notre opinion que c'est probablement plus facile de partir de ce pied-là.

M. Powell (David): Si vous me permettez, il ne faut pas oublier non plus que l'accord du lac Meech a été approuvé par huit gouvernements représentant plus de 90 % de la population canadienne. Quand on parle de négociation, je ne veux pas entrer dans un débat juridique, mais c'est clair qu'il y avait, à l'exception de la procédure d'amendement de la Constitution qui oblige l'unanimité des gouvernements du Canada, les autres aspects de l'accord du lac Meech ont pu être adoptés sur la base de la formule d'amendement existante, c'est-à-dire sept provinces représentant au moins 50 % de la population. On a un exemple d'une entente qui était faite mais, pour des raisons techniques, n'était pas

adoptée, ce n'est pas la loi au Canada aujourd'hui mais ça peut être la loi du Canada aujourd'hui. Aussi je veux ajouter, comme nous avons dit dans nos remarques au tout début, que nous ne sommes pas les seuls au Canada qui ont des problèmes avec la Fédération, la structure, les pouvoirs. Nous savons que, dans le domaine de l'immigration, par exemple, l'Ontario et la Colombie-Britannique cherchent également des pouvoirs additionnels pour mieux gérer leur économie régionale. Je pense qu'on va trouver à travers le Canada, quand les gouvernements des provinces cherchent de plus en plus à mieux gérer leur économie régionale, ils vont chercher des pouvoirs additionnels et on a des amis et des alliés ailleurs.

M. Léonard: Vous ne pensez pas que, dans ce processus de négociation, que ce soit l'unanimité ou la clause 7-50, le Québec doit être nécessairement amené à être considéré comme une province comme les autres? Donc, lorsque le Québec va demander un pouvoir, les autres vont le demander et lorsque vous dites qu'autour de l'accord du lac Meech il y avait plusieurs provinces qui l'avaient accepté, il reste que, disons pour évoquer quand même les sondages qui ont tourné autour de cette question, ces sondages démontraient que la population canadienne ne suivait pas nécessairement les premiers ministres qui avaient signé justement, ça les rendait très réticents, ou en tout cas prudents, avant de les reconnaître ce qui a conduit aux aléas que nous avons connus. Alors voilà, je trouve qu'on revient au processus inscrit dans la Constitution de 1982. Ce processus, on ne peut pas lui échapper et on nous a refusé finalement des conditions minimales. Il faut connaître les faits.

M. Powell: Oui, il faut reconnaître les faits, et le fait c'est qu'à l'exception de la procédure d'amendement et de la question du droit de veto, tous les autres aspects du lac Meech ont pu être adoptés en vertu de la Constitution telle qu'elle existe aujourd'hui. Je veux également vous dire que, oui, vous dites que l'opinion publique a joué un rôle important. Je suis tout à fait d'accord, mais premièrement, il y a la classe politique au Canada qui a une certaine obligation dans le leadership dans l'opinion publique, et également on peut trouver dans les sondages que la majorité des Canadiens sont pour la peine de mort. On n'a pas la peine de mort au Canada. Pourquoi? Parce que la classe politique prend ses responsabilités, et prend des décisions dans le meilleur intérêt de la société plutôt que d'être traînée à gauche et à droite par l'opinion publique qui change d'une journée à l'autre.

M. Léonard: Je pense que la conclusion que j'en tire c'est qu'on va recommencer les débats à un et à dix, finalement.

M. Powell: Non.

M. Léonard: Mais c'est ça que ça veut dire, à moins que vous proposiez, en quelque sorte, un changement au processus d'amendement à la Constitution. Et là ça ne me paraît pas être pour maintenant.

M. Powell: Nous ne sommes pas d'accord.

M. Djandji (Guy): J'aimerais ajouter quelques mots à ce débat-là. Vous savez très bien que, dans le fond, le Québec a déjà rapatrié certains pouvoirs, et les autres provinces les ont acceptés. Donc, premièrement, il faut toujours essayer d'améliorer un système, et il ne faut pas oublier que chacun de vous, les représentants du peuple, vous êtes au service de la population. Donc, d'une façon pragmatique, il faut prouver, premièrement aux autres, au peuple, et, par la suite, au fédéral que ce que nous revendiquons, on va pouvoir mieux l'administrer chez nous, et qu'il y a des économies d'échelle qui vont avoir comme conséquence une baisse, n'est-ce pas, de la dette nationale, une meilleure gestion de nos affaires, et aussi une démocratisation du système qui fait que les décisions seront prises plus efficacement. Maintenant, opter d'avoir accès à un service fédéral ou non, c'est strictement question de négociation et d'entente.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Libérateur, ceci conclut le temps pour ce bloc de questions. Nous passons maintenant au bloc du parti qui forme le gouvernement, et M. Russell... Ah non! pardon, nous passons aux autres et nous reviendrons au parti... Alors, nous passons à notre liste de questions des membres en général, et M. Roger Nicolet est le premier sur la liste.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. J'aimerais peut-être préfacier mon intervention par une référence à votre mémoire, et aux appendices A et B. Ce qui me frappe dans les appendices en question, c'est la polyvalence, la pluriété des origines des membres qui constituent votre groupe. Ceci me semble particulièrement intéressant compte tenu de la teneur et de l'ouverture que vous avez quand même signifiée – quelle que soit l'interprétation exacte donnée à la page 26 – que vous avez su donner à une compréhension en profondeur de certains problèmes qui, présentement, préoccupent la société québécoise. Et peut-être pour paraphraser Michel Rocard qui disait qu'on ne bâtit pas un pays en ignorant ses minorités, je choisis de lire dans votre mémoire une occasion d'ouvrir un dialogue avec les différents groupes qui, trop souvent, se sont sentis éloignés ou étrangers à cette démarche qui justifie la constitution de ce comité.

Dans cette perspective, j'ai suivi avec intérêt les échanges que vous avez eus avec l'Opposition sur les mécanismes de renégociation

de l'entente confédérative avec le Canada. Il m'apparaît, et là-dessus j'aimerais en venir plus spécifiquement à deux questions bien précises, la première en enchaînement à ce que disait l'Opposition officielle, ne croyez-vous pas que dans une planification stratégique, tout gouvernement se doit de planifier une négociation en se constituant une position de négociation qui soit véritablement crédible et qui soit en mesure de garantir de débloquer certaines oppositions structurelles qu'il a pu déceler de la part de ses interlocuteurs.

(11 h 45)

La deuxième s'adresse beaucoup plus spécifiquement à la problématique de relations entre la collectivité anglophone et la collectivité francophone. On a beaucoup parlé de droits individuels et de droits collectifs en matière linguistique. Je crois que, dans le malaise qui existe actuellement entre les deux communautés, c'est ce différend qui est au cœur des malentendus ou des méfiances. Est-ce que vous avez quelques réflexions sur cet aspect également?

M. Leduc: Certainement, M. Nicolet. Pour répondre à votre première question, bien entendu, il nous faut une position de partance pour la négociation. Nous pensons qu'une position qui accepte le fédéralisme et qui, quand même, demande avec insistance des changements risque d'être la meilleure, la plus sensée et la plus susceptible d'apporter des résultats dans un temps limité. Une des choses que tout le monde se dit bien, M. Nicolet, c'est qu'on n'a pas beaucoup de temps. En fait, le Canada est le seul pays industriel et démocratique à l'heure qu'il est qui revoit les fondements de sa Constitution.

Pendant ce temps, tous les autres pays pensent à compétitionner et à préparer le siècle qui vient. Alors, nous autres, on croit qu'on a les meilleures chances et une meilleure écoute ailleurs au pays si on présente nos demandes dans l'esprit d'un "partnership" où on va tenter, de façon généreuse, et avoir les mêmes attentes vis-à-vis des autres partenaires, tenter d'en arriver à un règlement qui renforce la Fédération du point de vue économique, mais tout en donnant le maximum au Québec du point de vue du maintien, du développement et de la promotion de son identité. On pense, c'est notre opinion, que c'est la meilleure façon de procéder sans se dire que ce sera facile, sans se dire que ce sera extrêmement rapide, mais c'est la façon, selon nous, qui est la plus rapide.

Deuxièmement, comme vous allez voir un peu à deux ou trois coins de notre mémoire, le Bureau de commerce, depuis plusieurs années, a dans sa clientèle des anglophones et des francophones. Nous croyons que la politique publique – et elle devrait être articulée publiquement – c'est qu'au Québec c'est le français qui prédomine. Ça devrait être extrêmement clair,

c'est ça. Et on accepte le fait que la loi concernant les immigrants fasse tout en son pouvoir pour intégrer les immigrants à la majorité francophone.

Mais, ceci dit, on dit également qu'il ne faut pas oublier la langue anglaise, appelons-la la "langue seconde", et on ne devrait pas se dire que c'est l'une ou l'autre. Il faut, en fait, avancer les deux. Autrement, on est dans une position qu'on pourrait peut-être caricaturer, M. Nicolet. Ce serait comme si, à l'intérieur d'une école, il y avait une contestation entre la géographie et l'histoire; choisissez l'une, pas l'autre. On n'accepte pas ce genre de débat.

M. Nicolet: Rapidement, M. le Président. Suivi à votre première réponse, si je me réfère ailleurs à votre mémoire, vous parlez d'une période de 10 ans. Les autres groupes qui sont intervenus, les autres groupes d'affaires, à date, nous ont tous parlé d'échéance beaucoup plus courte. Est-ce que vous considérez que véritablement un échéancier de 10 ans est un programme satisfaisant?

M. Leduc: Est-ce qu'on dit 10 ans... O.K. Vas-y.

M. Powell: Dix ans est dans le contexte de presque commencer à zéro, c'est-à-dire que, et M. Leduc l'a dit tantôt, nous privilégions l'option de remanier la Fédération canadienne simplement parce que nous pensons que c'est la façon la plus courte d'arriver à des solutions souhaitées.

Ça prend au moins deux, sinon plusieurs côtés, pour négocier. Comme on dit en anglais: "It takes two to tango." Et ça prend une autre partie. C'est bien beau pour nous d'établir une position de négociation, mais ça prend l'autre partie aussi. Nous pensons, si nous voulons arriver à une solution le plus rapidement possible – dans notre mémoire, on fait référence à la dette gouvernementale – que chaque année où on retarde des solutions constitutionnelles, on retarde les solutions financières à la situation qui devient de plus en plus difficile où, maintenant, la dette gouvernementale représente 17 000 \$ pour chaque homme, femme et enfant canadien. Ce problème envoie des messages à l'extérieur du pays: Que le Canada et les Canadiens ne sont pas sérieux envers leurs dettes, et que les taux d'intérêt vont augmenter en conséquence, parce qu'on devient de plus en plus à risque.

Ceci dit, le temps est très important et, pour nous, l'option de renégocier à l'intérieur...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise le temps de questions de M. Nicolet. Je crois que vous avez fini l'ensemble de votre réponse, M. Powell?

M. Powell: Oui.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci. Nous passons maintenant à M. d'Anjou, qui sera suivi de M. Libman et de M. Laberge.

M. d'Anjou: Merci, M. le Président. M. Leduc, je veux féliciter votre groupe pour votre ouverture à l'égard d'un Québec français. Je pense que des attitudes comme celle-là vont certainement contribuer à établir de meilleures relations entre les diverses communautés au Québec.

Vous avez parlé du désastre imminent découlant de la situation financière du Canada à cause d'un déficit accumulé qui est très près des 400 000 000 000 \$. Vous préconisez la juridiction exclusive du Québec sur un paquet de pouvoirs où il y a juridiction concurrente, mais vous ne prenez pas position clairement sur deux points qui m'apparaissent importants et qui ont causé, en définitive, cette situation financière difficile: le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral et les pouvoirs résiduels de ce même gouvernement. Évidemment, c'est une philosophie totalement différente de celle qui a prévalu au cours des dernières décades. Mais quelle est votre opinion sur le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral qui est sûrement responsable de notre mauvaise situation financière et qui a permis au gouvernement fédéral de faire des incursions dans des domaines de juridiction provinciale, et également les pouvoirs résiduels? Quelle est votre opinion là-dessus?

M. Leduc: Bien, comme on le disait, M. d'Anjou, on n'a pas tenté d'étudier la question du partage des pouvoirs. Bien entendu, le pouvoir de dépenser et le pouvoir résiduel sont des pouvoirs assez importants. Nous disons cependant que, dans la mesure du possible, les doubles juridictions devraient être éliminées, et ça comprendrait les juridictions concurrentes. On se dit cependant que, quand on sera rendu à discuter des pouvoirs, que ce soit le pouvoir de dépenser ou le pouvoir résiduel, on devrait avoir en tête le renforcement de la Fédération du point de vue économique. Si vous voyez, dans notre mémoire, dans le fond, on établit certaines balises qui ne sont pas nombreuses, il y en a quatre: union monétaire, structure fiscale nationale, péréquation, etc., maintenir une voix du Canada forte à l'international, l'harmonisation des règlements et des lois fiscales. En résumé, ce seraient les moyens de renforcer l'économie de la Fédération, ceci n'empêche pas une discussion pleine et entière des partages. On n'a pas d'opinion particulière, à savoir si, oui ou non, le pouvoir de dépenser ou le pouvoir résiduel devrait être éliminé.

M. d'Anjou: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. d'Anjou, ça va?

M. d'Anjou: Oui, ça va. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons maintenant à M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le...

Le Président (M. Michel Bélanger): Pardon. Monsieur...

M. Liberatore (Luigui): Oui. J'aimerais ajouter que la difficulté que nous avons aujourd'hui est vraiment la conséquence d'une très mauvaise gestion de la part des administrateurs de biens publics. Nous devons, pour apporter la solution à des problèmes, premièrement, analyser le problème, en reconnaître la problématique et en apporter des solutions pragmatiques. C'est sûr que tous les gouvernements doivent réaliser que, lorsqu'ils gèrent ce qui est la voie publique, ils doivent le faire dans des cadres admissibles de gestion. Ceci n'était pas le cas, et les solutions pratiques sont en amenant à chaque niveau du gouvernement des marges de manoeuvre contrôlées et contrôlables qui empêcheraient des erreurs de cette magnitude.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Liberatore. Alors, nous passons maintenant à M. Libman, qui sera suivi de M. Laberge.

M. Libman: Merci, merci, M. le Président. Moi aussi, je trouve ce mémoire très réaliste. Je suis d'accord avec M. d'Anjou, M. Nicolet. Ils montrent une compréhension profonde de la société québécoise et les réalités économiques très difficiles de réfuter, même mes collègues à la droite ont des problèmes de réfuter certaines de ces prémisses. Comme vous disiez, 95 % de la population canadienne ont appuyé l'accord du lac Meech. Et il faut aussi souligner qu'il y avait un consensus, c'est seulement la formule qui n'était pas bien. C'était évident que ce n'était pas nécessairement le niveau de décentralisation ou la juridiction provinciale-canadienne qui était responsable pour l'échec de Meech, c'était vraiment une clarification de la clause de la société distincte. Ça, c'était la chose, à la fin, qui a tué l'accord du lac Meech.

Mais juste avant de passer à une autre question, je vais ajouter qu'une autre raison que je trouve très réaliste et très importante de votre mémoire: vous n'utilisez pas les tactiques de peur qui d'habitude provoquent les médias à réagir. Ma première question est sur quelque chose qui est mentionné sur la page 10, je vous lis la version anglaise:

"...It is of a national concern because it continues to divert our attention, energy and resources from some of the most pressing economic issues Canadians must confront. It is clear, however, that so long as the Consti-

tutional Debate remains unresolved, we, as a country, will not be able to seriously address these issues." So, my question is the following: It is obviously desirable to renew the federal system, I think, to address some of its inadequacies. Everyone around this table, in fact, feels that the status quo may no longer be acceptable to Québec and the rest of Canada. But do you believe that major changes are urgent? Do you feel that some of these major changes are absolutely necessary, that they may in fact risk some of the economic advantages of the Canadian Federation, which you underlined on page 17, where you say: "We continue to enjoy one of the highest standards of living in the world and much of this strength reflects a basic economic character success in Confederation." You know, I do not remember reading in here a mention of the 10 years, but do you feel, or would you feel comfortable if this country took a break from constitutional negotiations for a while and really dealt with economic priorities that we face?

M. Leduc: M. Libman, comme vous le savez, il y a beaucoup de dossiers qui dépendent de la Constitution et des négociations constitutionnelles avortées du mois de juin dernier, puis on en a mentionné quelques-unes, puis notamment, même si ce n'est pas une question constitutionnelle en soi, la question de la dette fédérale, il faut que tous ces problèmes majeurs, qu'on puisse y donner une certaine attention, et puis, dans le clivage constitutionnel qui persiste depuis le mois de juin, on ne peut pas vraiment vivre avec ça et affronter en même temps les nombreux problèmes économiques auxquels on fait face. Alors, on espère que tout ça reviendra dans l'ordre, pourvu que tout le monde soit motivé et nous croyons que, de nos jours, je pense que, de plus en plus, les gens se rendent compte qu'il faut faire beaucoup plus vite qu'avant, puis je n'ai pas d'exemple à vous donner, vous les connaissez. Alors, on est confiants qu'en se motivant autour de certains objectifs économiques comme ceux qu'on mentionne dans notre mémoire, et en agissant comme des bons partenaires, tels que définis, sans oublier nos intérêts, on devrait faire avancer les choses. (12 heures)

M. Libman: J'ai une question, M. le Président. Nous discutons souvent ici la question de la reconnaissance de Québec comme un sur dix. Est-ce que vous avez analysé ou est-ce que vous reconnaissez le concept du Québec comme une des quatre régions du Canada, par exemple les provinces de l'Ouest, les provinces Maritimes, l'Ontario et le Québec?

M. Leduc: Je n'ai pas de difficulté à reconnaître cette réalité, M. Libman. Mais je dois dire qu'on ne s'est pas penchés là-dessus.

M. Libman: Une dernière question. Je fais référence, à la page 17 encore. Il est mentionné and I will repeat in English: How will disputes over provincial boundaries, debt, monetary arrangements, etc. be settled? Do you see that as a possibility? Some of the other collectivities or groups within Québec trying to maintain certain territories, if they, in fact, do not agree or they do not want to go along with Québec secession to sovereignty, do you see that as a problem? Battles over certain portions of territories. Do you see that developing at all by certain groups who, perhaps, do not agree with the Québec independency, who want to retain strong ties to Canada?

M. Leduc: Je ne suis pas un constitutionnaliste, M. Libman. Bien entendu, ce genre de discussion peut avoir lieu. C'est le genre de discussion qu'on préfère ne pas avoir, parce que sans doute qu'il y a toujours beaucoup d'émotivité. En dehors de ça, j'espère que ça répond à votre question.

M. Libman: Mais vous mentionnez dans...

M. Liberator: M. Libman, pour répondre à votre question, je crois que ça serait un sujet moins important. Parce que du moment où vous établissez que vous gardez le Canada et vous allez le garder en reconstituant des régions, le débat: Où s'étend cette région-là? est beaucoup moins important et moins essentiel, disons, à l'entente.

M. Libman: Je ne suis pas certain de ça, mais j'ai mentionné ça, parce que, dans votre propre mémoire, vous discutez les disputes qui peuvent se produire sur la question des frontières, etc.

M. Leduc: En principe, bien entendu, si vous disloquez, et c'est le terme qu'on emploie, si vous disloquez un pays, c'est le genre de question qui peut être soulevée. Mais c'est par hypothèse simplement qu'on la mentionne.

M. Libman: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Libman. Nous passons maintenant à M. Laberge, qui sera suivi de M. Beaudry.

M. Laberge: M. le Président, tout d'abord je veux féliciter le Bureau de commerce. Quelle évolution au cours des dernières années! Je pense qu'il faut le dire. Il n'y a pas tellement longtemps, quand j'allais au Bureau du Board of Trade, c'était quand même pas mal différent. Depuis quelques années vous êtes devenus, reconnus, le Bureau du commerce de Montréal. Je pense que vous êtes devenus encore plus efficaces pour représenter Montréal et la région,

bien sûr, comme elle devrait être représentée à travers le monde et à travers la balance du Canada.

Il y en a qui sont toujours un peu sur la défensive. Notre ami André Ouellet, M. Libman. Moi, je n'ai jamais cru que le Canada était une république de bananes. Tout de suite, je le dis et je l'ai toujours dit, je n'ai aucune hésitation à dire que si, demain, j'avais à choisir entre les États-Unis et le Canada, je choisirais le Canada. Il n'y a aucune ambiguïté là-dessus. Bien sûr qu'on a quand même réussi à faire des choses tout en étant dans le Canada, sauf que – et vous êtes d'accord avec ça vous aussi – il y a des choses que le Québec doit se donner, par exemple, pour pouvoir se donner une meilleure politique de main-d'œuvre, pouvoir faire des choses. Il y a des choses sur lesquelles nous sommes devenus d'accord. 28 organismes, par exemple au Forum pour l'emploi, sont tombés d'accord pour rapatrier un tas de pouvoirs. Vous dites un tas de choses dans votre mémoire avec lesquelles je suis entièrement d'accord: le climat qui doit être instauré au Québec, nouvelle entente, nouvel arrangement avec le fédéral ou n'importe quelle autre entente. Vous parlez d'un climat qui doit favoriser les investissements, l'accès à du capital adéquat. Vous allez reconnaître qu'on a fait notre possible là-dedans pour amener un peu plus de capital pour le financement. L'accès à une main-d'œuvre qualifiée, nous en sommes. Des marchés plus vastes, évidemment. La nouvelle technologie, un régime fiscal concurrentiel, j'ai remarqué avec beaucoup de plaisir que, l'Association des manufacturiers canadiens, secteur Québec, reconnaissait pour la première fois qu'au Québec il y a avait un régime fiscal concurrentiel pour les entreprises. C'est la première fois qu'il reconnaissait ça; je m'en suis réjoui, ça pourra toujours servir dans nos prochaines négociations pour continuer d'améliorer la qualité de vie qui permettra d'attirer et de conserver les ressources humaines. Vous pouvez continuer à vous fier sur nous là-dessus pour essayer de vous aider à installer ça.

Vous avez retenu quatre hypothèses, la redéfinition, l'adaptation du présent système fédéral canadien, la souveraineté du Québec assortie d'une nouvelle structure supranationale, la souveraineté du Québec assortie d'une association économique étroite, l'indépendance du Québec assortie d'une association économique lâche. Lâche, c'est le pendant d'étroit, je présume. Non, non, vous n'avez pas voulu dire brave et lâche... Ce n'est pas ça? O.K. Je pense que, jusqu'à maintenant, tout le monde ou à peu près a rejeté la première puis la quatrième option. Je pense qu'on a dit: Statu quo, impossible, et la plupart des gens ont dit: L'indépendance pure et dure – ça a été l'expression du Président – je fais comme M. Hogue, j'approche le micro, je me vire puis je parle à côté...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: Est-ce que vous m'entendez aussi bien? Alors il reste les deux autres options. Vous nous dites: Le Bureau du commerce de Montréal croit fermement que l'avenir du Québec en tant que société distincte jouissant d'une économie prospère est plus prometteur au sein d'une Fédération canadienne réarrangée. Après vous avoir fait mes félicitations que je tenais à faire pour ce que vous êtes devenus, pour votre engagement dans tout ce qui se passe au Québec, et vous avez un rôle important à jouer là-dedans, je n'ai vraiment qu'une question. Comment comptez-vous faire ça, négocier avec quelqu'un qui vient de nous dire qu'il ne veut pas négocier même le strict minimum? Vous allez reconnaître que les demandes du gouvernement du Québec qui ont mené à l'accord du lac Meech étaient quand même des demandes que bon nombre de Québécois jugeaient insatisfaisantes. Et là, ce n'est pas malheureusement un ou deux premiers ministres qui ont changé d'idée qui a fait qu'il n'y a pas eu d'accord. Si ce n'était que ça! Vous allez reconnaître qu'il y a eu des sondages qui ont démontré qu'une grosse majorité de Canadiens rejetait l'accord du lac Meech. Je ne me souviens plus des chiffres exacts, mais ça dépassait les 60 % de Canadiens qui rejetaient l'accord du lac Meech. Alors, on est allé avec des choses très, très minimales, et puis ils nous ont dit non. Comment pensez-vous pouvoir faire ça avec ce que vous nous avez dit, dans lequel vous croyez? Ça c'est quelque chose qui m'intéresse au plus haut point.

M. Liberator: M. Laberge, je vais me permettre de répondre à votre question. Premièrement, j'aimerais vous féliciter pour votre approche très ouverte aux négociations. Premièrement, vous dites toujours tout haut ce que vous pensez, donc il n'y a rien de caché derrière ce que vous dites. Deuxièmement, je veux vous féliciter aussi parce que vous êtes actionnaire dans une de mes entreprises.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Liberator: Ceci dit, je crois que c'est la méthode, c'est la méthode dans le fond de pouvoir se responsabiliser l'un envers l'autre et de construire un meilleur pays, de réaliser que la productivité doit augmenter, que chacun doit prendre ses responsabilités et aller de l'avant. Ce sont des choses exceptionnelles, et je dois avouer que vous prenez de plus en plus cette initiative et ces responsabilités-là. Donc, vous ne voulez pas quelque chose pour rien. Ceci dit, j'aimerais aller, justement, à la question des négociations du pays. Selon moi, comme pays, là où nous nous sommes trompés, c'est qu'on a essayé d'unir un pays d'une façon politique. On sait que la politique, malheureusement, donne

souvent accès à des débats futiles. Ce que nous devons faire, justement, c'est d'unir le pays d'une façon économique et y apporter un système politique avec lequel nous allons pouvoir vivre. C'est là où l'équation doit changer. Nous devons absolument être un pays plus fort économiquement. Du moment qu'on a ça, on peut y apporter des solutions politiques. Mais tant que le débat politique persiste et nous empêche de nous concentrer sur ce qu'est l'évolution des affaires, nous allons perdre des parts de marché, nous allons être de moins en moins productifs et nous n'allons pas pouvoir faire face au libre-échange et au commerce de l'avenir.

M. Laberge: M. le Président, je...

Le Président (M. Michel Bélanger): Il vous reste encore du temps, M. Laberge.

M. Laberge: Juste une toute petite question, très rapidement: Est-ce que nous sommes devenus vos partenaires ou si vous êtes devenu le nôtre?

M. Liberatore: Bien...

M. Laberge: L'autre question, elle est... Je pense que vous allez reconnaître... Le Canada, bon, on a eu des hauts et des bas, bien sûr. Il y a eu des périodes plus tristes que d'autres et il y a eu des périodes un peu moins pires. Mais il faut reconnaître - je pense que tout le monde le reconnaît - que, ces dernières années, la politique fiscale, la politique monétaire du Canada a été dirigée pour aider, essayer de contrôler la légère surchauffe en Ontario au détriment du Québec et d'autres provinces. Ça, il faut quand même, je pense, qu'on le reconnaisse. Et, encore là, bon, quand vous dites qu'il faut être plus fort, moi, je veux bien être plus fort. Je pense qu'il faut qu'on dise, nous autres, ce dont on a besoin au Québec pour devenir cette société dont on parle depuis longtemps et dont on commence, je pense, à voir le portrait quelque peu plus défini. Pour ça, je pense qu'il faut qu'on se décide, puis, après ça, on ira voir.

M. Liberatore: Oui, mais je crois, M. Laberge... Nous sommes associés depuis au moins 30 ans, parce que vos syndicats sont présents dans nos usines depuis 30 ans. Au niveau de l'association financière, nous avons négocié plusieurs mois pour faire l'acquisition d'une société dans laquelle vous étiez actionnaires, et qui avait des difficultés. Vous êtes aujourd'hui nos actionnaires et nos partenaires la société va très, très bien, en passant. Donc, c'est toujours la même chose. Il faut savoir quoi faire. Il faut justement arrêter d'en parler, savoir quoi faire et le faire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous avons épuisé votre temps, M. Laberge. Nous

passons maintenant à M. Beaudry, qui sera suivi par M. Campeau.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Dans votre mémoire, M. Leduc, vous nous dites, à la page 20, concernant la politique monétaire: "La transformation de la politique monétaire pourrait figurer au nombre des questions les plus controversées et causer le plus de tort à l'économie et au système bancaire." Et vous ajoutez, dans l'autre paragraphe: "La rupture de l'union monétaire actuelle, voulue ou découlant fortuitement de l'adoption d'une structure fédérale si lâche que l'autorité centrale n'aurait plus le pouvoir souverain de préserver la monnaie commune, nuirait immensément à l'économie canadienne à court terme et à long terme."

Nous avons entendu devant cette Commission plusieurs mémoires qui ont préconisé la souveraineté. Dans ces mémoires, malgré cette option qui a été prise, on favorisait une monnaie commune avec le reste du Canada.

Ma question est la suivante. C'est bien sûr que, dans ce contexte-là, les représentants du Québec auraient participé avec ceux du Canada aux pouvoirs décisionnels concernant les politiques monétaires de la Banque du Canada. Est-ce que vous croyez qu'il serait possible qu'une telle formule puisse être utilisée dans un fédéralisme renouvelé, celui que vous préconisez, vous autres?

M. Leduc: Nous croyons que oui. Mais je dois vous dire qu'on n'a pas étudié le système de la banque canadienne, par exemple, la Banque du Canada, comment l'améliorer. Je pense que tout le monde est conscient qu'il faut l'améliorer. M. Laberge a fait la remarque tout à l'heure qu'il y a certainement une perception que la banque n'axe pas ses activités sur le bien-être de toutes les régions du Canada. Alors, au niveau de la structure, certainement au niveau des objectifs, on s'attendrait à ce qu'elle fonctionne beaucoup mieux. Mais pour répondre à votre question: Est-ce qu'on a un secret bien gardé pour améliorer la chose d'une façon notable? Alors on serait obligé d'y penser.

M. Beaudry: Mais est-ce que vous pensez, M. Leduc, que le Québec pourrait s'imposer et que les autres provinces, par exemple, accepteraient aussi facilement que ça que Québec puisse s'imposer et dire, moi, je fais partie du pouvoir décisionnel de la Banque du Canada de déterminer des politiques monétaires dans l'avenir.

M. Leduc: J'ai l'impression que si on s'en va, comme je pense qu'on doit aller, vers un "partnership" qui implique des droits et des obligations que probablement les autres provinces voudraient également avoir une voix au chapitre. En tout cas c'est ce que j'imaginerais.

M. Beaudry: C'est bien, merci.

(12 h 15)

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci M. Beaudry. M. Campeau?

M. Campeau: M. Leduc, je reviens à la question de M. Laberge si vous le voulez bien. D'abord votre témoignage arrive à point, je pense, dans cette Commission parce qu'il vient vraiment rétablir un certain équilibre. Jusqu'ici la balance était vraiment de l'autre côté, et vous aidez à remonter un peu peut-être l'équilibre. Vous représentez un groupe qui est important au Québec. J'en viens à la stratégie comme M. Laberge y arrivait tout à l'heure. On sait que les demandes du lac Meech ce n'était pas la fin du monde. Mon ami, M. Laberge, vous dirait qu'il n'y avait rien là et elles n'ont pas été approuvées. M. Laberge a répété ce que M. Bourassa a dit en disant: Si les premiers ministres au Canada s'étaient sentis supportés par la population ils l'auraient passé, Meech. Conclusion, c'est la population qui l'a refusé dans un certain sens. Alors quand le Québec va vouloir obtenir un peu plus, au point de vue stratégique, comment il va s'y prendre? Quelle stratégie il va lui falloir adopter pour obtenir un peu ce qu'il veut et est-ce que c'est possible?

M. Leduc: Si on avait une réponse claire à votre question, M. le Président, je pense qu'il n'y aurait pas de Commission. La question est difficile. Je pense que si on s'implique dans le débat à nouveau à la façon d'un "partner", d'un associé dans un "partnership", et si évidemment on attend de vous des conclusions intéressantes, et je dirais même dramatiques, on compte que vous allez savoir trouver la voie qui est la plus susceptible de nous faire arriver à bon port dans le plus bref délai possible. Alors, vous nous posez en fait peut-être une question de stratégie politique qui tient autant à la teneur de votre rapport final, aux décisions que le gouvernement prendra et à la façon de vendre la marchandise à travers le pays. Mais nous avons l'impression qu'il y a quand même des choses qui changent et que de plus en plus au niveau des idées dans le reste du pays on se rend compte que le Québec a une réflexion plus profonde et qu'on s'attend parfois d'une façon ambivalente et confuse à ce que des solutions intéressantes et valables viennent du Québec et on compte là-dessus.

M. Campeau: Est-ce qu'il y a encore du temps? Est-ce que vous pensez que le rapport de force entre le Québec et le reste est important? Autrement dit, on est d'accord que peut-être que le Québec a des avantages au point de vue économique avec le Canada, mais le Canada en a beaucoup avec le Québec. Est-ce que nos gens vont être capables de vendre ces avantages-là? Autrement dit - là je ne voudrais pas blesser - on est entouré d'hommes politiques, je

ne voudrais pas les blesser non plus, mais est-ce que vous pensez que le lac Meech, s'il avait été négocié par des gens d'affaires aurait réussi?

M. Leduc: Non, on ne voudrait pas prétendre pareille chose parce que je dois vous dire, on le disait d'ailleurs dans nos remarques préliminaires, M. le Président, qu'on a tenté aussi nous de faire certaines pressions à l'extérieur, et on a bien vu que le climat était loin d'être idéal. Alors, je pense que...

M. Campeau: Est-ce qu'il l'était plus en 1982?

M. Liberator: M. le Président, si vous le permettez, j'aimerais répondre à cette question d'une façon très directe. Je suis un homme d'affaires, je fais des affaires tous les jours. Pour survivre, je dois me réadapter constamment à des mouvements, à des mentalités changeantes. Il faut motiver nos gens, il faut s'adapter à eux, il faut faire des projets, il faut les vendre constamment. La réponse, si ça avait été négocié entre hommes d'affaires, oui.

M. Campeau: Merci.

M. Liberator: Si vous permettez, je veux ajouter un bref mot à ce sujet, c'est-à-dire qu'on a déjà précisé que dans le cas de l'accord du lac Meech, à l'exception de la modification aux procédures de modification de la Constitution, tous les autres aspects du lac Meech ont pu être acceptés, et la loi du Canada, aujourd'hui, avec la formule d'amendement qui existe. Deuxièmement, en termes de stratégie, si le Québec insiste pour que leur stratégie soit un contre dix, c'est évident que cette stratégie risque de nous amener nulle part, parce qu'il me semble qu'il faut aller trouver des alliés ailleurs au Canada, parce qu'il y en a, et les alliés qui respectent la position du Québec. Il y a des gens, pas seulement des politiciens actifs mais il y a des politiciens comme Robert Stanfield, comme Peter Lougheed qui sont allés devant le public pour défendre le lac Meech. Il y a des gens de beaucoup de substance qui respectent le Québec et qui sont prêts à se battre pour le Québec à l'avenir. Mais on a des alliés à l'extérieur du Québec, et il faut aller les chercher, pas nécessairement seulement attendre que tout le monde vienne chez nous.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Campeau, le temps de la présidence est épuisé, M. Campeau. On retourne maintenant au bloc des membres, et à M. Béland qui serait suivi de M. Poissant. Il nous reste sept minutes. M. Béland.

M. Béland: Oui merci. Moi j'ai beaucoup aimé votre chapitre sur la politique monétaire,

parce que vous dites en somme que les intérêts de toutes les régions du Canada, les intérêts sont tels qu'il faut aboutir à une union monétaire. Il y a des gens ici qui sont venus nous dire, depuis quelques jours, que même si on accédait à la souveraineté, il faudrait en arriver à une union monétaire. Et dans ce sens-là vous démontrez très bien que les intérêts sont tellement grands pour le reste du Canada que, même dans un état de souveraineté, l'union monétaire avec le reste du Canada est plausible. Est-ce que vous êtes d'accord avec ce que je viens de dire?

M. Liberatore: J'aimerais dire oui, M. Bélard, et je dois vous dire que vous êtes probablement l'exemple vivant de quoi une économie est faite. Elle est faite de petits travailleurs, de petits travailleurs qui économisent et qui vous donnent et qui vous font confiance. Donc c'est ça, dans le fond, le Québec et c'est ça le Canada. C'est du petit monde engagé tous les jours, qui sont prêts à faire leur devoir et à pouvoir faire bénéficier, n'est-ce pas, le pays entier.

M. Bélard: Mais je veux être sûr que vous m'avez bien compris. Si ce petit monde décide majoritairement d'accéder à la souveraineté, est-ce que vous admettez que le reste du Canada a tellement à perdre par rapport à l'union monétaire qu'une union monétaire avec le reste du Canada est négociable? Vous êtes des gens d'affaires, vous connaissez les règles de négociation. Est-ce que, finalement, les intérêts du reste du Canada ne sont pas à ce point attaqués qu'il est plausible de penser qu'une union monétaire par un État québécois souverain est facilement négociable?

M. Liberatore: Je crois que ça revient de vos responsabilités à vous assurer que ce petit monde-là soit bien protégé et de ne prendre aucun risque qui pourrait mettre en danger 10, 15, 20 et 30 ans de leurs efforts et de leur travail.

Une voix: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Poissant, trois minutes.

M. Poissant: M. le Président, merci. Il faut dire que M. Campeau a déjà posé une bonne partie de ma question.

Je pense que tout ça à la fin, on semble être d'accord dans les mémoires que nous avons reçus sur le fait que sans doute il va s'agir d'une question de négociation. Je pense que la négociation va se faire sur deux paliers: nos partenaires actuels et à l'échelle internationale. C'est là, à mon avis, qu'il va être question de temps. Vous avez peut-être dit jusqu'à 10 ans et c'est là que ça me crée un problème, à savoir

comment est-ce qu'on va y arriver quand je prends pour acquis que des fervents du séparatisme, le Parti québécois, nous disent: Il est clair qu'on ne s'entendra jamais! En gros caractères gras, pour pas qu'on l'oublie.

Ça ne facilite pas notre tâche parce qu'il est sûr qu'il faut renégocier certains rapatriements. Mais, d'après vous, comment est-ce qu'on va pouvoir le faire? Si vous pouviez nous aider là-dessus.

M. Leduc: Bien, je pense qu'on revient peut-être sur cette question d'une autre façon, M. Poissant. On va devoir le faire avec un projet qui se tient et puis, nous disons qu'il est plus susceptible de se tenir s'il constitue des changements peut-être majeurs à la Fédération, mais sans oublier qu'on renforce et qu'on tente de renforcer la Fédération du point de vue économique, ce qui est peut-être du jamais vu parce que depuis quelques années personne vraiment ne pense à ça. Et, pour une fois que c'est vraiment important parce que nous sommes surveillés par les étrangers, comme vous savez, est-ce qu'ils vont continuer à nous prêter à 4 % ou 5 % de taux d'intérêt plus élevé qu'aux États-Unis? Bien, ils vont continuer à le faire et ça pourrait être pire encore s'ils voient qu'on n'est pas capable de s'accorder sur une espèce de projet économique qui se tient. Alors, ça, ce serait un objectif numéro un, puis ce serait du nouveau. Alors, pourquoi ne pas essayer, en fait, non seulement nécessité fait loi, mais je pense, nous pensons que dans le reste du Canada, il y a une espèce de sentiment qu'il faut aller dans ce sens également.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Poissant. Il nous reste deux minutes. M. Bouchard. Parce que tout à l'heure, ce n'était pas trois, c'était cinq. Je sais mal lire les chiffres, je m'en excuse.

M. Bouchard: M. le Président, très brièvement. On a vécu, avant 1982, des dizaines de tentatives de refaire la Constitution: conférences fédérales-provinciales, il y avait même des hommes d'affaires qui faisaient partie de ces conférences-là, parce qu'il y en a certains qui deviennent des politiciens, puis, c'est drôle, ils se comportent comme des politiciens quand ils deviennent des politiciens. C'est normal, c'est la politique, c'est la réalité générale. 1982, le rapatriement enfoncé dans la gorge du Québec, malgré un vote presque unanime de l'Assemblée nationale du Québec. 1990, rejet des conditions minimales du Québec, uniquement pour acheter le droit de retourner à la table. Aujourd'hui, vous êtes là, vous nous dites: Il faut recommencer encore, il faut réessayer. Il faut réessayer combien de fois? Est-ce que c'est la dernière fois, ça, ou s'il y aura d'autres fois? Combien de fois faut-il essayer?

M. Leduc: On est en période, on sera toujours en période de renégociation, M. Bouchard, puis j'espère que ce ne sera pas des périodes de renégociation profonde. Mais prenons un exemple. Dans un discours, la semaine dernière, la présidente du Conseil économique du Canada faisait remarquer que, au Canada, les revirements économiques sont beaucoup plus lents qu'en d'autres pays. Au niveau même du redressement économique, après la récession de 1982, dans certaines provinces, ça a pris six ou sept ans à reprendre le terrain perdu, et ça, c'est inadmissible, puis ça a un effet sur tout le reste du contexte politique. C'est comme si, dans le moment, le fait qu'on fonctionne au ralenti au point de vue économique, ça affecte autant la Constitution puis les autres choses, qu'il faudrait faire plus rapidement. Alors, nous disons: Tâchons, peut-être en mettant un nouvel accent sur l'économie, puis tout le monde sait qu'il y a des choses urgentes, peut-être que ça va avoir un effet, c'est ce que nous espérons, sur le contexte politique, puis nous faire faire un nouveau virage qui, on l'espère, celui-là sera permanent.

M. Bouchard: Si je comprends bien, pour terminer pour moi, votre refus de la souveraineté est tel que vous n'accepterez jamais d'y recourir, même s'il n'y avait jamais d'entente.

M. Leduc: Non, nous ne disons pas ça, et c'est une hypothèse que nous espérons ne jamais devoir vivre, mais pour le moment nous regardons les choses telles quelles. Quelle est la situation aujourd'hui? Quelles sont les choses qu'on devrait faire aujourd'hui et dans les prochaines semaines? Ensuite, on verra.

M. Bouchard: Après combien d'échecs additionnels on pourrait penser à la souveraineté?

Une voix: Je vais répondre à une partie de votre question.

M. le Président (Michel Bélanger): S'il vous plaît, parce que notre temps est écoulé, mais brièvement une réponse.

M. Powell: S'il vous plaît. C'est qu'on parle au Québec maintenant des industries culturelles. Au Canada, depuis 100 ans, on avait des industries constitutionnelles. Il me semble que c'est évident que dans une fédération il y ait des négociations presque continues. La beauté d'une fédération c'est que ça doit être un système flexible, qui peut répondre aux changements et s'adapter aux changements dans le monde et aux demandes des personnes.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Powell. Nous passons maintenant au bloc de

questions du parti qui forme le gouvernement. Je passe la parole à M. Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. Messieurs, j'ai beaucoup apprécié votre mémoire, que j'ai lu très attentivement. C'est un mémoire qui est bien fait, qui est bien équilibré. Tout à l'heure j'entendais M. Laberge dire que vous avez fait beaucoup de changements et de fait, vous avez beaucoup évolué, quand on regarde ce que vous proposez. Parce que, ce n'est pas n'importe quoi que vous proposez. Vous proposez des changements substantiels au fédéralisme canadien.
(12 h 30)

Vous nous dites au départ que le Québec jouit de l'un des plus hauts niveaux de vie au monde et vous avez parfaitement raison. Vous le reliez au système fédératif et vous n'avez certainement pas tort. Et vous nous proposez des changements quand même majeurs. Je regarde à la page 26 de votre mémoire, vous voulez que les provinces aient une compétence exclusive en matière "d'éducation, de culture, de communication, d'immigration, de travail, de main-d'oeuvre, d'assurance-chômage, de développement économique régional, des institutions et des services financiers - incluant les banques, probablement - la santé, les affaires sociales, les politiques urbaines et la récréation." Et puis, vous me dites que ce n'est même pas limitatif, que ça pourrait comprendre d'autres compétences. Et c'est dans ligne de pensée, un peu, des chambres de commerce qui sont venues avec leur mémoire, avec la présentation très brillante de Me Lambert, ouvrir nos travaux à Québec. Si on relit les deux mémoires, qui sont bien faits, qui sont solides, on en arrive à un fédéralisme renouvelé, mais très profondément renouvelé. Moi, je me demande, on a ces deux mémoires, si même nos artistes qui sont venus témoigner devant nous tout à l'heure ne seraient pas d'accord avec ça, finalement.

Et quand je regarde, toujours à la page 26, à votre dernier paragraphe, vous nous dites: "Il n'y a pas de doute qu'une nouvelle association économique canadienne, fut-elle réarrangée, obligera inévitablement à un partage des pouvoirs décisionnels." Ma question est celle-ci. Est-ce que, de fait, ce que vous nous proposez ce matin, ce ne serait pas une nouvelle association économique avec le Canada?

M. Leduc: Je vais devoir m'excuser une deuxième fois, M. Rémillard, ou plus tôt, en réponse à une question de M. Parizeau, j'ai dit que nous avions ce matin produit un amendement à la page 26. Nous avons refait ce paragraphe, cette phrase qui mentionne la liste de pouvoirs. Nous la mentionnons comme étant une liste de responsabilités gouvernementales fréquemment mentionnées comme étant de juridiction provinciale unique. Notre position n'est pas de proposer

une telle exclusivité. D'ailleurs – et j'avoue que le paragraphe n'était pas très clair au départ – à la dernière phrase de ce paragraphe, vous lisez: "Nous ne sommes pas en position de recommander aucune solution définitive". Ce sont des exemples.

Par contre, et je vous remercie de l'avoir soulevé, on dit également dans notre mémoire que Québec devrait pouvoir gérer au maximum son plan de main-d'œuvre pour l'an 2000. On dit aussi que le Québec devrait pouvoir contrôler et gérer son immigration de façon presque exclusive. Et on mentionne – vous êtes au courant des difficultés – lorsqu'il y a un mouvement de la main-d'œuvre d'une province à l'autre, forcément il y a un droit de regard qui est négocié entre les provinces. On donne des exemples de choses qui pourraient, avec lesquelles on n'est pas inconfortables du tout, être d'exclusivité provinciale. On dit qu'on n'aime pas la double juridiction dans beaucoup de sujets et qu'on devrait aller vers l'efficacité. On donne même des critères pour choisir, à la page 27, comment des pouvoirs devraient être dévolus à un palier gouvernemental ou l'autre. Alors, ayant dit qu'on n'était pas constitutionnalistes, on mentionne quand même certains tests ou certains exemples où on ne serait pas du tout inconfortable de voir la juridiction québécoise exclusive. Mais je regrette d'avoir donné l'impression qu'on avait décidé, de façon absolue, que cette liste devrait être de juridiction provinciale exclusive.

Le Président (M. Michel Bélanger): D'ailleurs vous avez déposé auprès de la Commission, ce matin, nous ne l'avons pas eue à temps pour pouvoir la remettre à tout le monde, une page corrigée qui dit bien: Voilà quelques-unes des responsabilités gouvernementales qui, selon certains, devraient être uniquement... comme vous l'avez mentionné tout à l'heure. Car le fait que la correction soit arrivée un peu tard, elle est bienvenue, mais ça a peut-être créé un peu de confusion, de part et d'autre...

M. Rémillard: Alors, je comprends bien.

Une voix: Je m'excuse, là...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous en prie, l'affaire est réglée. On l'a mise officiellement au dossier.

M. Rémillard: Alors, je comprends, M. Leduc. Vous vous référez à certains autres, et je suis content que vous disiez ça, parce que finalement, entre votre mémoire et le livre du parti québécois, publié en 1985, sur le beau risque, à ce moment-là il y avait beaucoup de similitude à ce que vous demandiez. Alors si on relit ça avec le mémoire des Chambres de commerce, on s'aperçoit, comme je le mention-

mais tout à l'heure, donc, qu'on a un fédéralisme, oui, mais très profondément modifié comme tel, et vous le qualifiez, parce que ça, je ne crois pas que vous l'ayez changé dans la note que vous avez fait parvenir à la présidence, vous le qualifiez toujours à la page 26, d'une "nouvelle association économique canadienne". Donc, ma question est celle-ci: Est-ce que ce n'est pas ça, finalement, que vous nous proposez ce matin, une nouvelle association économique canadienne?

M. Leduc: Non, je pense que peut-être, le mot "association" là, n'a pas été trop bien choisi, mais à plusieurs endroits, dans notre mémoire, on dit que c'est le fédéralisme renouvelé, possiblement profondément, qui est notre proposition, mais qu'une des bases, un des fondements de ce fédéralisme devrait être le renforcement économique de la Fédération. Ce qui, selon nous, constituerait une innovation.

M. Rémillard: Tout à l'heure, M. Liberator, vous nous avez dit que si les gens d'affaires avaient négocié Meech, peut-être que ça aurait marché? Je prends bonne note de votre remarque, remarquez.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Rémillard: J'en prends bonne note.

M. Leduc: Mais on vous offre notre collaboration dans notre mémoire, M. Rémillard.

M. Rémillard: Oui, vous nous l'avez offerte, aussi, dans le cas de Meech, et je sais que vous êtes allés voir M. Wells à maintes reprises, et M. Filmon. Maintenant, ce n'est pas deux provinces qui ont fait échouer vraiment Meech. En réalité, c'est une majorité de Canadiens – et je pense que nous en convenons tous. M. Wells n'est pas un héros national avec seulement 8 % de la population, c'est un petit peu plus majoritaire que ça dans son cas. Mais tournons la page, c'est quelque chose de différent maintenant. Il nous reste quand même, je reviens toujours à la même question qu'on vous a posée à plusieurs reprises, qu'est-ce qu'on fait? Qu'est-ce qu'on fait? Ce que vous nous proposez, même si vous citez d'autres, et je crois que votre citation, vous référant à d'autres, en ce qui regarde le partage des compétences, est quand même quelque chose qui vous est sympathique. Je me réfère aussi aux chambres de commerce qui sont venues témoigner devant nous à la première séance de nos travaux. Tout ça est très intéressant, ce que vous nous proposez. Mais est-ce qu'on utilise la même formule d'amendement, le même processus? Est-ce qu'on prend d'autres moyens? Si on prend d'autres moyens, quels sont ces moyens qu'on va utiliser? Qu'est-ce qui va faire la différence? C'est ça, pour nous, qui est intéressant aussi de savoir.

M. Liberatore: M. Rémillard, si vous me permettez, vous savez, nous, les hommes d'affaires, les gens qui sont responsables de quelques emplois ici et là, nous devons toujours fonctionner par le bon sens pour y rester et par le compromis. Donc, on comprend vos frustrations au niveau politique, lorsque vous avez affaire à des M. Wells qui sont prêts à faire caler le Canada strictement sur un principe qui est celui de ne pas être d'accord avec la méthode, n'est-ce-pas? Il a répété 100 fois: "I am not in agreement with the process", qu'il disait. "I have nothing against Québec but I am not in agreement with the process." Entre deux hommes d'affaires, cela ne serait jamais arrivé.

M. Rémillard: M. Liberatore, dans ce cas-là - je reviens à ce que vous venez de dire - si on vous donnait le mandat d'aller négocier ce que vous proposez, si on vous donnait ce mandat-là, vous partez dans le reste du Canada et vous allez négocier ça, ce que vous nous proposez ce matin, combien de temps cela pourrait-il vous prendre, croyez-vous?

M. Liberatore: Je vais vous dire: À la condition qu'on négocie avec d'autres hommes d'affaires...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Liberatore: ...un règlement serait, selon nous, relativement rapide.

M. Rémillard: Alors, je pense que vous nous proposez un changement beaucoup plus profond que le mandat de la...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Liberatore: Dans le fond, ce que nous disons...

M. Laberge: M. le Président, question de règlement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ce n'est pas permis. Il ne nous reste pas assez de temps, M. Laberge. On va reprendre au début de l'après-midi.

M. Laberge: C'est une question de règlement, écoutez.

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, mais le règlement dit que les décisions des présidents sont finales et sans appel.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est écrit comme ça dans les règlements de l'Assemblée.

M. Laberge: Que je sache, vous n'avez pas pris de décision encore...

Le Président (M. Michel Bélanger): J'ai décidé de ne pas vous écouter.

M. Laberge: ...

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous allez me flatter, je vais finir par vous écouter.

M. Laberge: Mais, M. le Président, j'ai fait des félicitations officielles au Bureau de commerce, basées sur son mémoire. Vu qu'il l'a amené substantiellement, est-ce que je devrais retirer une partie de mes félicitations?

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous aurez droit à une note, mais, entre-temps, ceci n'était pas sur le temps qui vous était imparti. Nous passons à M. Russell Williams.

M. Williams: J'ai suivi un peu les questions de M. Rémillard. Nous avons discuté toutes les questions de l'échec de Meech, ce que nous avons pensé, notre image et tout ça. Mais nous parlons aujourd'hui de l'avenir. Et vous avez offert un esprit d'ouverture, de négociation et je voudrais vous féliciter. Mais je voudrais retourner avec les mêmes questions un peu. Qu'est-ce que vous avez entendu dans votre monde de personnes d'affaires en dehors du Québec pour vous donner l'image que ça existe, la bonne volonté, de "give and take", que le Québec pourrait commencer cette négociation. Qu'est-ce qui a changé depuis le 23 juin? Ou est-ce que c'était là le 23 juin aussi?

M. Powell: M. le Président, je vais répondre à ça. Nous sommes très actifs au sein de la Chambre de commerce du Canada. Dernièrement, j'ai assisté au congrès de la Chambre de commerce du Canada à Edmonton et j'ai eu l'occasion de parler avec une centaine de gens qui sont semblables à moi, c'est-à-dire qui travaillent dans leur organisation dans les niveaux local ou provincial à travers le pays. Et j'étais vraiment étonné de voir le degré de mécontentement, d'abord et, deuxièmement, le degré d'intérêt qu'ils ont envers le Québec et envers le problème, le problème constitutionnel.

On faisait une blague avec M. Liberatore. Mais je pense que, très souvent, les gens qui ont vraiment un intérêt à faire réaliser les affaires et l'économie ne sont pas impliqués autant qu'ils devraient l'être dans ce genre de débat, dans ce genre de situation. Nous avons eu, à la toute fin du congrès annuel de la Chambre de commerce du Canada, le président du conseil de la Chambre qui vient de Yellowknife, qui faisait son discours

de la fin, et c'était simplement dans le but de dire qu'on était un peu déçu de l'échec de l'accord du lac Meech.

Et ce monsieur-là, quand il a fait sa présentation, il y avait au moins 500 personnes dans la salle, il ne pouvait pas terminer sa présentation autant qu'il essayait de dire: J'essaie de dire que je ne veux pas qu'il y ait une coupure dans le pays. Quand il a terminé son discours, il a eu un applaudissement, je peux vous le dire, vraiment incroyable.

On ne prend pas pour acquis qu'il n'y a rien qui est faisable. Je pense, si on a une bonne volonté, si on a le désir de le faire, c'est réalisable et il y a beaucoup de gens à travers le pays qui sont de notre bord, si je peux le dire comme ça. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Une dernière minute, M. Williams.

M. Williams: Je voudrais poser une autre question très courte. Est-ce que j'ai bien compris que vous avez dit que vous avez favorisé le fédéralisme repartagé parce que c'est plus vite pour corriger les questions constitutionnelles? S'il y a un autre moyen de corriger ça plus vite, est-ce que vous allez favoriser ça?

M. Leduc: Bien, je veux dire, la vitesse du changement et la vitesse de la correction des choses qui doivent être corrigées, évidemment, est importante, mais on part avec l'idée que c'est un fédéralisme renouvelé qui est la meilleure chose pour le Québec, croyant que c'est aussi la meilleure chose pour le Canada. Et puis, en plus, ça a plus de chances de débloquer vite.

M. Williams: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, il me reste à vous remercier tous pour ce mémoire qui a donné lieu à cet intéressant débat. Vous allez nous soumettre officiellement la page révisée, s'il vous plaît, pour que le dossier soit complet. Alors, merci à M. Harper, M. Powell, M. Djandji et M. Liberatore ainsi qu'à vous, M. Leduc. La séance est maintenant suspendue. Nous reprenons à 14 heures.

Je rappelle aux membres de la Commission qu'il y a un secrétariat au sous-sol où ils peuvent avoir le téléphone, le bélingo, etc. Je leur rappelle également de porter, quand ils se promènent, ici, l'insigne que nous leur avons remis, ce qui facilite la circulation et l'admission. Vous pouvez laisser vos documents sur la table, ici; l'endroit sera "sécuré" comme on dit à d'autres endroits. Nous suspendons jusqu'à 14 heures.

(Suspension de la séance à 12 h 45)

(Reprise à 14 h 7)

Le Président (M. Michel Bélanger): Si vous voulez bien reprendre vos sièges, MM. et Mmes les membres de la Commission. Nous reprenons nos travaux cet après-midi en recevant la Fédération des groupes ethniques du Québec. Cette présentation peut durer une heure 30 minutes. Je vous rappelle que celui qui présente le mémoire a 10 minutes pour faire une présentation, qu'ensuite, les temps de parole sont répartis entre les membres de la commission en 20 minutes aux membres du groupe qui forment le parti gouvernemental, 20 minutes aux membres qui forment le parti de l'Opposition officielle, 40 minutes aux autres membres de la Commission et 10 minutes à la présidence.

Nous allons commencer, si vous le voulez bien. M. Taranu, je vais vous demander de nous présenter les membres de votre groupe et ensuite de faire la présentation de quelques 10 minutes.

Fédération des groupes ethniques du Québec

M. Taranu (Jean): M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, je commence par l'extrême droite: M. Ian Trzcinski, Mme Miriane Botta, docteur Georges Saine. Mon nom est Jean Taranu. À ma gauche, M. Jaroslaw Pryszlak et M. Jack W. Lee.

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez, je vous en prie, si vous voulez faire maintenant la présentation du mémoire.

M. Taranu: Dans les années soixante, nous avons soutenu pour la première fois un mémoire devant la commission Dunton-Laurendeau dont les conclusions sur le bilinguisme et le biculturalisme, tout en tenant compte de la force enrichissante des groupes ethniques, ont été oubliées dans le quatrième volume. En 1978, notre Fédération se présentait devant la commission Pepin-Robarts. En 1979, nous avons organisé un séminaire de deux jours au Tritorium du cégep du Vieux-Montréal, sur les communautés ethniques face aux diverses options constitutionnelles. En 1989, une assemblée-colloque nous a amenés à la décision unanime de publiciser auprès de toutes les communautés ethniques notre appui à l'accord du lac Meech. En 1990, nous voilà devant la Commission Bélanger-Campeau, tout en vous exprimant l'espoir que c'est bien la dernière, parce qu'à notre avis, il est grand temps de nous brancher, si je puis m'exprimer ainsi, avant de casser le pot.

Voilà pour le passé et revenons à la société québécoise de demain. Il s'agit d'abord d'une société de droit et d'hospitalité, parce que, avant de penser au type de société que nous voulons, il faudra s'assurer qu'elle puisse survivre. C'est beau d'être distinct, mais pas au prix

de disparaître. Alors il n'y a que deux solutions qui se rejoignent: un regain sérieux des natalités et une immigration considérablement accrue, afin que le pays atteigne le seuil de la rentabilité, faute de quoi nous allons continuer tous les 10 ans à avoir de nouvelles commissions constitutionnelles doublées de crises économiques.

Cette volonté exige de notre part d'aider les nouveaux venus à s'adapter et à s'intégrer à la société d'accueil. Certains voulaient, et l'on entend cela dans tous les médias, que la société d'accueil devenue unique et distincte, forte d'une culture convergente, devrait opposer la notion d'une nation, une culture, à celle du pluralisme culturel. En 1982, au sujet de la clause de la Charte des droits qui parle de la protection et du développement du patrimoine multiculturel des Canadiens, Jean-Louis Roy, à l'époque directeur du journal *Le Devoir*, écrivait: "Le Québec ne peut accepter une formule de protection des minorités qui créerait un droit dans ce pays, de catégories diverses de minorités en terme de reconnaissance juridique."

Par ailleurs, nous nous sommes inscrits en faux à cimenter la mosaïque canadienne qui mène à de petites sociétés ghettosées et à la création d'une société cosmopolite insipide. À notre avis, la définition donnée par M. Bernard Landry récemment nous paraît la plus consistante, à savoir qu'un Québécois est celui qui demeure au Québec et l'aime assez pour le considérer comme sa patrie. Pour ce qui est de la patrie, elle n'est pas accessible à ceux qui sont arrivés avec une éducation complétée. Il faudrait se rappeler que la patrie c'est l'enfance. Nous pouvons être d'ici, aimer le Québec; quant à la patrie, elle nous rejoint à travers nos enfants et nos petits-enfants. Si la patrie c'est l'enfance, alors la patrie est à l'école. À ce sujet, nous croyons que les commissions scolaires confessionnelles ne font que marginaliser davantage les immigrants, et nous proposons un enseignement religieux privé, comme ça se doit en démocratie.

D'autre part, nous recommandons de la prudence quant aux mesures disciplinaires qui rendent le français moins attrayant que l'anglais, l'attrait du fruit défendu. Pour ce qui est de nous, la génération des années cinquante, pour la plupart des réfugiés, nous donnons souvent la fâcheuse impression de vivre seulement de nos drames nationaux. Avec eux, ces gens... À ceux-là, nous sommes plutôt portés à rendre hommage car ils apportent avec eux ce genre d'émotion très humaine qui fait que la vie dépend de la mémoire des autres; je me rappelle des autres donc j'existe et cela au nom de la dignité humaine. Ainsi, en ce qui concerne notre avenir politique, nous sommes d'avis que l'interculturel, cette nouvelle dynamique de la création des liens encore trop peu expérimentée, est une promesse d'avenir. Notre fédération a pour devise: Communico ergo sum. Tu veux que l'immigrant existe

en fonction des autres. Connaître et se faire reconnaître c'est pour lui une question d'être ou de ne pas être. Cet interculturel amène l'altérité.

Voilà un mot, si ma mémoire est bonne, de Gérard Pelletier des années soixante, qui voulait laisser entendre l'émergence dans la société québécoise d'un pluralisme culturel. Ce thème nous l'avons développé dans les années soixante-dix pour en faire un objectif que nous avons énoncé dans un de nos colloques de la façon suivante: Des actions interculturelles devraient se réaliser par des échanges entre créateurs de différentes cultures et non seulement entre diverses ethnies, mais également avec celle de la majorité francophone. Un dialogue interculturel enrichissant ne peut être soutenu sans des motivations sociales et économiques: langue de travail, embauche dans la fonction publique et parapublique des membres des communautés culturelles, des représentations au niveau des médias de la presse et des communications. Il est très important que l'information reflète efficacement l'évolution ethnique et sociale dans notre société. Nous, nous sommes conscients que cette culture a suffisamment de richesses et d'ouverture pour intégrer des éléments d'origines diverses et les faire siennes. C'est ce que sera la culture québécoise de demain. Ce faisant, nous avons introduit, dans la confrontation des points de vue, l'idée de l'autre ou plus exactement le rapport à l'autre.

Cette pluralité est elle-même une réalité à fort multiples. Elle a ceci de particulier qu'il n'y a vraiment d'échange qu'entre des valeurs qui ont atteint une dimension universelle de manière que toutes les communautés culturelles avec leur culture et civilisation devraient normalement se concentrer autour d'un projet d'intercommunication qui, ici au Québec, se parle en français. Et c'est un rêve peut-être parce qu'en lisant *La Presse* de juin 1988 j'ai déchanté. Je cite: "Le gouvernement libéral est incapable de résoudre le problème de faire respecter la loi et d'installer dans les plus brefs délais l'unilinguisme français partout et pour tous et que, d'autre part, le gouvernement fédéral canadien poursuit des objectifs de bilinguisation et de multiculturalisme incompatibles avec la francisation et la promotion de notre langue et de notre culture". Toujours *La Presse*, plus tard en septembre, dans la série d'articles sur "Franciser ou disparaître", je cite: "Les francophones de souche affirment que les activités des immigrants témoignent de la conception d'une société multiculturelle, opposée à la culture québécoise pour réclamer les roulements compresseurs de la convergence culturelle qui arrive, avec le film "Disparaître" de Mme Payette, à la conclusion que la conversion de Confucius au sirop d'érable n'est pas garantie".

Pour conclure, nous vous suggérons d'encastrier dans la nouvelle Constitution à la lumière des données: a) de la réalité des deux communautés linguistiques du pays et de la promo-

tion du patrimoine multiculturel; b) du cas particulier du Québec, société distincte; c) de la nécessité de reconnaître à Québec un pouvoir décisionnel dans le recrutement et la sélection des immigrants en fonction de ses particularités et de ses besoins. Par conséquent, la nouvelle Constitution devrait voir à préserver: 1. L'intégrité territoriale du Canada; 2. La citoyenneté canadienne; 3. La défense nationale; 4. La monnaie canadienne. Nous croyons fermement qu'une révision de cette envergure contribuerait efficacement, dans une large mesure, à garder l'unité canadienne.

Mmes, MM. les commissaires, en terminant notre exposé nous déplorons le fait qu'aucun de nos représentants ne siège à vos côtés. Cela fait bientôt 40 ans qu'on nous écoute sans jamais nous permettre de participer aux décisions qui se prennent pour nous, sans nous, et, disons-le, malgré nous. Car même si parfois on nous procure des habits en or, s'ils ne nous font pas, il nous est impossible de les porter malgré tous les moyens incitateurs et coercitifs. Nous tenons au lien fédéral parce qu'il nous assure le respect des droits fondamentaux, nos assises sont pancanadiennes, et parce que, pour nous, être Québécois et Canadiens n'est pas incompatible. Cela étant dit, nous sommes entièrement d'accord avec un Québec mère patrie de la langue et de la culture française en Amérique du Nord. Voilà un projet qui nous paraît séduisant. Nous vous demandons de suggérer pour ce nouveau Québec, cette nouvelle Constitution, qu'on bannisse de son vocabulaire les mots "des souches, vieilles ou récentes", "des immigrants importés et exportés", des "Néo-Québécois", des "minorités visibles et invisibles" et de nous appeler tout simplement des "Québécois".

Je termine avec une citation de Jean Rostand que j'ai entendue lors de l'interview faite à Radio-Canada par notre regretté ami Fernand Séguin: "En quoi cela servirait-il que la nature fasse de chaque individu un être différent si la société s'est tue pour l'uniformiser?" Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Taranu. Nous commençons par le bloc de questions des membres autres qu'élus. Chacun d'entre eux a droit jusqu'à 10 minutes de temps, questions et réponses. La première sur la liste est Mme Pagé qui sera suivie de M. Holden. Mme Pagé.

Mme Pagé: Je voudrais tout d'abord vous remercier de vous être présentés devant cette Commission pour nous présenter votre point de vue sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec et de vous joindre ainsi à tous les autres et à toutes les autres Québécoises, et je le dis selon cette formulation parce que, pour moi, c'est bien clair qu'être Québécois et Québécoise, c'est vivre au Québec tout simple-

ment, quel que soit le nombre d'années qu'on est ici.

Suite à votre présentation, j'aurais quelques questions à vous poser qui n'apparaissent pas de façon explicite dans votre mémoire ou dans votre présentation, mais qui nous permettront d'avancer un peu plus loin. Tout d'abord, une constatation. Comme la plupart des groupes que nous avons entendus jusqu'à maintenant, vous réclamez le rapatriement des pouvoirs pour le Québec sur la question de l'immigration. Ça, c'est déjà un consensus qui est très affirmé. Par ailleurs, vous savez que les communautés ethniques, les immigrantes et les immigrants vivent des problèmes particuliers au chapitre de l'emploi et nous avons beaucoup de groupes qui signalent qu'il faudrait rapatrier au Québec tous les pouvoirs qui découlent de la nécessité d'établir une politique de plein emploi.

Quand vous regardez ça avec votre connaissance approfondie des communautés ethniques et de la réalité des immigrantes et des immigrants, est-ce qu'il vous semble que ce rapatriement de tous les pouvoirs qui concernent l'emploi permettrait, entre autres, de régler les problèmes d'exclusion du marché de l'emploi que vivent bon nombre de nos concitoyennes et de nos concitoyens de diverses origines? C'est ma première question.

Ma deuxième question, elle va un peu dans ce que vous avez exprimé vers la fin de votre exposé, en nous disant: Nous voulons préserver le lien fédéral parce que c'est ce qui nous permet, dites-vous, de garantir nos droits fondamentaux. Or, hier, nous avons reçu le Conseil du statut de la femme qui est venu nous dire que le double palier de juridiction entre le fédéral et le provincial, particulièrement dans le domaine de la francisation, avait eu des effets discriminatoires sur les femmes immigrantes qui sont souvent dans l'attente de méthodes de francisation et, par le fait même, exclues du marché du travail et moins capables d'accéder à l'emploi et à leur autonomie financière. Je suis certaine que cette situation n'est pas vécue que par les femmes immigrantes, qu'elle est vécue également par des hommes immigrants. Je voudrais vous entendre un peu sur cet élément-là, pour savoir si vous partagez le point de vue du Conseil du statut de la femme montrant que la double juridiction a joué à l'encontre des besoins et des attentes des immigrantes et des immigrants pour leur francisation et leur accès au marché du travail.

M. Taranu: Voilà. Pour ce qui est de la première question, il s'agit de rapatriement des pouvoirs. Nous avons élaboré un peu plus, dans un communiqué de presse là-dessus, hier, en disant que les groupes ethniques se prononcent en faveur d'une véritable Confédération canadienne, des États autonomes, où le partage des pouvoirs se négocie directement entre l'État et

Ottawa. Il n'est pas nécessaire de réunir toutes les 11 provinces pour demander de rapatrier les droits auxquels vous faites allusion. Là-dessus, nous sommes d'accord.

Pour ce qui est du statut de la femme et des difficultés de francisation, vous savez, plus souvent, le fait d'imposer le français, comme cela se passe dans la cour des écoles, amène un malaise et rend le français moins attrayant et, comme je l'ai dit dans mon exposé, à l'opposé, fait de l'anglais l'attrait du fruit interdit. Maintenant, votre propos se situe à un autre niveau, et j'ai conscience que la francisation a été un retard quant à l'emploi des femmes. Par contre, depuis l'adoption des discriminations positives dans l'interprétation que le comité, qui est supposé trouver ces discriminations positives, le fait de ne pas parler le français couramment et de connaître une autre langue est interprété comme étant positif, c'est-à-dire un gain d'un point ou de cinq, ou je ne sais pas comment ça marche exactement. Ça a été cette politique qui a été annoncée, je pense, au début de l'année, au mois de février ou au mois de mars.

Mme Pagé: M. le Président, est-ce qu'il me reste du temps? Oui? Je vous remercie. Toujours sur cette foulée des mesures de francisation, je pense qu'il faut bien qu'on se comprenne. Vous savez que la plupart, sinon toutes – mais mon souvenir me porterait à dire toutes – les organisations qui sont autour de cette table s'étaient prononcées contre des mesures coercitives quant à l'usage du français dans les écoles françaises, mais avaient insisté sur une approche très positive, et je pense que c'est finalement ce qui a été retenu et cet irritant étant disparu, je suis certaine que nous n'assisterons plus à ces manifestations regrettables, qu'il y a pu y avoir dans certaines écoles françaises, où on réclamait le droit de parler anglais. Bon, mais cette question étant disposée, sur la question des mesures de francisation. On nous fait souvent état d'immigrantes ou d'immigrants qui sont en attente pour avoir accès à des cours de francisation. Et c'est dans ce sens-là qu'hier le Conseil du statut de la femme nous disait que la double juridiction venait rendre encore plus difficile pour les immigrantes et les immigrants cet accès à des cours de français. Et qu'on se comprenne bien: Si nous voulons comme société que ça se passe en français, ce qui est légitime, je pense qu'en même temps, ça nous impose la responsabilité de vous fournir les moyens dont vous avez besoin pour apprendre cette langue, qui n'est pas facile, nous en convenons toutes et tous. Alors, c'est cet élément-là que je soulevais dans ma question.

M. Taranu: Bien, tout d'abord, c'est ce que nous souhaitons aussi. Vous savez, lorsqu'on parle de l'immigration, des immigrants, nous avons affaire à une couche de la société plus

fragile, en difficulté si vous voulez. Ces fragilités et difficultés sont souvent considérées comme étant anormales et fait des immigrants, comme quelque chose en marge de la normalité, un peu des handicapés. Alors, restons au mot "difficultés". Tout ce qu'on fait dans une société pluraliste, tout ce qu'on pense pour ceux qui sont en difficultés, vaut mieux pour les autres, ce rapport aux autres... Si pour cela il faut des mesures, il faut évidemment les étudier et les imposer. Parce que, comme j'ai dit, en pensant pour ceux qui sont en difficultés, nous créons la dynamique sociale et ça nous mène à faire mieux pour les autres en même temps. Mais il ne faut pas penser pour ceux qui vont... où tout va bien, il faut penser pour ceux où tout ne va pas. Et c'est le cas de cette couche de la société à laquelle vous faites allusion. Et vous avez parfaitement raison. Je crois qu'il n'y a pas de conflit là-dessus.

Le Président (M. Michel Bélanger): 30 secondes.

Mme Pagé: Dernière question. Dans un Québec multiculturel, multiconfessionnel, ce caractère de pluralisme de la société québécoise, quelles sont à votre avis les structures scolaires qui sont les mieux adaptées: les structures scolaires confessionnelles ou linguistiques? (14 h 30)

M. Taranu: Je vous réponds premièrement, la structure confessionnelle. Nous croyons que non, que la structure confessionnelle ne fait que marginaliser, du moins c'est notre approche, ce que nous avons perçu, ce que nous avons constaté à date. Est-ce que c'est une question d'approche, une question de feeling? Je ne sais pas. Je vous parle des résultats que nous avons, donc, pour ce qui est du système scolaire confessionnel. Pour ce qui est du système scolaire linguistique, je pense que pour la défense de la langue française au Québec, la langue qui est appelée à exprimer ce pluralisme culturel, les commissions linguistiques, je crois que... je ne sais pas s'il y a eu des études pour ce que ça a donné ailleurs, mais j'y crois. Ensuite, ce qui marginalise aussi, c'est l'enseignement religieux dans les écoles confessionnelles. Souvent c'est source de conflits et d'hostilité entre les élèves, et puis cette sensation de malaise constant qui n'est pas tonique, encourageante pour les élèves.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Taranu, le temps de Mme Pagé est maintenant écoulé. Nous passons à M. Holden qui sera suivi de M. Turgeon.

M. Holden: M. Taranu, ça me fait chaud au cœur de lire dans votre mémoire que nous tenons au lien fédéral parce que nos assises sont pan-canadiennes et parce que, être québécois, tel

que défini dans cet exposé, et canadien n'est pas incompatible. J'ai toujours cru ça. Et je vous félicite d'être venu ici, d'avoir fait le mémoire et je trouve que ça fait du bien. Nous sommes tous des immigrants ou des descendants d'immigrants. Tout le monde dans cette salle, ceux qui travaillent à la télévision, tous. Nous sommes tous des immigrants. Alors je vous félicite, parce que moi, immigrant mais de 200 ans, peut-être que c'est moins gênant de venir devant la Commission, et je vous félicite. Nous, de notre groupe, on a fait, on a essayé de faire un amendement à la loi qui constituait cette Commission pour que quelqu'un des communautés culturelles – et je vois mon ami Maciocia avec tout le respect que j'ai pour lui, il est tenu par les règles du parti – alors nous avons essayé d'avoir un représentant des communautés culturelles spécialement nommé à cette Commission. Le gouvernement n'a pas voulu. Alors je veux que vous sachiez que nous sommes avec vous, sauf peut-être une petite affaire. Vous, vous dites que vous acceptez le fait que le libre choix en matière d'éducation, vous acceptez qu'il n'y en ait pas. Moi je vous demande, – parce que moi, étant donné que j'ai fait mes primaires, mes études primaires en école anglaise, j'ai le droit et mes enfants ont le droit de faire éduquer en anglais – est-ce que vous voyez une différence de traitement entre les immigrants qui voudraient être éduqués dans la langue anglaise et moi-même? Parce qu'on est tous des immigrants. Est-ce que vous voyez une espèce de double jeu, là-dedans?

M. Taranu: Oui. D'abord, je vous remercie de vos aimables félicitations. Nous l'avons dit du cœur et d'un consensus que nous avons, durant les différentes commissions auxquelles nous avons assisté, les colloques que nous avons tenus.

Pour ce qui est d'un libre choix, moi-même je me souviens, et vous avez mentionné votre collègue, Italien d'origine... Dans cette affaire de libre choix, les frais ont été payés par la communauté italienne. À ce moment-là, c'était la brisure qui s'est produite entre le Conseil des minorités ethniques, je parle de l'année 1968...

M. Holden: Les années de Saint-Léonard?

M. Taranu: C'est ça.

M. Holden: Oui.

M. Taranu: Non, un peu avant cela. 1966, exactement. Avant. Nous avons embarqué avec la communauté anglophone dans cette lutte du libre choix de l'enseignement, le libre choix des parents, il va de soi. À un moment donné, les membres du Conseil des minorités ethniques qui étaient en majorité anglophones, et des Anglais, excusez-moi, de souche, je ne le dirai

plus...

M. Holden: Comme moi.

M. Taranu: Oui... Ils nous ont laissé tomber parce que, nous disaient-ils: Nous, les Anglais, nous sommes nés ici, nous avons des "acquired rights", des droits acquis; vous les immigrants, vous n'en avez pas. Et c'est fini, la rupture s'est produite. C'est de là qu'a pris naissance le Conseil des minorités ethniques, par la suite Alliance Québec, et la Fédération des groupes ethniques, qui, elle, se voulait francophone. Alors, pour vous répondre maintenant, il a fallu que je retourne 20 ans en arrière, et il m'est très difficile en ce moment de me prononcer sur cette injustice que vous ressentez, pour l'avoir ressentie de votre communauté il y a 20 ans quand nous aurions dû, mais les choses ont évolué autrement, être solidaires et continuer la lutte pour le libre choix de l'enseignement.

M. Holden: Si vous permettez, M. le Président...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous en prie, il vous reste du temps.

M. Holden: Une remarque et une question. Maintenant que nous avons appris, à nos frais, comment ça se sent d'être marginalisés et de se faire refuser notre langue en avant de nos commerces, alors peut-être qu'avec réflexion, et vous autres avec réflexion, est-ce que vous êtes prêts à voir plus loin pour vos enfants et vos petits-enfants peut-être pour revenir sur la question du libre choix en éducation?

M. Taranu: Non. Ma réponse est non. L'évolution est différente. Il faut bien que nous, pour devenir, pour créer cette société pluraliste québécoise, il faut bien suivre un courant, une direction. Et les choses sont parties dans cette direction. Si nous n'allons pas plus loin, si nous n'avancions pas dans cette direction, nous serons encore marginalisés. Nous serons encore une minorité. Vous avez vu que nous avons demandé de ne plus nous appeler des minoritaires. Nous sommes ici pour devenir des citoyens et des citoyens à part entière et non pas entièrement mis à part, comme j'ai pris l'habitude de le dire depuis que Mme Harel a été ministre des Communautés culturelles.

M. Holden: Merci beaucoup.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Turgeon, qui sera suivi de M. Larose.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. Il y a a toutes sortes d'intégrations et, dans la foulée de ce que dit M. Holden, moi, je voudrais donner comme exemple, et je pense que mon camarade

M. Nicolet ne m'en voudra pas. M. Nicolet est né en Belgique, il a été élevé en Suisse, et il siège ici sur une commission bien québécoise. Je pense que voilà le type d'une belle intégration, et il ne se sent pas marginalisé pour autant.

Moi, ce que je voudrais savoir, monsieur, je voudrais savoir en quoi le maintien du lien fédéral est vraiment pour vous une garantie de protection de vos droits fondamentaux? Et pourquoi un Québec, hypothétiquement souverain, maître de sa politique d'immigration, avec une charte reconnaissant les droits, les droits collectifs notamment, pourquoi un tel Québec ne vous donnerait pas autant sinon plus de garanties?

M. Taranu: Voici, ma réponse est claire et nette. Vous savez, je ne vous fais pas de confiance, nous sommes des gens qui avons quitté nos pays justement parce que nous n'avions pas de droits fondamentaux. Et nous avons choisi le Canada qui respectait ces droits fondamentaux. Alors, vous voyez, les liens historiques et très puissants nous ont marqués dès le début et puisque nous n'avons pas vécu sous un Québec indépendant, vous me demandez trop si je vous exprimais mon opinion sur ce que je pense du respect...

M. Turgeon: Votre crainte est une crainte vers l'inconnu?

M. Taranu: Pour moi, oui. Tout ce qui est inconnu, non ce n'est pas un grand inconnu. La façon d'appliquer, dans un Québec indépendant pur et simple le respect de nos droits fondamentaux, je ne la connais pas, je ne le sais pas, ça n'a jamais été. Alors, si vous voulez que j'aille plus loin, faites-le et on verra, on vous le dira à ce moment-là. Il y aura d'autres commissions comme celle-ci...

M. Turgeon: En somme vous êtes venu au Canada, vous n'êtes pas venu au Québec?

M. Taranu: Ben, ce n'est pas le cas du moins suivant mes sondages et mes connaissances. Je pense que la culture française qui a rayonné en Europe, non pas seulement en Europe orientale d'où je viens ou centrale mais dans toute l'Europe et dans tout le monde, était un attrait. Vraiment ma motivation principale et celle de ma femme et mon enfant qui est né à Paris, le premier, était de venir au Québec, un Québec français en Amérique du Nord, parce que nous étions en France. Mais la France à ce moment-là était à trois heures de course de bicyclette de Berlin. Les Russes pouvaient venir nous rejoindre à Paris et nous trouver. Vous voyez que cette question que vous me posez des droits fondamentaux ne porte pas préjudice aux réponses que vous recherchez, mais je ne peux pas vous dire oui.

M. Turgeon: Faites-vous une différence entre le multiculturalisme qui est une politique canadienne telle que pratiquée par le Canada et une politique, une véritable politique d'intégration, par exemple des immigrants, à la communauté?

M. Taranu: Non. L'immigrant est quelqu'un qui est à la recherche d'un mieux-être. En autant que cette phase d'accueil, d'adaptation, d'intégration marche, les choses s'estompent. C'est lorsqu'à la quatrième phases on nous parle d'assimilation - ce mot on l'abhorre parce qu'il est biologiquement impossible, parce que ça ne conduit qu'à une société raciste à mon sens que de vouloir assimiler les autres.

M. Turgeon: Je ne parle pas d'assimiler là, je parle d'intégrer, ce qui n'est pas du tout la même chose.

M. Taranu: Ils sont venus pour ça, pour s'intégrer. C'est leur plus grand désir et beaucoup plus que de participer à une Commission constitutionnelle. Mais vous savez, pour vous répondre correctement, dans cette relation d'intégration, il y a deux parties, la partie qui désire s'intégrer et la partie qui accepte l'intégré et ça ne fonctionne pas toujours malgré que je ne déplore pas du tout... je n'ai pas de reproche à faire à l'hospitalité des Québécois. Elle ne dure pas très longtemps, elle existe. Elle est magnifique souvent mais elle ne dure pas longtemps et cela ce n'est peut-être pas la faute des Québécois, c'est peut-être l'ignorance et c'est à cause de nous-mêmes aussi parce que je vous dis qu'il faut qu'il y en ait deux qui s'intègrent, qui veulent s'intégrer.

M. Turgeon: Et j'aurais une autre question. Bon, vous venez de Roumanie, de Grèce, d'Italie, d'Asie, comment réagissez-vous vis-à-vis d'une loi au Québec qui dit que la langue commune du Québec c'est celle-là, qui dit que la langue de travail au Québec c'est celle-là et ce n'est pas nécessairement celle du reste du Canada?

M. Taranu: C'est très important, assez que les immigrants comprennent, et nous le disons tous les jours, la langue de travail c'est le français. Malheureusement quand ils font une demande d'emploi on leur dit: On regrette mais vous n'êtes pas bilingue. Alors vous voyez...

M. Turgeon: Confusion...

M. Taranu: Si vous voulez que l'intégration se fasse il faut que vraiment la langue du travail soit le français et seulement le français. Là-dessus je suis unilingue quoique mes enfants et mes petits-enfants qui sont aussi Québécois pure laine - là j'ai le mot de M. Larose - je leur ai appris l'anglais aussi, mais ils sont, si vous

voulez, de langue française.
(14 h 45)

M. Turgeon: D'accord. Une dernière question, brièvement. Vous dites qu'au point de vue de la langue de travail vous êtes unilingue. Dans quel cas au Québec êtes-vous bilingue?

M. Taranu: Au niveau de l'emploi, je conseille à tout le monde de bien apprendre le français, mais de ne pas oublier l'anglais non plus. Tu as plus de chances de trouver, parce que l'immigrant, je vous l'ai dit, il est à la recherche d'un mieux-être, et le mieux-être ça lui vient par le travail qu'il peut se procurer, par l'égalité des chances d'obtenir un emploi. Et l'anglais l'aide. C'est la perception que nous avons, du moins pour le moment, pour l'instant.

M. Turgeon: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Larose, suivi de M. Hogue.

M. Larose: Merci, M. le Président. M. Taranu, je suis très content que vous soyez parmi nous. M. Holden s'est vanté à quelques reprises devant la Commission d'avoir fréquenté M. Béland dans le passé. André Ouellet s'est félicité d'avoir joué au hockey avec M. Jean Lambert de la Chambre de commerce. Je vous dirai que je me félicite d'avoir épousé une Haïtienne et d'avoir deux enfants, une fille de 10 ans et un garçon de 8 ans, plutôt café-crème, et qui, pour moi, sont des Québécois de vieille souche, ou de récente pousse, mais qui sont des Québécois pure laine.

Je suis un peu sensible à toutes les réalités de discrimination, de racisme, et c'est pourquoi j'ai l'occasion à plusieurs reprises de travailler avec plusieurs groupes que vous représentez. Ce matin je lisais dans le journal qu'un certain professeur de l'Université McGill, membre du Parti Égalité et aussi membre d'un groupe de travail que nous allons entendre ce soir, le Groupe de travail sur le fédéralisme, qui disait qu'à long terme les objectifs des nazis et des auteurs des lois 101 et 178 sont les mêmes, c'est-à-dire détruire un peuple et une culture. Il ajoutait que le Québec est peut-être moins violent que l'Allemagne ne l'était en 1939-1945, mais qu'il a hérité de l'Allemagne nazie la distinction d'être le coin le plus rétrograde de la civilisation occidentale. Je voudrais vous entendre, M. Taranu, nous dire: Est-ce que le Québec d'aujourd'hui, le Québec pluri-ethnique, est effectivement une nouvelle Allemagne nazie?

M. Taranu: Oui, je crois que, je reviendrai si vous le permettez après, voulez-vous répondre? M. Saine représente les communautés de l'Estrie.

M. Saine (Georges): M. le Président, vous

savez la discrimination, elle n'a pas de langue. Elle balbutie dans toutes les langues. Qu'un jeune ou qu'un aberrant professeur de McGill parle en allemand à McGill à propos des Canadiens français ça ne me surprend pas du tout. Mais je peux vous assurer une chose, nous le nions, dans le sens où on peut vous affirmer que dans notre groupe ethnique, on n'a pas de professeur de psychologie à McGill. Maintenant, écoutez, je vous donne un exemple personnel: il y a 65 ans que je suis au pays ici.

M. Libman: Juste une question de règlement
M. le Président, juste pour... j'aimerais bien...

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous avons tenté d'éviter les questions de règlement, Est-ce que vous croyez...

M. Libman: ... simplement...

Le Président (M. Michel Bélanger): ...absolument qu'il est nécessaire d'y recourir?

M. Libman: C'est simplement pour dire que des propos...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ce n'est pas une question de règlement. Je regrette, M. Libman, nous avons procédé de la façon la plus ouverte et la moins formelle possible. Je pense que nous aurions avantage à continuer. J'ajouterais volontiers votre nom à ceux qui veulent participer à cette question et vous pourrez, à ce moment-là, préciser ce que vous avez à l'esprit. Continuez, s'il vous plaît, M. Saine.

M. Saine: Ça me fait penser qu'il y a 65 ans je suis arrivé au pays, j'étais petit gars au Séminaire de Sherbrooke. Je vous avoue, c'est avec tendresse que je le dis même, que mes professeurs prêtres et des petits jeunes Canadiens français me disaient: Es-tu Canadien français, toi? Je disais non. Es-tu Anglais, toi? Non. Tu dois être Juif. Ça ne m'insultait pas. Mais, tout petit gars, je me disais: Quelle ignorance! Quelle ignorance! Ils sont bien à plaindre. Mais je vous assure que le vieux dicton latin "...Nil volutum nisi precognitum" est toujours vrai. On ne peut pas désirer, on ne peut pas accepter, on ne peut pas, même, aimer et, même, détester normalement si on ne connaît pas l'objet de notre amour ou de notre haine. Ce monsieur-là, je suis sûr, soit qu'il est assez innocent qu'il ne le connaît pas, soit qu'il est malhonnête et veut arriver à un autre but. Et les deux, je crois, se sentent assez forts pour tout simplement le renier. Est-ce que ça vous satisfait?

M. Taranu: En tout cas, M. le Président, puisque la question m'a été adressée, je vous

ferai une réponse très courte. Non. La loi 101 n'est pas une loi nazie, mais absolument pas, pour les avoir connues, ces lois-là et subies.

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous avez une autre question, M. Larose?

M. Larose: Dans la position des groupes des communautés culturelles, il est évident, et vous nous le disiez dans votre exposé, qu'il y a eu une évolution qui est tout à fait conforme, je dirais, au nouveau rapport de force qui s'est développé dans notre société. Je dirais dans le "vieux Québec", dans le Québec colonisé où la minorité, effectivement, non seulement battait la marche au plan économique, mais aussi au plan social, au plan culturel, était le groupe qui pouvait polariser, je dirais les "nouveaux arrivants" dans le Québec moderne où la majorité francophone a réussi à tailler sa place, celle qui lui revient, en respectant intégralement les droits fondamentaux et, dans ce sens-là, le droit pour un marchand de bottines d'afficher en anglais n'a rien de comparable à un droit fondamental des individus parlant français de voir leur langue être non seulement opérationnelle, mais valorisée. Est-ce qu'on fait bien de ne pas reporter sur vos groupes et ne pas demander aux immigrants et aux immigrantes qui viennent en terre de Québec d'être les arbitres, sinon de la chair à canon, d'un débat et d'une décision qui appartient, oui, à la majorité francophone, à être réglé avec l'ensemble de ses composantes sociales?

Autrement dit, est-ce que les groupes veulent, et je pense que c'est ce qui a été fait récemment, que la question soit réglée une fois pour toutes, de telle sorte qu'ils sachent très exactement les règles du jeu?

M. Taranu: Bien sûr. Nous espérons, comme je l'ai dit, que c'est la dernière commission parlementaire, élargie ou non, où nous présentons un mémoire parce que, à la longue, ça devient fatigant.

À votre question, je répondrai encore par non, mais à l'envers de l'endroit. C'est que le but de notre Fédération est justement de se mêler et de s'impliquer dans le débat national. Nous croyons qu'une façon de s'intégrer, c'est justement de participer au débat national et de ne pas tenir compte de divisions, de la terminologie que je demandais de suspendre du vocabulaire, c'est-à-dire "minorité", "majorité", etc. Je pense que la question nationale, alors qu'il est question de l'avenir de nos enfants et d'un autre temps qu'il y a encore, eh bien! nous devons être présents et présentes à vos côtés, pas ici. On est ici depuis 40 ans, nous en avons assez, vous comprenez? Parce que nous croyons que nous pouvons, en étant à vos côtés, participer aux décisions qui se prennent pour nous, comme je l'ai dit, et je pense que nous avons une meilleure perception de nous-mêmes, comme

vous, vous avez une meilleure perception de votre...

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à M. Hogue, suivi de M. Libman.

M. Hogue: Merci, M. le Président. M. Taranu, j'ai entendu notre collègue Holden et mon confrère Larose faire un peu un historique de son passé. Je suis arrivé au Québec un petit peu avant M. Holden, par contre. Lorsque j'étais tout jeune, j'allais chez Morgan ou dans d'autres magasins et j'essayais, avec mes parents, d'acheter des choses en français et c'était impossible. Lorsque j'ai fini par finir mes études classiques et que j'ai voulu aller me chercher un doctorat aux États-Unis, il a fallu que j'apprenne l'anglais. Ils m'ont donné un doctorat, mais ils ont aussi essayé de me placer dans ce "melting pot", dans ce "big goulasch". Et lorsque je suis revenu en Ontario et à Montréal, on a, à certains moments, suggéré que je puisse "speak white". Je suis demeuré canadien français et, moi, j'avais marié une Canadienne, aussi d'expression française. Et, à la fin de mon périple, je suis représentant d'un comté multiculturel, le comté d'Outremont, où il y a toute une masse d'individus dits immigrants.

Je me demande et je vous pose la question: Est-ce que le fait de protéger votre culture, de protéger votre langue peut aider à la protection de la mienne?

M. Taranu: Pardon?

M. Hogue: À la protection de la mienne, de ma langue française. Je répète ma question: Est-ce que le fait...

M. Taranu: D'accord. J'ai compris.

M. Hogue: Vous avez compris.

M. Taranu: Oui, il est prouvé – Mme Pagé peut peut-être le confirmer – que les enfants à qui on enseigne, dans les systèmes scolaires publics, la langue d'origine sont plus dynamiques, ils sont valorisés, ils se sentent un peu chez eux. Ils ont conscience que ça se passe en français, mais, du fait qu'ils sont d'une langue autre, n'est-ce pas, et que cette langue est enseignée, ça les valorise et leur performance est meilleure. Voilà.

M. Hogue: Est-ce que, par le fait même, votre Fédération et les groupes ethniques insistent pour que vos enfants puissent apprendre la langue maternelle, c'est-à-dire la langue de la mère, la langue qui vient du ventre, et conservent vivante leur culture, de sorte que l'on puisse, nous, de vieille souche, je le répète, pouvoir grandir de votre support?

M. Taranu: J'ai parlé de l'interculturel qui est un objectif de notre Fédération. Et, de l'expérience que j'ai, enfin, que nous avons, j'ai la conviction, j'ai acquis cette conviction qui est définitive que l'échange ne peut se faire que par des valeurs qui ont atteint l'échelle universelle, c'est-à-dire des valeurs qui sont communes, à vous comme à moi, et c'est par le haut, si vous voulez, que nous faisons la jonction, et que cette jonction qui se fait par le haut de l'échelle des valeurs, ce sont ces valeurs qui vont entrer et faire partie de la culture québécoise. La culture est quelque chose qui nous devance toujours. Elle n'est pas exactement ce que nous voulons que ce soit aujourd'hui, c'est que vous allez décider, pour ce qui est de l'avenir politique et culturel du Québec. Ce qu'elle donnera sera le résultat de ces échanges qui se fait au niveau du peuple tout bas, et au niveau des créateurs de culture qui existent dans une société et qui ont le devoir de revaloriser le français devant les nouveaux arrivants.

(15 heures)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous avons maintenant écoulé le temps pour cette période, mais je passe la parole à M. Libman pour quelques minutes sur le temps de la présidence. M. Libman.

M. Libman: Oui, je vous remercie, M. le Président. J'ai demandé la parole simplement pour préciser le fait que la comparaison entre le Québec et le régime nazi, évidemment, ne représente ni l'opinion du Parti Égalité, ni l'opinion du groupe de travail sur le Fédéralisme canadien. Une telle comparaison est non seulement injurieuse mais blesse profondément la communauté juive du Québec, de laquelle je fais partie, et en connaissant M. Larose un peu mieux aujourd'hui qu'il y a deux semaines, je présume qu'il n'avait pas l'intention de faire le lien entre une telle comparaison et une autre formation politique. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Larose, je vous cède également une faible partie du temps de la présidence.

M. Larose: Précisez que M. Donderi est effectivement membre du groupe de travail, dont M. Libman, lui-même, est aussi membre.

Le Président (M. Michel Bélanger): Cette précision étant apportée. M. Libman a néanmoins indiqué qu'il ne présentait pas formellement les vues du groupe. Je pense que la présidence maintenant reprend son temps en main pour reprendre les affaires en main, et nous passons au groupe de questions suivant, qui est celui du groupe du parti du gouvernement, et M. Gil Rémillard est le premier.

M. Rémillard: Merci, M. le Président, tout

d'abord pour dire à madame et à messieurs à quel point il nous fait plaisir de vous avoir avec nous cet après-midi. La dernière fois qu'on s'est rencontrés, je crois, c'est lorsque le gouvernement a fait cette déclaration sur les relations interethniques et interraciales. C'était un moyen pour le gouvernement de manifester son attachement au fait que nous formons tous ici des Québécois et des Québécoises qui sommes égaux ensemble, en fonction d'un même but commun que nous recherchons, et c'est un principe sur lequel, pour nous, nous insistons continuellement.

M. le Président, j'ai remarqué avec beaucoup de plaisir dans ce mémoire que vous nous avez présenté, beaucoup d'ouverture, beaucoup de relations avec un Québec qui est ouvert sur le monde et qui est fier de ses Québécois, de ses Québécoises, dont les origines peuvent venir d'un peu partout dans le monde. Et j'ai été particulièrement touché, à la page 6 de votre mémoire, au dernier paragraphe, lorsque vous nous dites: "Nous vous demandons de suggérer pour ce nouveau Québec, qu'on bannisse de son vocabulaire les mots: "de souche, de vieille ou de récente", "des immigrants importés", "des néo-Québécois", et même "des minorités"." Et vous avez donc raison, entre autres, en ce qui regarde ce concept de minorité qui, en lui-même, porte un germe de discrimination – certains diront positive – mais, il reste quand même que, pour moi, il me semble que c'est un terme auquel on ne devrait pas se référer, mais plutôt se référer à un bien commun qui est là et qui nous permet tous de vivre ensemble en pleine liberté et démocratie.

M. le Président, dernièrement, il a été exprimé très clairement par le groupe que vous représentez, M. Taranu, que vous souhaitez la signature immédiate par le gouvernement fédéral de cette entente Canada-Québec, sur l'immigration, une entente qui retarde à être signée par le gouvernement fédéral, une entente qui nous permet d'intégrer nos immigrants – puisqu'à ce niveau-là, ce sont des immigrants – et, pour le gouvernement, c'est très important de faire cette distinction entre l'assimilation et l'intégration. Pour nous, c'est très important que l'on puisse bénéficier des éléments culturels venant de tous les groupes possibles, de toutes les origines possibles, dans la mesure où nous partageons tous un bien commun que nous déterminons dans notre démocratie, dans notre liberté. Il y a donc une grande différence entre l'assimilation et l'intégration qui, pour nous, est l'élément fondamental. Ma question est donc celle-ci. Pourquoi tenez-vous tant à ce que le gouvernement fédéral signe cette entente avec le Québec?

M. Taranu: Nous sommes pour l'unité canadienne dans le cadre que nous avons décrit, présenté. Alors, nous avons pensé que... de demander la signature de cette entente qui est

moins que ce qui était prévu dans l'accord du lac Meech, pour lequel nous avons obtenu un colloque. Nous nous sommes déclarés d'accord, non seulement d'accord mais nous avons publicisé notre accord à l'entente du lac Meech. Alors, lorsque Québec demande moins que ce qui était prévu dans l'accord du lac Meech, comme c'est une question qui peut être négociée directement avec Ottawa, on n'a pas besoin de rassembler les 11 ministres. Je voulais tester un peu la bonne foi de ce que je soutiens ici, cette unité canadienne qui vient d'Ottawa, tester un peu la bonne foi et les inciter à signer cette entente, avant même la conclusion de votre honorable Commission. C'était un test, et nous l'avons dit carrément. D'ailleurs, dans l'exposé, il est question de ça.

M. Rémillard: Je vous remercie.

M. Taranu: L'autre question. Pour ce qui est des minorités, de toutes ces appellations, vous comprenez, ça nous insulte à un certain degré. Vous avez parfaitement raison. Ça nous insulte et ça nous isole. Ce sont des stigmates. Parce que je suis venu ici pour devenir un Québécois. O.K., ma patrie ce n'est pas tout à fait le Québec. Mais je vous assure que c'est celle de mes enfants et de mes petits-enfants. Alors, pourquoi m'appeler "minorité"? Pourquoi m'appeler "importé", etc.? Vous savez, c'est insultant. Alors vous avez parfaitement raison, nous sommes d'accord.

M. Rémillard: Oui. Tout à l'heure le Dr Saine nous donnait un vibrant témoignage de son expérience personnelle et de son intégration dans la société québécoise. On sait à quel point il est un médecin très apprécié dans la région de l'Estrie. Et il nous parlait de cette évolution de la société québécoise qui, manifestement, montre de plus en plus d'ouverture. Et on est loin de la xénophobie des années cinquante. C'est complètement disparu, malgré certains qui veulent encore faire de la chasse aux sorcières. Mais dans votre mémoire, à la page 6, dans le nouveau cadre constitutionnel, auquel vous vous référez, bien vaguement quand même, mais auquel vous vous référez. Vous dites: Il y a cinq prérequis: l'intégrité territoriale du Canada, la citoyenneté canadienne, la défense nationale, avec une seule armée, la monnaie canadienne, avec une seule banque centrale et, finalement, l'association économique. Donc, ça laisse quand même une grande place pour penser à différents modèles constitutionnels?

M. Taranu: Bien sûr, nous ne sommes pas des experts en matière constitutionnelle. Nous avons suggéré seulement. Par exemple, nous avons ajouté les mots "association économique". Parce que, si vous avez vu dans notre rapport nous voulions éviter les mots "indépendance,

souveraineté", etc. Là-dessus Miriane Botta nous a suggéré une façon, par exemple, en ce qui concerne la question de la monnaie. J'aimerais lui laisser la parole.

Mme Botta (Miriane): Oui, bonjour. En ce qui s'agit de la monnaie, nous sommes d'accord, n'étant pas nécessairement des spécialistes, que, regardant ce qui se passe autour de la planète, en ce moment, avec la globalisation, avec ce qui se passe en Europe, pour faciliter les échanges, qu'il serait bon d'avoir une monnaie, pour l'unité. Également, une banque centrale avec des représentations provinciales, qui auraient un certain poids. De là à décider quel est le poids, ce sera à voir dans la nouvelle organisation. Mais nous sommes vraiment d'accord à garder une seule devise, question de faciliter les échanges.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci. M. Maciocia.

M. Maciocia: Je voudrais avant tout, M. le Président, reprendre un peu l'affirmation de M. Holden, tantôt. C'est que, bien sûr, tout le monde était d'accord pour avoir aussi un représentant des communautés culturelles sur cette Commission. Mais il fallait trancher, à un certain moment, à quelque part. Moi aussi, j'étais d'accord. Mais il ne faudrait pas oublier une chose, par exemple, que c'est très important aux membres de cette Commission, que cette Commission provienne d'un mandat de l'Assemblée nationale. Ce n'est pas d'un parti politique ou du gouvernement en place. Nous avons tous une responsabilité, à la fin, de décider quel est l'avenir politique dans lequel le Québec devrait s'acheminer d'après la Commission. Et comme je l'ai dit au début, dans mon intervention de mardi dernier, je suis ici avec l'esprit ouvert, avec l'esprit d'écouter des gens qui viennent présenter leur point de vue sur cette Commission. Et à la fin, vous pouvez être assurés que je ferai mon devoir, en tant que représentant de cette Commission, de prendre mes responsabilités. Il ne faudrait pas oublier non plus que mes origines sont italiennes, et des communautés culturelles. Je suis fier d'être d'origine italienne, et je suis fier en même temps d'être Québécois. Soyez assurés qu'à ce moment-là, je prendrai mes responsabilités, en tant que membre de cette Commission, et aussi en tant que membre d'origine d'une communauté culturelle. Soyez assurés de cela.

C'est sûr qu'il y a eu des problèmes. Tout le monde le sait. On a eu des problèmes dans les années cinquante et le début des années soixante, les immigrants, les gens qui sont venus ici. Mais il ne faudrait pas oublier non plus que même la société québécoise a eu des problèmes dans ces années-là, dans les années cinquante et le début des années soixante. Mais depuis un certain temps, depuis, disons, les années soixan-

te-dix, on peut, en toute honnêteté, dire que les communautés culturelles sont traitées d'une manière très différente. Et moi, je ne me sens pas marginalisé. Même s'il y a encore des choses à corriger - c'est sûr qu'il n'y a rien de parfait - je suis convaincu que les communautés culturelles, aujourd'hui, font partie intégrante de la société québécoise. Et l'intégration de ces communautés, ça s'est fait avec des sacrifices, avec je dirais, quelquefois, qu'il fallait même passer sur l'orgueil de ces communautés, de nous-mêmes. Mais on l'a fait et on peut dire, aujourd'hui, qu'on est fiers d'être intégrés de cette manière à la société québécoise.

La seule question que je voudrais vous poser, M. Taranu, est celle-ci. Vous préconisez un certain rapatriement du pouvoir de la part du gouvernement du Québec et d'Ottawa. Vous savez très bien, on le sait tout le monde, que vous avez appuyé l'accord du lac Meech. Est-ce que d'après vous... De quelle manière on pourrait négocier encore avec le gouvernement fédéral? Étant donné que, vous savez, on n'a pas eu la chance d'avoir entériné l'accord du lac Meech. Dans quel cadre et de quelle manière vous prévoyez qu'on pourrait, à ce moment-là, négocier avec le gouvernement fédéral? (15 h 15)

M. Saine: M. le Président, si vous voulez, on va oublier les groupes ethniques pour le moment. On va penser Québec, exclusivement Québec. Québec sans parti, Québec neutre. Ce que nous semblons voir, c'est qu'il y a tellement de possibilités, d'options qu'on peut prendre. Il y a le fédéralisme - je ne nommerai pas le nom - mais avec un cordeau si serré qu'il casse, il y a le fédéralisme décentralisé, il y a le système suisse, il y a l'indépendance tout pur, il y a le système européen comme il évolue actuellement qui prendra peut-être une trentaine d'années avant d'arriver au système que nous avons aujourd'hui. Il y a tout ça. Alors quelle option? Bien, la seule option que je vois, c'est qu'il faut pas créer la roue. Il faut pas recommencer tout en neuf. On a un système qui est très bien: Le fédéralisme, pas le confédéralisme. Mais seulement entendons-nous. Quand on dit fédéralisme, on ne veut pas... il faudrait distinguer entre le principe et la mise en oeuvre, et la pratique.

Jusqu'à date, nous n'avons certainement pas suivi l'esprit de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique à son origine. Nous avons dévié graduellement et nous avons centralisé à un point, comme je vous ai dit, que les cordeaux cassent. Il n'y a pas moyen et puis ça serait stupide de retourner en arrière. Mais, c'est encore un excellent système. Ça ne dérange pas le système.

Je vais vous citer un de mes amis qui, un de ces jours, m'a dit une chose: "Le malaise actuel n'est pas nécessairement attribuable au système fédéral proprement dit; il l'est à la

pratique émotive, utilitaire, individualiste, électoraliste de notre démocratie canadienne." Où sont nos hommes d'État? Est-ce que nous allons ... les choses...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je m'excuse de vous interrompre, puisque nous avons terminé cette période. Mais je vous laisse 30 secondes pour finir la phrase quand même.

M. Saine: ...je continue? La conclusion est la correction du fédéralisme qui devient un fédéralisme décentralisé.

Une voix: Des États autonomes.

M. Saine: Des États semi-autonomes. Et d'ailleurs actuellement nos États sont déjà semi-autonomes. Mais leur donner...

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci Dr Saine.

M. Saine: ...leurs prérogatives qu'ils veulent et concentrer des activités ou, je dirais même, des ministères sous lesquels ils s'accorderont. Mais ces modalités-là devraient être toujours étudiées attentivement par des sociologues, légistes et historiens, parce qu'on ne veut pas répéter l'histoire si on ne la lit pas. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Comme notre Commission a l'intention de le faire, Dr Saine. Merci. Nous avons maintenant terminé ce bloc de questions et nous passons au bloc de questions du parti qui forme l'Opposition officielle. M. Gerald Godin est le premier intervenant.

M. Godin: M. Taranu, bienvenue chez nous. Je voudrais attirer votre attention sur deux choses. Vous nous demandez de retourner négocier le lac Meech. Je pense qu'on pourrait qualifier les gens qui voudraient faire ça de "maso-fédéralistes", c'est-à-dire un mélange du mot masochiste et fédéraliste. Et je souhaite que vous ne soyez pas devenu, après nos 20 ans d'amitié, maso-fédéraliste, Dr Taranu. Par ailleurs, dans un communiqué émis par votre Fédération, hier, vous établissez une équation entre le lien fédéral et le respect des droits fondamentaux. Vous êtes assez expérimenté pour savoir que le fédéralisme canadien, ni canadien ni soviétique, n'est pas du tout des parangons du respect des droits fondamentaux. Au contraire. Et je me remémore personnellement une loi dite "des mesures de guerre", qui était une loi fédéraliste et qui était le contraire des droits fondamentaux précisément.

Alors je me demande pourquoi vous assumez que le fédéralisme canadien incarne les droits fondamentaux, alors qu'un Québec souverain incarnerait le contraire. Pouvez-vous m'expliquer

la contradiction entre un communiqué de presse, injurieux pour le Québec en fin de compte, je l'estime, daté du 13 novembre, qui résume votre mémoire et dans lequel je vois cette phrase: "La Fédération des groupes ethniques assure le respect des droits fondamentaux." Ce qui laisse entendre entre les lignes que le Québec, lui, ne les respecterait pas.

Je vous demande si c'est bien ce que vous pensez et, si c'est ce que vous pensez, je vous demande de retirer votre communiqué parce que j'estime qu'il est injurieux pour les Québécois que vous avez choisis comme compatriotes, et pour le Québec que vous avez choisi comme nouvelle patrie. Alors, M. le Président et M. Taranu, j'estime que ce communiqué de presse là fait injure au Québec, à son histoire, à son comportement, et je demande au Dr Taranu de le retirer de la pochette qu'il distribue à la presse qui vient ici. Alors, ce sont mes questions et mes remarques, M. le Président. J'ai terminé.

Le Président (M. Michel Bélanger): Dr Taranu.

M. Taranu: Qu'est-ce que vous voulez que je retire du communiqué de presse?

M. Godin: Oui, le paragraphe au complet. Ça me rassurerait et, surtout, ça montrerait de votre part un respect du Québec et des Québécois et de l'histoire québécoise qui consiste et qui a toujours consisté à respecter les religions, les groupes, les races et même les choix sexuels. Par conséquent, M. le Président, je demande formellement au président de la Fédération des groupes ethniques, qui est le porte-parole ici, qu'il prenne les mesures pour que ce paragraphe-là saute du communiqué de presse émis hier, qui résumait le mémoire déposé aujourd'hui. Parce que j'estime que le lien fédéral comme dépositaire des droits fondamentaux est une fraude et ne correspond pas du tout à la réalité que 500 Québécois ont vécues il y a quelques années, dont votre humble serviteur et son épouse. M. le Président, je vous remercie.

M. Taranu: Vraiment, je ne saisis pas ce que vous me demandez de retirer. Je voudrais bien le faire, mais je ne saisis pas très bien. Si vous voulez me lire encore une fois le paragraphe que vous...

M. Godin: Je vous fais tenir copie du communiqué de presse...

M. Taranu: ...C'est sur la première page?

M. Godin: ...première page, oui, un, deux, trois, quatre, le cinquième paragraphe...

M. Taranu: Le... oui... "Nous tenons au lien fédéral..."

M. Godin: ...qui commence par les mots: "Nous tenons au lien fédéral", oui.

M. Taranu: Oui. Vous pensez que si nous tenons au lien fédéral, cela fait injure à l'histoire du Québec.

M. Godin: Non, de relier systématiquement... Faire une équation entre le lien fédéral et les droits fondamentaux me semble injurieux pour le Québec et pour la souveraineté du Québec et même pour la souveraineté de tous les pays qui ont eux-mêmes des droits de la personne, qui les respectent, je dirais, religieusement. C'est le cas du Québec depuis...

M. Taranu: M. Godin, j'ai vécu moi-même les années soixante-dix, le mois d'octobre et soyez assuré que si vous me demandez de vous dire que c'était une loi fondamentale, ça n'en était pas une. C'était un abus, ces mesures de guerre...

M. Godin: M. le Président, je pense que...

M. Taranu: ...c'était une façon de nettoyer...

M. Godin: ...ça répond à ma question, M. le Président.

M. Taranu: ...une cour avec un tank, un bulldozer quoi.

M. Godin: Je m'estime satisfait, M. le Président, de la réponse de M. Taranu.

Le Président (M. Michel Bélanger): Cette réponse vous satisfait, M. Godin?

M. Godin: Totalement, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Godin...

M. Godin: Et je remercie le Dr Taranu.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à Mme Harel.

Mme Harel: Madame et messieurs de la Fédération des groupes ethniques, c'est assez passionnant de travailler avec cette Commission parce que ça permet de clarifier certaines questions que souvent d'aucuns voudraient plutôt voir toutes mélangées. La première, c'est la question de l'immigration et mon collègue, M. Holden, ne me fera pas grief de lui rappeler que c'est depuis Adam et Ève et que c'est comme ça partout qu'on est tous des immigrants. C'est comme ça pour les États-Unis, la France, c'est comme ça dans n'importe quel pays. La grande question, c'est qu'aux États-Unis tout se passe en anglais, à l'ouest d'Ottawa tout se passe en

anglais, en France tout se passe en français. Donc, on n'a pas tout dit quand on a dit, par exemple, que dans notre délégation, trois membres de la délégation de l'Opposition ont des conjoints qui ne sont pas d'origine canadienne française et encore, hein? Ça prouve tout simplement qu'on est multiethnique au Québec.

Évidemment, j'invoque la mémoire de Mme Parizeau pour vous rappeler à quel point cette multiethnicité peut être réussie. Alors, donc, on n'a rien dit et pourtant on le dit. Alors qu'est-ce qu'on veut dire quand on dit ça? Est-ce qu'on veut dire qu'il n'y a pas de droit collectif, qu'il n'y a pas de droit historique, qu'il n'y a pas de perspective historique et qu'il n'y a pas de peuple? C'est ça la question qu'il faut se poser. Et si on prend la réponse du maire de Sault-Sainte-Marie qui ne comprenait pas pourquoi l'italien n'était pas la deuxième langue officielle dans sa ville, parce qu'il y avait plus de citoyens italiens que canadiens-français, là on comprend qu'à force d'être tous immigrants dans ce pays, prétendant qu'il y en a que ça fait plus longtemps et d'autres que c'est plus récent, on a complètement évacué, écarté, mis de côté des droits collectifs, ceux du peuple québécois. Ça, c'est peut-être la première question qu'il faut se poser en parlant d'immigration, clarifier du moins, et peut-être la deuxième sur les droits fondamentaux.

Je ne vous en fais pas grief, mais nous, on a reçu la semaine passée à Québec, en Commission ici, les représentants de la Commission des droits de la personne, et la question a été posée à un spécialiste en la matière, Me Morel, qui accompagnait, d'ailleurs, le président de la Commission et qui, à cet égard-là, était extrêmement clair et qui disait, je vais le citer d'ailleurs: "Je veux rappeler que, dans l'histoire de la législation et du pouvoir exécutif fédéral, il y a eu un certain nombre d'actes qui ne sont pas particulièrement à l'honneur du Canada en matière de droits et libertés, et il citait: "Qu'il s'agisse de la façon dont le Canada fédéral a traité les citoyens canadiens - japonais" - vous savez que le Canada n'arrête pas de s'excuser de la manière dont il a traité les citoyens, et maintenant les citoyens italiens - et il ajoutait: "C'est quand même le Parlement fédéral qui a adopté les lois sur les mesures de guerre", et en fait la Commission concluait qu'il n'y a pas d'autre chose que la volonté des peuples et les instruments qu'ils se donnent en termes de constitution qui peuvent garantir des droits, et non pas un système politique fédéral ou unitaire.

Ça, c'était la troisième question, et là je vous pose la question d'identité. Dr Saine j'ai trouvé ça particulièrement intéressant: vous dites dans votre mémoire que vous voulez éviter des mots. Alors, si on veut éviter les mots, est-ce qu'il faut aussi éviter le mot Canadien français? Comment on fait pour être tous

Québécois? Je comprends que, individuellement, personnellement, on peut appartenir à beaucoup de... Si vous voulez on peut être à la fois d'origine italienne et Québécois, ou on peut être d'origine roumaine, comme vous Dr Taranu, je pense, et Québécois. Mais l'identité nationale d'un peuple, est-ce que ça peut être les deux à la fois? C'est un peu comme la langue. Ceux qui disent qu'il faut mettre les deux langues sur le même pied, on dit que, habituellement, c'est parce qu'il ont les deux pieds sur la même langue. Mais est-ce qu'il n'en est pas de même en matière d'identité nationale? Les individus peuvent être bilingues ou trilingues, mais les sociétés doivent avoir, évidemment, une identité linguistique. Mais est-ce qu'il n'en est pas de même pour l'identité nationale? C'est la question que je vous pose.

M. Taranu: Bien. Nous, je vous dirai, si vous voulez, pour séparer un peu les choses, c'est que Canadien français c'était votre identité. Je le conçois. Maintenant que le Québec se dirige vers une autonomie plus grande, ou même vers l'indépendance, bien, il faudra faire ça avec tout le monde, non pas seulement avec les Canadiens français. Il faudra le faire avec ce qu'on appelle maintenant les Québécois, et je vous réfère de nouveau à M. Landry. J'ai bien aimé sa définition d'un Québécois qui est celui qui vit au Québec et qui aime suffisamment le Québec pour le considérer comme étant sa patrie.

Dans cette perspective, je demande le changement de terminologie, comme si en acceptant, vous Canadiens français de souche, en tant que peuple fondateur, appelez-le comme vous voulez, vous acceptiez de devenir des Québécois comme moi. Et là nous sommes entre égaux, et nous pouvons sentir vos coudes et partir d'une solidarité nouvelle. Si vous me dites: O.K., vous parlez français mais vous n'êtes pas de langue maternelle française, donc vous n'entrez pas dans la nation québécoise, donc vous n'avez pas de droits collectifs, etc. Alors ça, je ne marche pas. Par contre, les droits fondamentaux sont plus concrets pour nous, nous touchent directement, alors que les droits collectifs dans une perspective d'un Québec, un État, une culture, eh bien les droits collectifs ça ne me dit rien, ils sont abstraits pour nous les néo-Québécois.

Je ne sais pas si j'ai répondu à votre question, mais je crois que...

(15 h 30)

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Parizeau.

M. Parizeau: Un commentaire, M. le Président, pour terminer la participation de notre côté. M. Taranu, ce qui m'a frappé tout à l'heure dans ce que vous avez dit, c'est: Nous ne sommes pas des spécialistes de ces questions constitutionnelles. Je ne vous crois pas. Je pense que, au contraire, vous l'êtes, et depuis toujours,

singulièrement en Europe de l'Est. S'il y a quelqu'un qui est un spécialiste en questions constitutionnelles, c'est habituellement quelqu'un qui vient d'Europe de l'Est.

M. Taranu, vous êtes d'origine roumaine, vous savez fort bien ce que, depuis la guerre de 1914, la Transylvanie représente comme problème dans la Roumanie. J'ai pris le choc comme personne d'origine ukrainienne. Les problèmes de l'Ukraine entre la Russie et la Pologne, vous connaissez ça mieux que personne.

M. Trzcinski, Grand Dieu, même chose! Vos problèmes avec les Ruthènes, avec les Ruthènes M. Saine, comme Arménien, où est votre patrie? bien, autrefois, maintenant, vous êtes au Québec. Votre patrie divisée entre trois pays et les Arméniens, jusqu'au génocide épouvantable, n'est-ce pas?

M. Saine: M. le Président...

M. Parizeau: Mais je sais, mais je sais, mais je sais ça! Vous savez mieux que nous tous, sauf moi, à quel point, à un moment donné, il faut se définir une nationalité. Et quand vous dites dans votre mémoire: "Il faut maintenir l'intégrité territoriale du Canada", vous savez probablement mieux que la plupart des gens autour de la table ici ce que ça veut dire. Il faut maintenir la citoyenneté canadienne. Vous savez très bien ce que ça veut dire. Et vous dites: "Et maintenir l'unité canadienne, ça découle de ces deux choses-là."

Et quand, d'autre part, quant au rôle du Québec, vous nous dites: "Il faut que le Québec soit reconnu comme mère patrie de la langue et de la culture française en Amérique du Nord", vous savez très bien que, sur le plan de l'identité nationale, à certains égards, c'est du blabla, hein? Ça n'a aucune portée juridique, d'aucune espèce de façon.

Donc, ce que vous nous dites cet après-midi, et vous avez le plus grand droit de nous le dire, bien sûr, c'est: Nous sommes Canadiens, nous avons l'intention de le demeurer et le Québec bien sera le foyer de diffusion d'une langue quelque part à l'intérieur de ce pays canadien auquel nous appartenons. C'est normal, en un certain sens, que certains d'entre vous disent ça. Je ne sais pas dans quelle mesure ça représente un point de vue absolument général dans ce qu'on appelle les communautés culturelles, mais, enfin, vous avez parfaitement le droit de le dire, mais pourquoi ne pas le dire clairement? Pourquoi ne pas nous dire clairement: Notre pays, c'est le Canada et nous avons l'intention de le maintenir comme pays. Ce serait tellement plus clair pour tout le monde.

M. Taranu: Je crois que c'est ce que nous avons dit. Il y a quelqu'un d'autre? Non? Je peux répondre?

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui...des commentaires.

M. Taranu: Je crois que c'est ce que nous avons dit. Maintenant, vous trouvez une incompatibilité entre mère patrie qui, pour moi, n'est pas seulement du blabla. C'est un projet de société. "Projet de société", ça veut dire que ça s'en vient.

Pour ce qui est de l'ambiguïté que... d'ailleurs, M. Godin l'a mentionné aussi et vous avez renchéri là-dessus. Elle vient du fait que, pour vous, être Québécois et Canadien, c'est incompatible. Pour nous, c'est compatible. Si vous vous mettez à ce niveau-là, je ne dis pas qu'il est plus haut que le vôtre. Non, puisque je parle d'un projet de société qui serait la mère patrie, n'est-ce pas, de la langue et de la culture française en Amérique du Nord. Mais, si jamais, pour vous-mêmes, il n'y avait pas d'incompatibilité, vous verrez que, peut-être, nous sommes en retard, mais que, de ce niveau-là, nous ne sommes pas en contradiction et il n'y a rien d'ambigu dans ce que nous venons de dire et d'écrire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, merci, Dr Taranu. Les gens de votre groupe qui représentent plusieurs origines nous ont donné une bonne idée de ce que peut être un consensus. Au moins, nous pouvons retenir que vous êtes tous d'accord pour souligner l'importance de la participation à la vie française du Québec. Nous vous en remercions. Et je vous prie non pas de sortir à toute vitesse mais d'accepter d'abord nos remerciements, M. Trzcinski, Mme Botta, Dr Saine, M. Pryszlak, M. Lee et vous aussi Dr Taranu, et d'évacuer la place pour le prochain groupe qui doit vous remplacer dans quelques minutes. Merci.

M. Taranu: Nous aussi, nous vous remercions de nous avoir écoutés.

(Suspension de la séance à 15 h 37)

(Reprise à 15 h 42)

Le Président (M. Michel Bélanger): Est-ce qu'il serait possible que le prochain groupe puisse prendre place, s'il vous plaît?

Une voix: Merci.

Alliance des professeures et professeurs de Montréal

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, si MM. et Mmes les membres de la Commission veulent bien reprendre leur siège, s'il vous plaît. Nous accueillons maintenant l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal. Ce groupe sera avec nous pour une heure, ce qui

veut dire que les temps de parole des divers groupes sont de 10 minutes pour le groupe qui présente son mémoire, de 10 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, de 10 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition, de 25 minutes pour les membres inscrits, à 5 minutes chacun.

Si vous voulez bien, M. Grenon, nous présenter les gens qui vous accompagnent et ensuite prendre 10 minutes pour présenter votre mémoire, qui a été transmis aux membres et qu'ils ont lu. M. Grenon.

M. Grenon (Denis): M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, avant de s'arrêter sur la réflexion de notre mémoire, permettez-moi de vous présenter, à ma droite, Louise Drouin, ainsi que Claudette Vachon, vice-présidente à l'Alliance des professeurs et professeurs de Montréal, ainsi qu'Henry Egretaud, à ma gauche, qui est employé-conseil chez nous.

Permettez-moi avant tout de vous remercier de recevoir des représentantes et représentants de l'Alliance. Nous croyons avoir des choses importantes à vous dire, et nous sommes d'autant plus heureux d'être ici que la Commission a reçu un grand nombre de mémoires, et qu'elle a dû limiter le nombre d'auditions. Cette avalanche de communications montre d'ailleurs l'importance que les Québécois et Québécoises accordent à vos travaux et à leur avenir. Vous recevez aujourd'hui des enseignantes et des enseignants francophones montréalais. Même si, comme citoyennes et citoyens d'un pays incertain, nous avons tous des opinions sur les différents aspects de l'avenir du Québec, nous avons décidé de n'aborder que des sujets qui sont étroitement liés à nos fonctions professionnelles. Nous n'avons pas traité de tous les sujets qui nous regardent. Nous aurions pu vous entretenir de la question des autochtones, vous parler de l'appauvrissement d'une partie très grandissante de notre clientèle, ainsi qu'évoquer l'avenir de nos voisins anglophones. Nous nous sommes limités à quelques sujets dont nous pensons pouvoir discuter parce que nous les connaissons intimement et quotidiennement.

Dans tous les domaines évoqués par notre mémoire, nous avons observé que le cadre constitutionnel actuel dessert notre milieu et l'empêche d'évoluer comme il le désire et comme il le devrait. Nous n'insisterons pas sur l'histoire ridicule de la réorganisation des structures scolaires. À peu près tous les ministres de l'Éducation de tous les gouvernements québécois ont voulu réformer des structures conçues au XIX^e siècle et correspondant aux réalités de cette époque lointaine.

Toutes ces réformes ont échoué à cause du béton constitutionnel qui garantit les privilèges d'un autre âge. Nous comprenons fort bien que les détenteurs de ces privilèges les défendent. Nous n'acceptons pas que des lois ou des char-

tes, dont le but est de défendre le bien public, ne soient qu'au service d'intérêts particuliers. Et nous trouvons encore plus inacceptable que des politiciens d'aujourd'hui ne cherchent pas à modifier de telles lois ou chartes.

Nous évoquons brièvement dans notre mémoire les difficultés rencontrées par le Québec dans les dossiers de la culture et des communications. Si le Québec veut continuer à être le Québec, il doit, de toute urgence, se donner les moyens de développer sa culture, tout en s'ouvrant aux autres. Si aujourd'hui le Canada n'est pas un État américain, c'est pour deux raisons profondes: d'une part, au XVIII^e siècle, les Anglais d'ici ont décidé de rester fidèles à leur patrie et à leur roi; d'autre part, au XX^e siècle, des francophones d'ici ont décidé de rester francophones. Dans un monde qui vit à toute vitesse et où les ondes et les disquettes défontent les frontières les plus étanches, la consolidation des cultures nationales est le seul moyen qui nous reste d'éviter une planète à culture unique et forcément primaire, c'est-à-dire sans culture autre que celle qui permet de trouver son chemin.

Quant à la langue, nous espérons que tout le monde ici reconnaîtra que des enseignantes et des enseignants francophones ont le devoir d'accorder une grande importance au statut de leur langue. Affirmer la primauté du français au Québec, ce n'est pas obliger les non-francophones à parler la langue officielle dans leur chambre à coucher. Ce qui s'y passe ne nous regarde pas, ainsi que le disait un ancien premier ministre, amateur du multiculturalisme.

Les anglophones du Québec ont le droit, eux aussi, d'être fiers de leur langue et de leur culture. Ils ont même le devoir de la respecter et de l'enrichir, ce qui n'est pas se soumettre aveuglément à une américanisation réductrice.

De plus, pour nous, il n'est pas question de nier les langues de nos compatriotes québécois d'autres origines. Leurs cultures doivent continuer à enrichir la nôtre, mais il ne faut pas reconstruire la tour de Babel. Il faut à un peuple un moyen de communication commun. À défaut d'un tel moyen, on construit non pas deux solitudes, mais une multitude de solitudes qui s'ignorent, se méprisent ou s'affrontent. Ce multiculturalisme constitué de solitudes, nous le refusons. Il faut une langue commune au Québec. Cette langue ne peut être que le français. Or, nous savons tous que grâce à l'esprit fédéral, les droits d'un marchand de chaussures ont plus de poids que la volonté de notre Assemblée nationale.

En abordant la question de l'immigration, nous savons que nous apportons un témoignage assez exceptionnel. Peu de gens, au Québec ou ailleurs, peuvent affirmer avoir vécu ce que nous, enseignantes et enseignants, avons vécu en quelques années. Un peuple numériquement faible et à la culture fragile. Un peuple qui ne s'est

jamais dirigé lui-même, en pleine autonomie, a dû et doit encore intégrer, sans grands moyens, un nombre important de personnes venues de tous les horizons. Nous savons tous que le phénomène de l'immigration au Québec se manifeste presque uniquement à Montréal et entraîne des modifications profondes aux tissus démographique, culturel et social. On demande à l'école d'intégrer, en français, des enfants, alors que le gouvernement québécois ne peut pas avoir de politique d'intégration parce que l'État fédéral, celui qui décerne la citoyenneté, est théoriquement bilingue et majoritairement anglais. Aucun rafistolage législatif ne peut annuler cette réalité.

Enfin, nous abordons, comme beaucoup d'autres, la question vitale de la main-d'œuvre et de sa formation. Nous ne dévoilerons pas un secret en affirmant que la double juridiction fédérale-provinciale empêche le Québec d'avoir sa propre politique de formation et d'emploi. Mais nous éprouvons le besoin de vous mettre en garde contre une tentation, celle de dire: Donnons au Québec les pleins pouvoirs en ces domaines, point. Il ne peut y avoir, pour nous, pleine juridiction, sans contrôle des ressources financières. Sinon, le Québec ne resterait que le vassal d'un seigneur fédéral qui dispense les ressources selon son bon vouloir. Sur un chantier, il faut un directeur des travaux, certainement pas deux qui donnent des ordres différents.

Notre analyse de la situation nous amène logiquement à une certitude: L'avenir du Québec passe par l'affirmation de son autonomie. Certes, nous entendons des gens nous vanter la prospérité économique dont nous bénéficions grâce au Canada, et nous affirmer que l'indépendance serait un cataclysme économique. Ainsi donc, le rouge unifolié est le paradis et le bleu fleurdelisé est l'enfer. Curieux renversement, n'est-ce pas?

Réussite économique? Certes. Le Québec a atteint, malgré Ottawa parfois, un certain niveau de vie et de productivité comparable à celui de l'ensemble des pays industrialisés. Mais le terme "réussite" est quelque peu abusif lorsqu'on considère le formidable endettement du Canada. Une entreprise d'ailleurs aurait sans doute, dans de telles conditions, déjà déclaré faillite.

D'autre part, aucune personne sensée ne peut imaginer un Québec souverain, complètement autonome ou isolé. Personne. La souveraineté politique et l'interdépendance économique sont deux domaines distincts. Il n'est pas vrai que la coopération économique exige l'intégration politique. Mais il est vrai, par contre, que pour coopérer il faut se considérer d'égal à égal et que l'interdépendance ne peut se réaliser qu'entre partenaires indépendants, qui acceptent librement de sacrifier chacun un peu de sa souveraineté.

En terminant cette brève présentation, permettez-moi d'évoquer un exemple tiré de

notre sensibilité de pédagogues. Il arrive un âge de la vie où l'enfant devenu adulte quitte le giron familial. Voilà une situation qui n'effraie personne. Le jeune adulte prend des risques en affirmant ainsi son autonomie mais il gagne, du même coup, le respect de ses proches. Il ne détruit pas la famille et il continue à maintenir des liens avec elle. Par contre, si la séparation ne se fait pas dans l'harmonie et naturellement, les liens familiaux deviennent fragiles et finissent par se briser définitivement.

Enseignantes et enseignants, nous aidons nos élèves à devenir autonomes, souverains. Nous aimerions que notre peuple le devienne aussi. Une telle autonomie n'est pas nécessairement une brisure, elle est plutôt un progrès. En effet, l'indépendance est sans doute le choc dont le Québec et le Canada ont besoin pour ramener à la politique une foi nouvelle.

Vous aurez compris à la lecture de notre mémoire que l'Alliance des professeurs de Montréal affirme que le Québec a le droit de s'autodéterminer en dépit de la Constitution canadienne qui ne reconnaît pas le droit à la séparation. Que le Québec doit devenir le seul maître d'œuvre des politiques, de ses politiques, dans les champs suivants au moins: langue, éducation, immigration, culture et communications, droits individuels et droits collectifs, main-d'œuvre et formation.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Grenon. Vous avez pris quelques secondes de plus, mais ça commence bien quand même. Nous passons maintenant pour un premier bloc de questions au parti formant le gouvernement. 10 minutes. M. Rémillard, le premier je crois.

M. Rémillard: C'est nous qui commençons. Êtes-vous certain de ça M. le Président?

Le Président (M. Michel Bélanger): Bien c'est marqué, mon ordre ...

M. Rémillard: D'accord, alors vous savez M. le Président. M. le Président tout d'abord...

Le Président (M. Michel Bélanger): Mais je ne suis pas absolument certain. Si vous voulez passer la parole à un autre, je la céderai volontiers.

M. Rémillard: On peut commencer, M. le Président, avec beaucoup de plaisir d'ailleurs, parce qu'il me fait plaisir d'accueillir M. Grenon, mesdames, messieurs, cet après-midi. J'ai lu avec beaucoup d'attention votre mémoire. Je l'ai lu jusqu'à la fin pour pouvoir avoir finalement des réponses à des questions, aux nombreuses questions que vous posez dans le mémoire. Vous posez beaucoup de questions. Entre autres, sur le statut constitutionnel que vous préconisez, et je me suis rendu jusqu'à la conclusion croyant que,

à la conclusion, je pourrais avoir quand même la réponse à ces questions. Or, dans la conclusion, vous dites que le Québec doit devenir le seul maître d'œuvre des politiques dans les champs suivants: langue, éducation, immigration, culture et communications, droits individuels et droits collectifs, main-d'œuvre et formation.

Savez-vous que c'est moins que ce que nous a présenté tout à l'heure le Conference Board. Est-ce que ça signifie pour vous que vous acceptez le fédéralisme avec ces quelques changements?

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est à vous.

M. Grenon: Je pense, M. Rémillard, que j'ai bien dit "au moins". Et j'ai dit à la présentation que nous nous arrêtons à des aspects qui nous touchent comme professionnels. Nous pourrions parler longuement d'autres éléments. Nous avons voulu aujourd'hui nous conformer à ce qui nous touche de plus près comme professionnels de l'enseignement.

M. Rémillard: Mais est-ce que vous proposez un État souverain?

M. Grenon: J'ai dit "au moins". On a dit "au moins". On n'a pas parlé des autres, on pourrait parler d'autres champs de juridiction, et à cet égard on endosse ce que certaines personnes ont dit. La Chambre de commerce, on endosse exactement ce qu'ils ont dit, mais je pense que ça dépasse un peu notre juridiction.

M. Rémillard: D'accord, M. Grenon. Mais c'est tout simplement pour savoir où vous vous situez. Est-ce que vous recommandez que le Québec devienne un État souverain?

M. Grenon: Oui monsieur.

M. Rémillard: Très bien. Alors vous voulez qu'on construise une nouvelle société québécoise basée sur la souveraineté du Québec?

M. Grenon: Oui, M. Rémillard, et ça va être similaire à l'ensemble des peuples.

M. Rémillard: D'accord, M. Grenon. Dans ce cadre-là, si je me réfère à la page 11 de votre mémoire, vous parlez de droits individuels et de droits collectifs dans ce genre de société que vous voulez avoir. Vous mettez même en cause trois situations se référant à des droits et des libertés fondamentales. Et finalement, au bas de la page 12, vous dites ceci: "Est-il besoin de rappeler que la Charte canadienne privilégie des droits individuels, d'ailleurs potentiellement limités sur la clause notwithstanding, alors que la Charte québécoise rend les droits collectifs plus importants? Les droits d'un individu sont-ils plus

respectables que ceux de la collectivité? Les privilèges accordés à un groupe ont-ils préséance sur l'intérêt collectif? Voilà un sérieux problème qui met en cause notre vie collective, notre pacte constitutionnel et qui empêche le Québec d'évoluer comme il le désire." À ce moment-là, M. Grenon, quelle réponse apportez-vous à vos questions à vous? Parce que, moi, je suis intéressé à savoir quel genre de société vous voulez construire au Québec, avec un Québec souverain. (16 heures)

M. Grenon: Alors je vais donner un petit bout, et mes collègues vont continuer. Nous avons présenté ça comme question. C'est important. Je peux vous dire qu'aujourd'hui, dans nos classes, on doit vivre cette situation. Qu'est-ce qui doit prévaloir? Est-ce que c'est la Charte canadienne ou la Charte québécoise? Vous savez que présentement lorsqu'on établit une règle du jeu au Québec, qui est une règle des fois collective, des gens la contestent sur l'étiquette de la Charte canadienne des droits individuels. Ça nous crée de sérieux problèmes au moment où on se parle mais j'espère que dans votre questionnaire vous ne nous attribuez pas un esprit étroit...

Une voix: Bien, si...

M. Grenon: ...il faut dire que nous vivons présentement en situation conflictuelle avec ces deux chartes-là parce qu'elles sont de deux juridictions: québécoise et fédérale...

M. Rémillard: M. Grenon, je pose des questions simplement pour voir justement votre pensée et quand vous nous dites: Est-il besoin de rappeler que la Charte canadienne privilégie des droits individuels alors que la Charte québécoise rend les droits collectifs plus importants? C'est faux. Je regrette de vous le dire mais c'est complètement faux.

M. Egretaud (Henry): Est-ce que je pourrais rappeler un exemple récent? L'Assemblée nationale du Québec, qui représente une société, avait décidé à un certain moment de rendre le français langue officielle dans à peu près tous les domaines et c'est par un jugement fédéral, suite aux plaintes d'un certain nombre d'individus qui s'estimaient lésés par cette loi-là, que la loi 101 s'est transformée et même, pour sortir la loi 178, on a été obligé de contourner... de faire appel notamment aux clauses "notwithstanding". Il y a un problème sérieux actuellement.

Je vais vous donner un exemple très récent encore. Dans la région de Québec par exemple. Je ne vais pas prendre des immigrés, je vais prendre des jeunes Québécois de souche qui sont nés ici. Une petite fille était trisomique. La Commission scolaire décide de la mettre dans une classe spéciale et, au nom des droits individuels, cette petite fille a été mise dans une classe

régulière où, dans l'esprit des parents, elle était mieux intégrée. Ce sont des questions... Tous les exemples qui sont là, les trois exemples qu'on a signalés, ce sont des exemples réels qui se sont passés effectivement à Montréal et qui posent des questions à nos membres. Actuellement on n'a pas de point de repère et on rêve...

M. Rémillard: Mais en ce qui regarde...

M. Egretaud: ...d'une société où on aurait des points de repère. C'est évident, on se défie de l'ethnocentrisme, on n'est pas du tout d'accord avec ça mais il va falloir s'appuyer sur un contrat social qui soit clair pour tout le monde.

M. Rémillard: Mais ce contrat social, ce que je veux essayer de discerner avec vous, quand vous vous référez à la décision de la Cour suprême sur les langues, évidemment vous comprenez bien que la Cour suprême s'est basée autant sur la Charte canadienne que sur la Charte québécoise et que c'est faux de dire que la Charte québécoise favorise les droits collectifs alors que la Charte canadienne favorise les droits individuels. Écoutez, trouvez-moi un droit collectif dans la Charte québécoise. Il faut quand même qu'on s'entende sur les mots...

M. Egretaud: Sauf que...

M. Rémillard: ...et ce que je voudrais vous dire c'est que si on relit ce passage de votre mémoire, si on le relie à une autre phrase dans le même paragraphe qui dit: Si tu vis à Rome, vis comme un Romain, et si on répond à une question comme celle que vous posez en ce qui regarde une fillette se présentant en classe portant sur le visage le voile islamique, que faire? Moi, je vous pose simplement cette question parce que je veux saisir votre pensée et ça me fait peur, je vous avoue. Ça me fait peur.

M. Egretaud: Nous aussi.

M. Rémillard: Quelle réponse apportez-vous à cette question?

M. Egretaud: Nous la cherchons, nous, la réponse mais nous aimerions que vous aussi vous la cherchiez. C'est pour ça qu'on amène ce témoignage-là ici pour faire état d'une situation que vous ne trouverez nulle part ailleurs au Québec. Vous trouverez ça actuellement dans nos écoles à Montréal, M. Rémillard. Venez faire un tour dans nos écoles et vous verrez ce que ça signifie...

M. Rémillard: Mais...

M. Egretaud: ...et c'est ça la réalité aujourd'hui.

M. Rémillard: Oui, mais je comprends que vous me parlez de votre réalité mais moi je veux savoir votre pensée pour savoir quelle sorte de société vous voulez construire avec votre Québec souverain. Ce que je regarde, c'est que vous mettez en relation droits collectifs, droits individuels, ce que je trouve très dangereux au départ et, ensuite, vous nous dites, en fonction des trois mises en situation que vous faites, que vous cherchez des réponses. Moi je vous dis: Attention, il y a un grand danger qui est là...

M. Egretaud: Où?

M. Rémillard: ...et vous savez que ce genre de dialectique a mené à beaucoup d'excès dans toute l'histoire, quand même assez récente, du monde et ça me fait peur ce que vous me dites.

M. Grenon: Ça vous fait peur, M. Rémillard, ça nous fait peur. Mais ce qui est certain: Est-ce que nous sommes obligés de nous trouver à deux niveaux de gouvernement pour trouver une solution? Et nous, dans notre orientation, lorsqu'on va reconstituer le Québec on va se redonner une charte. Je pense qu'il faut trouver un équilibre entre les droits individuels et les droits collectifs sans se retrouver à deux niveaux de gouvernement pour trouver la solution.

M. Rémillard: M. Grenon, si c'était vrai ce que vous me dites dans votre mémoire en disant que les droits collectifs viennent de la Charte québécoise alors que les droits individuels viennent de la Charte canadienne, je vous dirais vite: C'est évident! gardons le même système et protégeons-nous avec la Charte canadienne mais je dois vous dire que c'est faux, ce que vous nous dites dans votre mémoire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise le temps de ce premier bloc de questions. Nous passons maintenant au parti qui forme l'Opposition officielle. M. Chevette est le premier intervenant.

M. Chevette: Je me reprends, vous me ferez une citation en double. Je voudrais vous féliciter pour la clarté, la franchise de votre message. Il est sans équivoque, et je n'avais pas interprété votre silence sur certains aspects comme étant une façon de se défilier, mais bien, vous l'avez précisé dans votre premier exposé, que vous vouliez vous attacher à certains points particuliers, et en particulier à ce qui vous touche de très près, à savoir l'éducation. C'est de même que j'avais lu votre mémoire, c'est de même que je l'avais interprété. Nous aurons la chance tantôt de relever certains points de différenciation des Chartes qui permettent peut-être de clarifier les points que vous soulevez tantôt dans votre questionnement avec M. Rémillard. Mais vous me permettrez tout d'abord

de vous poser une question fort simple. Beaucoup de gens défilent devant nous, exposent leur mémoire, leur point de vue, et on se demande toujours: Est-ce qu'ils parlent en leur nom ou s'ils parlent au nom des gens qu'ils représentent? Donc, ma première question est fort simple. Avez-vous consulté les enseignants de l'Alliance des professeurs et professeurs de Montréal?"

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez, madame.

Mme Vachon (Claudette): À cette question, M. Chevette, j'aimerais vous répondre: Oui, effectivement. Dans nos écoles il y a une publication syndicale qui est distribuée à toutes les semaines à tous nos membres. À l'intérieur de cette publication syndicale là, nous avons consulté nos membres, et tout ça avant le congrès de la CEQ de juin dernier. Je vous lis le libellé de notre recommandation, le libellé qu'on a fait voter aux membres. C'était de façon presque référendaire: "Sur recommandation du conseil général, le congrès de la CEQ de juin 1990 proposera d'adhérer aux principes de l'indépendance du Québec et de la souveraineté populaire comme fondement de la Constitution du Québec indépendant". Et ce libellé était précédé d'un texte qui avait un certain nombre d'attendus pour présenter aux membres les orientations, sur quoi reposaient ces orientations-là, et l'ensemble aussi des recommandations de la CEQ.

Les attendus explicitaient un certain nombre, je ne vous les énumérerai pas tous, mais un certain nombre d'éléments que j'aimerais vous citer ici. Par exemple: "Attendu qu'en raison de son histoire propre, de sa langue nationale distinctive, de son droit civil, de ses institutions juridiques, politiques, éducatives, syndicales, coopératives et autres qui lui sont particulières, le peuple québécois constitue une société distincte et une nation véritable qui a indiscutablement droit à l'autodétermination; attendu que le Québec se veut une société démocratique, et que, par conséquent, ses institutions politiques et son fonctionnement en tant que société doivent reposer sur le principe de la souveraineté populaire; attendu l'importance d'affirmer et de protéger adéquatement les libertés fondamentales et les droits fondamentaux tant civils, politiques et judiciaires qu'économiques et sociaux; et attendu c'est un volet qui nous est cher à nous à Montréal - la composition pluriethnique de la population québécoise et le défi qui en découle de construire une société fraternelle qui reconnaisse à la foi la richesse des apports culturels des diverses communautés qui la composent et la nécessité de développer une culture commune s'exprimant en français", c'était le cadre dans lequel nos enseignants et enseignants étaient invités à se prononcer, et à ce référendum, nous avons eu une réponse positive à 85 %.

M. Chevette: Merci. Également dans votre mémoire, aux pages 5 et 6, c'est au haut de la page 6, vous dites que toute manœuvre esquivant cette question de fond, devenant un "artifice ou une manœuvre dilatoire," qu'entendez-vous par ces termes "manœuvre dilatoire"? À quoi faites-vous allusion?

M. Egretaud: C'est pour vous dire simplement: Si c'est seulement un exercice de style les travaux que vous faites, si ça ne débouche pas sur quelque chose de concret, ça donnera l'impression à la population que c'est une manière de gagner du temps. Il y a déjà des gens qui pensent ça tout haut. Et ça, ce serait la catastrophe. Ce qu'il faut prévoir je crois, et c'est une partie de la responsabilité de la Commission, c'est de se poser la question du statut du Québec futur, mais quel qu'il soit; comment on va y passer, comment on va l'acquiescer ce statut-là? Il y a des mesures à prendre, quelle que soit la réponse. Il y a quelque chose à faire et, ça, il faut être extrêmement prudent dans cette démarche, de façon à ce qu'elle reste toujours légitime et crédible pour tout le monde. Alors, il ne faut pas que ce soit simplement un exercice de réflexion qui débouche sur rien du tout ou sur de vagues propos. Autrement, ce serait une perte de temps et les gens s'en rappelleront. C'est ça que ça voulait dire, c'est tout.

M. Chevette: Une dernière petite question avant de passer la parole à ma collègue. Pouvez-vous m'expliquer davantage les bénéfices qu'apporterait, par exemple, la souveraineté du Québec dans le secteur de l'éducation, un secteur propre à vous?

M. Grenon: D'abord, on a parlé de la formation professionnelle. D'autres avant nous ont dit comment c'était complexe, le secteur professionnel présentement, la formation. Il y a le pouvoir fédéral, le pouvoir provincial. Vous avez, dans notre mémoire, un nombre assez effarant d'organismes fédéraux et provinciaux qui doivent donner leur assentiment pour un programme, et ça retarde dans le concret, dans nos milieux, des cours qui devraient s'ouvrir, qui ne s'ouvrent pas et qui s'ouvrent, des fois, six mois, un an plus tard, parce qu'on ne s'entend pas au niveau des deux niveaux de gouvernement.

Pour la question de la langue, c'est important. Les messages, présentement, que nos nouveaux arrivants ont de la part de nos gouvernements, c'est une langue encore incertaine. Je peux vous raconter un fait. Dernièrement, j'allais dans une polyvalente où il y a 41 ethnies différentes. Je jaisais avec des étudiants de 4^e et 5^e secondaire et eux sont encore convaincus, en écoutant certains politiciens, que l'anglais va devenir une langue officielle au Québec. Et

qu'est-ce qu'on me donnait comme exemple? Eh bien, ils disaient: Regardez - on parlait à ce moment-là du ministre de l'Éducation et de la Sécurité publique - on parle de panneaux routiers bilingues et les allophones, pour eux, c'est un message ambigu. Vous avez l'acceptation à l'immigration qui est faite par une communauté qui est majoritairement anglophone et ils ont un passeport qui est bilingue. Pour eux, le message qu'on leur fait, c'est un message de bilinguisme. Et on demande aux enseignants et aux enseignantes l'importance de leur montrer l'importance du français.

Et, plus astucieux que cela, en 4^e et 5^e secondaire, des nouveaux arrivants, on les convainc de l'importance du français au Québec et ces mêmes nouveaux arrivants peuvent aller au niveau collégial en anglais et, Dieu merci, ils ont même une bourse pour pouvoir passer au secteur anglophone au niveau collégial. Donc, ces doubles messages que nos jeunes ont, c'est nuisible à l'apprentissage même de la langue officielle du Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Ça soulève de nombreuses questions. Une mise au point par rapport à la différence fondamentale en ce qui a trait aux deux chartes: La Charte québécoise prévoit la protection des droits économiques et sociaux. Pour faire valoir ses droits, selon la Charte canadienne, vous devez engager un avocat pour les faire défendre alors qu'au Québec vous avez la Commission des droits de la personne. C'est fondamental comme différence et comme effet, comme accessibilité à l'exercice de ces droits.

Maintenant, M. le Président, l'éducation, normalement, est de la compétence des provinces. Cependant, on connaît les effets de l'article 93 de la Constitution et de l'article 23 de la Charte canadienne qui, finalement, vient nier ces droits-là. Actuellement, on sait qu'au secteur français de la PSBGM, le secteur français s'est multiplié par 10 au cours de la dernière décennie en raison des structures confessionnelles qui nous sont imposées. On connaît la saga qui a été menée par tous les gouvernements depuis 1966 pour essayer d'établir soit des commissions scolaires unifiées ou des commissions scolaires linguistiques.

Deux questions brèves. Quelles devraient être les garanties constitutionnelles dans une constitution du Québec qui devraient être accordées aux anglophones en matière scolaire? Et pourriez-vous nous dire un petit peu ce que ça va donner, quatre commissions scolaires en vertu de la loi 107 sur l'établissement de commissions scolaires sur l'île de Montréal?

M. Grenon: D'abord, j'espère que vous avez

bien lu les pages 16 et 17 de notre mémoire. C'est édifiant. Je suis convaincu qu'il n'y a pas une personne autour de cette table, après avoir lu les pages 16 et 17, qui est convaincue qu'il faut garder le statu quo et les relations québécoises et canadiennes que nous avons actuellement.

(16 h 15)

Pour nous, la position est claire. D'ailleurs, la commission Parent nous devançait beaucoup. En 1966, ils demandaient des commissions scolaires unifiées. Nous, présentement, nous demandons et nous acceptons la position du gouvernement, celle des commissions scolaires linguistiques. Ça va avoir pour effet qu'il y a au moins 15 000 jeunes qui, présentement, se situent dans le secteur protestant. Ces jeunes-là, pour la plupart, je ne dirais pas pour tous mais pour un grand nombre, sont dans un bain anglo-saxon. Et l'intégration à la culture française, à la culture québécoise, eh bien, ils ne l'ont pas. C'est regrettable, ils ne l'ont pas. Et ce phénomène-là, c'est regrettable de le dire en 1990. Vous savez qu'il y a aussi la contestation par un gouvernement local d'une commission scolaire en regard du statut confessionnel. C'est malheureux qu'en 1990 nous puissions prendre les deniers publics, au niveau scolaire, pour s'opposer à une décision du gouvernement provincial sur l'interprétation de l'article 93 de la Constitution canadienne. Donc, depuis 1966, on a déjà statué, on aurait dû statuer. En 1990...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Grenon...

M. Grenon: ...on attend la réponse de la Cour suprême pour savoir le droit d'avoir des commissions scolaires linguistiques au Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Grenon. Ceci épuise le bloc de questions. Nous passons maintenant aux questions des autres membres de la Commission. Le premier sur la liste est M. d'Anjou qui sera suivi par M. Libman et Mme Pagé.

M. d'Anjou: Merci, M. le Président. Je veux vous féliciter pour votre mémoire, que j'ai lu avec beaucoup d'intérêt, qui rejoint beaucoup de positions qui ont été exprimées ici, devant la Commission, sur les mêmes sujets. Il y a un point particulier sur lequel j'aimerais connaître votre point de vue. Disons, en passant, que la loi 107, telle que votée par l'Assemblée nationale, reconnaît présentement les commissions scolaires confessionnelles protégées par la Constitution canadienne jusqu'à ce qu'un jugement définitif détermine exactement ce qu'il en est au point de vue juridique. Mais, dans l'histoire, les droits historiques des habitants du Bas-Canada, ou du Québec si vous voulez, étaient doubles, à mon sens. Il y avait, dans les faits, des commissions

scolaires anglophones et francophones, parce que, à ce moment-là, la plupart des protestants étaient de langue anglaise. Alors, les commissions scolaires protestantes ou dissidentes étaient de langue anglaise, et les commissions scolaires catholiques, ou pour catholiques, étaient de langue française. Il reste le cas, évidemment, des anglo-catholiques, par l'entremise des commissions scolaires catholiques, en majorité francophones, en général, qui avaient des écoles anglaises dans les milieux où il y avait un nombre suffisant, où il y avait des ententes avec les commissions scolaires protestantes.

Les droits fondamentaux que l'école publique présupposait, c'était d'abord la langue. Ensuite, c'était aussi la religion parce que, à ce moment-là, tout le monde était de religion chrétienne. Évidemment, il y a eu beaucoup d'évolution depuis ce temps-là. Il y a eu l'immigration de gens de toutes nationalités, différentes langues, différentes religions. Tout le monde, je pense, maintenant, ou pratiquement, est d'accord avec le principe de commissions scolaires linguistiques.

Pour dénouer la situation au point de vue constitutionnel, croyez-vous qu'une constitution, qu'elle soit canadienne ou québécoise, devrait garantir, d'abord, l'existence de commissions scolaires linguistiques de langue française et de langue anglaise au Québec, un? Deuxièmement, devrait garantir des droits historiques au point de vue religieux? Parce que ça fait partie de notre culture, de nos valeurs, et ça répond aussi au désir d'une majorité de parents, je crois. C'est-à-dire le droit de recevoir à l'école, pour ceux qui le désirent, l'enseignement de la religion, soit catholique soit des religions protestantes, et garantir en même temps le droit des autres à l'exemption ou au respect de leur liberté de conscience. Croyez-vous qu'une garantie de cette nature pourrait éviter la multiplication ou la superposition de structures, à Montréal en particulier, ce qui, je pense, est très nuisible à l'intégration des immigrants et des gens de différentes nationalités.

M. Grenon: Alors, M. d'Anjou, vous connaissez la loi 107 tellement mieux que moi, vous-même, qui me dites que c'est très nuisible à Montréal pour les allophones, et je dirais même c'est nuisible pour l'ensemble du Québec. De plus en plus, les gens se disent peut-être de religion catholique ou protestante, ça ne veut pas dire qu'ils la pratiquent nécessairement. Pourquoi procéder à l'inverse? L'école, vous le savez comme moi, elle est publique et commune. Reconnaître ce fait-là, que l'école est publique et commune, maintenant, les gens qui veulent une... L'école - on parle des structures des commissions scolaires - devrait être non confessionnelle, c'est clair pour nous. Maintenant, de par la loi 107, il y a des parents qui peuvent avoir une école de leur confessionnalité. Est-ce

qu'il faut pour autant avoir une structure administrative confessionnelle? Pour nous, il n'en est pas question. Et ce que vous dites, c'est le respect des autres? Oui. Il est reconnu, le respect des autres. Est-ce qu'on va être obligé au Québec, avant longtemps, d'avoir un système de protection avec des consonances religieuses? Pourquoi, à l'école, on le fait? L'école, c'est un lieu social, on doit retrouver de plein droit l'ensemble de la communauté, quelle que soit son origine ethnique et quelle que soit son origine religieuse. Actuellement, on procède par exemptions, ce qui est malsain pour l'éclosion d'un peuple, un nouveau peuple au Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, ceci épuise le temps de M. d'Anjou. Nous passons à M. Libman, et ensuite, Mme Pagé.

M. Libman: Merci, M. le Président. Effectivement, la première question a été exactement la même chose que M. Rémillard, quand j'ai lu à la page 12, que la Charte québécoise rend les droits collectifs plus importants, j'ai sauté la page. Comme M. Rémillard a dit, c'est quelque chose qui est complètement faux. Vous avez parlé de cette ligne d'équilibre. Je peux vous dire que cette ligne d'équilibre existe. Cette ligne d'équilibre est la section 1 de notre Charte canadienne, elle est la section 9.1 de notre Charte québécoise. Ça, c'est juste pour clarifier ça. Mais ma question, M. le Président, est, si on regarde la page 17, et je lis: "En 1990, les anglophones, les protestants et les ultra-catholiques de Montréal continuent à empêcher les changements en invoquant les privilèges qui leur ont été accordés par l'AANB, loi coloniale du XIXe siècle." Ça fait évidemment un grand débat, présentement, dans la communauté anglophone, mais il faut dire que la majorité des anglophones du Québec sont favorables aux changements pour les commissions scolaires linguistiques, mais s'il y avait simplement une protection, une protection comme M. d'Anjou a souligné, ils vont être favorables à ces changements pour des commissions scolaires linguistiques, s'il y avait simplement une protection ou une garantie, pour ces commissions scolaires. Alors, ma question est simple, elle est la suivante: Comment vous pouvez être contre cette garantie, l'éducation de nos minorités, c'est quelque chose de... Il faut être fier de ça. Il faut dire: Oui, il faut protéger, il faut avoir des garanties. Pourquoi vous pouvez être contre ces garanties pour l'éducation de nos minorités?

M. Grenon: M. Libman, je pense qu'on l'a clairement dit qu'on est fier de nos minorités, et je pense que l'Alliance, sur la place publique, s'exprime très bien, au niveau de l'accueil, puis on fait du travail. Ce que nous disons: Il n'est pas question de privilégier une structure confessionnelle aux dépens des nouveaux arrivants. Est-

ce que c'est honnête d'avoir une structure confessionnelle, alors que dans nos écoles nous avons parfois 10, 12 communautés religieuses différentes? Est-ce que c'est normal d'avoir, dans une école publique, un rite religieux qui correspond à une confessionnalité donnée, et l'imposer à l'ensemble du milieu scolaire. Vous savez que, dans les écoles confessionnelles, à certains endroits, nous prenons le calendrier liturgique de l'Église catholique et on imbibe un peu la démarche de ce calendrier tout au long de la vie de l'année scolaire. Pour nous, c'est inacceptable et l'acceptation de toutes les communautés religieuses à l'école, sans avoir à être exempt, je pense, c'est la formule que nous devons retenir et non pas procéder par exemptions.

M. Libman: J'ai dit que si nous changeons nos commissions scolaires pour les commissions scolaires linguistiques – et je vois dans votre mémoire que vous êtes favorables à ça – si nous changeons les commissions scolaires linguistiques, est-ce que vous êtes favorable à un genre d'amendement constitutionnel comme 93 qui protège, qui garantit les commissions scolaires linguistiques?

M. Grenon: Dans la loi 107, cette protection-là est déjà existante. Il y a une possibilité d'avoir un projet-école dans lequel nous retrouverions, et ça ne veut pas dire que nous sommes d'accord nécessairement avec toute la loi 107, elle nous pose de gros points d'interrogation, mais il y a une possibilité déjà existante présentement, sans demander des exceptions pour des communautés religieuses.

M. Libman: Je passe à la prochaine question. Je présume que vous êtes favorable à une protection pour les commissions scolaires linguistiques, à une garantie? Juste une dernière question, M. le Président, si vous me permettez...

Le Président (M. Michel Bélanger): Rapidement, s'il vous plaît.

M. Libman: À la page 10, on parle des francophones hors Québec. Vous dites: ils "sont voués, hélas, à l'anglicisation". Est-ce que vous ne croyez pas que, si le Québec accède à la souveraineté, l'assimilation des francophones hors Québec sera inévitable. Si le Québec devient souverain, vous ne croyez pas que ce sera une situation bien pire pour les francophones hors Québec, si le Québec se dissocie du reste du Canada? Je parle des relations, des ressacs. On a vu les répercussions dans le reste du Canada après le passage de la loi 178. Imaginez la souveraineté du Québec, quel sera l'impact sur les francophones hors Québec si le Québec décide de devenir souverain.

Le Président (M. Michel Bélanger): Rapidement, M. Grenon. Nous avons déjà écoulé le temps.

M. Grenon: Imaginez ce qui est arrivé à nos collègues dans les provinces de l'Ouest, à des endroits où ils étaient à 50 %, 55 % de francophones. Aujourd'hui je vous laisse la chance de calculer le nombre de personnes qui demeurent francophones dans ces provinces. D'ailleurs, vous avez eu un témoignage de nos compatriotes francophones hors Québec qui vous ont dit que le foyer de la francophonie au Québec, à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada, c'est ce sur quoi ils comptent.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Pagé. Je vous en prie, le temps est déjà épuisé, M. Libman. Mme Pagé.

Mme Pagé: Merci, M. le Président. Tout d'abord, je voudrais vous dire qu'un groupe qui vous a précédé cet après-midi, la Fédération des groupes ethniques, est venu témoigner que ce n'étaient pas les commissions scolaires confessionnelles qui étaient garantes, de leur intégration au Québec et de la protection de leurs droits fondamentaux, au contraire, mais qu'ils voyaient dans les commissions scolaires linguistiques un avenir prometteur à cet égard. Je voudrais rapidement vous signaler que les témoignages que vous donnez à la page 11 et 12 soulèvent toujours beaucoup de remous. Mais pour avoir été enseignante à Montréal et à une certaine époque présidente de l'Alliance, je sais que ce sont des situations qui se vivent, que les enseignantes et les enseignants de Montréal les relèvent avec infiniment de générosité et d'ouverture d'esprit, mais qu'ils témoignent d'une réalité cachée de tout le phénomène d'immigration et d'intégration qui est le phénomène des chocs culturels. Et ça, ça joue dans les deux sens: la communauté d'accueil comme les nouvelles communautés ont à vivre cette insécurité qui découle du choc des cultures. Et je pense que vous avez eu raison de témoigner de certaines difficultés qui se rencontrent et qui doivent être relevées collectivement. Ma question est la suivante, et elle est dans la suite de la question de M. d'Anjou. M. d'Anjou vous disait: commissions scolaires linguistiques avec des garanties pour les droits historiques des catholiques et des protestants. Je voudrais que vous me disiez dans quelle situation ça met les autres confessionnalités dans un Québec multiculturel et donc multiconfessionnel. Je sais qu'à Montréal, par exemple, dans certaines écoles, il y a au-delà d'une vingtaine de confessionnalités. Comment vivaient ces autres confessionnalités de voir que les droits historiques, ce sont ceux des catholiques et des protestants et qu'eux, finalement, ils n'en ont pas dans l'ordre hiérarchique des choses. Alors je voudrais vous entendre sur cet

aspect.

(16 h 30)

M. Grenon: Je pense qu'il ne faut pas reproduire avec les religions les exclusions, comme il ne faut pas le faire au niveau de l'acceptation des communautés ethniques. Or, ce n'est pas tout de recevoir des communautés ethniques. On dit qu'il faut les accepter, mais il faut les accepter tous, comme ils sont. Et quand on dit comme ils sont, c'est-à-dire avec leurs différences religieuses. Les placer dans une commission scolaire qui les obligerait d'être dans un carcan d'une religion donnée, je pense que c'est un manque de respect à leur intégration à l'école et, je le répète, elle est publique et commune. L'école publique et commune doit répondre à l'ensemble des besoins de ces clientèles-là, même ses besoins religieux. Je ne vois pas privilégier une commission scolaire publique et commune, avoir des droits et dire à d'autres communautés religieuses: Si vous voulez venir chez nous, vous venez par exclusion. L'exclusion est pour nous un sens, non pas d'intégration, mais de désintégration à la communauté.

Mme Pagé: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Holden, qui sera suivi de M. Turgeon, qui sera probablement le dernier intervenant de ce groupe. M. Holden.

M. Holden: Merci, M. le Président. M. Grenon, je vais vous raconter l'histoire que je raconte tout le temps aux journalistes. Dans les années quarante, on avait une bonne chez nous qui s'appelait Thérèse. Moi, j'étais le seul membre de ma famille qui parlait français, j'avais 17 ans. Un jour, on parlait de la religion, puis je lui ai dit: Qu'est-ce que c'est, le ciel, pour vous Thérèse? Elle a dit: M. Dick, au ciel, ta mère travaille pour moi puis elle me parle en français. C'est à ce moment-là que j'ai su que le bill 101 viendrait un jour ou l'autre.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Holden: Et depuis, l'épanouissement du français au Québec et parmi les anglophones a été incroyable. J'espère que vous admettez que le progrès de la culture et de la langue française au Québec depuis 35 ans est phénoménal. Et là, vous dites: Francophones et Montréalais, les membres de l'Alliance sont bien placés pour assister à l'évolution rapide de notre société et pour comprendre que notre langue et notre culture sont menacées. M. Arnold Toynbes, l'historien anglais, disait que s'il n'y avait pas de nationalité du tout dans le monde, les deux derniers seraient les Chinois et les Canadiens français. Alors, M. Grenon, ne trouvez-vous pas que la menace est exagérée dans votre mémoire?

M. Grenon: D'abord, on vous félicite d'avoir été le seul à parler français chez vous, ça nous fait plaisir d'entendre cela. Si tous les gens de votre communauté faisaient de même, je pense qu'il y aurait beaucoup d'harmonie déjà. L'exemple que vous m'apportez, les Chinois et les Canadiens français, c'est une preuve qu'il faut se battre. Nous allons continuer de se battre. Il ne faut pas oublier que nous sommes dans une mer anglo-saxonne, nous sommes minoritaires sur le continent américain et, en plus, je ne pense pas que demander notre autonomie chez nous ça exclut les autres. Ça peut se faire dans l'harmonie et ce sont les garanties dont nous avons besoin pour poursuivre notre évolution, et d'autant plus nécessaire qu'il y a une arrivée massive de nouveaux arrivants. Ces nouveaux arrivants doivent savoir correctement à qui ils doivent s'intégrer. Est-ce à la communauté anglophone ou à la communauté francophone? Pour nous, c'est clair. Et la seule façon, c'est que le message doit être non équivoque. Présentement, le message est encore équivoque et le fait d'avoir deux gouvernements à ce niveau-là, ça continue l'ambiguïté.

M. Holden: Juste une remarque de plus. J'espère, M. Grenon, que jamais le Canada et le Québec ne seront séparés, mais si ça arrive, j'espère en maudit que vous avez raison. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Turgeon.

M. Turgeon: Je constate que M. Holden a un certain sens de l'humour. Heureusement pour vous que votre bonne ne s'appelait pas Mary, vous n'auriez jamais su que la loi 101 s'en venait...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Turgeon: ...et vous nous l'auriez reproché.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Turgeon: Cela dit, M. Grenon, je vais vous dire que je suis assez sensible aux propos et à la perception qu'a eue le ministre M. Gil Rémillard, tout à l'heure, notamment en ce qui concerne les pages 11 et 12 de votre texte. M. Rémillard a dû se demander s'il n'avait pas tout à coup en face de lui un groupe de fascistes qui ne nous ramenait pas des années et des années en arrière. Je pense que Mme Pagé a bien fait, donc, de mettre l'éclairage là-dessus. Si je comprends bien, vous ne vouliez tout simplement que mettre en évidence une situation pour montrer dans quel désarroi vous vous trouviez devant la double juridiction, finalement, qui existe présentement. Cela dit, l'actualité nous

donne beaucoup de matière à réflexion. Et moi, je voudrais savoir ce que vous pensez, par exemple, de la position du mouvement scolaire confessionnel, enfin, M. Pallascio, qui, en ce qui concerne l'immigration – et on sait que c'est drôlement important, l'immigration, chez nous – propose que ce ne soit qu'une immigration judéo-chrétienne et francophone. Comment vivez-vous avec ça?

Une voix: Mal.

M. Grenon: On vit très mal, pas uniquement mal, très mal. Et c'est malheureux, et j'espère que la population a compris que la position du président de la Commission scolaire de Montréal, ça ne reflète pas la position des enseignants. D'ailleurs, on a eu la chance, tout à l'heure, avec un groupe assez considérable de la communauté ethnique montréalaise, de prendre position à cet égard. On fait des efforts, enseignants et enseignantes, un peu comme le Québec en regard de ses immigrants n'ayant pas toutes les juridictions, nous faisons des efforts considérables pour travailler et créer des liens avec les communautés, y compris la communauté juive, parce que c'est une communauté judéo-chrétienne. Mais quand vous avez écouté M. Pallascio, il semble bien qu'elle ne fait pas partie de la communauté judéo-chrétienne. Alors judéo-chrétien pour lui, ça semble être catholique, catholique pratiquant.

Alors, c'est malheureux. Et vous avez une raison de plus, mesdames et messieurs, pour dire qu'il faut que cesse cette bataille juridique sur la question des commissions scolaires sur le territoire du Québec. C'est odieux de continuer ainsi. Et quand on parle de fascisme, c'est peut-être avec de telles déclarations qu'on va le faire naître, le fascisme.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Larose, vous avez demandé une brève intervention?

M. Larose: Ça serait pour savoir si autour du globe, des francophones judéo-chrétiens, à part la France, là, on va trouver ça aux îles Mouk Mouk.

Une voix: Bien, c'est un petit peu large...

M. Larose: M. le Président, je voudrais rien qu'insister sur une chose, il y en a parfois qui nous font honte. On a nous aussi nos dinosaures.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, sur ce, je dois constater que nous avons épuisé la période de temps allouée pour cette présentation. Il me reste à remercier l'Alliance des professeurs et professeurs de Montréal et tout le groupe, Mme Vachon, Mme Drouin, M. Egretaud et M. Grenon, de cette présentation.

Je vais vous demander d'être un peu rapides à sortir de cette table pour faciliter l'entrée du prochain groupe. Mais ça ne vous empêche pas d'accepter quand même de saluer vos amis en sortant, mais si possible, plus loin que devant la table. Merci encore une fois de votre présence.

(Suspension de la séance à 16 h 35)

(Reprise à 16 h 42)

Le Président (M. Michel Bélanger): Est-ce que Mmes et MM. les membres de la Commission veulent bien reprendre leurs sièges?

Des voix: ...

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors nous accueillons maintenant, pour une période qui se terminera à 18 heures, la Société québécoise de droit international.

Une voix: 17 h 30.

Le Président (M. Michel Bélanger): 17 h 30?

Une voix: Une heure.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ah! C'est une heure! Bien! Ça fera 17 h 45 à l'heure qu'il est. Bon! Jusqu'à 17 h 45, la Société québécoise de droit international. M. Daniel Desjardins, président, va présenter le groupe qui l'accompagne et ensuite M. Daniel Turp, je crois, présentera pendant une période de 10 minutes le mémoire. Par la suite, il y aura des périodes de questions comme prévu, c'est-à-dire: 10 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 25 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence, chacun ne dépassant pas cinq minutes.

M. Desjardins si vous voulez bien présenter votre groupe.

Société québécoise de droit international

M. Desjardins (Daniel): MM. les Présidents, mesdames et messieurs membres de la Commission, c'est avec plaisir que la Société québécoise de droit international vous soumet son mémoire. Notre Société a été fondée en 1982 et regroupe des juristes, des praticiens, des professeurs et des étudiants des diverses facultés de droit du Québec. Comme son nom l'indique, notre Société s'intéresse particulièrement aux questions de droit international public et privé. Par son mémoire, notre Société entend vous soumettre, à la lumière du droit international, quelques réflexions de nature juridique qui, nous le souhaitons, pourront vous être utiles au cours de

vos délibérations.

Alors, outre moi-même, la délégation de la Société québécoise de droit international est composée des personnes suivantes: M. Daniel Turp, secrétaire-général, M. Vilay Soun Loungnath, M. René Côté, Mme Carol Hilling et M. William Schabas. Je laisse le soin, donc, à M. Daniel Turp de présenter le mémoire de notre Société. Merci.

M. Turp (Daniel): MM. les Présidents, mesdames, messieurs membres de la Commission. Aux fins d'orienter la réflexion de votre Commission, la Société québécoise de droit international a choisi de présenter dans son mémoire deux questions fondamentales pour l'avenir politique et constitutionnel du Québec et sur lesquelles le droit international permet d'apporter un éclairage utile. Celle d'abord du droit du peuple québécois à disposer de lui-même et celle des compétences internationales du Québec. Comme vous l'aurez constaté à la lecture du mémoire, la Société québécoise de droit international demande à la Commission d'affirmer le droit à l'autodétermination du Québec et de rappeler que le droit que les Québécoises et les Québécois ont de déterminer leur statut politique et d'assurer leur développement économique, social et culturel – et je reprends là les termes du premier considérant du préambule de la loi instituant votre Commission – que ce droit est fondé sur l'une des normes les plus fondamentales du droit international contemporain. Selon nous, votre Commission doit cristalliser et consolider par une telle affirmation les positions prises par le Parlement du Québec et les gouvernements successifs du Québec. Et il assoira ainsi les revendications du Québec et ses propres recommandations sur les normes d'un ordre juridique international qui lui permette en toute légitimité, et j'ajouterais aussi en toute légalité, de faire prévaloir son droit à l'autodétermination sur les contraintes d'un ordre juridique constitutionnel canadien, et en partie celui qui lui a été imposé par la loi constitutionnelle de 1982, qui lui a été imposée sans son consentement.

L'essentiel du mémoire est par ailleurs consacré à la question des compétences internationales du Québec. Votre réflexion sur cette question nous paraît s'imposer de plus en plus. De plus en plus en raison des recommandations qui vous sont présentées depuis maintenant une semaine et qui tendent vers un accroissement significatif des compétences du Québec. Si, en effet, le Québec veut exercer de façon exclusive, même partagée, des compétences dans le domaine de l'emploi, de l'immigration, de l'éducation, de la culture et détenir en outre, comme le souhaitait notamment le Mouvement Desjardins, le contrôle de ses principaux leviers économiques, il doit nécessairement, ce Québec, s'intéresser aux activités des organisations et des conférences internationales. Celles-ci élaborent, depuis 1945

surtout, des traités, des codes de conduite, des lignes directrices; adoptent des normes multiples qui ont un impact de plus en plus significatif sur l'exercice des compétences internes des États et sur l'activité du parlement, des gouvernements et des tribunaux.

Les exemples pourraient être cités de façon exponentielle. Exemple économique: le GATT est à la veille d'adopter un code sur les services, modifier les règles relatives aux marchés publics. Les organismes à vocation culturelle et les organisations internationales se penchent depuis toujours sur les droits d'auteur, qui ont une importance fondamentale pour l'avenir et la sécurité culturelle des Québécois. Dans le domaine des droits de la personne, on a qu'à penser aux droits des travailleurs migrants, et notamment aux droits des autochtones qui font l'objet d'analyse par les organisations internationales et notamment par l'ONU.

Et ici, aujourd'hui en 1990, la thèse Gérin-Lajoie qui voulait que le Québec doive prolonger sur le plan international ses compétences internes. Cette thèse est aujourd'hui d'une remarquable pertinence, et il importe à notre avis que la Commission détermine dans son exercice de redéfinition du statut politique et constitutionnel du Québec l'étendue des compétences internationales que le Québec devrait détenir. Et dans cette perspective, la Commission doit se demander si le Québec doit voir sa capacité de conclure des ententes internationales ou des traités, et s'il doit réclamer une reconnaissance en bonne et due forme de cette capacité.

La Commission doit également s'interroger, à notre avis, sur l'étendue de la participation du Québec aux autres Institutions internationales à vocation francophone, par exemple, mais aussi, mais aussi, aux organisations à vocation universelle et régionale, l'ONU, l'OEA, les organisations qui s'intéressent à la culture, aux droits de la personne, l'UNESCO, l'Organisation internationale du travail, voire même aux organisations qui s'intéressent aux questions de nature technique ou technologique: l'Union internationale des télécommunications, Intelsat, l'OACI et j'en passe. Ces questions se posent principalement dans l'hypothèse du maintien du régime fédéral. Et à cet égard, il est très important de signaler que le droit international, il faut le préciser, s'accommode fort bien des situations où des compétences internationales sont attribuées, sont accordées aux membres d'un État fédératif, comme le révèlent les pratiques belge, allemande, suisse, l'exercice de plus en plus authentique, je dirais, des compétences internationales, par les républiques fédérées soviétiques et autres États fédérés d'Europe de l'Est.

MM. les présidents, mesdames et messieurs membres de la Commission, nous avons abordé également dans notre mémoire la question des compétences internationales d'un Québec souverain et avons évoqué plusieurs matières qu'il y

aurait lieu d'approfondir dans le cadre de la période de questions et de discussions.

Pour orienter la discussion, nous nous permettons d'évoquer ici les questions reliées à la succession d'un État québécois souverain au traité de l'État canadien, mais aussi aux biens et dettes de l'État canadien. Nous voulons aussi vous suggérer de vous pencher sur la question de l'éventuelle délégation par le Québec de compétences à des institutions communes qui seraient créées dans le cadre de traités d'intégration économique avec le Canada, avec les États de la région nord-américaine, voire même avec la communauté européenne avec laquelle le Québec pourrait également envisager de s'associer.

M. le Président, Mmes et MM. de la Commission, la Société québécoise de droit international fait, elle aussi, de l'intérêt supérieur du Québec, sa principale préoccupation dans le cadre de ce débat sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Elle est particulièrement fière d'être associée à cet exercice d'autodétermination du peuple québécois dont votre Commission est le véhicule privilégié et elle espère que sa contribution, de nature essentiellement scientifique, s'avérera utile et pourra inspirer vos délibérations.

Elle offre à votre Commission l'expertise des membres de sa délégation qui sont maintenant disposés à répondre à vos questions. Daniel Desjardins s'est intéressé particulièrement aux questions de succession d'État au... René Côté s'intéresse particulièrement aux questions technologiques et aux compétences que le Québec pourrait obtenir et exercer dans le cadre d'organisations internationales; Carol Hilling s'est intéressée à la question de la succession d'État en matière de traité; William Schabas pourra parler du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et des questions relatives aux droits de la personne et M. Loungnarath s'est particulièrement préoccupé des questions concernant l'accord de libre-échange.

MM. les Présidents, Mmes et MM. de la Commission, je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous commençons cette fréquentation scientifique des membres du Barreau par des questions qui viennent du parti formant l'Opposition officielle. M. Jacques Brassard est le premier.

M. Brassard: M. le Président, madame et messieurs, je vous remercie d'abord d'être venus devant nous pour nous parler de droit international parce que je pense que ça va devenir de plus en plus important au fur et à mesure que nos travaux vont se dérouler, à partir du fait que, si le peuple québécois, exerçant son droit à l'autodétermination, décide de s'engager sur la voie de la souveraineté, il devient évident à ce moment-là que le cadre de référence ne sera plus le droit interne canadien, avec tout ce qu'on

connaît, mode de négociation à 11 et la formule d'amendements contenus dans la Constitution, mais que le cadre de référence sera le droit international. Je pense qu'on en convient.

Ma première question porte sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Tout le monde le reconnaît, vous l'avez indiqué même dans la loi créant cette Commission, on y fait référence au premier paragraphe. Cependant, j'aimerais savoir de vous quelles seraient les conditions essentielles que le peuple québécois devrait remplir, respecter, pour que cet exercice du droit lui soit pleinement reconnu et soit considéré comme tout à fait légitime, même si, au regard du droit interne, on pourrait le juger illégal. Il y a un petit problème. La charte des Nations unies reconnaît le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais en 1970, il y a eu la déclaration sur les relations amicales entre les États qui, tout en reconnaissant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, stipulait qu'on ne pouvait poser des gestes ou des actions ayant pour effet de démembrer ou de démanteler des États existants, membres des Nations Unies. Alors, il y avait comme une sorte de contradiction entre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et cette déclaration sur les relations amicales entre les États.

Quelles sont les conditions essentielles que le peuple du Québec devrait remplir et respecter pour que la communauté internationale reconnaisse que l'exercice de ce droit est pleinement légitime?

M. Desjardins: Je laisserais à M. Daniel Turp le soin de répondre à votre question.

M. Turp: Je demanderai, quant à moi, à William Schabas de poursuivre notre réflexion là-dessus. Vous avez la franchise de citer la Charte des Nations Unies et l'interprétation qui en a été faite par une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette résolution 2625, adoptée en 1970. Et, alors que la Charte des Nations unies affirmait très généralement l'existence d'un droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, cette déclaration des Nations Unies tendait à en restreindre la portée et suggérait que, dans le cadre d'un exercice du droit des peuples, un peuple ne pouvait pas rompre l'intégrité territoriale d'un État.

Ce sont là deux normes qui, cependant, ont en parallèle les normes d'un traité ou de deux traités internationaux qui sont le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et... qui, eux, ne limitent pas la portée du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et ne créent pas cette exception. On vous les a cités dans notre mémoire. Les articles premiers communs aux deux pactes disent: "Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique." Et c'est un droit contenu dans un traité auquel

l'État canadien est partie, et l'État canadien est partie à ce traité après avoir obtenu l'assentiment des dix, des neuf autres provinces canadiennes. Et on pourrait sans doute arguer que le Canada est lié par cette disposition conventionnelle et a reconnu au Québec le droit à disposer de lui-même.

Et ces dispositions, à la fois de la Charte de la déclaration des pactes, n'énumèrent pas les conditions qui doivent être remplies, si ce n'est qu'il faut être un peuple. De là l'importance de vos travaux, de vos recommandations pour dire que vous parlez et vous recommandez ce droit au nom de l'existence du peuple québécois. Et il est très important d'affirmer l'existence de ce peuple pour qu'on puisse bénéficier du droit à l'autodétermination. Outre cela, on pourrait suggérer peut-être que l'exercice doit se faire démocratiquement. On fait appel à la notion de librement, et je pense qu'un exercice d'autodétermination doit impliquer soit des élections, soit un référendum où le choix du mode d'autodétermination soit fait librement.

Le droit international, au delà de cela, est assez laconique, et il appartient au peuple, vraiment, de faire le droit en cette matière.

M. Brassard: Merci. Ce qui signifie, par conséquent, si je vous comprends bien, qu'être une société distincte, ça ne suffit pas. Il faut vraiment être un peuple.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Turp: Écoutez, on a eu ce débat dans d'autres lieux, quand un accord du lac Meech était en discussion, et on aurait pu prétendre que la société distincte équivalait au peuple, mais il est toujours mieux d'utiliser la notion, la terminologie retenue, reconnue par le droit international. La notion de société distincte n'existe pas en droit international; la notion de peuple est reconnue, acceptée.

M. Brassard: Ma deuxième question, M. le Président, porte sur la succession d'États. En 1983, 54 États sur 76 États participants ont signé la Convention de Vienne sur le partage des actifs et des dettes entre l'État prédécesseur et l'État successeur, dans un cas de sécession, ce qui pourrait impliquer le Québec si ce dernier décidait d'exercer son droit à disposer de lui-même.

Je voudrais savoir de votre part si le Québec pourrait, à ce moment-là, s'appuyer sur cette convention pour présider au partage des dettes et des avoirs entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec, même si le Canada n'est pas signataire, parce que je crois que le Canada n'a pas voulu signer cette convention. Est-ce que vous êtes au courant de, comment dire... Est-ce que vous avez sondé les reins et le cœur du Canada pour savoir pourquoi

il a refusé de signer cette convention? Et est-ce que, malgré tout, on pourrait s'appuyer là-dessus, à partir du moment où on accède à la souveraineté?

(17 heures)

M. Desjardins: Pour répondre à la première partie de votre question, la Convention de Vienne de 1983 était essentiellement dirigée dans le but de codifier les normes de droit international applicables en matière de succession d'État.

M. Brassard: Existantes.

M. Desjardins: Et d'ailleurs, il est intéressant de noter que le premier travail de la Commission du droit international visant à codifier et à rédiger les dispositions de la Convention de Vienne, avait été de demander à tous les États participants de déposer, auprès du secrétariat de la Commission, tous les précédents en la matière, qu'il pouvait y avoir en matière de traités. Et auprès de la Commission ont été déposés des traités des quatre derniers siècles. Et, sur la base de ces précédents, après avoir analysé les normes et les coutumes applicables dans les nombreux précédents, de là, on a pu codifier ces coutumes. Mais ce sont des coutumes qui existent en droit international sur la base du droit coutumier.

Pourquoi le Canada et d'autres pays occidentaux n'ont pas voulu être parties à la Convention de Vienne de 1983, s'explique dans un contexte politique, pas tellement en tant que refus du droit ou de reconnaissance du droit international, de la coutume internationale en cette matière, mais beaucoup plus dans un contexte politique — puisque les États du Tiers-Monde, à ce moment-là, voulaient dans le cadre de la Convention faire entrer certains notions économiques et politiques en regard du processus de décolonisation — et en regard du processus des États nouvellement indépendants, nés du processus de décolonisation. Tout ce débat-là avait cours aussi dans les années 1970, avec le contexte du nouvel ordre économique international, qui avait lieu aux Nations Unies et dans d'autres forums, et c'est dans ce contexte-là que le Canada et d'autres pays internationaux, d'autres grands pays, ont refusé de ratifier la Convention de Vienne. Mais, ce refus de ratification ne fait pas, ou ne vide pas, la Convention de son sens dans la mesure où, vu qu'elle codifie certaines normes et coutumes internationales, les coutumes s'appliquent. Que la Convention ait été ratifiée ou pas, ce sont des coutumes.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise votre période de temps. Nous passons maintenant à l'autre parti. M. Rémillard.

M. Rémillard: M. le Président, tout d'abord, vous me permettez de remercier madame,

messieurs, qui viennent témoigner devant nous. C'est un mémoire qui est très intéressant. Dès le départ, il y a un sujet, si vous me permettez, que j'aimerais aborder avec vous, c'est ce droit du Québec à l'autodétermination. Vous nous dites qu'il serait bon, si le Québec devait choisir de demeurer dans la Fédération canadienne, qu'il serait bon de mentionner le droit du Québec à l'autodétermination. Je vous avoue que je me sens un petit peu mal à l'aise avec votre recommandation, parce que je me dis ceci: Si on le met à l'intérieur d'un document quelconque, que ce soit une constitution québécoise ou peu importe, c'est donc dire qu'on pense qu'on ne l'a pas. Ou on pourrait croire à l'extérieur que nous ne l'avons pas. Or, pour moi, ma conviction profonde, comme juriste, c'est que nous avons ce droit et, si les Québécois décidaient démocratiquement d'assumer leur avenir par la souveraineté ou l'indépendance, il n'y a personne, il n'y a pas un autre peuple ou nation qui peut les empêcher.

Au-delà d'une légalité interne s'impose une légalité internationale et une légitimité et nous vivons dans un pays démocratique et libre. Par conséquent, il me semble que ce droit à l'autodétermination du Québec est un droit qui est fondamentalement issu de notre démocratie comme telle. Donc, j'ai l'impression qu'en réclamant ce droit, c'est un petit peu essayer de dire: Bien, nous ne l'avons pas présentement, mais on aimerait l'avoir. Alors que justement, il y a eu ce référendum en 1980, et s'il y a une preuve explicite à l'effet que nous avons ce droit à l'autodétermination, et que ce droit est reconnu par nos autres partenaires fédéraux, le gouvernement fédéral et les autres provinces, c'est bien le fait que ces gens sont venus participer à ce référendum ici, qui portait sur l'avenir constitutionnel du Québec en relation avec sa possible souveraineté. Donc, ma question est celle-ci: Est-ce que c'est vraiment nécessaire d'inclure ce principe de l'autodétermination du peuple québécois dans une constitution, peu importe le document, ou s'il ne vaut pas mieux le prendre pour acquis, puisqu'il l'est, de fait, acquis, selon notre principe démocratique?

M. Desjardins: Monsieur...

M. Turp: Moi, je vous dirai ceci, M. le ministre, notre recommandation précise est que la Commission, dans son rapport, affirme le droit à l'autodétermination du Québec et dise que c'est sur la base de ce droit qu'elle fait des recommandations, soit pour le maintien du régime fédéral, soit pour la souveraineté ou pour une formule mitoyenne qu'elle proposera peut-être. Donc, c'est l'essence de la recommandation que votre Commission - ici, dans son plan, la partie préliminaire de son rapport - indique que c'est en application de cette norme fondamentale du droit simple que cet exercice a été fait et a

conduit à des recommandations et à des propositions à l'Assemblée nationale. Mais, moi, je suggérerais qu'il ne serait pas mauvais d'ajouter une référence à une constitution québécoise d'un État qui demeurerait un État fédéré ou un État souverain. Dans le cas d'un État fédéré, ce qui serait intéressant, c'est que le Québec affirme et consolide son droit et cette constitution dirait que ses choix ne sont pas arrêtés pour toujours et qu'il pourrait, en vertu de ce droit, repenser sa relation avec le Canada dont il transformerait la nature. Et si le Québec était un État souverain, et s'il y reconnaissait son droit à l'autodétermination, il ferait comme de très nombreux États souverains ont fait dans leur propre constitution. La plupart des États africains, dans le préambule de leur constitution, ont affirmé qu'ils devenaient indépendants en application de ce droit.

M. Rémillard: Évidemment vous faites référence à des États qui avaient quand même un passé colonial que nous n'avons pas. Je suppose que votre comparaison ne se situe pas à ce niveau-là.

M. Turp: Bien, je...

M. Rémillard: Je me répète, si vous me permettez, il y a une autre question que j'aimerais vous poser. En ce qui regarde les relations internationales du Québec qui seraient dans le cadre d'un fédéralisme renouvelé. Croyez-vous qu'il est possible, en respectant les règles du droit international, qu'un Québec, membre d'une fédération, refait, repensé, puisse avoir des relations internationales qui seraient satisfaisantes, compte tenu de sa spécificité tant sur le plan culturel que sur le plan économique, en fonction de ses besoins? Vous vous êtes vous-même tout à l'heure référé à la doctrine Paul Gérin-Lajoie, qui comme vous l'avez mentionné, je vous cite, en disant qu'elle a vraiment toute sa signification si on acceptait le régime d'un fédéralisme renouvelé. Est-ce que vous croyez qu'on pourrait alors, sur le plan juridique, sur le plan du droit international, composer un modèle qui pourrait satisfaire aux exigences québécoises?

M. Turp: Ma réponse est oui, mais la bataille va être dure. Parce que les États fédératifs unitaires considèrent souvent devoir avoir le monopole sur les relations extérieures et concèdent toujours très difficilement des compétences aux États fédérés ou aux régions et veulent assujettir l'exercice des compétences internationales des États fédérés ou des régions, à la politique extérieure et du Canada. Et on le sait fort bien, le Québec a eu beaucoup de peine, a encore beaucoup de peine à exercer sa politique des relations internationales. Comme ministre des relations internationales, vous avez dû vivre

quelques épisodes assez intéressants à cet égard. Mais théoriquement, oui. Et si cela devait se faire, et je pense que notre société l'a indiqué dans son mémoire, il faudrait, à tout le moins, que soit constituée la reconnaissance des compétences pour éviter les guerres de tapis et l'espèce de volonté de l'État fédéral de toujours encadrer l'exercice des relations internationales du Québec.

M. Rémillard: Si vous me permettez, parce que le temps presse, vous avez raison. J'ai connu, comme ministre des Relations internationales, des situations difficiles concernant les relations entre les deux gouvernements. Mais j'en ai connu aussi, particulièrement intéressantes, entre autres dans le Sommet de la francophonie où le premier ministre du Québec a joué un rôle tout à fait exceptionnel dans notre histoire, et je crois que ça a été particulièrement apprécié à tous les niveaux, ici au Québec comme sur la scène internationale. Mais est-ce que nous pourrions nous référer à l'exemple belge, qui est un fédéralisme en devenir, si ce n'est pas en existence, et qui a un partage des responsabilités particulièrement intéressant entre l'État belge et les différentes communautés sur le plan international? Est-ce que vous pourriez élaborer un petit peu là-dessus?

M. Turp: C'est un exemple intéressant, parce qu'effectivement les communautés et régions belges détiennent certaines compétences en matière de relations extérieures. Et je pense qu'on pourrait constater que ce qu'ont fait les communautés françaises de Belgique, les Wallons et les Flamands, est très inspiré de ce que le Québec a fait. Ils se sont donné des ministères des Relations internationales, des délégations, et vous savez que même les communautés et régions belges ont beaucoup de difficulté, avec l'État central, à avoir une politique des relations extérieures commune. Quand l'État fédéral dit dans le journal officiel, *Le Moniteur belge*, que les ententes qui ont été conclues par les communautés n'ont pas valeur de traité, pour annoncer aux États que ce sont des documents sans trop grande importance, on se rend compte, là encore, de la difficulté pour un État composant d'un État quasi fédéral de faire accepter l'idée qu'il ait des relations internationales propres, autonomes. Si le Québec...

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Turp. M. Rémillard, je vous ai induit en erreur tout à l'heure; vous aviez raison, ce n'était pas à vous. J'ai interverti les rôles, je m'en excuse.

M. Rémillard: Est-ce que ça me permet...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça vous permet un dernier 30 secondes.

M. Rémillard: C'est très gentil. Une dernière question, si vous me permettez. Je ne voudrais pas abuser de l'indulgence de la présidence. Si le Québec devenait souverain, qu'advviendrait-il d'un traité, par exemple comme celui du libre-échange? Est-ce qu'on devrait le renégocier en partant à zéro, sans aucun engagement de la part des États-Unis d'Amérique?

Mme Hilling (Carol): Si le Québec devenait un État souverain, les règles qui s'appliqueraient en matière de traité seraient fondées sur le principe de la continuation, telles qu'énoncées dans la Convention de Vienne sur la succession d'État en matière de traité. Ça, c'est le principe de base. Maintenant, évidemment, étant donné que l'accord de libre-échange crée des institutions binationales et crée des mécanismes binationaux de règlement des différends, il est fort probable qu'il faudrait des négociations pour pouvoir déterminer comment ces institutions fonctionneraient si le Québec continuait à faire partie...

M. Rémillard: Mais en clair, madame, je voudrais simplement bien comprendre votre réponse. Le Québec devient souverain demain. Après demain, est-ce que les États-Unis d'Amérique considèrent toujours qu'ils ont un traité de libre-échange avec le Québec, après sa souveraineté?

Mme Hilling: Il est difficile de donner une réponse catégorique, parce que je n'ai pas de précédent à vous citer, sur lequel je pourrais me baser pour donner une réponse. Le principe de base, comme je vous disais, c'est la continuation. Donc, en principe, le Québec succéderait au traité. Maintenant, comme je vous dis, c'est un traité bilatéral, un traité qui est personnel, qui a été conclu entre les États-Unis et le Canada et il est possible que des négociations soient nécessaires. Il est possible que les États-Unis exigent que des négociations aient lieu pour savoir quel va être le statut du Québec.
(17 h 15)

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est un 30 secondes qui s'éternise un peu, mais si je vous... tenant compte de l'heure...

M. Loungnarath: C'est une question importante, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez, allez.

M. Loungnarath: Alors, est-ce que je peux parler?

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, oui, oui.

M. Loungnarath: C'est sûr?

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, je suis absolument sûr. Pas très longtemps, mais vous pouvez.

M. Loungnarath: Oui, moi, je vais abonder dans le même sens que madame. En fait, la règle de droit se trouve à l'article 34 de la Convention, qui est à la page 16 du mémoire. Le principe, c'est la continuation. Il y a une exception et le cas du libre-échange tombe sous cette exception. Le cas du libre-échange n'est pas clair. Il pourrait peut-être tomber sous cette exception. Tout dépend comment on interprète la finale de l'alinéa B, de l'article 34, paragraphe 2: "...serait incompatible avec l'objet et le but du traité ou changerait radicalement les conditions d'exécution du traité."

Alors, je pense qu'il faut établir une différence entre, d'une part, les règles de droit substantif qui crée le traité, et, d'autre part, les institutions qui ont été mises sur pied pour gérer le traité. Je pense qu'au niveau des règles de droit substantif, il n'y a pas de remise en question fondamentale. Le Québec était d'accord avec le libre-échange; il l'a démontré clairement aux dernières élections. Il n'y aurait probablement pas de libre-échange si le Québec n'avait pas appuyé cette question-là.

Alors, venir nous voir après et dire: Ah! les Américains commenceraient à remettre ça en cause. C'est le premier élément de la réponse. Donc, il faut établir une distinction entre, d'une part, les règles de droit substantif et, d'autre part, la question des mécanismes pour gérer la zone de libre-échange. Et cela pose la question: Est-ce que les mécanismes, ou les institutions, ou les comités qui ont été créés pour gérer la zone de libre-échange, sont vraiment essentiels, sont vraiment des éléments fondamentaux incontournables? Des éléments qui, si on les modifiait, changeraient radicalement les conditions d'exécution du traité? Pour ma part, je pense que non. C'est la première partie de ma réponse.

Le deuxième volet de ma réponse, c'est qu'il faut aussi bien distinguer l'aspect juridique de la question - et c'est ce qu'on va examiner - de la question de la dynamique politique. Ce n'est pas évident que les Américains auraient intérêt à être de mauvaise foi et être mesquins. Les Américains ne sont pas émotivement impliqués dans la question de la souveraineté du Québec comme peut l'être le Canada anglais. Pour ma part, j'ai passé la dernière année sur la côte ouest aux États-Unis, où j'étudiais. Je peux vous dire qu'il y a beaucoup de sympathie chez les Américains à la cause de la souveraineté et à la cause, ou appelons-la plus neutrement, avec plus de neutralité, la question de l'émancipation ou de l'affirmation du Québec. Et ce n'est pas sûr qu'il y aurait nécessairement de l'hostilité dans les milieux politiques américains à l'endroit de la question du libre-échange. Surtout si on met ça en parallèle avec toute la question, les

exportations en électricité qui semblent passablement passionner votre gouvernement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je me permets d'informer...

M. Loungnarath: C'est la fin...

Le Président (M. Michel Bélanger): ...le délégué du Barreau que la présidence nage dans l'illégalité la plus flagrante, en vertu de ses propres règles.

Alors, nous allons passer maintenant, si vous permettez, à M. Béland, ce qui n'empêchera pas de continuer dans la même veine si nécessaire. M. Béland.

M. Béland: Oui, merci, M. le Président. D'abord, je dois vous dire que cette Commission-ci avait prévu entendre des experts un peu plus tard dans son échéancier. Je pense que, grâce à votre généreuse contribution, on a le privilège d'entendre, dès aujourd'hui, des experts. Et je veux vous en remercier parce que je pense que le droit international, c'est vraiment une spécialité et je pense que vous la défendez très bien.

Tout à l'heure, vous avez souligné que l'exercice du droit à l'autodétermination était conditionnel à ce qu'on soit un peuple ou qu'on soit reconnu comme peuple. Est-ce qu'il y a dans le droit international une définition reconnue d'un peuple? Parce que ce mot-là, je pense qu'on l'emploie à toutes les sauces. Par rapport au droit international, est-ce qu'il y a une définition? Ça, c'est ma première question.

La deuxième, c'est que, comme le droit international ou le droit à l'autodétermination est toujours un peu en conflit avec le droit interne, s'il y en a qui définissent le droit international, ou l'exécution, ou la protection du droit international où on dit: Bien, c'est en relation avec le nombre de pays amis qu'on peut avoir. Est-ce que, pour vous, advenant le cas où le droit interne prend le dessus sur le droit international, qui sanctionne le droit à l'autodétermination? Comment ça se passe dans la réalité? Si vous aviez un exemple à me citer, j'aimerais beaucoup vous entendre.

M. Desjardins: M. Béland, je vais demander à M. Bill Schabas de répondre à votre question.

M. Béland: Merci.

M. Schabas: Quant à l'existence d'une définition du mot peuple, nous faisons référence dans notre mémoire aux pactes internationaux, surtout le pacte international concernant les droits relatifs aux droits civils et politiques, dans lequel on reconnaît le droit aux peuples à l'autodétermination.

À titre de guide d'interprétation, on peut faire référence aux travaux préparatoires du

pacte international. Dans ces travaux-là, le débat était à savoir si le droit à l'autodétermination s'applique uniquement aux colonies, par exemple, ou si on pouvait également trouver une pertinence dans les pays occidentaux, comme en Europe. L'Union soviétique a été particulièrement intéressée par la question. Les débats ont eu lieu pendant les années cinquante, mais on voit actuellement l'intérêt de l'Union soviétique à cette question. Je pense qu'on peut établir un critère principal quant à la définition du peuple: c'est de trouver un certain équilibre dans un pays entre les groupes ou les peuples, les groupes nationaux, les nations ou les peuples. C'est-à-dire, on essaie d'exclure la possibilité d'un pays où il y a une majorité, un peuple majoritaire, et des minorités ethniques ou nationales. Il faut quand même qu'il y ait un certain équilibre, une certaine grandeur équivalente entre ces groupes-là. C'est une question évidemment sur laquelle, peut-être, aucun tribunal ne va se prononcer. Mais il me semble que le Québec et le cas du Canada correspondent à ce cas.

Il s'agit dans un deuxième temps d'essayer de trouver une reconnaissance dans la Constitution, ce qu'on ne trouve pas toujours, mais on essaie dans ce genre de situation de trouver dans la Constitution elle-même du pays une reconnaissance de ces groupes, ou de ces nations ou de ces peuples. Encore une fois, on a posé la question tout à l'heure de la société distincte. Ce sera un argument fort intéressant afin d'expliquer, afin de justifier une reconnaissance même si on n'emploie pas le mot "peuple" dans un tel document. Au moins, c'est une reconnaissance de l'existence d'une entité nationale qui peut se rapprocher à un peuple. Alors c'est quant à la définition... Je pense que vous avez une deuxième question mais je...

M. Bélard: La sanction, oui, la façon qu'on sanctionne le non-respect du droit à l'autodétermination.

M. Turp: Bien, écoutez, il y aurait peut-être une chose que votre Commission pourrait faire. Elle a des experts constitutionnels. Je pense que ce que M. Rémillard a dit tout à l'heure, que le référendum de 1980 a consacré l'existence du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, pourrait peut-être nous amener à affirmer qu'il existe, même maintenant, une convention constitutionnelle - en droit constitutionnel canadien - en vertu de laquelle le Québec a le droit de s'autodéterminer et de choisir quelque mode d'autodétermination que ce soit, et dans la Fédération, ou devenir souverain ou une formule intermédiaire. Et si tel est le cas, il n'y a pas de conflit entre le droit international et le droit interne. Le droit constitutionnel canadien reconnaît le droit à l'autodétermination, le droit international reconnaît le droit à l'autodéter-

mination. Au plan du droit, il n'y a pas de conflit. Au plan politique, y a-t-il conflit? Il peut y avoir conflit mais je pense que la légitimité démocratique dans le vote électoral référendaire, donnant clairement une majorité en faveur d'une solution, va empêcher d'invoquer les règles de droit pour empêcher un peuple de s'autodéterminer. Si jamais l'État fédéral disait que c'est illégal, saisisait ses tribunaux, on pourrait faire appel aux autres États pour se prononcer sur la légalité du geste québécois qui serait une déclaration de souveraineté ou une autre déclaration quelconque. Mais il n'y a pas de mécanisme qui permettrait au Québec actuel de saisir une cour internationale de justice.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à M. Ouellet, qui sera suivi de M. Nicolet et de M. Poitras.

M. Ouellet: Madame, messieurs, je vous remercie pour ce mémoire et surtout pour les questions fort pertinentes que vous nous soumettez. Je pense qu'il sera très utile aux membres de notre Commission d'essayer de répondre à certaines des questions que vous avez présentées aujourd'hui. Il y a une partie de votre mémoire qui a attiré mon attention et c'est lorsque vous parlez du statut incertain et précaire, tant au plan politique qu'au plan juridique, des délégations du Québec à l'étranger. Pourquoi parlez-vous d'incertain et précaire? Ce statut, il me semble, est déterminé par le gouvernement étranger et par les lois applicables. Rien ne me porte à croire que les gouvernements des pays qui ont accueilli des délégations québécoises sont susceptibles de les remettre en question. Et d'ailleurs, je pense que la demande pour l'ouverture de délégations québécoises, au cours des 30 dernières années, a toujours été accréditée par le gouvernement du Canada. Est-ce qu'il y a des facteurs nouveaux, est-ce qu'il y a des éléments qui vous permettent de croire que cette question n'est pas claire, n'est pas certaine?

M. Turp: Le statut, pourquoi est-il incertain et précaire, le statut? Incertain d'abord, parce qu'il n'y a aucune délégation du Québec à l'étranger qui ait un statut similaire. Certaines délégations ont un statut quasidiplomatique, quasiconsulaire, les membres des délégations ont des privilèges, des immunités, d'autres n'en ont pas, et il n'y a aucun document qui... Rarement. Il y en a des documents; avec la France, il y a une entente avec le général de Gaulle et le gouvernement de l'époque, mais rares sont les documents qui régissent le statut des délégations du Québec. Donc, il est incertain en cela. Précaire, parce que ça prend l'autorisation du gouvernement fédéral. Et le gouvernement fédéral, contrairement à ce que vous suggérez, il n'a pas toujours voulu que le Québec ouvre des délégations à l'étranger. Rappelez-vous l'idée de

Claude Morin sur cette question dans *L'art de l'impossible*, la saga de l'ouverture d'une délégation du Québec en Afrique. Et alors là, le Québec n'a pas de délégation en Afrique francophone, là où il devrait en avoir une depuis longtemps. Et la question se pose aussi, à mon avis, à cause de l'importance des organisations internationales, de l'opportunité que le Québec ait des missions auprès des organisations internationales. J'aimerais bien voir, moi, le gouvernement fédéral consentir à ce que le Québec ait une mission auprès de l'Unesco, ou auprès d'une autre organisation internationale. C'est pour ça qu'elle est précaire, parce qu'elle est soumise à l'autorisation fédérale qui ne vient pas, toujours à cause de l'idée qu'elle a le monopole sur les relations extérieures, et qu'on ne doit pas trop l'éroder.

M. Ouellet: Bien, vous citez M. Morin. Le moins que l'on puisse dire, ce n'est pas l'observateur le plus impartial dans ce domaine. À tout événement...

M. Turp: Si. Son "Art de l'impossible" est un travail d'une grande rigueur scientifique, et vraiment, là...

M. Ouellet: À tout événement, moi, je peux...

M. Turp: ...je peux vous le dire comme professeur de droit international, je le cite, moi, cet ouvrage à mes étudiants, parce qu'il a une grande rigueur scientifique. Au-delà de l'implication politique que M. Morin avait, il a fait une analyse extrêmement rigoureuse au plan scientifique de la politique et des relations internationales du Québec, des liens avec le Canada. Je vous recommande cette lecture.

M. Ouellet: Il faudra peut-être demander à certains diplomates canadiens de la province de Québec qui ont oeuvré à l'étranger d'écrire des volumes aussi et de raconter l'autre côté de la médaille. Alors, vous pourrez à ce moment-là citer à vos élèves les deux versions.

Je voudrais attirer votre attention sur une dépêche du *Soleil* d'aujourd'hui, qui a attiré mon attention, et j'aimerais vos commentaires. C'est titré "Mulroney fera le point à Paris avec Rocard sur la crise constitutionnelle". Et dans cet article, on dit: "Au cas où le Québec solliciterait l'appui de la France à une déclaration unilatérale de souveraineté, par exemple, Ottawa pourrait très bien se retrancher derrière la position des 12, dont la France serait solidaire, car dans les milieux diplomatiques européens, on laisse déjà entendre que les chefs d'État et de gouvernement, fût-ce le président de la France, doivent tenir compte de la position des 12 dans leurs déclarations de politique étrangère." Qu'est-ce que vous pensez de ce...

M. Desjardins: Bien, je pense, ne serait-ce que l'expérience des derniers soubresauts en Europe de l'Est, on a vu, je pense, les 12 reconnaître les déclarations d'indépendance de la Lituanie, donc politiquement, les 12 ont par ce fait même reconnu comme tel le droit aux peuples à l'autodétermination, en autant que ce choix soit démocratique. Si, dans l'hypothèse où le gouvernement du Québec et la population retenait cette option, et faisait démocratiquement ce choix, on ne peut prévoir aujourd'hui quelle serait la position des 12, mais sur la base de précédents, encore, pourquoi reconnaître la Lituanie et pas le Québec? Votre réponse est aussi bonne que la mienne.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est à M. Nicolet. Le temps est malheureusement épuisé.

M. Ouellet: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Nicolet, suivi de M. Poissant et de M. Larose. (17 h 30)

M. Nicolet: Merci, M. le Président. J'aimerais vous demander d'élaborer davantage sur cette distinction entre population et peuple parce qu'il me semble que, sur une base internationale en particulier, je pense à l'Inde où il y a toute une dynamique sociale qui rendrait le recours à ce droit d'autodétermination plus attrayant que ce ne semble être le cas. Parallèlement à ce constat, je reviens beaucoup plus près de chez nous. Est-ce que les populations autochtones pourraient, dans certaines circonstances, être considérées comme un peuple?

M. Schabas: J'ai parlé tout à l'heure des critères objectifs dans l'appréciation du droit à l'autodétermination, mais il y a également un aspect subjectif, c'est-à-dire avant d'être considéré et d'exiger les droits d'un peuple, il faut se considérer comme peuple. C'est l'exercice d'un droit, mais, dans un premier temps, c'est au peuple lui-même de se définir comme un peuple et d'élaborer – j'ai l'impression que c'est ce que vous êtes en train de faire ici, MM. et Mmes les commissaires – quels aspects de la souveraineté ou de son droit à l'autodétermination il propose d'exercer parce que, dans le pacte qu'on vous a cité dans notre mémoire, on parle de développement économique, social et culturel. Ça peut avoir plusieurs volets. Il s'agit de les déterminer. Mais, dans un premier temps, il s'agit, comme on dit – vous avez posé la question concernant les peuples autochtones – de se définir comme peuple et de faire des revendications sur la première étape.

Je dirai que tout peuple doit passer à travers cette étape qui va suivre évidemment le débat juridique sur l'exercice du droit ou l'existence du droit.

M. Turp: C'est bien d'avoir plusieurs peuples sur un territoire. Il ne faut pas dire, parce que le peuple québécois existe: il n'y a pas de peuples autochtones. Ils peuvent coexister, cohabiter sur le territoire. Que les autochtones et les nombreux peuples autochtones, les nations autochtones, a dit l'Assemblée nationale dans sa résolution, qu'elles expriment qu'elles sont des nations, des peuples, qu'elles formulent des revendications et les gouvernements, les autres peuples qui vivent sur le même territoire s'accrochent, vivent ensemble. Et, ne refusons pas aux autres le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au nom de notre droit, à notre peuple, de disposer de lui-même.

M. Nicolet: S'il y a une volonté.

M. Turp: S'il y a une volonté. Parce que, souvent on a dit que le critère que M. Schabas appelle aux travaux préparatoires, souvent on dit que le seul véritable critère, c'est la volonté de vivre ensemble, le vouloir-vivre collectif. Si ce vouloir-vivre collectif existe, on peut être considéré comme peuple.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Poissant, suivi de M. Larose. M. Poissant.

M. Poissant: Merci, M. le Président. Tout d'abord, j'aimerais demander au président s'il serait possible d'avoir des copies des deux conventions. D'ailleurs, vous avez manifesté la possibilité qu'on puisse les avoir, s'il vous plaît.

Maintenant, j'ai une série de questions. Je vais essayer de les faire les plus courtes possible. Dans l'autodétermination, disons qu'on procède par référendum, est-ce qu'on parle de majorité simple des citoyens qui décident de faire la sécession du pays?

M. Desjardins: Pour répondre à votre question, les deux conventions ont été versées au secrétariat de la Commission, ça fait quelques semaines déjà. Elles sont disponibles. Donc, vous pourrez vous en procurer des copies auprès du secrétariat.

M. Poissant: O.K. Ça va. Merci.

M. Desjardins: Pour la deuxième question, est-ce que...

M. Poissant: Oui.

M. Turp: Non, le droit international ne prévoit pas les modalités d'exercice du droit des peuples, si ça doit se faire par une élection, par un référendum ou d'une autre manière.

Parfois, les constitutions nationales le prévoient. La constitution soviétique, on l'a entendu récemment, prévoit qu'il y a un droit de sécession. Vous savez que la constitution sovié-

que dit que les républiques fédérées ont droit de sécession et il y a une loi récente qui a été adoptée qui dit qu'il faut une majorité importante, que contestent d'ailleurs les États baltes parce qu'ils trouvent ça un peu excessif.

Le droit international ne dit rien...

M. Poissant: Quel pourcentage?

M. Turp: ...mais je pense que librement ça doit être interprété comme voulant dire que la majorité de la population doit avoir approuvé. Ça ne dit pas que ça doit être fait par référendum ou par élection. Ça ne dit pas si un gouvernement peut décider qu'il a une légitimité qui lui vient du processus électoral pour déclarer la souveraineté, la négocier ensuite ou négocier ses aspects successoraux, de succession au traité et ensuite faire une déclaration définitive de souveraineté. Il y a là beaucoup de liberté et de marge d'appréciation laissées au peuple qui veut exercer son droit à l'autodétermination.

M. Poissant: En somme, on pourrait décider que c'est une majorité simple, c'est ça que vous me dites. Ça répond à la question.

M. Turp: Je pense que c'est le maximum, à mon avis, requis: 50 % de la population plus une voix.

M. Poissant: Voilà. C'est une majorité simple, ça. Merci. Est-ce qu'il y a une expérience dans le monde entier, à l'heure actuelle, d'un cas vraiment semblable au Canada, mais je ne voudrais pas aller au déluge, il faudrait peut-être... dans les temps modernes, parce que ce serait intéressant de savoir comment ils l'ont fait puis comment on pourrait le faire?

M. Desjardins: Écoutez, beaucoup de cas des plus récents dans la pratique moderne, si on les examine à la lumière des deux conventions, soit sur la Convention de Vienne sur la succession de traités ou la Convention de Vienne en matière de dettes, et le reste, beaucoup de parallèles qui peuvent être faits, et ce ne sont que des parallèles, je dis bien, dans tout le processus, par exemple, de la décolonisation, bien que les critères, encore là, soient différents; beaucoup de parallèles, au point de vue de la mécanique elle-même, de la négociation des traités, de la négociation de la dette, du partage des actifs - il y a des précédents - existent. Ils ne sont pas tous applicables de façon uniforme, certaines considérations politiques et économiques doivent être prise en compte dans chacun des cas, mais il y a quand même un certain précédent en la matière dans la pratique moderne, qui a été répertorié et qui est catalogué.

M. Poissant: Est-ce que vous pourriez nous en citer un cas?

M. Turp: Je m'excuse. Moi, j'ajouterais les trois ou cinq expériences les plus pertinentes. Ce sont la sécession du Sénégal de la Fédération du Mali, la sécession de Singapour de la Fédération de Malaisie, et ça, ça s'est produit au début des années soixante, et je pense que votre Commission... Je pense qu'on apprendrait beaucoup et on apprécierait que votre Commission fasse une telle démarche, étudie ce qui se passe dans les républiques baltes. Il s'agit d'une fédération.

Le Président (M. Michel Bélanger): Un voyage en Malaisie et dans les pays baltes. Malheureusement, nous n'avons pas le temps.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Turp: Écoutez, une commission rogatoire, pour parler comme avocat, de votre Commission pourrait peut-être aller dans ces États.

M. Poissant: Je pense que ça répond à ma question. Vous semblez indiquer qu'il serait préférable de faire la sécession et de négocier après plutôt que de le faire avant. Ça, jusqu'à 16 h 30, ce soir, moi, j'étais de l'opinion différente par ce que j'avais entendu dire. Là est la question: Je suppose que vous êtes nos représentants juridiques et que nous avons fait la sécession et, demain, le gouvernement d'Ottawa a un panel de juristes aussi importants que vous, puis il dit: Non, ça ne fonctionne pas, et on commence les débats juridiques. Vous le savez, là, il y a des traités qui vont vous le dire, j'imagine, ce sont des traités internationaux, du moins des juristes internationaux qui vont décider à la fin. Mais qu'est-ce qu'il arrive entre-temps?

M. Turp: Question fort théorique, mais, ce que je vous dis...

M. Poissant: Mais pratique, surtout.

M. Turp: Je ne sais pas. Moi, je suis un peu convaincu que la légitimité du processus ferait en sorte qu'on n'invoquerait pas des arguments de légalité. Si c'est fait, bien, par référendum, tout le monde a la possibilité de s'exprimer, de voter oui ou non, je ne vois pas quel gouvernement pourrait légitimement s'opposer. S'il devait s'opposer, bien, moi, je pense que le Québec est très prêt pour négocier et pour donner des opinions juridiques à qui que ce soit. On a voulu vous le proposer ce soir, il y a une relève de droit international extraordinaire, aux Morin, Patry, Dufour et autres, il y a une jeunesse qui s'intéresse au droit international et qui est capable de vous donner de bonnes opinions.

M. Poissant: S'il y en a des plus jeunes que vous, ils doivent être très jeunes!

Des voix: Ha, ha, ha!

Une voix: Ils sont en arrière, c'est tous les élèves.

M. Poissant: Ah bon! Vous avez assisté à un bon cours.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous avons écoulé votre temps, M. Poissant.

M. Poissant: Non, M. le Président. Une dernière, s'il vous plaît? Non?

Le Président (M. Michel Bélanger): Ah oui! À cette heure-ci, on tend à être clément.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Poissant: Ceci étant dit, je pense qu'il y aura certaines choses à négocier, quand même, parce qu'il y aura des pouvoirs qu'on voudra conserver. Je suppose, par exemple, en une monnaie commune. Et je ne penserais pas que le gouvernement fédéral voudrait tout simplement refuser l'acte que nous avons, l'autodétermination, mais il se pourrait que peut-être pas le fédéral mais d'autres provinces arrivent et disent: On n'accepte pas ça aussi bien, nous. Il y a des traités, mais qui sont assez récents. J'imagine qu'il n'y a pas eu beaucoup de jurisprudence qui a appliqué ces traités-là, ils sont trop récents.

Alors, mon problème et la question, c'est que, s'il y avait opposition, pas simplement à l'autodétermination, je pense qu'ils l'acceptent, mais la négociation qui arriverait après, qui va décider, puis là, on embarque dans un combat juridique, puis six avocats de votre rang, puis six avocats de l'autre côté, on n'a pas fini, hein?

Une voix: Puis les honoraires!

M. Poissant: Ça, je n'ai pas voulu en parler!

M. Desjardins: Il y a deux aspects à votre question. Outre l'aspect purement politique, sur lequel évidemment on ne peut pas se prononcer, l'aspect juridique, des négociations doivent évidemment être entreprises. Les parties négocient mais, entre-temps, la vie continue. Et, dans ce sens-là, la pratique de la réalité des choses fait que des chèques doivent être émis, des arrangements temporaires doivent être conclus pour que la roue économique continue de tourner, que ce soit au niveau économique et le reste...

M. Poissant: Vous iriez jusqu'à dire que les finances internationales ne verraient pas d'ambiguïtés, ne verraient pas d'incertitudes, ne verraient... accepteraient les choses telles qu'elles sont aujourd'hui?

M. Desjardins: Au niveau de la finance internationale...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je pense que vous ouvrez un autre volet, M. Poissant...

M. Poissant: Je reviendrai, merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): On a déjà filé un peu loin. M. Larose, je vous avais annoncé. Vous avez déjà fini les deux précédentes. Vous allez me dire: Jamais deux sans trois. Est-ce que je peux vous demander: Jamais deux sans trois, mais brièvement?

M. Larose: Oui, c'est par rapport aux nations autochtones. Si je ne m'abuse, l'autorité ultime demeure la Confédération canadienne, c'est le Canada qui est fiduciaire du statut des Indiens. Comment ça va se passer très exactement dans le cas d'une accession à la souveraineté pour le Québec? Et, est-ce qu'il est possible d'enchâsser dans une constitution québécoise un mécanisme qui nous, je dirais, permettrait d'inscrire une négociation crédible pour solutionner les différentes questions soulevées par les Amérindiens?

Le Président (M. Michel Bélanger): ...besoin d'hésitations, puis il ne vous restera plus de temps pour répondre.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Turp: O.K. Je pense qu'on peut, et surtout, on doit inscrire dans une constitution québécoise la reconnaissance, même s'il le faut, si les autochtones le demandent, de leur droit à l'autodétermination. Je pense qu'il faut aussi réécrire, et faisons-le un peu avec le droit mais surtout avec la politique, surtout avec la générosité de l'État et de ses programmes, réécrire un peu l'histoire. Parce que leur droit à l'autodétermination, celui des autochtones, ils ne peuvent pas l'exercer comme ils le pouvaient il y a quelques siècles. Ils ne sont plus des autochtones, ou ils ne sont plus en grand nombre. Il y a une substitution de population sur ce territoire. Nous sommes là, d'origines française, anglaise, et d'autres origines, à occuper un territoire - qu'ils occupaient très majoritairement avant nous - et on a une responsabilité de réécrire, un tant soit peu, l'histoire et surtout de le faire avec les autochtones qui, eux comme nous, veulent s'autodéterminer.

M. Larose: Mais, est-ce qu'il va y avoir transfert du fédéral, je dirais, au Québec de l'aspect fiduciaire, je dirais?

M. Turp: Oui. La souveraineté, si c'est une souveraineté, les compétences sur le territoire du Québec, les personnes qui y résident, comprenant

les autochtones, sont transférées de façon pleine et entière au gouvernement successeur, donc, le Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, je remercie ces messieurs et dames de la Société québécoise de droit international, M. Côté, Mme Hilling, M. Turp, M. Loungnarath, M. Schabas et M. Desjardins, pour cette fort agréable consultation qu'ils ont donnée à la Commission cet après-midi. Je vous rappelle que la séance est levée et que nous reprenons nos travaux à 19 heures. Merci.

(Suspension de la séance à 17 h 44)

(Reprise à 19 h 10)

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, mesdames, messieurs, la Commission reprend ses travaux en recevant ce soir le Forum pour l'emploi. Il s'agit d'une présentation qui pourra durer jusqu'à une heure trente, ce qui veut dire que les temps de parole sont de 10 minutes pour le groupe qui présente son mémoire, 15 minutes pour le groupe parlementaire qui forme le gouvernement, 15 minutes pour le groupe parlementaire qui forme l'Opposition officielle, 40 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence, chacun des membres disposant jusqu'à 10 minutes. M. Corbo, si vous voulez bien nous présenter le groupe et ensuite nous dire qui présentera le mémoire pendant une présentation de 10 minutes.

Forum pour l'emploi

M. Corbo (Claude): Merci, M. le Président. Je suis accompagné, en commençant par ma gauche, de Mme Diane Bellemare, économiste à l'Université du Québec à Montréal et conseillère auprès du Forum, Mme Lise Poulin, Simon, économiste à l'Université Laval et conseillère auprès du Forum, M. Michel Payette, secrétaire général du Forum pour l'emploi, Mme Raymonde Folco, présidente du Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec et membre du comité de parrainage du Forum pour l'emploi, et M. Clément Joly, premier vice-président élu de la Chambre de commerce du Québec et membre du comité de parrainage du Forum pour l'emploi. Et je vais, M. le Président, présenter le mémoire du comité de parrainage du Forum pour l'emploi.

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez-y, M. Corbo.

M. Corbo: M. le Président, je veux d'abord dire deux ou trois mots à propos du Forum pour l'emploi, pour bien faire comprendre la teneur et la portée du mémoire. Le Forum pour l'emploi,

vous le savez, ce n'est pas un parti politique, ce n'est pas un groupe patronal, ce n'est pas un groupe syndical, ce n'est pas un groupe idéologique. C'est au contraire un regroupement exemplairement représentatif des forces vives de la société québécoise; le milieu patronal, le milieu syndical, le milieu municipal et régional, le milieu de l'éducation, les groupes sociaux, le mouvement coopératif. Le Forum pour l'emploi rassemble les représentants des groupes sociaux majeurs du Québec qui ont pour préoccupation, pour priorité, et je dirais même pour passion, de faire de la promotion de l'emploi un élément central et essentiel de tout projet de société pour le Québec.

Le Forum intervient donc devant cette Commission uniquement en fonction de ses objectifs de développement de l'emploi et à la lumière des résultats des forums régionaux et du Forum national pour l'emploi qui se sont tenus en 1989, auxquels ont participé plus de 3000 personnes représentant tous les milieux socio-économiques et toutes les régions du Québec.

Dans le cadre de leurs travaux, les membres du comité de parrainage du Forum pour l'emploi et aussi les personnes de tous les milieux québécois qui ont participé aux divers forums ont souligné, en premier lieu, la confusion, le dédoublement, l'incohérence et l'inefficacité qui résultent des nombreuses interventions des deux niveaux de gouvernement dans le domaine de la main-d'œuvre et du développement de l'emploi, ont identifié le manque de coordination et d'harmonisation des diverses mesures gouvernementales comme l'un des principaux obstacles à la mise en œuvre de stratégies actives et efficaces de développement de l'emploi et de la main-d'œuvre, tant au niveau local que régional; et ont constaté que la concurrence entre les gouvernements ainsi que le dédoublement des administrations publiques engendrent souvent des coûts administratifs plus élevés que nécessaire, des problèmes de planification pour les deux gouvernements qui sont accentués par la difficulté que nous observons de signer des ententes entre le Québec et le gouvernement fédéral. Et ça engendre aussi des éléments d'incohérence et de confusion tant pour les administrations que pour les clientèles.

Considérant donc qu'une partie importante des problèmes actuels du Québec dans le domaine de l'emploi dépend de cette situation de confusion, de dédoublement, d'incohérence et d'inefficacité, le comité identifie six domaines où il lui paraît que le Québec doit prioritairement porter son action et assumer ses responsabilités. Premièrement, la formation professionnelle. Le comité de parrainage du Forum pour l'emploi croit que toutes les formes d'ententes administratives entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral n'ont pas la permanence requise pour l'élaboration d'une politique efficace de la formation professionnelle et qu'elles

empêchent le Québec d'orienter cette politique en fonction de ses propres besoins. C'est pourquoi le comité de parrainage affirme la nécessité pour le Québec d'exercer pleinement sa compétence dans ce domaine et d'obtenir du gouvernement fédéral qu'il se retire complètement de ce domaine et lui remette toutes les sommes qu'il lui destine à cet égard.

Deuxièmement, le placement et la création d'emplois. Selon le comité, il est nécessaire que le Québec établisse un guichet unique en matière de placement, d'insertion au marché du travail et d'aide à la création d'emplois et qu'il décentralise l'administration des programmes au niveau des diverses régions du Québec pour adapter ces programmes aux besoins des entreprises et des individus de chacune de ces régions. C'est pourquoi le comité affirme la nécessité pour le Québec d'exercer pleinement sa compétence dans le domaine du placement et du soutien à l'insertion au marché du travail ainsi qu'à la création d'emplois et ce, à l'exclusion de toute intervention fédérale dans ces matières.

Troisièmement, l'assurance-chômage. Dans la perspective de mieux planifier la formation professionnelle et de mettre sur pied une structure de guichets uniques dans les régions du Québec, le Comité croit essentiel, d'abord, dans le cadre constitutionnel actuel, de récupérer le contrôle et la responsabilité de l'administration des différents services relatifs à l'emploi, au développement de la main-d'œuvre et à la sécurité du revenu, et de tous les programmes susceptibles d'être financés à même les fonds du régime d'assurance-chômage sur le territoire du Québec. Et, toujours au chapitre de l'assurance-chômage, dans la perspective d'une révision constitutionnelle plus globale, le comité recommande et croit essentiel que le Québec rapatrie entièrement sa compétence constitutionnelle sur le régime d'assurance-chômage, reprise par le gouvernement fédéral en 1940, pour exercer ainsi sa pleine autonomie dans tout le secteur du marché du travail et de la sécurité du revenu.

Quatrièmement, l'immigration. Dans le contexte actuel, le comité affirme la nécessité pour le Québec d'exercer ses pleins pouvoirs en matière de sélection, d'accueil, d'établissement et d'intégration des immigrants. Les ententes administratives dans ce domaine n'ayant cependant pas la permanence requise à l'établissement d'une politique durable relativement à l'emploi au Québec, le comité croit que le gouvernement du Québec devrait, dans la perspective d'une révision constitutionnelle plus globale, rapatrier la pleine et entière juridiction dans le domaine de l'immigration.

Cinquièmement, le développement local et régional. Afin de coordonner efficacement les efforts de chacun et de stimuler le développement de l'emploi dans toutes les régions du Québec, le comité croit: premièrement, que la politique de développement local et régional du

Québec doit être sous la responsabilité et la juridiction exclusive du gouvernement du Québec; deuxièmement, que l'orientation et la mise en oeuvre de cette politique doivent être prises en charge par les milieux local et régional, et, troisièmement, que toute intervention extérieure structurante doit être assujettie aux priorités et responsabilités établies dans le cadre de cette politique.

Sixième élément, la politique macro-économique. Le comité croit qu'une réforme majeure des structures et des mécanismes de décision concernant les grandes orientations de la politique fiscale, commerciale et monétaire au Canada est urgente, et qu'une telle réforme devrait accorder au Québec une place suffisamment importante pour orienter ses politiques en fonction des priorités et besoins de l'économie québécoise à l'égard du développement de l'emploi. À défaut d'une telle réforme, le Québec, devrait se doter de tous les outils nécessaires pour lui permettre de déterminer ses propres stratégies macro-économiques, en accordant une attention toute particulière à la situation de l'emploi et du marché du travail au Québec.

En conclusion, M. le Président, le comité de parrainage croit que la promotion de l'emploi doit être au coeur même du projet de société du Québec; deuxièmement, que le nouvel ordre politique et constitutionnel que poursuit la société québécoise doit faciliter, de façon décisive, le développement de l'emploi, et troisièmement, que le gouvernement du Québec doit disposer de tous les pouvoirs constitutionnels nécessaires au développement de l'emploi. Je vous remercie M. le Président, Mmes et MM. les membres de la Commission.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, merci M. Corbo. Nous allons maintenant passer à la période de questions. Nous allons avoir d'abord le groupe des membres non élus. Ensuite les représentants du parti qui forme le gouvernement, et à la fin les représentants du parti qui forme l'Opposition officielle.

La première personne inscrite est M. Dufour.

M. Dufour: Alors merci M. le Président. Je voudrais remercier M. Corbo et son groupe pour la présentation de leur mémoire. Je dois dire que pour l'essentiel, je suis tout à fait d'accord avec le mémoire. Il y a six thèmes dans le fond qui sont abordés. Celui de la formation professionnelle. Nous vous dirons nous aussi dans notre mémoire demain que tout ce qui s'appelle programme de formation professionnelle, programme d'adaptation de la main-d'oeuvre, doit devenir une priorité du Québec, et des autres provinces d'ailleurs. Parce que c'est évident que les problèmes de l'Ouest ne sont pas les problèmes du Québec et il doit y avoir un complet rapatriement dans ce domaine-là.

Deuxième volet de votre présentation: placement, insertion au marché du travail, aide à la création d'emplois, évidemment, parce que c'est un corollaire de la formation professionnelle. Je passe par-dessus l'assurance-chômage, parce que ce sera là mon point de désaccord. L'immigration aussi, je pense qu'on est généralement d'accord, sous réserve de voir qu'est-ce qui pourrait rester au fédéral dans ce domaine-là. Développement local et régional, évidemment dans une politique de main-d'oeuvre aussi. Politique macro-économique, je retiens ce qu'on retrouvait d'ailleurs dans le mémoire de la Chambre de commerce, et M. Joly était là pour en débattre, que dans le dossier de la politique monétaire, il devrait y avoir une représentation plus évidente des provinces et on aurait peut-être évité un certain nombre de problèmes du genre de ceux qu'on connaît actuellement.

Je m'amène au volet no 3, où est mon point de discorde, qui est l'assurance-chômage. Vous faites deux propositions, une première qui est de dire, dans le cadre constitutionnel actuel, de récupérer le contrôle et la responsabilité de l'administration des différents services relatifs à l'emploi ou au développement de la main-d'oeuvre, et à la sécurité du revenu. Jusque-là on parle de formation professionnelle, de mesures d'adaptation de la main-d'oeuvre, etc. En corollaire avec ce qu'on a dit tout à l'heure, il nous faut être en accord. Là où ça devient discordant, — et de tous les programmes susceptibles d'être financés à même les fonds du régime d'assurance-chômage sur le territoire du Québec... Je ne vous ai peut-être pas bien saisi, M. Corbo. Je sais que vous avez fait tout à l'heure une parenthèse en présentant ce volet-là.

Nous, ce que l'on dit, c'est qu'il y a des volets du régime d'assurance-chômage que l'on peut récupérer immédiatement. C'est le cas des congés parentaux, parce que, déjà, les provinces ont droit de retrait dans ce domaine-là. Et pour se donner une politique familiale cohérente — on en a débattu un peu hier soir — il n'y a aucune objection à ce qu'on récupère le volet "congés parentaux". D'autant — et on le sait tous — que depuis un certain temps, le fédéral ne contribue plus à la caisse d'assurance-chômage, donc c'est travailleurs et employeurs qui paient ce volet-là.

Là où j'ai un problème, c'est quand vous récupérez l'assurance-chômage comme telle. Je voudrais juste vous citer un document officiel du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle du Québec, qu'on nous a déposé à la conférence permanente de l'emploi, il y a peut-être 15 jours ou trois semaines, où on dit ceci: Bref, les Québécois ont directement et indirectement apporté au financement du régime des déboursés de trois milliards de dollars et ils ont occasionné des dépenses de quatre milliards de dollars. Il en résulte donc un gain net pour le Québec, de plus ou moins un milliard de dollars pour l'année

1989.

Évidemment, quand vous me dites que vous voulez récupérer cela, j'ai un problème parce que je viens d'ajouter à la facture des entreprises un milliard de dollars. D'autant que le seul retrait du gouvernement fédéral a provoqué une augmentation des cotisations des employés de 3 %, et des employeurs de plus ou moins 4 %. Alors, dans un contexte difficile que M. Joly connaît bien, j'ai de la misère à accepter votre proposition et je voudrais que vous nous disiez comment on financerait ce milliard additionnel?

M. Corbo: Avec votre permission, M. le Président, j'inviterais Mme Poulin Simon à répondre.

Mme Poulin Simon (Lise): Alors, je suis très contente de prendre la parole devant la Commission et de discuter avec M. Dufour sur cette question d'assurance-chômage.

Je pense que le Forum pour l'emploi s'est positionné à deux niveaux, c'est-à-dire, dans un premier temps, s'il n'y a pas de changements constitutionnels évidemment, ce qu'on demande dans l'ensemble du projet c'est que le gouvernement du Québec soit le maître d'œuvre de la politique que j'appellerais du marché du travail plutôt que juste de main-d'œuvre au Québec. Mais, dans un deuxième temps, on dit que s'il y est pour avoir une réforme constitutionnelle, il serait avantageux que le Québec contrôle l'ensemble des fonds de l'assurance-chômage. Et là, je voudrais replacer ça dans une perspective qui est peut-être un peu différente de celle qu'on a actuellement.

Actuellement, l'assurance-chômage au Canada est utilisé presque exclusivement, à 85 %, pour des mesures de soutien du revenu - c'est-à-dire la sécurité du revenu - et à peine 15 %, pour des mesures dites actives du marché du travail. Ce que le mémoire de la commission, le mémoire du Forum propose, c'est de faire une politique active de l'emploi qui serait un des piliers de la politique de l'emploi québécoise. Et dans ce cadre-là, je pense qu'il est très important de comprendre que l'assurance-chômage, ça devient une assurance-emploi, un peu d'ailleurs dans la même veine que le rapport de Grandpré avait proposé. Ça devient un programme d'assurance-emploi, et ce que ça fait, ce programme d'assurance-emploi, c'est d'intervenir, pas seulement au niveau de l'adaptation de la main-d'œuvre, mais aussi au niveau de la main-d'œuvre qui est en emploi, donc pas seulement les chômeurs. C'est une politique qui intervient autant du côté des travailleurs en emploi que des travailleurs qui sont en chômage, ce qui n'est pas le cas actuellement. Dans ce cadre-là, il faut beaucoup de cohérence et de cohésion entre les politiques de l'emploi, les politiques de sécurité du revenu. Il faudrait, par exemple, que les gens qui sont actuellement des prestataires de l'aide

sociale mais qui sont aptes au travail, donc des chômeurs dans le sens du marché du travail, il faudrait être capable de mettre ça dans la même clientèle, je dirais, que les gens de l'assurance-chômage.

Tout ça étant dit, ce qu'on dit c'est que s'il y avait une politique active de l'emploi, évidemment, dans la situation actuelle, il y a 1 000 000 000 \$ de plus qui revient au Québec. C'est un chiffre qu'on connaissait. Mais s'il y avait une politique active de l'emploi, on peut imaginer que l'utilisation des fonds de cette façon-là permettrait probablement de réduire le chômage d'une certaine façon, et là, je vous lancerais un chiffre: On sait qu'une réduction de 1 % de chômage permet d'augmenter le PIB de 3 000 000 000 \$ au Québec. Alors, le 1 000 000 000 \$ qu'on pourrait perdre en récupérant là, si jamais c'était la position du Québec, parce que ce n'est pas la position du Forum dans son ensemble, c'est-à-dire qu'il y a deux niveaux de position, ça pourrait relativiser la perte de 1 000 000 000 \$ à court terme là, je dirais, dans le changement du système.

M. Dufour: Vous allez admettre avec moi que c'est purement une hypothèse. Je veux dire qu'on voit grimper notre taux de chômage actuellement. Ce n'est pas nécessairement, comme seule hypothèse, parce qu'on récupérerait les programmes qu'à ce moment-là on créerait à très court terme plus d'emplois. Je suis totalement d'accord avec vous quand vous dites qu'on a un système d'assurance-chômage axé sur un chèque le vendredi au lieu de recycler notre monde, de le former pour les nouveaux changements technologiques. Je suis entièrement d'accord avec vous. Mais je veux bien vous comprendre. Le Forum ne réclame pas, dans le contexte fédéral actuel, le régime d'assurance-chômage sous réserve, peut-être, du volet parental dont on a parlé tout à l'heure. Autrement dit, il n'est pas question de demander au fédéral de collecter les employés et les employeurs et de faire émettre un chèque par le Québec. Ce n'est pas ça dont vous parlez. Alors, quand vous dites dans le cadre constitutionnel actuel, donc dans le régime fédéral actuel, la récupération de la caisse d'assurance-chômage, vous la laissez en veilleuse.

Mme Poulin Simon: Il y a quand même une subtilité. Il y a que ce n'est pas la caisse de l'assurance-chômage qu'on veut rapatrier, même dans le cas actuel, c'est la gestion des fonds de l'assurance-chômage sur le territoire du Québec, ce qui fait et ce qui contribue à garder au fonds de l'assurance-chômage sa nature pancanadienne. Mais la gestion et l'organisation, le choix des programmes financés à même le régime d'assurance-chômage, le seraient par la province et les institutions qu'elle se donnerait. Je n'ai peut-être pas assez mentionné que dans le cas d'une

politique active du marché du travail, pour la rendre efficace et je pense, M. Dufour, que vous devriez être d'accord pour dire qu'il me semble qu'on pourrait être efficace avec 5 000 000 000 \$ à 6 000 000 000 \$, et peut-être baisser le chômage de 1 % si on avait à l'utiliser de meilleure façon, par exemple pour l'adaptation de la main-d'oeuvre dans le secteur manufacturier dont tout le monde parle depuis 30 ans.
(19 h 30)

M. Dufour: Moi, la seule chose que je cherche, M. le Président, c'est que l'on ne demande pas actuellement, dans le contexte économique actuel, aux employés et aux employeurs d'additionner 1 000 000 000 \$ à leurs cotisations actuelles. Je pense que ce serait difficile de demander ça actuellement.

Mme Poulin Simon: Je poserais juste une question: Combien le transfert de la caisse... c'est-à-dire de l'argent que le fédéral payait à même le compte... à même le Trésor. Quel est le fonds qui a été transféré aux petites et moyennes entreprises au Canada?

M. Dufour: Si vous posez la question, vous savez sûrement la réponse. C'est combien?

Mme Poulin Simon: Il me semble que c'est au moins 2 000 000 000 \$.

M. Dufour: Oui, mais ça ça fait partie de l'ensemble de la gestion de la caisse. Mais il y a eu des années de déficit, des années de surplus. Maintenant, je pense qu'on est relativement sans déficit mais mon problème ce n'est pas ça. Quand vous parlez de la gestion, c'est qu'il est impensable que le gouvernement fédéral accepte, demain, de cotiser les employés et les employeurs en disant au Québec: Tu gères, donc tu émettes les chèques. Je veux dire: il n'y a pas un gouvernement qui va accepter de percevoir et après ça de ne pas émettre les chèques et c'est ça que je veux bien préciser quand vous parlez de gestion. Si c'est ça, je pense qu'on a un problème de négociation avec le fédéral.

Mme Poulin Simon: Je ferais juste une dernière réponse, je laisserai la parole aux autres. Il me semble que dans le système de santé canadien, le gouvernement fédéral perçoit des fonds de l'ensemble du Canada et les reverse aux provinces pour que les provinces administrent et gèrent leur propre système...

M. Dufour: Oui, sauf...

Mme Poulin Simon: ...et il le fait aussi avec l'aide sociale.

M. Dufour: ...sauf que ce n'est pas une cotisation directe sur la paie des employés et des employeurs.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Dufour. Votre temps est malheureusement écoulé. Nous allons passer maintenant à M. Hogue qui sera suivi de M. Laberge.

M. Hogue: Merci M. le Président. M. Corbo, advenant le rapatriement des politiques de main-d'oeuvre, quel arrangement en regard de la mobilité des travailleurs... Vous vous souvenez, il n'y a pas de doute, qu'il y a un bon nombre d'années, il y a un ministre qui avait essayé de faire une mobilité d'emploi à travers le Canada et ça ne fonctionnait pas tellement. Il n'en reste pas moins qu'il y a des travailleurs au Québec qui sont mobiles et qui veulent se déplacer. Et quel arrangement donc, en regard de la mobilité des travailleurs, prévoyez-vous avec le reste du Canada pour assurer aux Québécois de pouvoir exercer leurs métiers?

Mme Poulin Simon: Je pense qu'on peut faire l'exemple du marché commun européen où il y a mobilité de la main-d'oeuvre et ce sont des pays distincts où on peut aussi décider de faire toutes sortes d'arrangements. Il n'y a pas de contrainte en soi à avoir une politique de main-d'oeuvre québécoise, une politique de main-d'oeuvre de d'autres parties du Canada et de permettre une certaine mobilité de la main-d'oeuvre. Ce sont des arrangements qui peuvent être pris très facilement entre les entités géographiques.

M. Hogue: Je comprends votre réponse. Il y a des arrangements qui peuvent être pris. Je vous demande quelles sortes, quels types d'arrangements?

Mme Poulin Simon: Mais le Forum pour l'emploi n'a pas défini dans son détail quelle serait la politique du marché du travail au Québec. Le Forum pour l'emploi a donné les grandes orientations de ce qu'on pense être nécessaire pour que le Québec puisse orienter ses politiques économiques sur l'emploi. Alors il reste à faire ce que j'appellerais le "blueprint" des activités quotidiennes, qui peuvent avoir toutes sortes de couleurs.

M. Hogue: Il y a des groupes, Madame et M. le Président, qui sont présentés ici, devant la commission, et qui n'ont pas spécifié de façon spécifique et claire leur position quant à un aménagement constitutionnel et les membres de la commission se sentent habilités, comme ça, tout simplement, à poser des questions de perspective et je posais cette question dans un réaménagement. Parce que quand on pose un geste, on peut essayer, toutes choses égales d'ailleurs, d'avoir un certain nombre de conséquences.

M. Corbo: M. le Président, je pense que Mme Poulin Simon a bien expliqué comment le

forum pouvait aborder ce genre de questions. Ce que le forum fait, c'est qu'il part du problème de l'emploi, regarde les arrangements constitutionnels et politiques actuels et dit: Dans la perspective du développement et de la promotion de l'emploi, il nous semble qu'il vaut mieux intégrer, au niveau du gouvernement du Québec, un certain nombre de choses qui sont actuellement partagées entre deux niveaux de gouvernement. Nous ne sommes pas allés dans le fin détail et il ne nous paraît pas qu'il était du rôle du Forum d'aller dans le fin détail des questions constitutionnelles, au sens où il y a des experts pour ça. Mais il nous est apparu important de dire vers quoi, pour assurer un développement de l'emploi qui nous paraît une question fondamentale, vers quel genre de modification on doit aller.

M. Hogue: Mais vous saisissez quand même qu'il pourrait se faire que, en installant une politique comme celle que vous présentez, il puisse y avoir des difficultés d'arrangement et d'aménagement face à des travailleurs qui voudraient être mobiles.

Mme Poulin Simon: On ne peut pas répondre autre chose que de dire que ce n'est pas un problème en soi. C'est une décision qui fait partie de la politique du marché du travail, qu'elle soit exclusivement québécoise, qu'elle soit québécoise et canadienne, qu'elle soit dans la province, qu'elle soit extérieure. Je veux dire, ce sont des modalités. On a la mobilité de la main-d'œuvre, actuellement, au Canada, et je ne pense pas que personne voudrait éliminer cette mobilité de la main-d'œuvre.

M. Hogue: Mais quand on rapatrie des sommes et un programme, à ce moment-là, on ferme un certain nombre de portes. Mais ça va, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Hogue. On passe maintenant à M. Laberge, qui sera suivi de M. Beaumier.

M. Laberge: Merci, M. le Président. Je n'ai vraiment pas de question à poser aux représentants et aux représentantes. Tout simplement pour dire: Vous êtes quasiment la représentation incarnée de ce qui peut être fait. Quand des groupes et des organismes décident de discuter ensemble, de trouver des moyens pour combattre le chômage, par exemple; il y a moyen de faire des choses.

Tout dernièrement, je rencontrais de mes collègues canadiens qui discutent, présentement, de la fameuse commission canadienne. Ils commencent à discuter de possibilités de se rencontrer entre organismes pour voir s'il n'y aurait pas moyen de se rencontrer pour discuter des choses. Il faut quand même reconnaître qu'ici, au

Québec, on a un bon bout de fait. On a un bon bout de fait et, que vous n'ayez pas recommandé des amendements constitutionnels, je ne vous en tiendrai certainement pas rigueur parce que, moi, je suis un de ceux qui ont été agréablement surpris de voir 27 organismes, aussi différents les uns que les autres, s'entendre sur un minimum de prérequis où on parle d'assurance-chômage, bien sûr.

Quand on parle d'assurance-chômage, je dis: Ha, ha, ha! mais on serait en déficit si on rapatriait l'assurance-chômage. On serait en déficit si on rapatriait l'assurance-chômage parce que l'orientation de la politique canadienne a fait que le chômage, au Québec, a toujours été plus élevé qu'en Ontario et ailleurs. Mais si l'assurance-chômage faisait partie d'une politique visant le plein emploi, il est bien évident qu'il y a un tas de choses qui pourraient être faites. Il y a un tas de choses qui pourraient être faites regardant la formation professionnelle et tout le reste. Moi, je suis absolument convaincu qu'on diminuerait le taux de chômage. Ça s'est fait ailleurs, ce n'est pas comme si on essayait d'inventer la roue. Ça s'est fait ailleurs et ça s'est fait avec succès et avec bonheur. Il n'y a pas de raison pour qu'on ne soit pas capables de le faire. Alors, bravo! Félicitations!

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Laberge, je pense que tout le monde n'est pas absolument sûr à qui vos félicitations étaient envoyées. Alors, merci.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: Aux représentants et représentantes. Vous ne vous sentiez pas visés.

Le Président (M. Michel Bélanger): Non, pas du tout! M. Beaumier, s'il vous plaît, suivi de M. Bélanger.

M. Beaumier (Jean-Claude): Merci, M. le Président. Je vais lancer les mêmes fleurs que M. Laberge puisqu'il avait dit, à un moment donné, au cours des discussions, que c'était peut-être une première au Québec, où tous les gens de l'industrie, de l'éducation, des syndicats s'étaient mis ensemble pour essayer de trouver les problèmes à l'emploi.

Comme tout le monde le sait, je me répète à le dire, j'ai passé 32 ans en éducation et la formation professionnelle dont vous traitez dans votre mémoire m'a drôlement intéressé tout au long de cette carrière. Seulement, il y a des gens, et j'en vois un assis à votre table qui est venu aussi nous dire, avec les centres de formation professionnelle, que, d'une certaine façon, on devrait retourner aux régions plus de latitude pour la formation professionnelle, avoir des programmes à caractère ou à saveur beaucoup plus locale. On devrait aussi être capables

d'avoir des budgets plus flexibles, avoir la possibilité de faire des choses que ni le fédéral ni le provincial, même aujourd'hui, n'autorisent.

Je reviens à votre mémoire, à la page 5, où vous insistez d'une façon normale sur le développement local et régional. Il y a un mémoire aussi où on parlait même de collecter des taxes au niveau des MRC pour faire des fonds de développement. Moi, je vais vous poser une simple question. Dans toutes les réflexions que vous avez faites, est-ce que vous avez pensé à un mécanisme quelconque qui va pouvoir coordonner, au point de vue local ou régional, tous ces efforts où tout le monde de bonne volonté voudrait bien voir passer un développement harmonieux du Québec?

Est-ce que vous avez pensé à ça, ce genre de mécanisme-là qui pourrait réunir formation professionnelle, développement de l'emploi, les affaires sociales. Il va falloir avoir des mini-gouvernements régionaux, il va falloir avoir des mécanismes décisionnels qui sont tout autres que ceux qu'on connaît actuellement. Est-ce que vous avez pensé ça? Parce que c'est important pour savoir quel genre, plus tard, on pourra développer pour camper tous ces organismes-là.

Mme Bellemare (Diane): Peut-être pour répondre à votre question, on ne s'est pas attardé encore là à faire, si vous voulez, le «design» complet que ce qui pourrait être cette structure. Mais on a des exemples concrets d'autres pays où il existe une politique active du marché du travail et le local, régional et national sont vraiment intégrés à l'intérieur d'un complexe où les gouvernements, avec les partenaires sociaux, siègent à tous les niveaux des étapes de choix de programmes et d'administration des programmes dans ces pays que, nous, en tout cas, on est allés visiter plus en détail, entre autres, la Suède, la Norvège, l'Autriche. La politique du marché du travail administre un ensemble de programmes. C'est vraiment un guichet unique où, à l'échelle nationale, on établit des menus, c'est-à-dire différents types de programmes avec des normes assez souples. Et dans l'établissement de ces programmes et de ces normes, les partenaires sociaux, avec les gouvernements, sont parties prenantes.

Maintenant, c'est dans l'administration de ces menus, c'est-à-dire à savoir qu'est-ce qu'on va manger pour souper, c'est la localité qui va décider des mesures qui sont plus appropriées à son problème particulier. À titre d'exemple, en Suède, où l'organisation est très bien rodée, on est même capable de prévoir un peu à l'avance quelles vont être les localités qui pourraient être touchées, par exemple, par une récession économique d'ampleur mondiale; quels sont les secteurs industriels. On les avertit six mois à l'avance, en leur disant: Préparez-vous à avoir à choisir des programmes spécifiques dans votre localité pour faire face aux problèmes du chômage. Et, dans

les régions, compte des secteurs qui vont être touchés, des groupes touchés ou des industries, on adopte les programmes de formation ou de création d'emplois qui sont appropriés.

Donc, c'est comme ça que le lien se fait. Mais, à tous les niveaux, les partenaires et les gouvernements sont associés à l'administration et au choix des mesures.

M. Beaumier: Mon inquiétude, c'est que, régionalement, nous n'ayons pas tous les mécanismes voulus pour tenir compte de toutes ces considérations-là que vous apportez. Monsieur de la formation professionnelle avait dit que même ces menus-là étaient insuffisants. Il y a des menus qui sont très locaux, des programmes en formation professionnelle où il faut se virer de bord. Donc, ça prend un pouvoir de décision qui est autre qu'un menu qu'on va chercher. Dieu sait que les programmes qu'on applique dans certains domaines de l'éducation, quand on commence à les appliquer, des fois, ils sont dépassés.

C'est un peu ça qui m'inquiète. Je ne voudrais pas allonger la discussion là-dessus. C'est une inquiétude que nous avons. Régionalement, si on se place dans d'autres ministères où les décisions sont rapides et où on peut prendre des décisions sur des programmes, on n'a pas... Comme on dit en canadien, on ne s'enfarge pas dans les fleurs du tapis, on y va... Il nous semble que dans le développement de la main-d'œuvre, c'est-à-dire formation professionnelle et l'emploi, on est dans un mécanisme et ça va prendre peut-être quelque chose pour camper ces mécanismes régionaux; une fois pour toutes dire: Votre marge de manoeuvre, c'est ça et vos budgets, ce sont les suivants. C'est ça, je voulais voir si c'est votre réflexion. Merci.
(19 h 45)

M. Joly (Clément): En fait, votre question, M. Beaumier, je pense qu'au cours des dernières années il y a eu beaucoup d'efforts à impliquer les régions. Le Forum pour l'emploi est allé en régions et a posé plusieurs questions. Il y a eu, au cours des dernières années, les sommets économiques et différentes rencontres se font. Ce que le Forum pour l'emploi a reconnu, c'est que, en fait, il y a beaucoup de choses dans les régions. Il s'agit de reconnaître leurs efforts et de les appuyer et je pense que c'est ça qui est important, parce que, effectivement, le Québec, par son développement dans les régions, ça supportera le développement économique du Québec. Il ne faut pas seulement cibler sur les grandes régions.

M. Beaumier: Le problème, c'est de regrouper les forces des régions. C'est ça notre préoccupation actuellement: les regrouper à tout point de vue.

M. Joly: Représentant le mouvement cham-

bres de commerce, je peux vous dire qu'il y a beaucoup de volonté de regroupement dans les régions.

Mme Poulin Simon: Je peux vous dire que, pour être efficaces, il faut, en formation professionnelle comme en toute autre chose, tout autre programme, il faut de la continuité. Il faut aussi de l'information qui est mise à jour et dans les stratégies qui sont proposées, le fait d'avoir la participation et la continuité axée sur l'emploi, toujours une cible commune à tout le monde, ça permet de prévoir les problèmes qu'actuellement on ne prévoit pas. On arrive toujours en retard pour solutionner les problèmes. Alors, ce qu'il faut, c'est qu'il y ait des organismes régionaux dont la fonction, en regroupant des partenaires en régions, est d'assurer la continuité des interventions et le partenariat, est d'assurer que le réseau d'information permette de savoir à l'avance ce que nous, les économistes, on n'est pas capables de savoir à l'avance. Le marché du travail c'est quelque chose de trop mouvant, qui change trop. Tout le monde reconnaît aujourd'hui qu'on n'est pas capable de faire des prévisions de main-d'œuvre efficaces si on n'a pas ce genre de réseau d'information-là.

Alors, c'est vraiment un changement qui a l'air radical, mais qui changerait de façon radicale aussi l'efficacité puis la capacité des gens du milieu de se concerter plutôt que d'être en concurrence et de se chicaner sur la prochaine subvention qui va venir de l'extérieur.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Beaumier. Nous passons maintenant à M. Béland, qui sera suivi de M. Turgeon.

M. Béland: Merci, M. le Président. M. Corbo, quand vous avez présenté, tout à l'heure, le Forum pour l'emploi, vous avez dit que c'était un regroupement de gens qui en étaient même venus à avoir la passion de l'emploi. Quand on est passionné, on est toujours un peu pressé. Quelle est l'urgence que vous accordez? Je comprends que dans votre mémoire, pour les raisons que vous avez expliquées tout à l'heure, vous n'êtes pas arrivé à fixer de la stratégie, mais si je me souviens bien, parce que j'ai eu le privilège de participer à quelques-unes de vos réunions, vous vous étiez fixé des objectifs de baisser le sous-emploi d'ici quelques années. Il y avait des objectifs précis. Alors, est-ce que vous êtes capable de nous situer par rapport à l'urgence d'obtenir le rapatriement des pouvoirs qui sont mentionnés dans le mémoire? Quel est le délai qui vous semblerait acceptable?

M. Corbo: M. le Président, je pense que le Forum comme tel n'a pas inscrit des délais en termes de date ou d'année précise. Seulement, il reste que depuis que fonctionne le comité de parrainage, printemps 1988, nous avons observé à

notre désenchantement très vif, que la situation du chômage au Québec demeure élevée par rapport à la moyenne. Maintenant, si on parle du chômage comme phénomène économique et social au Québec, dans le fond, le Forum pour l'emploi aimerait bien qu'aux alentours de l'an 2000 on ait ramené le chômage... certains disent à une situation de plein emploi; d'autres disent: à 3 % ou 4 %, mais il y a conviction chez l'ensemble des membres du Forum pour l'emploi que, effectivement, un effort sérieux doit être fait, au cours de la décennie qui vient, pour réduire.

M. Béland: Alors, le rapatriement que vous souhaitez, est-ce que c'est pour l'an 2000 ou est-ce qu'il faut l'avoir plus vite que ça?

M. Corbo: M. le Président, le rapatriement ou ces rapatriements sont des éléments importants d'une réduction à terme du chômage. Il y a d'autres choses qui doivent être réalisées aussi par les intervenants socio-économiques du Québec, mais, sans doute, comme d'autres, les membres du comité de parrainage souhaitent-ils qu'on ne prolonge pas indûment les discussions constitutionnelles.

Mme Bellemare: Moi j'ajouterais peut-être qu'il y a une certaine urgence, compte tenu de la situation économique dans laquelle le Québec se situe présentement. Dans le contexte de la globalisation des marchés, les changements économiques se produisent très rapidement et je pense que c'est important au Québec qu'il y ait des virages qui soient pris au niveau de notre marché du travail, de notre structure industrielle. Ces virages on va pouvoir les prendre si on a des politiques économiques qui sont appropriées en particulier la politique macro-économique qui doit favoriser nos entreprises à se restructurer et qui doit également permettre à nos entreprises d'investir dans la formation, la recherche et le développement, mais aussi des politiques économiques comme la politique active du marché du travail qui peut favoriser le changement essentiel à être réalisé à l'intérieur des entreprises si on veut raviver notre productivité et développer, si vous voulez, des entreprises qui deviennent concurrentielles sur le plan de la qualité et sur le plan de l'innovation. Et quand on parle de qualité et que l'on parle d'innovation à l'intérieur d'une entreprise, on parle de tout un changement dans l'organisation du travail qui repose sur un dialogue beaucoup plus fréquent entre patrons et syndicats-employés et ce dialogue qui peut favoriser des mesures de formation dans l'entreprise va être amorcé en autant qu'il y a justement dans notre Québec, puisqu'on est une société où il y a beaucoup de petites et moyennes entreprises des politiques actives du marché du travail qui incitent tout le monde à considérer la formation, la recherche et le développement comme de l'investissement

plutôt que comme une dépense supplémentaire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci.

M. Payette (Michel): M. le Président, pour avoir fait 9 des 12 forum régionaux qui ont précédé le forum national, je peux vous dire que, dans toutes les régions, les gens se sont mobilisés autour de la question de l'emploi, mais ont tous souligné la difficulté de franchir certains obstacles qui proviennent, comme ils l'ont dit, de la confusion dans les programmes et de la difficulté à naviguer dans toutes ces mesures-là. Si bien que dans la perspective de réduire le taux de chômage à 3 ou 4 % dans l'an 2000, je pense que le comité de parrainage avait 10 ans devant lui quand le forum s'est terminé. Si dans les deux premières années on réussissait à franchir un certain nombre de ces obstacles-là – vous savez comme moi que le Forum veut porter l'action au niveau local et régional là où vont se créer les emplois – si on réussit à lever cet obstacle-là dans les deux premières années, on aurait peut-être des chances, dans les huit autres qui vont suivre, d'arriver à notre objectif dans l'an 2000.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci bien.

M. Turgeon: Merci M. le Président. Écoutez, moi je voudrais joindre ma voix à ceux qui ont dit bravo jusqu'à maintenant au Forum pour l'emploi, à ceux qui ont initié ce regroupement et ceux qui ont fait en sorte que ça s'est réalisé. Je pense que le Forum pour l'emploi aura finalement débloqué beaucoup de choses chez nous. Et ce que ça aura fait – et je pense que c'est capital aussi pour tout un secteur d'activité – c'est que le forum pour emploi aura aidé à franchir un certain seuil psychologique quant à la possibilité québécoise de faire au niveau de la main-d'œuvre et du développement de l'emploi. Et ça, je pense que c'est très appréciable. Moi, j'aimerais que vous nous parliez un petit peu de macro-économie. J'aimerais ça que vous nous expliquiez, parce que certains d'entre nous sont des profanes, on n'est pas tous des spécialistes comme M. Béland, comme M. Dufour, en quoi la politique déflationniste canadienne – si j'ai bien compris votre mémoire, qu'il y ait quelque chose qui existe surtout pour l'Ontario – en quoi ça nuit ça au Québec et en quoi ça peut accentuer les problèmes structurels du marché du travail chez nous?

Mme Bellemare: La politique déflationniste qui est adoptée actuellement on la connaît. Elle est caractérisée par des taux d'intérêt réels très élevés. On adopte généralement, au Canada, une telle politique alors qu'au Québec on ne connaît pas des éléments de surchauffe dans l'économie canadienne actuellement. Tel que la structure

économique est, il se produit que le taux de chômage en Ontario diminue bien avant que les taux de chômage dans d'autres régions, dans d'autres provinces, comme le Québec, les Maritimes, réussissent à atteindre des niveaux qui soient acceptables.

Alors, comme il y a surchauffe de l'économie dans le sud de l'Ontario, on adopte une politique monétaire restrictive. On hausse les taux d'intérêt pour justement faire en sorte que le marché du travail, en Ontario, soit moins serré pour empêcher que les entreprises augmentent les prix et que les salariés revendiquent des augmentations de salaire. On fait ça parce qu'on pense que ça peut avoir un effet de contagion aux autres régions. Mais, au moment où on fait ça – et qu'on a déjà un chômage élevé au Québec, par exemple – quand on a un chômage élevé, ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que c'est aussi associé avec une durée du chômage qui est élevée. Et le chômage n'est pas quelque chose qui frappe également tous les groupes dans notre population. Les jeunes sont touchés différemment des femmes; les travailleurs âgés sont touchés également différemment. Donc, comme le chômage est normalement plus élevé et que la durée est normalement plus élevée, il se produit, auprès de la main-d'œuvre, des effets structurels fort importants qu'il est très difficile à défaire par la suite. On dit que ça prend à peu près deux ans pour qu'un chômeur devienne un chômeur chronique, c'est-à-dire qu'il perde toute possibilité d'intégration, à moins d'avoir des politiques actives d'intégration au marché du travail.

Donc, le type de politique monétaire qui essaie de contrer l'inflation en Ontario a des effets extrêmement pervers au niveau du chômage et ça occasionne aussi un ensemble de coûts sociaux aussi, criminalité, santé, etc., au niveau de la province.

Ce qu'il faudrait peut-être aussi identifier, c'est qu'il y a d'autres moyens de contrer l'inflation. Et la politique active du marché du travail, c'est un outil qui peut être utilisé pour justement essayer d'empêcher que la surchauffe produise des pénuries de main-d'œuvre et, donc, fasse augmenter les salaires et les prix dans certaines régions.

M. Turgeon: Très bien.

Mme Poulin Simon: J'aimerais ajouter peut-être un élément. Je pense qu'on sous-estime l'importance de la politique active du marché du travail comme outil de stabilisation macroéconomique. Dans les pays qui ont ces stratégies-là, la politique macro est axée sur la demande, c'est-à-dire sur l'emploi, stimuler la demande, tandis que les politiques du marché du travail sont axées sur la productivité et la réduction des pressions inflationnistes, contrairement au Canada où on fait le contraire, contrairement au Canada où on dit: La politique globale est axée sur l'inflation

et la politique du marché du travail devrait être axée sur le chômage. C'est l'inverse qu'il faut voir, et ça donne de nouveaux instruments pour intervenir au niveau de l'inflation, par des politiques qui améliorent la productivité des entreprises, qui améliorent la rentabilité dans l'investissement du capital humain. Alors, c'est juste l'inverse de ce qu'on fait actuellement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Très bien. Alors, ceci épuise ce bloc de questions. Nous passons maintenant au parti qui forme le gouvernement. M. Robert Benoit.

M. Benoit: Merci, M. le Président. M. Corbo, plusieurs de mes confrères et consœurs ont participé à cette démarche que vous avez menée à travers le Québec, et, nous aussi, nous voulons vous féliciter pour la qualité du travail, le dynamisme de ce travail que vous avez mené avec votre équipe à la grandeur du Québec. Il y a plus de 50 heures maintenant que nous siégeons ici et à Québec, et vous êtes le deuxième groupe qui nous fait part qu'il y a effectivement superposition et duplication entre les différents programmes provinciaux et fédéraux au niveau de la formation de l'emploi, de la création de l'emploi, et je pense que, si on continue encore pendant un mois, on va être convaincu qu'il y a effectivement un problème à ce niveau-là.

Votre mémoire parle, et je m'en réjouis, de l'emploi et de l'immigration. Je pense que c'est un mythe qui se défait tranquillement, celui des immigrants qui sont des voleurs de jobs au Québec. Je vous félicite d'avoir aussi attaqué cet angle-là du problème de l'emploi et de l'immigration.

La question que je vous pose: Comment voyez-vous, après ces 12 colloques, l'intégration des immigrants? Nous savons tous que l'immigrant, souvent, il entre au Québec, il se trouve un job, il fait ici quelques mois et, souvent, parce qu'il y a une dynamique économique plus grande ailleurs, soit aux États-Unis ou en Ontario, il va nous quitter. Comment faisons-nous, une fois qu'il est entré au Québec, pour le garder via son emploi? Vous avez réfléchi là-dessus pendant votre colloque, M. Corbo?

M. Corbo: Oui, M. le Président, et je pense que Mme Folco est en bonne position pour éclairer la Commission.

Mme Folco (Raymonde): Je vous remercie, M. Corbo. Oui, certainement, un des grands problèmes, c'est que les immigrants font ce que toute la population québécoise fait, c'est-à-dire que, en général, bien des gens vont vers les grands centres urbains et surtout vers les grands centres métropolitains. Il est important qu'il y ait concertation au niveau local, au niveau régional, non seulement pour créer de l'emploi, mais, autour de cette création d'emploi, créer

des systèmes d'accueil et de soutien pour que les immigrants qui arrivent y restent. Il est sûr que l'emploi est l'élément primordial, mais il n'est pas le seul élément. Autour de l'emploi, il doit y avoir des structures d'accueil qui font que les immigrants peuvent recevoir des cours de francisation, ce qui veut dire non seulement des cours de langue, mais aussi des cours qui leur permettent de bien comprendre comment notre société fonctionne et de pouvoir s'y intégrer harmonieusement, donc des cours de francisation, des cours qui leur permettent... pas nécessairement des cours, mais des structures qui leur permettent de s'organiser eux-mêmes et de pouvoir bien rencontrer les Québécois, ceux qu'on appelle les Québécois de souche. Alors ce dont je parle finalement, c'est d'une concertation au niveau local, au niveau régional, dans toutes les parties composantes de la société qui vont aider les immigrants à s'intégrer.

(20 heures)

Une voix: Merci.

M. Benoit: Nous avons, dans notre partie, une commission jeunesse qui nous pousse depuis des mois à réfléchir sur la clause "orphelin", clause qui fait que les plus jeunes dans la société, quand ils entrent dans le milieu du travail, n'ont pas les mêmes avantages que les gens plus âgés ou qui sont en avant d'eux. Alors, à travers vos colloques, est-ce que vous avez pu réfléchir là-dessus et à quelles conclusions vous êtes arrivés au niveau des clauses "orphelin"?

Mme Poulin Simon: Ce que je peux dire d'abord, c'est qu'il y a des gens qui sont intéressés à savoir si c'était important les clauses "orphelin" dans les conventions collectives et le chiffre qu'on m'a donné... il y a un mois à peine, quelqu'un me disait que c'est à peine 4 % des conventions collectives qui contiennent de telles clauses. Je pense que ce qu'il faut prendre c'est que quand il manque de l'emploi dans une société, les groupes qui sont en poste, qui ont les pouvoirs de se protéger vont toujours chercher à se protéger et les clauses "orphelin" sont le résultat du fait qu'il manque d'emplois et que les ajustements se font mal sur le marché du travail. Alors je pense que les clauses "orphelin" sont des clauses qui devraient disparaître des conventions collectives. Mais je pense que si l'emploi progressait, ces clauses-là disparaîtraient très rapidement.

M. Benoit: Une dernière question avant de demander à M. Bélanger de continuer. Vous parlez d'une décentralisation dans tout le mémoire, à peu près à toutes les pages. Le Conseil des affaires sociales, hier, qui touchait à un autre angle, bien entendu, lui aussi nous suggérait de décentraliser et lui allait jusqu'aux MRC. Jusqu'où allez-vous dans votre décentralisation? Est-ce que c'est un regroupement? Ce

guichet unique dont vous parlez, est-ce que vous l'enverriez jusqu'à la MRC, effectivement?

M. Corbo: M. le Président, sur un point aussi précis que celui-là, le Forum, le comité de parrainage comme tel n'a pas pris de position détaillée.

M. Benoit: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Merci, M. le Président, ma question porte sur une étude... (difficultés techniques) assurance-chômage en assurance-travail ou assurance-emploi et d'y arrimer les programmes d'aide sociale, c'est-à-dire, je présume que vous faites abstraction des gens qui sont classés... (difficultés techniques) dans l'aide sociale et les autres... (difficultés techniques) ...programme d'emploi. J'aimerais ça avoir vos commentaires là-dessus. Comment vous arrimez les deux programmes?

Mme Poulin Simon: C'est l'assurance-chômage qui deviendrait l'assurance-emploi. Tout ce que j'essaie de faire comprendre, c'est que le fonds de l'assurance-chômage devient le fonds de la politique du marché du travail et que toutes les clientèles qu'on peut dire être des chômeurs, c'est-à-dire des gens qui recherchent de l'emploi dans la définition qu'on donne du chômeur, que ces gens-là aient accès à tous les programmes du marché du travail, quelque distinction que ce soit, qu'elles aient accès à l'assurance-chômage ou qu'elles n'y aient pas accès parce qu'elles n'ont pas suffisamment de semaines assurables.

Alors ça, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que, dans les pays où la politique active du marché du travail fonctionne et, en plus de la Suède et de la Norvège, on pourrait parler du Japon et de la Suisse, c'est que le fonds de l'assurance-chômage sert à toutes ces mesures, autant à la formation professionnelle. On ne compartimente pas les catégories de main-d'œuvre; on a des programmes et on cherche à donner accès, à ces programmes-là, à toutes les entreprises du territoire et à toute la main-d'œuvre qui est la main-d'œuvre du territoire. Au lieu d'avoir vraiment des programmes axés en ayant deux clientèles et qu'on se renvoie d'ailleurs parce qu'elles coûtent cher dans un programme ou dans l'autre, on les intègre dans une seule unité qui est la politique du marché du travail, financée par l'assurance-chômage, qui sert à financer ces programmes-là.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Les organismes nous mentionnaient aussi l'importance de regarder le phénomène de l'appauvrissement. On parlait de la région de Montréal, mais il semblerait, d'après le Conseil des affaires

sociales, qu'il y a d'autres régions au Québec où la pauvreté devient un problème de société très important. Dans cette optique-là, est-ce que la formule que vous nous proposez permettrait d'aborder ce problème-là? Est-ce que c'est une façon plus proactive d'aborder cette problématique?

Mme Bellemare: Effectivement, c'est un phénomène qu'on observe partout au Québec. On l'observe aussi dans toutes les industries, à savoir on a un phénomène où la classe moyenne est en train de disparaître et quand on parle de classe moyenne, on parle de salariés qui gagnent 25 % plus ou moins du salaire médian. Et ça, c'est lié, d'une part, en grande partie, à la gestion des ressources humaines dans les entreprises où on a popularisé de plus en plus la venue d'emplois plus précaires. C'est causé par un taux de chômage qui est élevé et c'est causé aussi par une structure industrielle où on a une croissance plus forte des services dits traditionnels. Alors, quand on parle des services traditionnels, on parle de restauration, hébergement, des services ou commerces de détail où les taux des salaires sont moins forts qu'ailleurs. Avec une politique active du marché du travail, on se trouve à attaquer ces problèmes-là sur tous les fronts. D'une part, avec la formation. Parce que, comme les entreprises seraient davantage incitées à faire de la formation, elles vont être aussi davantage incitées à garder leur main-d'œuvre formée. Donc, ça amène une gestion des ressources humaines dans l'entreprise qui devient moins précaire. D'autre part, ça permet à notre main-d'œuvre de relever son capital humain et donc, d'être plus apte à se spécialiser dans le secteur manufacturier de fine pointe, de haut de gamme et le secteur des services dynamiques. Donc, ça peut avoir un effet évident à moyen terme, parce que la détérioration de notre marché du travail, on le voit actuellement dans les statistiques macroéconomiques, c'est vraiment associé à toute la détérioration qu'on connaît depuis quelques années.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Une dernière question, M. le Président. Est-ce que nos structures scolaires, nos organisations, cégeps, ou écoles conventionnelles ont suffisamment de souplesse dans leurs programmes pour s'ajuster aux besoins nouveaux qui sont créés par le besoin de l'emploi? Est-ce que vous avez pensé à des choses, à ce niveau-là?

Mme Poulin Simon: ...comme au Canada d'ailleurs. Il y a un grand défi à relever dans la formation professionnelle et dans la réadaptation de la main-d'œuvre. Je pense que les gens qui sont un peu au fait du marché du travail savent ça. Traditionnellement, ce qui s'est passé c'est que les programmes de formation professionnelle ont été uniquement axés sur des programmes en

institution; donc, loin du marché du travail et loin de l'information qu'on aurait besoin pour savoir si ces programmes-là sont axés vraiment sur les besoins des entreprises en changement. Le défi qu'on a c'est comment arrimer la formation en entreprise avec notre système d'éducation. Ce défi-là, moi, je pense qu'il se relève très facilement même si on dit toujours: On a des institutions rigides. Il s'agit que l'orientation de la politique soit acceptée par l'ensemble des partenaires et des organismes et à ce moment-là, il est évident que les administrations vont suivre les changements et qu'on va pouvoir faire des arrimages comme ça se passe dans d'autres régions et dans d'autres pays.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Je vous remercie. Je vais céder la parole à ma collègue, la députée de Matane.

Mme Hovington: J'aimerais beaucoup vous féliciter et vous dire que c'est une première au Québec, qu'autant d'organismes se regroupent autour d'une même table, pour vraiment faire une analyse pourquoi il y a un sous-développement dans certaines régions, en tout cas, chronique. Et vous n'êtes pas le premier organisme. Tous les organismes qui sont passés devant la Commission depuis le début soulignent cette incohérence ou ce dédoublement au niveau des programmes de la main-d'oeuvre, au fédéral, au provincial et soulignent aussi les incohérences au niveau de la politique du développement régional. Vous dites, et je voudrais vous pousser un petit peu dans vos retranchements, au niveau du développement régional, à la page 8, que la politique de développement local et régional au Québec doit être sous la responsabilité et la juridiction exclusive du gouvernement du Québec et que l'orientation de cette politique doit être prise en charge par les milieux locaux et régionaux. J'aimerais que vous nous disiez d'une façon un petit peu plus pointue de quelle façon le gouvernement doit appuyer les régions et à travers quels organismes? Où le développement régional aurait-il une chance d'avoir un maximum de retombées de création d'emplois pour le milieu? Ça va un petit peu dans le sens de M. Beaumier tout à l'heure. J'aimerais que vous soyez un petit peu plus précise là, plus pointue dans vos...

Mme Poulin Simon: Ce qu'on peut dire, c'est que le développement régional, si on avait une politique de l'emploi, est très intimement relié à la politique du marché du travail. Maintenant, tous les pays admettent que le développement régional va porter surtout sur les ressources humaines, c'est-à-dire l'entrepreneuriat, la recherche et le développement, la formation, l'arrimage entre les besoins des entreprises et la formation. Donc, le marché du travail, le développement régional y est intimement relié et c'est évident que, si on décentralise au niveau

régional et qu'on a le partenariat, il faut aller au niveau local; on ne peut pas rester juste au niveau régional, les 12 régions du Québec. C'est évident qu'à ce moment-là, on n'a pas besoin de définir d'avance ce que vont être les organisations; il y a déjà des institutions. Il va falloir réformer des institutions, c'est évident. Il va falloir revoir les structures qu'on a, qui fonctionnent sur un ancien modèle, pour faire le nouveau modèle, mais ça se fait comme autre chose; c'est un travail d'ingénieur, ce n'est pas un travail politique. Il s'agit de savoir où on veut aller.

Mme Hovington: Mais quel pouvoir exactement verriez-vous? Si on récupère certains pouvoirs du fédéral au niveau du Québec, il y a transfert qui va partir du Québec pour aller dans les régions. De quelle façon voyez-vous cette organisation?

Mme Poulin Simon: Il faut laisser une enveloppe aux régions, qui leur permette de laisser le menu dont parlait Mme Bellemarre et de choisir, dans le menu. Et même, qu'il y ait une interaction entre les régions et la politique nationale, de façon à ce que les règles soient assez souples pour s'adapter aux 100 régions.

L'autre chose qu'on peut voir et qu'on a vue dans les pays qu'on a visités, c'est que la région, à ce moment-là, se rend compte des avantages qu'elle en retire et il y a du financement qui vient des municipalités, directement; on a vu ça dans les...

Mme Hovington: Oui.

Mme Poulin Simon: ...on a vu ça à Nuremberg. On rencontrait les gestionnaires de la politique de l'emploi qui étaient... le marché du travail, les municipalités et les milieux d'affaires syndicaux et on disait dans quelles circonstances il y avait eu une récession. Le national ne voulait pas mettre plus d'argent, mais les municipalités régionales ont décidé de mettre des fonds additionnels et d'avoir des nouveaux programmes.

Alors, c'est ce que ça fait d'arrimer les différents réseaux et les différents partenaires et de faire ça à l'échelle du Québec, dans le sens d'avoir un réseau qui pense emploi. Ça change complètement la philosophie.

Mme Hovington: Absolument, et je suis de votre avis.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci termine le temps alloué pour ce bloc de questions, Mme Hovington, et nous passons maintenant à l'autre groupe. La parole est à Mme Harel.

Mme Harel: Merci, M. le Président. Vous

allez me permettre de faire immédiatement une invitation à M. Dufour, qu'il ne pourra pas refuser. Étant donné qu'hier, également, il a parlé de la facilité avec laquelle on pourrait rapatrier le régime parental qui est assorti, le congé parental qui est assorti à l'assurance-chômage. Alors, moi je lui fais l'invitation de faire partie de la vaste coalition qui se met actuellement sur pied pour essayer tout de suite de mettre sur pied cette caisse québécoise de congés de maternité et je suis certaine qu'avec son appui, on va pouvoir convaincre le gouverneur général, parce que le droit de retrait prévu dans la loi constituant la caisse d'assurance-chômage prévoit le consentement du gouverneur général, c'est-à-dire du Conseil des ministres d'Ottawa. Mais, je pense bien que si on se met tous ensemble, on va peut-être y arriver. Moi, je vous dis...

Le Président (M. Michel Bélanger): Est-ce que vous donnez à M. Dufour le droit de réponse sur votre temps...

Mme Harel: Oui.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...Mme Harel?

Mme Harel: Est-ce qu'il dit oui ou non? Il faut qu'il réponde par oui ou non, comme au référendum.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est très exigeant, M. Dufour. Vous avez le droit de passer.

M. Dufour: Le bilan n'est pas fait.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Harel: Vous êtes l'espoir, vous représentez beaucoup d'espoir pour les gens que je représente. Mais, j'ai, en vous écoutant, comme en écoutant certains qui vous ont précédés, cette impression, là, d'une sorte de litanie. J'ai simplement noté des mots que vous aviez dits durant les échanges que vous avez eus. Confusion, dédoublement, manque de coordination, fouillis, incohérence, inefficacité, impuissance. Moi ce n'est pas des mots, ce n'est pas desincarnés. C'est des gens qui viennent me voir à tous les jours. Et quand ces gens viennent me voir, ils n'ont pas de mobilité parce qu'ils me disent que leur usine est transférée à Kingston, ou à Cornwall, mais qu'il n'est pas question de s'expatrier.

Et puis, ils n'ont pas accès à des bureaux de placement parce que maintenant il n'y en a plus de placement, ni à Québec, ni à Ottawa. Ça on ne le sait pas assez, mais on devrait le dire

plus. Et puis, c'est un mirage, la formation professionnelle. Ça a l'air très beau sur papier et quand ils viennent pour le toucher, je ne sais pas pourquoi, ça s'évanouit devant eux et en vous écoutant je me suis dit que loin de regretter, vous nous donnez une raison supplémentaire d'être contents que Meech ne soit pas signé; parce que, évidemment, si Meech avait été signé, la formation professionnelle et tout ce que vous demandez comme urgent pour le Québec, eh bien, ça n'aurait pas été dedans.

(20 h 15)

Alors, non seulement ça n'aurait pas été dedans, mais comme on ne nous aurait pas donné grand-chose, on nous aurait dit de nous en contenter pour longtemps. Mais, en vous écoutant, je me demande aussi comment on va faire ça sans la souveraineté. Bien sincèrement, je sais, moi, que c'est bien urgent, comme vous et comme tous ceux autour de la table, je suis convaincue, aussi. Ce n'est pas possible. On est rendu, en période de croissance, à avoir un taux de chômage de 9 %. Là, on entre dans un ralentissement qui a l'air d'être une dégringolade. On va arrêter où? Et après, on va recommencer quand? C'est comme si chaque récession, c'était une vague, là. Chaque vague successive amène sur la rive des travailleurs qui sont déqualifiés. La manifestation devant la salle et l'endroit où on se tient maintenant, cet après-midi, nous rappelait qu'il y avait bien des personnes qui gagnaient convenablement leur vie jusqu'à ce qu'elles aient perdu leur emploi.

Il y a quand même 100 000 assistés sociaux de plus au Québec qu'en Ontario, avec 2 000 000 de moins de population. Alors, il y a un problème. Et ce problème, quand vous nous dites: Il faut une politique active en matière de main-d'oeuvre, il faut s'intéresser aux sans-emploi, qu'ils soient sur l'assurance-chômage ou sur l'aide sociale qui est devenue une sorte d'assistance-chômage, quand vous nous dites ça et qu'en même temps, j'entends M. Dufour nous dire: Oui, mais ça va nous coûter 1 000 000 000 \$ ou ça va coûter 1 000 000 000 \$ aux entreprises du Québec, donc à tout le monde, d'une certaine façon, et ça va se répercuter. Donc, c'est qu'il n'y a pas simplement les Rocheuses qui sont une raison supplémentaire de rester au Canada; il y a maintenant les prestations d'assurance-chômage. Ça deviendrait payant parce que, comme on a plus de chômeurs, en proportion de la population... Alors, est-ce que c'est, selon vous, une raison qui fait que ça pourrait ralentir votre désir de rapatrier l'assurance-chômage?

Mme Poulin Simon: Je pense que le Forum a pris une position très claire. S'il y avait des négociations constitutionnelles, malgré ce que M. Dufour disait, le Forum s'est entendu pour dire: On rapatrie l'assurance-chômage. Alors, moi, je vous redonne la réponse qu'il y a dans le

mémoire du Forum pour l'emploi.

Mme Harel: Dans le contexte fédératif actuel?

Mme Poulin Simon: C'est-à-dire que la proposition est à deux niveaux. Le premier niveau, c'est de dire: Actuellement, quelle que soit la situation, il faut que le Québec soit maître d'oeuvre au niveau de la politique active du marché du travail. Et, pour ce faire, il faut qu'il gère l'ensemble des fonds de l'assurance-chômage sur son territoire. C'est la première partie de la proposition. La deuxième, c'est dire: Dans le cas d'une réforme constitutionnelle, le Québec devrait rapatrier l'ensemble de ce que j'appellerais le système de l'assurance-chômage, pour financer la politique active du marché du travail.

Mme Harel: Je vous remercie de nous le rappeler, mais il y a évidemment d'autres avant nous qu'ils l'avaient essayé: Jean Lesage, en 1966; Castonguay, en 1970. Et vous connaissez encore mieux que moi l'agenda.

Mme Poulin Simon: Pas l'assurance-chômage.

Mme Harel: Non, mais tout l'ensemble du régime de sécurité sociale.

Mme Poulin Simon: Oui, mais pas l'assurance-chômage.

Mme Harel: Est-ce que, dans ce contexte-là, le fait que... Dans quelle mesure est-ce qu'on peut penser... Ce n'est pas la pensée magique, tout ça. Ce n'est pas parce qu'on va le demander qu'on va l'obtenir. Je demande à M. Corbo, par exemple: Comment pensez-vous, puisque c'est urgent, qu'on doit procéder au Québec?

M. Corbo: Je serais tenté de dire: Ah misère! M. le Président, à la question. Mais enfin.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Corbo: M. le Président, le Forum ne se substitue pas et ne se substituera pas aux groupes qu'il représente et qui ont formulé des avis précis sur la démarche que devrait suivre le gouvernement du Québec ou la société québécoise pour la suite des choses. Je pense que c'est une remarque qui peut être décevante pour les membres de cette Commission, mais qui est importante, compte tenu de la nature de ce qu'est le Forum. Nous signalons que, dans la perspective de l'emploi, un certain nombre de choses nous paraissent devoir être corrigées. Je suis convaincu que cette Commission pourra suggérer à l'Assemblée nationale et au gouvernement du Québec des stratégies particulières pour

y arriver. Cela n'est pas le rôle du Forum comme tel, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Marois.

Mme Marois: Oui. Merci, M. le Président. D'abord, je vous remercie de votre présentation. Vous connaissez sûrement, et M. Corbo et M. Béland qui rappelaient ma passion aussi pour ces questions de l'emploi, et je partage donc essentiellement votre analyse, votre point de vue quant aux objectifs fondamentaux qu'il est nécessaire de poursuivre, si l'on veut atteindre effectivement le nombre d'emplois que l'on souhaite atteindre, que l'on souhaite créer et, à toutes fins pratiques, atteindre surtout le plein emploi.

Votre exemple de concertation est sûrement une des premières bases nécessaires et souhaitables dont il faut souligner l'apport majeur dans une perspective de cette politique à mettre en place.

En même temps, quand on veut avoir cet objectif-là – et je vais rejoindre ma collègue – il faut se donner les moyens de ses objectifs. Si on fixe ça comme objectif, il faut se dire: C'est quoi, les moyens qui vont m'être utiles pour l'atteindre? Et, sans me tromper, et en référant à votre mémoire, dans le fond, il y a une chose que vous ne mentionnez pas mais qui est fondamentale à une politique d'emploi. C'est une volonté politique de tous les partenaires: du gouvernement, des partenaires syndicaux, patronaux, etc. C'est la concertation et vous la pratiquez. On n'a pas de leçon à se faire ici. C'est la décentralisation et vous en parlez. C'est la politique du marché du travail et c'est la politique de main-d'oeuvre.

Or, je vous trouve effectivement un peu timides, pour ne pas dire naïfs quant aux moyens à mettre en oeuvre pour y arriver. Puis là, je vais y aller avec des questions précises sur votre mémoire. Formation professionnelle. Votre recommandation, c'est à la page 4. Vous dites: Obtenir du gouvernement fédéral qu'il remette au gouvernement du Québec toutes les sommes qu'il destine au Québec à cet égard – en matière de formation professionnelle, on s'entend.

Ça va nous obliger, ça – si vous me permettez, je sors de votre texte et je vous pose une question – à vivre avec les ressources qu'ils voudront bien collecter pour nous et nous distribuer par la suite. Attendez un peu, je n'ai pas terminé. J'aime autant les enligner pour qu'on voie bien un peu la perspective. Vous parlez ensuite du placement, de l'insertion au marché du travail et de l'aide à la création d'emplois et vous parlez évidemment, et ça va de soi, d'une perspective de décentralisation. Un gouvernement qui a des moitiés de pouvoir va-t-il accepter d'en décentraliser un quart de ceux-là, en sachant qu'il va toujours être pris entre

l'arbre et l'écorce, entre le niveau supérieur et le niveau local ou régional?

Troisième exemple, le développement local et régional. Et là, c'est intéressant. Vous dites que la politique de développement local et régional au Québec doit être sous la responsabilité et la juridiction exclusives du gouvernement du Québec. Prenez n'importe quelle entente-cadre en matière de développement régional, cela peut vouloir dire les mines, les forêts, le développement technologique, la formation professionnelle, le tourisme, le transport. Est-ce que vous croyez imaginable que sans un changement fondamental et sans un nouveau rapport de force on puisse réellement faire en sorte que cela se produise concrètement?

Mme Poulin Simon: Je reprendrais l'idée que la décentralisation, quand on n'a pas tous les pouvoirs et que le fédéral va nous donner l'argent qu'il va bien vouloir nous donner – évidemment, chaque niveau de gouvernement décide de ses politiques – mais ça n'empêcherait pas le Québec, si on considère l'argent que le fédéral veut décentraliser, de décider de mettre plus de fonds, s'il considère que cet argent-là a une autre productivité pour l'économie du Québec. Ce serait ma première réponse à la question du rapatriement de l'argent redistribué vers le Québec.

On ne peut pas décentraliser quand on n'a pas tous les pouvoirs. Je pense qu'on sait un peu... Je ne sais pas si vous avez compris la première proposition par rapport à l'assurance-chômage. C'est-à-dire que le Québec est le maître d'œuvre de toute la politique du marché du travail sur son territoire, à l'exclusion du fédéral. Donc, il est le maître d'œuvre de tous les programmes, de toutes les orientations qu'on voudrait bien donner à cette politique-là. Alors, s'il est maître d'œuvre de cette orientation-là, il peut aussi décider de s'adjoindre les partenaires des régions pour y donner une orientation qui va dans le sens que le Québec espère avoir.

Mme Marois: Vous allez me permettre de réagir. Évidemment, je pense qu'on se connaît depuis assez longtemps pour savoir que les éléments majeurs de confrontation, actuellement, sur le territoire, et au niveau local et au niveau régional, concernent justement les juridictions de chacun des deux gouvernements qui font en sorte que l'un a des politiques d'assurance, que l'autre applique des politiques d'assistance, et que l'un et l'autre des niveaux de gouvernement essaient de se passer respectivement les clientèles, et particulièrement quand ça va mal. Parce que ça aussi, c'est le prix du fédéralisme, et puis il faut avoir vécu dans les régions, il faut avoir travaillé sur ces politiques-là pour savoir comment ça se paie. Donc, j'abonde dans le sens de ma collègue, dans le sens où: Est-ce qu'il n'y a pas une espèce de pensée magique à imaginer que,

malgré toute la bonne foi, toute la bonne volonté, toutes les énergies qu'un gouvernement de Québec, que des partenaires sur le territoire québécois pourraient vouloir mettre, on va se heurter, qu'on le veuille ou non, à des incohérences qui font en sorte que, si nous n'avons pas un certain nombre de pouvoirs maintenant – je ne dis pas tous les pouvoirs, je dis un certain nombre de pouvoirs, et je pourrais reprendre les thèmes – nous n'y arriverons pas à l'objectif que l'on veut se fixer.

M. Corbo: M. le Président, c'est précisément au regard de la question de l'emploi, ce que le Comité de parrainage du forum vous dit. Nous pourrions développer significativement l'emploi et réduire le chômage, pour autant qu'un certain nombre de responsabilités soient assumées par le gouvernement du Québec. Par ailleurs, M. le Président, je comprends que notre société est engagée dans un vaste processus de réflexion. Cette Commission réfléchit et va faire des recommandations. Le Forum a voulu vous signifier des choses importantes, sous l'angle qui est le sien, sur la question de l'emploi. Nous pensons que la suite de votre réflexion vous permettra de faire des recommandations qui nous sortiront de ce que vous appelez la pensée magique. Et je dis, M. le Président, pour ma part, que les membres du Forum pour l'emploi n'ont pas sombré dans la pensée magique. Ils ont des vues claires sur ce qui doit être fait, mais ils font ce qu'ils ont à faire, point.

Mme Marois: Ça va, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): J'allais vous demander si vous aviez une dernière question, mais je vois que vous n'en avez pas. Je pourrais vous demander si vous avez une dernière réponse, mais, comme il n'y a pas de question, il ne faut pas en inventer. Il me reste à vous remercier, et tout votre groupe, pour votre présentation ce soir, Mme Bellemare, Mme Poulin Simon, Mme Folco, M. Joly, M. Payette et vous aussi, M. Corbo.

M. Corbo: M. le Président, si vous me permettez...

Le Président (M. Michel Bélanger): Monsieur.

M. Corbo: ...plusieurs membres de votre Commission ont été très élogieux à l'endroit du Forum pour l'emploi et de son comité de parrainage. Je pense que cela réjouira beaucoup les membres du comité de parrainage qui depuis un bon moment s'efforcent de réaliser des choses qui apparaissent souvent hypothétiques, rêvées. Je veux, M. le Président, profiter de la circonstance pour dire que les fleurs qui ont été si aimablement adressées au comité de parrainage

du Forum pour l'emploi vont en partie à M. Claude Béland qui, depuis les débuts, assume la présidence et, présider un comité aussi divers que celui-là, requiert de grandes habilités. Alors je transmets une partie des fleurs à M. Béland et merci, mesdames et messieurs, de nous avoir entendus.

Le Président (M. Michel Bélanger): Très rapidement.

M. Corbo: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, messieurs, mesdames. Nous allons maintenant nous préparer pour la prochaine séance.

(Suspension de la séance à 20 h 29)

(Reprise à 20 h 37)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous irons jusqu'autour de 22 heures. C'est une heure? C'est une heure et demie.

Une voix: Une heure.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...bon, qui va se continuer jusque vers 22 heures mais qui, d'après l'horaire, devrait finir vers 21 h 30. Est-ce que ça rencontrerait les besoins du secrétariat? Donc, c'est donc une rencontre d'une heure. Je m'excuse: j'allais dire d'une heure et demie, mais c'est une rencontre d'une heure qui comporte des temps de parole de 10 minutes pour le groupe qui fait sa présentation, de 10 minutes pour le groupe parlementaire qui forme le gouvernement, de 10 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, de 25 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence, chacun d'entre eux disposant de 5 minutes.

Nous allons commencer, Me Grey, en vous demandant de présenter les gens qui vous accompagnent et de voir ensuite à faire la présentation de 10 minutes avant que nous passions aux questions. Me Grey.

Groupe de travail sur le fédéralisme canadien

M. Grey (Julius): Les membres qui sont ici sont M. Claude Décary, à ma droite, M. Louis-Philippe Rochon, Me Roger Comtois, mon coprésident et le professeur Anastasopoulos, qui est notre économiste. L'introduction sera coupée en deux. Je vais en présenter la première moitié, et la deuxième appartiendra à mon collègue, M. Comtois.

J'aimerais d'abord dire que nous sommes un groupe d'entre 50 et 100 individus qui ont cru pendant l'été que le respect du Québec et du processus que vous représentez exigeaient de

nous une participation totale et un travail difficile, que nous avons entrepris. Nous avons commencé à étudier le Canada et le Québec et nous sommes venus aux conclusions, bien sûr, préliminaires – puisque la consultation n'est pas terminée – qu'il y a quatre éléments qui font du Canada un pays qui a une très bonne réputation à travers le monde, une réputation pratiquement inouïe, meilleure que celle de la majorité des pays, même des pays démocratiques. Premièrement, c'est la liberté que le Canada donne à son peuple, la liberté qui est l'égal de n'importe quel pays, les États-Unis ou autres.

La justice sociale constitue le deuxième élément, la justice sociale, qui n'est pas très loin des pays comme la Suède, autre pays européen.

Troisièmement, la richesse culturelle, le multiculturalisme, la présence de nombreux groupes qui, non seulement, a pour effet d'enrichir tout le monde culturellement mais également d'augmenter la liberté de chacun d'entre nous parce que nous n'avons pas un modèle particulier d'être Canadien; chacun l'est à sa façon.

Quatrièmement, l'absence d'un nationalisme dépassé, des drapeaux, des loyautés. Le Canada n'exige pas qu'on meure pour la patrie, mais plutôt qu'on vive dans ce que j'appelle le nationalisme dépassé qui a souvent dominé en Europe au XIXe siècle.

À mon avis, pour détruire ou pour défaire ou pour bouleverser un tel pays, il faut avoir de très bons motifs. Or, on n'en a pas trouvé. On a trouvé que le Québec possède tous les pouvoirs dont il a besoin pour s'épanouir et que dans les deux dernières décennies, il a réussi à créer un État largement francophone et un État distinct économiquement et autrement, qu'il n'y a aucune preuve du danger à la langue française – que certains gens disent qui existe tout le temps mais on ne l'a pas trouvée – que les conséquences économiques d'une démarche vers l'indépendance seraient néfastes, ne pourraient rien améliorer et au pire pourraient s'avérer un désastre, qu'il est possible d'avoir des changements constitutionnels qui pourraient satisfaire tout le monde et que les libertés civiles et les libertés publiques sont toujours mieux protégées par les fédérations que par les États unitaires. Bien sûr, il n'y a jamais de garanties absolues mais il est toujours mieux d'avoir une fédération et des cours à l'extérieur qui protègent la liberté de chacun d'entre nous. Donc, nous avons trouvé l'absence, pour le moment, d'un bon motif pour défaire ou pour bouleverser un tel pays, un pays qui est considéré comme un modèle dans presque tous les endroits au monde. Maintenant je vais passer la parole à Me Comtois.

M. Comtois (Roger): M. le Président, mesdames, messieurs. Je suis un praticien de droit privé. Je m'intéresse bien entendu au droit public et au droit constitutionnel. Depuis quel-

ques années, la plus grande partie de mon travail professionnel est consacré au droit familial, plus particulièrement, à la liquidation des régimes matrimoniaux.

S'il m'est permis de comparer la situation politique qui nous concerne tous à celle qui existe entre les époux en rupture de ban ou d'affection, je ferais une allégorie et elle m'est inspirée par mon collègue, le professeur Jacques Brassard – ne pas confondre avec le député s'il vous plaît – qui, dans un magnifique volume qui, sans doute va être lu et médité par la Commission, fait une comparaison à un moment donné lorsqu'il parle de fédéralisme intégral; et il dit ceci: Il serait facile de voir au Canada une illustration à l'état pur de cette analogie. Le Canada français y joue depuis longtemps le rôle de la femme, laquelle tend à s'émanciper. Et l'on pourrait aisément broder sur ce thème: lit double, lit jumeau ou chambre à part; rôle des tierces parties et des finances de chacun: femme libre, femme entretenue, mésentente, divorce et réconciliation etc.

Je vois donc cette allégorie depuis l'adoption du Code civil, en 1866. À peu près à l'époque de la Confédération, donc. La femme mariée au Québec a été sujette à une incapacité juridique quasi absolue. Quant au mariage, il était indissoluble et cette indissolubilité a duré jusqu'à l'adoption de la loi sur le divorce, 1968. Les époux devaient donc prendre leur mal en patience. La seule possibilité pour eux était d'obtenir une séparation de corps, mais le mariage subsistait toujours. Il faut aussi noter, pour constater l'évolution, qu'à cette époque, l'adultère était sévèrement puni quand il était attribuable à la femme.
(20 h 45)

Les temps ont changé. Le droit civil a été complètement transformé. L'épouse – et supposons, selon mon allégorie, que c'est le Québec que j'assimile à l'épouse – de même que le mari – disons, la Confédération – peuvent mettre fin à leur union. Mais, après la dissolution du mariage, l'épouse pourra quand même convoier avec son amant à l'indépendance. La cause du divorce peut aussi, bien entendu, être attribuable au mari et, parfois, la cause est partagée par les deux. L'euphorie dans laquelle vit l'un ou l'autre des conjoints, rarement les deux à la fois, est souvent minée par les effets économiques d'une dissolution du mariage. En effet, l'association qui prend fin doit nécessairement entraîner un partage et une liquidation des droits des conjoints. Ils doivent partager le patrimoine familial après avoir acquitté les dettes grevant ce patrimoine. Nous avons souvent été appelés à agir comme experts praticiens pour établir les droits économiques des époux.

Nous avons pu constater que, rarement, la liquidation et le partage sont jugés acceptables et satisfaisants par les deux associés. Il est impensable, par exemple, que l'un des conjoints

prétende retenir tout ce qui est en sa possession sans participer aux dettes de la société conjugale. Le divorce est un événement traumatisant et l'aspect économique de la rupture y est pour quelque chose. Les époux en instance de divorce vont généralement signer des ententes sur mesures provisoires. Ces conventions donnent lieu à beaucoup de discussions, souvent émotives. Comme cela est bien normal, chacun veut poser des conditions pour tout ce qui a trait aux droits et aux biens qui ont pu être accumulés durant le mariage.

Si je transposais ces observations sur un plan plus général, je ferais les observations suivantes. Est-il réaliste de dire: Séparons-nous maintenant, nous réglerons plus tard? Ça me fait penser à la réclame: Achetez maintenant, vous paierez plus tard. Si deux partenaires n'ont pas les moyens pécuniaires de réaliser un divorce complet, n'y aurait-il pas lieu de faire un modus vivendi qui permettrait, dans l'immédiat au moins, d'avoir une coexistence pacifique, même si le bonheur complet ne s'y retrouve pas. Toute entente sur mesures provisoires va donner lieu à des réclamations difficilement acceptables aux uns comme aux autres. Il faut souhaiter que les échanges et les négociations se fassent avec objectivité, entre gens civilisés. De toute manière, s'il faut prévoir une union économique et monétaire, elle pourra difficilement être viable sans une association personnelle et politique acceptable. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Comtois. Nous passons maintenant à la période de questions. Nous commençons par le groupe parlementaire qui forme l'Opposition et l'autre Jacques Brassard a la première question.

M. Brassard: On ne me citera sans doute pas. M. le Président, je commencerais par un trait d'humour en disant que ce n'est pas le divorce qu'on réclame, mais c'est l'annulation de mariage pour cause de non-consommation.

Des voix: Ha, ha, ha!

Une voix: ...une loi civile...

M. Grey: Ça prend un an pour pouvoir faire ça. En 1868, c'était trop tard.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: Ce n'est pas par de l'humour que je vais continuer, M. le Président, parce que j'ai le goût de céder à la tentation, ce soir, d'exprimer mon indignation et je dirais même mon écoeurlement devant l'insistance avec laquelle on véhicule et on colporte une thèse – pour certains, c'est un dogme qui était très cher à M. Trudeau – selon laquelle le fédéralisme est en mesure de pas mal mieux protéger les

droits individuels et que ces droits seraient même en danger, sinon bafoués dans un Québec souverain.

Je voudrais rappeler à cette Commission, M. le Président, et à ce groupe, que dans le rapport d'Amnistie internationale de 1989, et Dieu sait qu'ils sont très crédibles en matière de droits et libertés de la personne, les pays suivants ont été identifiés comme ayant violé les droits et libertés de la personne. L'Union soviétique, la patrie du goulag, je ne suis pas certain que M. Soljenitsyne accepterait votre thèse. L'Argentine, le Nigéria, la République fédérale des Comores, le Pakistan, l'Inde où l'on s'entre-tue actuellement entre Musulmans et Hindous pour des questions de religion.

Au Mexique, au Vénézuéla, au Brésil, même en Suisse où il y a des gens qui ont été emprisonnés pour refus de service militaire. Tchécoslovaquie, Yougoslavie, et je vous signale que tous ces pays sont des fédérations, des régimes fédéraux, et savez-vous que toutes les fédérations du monde, à l'exception du Canada et de la République fédérale allemande, ont fait l'objet de reproches d'Amnistie internationale en 1989, même les États-Unis et l'Australie? Et le Canada n'est pas sans reproche puisque dans votre logique, il aurait été censé préserver et mieux protéger les droits individuels. Je vous rappelle des faits historiques.

Le traitement fait aux Japonais et aux Italiens lors de la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement s'en est excusé tout récemment. Le traitement fait aux Québécois en 1970, suspension des libertés et des droits de la personne, arrestation sans mandat de plus de 500 citoyens du Québec, le gouvernement ne s'en est pas encore excusé. J'espère que ça viendra. Le traitement fait aux autochtones. Le traitement fait aux francophones du Manitoba et de l'Ontario. Au Manitoba, les francophones sont plus nombreux dans les cimetières que dans les rues. Le traitement fait aux Québécois lors de la première crise de la Conscription en 1917 où l'armée a tiré et tué des manifestants dans les rues de Québec.

Et je pourrais, évidemment, vous citer des États unitaires où les droits et libertés sont respectés de façon scrupuleuse. La France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Nouvelle-Zélande, la Suède, la Norvège, etc. Ce qui veut dire, M. le Président, qu'il n'y a aucune corrélation, mais alors aucune, entre le régime politique fédéral et le respect des droits et libertés de la personne. Et je commence à être écoeuré qu'on me rabâche constamment cette thèse qu'un régime fédéral protège mieux les droits et libertés de la personne. Ce n'est pas vrai. Ça n'a rien à voir, absolument rien à voir. Le respect des libertés et droits de la personne, c'est une question de culture, de valeurs et de société. Et non pas une question de régime politique. Alors, là... Et je n'ai pas de question, M. le Président.

M. Grey: Mais, un moment, vous faites un discours...

M. Chevette: M. le Président...

M. Grey: Vous me permettez de répondre.

M. Chevette: M. le Président, comme il n'y a pas de question et que je veux garder mon temps, je vous demanderais de le reporter à la fin.

Le Président (M. Michel Bélanger): Comme la réponse porterait sur le temps qui empêcherait d'autres questions, je vais demander à M. Grey de se servir d'une autre des questions au moment où il le jugera opportun pour apporter les réponses qu'il voudrait bien apporter. Il est très facile avec les questions que posent nos membres de répondre à la fois directement à celle qui est posée et de ramasser quelques morceaux des autres si on le désire. Nous allons donc passer maintenant aux questions du groupe des autres membres. Un maximum de cinq minutes chacune tant pour les questions et les réponses. Un total de 25 minutes. Le premier, M. Jacques Proulx.

M. Proulx: Merci, M. le Président. Alors, je ne suis pas un député du Parti québécois et j'aurais voulu parler avant M. Brassard parce que je pense que j'aurais dit la même affaire. Lorsque j'ai lu votre mémoire et comme je suis un paysan, le sang a tourné dans mes veines et comme on dit dans mon langage, j'ai fait du sang de cochon.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Proulx: J'ai trouvé ça tellement déconnecté que je me suis même posé la question: Ce n'est pas possible. Qui a écrit ça? Qui a écrit un mémoire semblable en 1990? Alors, j'ai vérifié les noms parce que j'ai dit: Peut-être que ce sont des gens... J'avais eu l'occasion, au cours de l'été, de visiter les quatre pays de l'Est qui venaient d'être libérés. J'ai dit: Peut-être que ce sont des gens qui ont été 45 ans complètement déconnectés des nouvelles, ailleurs. Ils ne sont peut-être pas au courant que les Canadiens et les Québécois ont évolué. Mais en vérifiant, je me suis aperçu que ce n'étaient pas des Hongrois, ce n'étaient pas des Polonais, ce n'était rien de ça: c'étaient des Québécois et Canadiens, j'imagine. J'ai même pris la peine de demander à un de mes amis de lire le mémoire, au cas où j'aurais mal compris, et il est arrivé exactement aux mêmes conclusions que moi, pour réaliser que, nous autres, on croyait que ça faisait longtemps qu'était revêlue cette sortie d'épouvantails. Il y a longtemps, aussi, qu'on n'avait pas mis en doute de cette façon-là la compétence et la capacité du Québec de prendre ses affaires en main. Et je vous dirai que votre analyse est

truffée d'éléments qui sont humiliants pour l'ensemble des Québécois et des Québécoises, quelle que soit leur origine.

Et je vais vous citer quelques passages. À la page 11, par exemple, quand vous faites vos comparaisons: Fédéralisme égale protection de la démocratie. J'aurais voulu élaborer autour de ça, mais je pense que ça a été fait d'une façon extraordinaire avant. On a eu la chance, dans la deuxième séance de notre comité, d'avoir M. Demontigny, qui est venu nous donner un cours sur la Constitution, nous donner un cours sur ce qu'est le Canada, la Fédération. Et ça m'a permis de réaliser qu'on avait peut-être eu l'impression qu'on était très bien protégés. Sauf que si on voulait, au Canada, dans le système actuel, ce n'est pas nécessairement le respect... On a beaucoup de pouvoirs parce que c'est un système qui, sous différents aspects, est biaisé, a des pouvoirs par lesquels, demain matin, le gouvernement fédéral, dans plusieurs secteurs, au nom de la sécurité, de la protection et ainsi de suite, peut décider de tout ce qu'il veut. Et c'est bien sûr qu'une fois que vous avez dit ça, la souveraineté, c'est non, ce n'est pas une protection de la démocratie. Et surtout, d'une façon plus ou moins subtile, vous faites une analogie avec le Troisième Reich.

À la page 12: Souveraineté égale – encore une fois, on vient d'en parler – violation des droits individuels. Puis-je vous souligner que les mesures de guerre, au Québec, ce n'est pas dans le système fédéral que ça s'est fait!

La page 31: Souveraineté et maintien des régimes de pension et d'assurance-chômage. Je ne connais pas grand-chose dans ça, mais, déjà, depuis quelques années, on nous avertit que si le politique ne prend pas ses responsabilités et ne hausse pas les cotisations, même si je suis rendu à 51 ans, je n'aurai plus ma pension, telle que je devrais normalement l'avoir. Je ne pense pas que ce soit d'autre qu'un gouvernement fédéral qui est là, à l'heure actuelle.

Souveraineté signifie départ du Québec, comme en 1976, et comme on l'avait essayé en 1970, avec les camions de la Brink's qui avaient voyagé d'un bout à l'autre et qui ont été obligés de revenir.

Le Président (M. Michel Bélanger): 30 secondes.

M. Proulx: Ah bien! Je ne dépasse jamais mon temps, M. le Président. Faites-moi une faveur, s'il vous plaît. Ce ne sera pas long.

Le Président (M. Michel Bélanger): Une minute de plus sur le temps de la présidence.

M. Proulx: Page 32: Souveraineté égale hausse des prix du pétrole et du gaz. Je ne sais pas si vous ne vivez pas dans le pays, mais, depuis quelques années, on n'a pas la souve-

raineté, et le gaz et le pétrole remontent en maudit!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Proulx: Page 4 de votre annexe qui fait une évaluation économique: Immigration – et c'est ça qui est humiliant – "son choix des personnes qualifiées et dynamiques a été limité parce qu'elle a insisté à n'admettre que principalement des immigrants d'expression française. Cela, associé à l'exode d'un groupe d'anglophones formé au Canada produira probablement une force de travailleurs moins compétente." Ça, c'est humiliant pour des Québécois, pour des francophones.

La question est très difficile à poser. J'ai beaucoup de peine à la poser parce que, autour de cette analyse qui est humiliante et dogmatique autour du fédéralisme canadien... Parce que cette analyse n'est pas pertinente. Elle n'est pas le reflet du Québec des années quatre-vingt-dix. Elle part du postulat que tout ce qui n'est pas le statu quo est invivable et dangereux pour les droits et libertés et pour l'économie.
(21 heures)

Une petite question si vous voulez y répondre: Croyez-vous que les Québécois et les Québécoises, en 1990, peu importe leur origine, vont croire à vos balivernes?

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Proulx, vous avez épuisé votre temps, mais comme M. Grey est passionné de vouloir répondre, on va lui donner du temps sur celui de la présidence pour répondre à la question que vous venez de poser.

M. Grey: Je pense qu'on a vu, précisément dans la question de M. Proulx, beaucoup de danger. On nous dit que, par exemple, du point de vue des libertés publiques, il n'y a aucun danger. C'est évident que cela est faux. En Europe, les États unitaires que M. Brassard a soulevés se sont soumis à un tribunal extérieur sur la question de droits humains et sans clause "nonobstant". Quand Mme Thatcher perd une bataille au sujet de l'Irlande du Nord, elle n'a pas de clause "nonobstant", elle doit respecter le jugement de Strasbourg.

Donc, il est généralement accepté. Et ce n'est pas en nous comparant avec les quasi-fédérations du tiers monde ou les pays où il n'y a pas eu de véritable Fédération – parce que le KGB était, si vous voulez, le gouvernement – ce n'est pas en comparant ces incomparables que vous allez arriver à une conclusion...

Une voix: Comparez vous-mêmes...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous en prie, ...du temps pour que chacun parle au temps qui lui est donné.

M. Grey: J'ai suggéré la comparaison avec les fédérations démocratiques. Maintenant, quand M. Brassard nous a fait la liste des situations où le Canada a eu des problèmes avec les droits humains, il en a absolument le droit. Il a omis cependant plusieurs choses, peut-être parce que ça fait son affaire. Il a omis la prohibition contre les mariages mixtes que le Québec avait jusqu'en 1970. Il a omis l'époque Duplessis et l'article 127 du Code civil. Il a omis l'époque Duplessis. Il a omis les choses que nous lisons quotidiennement dans les pages de journaux, telles que, par exemple, les discours du président de la Commission des écoles catholiques hier. Il y a certainement, dans tous les États unitaires, surtout si ces États unitaires ont une majorité qui est très consciente d'être une majorité, et des minorités florissantes comme c'est le cas ici, il y a un danger. Il est plus facile, et ce n'est pas une nouvelle chose qu'on vient de vous donner, tous les livres de science politique le diront, il est plus facile d'avoir une protection totale, une protection claire dans une fédération. C'est M. André Ouellet qui l'a dit la semaine dernière. Il avait raison.

Quant à l'économie, vous savez, on est entre adultes. Je suis fatigué de ces choses. On nous dit: Ah! Vous voulez faire peur au monde, vous voulez donner peur à tout le monde parce que les Québécois ne sont pas capables. Nous sommes entre adultes. Il n'y a rien qui ne se dit pas. Il faut regarder froidement la question suivante: Est-ce que toutes les ressources et tout le capital vont rester en place? Il n'est pas suffisant de dire: Ah bon! Ils vont rester, ils sont déjà partis. Il n'y a aucune preuve. Ça prend des études.

On ne peut pas présumer qu'on pourra avoir une politique indépendante, fiscale et monétaire si on déchire la seule unité suffisamment grande pour faire face aux États-Unis parce qu'on est dans une situation spéciale sur ce continent. On a un grand voisin qui est très influent, qui le sera dans l'avenir et seul un Canada de 25 000 000 pourra y faire face. Finalement,...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Grey, vous avez eu du temps pour répondre qui est pris sur celui de la présidence, mais vous allez avoir d'autres questions qui vont vous permettre de continuer la réponse.

Une voix: ...c'est une humiliation...

M. Grey: Je me sens humilié parce qu'il est certain, vous avez noté... Nous sommes des Québécois ordinaires. Vous avez parlé des Polonais et des Italiens. Ces gens-là sont des Québécois ordinaires aussi. Nous n'avons voulu humilier personne, mais nous avons voulu soulever les questions entre adultes. Tout peut se dire et c'est ça...

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci pour cette phrase, M. Grey. Nous allons maintenant passer à M. Dufour.

M. Dufour: M. le Président, je vais justement donner la chance au président de compléter sa réponse. Je ne prendrai pas les 10 minutes. C'est parce que c'est un mémoire...

Le Président (M. Michel Bélanger): D'autant mieux que vous n'en avez que cinq.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Dufour: Extraordinaire, M. le Président. On peut choisir ses pages dans un mémoire de 26 pages. M. Proulx a choisi les siennes. Moi, je vais choisir les miennes. Je prends la page 14, par exemple, où on nous ramène non pas dans le débat politique, mais dans le débat économique comme tel.

Vous avez commencé d'ailleurs à répondre en partie à la question que je veux vous poser. C'est la création d'un pouvoir international important où vous dites que, par le biais d'une fédération, des petites entités peuvent évidemment faire meilleure concurrence sur le plan international. Vous dites d'ailleurs que le Canada n'a pas été invité à se joindre au Sommet économique, n'a été qu'après des luttes... prouvé sa compétence, etc. J'aimerais vous entendre aller plus loin. Je sais que vous avez des économistes très bien cotés, qui ont regardé ce document-là, qui sont invités d'ailleurs dans tous nos colloques à nous. Donc, ils sont compétents pour le faire, sinon on ne les inviterait pas. Je voudrais que vous alliez un petit peu plus loin sur cet élément de la création du pouvoir économique par des États fédérés.

M. Grey: Je pense que, encore une fois, il y a deux choses qu'on peut faire avec ce genre de question. Premièrement, on peut regarder les autres exemples où il y a eu des fédérations et notre exemple à nous où, finalement, le Canada s'est fait inviter à des réunions des huit, ce qui ne serait jamais arrivé avec une puissance de 7 000 000 ou 8 000 000 ou une autre de 15 000 000. L'Australie n'en fait pas partie. L'Australie a à peu près la population du Canada anglais, un peu moins.

Il y a également les autres exemples, le marché commun qui, certainement, devient une fédération, et il sera une fédération d'ici un an, si l'union monétaire se fait, comme ça semble être le cas. Par exemple, le seul gouvernement qui semble être contre a beaucoup de difficultés ces jours-ci et est sur le point de tomber. Si l'union monétaire et l'union générale européenne se font en 1992, comme prévu, il est certain qu'ils auront réussi à augmenter les niveaux de vie d'une façon incroyable par la fédération. Mais, en général, je pense que, dans un monde

plus grand, le monde des communications, il est essentiel d'avoir des unités plus grandes, d'avoir une politique fiscale et économique sur une plus grande échelle, et je tiens à souligner que ceux qui prétendent que le dollar québécois, comme tel, pourrait survivre, ont peut-être raison, à condition que ce dollar-là soit rattaché étroitement au dollar américain. Mais, à ce moment-là, les Québécois perdraient 30 % d'influence sur un vrai dollar avec lequel on peut avoir une politique fiscale et économique, qu'on soit d'accord avec celle que le gouvernement a menée ou non, pour avoir un dollar qui n'a absolument aucune influence, bien sûr, sur les États-Unis.

Je pense que le contrôle des taux d'intérêt serait beaucoup plus difficile dans un Québec souverain que dans une unité plus grande. Encore une fois, je ne dis pas qu'il faut toujours se fusionner avec tout le monde, parce que la conséquence logique serait: Pourquoi ne pas nous joindre aux États-Unis? Je pense qu'il y a d'autres considérations également qui jouent en faveur du Canada, mais je pense qu'il est évident qu'aujourd'hui la tendance, dans presque tous les pays occidentaux, est contre la création de nouveaux petits États. Ça, c'était la tendance au XIX^e siècle. Aujourd'hui, on a besoin d'un État qui aura les pleins pouvoirs, tant fiscaux que monétaires, et qui pourra participer dans la planification avec le Japon, les États-Unis, l'Allemagne...

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à M. Roger Nicolet, qui sera suivi de M. Libman.

M. Nicolet: M. Grey, j'ai également, évidemment, pris connaissance de votre mémoire, et je me suis interrogé sur la finalité de ce texte. Il me semble que vous avez entrepris la tâche de défendre votre vision du fédéralisme. Croyez-vous véritablement qu'en abordant le dialogue sur le ton que vous avez choisi, vous êtes en mesure d'infléchir, d'animer un véritable dialogue national avec l'ensemble des Québécois?

M. Grey: Je pense, M. Nicolet, qu'il ne faut pas présumer que tous les Québécois sont du côté de M. Proulx ou de M. Brassard. Je pense qu'il y a un grand nombre, moi, je dirais une majorité silencieuse, qui tiennent au Canada. Et je pense que, s'il y a des gens – et je ne le nie pas – qui, de bonne foi, pensent que pour une raison ou une autre, le Canada devrait être modifié d'une façon radicale, il n'y a qu'une seule façon de rédiger un mémoire, comme je l'ai dit, entre adultes. C'est la façon directe et honnête. Il me semble évident que les Québécois ont le droit de savoir quelles seront les conséquences économiques, quelles seront les conséquences sociales, quels sont les risques au niveau des populations. Le ton n'est pas, contrairement à ce qu'a pensé M. Proulx, humiliant. C'est fait

par des Québécois pour des Québécois. Il faut dire la vérité comme on la voit. Il est manifeste que, de tous les motifs qui ont été donnés à date pour avoir un nouveau système souverain, il n'y en a pas un seul qui a le moindre poids logique. Finalement, la souveraineté repose sur une thèse émotive. Parce que, logiquement, il n'y a rien en faveur d'une souveraineté totale du Québec. Bien sûr, le remaniement constitutionnel, ça peut se faire. Il y a toutes sortes de choses qu'on peut faire, mais je pense que nous devons aux Québécois de les traiter en adultes. Contrairement à M. Proulx et à M. Brassard, nous avons du respect pour ceux qui n'acceptent pas nos thèses, mais nous avons le devoir de le dire carrément et ouvertement. La souveraineté sera... si on faisait une telle démarche, va sacrifier la génération qui est ici maintenant. Je pense que cette génération ne veut pas être sacrifiée pour un but tout à fait éphémère.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Nicolet.

M. Nicolet: Brièvement, M. le Président. Je vous ai écouté. Je vous ai entendu, M^{re} Grey. J'aimerais conclure et me rattacher à votre exposé d'ouverture où vous avez référé à un diagnostic que vous avez qualifié d'intermédiaire pour le moment et il me semble que si le travail de cette Commission doit aboutir à un large consensus de la population québécoise, il est urgent que nous puissions rétablir un dialogue avec la communauté anglophone. Il me semble, malheureusement... Autant ce matin nous avons eu droit à une amorce de dialogue avec The Board of Trade, autant malheureusement, je ne puis que constater que le cadre dans lequel nous abordons les discussions avec vous est malheureusement déboîté. Et j'ose espérer, pour revenir à votre remarque d'ouverture, que lorsque vous aurez entendu, comme nous l'avons déjà fait depuis une semaine et comme nous le ferons jusqu'à la fin de l'année, quand nous aurons eu l'occasion et vous aurez eu l'occasion de prendre connaissance de l'ensemble des prises de position de nos concitoyens, qu'à ce moment-là vous ferez l'analyse et la prise de conscience qui s'imposent et j'ose espérer que nous pourrons, à ce moment-là, reprendre le dialogue dans un contexte plus serein.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à M. Libman.

M. Grey: Mais pourquoi il faut procéder avec la communauté...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Grey, la parole est maintenant à M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. Il faut souligner, après certaines de ces interventions, le

fait que nous avons devant nous un groupe qui est composé des experts constitutionnels les plus réputés dans notre pays et un groupe qui est composé de francophones, d'allophones et d'anglophones, pour réagir premièrement au point de M. Nicolet. Et certains dans ce groupe ont en effet été invités pour témoigner devant cette Commission comme experts. Mais ma question est la suivante: Nous avons entendu parler cet été, par la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec... ils ont parlé de l'autonomie politique du Québec avec des liens économiques avec le reste du Canada. Quand ils parlent de l'autonomie politique et après certaines choses dont on a entendu parler par M. Rémillard qui parlait d'une cour suprême du Québec, est-ce que vous croyez qu'une des choses qui est nécessaire pour l'autonomie politique du Québec est une cour suprême du Québec pour le dernier recours juridique d'être au Québec au lieu d'être la Cour suprême du Canada?

M. Grey: Je pense que ça serait une grande erreur. Il y a deux choses à dire. Premièrement, la Cour suprême du Canada a une excellente réputation maintenant, meilleure que la Cour suprême des États-Unis, par exemple, qui est trop politisée, meilleure que The House of Lords qui est trop positiviste, trop étroite dans son légalisme. Donc, nous avons une des meilleures cours suprêmes où les nominations – bien que le mécanisme des nominations laisse à désirer – depuis 1968, elles n'ont pas été ouvertement politiques ni politiques du tout. Deuxièmement, partout au monde, comme en Europe, par exemple, il y a tendance à créer des cours suprêmes à l'extérieur. La cour a comme but de protéger précisément des causes qui ne sont pas populaires, des causes qui sont minoritaires. Il est donc très dangereux de créer une cour qui sera contrôlée par une législature suprême d'un seul pays. Il est beaucoup plus sécuritaire – et tous les pays le savent, ça retourne à notre première question – que les libertés publiques, nonobstant l'opinion de M. Brassard, sont mieux protégées dans les fédérations, dans les situations où la protection se fait de l'extérieur. C'est la nature humaine. Ça n'a rien à faire avec le Québec ou les autres endroits. Ça n'a rien à faire avec une incapacité des Québécois. C'est une loi générale.

Il est mieux d'avoir une cour suprême composée de gens de partout qui ont la sagesse de plusieurs endroits, de plusieurs cultures, qui n'ont pas, si vous voulez, l'uniformité qu'une cour suprême du Québec aurait nécessairement. Je tiens à souligner qu'il y a beaucoup de gens qui pensent que c'est précisément là le problème du Canada, que la loi 101 a été cassée à plusieurs reprises. Il faut ajouter: Ces causes-là étaient juridiquement, parfaitement fondées. Si le Québec était une démocratie – et je n'ai aucune raison de penser qu'il ne le serait pas – il

devrait se soumettre à une révision judiciaire aussi. Les décisions devraient être les mêmes et, par ailleurs, il serait beaucoup plus sécuritaire d'avoir un tribunal de l'extérieur.

(21 h 15)

Un dernier exemple que je vais vous donner pour la sécurité extérieure qui est plus grande: Les Nations Unies viennent de condamner la loi 178. Pour une raison ou une autre, ça n'a pas eu beaucoup de publicité. Il est évident qu'il n'est pas sécuritaire de laisser ce genre de question sur les libertés fondamentales à une seule juridiction majoritaire. Ça prend une cour suprême de partout pour prendre cette décision. Encore une fois, si les tribunaux des États avaient été suprêmes, pensez-vous que la déségrégation aurait réussi aux États-Unis en 1954?

M. Libman: M. le Président, juste pour terminer...

Le Président (M. Michel Bélanger): Il vous reste une minute, M. Libman.

M. Libman: Je veux juste continuer dans l'optique que M. Nicolet a mentionnée: la question du dialogue qui est importante. Je pose une question au coprésident, M. Comtois. Cette question de dialogue, est-ce que vous croyez qu'en ce temps, comme M. Nicolet l'a mentionné, il y a une majorité silencieuse des Québécois francophones qui sont ouverts à discuter dans ce type de discussion qui appuie le fédéralisme comme tel, ouverts à discuter les modifications au fédéralisme?

M. Comtois: Je pense que les événements d'aujourd'hui... J'imagine que M. Nicolet, qui a fait référence à la présentation du Board of Trade, ce matin, et peut-être la nouvelle qu'on a vue dans les journaux aujourd'hui, de M. Donderi qui s'est proclamé membre de notre groupe. J'ai lu tout à l'heure – j'étais voisin de lui – au complet le texte de la conférence qu'il a prononcée. Il a droit à son opinion, mais jamais il n'est intervenu au cours de nos réunions quand on a préparé le mémoire. Je ne me souvenais même pas de sa personne. Ce soir, comme il était un peu piteux, j'ai causé avec lui. J'ai lu le mémoire au complet et... Je ne l'aurais pas signé, évidemment. C'est extrémiste, mais je crois qu'il a droit à son opinion comme tout le monde et ce n'est pas plus extrême comme teneur que bien d'autres choses.

Maintenant, est-ce que le dialogue est possible? Moi, je voulais apporter le petit exemple du divorce, du mariage – en passant, M. Brassard, même l'annulation de mariage produit le même effet au point de vue civil que le divorce et, défaut de consommation...

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est peut-être ce que recherche M. Brassard.

M. Comtois: Il n'y a rien que les Jésuites qui...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Comtois, je dois vous interrompre, nous avons épuisé le temps de M. Libman. Je vous répète qu'il y aura d'autres questions et que vous pourrez enchaîner sur les réponses. M. Larose sera suivi de M. Hogue.

M. Larose: M. le Président, j'ai beaucoup apprécié ce texte, notamment pour un certain nombre de concepts qui sont mieux mis en évidence que dans d'autres mémoires, celui de la souveraineté, celui du fédéralisme. Mais je note une omission particulière qui est la notion de peuple et la notion d'une nation. Je suis informé qu'il y en a parmi votre groupe qui sont plutôt passionnés des droits des autochtones et par le fait qu'il y a eu ce type d'omission m'amène à conclure que c'est une passion vraisemblablement d'opportunisme politique.

Deuxièmement, je voudrais rappeler que les exemples que vous nous donnez de fédéralisme, à la page 6, aucun de ces exemples ne met en présence plusieurs peuples. Ce sont des fédéralismes à l'intérieur d'un même peuple. La thèse de fond, c'est l'effort colossal pour essayer de développer une thèse dont plusieurs ont parlé, voulant que les régimes fédéraux soient davantage protecteurs. Vous pouvez le dire à la manière d'un bouddhiste qui tourne son moulin à prières, mais les faits sont intrus. J'aimerais ça qu'on regarde d'abord au Canada. On l'a déjà dit: Ce n'est pas le Québec qui a emprisonné tous ceux dont on vient de parler. Mais n'allons pas si loin. Regardons les faits d'aujourd'hui, la situation des autochtones.

Dans ce Québec raciste, nazi dit votre camarade, dans une étude du gouvernement fédéral, les autochtones, au Québec, sont mieux logés, dans des bâtiments plus salubres qu'en Ontario. Ils connaissent un écart de 29 % positif, au Québec, par rapport à l'ensemble canadien quant aux installations sanitaires. Le revenu des autochtones, au Québec, est de 75 % de la moyenne canadienne, au Québec. Et pour le reste du Canada, il est en bas de 70 %. La population carcérale des autochtones, au Québec, représente 0,7 % de la population et ils sont 0,3 % de la population carcérale. Au Manitoba, ils représentent 5 % de la population et ils sont 24 % de la population carcérale. Dans ce Québec raciste, dans ce Québec nazi est-ce qu'on ne devrait pas souhaiter que l'ensemble du Canada soit également raciste et nazi comme le Québec? Il me semble que les minorités du Canada s'en porteraient mieux: les francophones et les autochtones. Il me semble que ça serait une grande contribution de votre groupe de recherche sur le fédéralisme que de faire cette proposition précisément pour les droits individuels de ces communautés. Deuxièmement ...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Larose, comme votre temps est presque épuisé, si vous voulez une réponse à cette première question, il faudrait céder la parole au groupe.

M. Larose: Je sais qu'il va prendre son temps pour nous répondre ailleurs.

Le Président (M. Michel Bélanger): Il ne restera probablement plus de temps ailleurs.

M. Larose: Je voudrais vous demander si M. Donderi, dont on connaît maintenant les positions, a été dénoncé par votre groupe, a été expulsé de votre groupe ou bien si c'est un fidèle de votre groupe. Et, dans ce sens-là, il n'y a pas de surprise à la position de M. Donderi. C'est exactement de la farine du texte que vous nous avez présenté.

M. Grey: M. Larose, nous ne sommes pas ici pour dénoncer ni pour expulser. Il est évident que les...

M. Larose: ... racistes...

M. Grey: ... M. Larose, laissez-moi répondre. Ce n'est pas du racisme. Il y a la liberté... Nous n'étions jamais associés avec son texte, mais tout ce qu'il y a là, c'est une analogie que vous n'avez pas aimée. Ce qui était critiqué, c'était la loi 178 qui a été dénoncée par les Nations Unies. Je n'ai aucunement l'intention de défendre, d'attaquer, de dénoncer ou de prendre position dans un sens ou dans l'autre, mais je veux vous dire qu'on fait ici une démarche où on invite les Québécois qui ne sont pas avocats, qui ne sont pas membres des médias, à présenter des mémoires, et il faut s'attendre à ce que certaines choses soient dites d'une façon inusitée, à ce qu'on utilise un langage plus fort. Il ne faut pas attaquer les gens, parce que les autres ne se présenteront pas si on attaque les individus parce qu'ils ont utilisé une analogie que vous n'avez pas aimée. Pourquoi ne vous emportez-vous pas contre le président des commissions catholiques? Pourquoi n'avez-vous pas parlé contre Mme Payette? Pourquoi est-ce que le Parti québécois ne l'a pas expulsée après le film "disparaître"? C'est parce qu'on n'est pas ici pour dénoncer ou pour expulser.

J'invite les gens qui ont des idées différentes à les exprimer directement et à ne pas cacher les idées, mais je pense que vous ne pouvez pas attaquer une analogie. D'ailleurs, c'est la même analogie. Vous parlez de Québec, nazis, fascistes. Personne ne l'a dit, M. Donderi non plus. On a attribué ce même genre de paroles à M. Libman qui n'avait même pas utilisé cette expression, l'an dernier. On a fait ce genre de choses quand on a critiqué le Québec dans le *New York Times*.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Grey, nous avons établi des règles qui tentaient de limiter le temps.

M. Grey: Et vous avez raison.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous avons beaucoup étendu ce soir pour vous assurer le droit de parole. Il faut quand même un minimum de discipline.

M. Grey: C'est ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): Au nom de la présidence, vous avez cité deux fois une condamnation des Nations Unies, de la loi 178. Vous savez bien que ce ne sont pas les Nations Unies, mais un des comités des Nations Unies. Est-ce que je puis vous demander si vous acceptez que toutes les décisions de tous les comités – toutes les décisions de tous les comités – des Nations Unies doivent recevoir l'assentiment immédiat de tout le monde?

M. Grey: Toutes les décisions de tous les comités des Nations Unies, pas nécessairement...

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Grey.

M. Grey: Mais, quand il s'agit d'une...

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à M. Hogue.

M. Grey: ...

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est à M. Hogue.

Une voix: Ha, ha, ha! C'est extraordinaire.

M. Hogue: Merci, M. le Président. M. Grey, je félicite le groupe ou je vous félicite d'avoir l'audace ou la témérité, en même temps l'honnêteté, je suppose, mais je ne voudrais presque plus qualifier là. Je vais dire la vérité comme on la voit, comme je l'ai entendue tout à l'heure de votre bouche. Je vous pose deux questions.

La première. Vous indiquez que l'indépendance totale ou la souveraineté-association exposerait l'économie du Québec à de sérieux risques. Et la question. Pourquoi le fédéralisme offre-t-il une meilleure protection pour le Québec face aux problèmes économiques de l'année 1990? Mais avant de répondre, je vais vous poser la deuxième question. Vous pourrez en faire un tout. J'ai lu votre mémoire. Je ne voulais pas intervenir. Je l'ai relu. Le bon Dieu m'aidant et mon âge, je me suis dit que je me devais d'intervenir. Et puis qu'il fallait une intervention. Il y en a eu un certain nombre,

mais ce document-là valait mon intervention.

Tous savent et vous savez, autour de la table et ailleurs, que je ne suis pas séparatiste et je ne suis pas près de le devenir. Et tous savent que je suis un fédéraliste. Jusqu'à ce matin, j'étais pur et dur, mais avec M. Turgeon, je suis devenu pur et mou, je suppose. Et puis tous savent que je suis un "pepsi avec un doctorat". Ça c'est clair là. Fédéraliste, pepsi, doctorat. J'arrive à la page 17 parce que j'ai lu à la toute première page que vous devez revenir dans votre méthodologie pour l'amplifier par la suite. Alors, étant donné que vous voulez amplifier la démarche, je veux y participer.

Donc, le Québec et l'histoire du Canada." Je me souviens" constitue un intérêt dans le passé, etc. Ça me fait penser au "Common law" qui, lui aussi, moule le Canada moderne. À la page 18, parce que vous montrez, et vous le dites, une objectivité quasi au-dessus de tout soupçon, à la page 18, vous parlez de l'abbé Groulx et vous l'identifiez comme un ultranationaliste. Ça va de soi que les livres d'histoire l'ont étiqueté comme tel. Michel Brunet comme un ultranationaliste.

Vous passez, non pas sous silence, Marcel Masse. Je dois vous dire, à tort ou à raison, que j'ai participé dans, non pas le discours, mais les fonds qui ont été donnés à la Maison Lionel-Groulx qui sont dans le comté d'Outremont, puis j'en suis fier. Et ça vient d'Ottawa, consciemment. Après ces deux ultranationalistes, vous parlez d'un grand historien parce que c'est toujours très objectif, un grand historien américain, Parkman. Creighton, lui, c'est un important historien. Et puis, il y a le dernier paragraphe où vous allez, pendant 18 lignes, citer Creighton, dans un texte qui est relativement difficile à comprendre en français. En tout cas, à la deuxième ligne, je ne sais pas, il doit manquer un verbe, un attribut ou quelque chose.

Une voix: ...le texte anglais.

M. Hogue: Oui, mais, en tout cas, je vous dis juste ça en passant, c'est parce que je le lisais, moi, en français.

Le Président (M. Michel Bélanger): Une minute et demie, M. Hogue.

M. Hogue: Il me reste une minute et demie? Je vais avoir le temps de finir.

Vous savez, c'est un peu d'audace, M. Grey, de parler d'écoles et d'histoires académiques. Je ne connais pas d'histoires qui sont académiques, à part les romans. Mais là où j'en reviens un peu plus, et je vous demande, à vous, de me situer... Le multiculturalisme – à la page 23 – doit être partagé par tous les Québécois, dans un "melting pot" d'expression française ou bien de vieille souche. Moi, là, où me situez-vous? Pepsi, avec un doctorat? Un "melting pot" d'expression française ou bien une vieille souche?

Parce que c'est quoi, ça, un "melting pot" d'expression française? Et c'est ma deuxième question.

M. Grey: Si je peux répondre...

M. Hogue: Laissez-moi finir parce que...

Le Président (M. Michel Bélanger): Mais allez, si vous voulez une réponse de Me Grey.

M. Hogue: Oui, mais je veux au moins donner ma question.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Hogue: Il répondra sur le temps du président, avec sa bonté proverbiale. Parce que, "une bonne partie de la ferveur pour la souveraineté a été un rejet préconçu du Québec pour le Canada anglophone." J'ai l'impression qu'il y a des jugements de valeur. Une chance que vous m'avez dit qu'il faut dire la vérité comme on la voit. J'ai l'impression qu'elle est relativement subjective. M. Grey, je vous en félicite.
(21 h 30)

M. Grey: J'aimerais vous dire, premièrement, où je vous situe. Je vous situe exactement dans la même position où je me situe. Je pense que les distinctions entre les gens de vieille souche et les jeunes, nouvelle souche – comme vous voulez – doivent disparaître dans ce nouveau Québec. Je vois que le Canada anglais qui avait également un groupe national, les anglo-saxons, qui étaient dominants dans les années quarante, a évolué au point où la langue anglaise n'est pas en danger à Toronto ou à Vancouver. Mais il y a un multiculturalisme où il n'y a vraiment aucun avantage à être d'une descendance ou d'une autre. Donc, quant à moi, je ne fais pas la distinction. Je vois une société multiculturelle de langue française, comme l'autre est de langue anglaise, où le français est la langue de tout le monde, mais où tout le monde prend un peu de la culture des autres. Bien sûr, la plus grande contribution viendra sûrement de la majorité. Mais il y a également les autres cultures qui vont contribuer.

Quant à votre analyse historique, je n'ai pas attaqué l'abbé Groulx. Je suis en désaccord profond, mais cependant, je pense que ça a été un grand historien dans un certain sens. Je pense que l'abbé Groulx avait raison de penser que si on avait accepté la culture industrielle dans les années 1820 ou 1830, avant la création des systèmes scolaires, d'un réseau social, il y aurait eu peut-être l'assimilation. Dans ce sens-là, je pense que l'abbé Groulx a perçu une partie de la vérité. Cependant, je pense que l'abbé Groulx qui, par ailleurs, était un parent éloigné de mon épouse... Je ne suis certainement pas contre l'abbé Groulx comme individu. Je pense que sa vision est dépassée et je pense malheureusement

que je lis de plus en plus dans la presse parfois, pas *La Presse* comme telle, mais toute la presse, dans les médias, je lis un peu trop de l'analyse de l'abbé Groulx qui semble...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Grey, vous aurez l'occasion de répondre encore à plusieurs questions.

M. Grey: Toujours, oui.

Le Président (M. Michel Bélanger): Comme il arrive que nous avons déjà épuisé les 25 minutes, mais qu'il y a plusieurs membres qui avaient demandé la parole et que vous avez épuisé le temps de la présidence et moi aussi, nous allons continuer par périodes de cinq minutes, étant donné que c'est la fin de la journée, avec la bienveillance de tous les membres du comité, pour épuiser la liste des autres membres avant de revenir aux membres des deux partis.

Je vais demander à ceux qui restent encore, si possible, d'exprimer leurs vues ou leurs questions rapidement, ce qui facilitera la brève réponse de Me Grey.

Nous continuons donc avec M. d'Anjou, suivi de Mme Pagé.

M. d'Anjou: M. le Président, en conclusion, vous dites: Le statu quo n'est plus viable, un renouveau est nécessaire. Québec et le reste du Canada ont besoin l'un de l'autre. La voie du renouveau doit passer par un nouveau fédéralisme. J'aurais aimé que vous nous décriviez ce que vous entendez par un nouveau fédéralisme. En particulier quant au pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral qui cause une situation financière extrêmement difficile et qui a imposé des dépenses considérables aux provinces également à cause de juridictions conjointes dans diverses matières de juridiction provinciale où ça a causé de l'inefficacité, ça amené des coûts supplémentaires inutiles, etc. Comment voyez-vous ça, le nouveau fédéralisme?

M. Grey: Nous vous avons donné une liste d'amendements. La première chose que je pense, c'est que les amendements devraient se négocier un à un parce qu'on a vu ce qui arrive quand il y a trop d'intérêts à la fois. Il y a beaucoup de partenaires. Il est difficile de négocier ces choses-là.

Deuxièmement, quant au pouvoir de dépenser, malheureusement, je ne suis pas d'accord avec vous. Je pense que ce pouvoir constitue une soupe de sécurité. Je pense que le Québec a déjà les droits dont il a besoin, par exemple, en matière culturelle ou matière d'éducation. Mais il est souvent souhaitable, pour le gouvernement fédéral, de pouvoir empêcher – encore une fois, j'ai souvent peur d'une juridiction qui a trop de pouvoir. Je vais seulement vous donner un

exemple. Cela n'est pas nécessairement politique. On prend une institution comme le Conseil des arts et, si jamais les institutions québécoises, par exemple, avaient une tendance trop avant-gardiste, qu'elles donneraient de l'argent pour le théâtre classique ou le contraire, je pense que la soupape de sécurité... Je pense que le pouvoir de dépenser devrait exister dans les deux sens. Je pense également que les changements constitutionnels devraient être dans les deux sens. Je pense qu'en matière d'immigration, de Cour suprême, par exemple, il faudrait limiter les pouvoirs fédéraux. Par contre, je pense que l'élimination de la clause "nonobstant" reste un objet à souhaiter pour tout le monde. Et ce n'est pas l'augmentation du pouvoir fédéral – le pouvoir fédéral serait également plus étroit puisqu'il n'aurait pas le pouvoir d'utiliser la clause "nonobstant" – mais je pense que c'est l'augmentation de ces pouvoirs individuels que je considère comme sacrés dans une société moderne.

Donc, la réponse est qu'il y a plusieurs éléments dans la Constitution, en matière familiale, en matière d'immigration, de Cour suprême, qui pourraient changer en faveur des provinces. Il faudrait les négocier un à un. Et il y a certaines choses, y compris le pouvoir de dépenser, qui devraient rester mais qui devraient clairement être des deux côtés, dans les deux sens. Finalement, la clause "nonobstant", la protection fondamentale des libertés devraient prévaloir sur les désirs des majorités de faire des lois qui, par ailleurs, n'ont pas réussi le test de l'article 1 de la Charte qui, déjà, les protège adéquatement.

Donc, je pense qu'il faut dire ceci: Nous proposons des changements constitutionnels – nous admettons volontiers qu'ils ne sont pas bouleversants – il resterait, après nos amendements constitutionnels, un pays comme le Canada où il y aurait des pouvoirs à Ottawa, où il y aurait des pouvoirs à Québec et à Toronto.

Maintenant, si on n'a pas parlé des réformes comme la fusion des provinces maritimes, c'est parce que nous pensons que ce n'est pas de nos affaires. Nous travaillons au Québec. S'ils veulent se fusionner, ils ont bien le droit, mais ce n'est pas à nous de leur dire de le faire. Il y a toutes sortes de changements qui sont possibles. Nous sommes contre un bouleversement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Pagé suivi de M. Poissant.

Mme Pagé: Alors, messieurs, tout d'abord, je voudrais commencer en vous disant que j'ai été très surprise de votre mémoire, parce que, même les groupes qui sont venus nous parler du fédéralisme, qui se sont placés en appui au fédéralisme – droit que je leur reconnais entièrement parce que nous sommes dans un pays libre, où la liberté d'expression et d'avoir des

idées différentes est fondamentale – tous ces groupes nous ont parlé de la nécessité d'une réforme en profondeur du fédéralisme. Je dois vous dire que vous êtes peut-être dans le camp des fédéralistes, mais vous êtes tout seuls et pas mal tout seuls à nous expliquer que les pouvoirs actuels du Québec sont suffisants, qu'il ne faut pas chambarder la Constitution canadienne et le partage des pouvoirs, et là vous venez de mettre la cerise sur le sundae, il faut aller négocier les pouvoirs un par un en plus de ça. Imaginez-vous, ça fait 150 ans qu'on n'a pas réussi à aller en chercher un seul...

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Pagé: ...est-ce qu'il faut les passer un par un? Dans la liste qui nous a été soumise par les groupes fédéralistes, mon cher monsieur, on n'en a pas jusqu'en l'an 2000, jusqu'en l'an 3000. Alors je suis très surprise.

Ceci dit, j'ai beaucoup d'espoir parce que vous nous dites que vous n'avez pas complété votre réflexion. Je trouve ça rassurant.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Pagé: Et là, vous savez, moi je suis une présidente de centrale syndicale, mais j'ai été longtemps une enseignante et quand mes élèves me disaient qu'ils n'avaient pas fini leur réflexion, je leur donnais des devoirs et des leçons. Je vais vous inviter à lire le mémoire de l'Association des manufacturiers canadiens qui parle de rapatriement des pouvoirs pour le Québec, et il y en a, le mémoire du Forum pour l'emploi, le mémoire de la Chambre de commerce du Québec, le mémoire du Bureau de commerce de Montréal, le mémoire de la Fédération des groupes ethniques du Québec. Là, je pense que vous allez devoir cheminer sur le rapatriement des pouvoirs pour le Québec.

Deuxièmement, je vais vous inviter aussi à vous préoccuper de la situation des francophones hors Québec – parce que vous êtes très inquiet – à vous ménager une rencontre avec la Fédération des francophones hors Québec. Ils vont vous rassurer quant à l'impact qu'aurait la souveraineté du Québec sur leur sort. Et quand vous nous dites que la situation du français s'est améliorée au Canada, je vous invite à relire les dernières Statistiques Canada au cours des 20 dernières années: vous allez constater que le nombre de parlant français a diminué sans cesse au Canada.

Dans la suite des devoirs et des leçons, je vous invite à vous ménager une rencontre avec le Conseil du statut de la femme qui va vous expliquer que le beau modèle fédéral avec les deux chartes, il a été à l'encontre des droits et libertés des femmes. Je vous invite à vous ménager une rencontre avec elles. Nous les avons entendues hier soir.

Enfin, dernier élément, vous allez vous occuper, vous allez voir. Vous êtes très inquiet. Vous dites que le Québec est ambivalent sur le multiculturalisme. Là je vous invite à aller faire un tour au ministère de l'Immigration, au ministère de l'Éducation, dans les commissions scolaires et vous allez y trouver un concept que vous ne connaissez pas, qui est celui de l'interculturalité qui est le choix qui a été fait par le Québec en opposition au multiculturalisme, et je vais même vous inviter à aller vous informer des programmes d'enseignement des langues d'origine qui existent au Québec, qui comportent des volets d'enseignement des cultures d'origine, et c'est un modèle qui n'existe pas, aussi poussé dans les autres provinces canadiennes. Je pense que, quand vous aurez fait toutes ces lectures, tous ces devoirs, toutes ces leçons, je suis confiante que ce que vous nous annoncez, en prémisse, à savoir que votre réflexion n'est pas complétée, elle aura eu l'occasion de se compléter et de s'enrichir.

M. Grey: Je connais les choses dont vous parlez. J'ai fait beaucoup d'immigration.

Mme Pagé: Ça ne paraît pas dans votre mémoire.

M. Grey: Je connais également les systèmes scolaires du Québec. Si vous me dites que les autres mémoires fédéralistes prévoient des remaniements de pouvoirs, les nôtres aussi. Je pense que c'est une question de nuances, si on parle de bouleversement ou non. Nous sommes peut-être les seuls à penser que le pouvoir de dépenser est bien fondé, mais ça, c'est un détail. Je pense que si vous relisez les mémoires fédéralistes qui vous ont été soumis, vous allez voir les suivants, que ces mémoires-là: les chambres de commerce, les organisations économiques comme les manufacturiers, étaient surtout intéressés par l'aspect économique, et ils étaient prêts à dire: Bon, si le Québec veut certaines choses, ils sont d'accord. Mais les choses avec lesquelles ils étaient d'accord sont plus ou moins les mêmes. Je vous invite à relire les choses que nous avons lues, les mêmes que les nôtres...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Grey.

M. Grey: ...sauf que nous disons que ce n'est pas...

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est tout le temps que nous avons. Nous allons continuer quand même, il me reste trois intervenants du groupe, et ce sont tous des intervenants d'expérience: M. Poissant, M. Laberge et M. Ouellet. Je vais leur demander à tous les trois, si possible, de déclarer brièvement leurs commentaires ou de poser brièvement leurs questions pour vous donner quelque temps pour

leur répondre. M. Poissant.

M. Poissant: Merci. M. le Président. Sur la qualité de votre mémoire, je n'en parlerai pas davantage. Pour faire avancer le débat toutefois, j'aimerais vous poser deux questions purement techniques. Vous dites, à la page 4 de votre mémoire: "De plus, aucun pays ou province ne peut décider d'un tel arrangement - je suppose la souveraineté-association - sans le consentement de ses partenaires proposés." Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

M. Grey: Je pense que nous avons une situation où la province et le gouvernement fédéral sont souverains dans leur propre champ de compétence. Donc, il serait impossible, pour le gouvernement fédéral seul, de négocier une souveraineté-association avec le Québec parce qu'il y aurait quand même modification des éléments qui touchent les autres provinces. Il serait également pratiquement impossible de négocier une situation où il y a un Parlement, dans lequel le Québec doit être représenté, si jamais il y a, par exemple, union monétaire ou fiscale parce que le Québec doit avoir sa part, si vous voulez, du gouvernement, monétaire et fiscale, mais où le Québec ne participe pas sur certaines choses. Il va certainement y avoir une opposition d'autres qui vont dire: Écoutez, vous ne pouvez pas avoir 30 % des votes, si, par exemple, vous ne participez pas dans une grande partie. Ça prendrait certainement le consentement des autres pour changer les arrangements à Ottawa.

Donc, à mon avis, la négociation de la souveraineté-association est pratiquement impossible. Même la négociation de la souveraineté, malheureusement, prendrait la participation des provinces parce que, du point de vue constitutionnel, ça n'est pas faisable. C'est précisément parce que le Québec et les autres provinces ont déjà leur souveraineté en partie...

Le Président (M. Michel Bélanger): Autre question, M. Poissant?

M. Poissant: Oui, qui se rattache à peu près dans le même sens. C'est que vous parlez également de l'entente de libre-échange que nous avons avec les États-Unis. Vous dites: Subséquemment, il faudra ajouter le Mexique et que, là, ça sera plus difficile. La question: Est-ce que d'abord vous croyez que... Vous nous dites qu'on ne pourrait pas transférer automatiquement du Canada au Québec ou être copartenaires dans cet ensemble?

M. Grey: Exactement. Vous savez, on a rédigé le mémoire avant le 2 novembre. Mais c'était, je pense, dans les journaux de la semaine dernière, qu'il y avait une instance économique américaine qui a dit que, bien sûr, s'il y a un

changement au Canada, il faudra tout revoir dans les contrats en général. Les contrats, si les parties changent, ils ne restent pas en vigueur automatiquement. Donc, ce serait à négocier. Je ne dis pas que ce n'est pas négociable mais il est certain que nous n'avons pas eu beaucoup de poids de négociation de toute façon dans le libre-échange. On a accepté toutes sortes de choses. Moi, je n'aurais pas signé – je dois vous avouer – mais on a accepté toutes sortes de choses qui étaient favorables aux États-Unis.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Laberge.

M. Grey: Pensez comment ça serait renégo-cié une telle chose entre les deux pays.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Laberge

M. Laberge: Merci, M. le Président. Si j'ai bien compris, vous ne représentez pas de groupes. Vous représentez des individus, des experts comme M. Libman a dit tantôt.
(21 h 45)

M. Grey: 50 à 100 personnes.

M. Laberge: C'est ce qu'il a dit tantôt. Il y en a même, là-dedans, qui ont déjà été à des colloques du Conseil du patronat, si j'ai bien compris. Ça les qualifie, ça les qualifie. Sauf que j'ai un peu de misère. Vous dites qu'au Québec, on a un fardeau fiscal plus élevé, alors que pour la première fois de notre vie, on a eu des félicitations de la Chambre de commerce de Québec, de l'Association des manufacturiers canadiens – qui disaient que les entreprises s'en sortaient bien mieux au Québec que les autres. Une compétence et une productivité de la main-d'œuvre plus faible que l'Ontario, alors qu'ils disaient exactement le contraire. Vous allez placer M. Dufour dans l'embarras. Ou bien vous êtes les experts ou bien il va être obligé de dire aux autres qu'ils se sont trompés!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: Une plus grande sensibilité de l'économie du Québec aux récessions; encore là, ils disaient le contraire. Je m'excuse mais on dirait...Je pense que vous êtes des astronautes.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: Je pense que vous arrivez d'une autre planète et vous débarquez parce que...Non mais! Vous faites des affirmations. Il n'y a que vous qui puissiez faire des affirmations comme ça. Je regarde à la page 34, vous êtes les seuls à appeler la Caisse de dépôt et placement du Québec, la Caisse de placement et de développement.

M. Grey: C'est une faute de frappe!

M. Laberge: Non, mais en fait, c'est... Vous dites que le français en regagne partout, alors qu'on a eu les tenants français hors Québec qui sont venus crier au secours; ils sont en train de tous disparaître. Vous nous affirmez que le français se porte bien.

Une voix: ...au Québec.

M. Laberge: S'il se porte mieux au Québec, ce n'est pas grâce au fédéralisme, s'il vous plaît! Quand vous dites que les droits individuels sont mieux protégés par un fédéralisme, ho! là, vous manquez de mémoire en tableau! Je vais vous en rappeler une couple parce que je suis passé dedans.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: Quelqu'un a mentionné tantôt les Japonais et les Italiens. Le gouvernement fédéral, 50 ans après, vient de présenter ses excuses. La Loi sur les mesures de guerre... et là, pourrais-je vous dire qu'il y a plusieurs centaines de Québécois et de Québécoises qui ont vu leurs droits les plus sacrés être violés? Pas une pancarte pour dire: Enlève ta pancarte. En prison, sans avocat, sans droit d'appel, sans rien. Et ils ont passé des jours et des jours en prison. Mais attendez, vous autres, MM. les politiciens, M. Rémillard et M. Guy Chevette, je m'excuse, c'est de valeur, à la page 11, "Compte tenu du manque de confiance dans les politiques et les politiciens..."

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: ...qui est devenu, avec une certaine justification, répandu en Amérique du Nord en refusant d'accorder à l'un ou l'autre trop de pouvoirs semblerait être un objectif logique". La souveraineté, non parce que les droits individuels ne seraient plus en danger, mais d'après ce qu'on vient de se raconter, le fédéralisme non plus. Vous seriez quasiment d'accord avec moi que ça prendrait toujours une espèce de gouvernement minoritaire, avec deux ou trois balances de pouvoir quelque part, et là, on...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Laberge, vous épuisez votre temps. Peut-être que vous permettriez à M. Grey des éléments de réponses ou de commentaires?

M. Grey: La première fois que je vous ai entendu, vous avez donné raison aux statistiques du Conseil du patronat. Je me demande comment un représentant – je ne prends pas position pour la droite ou pour la gauche ici parce qu'on n'est pas ici pour ça – mais je me demande comment

vous pouvez être du côté, par exemple, de M. Bouchard plutôt que du nouveau premier ministre de l'Ontario, si vous représentez bien votre propre paroisse. Je pense qu'il faut...

M. Laberge: Mais, encore là, arrivez sur la terre. Vous êtes sur une autre planète. Le fait que j'aie un ami premier ministre de l'Ontario n'a rien à voir...

M. Grey: Ce n'est pas ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Laberge et M. Grey, nous nous répétons. Nous nous répétons. Nous avons déjà dépassé tous les délais. Nous sommes en train de perdre le contrôle de cette réunion, si ce n'est déjà fait. La parole est maintenant à M. Ouellet pour une dernière intervention. M. Ouellet.

M. Larose: On va voter en Ontario, Louis. On va aller voter en Ontario.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous en prie, restez jusqu'à la fin de la réunion au moins. M. Ouellet.

M. Larose: Oui, oui.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est à M. Ouellet.

M. Ouellet: M. le Président, je voudrais remercier M. Grey et les membres de ce groupe pour être venus témoigner ce soir. Je pense que le mémoire que vous nous avez donné en particulier compte une annexe sur l'évaluation économique des options politiques du Québec qui mérite d'être étudiée. Je pense que l'on peut ne pas partager vos vues. Je pense qu'on peut vous contredire, comme le fait très poliment M. Nicolet. Mais je dois vous dire, M. le Président, que je regrette infiniment qu'en certains milieux, on se soit senti justifié d'insulter ou de ridiculiser des gens qui ont répondu à votre invitation pour venir donner leur point de vue.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...Nous avons maintenu dans cette Commission un droit de parole très ouvert pour toutes les opinions avec une discipline qui a été respectée scrupuleusement par tous. Les gens qui veulent défendre les droits individuels se doivent de donner l'exemple. Continuez, M. Ouellet.

M. Ouellet: M. le Président, je pense que nous avons eu, ce soir, une démonstration d'intolérance inquiétante. C'est tout ce que j'ai à dire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Cette

démonstration d'intolérance, je regrette de le constater, est donnée par ceux qui applaudissent. Ce soir, j'ai personnellement étiré toutes mes règles pour permettre à tout le monde de s'exprimer. Je vais me permettre maintenant de revenir à notre ordre strict. La période de questions des membres est terminée. Nous revenons à celle des deux groupes parlementaires et je passe la parole à M. Rémillard.

M. Rémillard: Je vous remercie, M. le Président. Messieurs, je tiens à vous remercier d'avoir accepté de venir témoigner devant nous ce soir. Vous présentez un point de vue qui devait être entendu par cette Commission, un point de vue que je peux qualifier certainement d'original, un point de vue qui se réfère à des valeurs qui respectent une démocratie, une liberté qui est au fondement même de nos valeurs comme société; un point de vue qui s'articule essentiellement en fonction du respect des droits et libertés fondamentales. Et dans ce contexte-là, M. le Président, je crois qu'il faut être extrêmement vigilant pour permettre à tous et à toutes de pouvoir exprimer leur point de vue dans la plus grande - je ne dirai pas le mot tolérance parce que je le trouve péjoratif - mais dans la plus grande ouverture d'esprit pour les opinions de tous. Et c'est dans ce contexte-là que j'accueille votre mémoire.

Je trouve déplorable, M. le Président, déplorable, ce contexte que nous sommes en train de destiner dans notre société, d'une façon générale, au niveau québécois et au niveau aussi de l'ensemble canadien, en fonction d'une espèce de chasse aux sorcières. Je parle des références qu'on a faites à des propos tenus, semble-t-il, par M. Donderi, qu'on peut sortir hors contexte et qu'on peut accuser de toute chose. Je parle de M. Pallascio aussi qu'on retrouve, qu'on peut sortir de tout contexte. J'ai aussi été victime d'une telle interprétation lors de mon discours d'inauguration des travaux de cette commission parce que je me suis référé à une phrase, dans le livre de Mgr Savard, Menaud, maître draveur, où Menaud disait: "Un peuple qui ne sait pas mourir". Et dans un quotidien montréalais, un "columnist" a dit que j'étais un xénophobe. M. le Président, c'est dommage. Et j'espère qu'on va pouvoir avoir un contexte plus libre et le plus démocratique possible, éliminant ces espèces de chasse aux sorcières de part et d'autre, d'un côté comme de l'autre. Et, s'il vous plaît, revenons aux droits et aux libertés auxquels nous tenons tant tous, peu importe notre option politique. Nous sommes des tenants d'une société libre et démocratique.

M. Grey, je vous connais depuis longtemps et je sais que vous êtes un tenant de ces droits et de ces libertés fondamentales. C'est même au nom de ces droits et ces libertés fondamentales que vous vous êtes opposé, je dirais farouchement, à l'entente du lac Meech. Et dans votre

mémoire, lorsque vous faites le point sur la crise actuelle, évidemment, vous relevez ce rejet de l'entente du lac Meech, vous référant que huit provinces l'auraient accepté. Évidemment – et je le souligne – vous avez l'honnêteté de dire que les sondages, à l'époque, montraient très bien que l'ensemble des Canadiens ne voulaient pas de Meech, et je vous en félicite. C'est là une preuve d'honnêteté intellectuelle intéressante.

Vous exprimez ensuite plusieurs considérations en ce qui regarde les libertés et les droits fondamentaux et vous exprimez cette idée que vous avez manifestée à quelques reprises depuis que nous vous posons des questions, à l'effet qu'un deuxième palier en ce qui regarde judiciairement le contrôle des droits et des libertés, c'est souhaitable, vous référant à la Cour suprême canadienne par rapport au niveau québécois.

Mais, M. Grey, ma question est celle-ci: Si – je dis si – le Québec devait avoir sa pleine autonomie, est-ce qu'il ne pourrait pas y avoir un autre niveau en ce qui regarde les droits et les libertés fondamentales, me référant à l'exemple confédéral que vous avez vous-même cité, c'est-à-dire l'Europe des 22 et la Convention européenne et la Cour de justice de Strasbourg? Est-ce que ce ne serait pas aussi faisable et aussi sécurisant sur le plan des droits et des libertés fondamentales?

M. Grey: Premièrement, je tiens à souligner jusqu'à quel point j'ai apprécié votre discours, parce que, moi aussi, je suis absolument contre la chasse aux sorcières qu'on fait si rapidement.

La réponse, M. Rémillard, est oui, on pourrait. On pourrait même adhérer à la Convention européenne et avoir le tribunal à Strasbourg. Il y a un juge canadien, le juge MacDonald qui a siégé sur ce tribunal. Bien sûr, cela est faisable, mais cela fait moins de bon sens que de continuer une situation où il y a des juges quand même. Nous avons une base de "common law" en droit public, une base de "common law", commune avec les autres provinces. C'est beaucoup plus raisonnable d'avoir une Cour suprême canadienne. Mais, bien sûr, si vous me posez la question théoriquement, oui, on pourrait adhérer à la Cour européenne ou à une Cour internationale à La Haye ou n'importe où, qui pourrait avoir le même effet. Mais, à ce moment-là, bien sûr, la souveraineté ne serait plus la souveraineté que certains recherchent. Il y aurait, encore une fois, une... (difficulté technique) de la souveraineté.

M. Rémillard: Comme les pays européens qui sont souverains, mais qui, les 22 pays, qui ont accepté quand même la Convention européenne avec les décisions de la Cour de Strasbourg. Mais, en ce qui regarde...

M. Grey: Sauf que je pense qu'ils vont être

une véritable fédération d'ici un an. C'est finalement excellent.

M. Rémillard: Non, mais ils ne sont pas... Ils sont une Confédération, chaque pays étant souverain.

Si vous me permettez une autre question. En ce qui regarde la Charte des droits et des libertés, dans la Constitution canadienne, à laquelle vous tenez tant, comment pouvez-vous tenir tant à cette Charte des droits et des libertés qui, pour les très pauvres, c'est-à-dire ceux qui ont l'aide juridique, est très accessible ou pour les très riches? Ceux qui peuvent se payer 100 000 \$, 150 000 \$ ou 200 000 \$ de frais d'avocat, c'est aussi très accessible. Mais pour les citoyens moyens, comme la très, très grande majorité de tous les Canadiens et Canadiennes, cette Charte n'est pas accessible. Comment pouvez-vous dire que vos droits, que les droits des Canadiens et des Canadiennes sont protégés par la Charte des droits et des libertés? C'est un leurre.

En ce qui regarde les droits des minorités, maintenant. L'article 23, vous n'en parlez pas beaucoup parce que, vous aussi, comme anglophones, vos droits comme minorité étaient garantis, même sans la Charte, sans cet article 23. Mais les francophones hors Québec qui doivent se faire compter comme des moutons pour savoir s'ils forment un nombre, un troupeau suffisant et qui doivent aller, chaque fois, en Cour suprême pour une petite école, pour savoir s'ils peuvent l'administrer, croyez-vous M. Grey, que c'est respecter des droits et des libertés fondamentales, ça?

M. Grey: Alors, M. Rémillard, la première réponse. Moi, je suis très inquiet du fait que les classes moyennes n'ont pas accès aux cours. Je peux vous dire qu'il y a des avocats, je pense, comme moi, dans toutes les provinces, qui prennent les causes s'il y a un élément de la Charte, même si la rémunération n'est pas ce qu'on pourrait prévoir, mais que c'est un problème sérieux. Au niveau de la Charte québécoise, au niveau de la Charte fédérale, seulement, c'est la présence de cette révision judiciaire qui garantit les droits. Vous avez raison, cependant, il y a un problème. C'est un problème des tous les Barreaux, il faut garantir l'accès à la justice. Ça, je pense que tout le monde devrait s'asseoir. C'est une préoccupation que je partage avec vous.

Sur le deuxième problème que vous avez soulevé, celui de l'article 23, j'ai une petite remarque à faire. Vous me dites: Moi, en tant qu'anglophone... Mais c'est ça qui me tracasse un peu au Québec: En quoi suis-je, finalement, anglophone? J'avais neuf ans quand je suis arrivé ici, j'ai appris le français, je pense que vous le trouvez assez bon, pourquoi vous me dites toujours: En tant qu'anglophone vous avez vos

droits protégés. Je parle, bien sûr, l'anglais; je parle souvent français chez moi. Pourquoi fais-je partie de vous autres? M. Nicolet m'a posé une question avant: On veut avoir un processus avec vous.

M. Rémillard: Bon. D'accord.

M. Grey: Pourquoi n'appartiens-je pas à...

M. Rémillard: D'accord. J'ai retiré mes paroles. Je ne vous considère pas de langue anglaise.

M. Grey: Non, non. Mais je pense que cette question que vous suggérez...

M. Rémillard: Je retire mes paroles parce que je veux garder mon temps, là.

M. Grey: Je veux donner une réponse d'une phrase à votre question, cependant. Je suis d'accord qu'il faut éliminer la clause quand les nombres le permettent. C'est une des recommandations que nous faisons, que tous les francophones à travers le pays devraient avoir le droit absolu.

M. Rémillard: Mais M. Grey, de vos propos, je peux conclure simplement une chose: c'est qu'il est faux de dire qu'avec la Charte canadienne des droits et libertés il y a une meilleure protection qu'avec la Charte québécoise...

M. Grey: Il y a une meilleure protection avec les deux, et, deuxièmement il est faux de dire que la Charte canadienne représente le summum, la réponse finale à tous les problèmes de droits humains. Il y en a beaucoup au Canada, on n'a pas terminé.
(22 heures)

M. Rémillard: Mais, écoutez, M. Grey...

M. Grey: Les deux sont...

M. Rémillard: ...simplement une chose. Vous allez reconnaître que, si vous voulez faire valoir un droit, une liberté en fonction de la Charte québécoise, vous pouvez le faire sans que ça vous coûte un seul sou, peu importe votre portemonnaie, par la Commission des droits. Vous le savez vous-même, vous l'avez utilisé pour vos clients.

M. Grey: Il y a également...

M. Rémillard: Alors que, si vous allez avec la Charte canadienne des droits et des libertés, vous allez jusqu'en Cour suprême. Là aussi, évidemment, vous connaissez vos comptes d'honoraires, comme moi.

M. Grey: Accepté par une commission. Il

faut se faire accepter par une commission. Il y a également des fonds fédéraux, vous le savez, qui permettent aux gens de contester. Moi, je serais le premier à signer votre déclaration si elle est faite de la façon suivante: qu'aux deux niveaux, il est essentiel – et pas seulement au niveau de la Charte mais les autres droits constitutionnels et non constitutionnels – il est déplorable qu'il n'y ait pas assez d'accès à la justice et je serais le premier à dire que les avocats doivent...

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est à M. Chevette puisque nous avons fini ce groupe de questions et qu'il restait quelque cinq minutes au parti de l'Opposition officielle. Cinq minutes, six minutes, M. Chevette.

M. Chevette: Oui, M. le Président. Moi je pense qu'on n'a aucune leçon autour de cette table... et je vais me porter défenseur des élus du Québec. Parce que j'ai lu votre mémoire, moi, au complet, deux fois. J'avais oublié de lire l'annexe, j'aurais dû ne pas la lire. Mais ce n'est pas vrai qu'on va se faire donner des leçons d'intolérance par qui que ce soit au Québec. Il y a toujours des limites à nous faire passer pour quelque chose qu'on n'est pas. S'il y a un peuple tolérant, surtout dans l'ensemble canadien, s'il y a un peuple tolérant qui a traité sa minorité correctement, qui a respecté les droits fondamentaux, c'est au Québec, mis à part quelque...

Que vous n'acceptiez pas la loi 101, que vous n'acceptiez pas plus la loi 178, ne vous donne pas le droit, à mon point de vue, de juger le peuple québécois comme un peuple intolérant. Et ça, moi je regrette fondamentalement, l'esprit même de ce texte qui cherche à diminuer les capacités du peuple québécois, qui chercher à rapetisser, à ratatiner le Québec, c'est comme si on n'était pas capable d'assurer les droits fondamentaux ici au Québec par une constitution et avec une charte des droits enchâssée. Je suis content que le ministre dise qu'il n'y a pas plus de protection avec la Charte des droits canadienne que la Charte du Québec. Ça confirme d'ailleurs que vous affirmez des choses très gratuitement. Comme vous affirmez, par exemple, des choses...

Vous avez le droit d'être fédéraliste. Je respecte ceux qui sont fédéralistes, mais qui sont capables d'exprimer fondamentalement leur point de vue avec un argumentaire de raison. Quand vous affirmez des choses aussi gratuites, par exemple, que depuis des années le fédéral fait tout pour les minorités française et anglaise, les minorités des provinces, et qu'on regarde le taux d'assimilation, certaines provinces ont un taux d'assimilation de 72 % et la moyenne est de 35 %, c'est affirmer n'importe quoi ça. Parce que le respect...

M. Grey: Trouvez-moi l'endroit où j'al...

cela.

M. Chevette: Je m'excuse, je vais finir. Le respect engendre le respect. Quand on dit n'importe quoi, c'est le risque qu'on encourt dans une assemblée comme ici de se faire remettre à l'ordre. Quand on affirme n'importe quoi et qu'on véhicule des peurs, je m'excuse, c'est manquer de respect vis-à-vis l'intelligence collective des Québécois. Et ça, à mon point de vue, c'est une des erreurs fondamentales que vous avez faites dans votre mémoire. Vous faites injure à l'intelligence collective du peuple québécois. Vous allez dans vos réponses pratiquement jusqu'à le priver du droit à l'autodétermination comme peuple en disant que ça serait soumis, de toute façon, à d'autres provinces.

À mon point de vue, quand on vise "i", qu'on constate tout l'accueil du peuple québécois depuis des années et qu'on regarde vos remarques sur l'immigration, qu'on regarde vos remarques sur la langue, qu'on regarde vos remarques sur notre incapacité chronique de faire quelque chose, c'est diminuant et ce n'est pas intolérant que de vous le dire. Vous avez dit vous-même: On est entre adultes, il n'y a rien qui ne se dit pas. Bien, je vous le dis, moi: N'agissez pas de même dans un Québec si vous voulez contribuer à le bâtir. Essayez donc de développer un discours positif où on est capable de faire quelque chose et on s'en sortira collectivement. C'est à la page 22 de votre annexe que vous vous déclarez dans un fédéralisme qu'il faut changer, mais tout le texte avant, c'est l'incapacité chronique du Québec de faire quelque chose: intolérance du peuple québécois! Il lui manque rien que quelques mots pour caricaturer qu'on est une gang de fascistes qui ne sait pas comment se conduire devant le monde. Ça, je ne l'accepte pas et ce n'est pas de l'intolérance que de vous le dire. À mon point de vue, les plus intolérants sont ceux qui n'acceptent pas qu'un peuple majoritaire puisse se définir lui-même, puisse avoir le droit de se définir, de se pencher sur son devenir. Et je vous avoue que ce n'est pas la peur. Moi, personnellement, en tout cas, j'ai dépassé ce stade-là et je vous dirai, au contraire, que plus vous allez brandir vos épouvantails à moineaux, plus je me battrai pour les droits fondamentaux des Québécois.

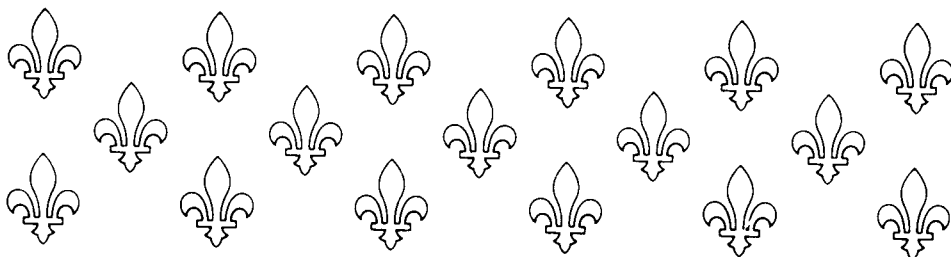
Le Président (M. Michel Bélanger): M. Grey, en conclusion.

M. Grey: Je pense, M. Chevette, que vous avez trouvé des choses dans mon mémoire qui ne s'y trouvaient pas. Je pense qu'il faut dire une chose: Il n'y a pas de peuple plus tolérant ou moins tolérant, meilleur ou pire. Si on ne veut pas dire des choses qui sont injustes, il faut admettre que tout groupe d'individus qui dépasse 100, 200, 300 agit de la même manière. Je pense qu'il est aussi intolérant d'affirmer que le peuple

québécois est plus généreux. Je ne comprends pas votre constat de l'intelligence collective - ça me dépasse - que de prétendre que le peuple québécois est moins tolérant; une pensée que vous m'avez attribuée que je n'ai pas. J'ai dit que tous les peuples protègent mieux les droits individuels s'il y a un mécanisme qui va à l'extérieur des majorités établies. C'est tout ce que j'ai dit. Si vous pensez que j'ai dit que le peuple québécois est incapable de faire quoi que ce soit, vous vous trompez, ce n'est pas moi qui l'ai dit. Vous avez utilisé le mot "fasciste", quelqu'un d'autre a utilisé le mot "nazi", ce n'est pas moi. J'ai dit, nous avons dit que le peuple québécois, le peuple canadien, les peuples canadiens vont vivre mieux dans un Canada avec de grands pouvoirs de part et d'autre. Je n'ai pas parlé pour un Canada centralisé, je n'ai pas parlé pour un Québec centralisé, j'ai parlé pour une société où le pouvoir est divisé.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous remercie, M. Grey. Sur cette note de tolérance que vous ne soupçonnez peut-être pas, vous avez bénéficié, ce soir, d'un droit de parole d'une demi-heure de plus que nous avons accordé à tout autre groupe qui s'est présenté devant nous. Je vous remercie de vous être présenté devant nous et je déclare la séance levée.

(Fin de la séance à 22 h 8)



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Montréal, le jeudi 15 novembre 1990

No 6

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

Conseil du patronat du Québec	363
Bloc québécois	378
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	394
Association des commissions scolaires protestantes du Québec	411
Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec	421
Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal	431
Association des gens d'affaires et professionnels italo-canadiens	445

Intervenants

M. Jean Campeau, président

Mme Pauline Marois

M. Jacques Brassard

M. Claude Béland

Mme Cheryl Campbell Steer

M. Louis Laberge

M. Charles-Albert Poissant

M. Gérald Larose

M. Lucien Bouchard

M. Ghislain Dufour

M. Gil Rémillard

M. Marcel Beaudry

M. Serge Turgeon

M. Richard B. Holden

M. Robert Libman

M. Jean-Pierre Hogue

Mme Monique Simard

M. André Ouellet

M. Claude Dauphin

M. Jacques Parizeau

M. Guy Chevette

M. André Boisclair

M. Cosmo Maciocia

M. Guy Bélanger

M. Jacques Chagnon

M. Michel Bourdon

M. Michel Bélanger

M. Guy d'Anjou

M. Roger Nicolet

Mme Louise Harel

Mme Lorraine Pagé

Mme Claire-Hélène Hovington

M. Robert Benoit

(suite à la page suivante)

Table des matières (suite)

- * M. Sébastien Allard, Conseil du patronat du Québec
- * M. Philippe Casgrain, idem
- * M. André Raynauld, idem
- * M. Torrance Wylie, idem

- * M. Benoît Tremblay, Bloc québécois

- * Mme Nycol Pageau-Goyette, Chambre de commerce du Montréal métropolitain
- * M. Pierre-Paul Proulx, idem
- * M. Luc Lacharité, idem

- * M. John Simms, Association des commissions scolaires protestantes du Québec
- * M. David Wadsworth, idem
- * M. Colin Irving, idem
- * M. Peter Riordon, idem

- * M. Patrick Kenniff, Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec
- * M. Claude Corbo, idem
- * M. Jacques L'Écuyer, idem

- * M. Jean Dorion, Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal
- * M. Ferdinand Prémont, idem
- * M. Pierre de Bellefeuille, idem

- * M. Pasquale Minicucci, Association des gens d'affaires et professionnels italo-canadiens

- * Témoins interrogés par les membres de la Commission

Montréal, le jeudi 15 novembre 1990

Audition d'organismes

(Neuf heures trente-six minutes)

Le Président (M. Jean Campeau): Messieurs, je déclare la séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec ouverte. Je vous rappelle le mandat de la Commission, qui est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations. Aujourd'hui, la séance sera consacrée à l'audition d'organismes qui ont fait parvenir un mémoire à la Commission.

Je vous fais part des règles de discussion. Il y a des mémoires qui ont une durée d'une heure et trente minutes, d'autres d'une heure et d'autres de trente minutes.

Ce matin, auparavant, je vous fais part de l'ordre du jour. À 9 h 30, le Conseil du patronat du Québec qui est déjà présent; à 11 heures, le Bloc québécois; à 14 heures, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain; à 15 h 30, l'Association des commissions scolaires protestantes du Québec; à 16 h 30, la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec; à 19 heures, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et, à 20 h 30, l'Association des gens d'affaires et professionnels italo-canadiens.

Nous débutons ce matin avec le Conseil du patronat. Étant donné que la discussion est d'une durée d'une heure 30 minutes, les temps de parole sont répartis comme suit entre les membres: 10 minutes pour la présentation du mémoire; 15 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement; 15 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle; 40 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence et 10 minutes pour la présidence.

M. Sébastien Allard, je comprends que c'est vous qui ferez la déclaration pour le Conseil du patronat. Alors, est-ce que vous pourriez nous présenter vos collègues?

Conseil du patronat du Québec

M. Allard (Sébastien): Merci, M. le Président. Alors, en commençant par ma gauche, à l'extrême gauche, M. Torrance Wylie, vice-président exécutif de la compagnie Imasco; ensuite, Me Philippe Casgrain, juriste de l'étude Byers Casgrain; ensuite, M. André Raynauld, économiste de l'Université de Montréal; et, à ma droite, M. Guy Laflamme, président du conseil d'administration du Conseil du patronat et président de Les Industries de la Rive-Sud. Et enfin, M. Jacques Garon, directeur de la recherche au Conseil du patronat du Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Allard, vous avez 10 minutes pour la présentation.

M. Allard: Merci, M. le Président. Mmes, MM. les membres de la Commission, nous sommes heureux de pouvoir vous présenter ce matin notre point de vue en ce qui a trait à la place du Québec au sein du Canada, suite à l'échec de l'accord du lac Meech, nos commentaires mettant l'accent, il va sans dire, sur le volet économique du dossier. Comme vous avez pu le constater à la lecture du mémoire que nous avons remis à votre Commission, ce point de vue défend essentiellement l'idée d'un fédéralisme, mais d'une constitution moderne qui s'appuie sur les forces vives de la population, sur les forces du secteur privé et sur le désir des citoyens de ce pays de continuer à profiter de ce niveau de vie élevé dont peut s'enorgueillir le Canada d'aujourd'hui. Cela appelle par ailleurs des amendements constitutionnels importants, mais qui devront s'inscrire dans un contexte de continuité des liens économiques traditionnels entre le Québec et le reste du Canada, afin de préserver, voire même d'améliorer, le niveau de vie des Québécois.

En première partie, donc, de notre mémoire, nous établissons que des amendements constitutionnels importants s'imposent au Canada. Il est clair, en effet, qu'après le 23 juin 1990, bien peu de Canadiens demeurent convaincus que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes constitutionnels, d'un océan à l'autre. Au contraire, l'accord avorté aura permis de constater que le pacte de 1982 comporte de sérieuses lacunes qu'il devient important de corriger.

Mais, au-delà des règles du jeu constitutionnel adoptées en 1982, sans l'accord du Québec, ce sont surtout des changements de fond qui s'imposent dans l'esprit même qui sous-tend le fédéralisme actuel. En tête de liste, il faut penser à la nécessité de procéder à une décentralisation beaucoup plus poussée de certains pouvoirs dont dispose le gouvernement central. Dans un pays aussi diversifié que le nôtre, les provinces doivent bénéficier d'une autonomie beaucoup plus considérable que ce n'est le cas actuellement, afin de tenir compte le plus possible, de leur spécificité. Nous devons donc tendre à une plus grande autonomie des provinces.

En ce qui concerne plus précisément le Québec, l'immigration, la main-d'œuvre et la politique familiale sont au nombre des secteurs où l'autonomie provinciale devrait être accrue ou confirmée. Mais la compétence respective du fédéral et des provinces pourrait être redéfinie dans bien d'autres champs. Qu'il s'agisse en effet des communications, des programmes universels

de santé, de la recherche et du développement, du développement régional ou des transports, voilà autant de secteurs où Ottawa, le Québec et les autres provinces auraient grand intérêt à convenir de relations nouvelles.

Quant au Québec en particulier, il devra continuer d'affirmer son caractère de société distincte, une spécificité que lui ont d'ailleurs reconnue tous les premiers ministres lors des discussions de 1987. Cette spécificité ne fait certes aucun doute. Elle s'exprime notamment par le fait que, selon l'économiste André Raynaud, le français est la langue commune du Québec puisque 93,5 % de la population serait en mesure de le parler contre 85 % en 1931.

Au fil des années, le Québec a également adopté toute une série de lois et créé des institutions qui le distinguent fondamentalement des autres provinces: La loi 101, Code civil, l'Office de la langue française, ministère du Revenu, réseau de centres de main-d'œuvre, Commission de formation professionnelle, etc. Tous ces acquis doivent être conservés et améliorés.

Dans le contexte de changement constitutionnel important au Canada, nombreux sont ceux qui proposent même que le Québec se dote de sa propre constitution, comme l'ont fait certains États américains dans le cadre du régime fédéral, ou encore, au même titre que le Québec s'est doté de sa propre Charte des droits et libertés. Cette question devrait être étudiée attentivement par votre Commission. Et pour notre part, nous y sommes nettement favorables.

Dans les deuxième et troisième parties de notre mémoire, M. le Président, nous démontrons que s'il est indéniable que le Québec a changé à maints points de vue et qu'il n'est plus le Québec du référendum de 1980, il n'en reste pas moins que sa force économique actuelle tient en bonne partie aux liens économiques étroits qu'il maintient avec l'ensemble du Canada. C'est pourquoi, d'ailleurs, le passé étant garant du futur, nous croyons fermement que le maintien d'un cadre fédéral permettant d'assurer la continuité des liens économiques du Québec avec le reste du Canada, est une condition nécessaire pour préserver, voire améliorer le niveau de vie des Québécois. Si le Québec est plus fort aujourd'hui, c'est bien sûr parce qu'il a su développer son économie, mais c'est aussi en grande partie parce qu'il fait partie du Canada.

(9 h 45)

Bien plus, dans une perspective de maintien et d'amélioration de la qualité de vie des Québécois, on ne peut oublier le fait que nous devons faire face actuellement aux premières conséquences, pas toujours positives, du libre-échange avec les États-Unis. Nous aurons bientôt également à composer avec une Europe unifiée, qui est en voie de devenir une puissance économique considérable sur la scène mondiale. Les bouleversements politiques récents et ceux encore à venir

en Europe de l'Est auront bientôt des conséquences économiques non négligeables.

Pour toutes ces raisons, pour demeurer économiquement fort, pour maintenir son niveau de vie, le Québec n'a aucun intérêt à s'isoler économiquement sur le continent nord-américain. Au moment où on assiste à un vaste mouvement qui va dans le sens d'un meilleur arrimage économique et social entre de nombreux pays industrialisés, aux dépens d'une partie de leur souveraineté, il serait pour le moins téméraire de ramener à contre-courant. Le Québec n'a aucun intérêt à restreindre son marché, à s'isoler. N'est-ce pas l'exemple inverse que lui donne l'Europe de 1992?

De ce bref exposé, M. le Président, nous tirons les conclusions suivantes. Premièrement, ce sont les relations fédérales-provinciales qu'il faut revoir, et non le principe même du fédéralisme. Deuxièmement, des amendements importants s'imposent aux règles constitutionnelles de 1982. Troisièmement, des pouvoirs décisionnels accrus doivent être consentis aux provinces, plus particulièrement dans certains domaines comme l'immigration, la main-d'œuvre et la politique familiale. Et pourquoi pas également dans d'autres domaines? Quatrièmement, il nous faut continuer à défendre le caractère distinct du Québec et nous interroger sur l'opportunité d'une constitution québécoise dans le cadre d'un régime fédéral moderne, qui aura également à préciser la place que le Canada entend faire à ses populations autochtones. Cinquièmement, c'est par ailleurs dans un esprit de continuité, c'est-à-dire en maintenant de façon claire, et sans aucune équivoque possible, le lien économique qui unit le Québec à l'ensemble de la Confédération canadienne, que ces changements et ces réflexions doivent être menées. Sixièmement, une priorité s'impose cependant: quelle que soit la nouvelle forme que prendront les relations fédérales-provinciales dans le futur, il est essentiel de maintenir et même d'améliorer le niveau de vie des Québécois.

Or il nous apparaît évident que la continuité des liens économiques entre le Québec et les autres provinces constitue le moyen le plus sûr d'y parvenir. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Allard. Alors, pour la période des questions, je vous suggère une certaine façon de faire. Nous avons aujourd'hui une longue liste de questions. Alors, est-ce qu'il y aurait moyen de raccourcir le préambule et de poser de part et d'autre, autant pour celui qui pose la question que pour celui qui répond, et de répondre par des questions courtes et précises? Je comprends que ce ne soit pas toujours possible, mais ça nous permettrait peut-être de contenir un plus grand nombre de membres de la Commission.

La première question va à Mme Pauline Marois.

Mme Marois: Est-ce que ça va? Alors, oui. Merci, M. le Président. Bienvenue et merci de votre présentation. J'ai particulièrement apprécié la lecture de votre mémoire. Vous savez sans doute que je ne partage pas certaines des conclusions, mais je pense que le débat nous permettra sûrement d'avancer et de préciser un certain nombre de choses.

Premièrement, à la page 3 de votre mémoire, vous dites que les propositions que vous déposez devant nous ont recueilli un très large consensus. Or, on a vu ici des gens d'affaires — qu'on pense à la Chambre de commerce du Québec, au Mouvement Desjardins qui représente aussi des gens d'affaires, le Bureau de commerce de Montréal aussi — venir nous dire qu'ils voulaient aller beaucoup plus loin que la proposition que vous défendez ici. Ils représentent eux aussi, je le rappelle, des gens d'affaires. Alors, comment, particulièrement sur le rapatriement des pouvoirs, s'est faite votre consultation? Qui avez-vous rejoint pour dire: Nous faisons consensus autour de ces demandes qui sont quand même restreintes à trois champs de pouvoirs?

M. Allard: Mme Marois, il faut dire qu'au Conseil du patronat, sur toutes les questions importantes, il y a toujours beaucoup de consultations. Les positions qui sont exprimées par le Conseil ne sont pas les positions du président ou du président du conseil d'administration, mais des positions qui ont été vérifiées auprès des membres du Conseil. Dans ce cas-ci, en ce qui regarde la question constitutionnelle, d'abord il y a longtemps qu'on en traite au Conseil du patronat; ça a commencé avant 1980. Vous connaissez notre position à l'occasion du référendum et pendant toutes les années qui ont suivi. La position des membres du Conseil n'a pas évolué tellement à ce point de vue-là. Plus récemment, et je retourne au mois de mai dernier, alors que l'accord du lac Meech n'avait pas encore été rejeté, il y a eu une consultation, un sondage par une maison indépendante, la maison CROP, auprès des membres du CPQ. Les résultats de cette consultation ont démontré que 88 % de nos membres appuyaient l'accord du lac Meech. C'est quand même une position importante, et ça, ça s'est fait par une maison indépendante encore une fois, non pas par le CPQ lui-même, et auprès de l'ensemble de ses membres.

Il y a eu ensuite des consultations auprès de diverses instances. Par exemple, les anciens présidents qui se réunissent de temps à autre — et il y en a maintenant quelques-uns au CPQ — ont été consultés, ont donné leur accord à la position qu'on défend ici. Il y a eu des consultations auprès des associations membres du CPQ, et il y en a un grand nombre qui se font à l'occasion de réunions mensuelles de ces associations. Encore là, la position du CPQ a été affirmée. Le comité exécutif du CPQ, le conseil

d'administration, il y a eu une consultation spéciale auprès de gens d'affaires publics, qui ont formé un comité, et tout ce monde là a établi la position que nous vous présentons.

Mme Marois: D'accord. Je comprends bien, mais cela étant dit, il n'y a pas eu une consultation systématique, on s'entend, de l'ensemble des membres, après surtout l'échec du Lac Meech.

M. Allard: Il y a eu consultation...

Mme Marois: Je vais y revenir, j'aimerais ça poser une question...

M. Allard: Il y a eu consultation de l'ensemble des membres.

Mme Marois: Pas systématique.

M. Allard: Qu'est-ce que vous entendez par systématique?

Mme Marois: Dans le sens où l'a fait, par exemple, le Mouvement Desjardins. C'est un bel exemple, parce qu'on en a longuement parlé ici, où il a envoyé, d'une façon systématique, à l'ensemble de ses administrateurs un questionnaire auquel les gens ont répondu. Qu'on aime les questions ou pas, ils ont répondu aux questions.

Cela étant dit, je veux revenir sur le fond de votre mémoire. Vous dites que le niveau de vie des Québécois diminuerait avec l'accession du Québec à la souveraineté. Vous reprenez essentiellement deux explications, à savoir que le Québec...

M. Allard: Excusez, je n'ai pas compris le début de votre question.

Mme Marois: Vous dites que le niveau de vie des Québécois diminuerait avec l'accession du Québec à la souveraineté. Vous le laissez sous-entendre et, à certains moments, vous l'affirmez comme étant un risque tout à fait imaginable et qui va se réaliser. Bon. Vous reprenez deux explications. Vous dites, d'une part, que le Québec reçoit davantage du gouvernement fédéral qu'il n'y verse. On a constaté ensemble, évidemment, que c'était le cas lorsque la situation était très mauvaise au Québec. Donc, le fédéralisme est rentable quand ça va mal au Québec. Je ne suis pas certaine que c'est une avenue tout à fait intéressante, mais enfin, première explication, donc, vous dites: Le Québec reçoit davantage du fédéral, et l'accès aux marchés canadiens internationaux serait restreint si nous étions souverains. Or, il y a d'autres organismes, je reviens à Desjardins, même le Bureau de commerce de Montréal, qui concluent que le Québec actuellement est en position de recevoir, oui, davantage, mais d'autre part, les gens d'affaires

concluent aussi que, finalement, il y a internationalisation des marchés, et qu'il y a telle-ment globalisation des marchés que nous transgressons les frontières politiques et notre vice-président est venu ici, le vice-président du Parti québécois, dire: Le Québec continuerait d'adhérer au GATT, le Québec continuerait d'adhérer à tous les traités internationaux, libre circulation des personnes, des biens et des capitaux. Donc, comment peut-on, dans cette perspective-là, proposer ou imaginer que ce serait l'apocalypse économique si le Québec était souverain?

M. Allard: Je ne pense pas qu'on dise dans notre mémoire que ce serait l'apocalypse économique. Je ne pense pas non plus qu'on dise que le niveau de vie, pas de cette façon-là en tout cas, des Québécois diminuerait. Ce qu'on dit, c'est qu'il faut le maintenir et, idéalement, améliorer le niveau de vie des Québécois.

Et quand on parle des échanges avec les autres provinces, on ne dit pas que tout ça va tomber le lendemain. Ce qu'on dit, c'est qu'une grande partie des exportations du Québec se font vers les autres provinces et il faudrait s'assurer de maintenir ce marché-là. On ne dit pas qu'il va disparaître, mais on dit qu'actuellement ça fonctionne. Alors, pourquoi voudrait-on adopter une position où peut-être il y aurait des problèmes?

Quant aux accords dont vous parlez avec le GATT et je ne sais pas combien d'autres organismes internationaux... Vous voulez écouter ma réponse? Oui?

Mme Marois: Ne vous inquiétez pas, je vous écoute.

M. Allard: Moi, je ne pense pas que nous contredisons ce que vous dites. Le Québec pourrait en négocier, des accords. Mais on peut dire que si le Québec déclare sa souveraineté demain, on n'aura pas demain après-midi un accord avec le GATT, un accord avec l'OCDE et je ne sais pas combien d'autres organismes. Ça va prendre un certain temps avant que ça se négocie. Et, pendant cette période de temps-là, on va vivre dans l'incertitude et l'incertitude, c'est mauvais pour les gens d'affaires, pour les investissements.

Maintenant, M. Raynauld voudrait peut-être rajouter... parce que vous avez fait allusion à des chiffres et des données qui apparaissent dans la partie de notre rapport qui a été préparée par lui.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Marois.

Mme Marois: Oui, jusqu'à maintenant, je suis satisfaite et j'aimerais ça qu'on aborde un autre élément, s'il vous plaît. C'est M. Brassard qui va prendre la relève.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Brassard.

M. Brassard: M. le Président, simplement pour vous citer, à la page 14 de votre mémoire. Vous dites: "Il serait donc suicidaire de se lancer dans une aventure dont l'issue risquerait de mettre en cause nos acquis." Alors, ça rejoint les propos de ma collègue de tout à l'heure. Vous prévoyez, en tout cas, beaucoup de risques et tous ceux qui ont défilé devant nous depuis plusieurs jours, même s'ils affichaient des convictions fédéralistes, ce qui est parfaitement leur droit d'ailleurs, affirmaient aussi qu'on pouvait parfaitement maintenir l'espace économique canadien en imaginant une autre formule, par exemple, avec la souveraineté du Québec.

Mais, ceci étant dit, ma question porte sur, justement, le renouvellement du fédéralisme parce que, au fond, ce que vous proposez c'est de renouveler le fédéralisme. C'est parfaitement légitime, vous faites un acte de foi en faveur du renouvellement du fédéralisme, mais, comme vous le savez, l'Église catholique ne se contente pas toujours de l'acte de foi. Elle avait développé une théologie: on ne se contentait pas de croire en Dieu, il y avait aussi l'épreuve de l'existence de Dieu. Moi, j'aimerais que vous me disiez très clairement: en plus de faire un acte de foi en faveur du renouvellement du fédéralisme, puis en profondeur, en plus, comment pensez-vous que ça puisse se faire avec la formule d'amendement actuelle que vous contestez, en plus? Vous dites que la formule d'amendement n'est pas convenable, qu'elle ne nous permettra pas de renouveler le fédéralisme, et je vous signale que pour amender la formule d'amendement il faut l'unanimité. D'ailleurs, Meech a échoué justement parce qu'il amendait la formule d'amendement, puis ça requerrait l'unanimité. Alors, là, vous proposez, au départ: On va renouveler la formule d'amendement pour que ça aille mieux dans le renouvellement du fédéralisme. Or, la formule d'amendement, pour qu'elle soit modifiée, ça prend l'unanimité. Comment pensez-vous que vous allez aboutir rapidement, dans votre processus parce que, aussi, vous dites: Il ne faut pas traîner, il faut que ça se fasse assez vite? Alors, c'est ça, moi, ma question. Moi, je ne conteste pas que vous soyez fédéraliste, en autant que vous ne nous insultiez pas comme hier, puis que vous ne prétendiez pas qu'un Québec souverain...

M. Allard: On ne vous a pas insulté, hier.

Une voix: On n'était pas ici.

M. Brassard: ...ce serait le goulag puis la répression des droits et libertés; moi, je respecte ça, vos convictions fédéralistes. Je n'ai pas de problème avec ça, mais je me dis que M. Parizeau a raison de dire: Le fardeau de la preuve vous incombe, maintenant. Vous devez nous

démontrer que c'est faisable. Et, d'abord, est-ce faisable qu'une formule d'amendement qui ne vous apparaît pas praticable puisse être modifiée et que ça requiert en plus l'unanimité? Est-ce que vous voyez un peu le cercle vicieux dans lequel vous vous êtes plongés?

M. Allard: Voici. Quand vous faites l'affirmation que vous faites, vous prenez pour acquis que les autres provinces sont satisfaites de la Constitution actuelle et de la possibilité de l'amender. Nous pensons que les autres provinces ont aussi beaucoup de désaccords avec la Constitution actuelle et avec la formule d'amendement, parce que, à un moment donné, ce sera une autre province qui aura des problèmes à régler et qui ne pourrait pas les régler à cause de la règle de l'unanimité. Donc, si tous ces gens-là...

(10 heures)

M. Brassard: Mais, monsieur, juste pour vous dire... Oui, je le sais que les autres provinces sont insatisfaites, mais ce n'est pas la même insatisfaction que les Québécois. Alors, on ne se rejoint jamais. Par exemple, les autres provinces, les provinces de l'Ouest, eux autres, veulent une réforme du Sénat. Pour les Québécois, la réforme du Sénat, ça n'a pas beaucoup d'importance. Alors, on ne se rejoindra jamais. Je sais bien qu'elles sont insatisfaites les autres provinces, mais ce n'est pas le même genre d'insatisfaction. Quand est-ce qu'on se rejoint pour faire les mêmes réformes?

M. Allard: C'est sûr que l'insatisfaction varie d'une province à l'autre. M. Casgrain voudrait ajouter.

M. Casgrain (Philippe): Si vous me le permettez, je pense qu'il y a une chose à laquelle il faut penser et que nous exprimons dans notre mémoire. Nous disons que nous croyons, nous, en tout respect pour ceux qui l'ont fait, que la présentation, telle que faite lors du lac Meech, n'était probablement pas celle qu'il fallait faire - d'ailleurs, l'expérience a été faite - en ce sens que nous n'avons pas envisagé ce que les autres provinces auraient voulu, elles, aller chercher. Dans ce contexte-là, si, par exemple, la présentation aujourd'hui était: Nous voulons un fédéralisme, oui, mais dont la base n'est plus la même, à savoir où ce serait un fédéralisme décentralisé où les pouvoirs résiduels seraient chez les provinces, et non pas où c'est le fédéral qui aurait concédé certains pouvoirs, quitte à ce qu'il puisse y empiéter régulièrement.

Deuxièmement, si nous proposons également que le pouvoir de dépenser soit réduit sinon arrêté de façon à empêcher l'intrusion dans certains champs de juridiction, il y a là quelque chose où toutes les provinces... Je vous mets au défi de trouver un seul premier ministre du pays qui ne sera pas d'accord pour considérer

que sa province veut récupérer le plus de pouvoirs possible, pourvu que la formule soit telle que chacun puisse y trouver quelque chose. Vous avez bien raison de dire que ce n'est pas en insultant les gens qu'on réussit des compromis, et à cette enseigne, je ne crois pas, avec beaucoup de respect, qu'il serait suffisant de dire du jour au lendemain: On vient de se séparer. Voulez-vous, s'il vous plaît, vous asseoir avec nous parce qu'on ne trouve pas que vous êtes vivables, mais on aimerait vivre demain matin d'une autre façon? Et d'ailleurs, tous sont d'accord pour dire, si vous permettez, que le lien économique est de prime abord quelque chose qu'il faut préserver.

Dans un contexte comme celui-ci, je ne vois pas pourquoi on dirait que toutes les autres provinces sont irréductibles et fermées à toute forme de dialogue si, justement, chacun y trouve quelque chose et non pas une province qui dit: Je veux être tellement différente que seulement moi aurais ce statut. Je pense que c'est là un des problèmes auxquels on fait face. D'ailleurs, que 8 premiers ministres sur 10 se soient déclarés d'accord avec le lac Meech, il ne faut quand même pas penser qu'on jettera le manche après la cognée, puis qu'on ne recommencera pas.

M. Brassard: Oui, mais monsieur...

M. Casgrain: Casgrain.

M. Brassard: Monsieur, je vous signale simplement que Meech, ce n'était pas beaucoup de choses, hein, puis que ce que vous proposez là, ce sont des récupérations de pouvoirs importants; la Chambre de commerce du Québec en réclame encore davantage et, par conséquent, si Meech n'a pas réussi ce qui était, finalement, peu de choses en termes de pouvoir, ça ne modifierait même pas le partage des compétences. Là, vous, vous voulez un nouveau partage des compétences en faveur des provinces, et je comprends bien que ce n'est pas un statut particulier pour le Québec que vous réclamez...

M. Casgrain: Non.

M. Brassard: ...c'est que toutes les provinces récupèrent les mêmes pouvoirs. Alors là, le Québec, fini pour le statut particulier...

M. Casgrain: Non, non, depuis le temps...

M. Brassard: C'est une décentralisation générale.

M. Casgrain: Une fédération n'est pas autre chose qu'un ensemble d'États souverains qui partagent ensemble certaines juridictions.

M. Brassard: C'est ce que je dis, c'est ce que je dis. Alors que beaucoup de Québécois

réclament depuis des décennies un statut particulier, des pouvoirs particuliers pour le Québec, pour qu'il puisse se développer comme peuple, comme communauté nationale, vous, ce que vous réclamez, ce sont finalement des transferts de compétences, mais pour toutes les provinces, sans exception. Mais je vous signale en conclusion - il ne me reste pas de temps, M. le Président - je voudrais simplement vous signaler que vous faites un acte de foi, mais vous ne démontrez pas que c'est faisable, que c'est faisable un tel changement considérable dans le partage des compétences à l'intérieur du régime fédéral canadien. Vous ne le démontrez pas.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Casgrain, vous avez 10 secondes.

M. Casgrain: Alors, très bien. Ce que je veux dire simplement, c'est que ça fait 30 ans que nous parlons, justement, de changer la Constitution pour qu'on décentralise et que les provinces deviennent enfin maîtresses de leurs propres droits et pouvoirs, pour donner à Ottawa seulement ce qui est nécessaire pour un État fédéral, et c'est ce qu'on devrait proposer pour tout le monde. C'est ça que ça veut dire.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à M. Béland. Juste après M. Béland, ce sera au tour de Mme Campbell Steer.

M. Béland: Merci, M. le Président. Je dois vous dire que j'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre mémoire. Je ne suis pas superstitieux mais j'ai vraiment bloqué sur la page 13, parce qu'il y a beaucoup de gens qui sont venus ici nous donner des chiffres, et je trouve que les vôtres ne correspondent pas avec ceux qu'on a entendus jusqu'à maintenant. Quand vous dites que le Québec livre 61 % de ses exportations à la seule province de l'Ontario, là on ne se comprend vraiment pas, parce que les chiffres qu'on a reçus, et que je pense qu'on connaît maintenant, c'est que dans toute la production manufacturière québécoise, 54 % sont dépensée ici, 26 % sur le marché canadien et 20 % aux États-Unis. Les 61 %, c'est probablement du marché canadien. Je comprends que des 26 %... Et je suis étonné que vous déclariez aussi carrément qu'on ait vraiment, notre grand marché, 61 % de nos exportations à la seule province de l'Ontario, je trouve que ce chiffre n'est pas très précis. Et ça m'inquiète un peu pour le reste de vos chiffres.

M. Allard: On pourrait vous dire tout de suite qu'il s'agit des exportations vers les autres provinces.

M. Béland: Oui, mais c'est 26 % d'après nos chiffres et vous dites 61 % en Ontario seulement.

M. Allard: Je laisse M. Raynauld répondre à

ça.

M. Raynauld (André): C'est 26 % de l'ensemble des expéditions, des livraisons, premièrement. Ensuite, c'est 33 % des exportations totales qui vont vers l'Ontario et c'est 61 % des exportations aux autres provinces qui vont vers l'Ontario. Ces chiffres-là sont tout à fait conformes à ceux qui avaient été préparés à l'origine, mais j'avoue que la formulation, effectivement, était trop vague.

M. Béland: Oui, très vague, parce que ça ne veut pas dire ce que ça... Ce n'est pas la réalité. Et je remarque aussi que si on se ramène à 26 %, ça nous donne, en pourcentage, presque autant qu'avec les États-Unis. Et à ma connaissance, il n'y a pas de liens politiques avec les États-Unis. Quand j'entendais M. Allard dire tout à l'heure - j'aimerais que vous m'expliquiez ça - qu'on ne peut perdre notre lien politique, parce qu'à ce moment-là on va perdre nos liens économiques, je ne vois pas beaucoup le rapport et j'aimerais que vous m'expliquiez ça.

En dernier lieu, je reviens, moi aussi, au suicide, quand vous dites que ça serait suicidaire d'envisager des changements de cette nature. Si je comprends bien le suicide, c'est qu'on n'en guérit pas. Normalement on en meurt. Est-ce que vous croyez vraiment, si on faisait des changements, que le Québec en mourrait?

M. Allard: C'est certain que, pour tout le monde, je pense qu'il y a de l'incertitude de ce qui arriverait le lendemain de la déclaration de souveraineté. Nous, parce que nous défendons une thèse fédéraliste, nous disons: Il y a des acquis, on les connaît. On sait comment le fédéralisme, comment les relations avec les autres provinces profitent au Québec. Ça pourrait être aussi profitable avec la souveraineté, mais on ne le sait pas. Alors, étant donné que ça existe maintenant et que ça va, dans ce domaine-là relativement bien, conservons ça, et quant au fédéralisme, il a besoin d'être renouvelé, réparé, arrangé, amélioré. Essayons d'arriver à l'améliorer pour avoir les autres choses que nous demandons, comme la plus grande autonomie dans les domaines comme l'immigration, la main-d'oeuvre, la politique familiale. Pourquoi repartir à zéro, au lieu de bâtir à partir de ce qui existe?

M. Béland: Vous vous référez quand même, M. Allard, au système de santé, au système de sécurité sociale, au système d'éducation. Est-ce que vous prétendez qu'à ce moment-là, tout ça est financé à même des transferts? Ou si vous admettez que les Québécois et les Québécoises paient leur système de santé, leur système d'éducation et s'ils ne participent pas aussi au déficit fédéral, même si parfois on achète certains de ces services-là à crédit, est-ce que

vous prétendez qu'à ce moment-là on se les fait payer par d'autres?

M. Allard: On ne peut certainement pas nier que les Québécois paient pour une grande partie des choses que vous avez mentionnées, et on ne conteste pas ça dans notre mémoire.

M. Béland: Donc on pourrait continuer à les payer?

M. Allard: On va continuer à les payer?

M. Béland: Oui.

M. Allard: Sûrement qu'on va continuer à les payer.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Campbell Steer.

Mme Campbell Steer: M. Allard. Je vous félicite d'un excellent mémoire, même s'il ne concorde par nécessairement...

M. Allard: Excusez, je vous comprends mal. Il y a du bruit qui vient de je ne sais pas où.

Mme Campbell Steer: Ah, oui? Je vous félicite d'un excellent mémoire et je peux dire qu'il y a une certaine concordance entre votre point de vue et celui du Bureau de commerce qui peut peut-être vous contenter un peu. Vous n'êtes pas le seul. Mais je voudrais savoir, comme je le trouvais assez intéressant, que nous avons entendu beaucoup de discours concernant les contraintes que le fédéralisme exerçait sur le progrès des Québécois d'expression francophone... À partir de la page 31, dans l'exposé de M. Raynauld, j'aimerais bien avoir peut-être l'aspect positif que vous voyez, et une synthèse de cet aspect positif que vous voyez dans le fédéralisme, dans notre progrès.

M. Allard: Je demande à M. Raynauld de répondre.

Mme Campbell Steer: À partir de la page 31 dans votre annexe, vous commencez à parler de tout cela.

M. Raynauld: Je m'excuse là, je n'ai pas la même copie et ce n'est pas tout à fait les mêmes pages. Bon. Oui, effectivement, le mémoire fait état des progrès du français, d'une part, et le progrès des francophones depuis une trentaine d'années au Québec. L'argument qui est tiré de cela, c'est que le fédéralisme n'a pas empêché les francophones de progresser, n'a pas empêché le français de progresser au Québec. J'essaie de raconter un peu l'histoire, ce qui s'est passé à ces égards-là. Parce que souvent on reste sur des impressions de faits qui étaient peut-être

valides il y a longtemps, mais on ne s'adapte pas toujours aux nouvelles circonstances et aux changements qui se produisent. Donc, du côté du français, je fais état essentiellement de ce qui a été rapporté dans le mémoire du Conseil du patronat du Québec qui a été présenté, à l'effet qu'au Québec, maintenant, la langue commune est le français, et par conséquent, ce n'est pas encore une fois le fédéralisme qui a empêché cela. Au contraire, on a eu une avance considérable du français.

Ensuite de cela, j'essaie de montrer que l'avenir ou le succès d'une langue dépend du nombre de ceux qui la parlent, dépend du statut de ceux qui la parlent, dépend aussi de la concentration des gens d'une langue donnée sur un territoire donné. Du point de vue de ces trois aspects-là, il y a eu des progrès considérables. Le nombre de francophones a augmenté, en chiffres absolus, de façon considérable. Ensuite, la proportion de ceux qui parlent français au Québec est augmentée aussi de façon considérable, de sorte que maintenant on dit, à toutes fins pratiques, que le français est peut-être parlé par près de 95 % des gens au Québec.

Et enfin, sur le statut des francophones, tout le monde le sait et je n'ai pas besoin de le répéter, je pense que c'est une observation commune que les francophones ont investi le domaine de l'entreprise depuis 30 ans, qu'ils ont été capables de bâtir des entreprises, de les développer, de sorte qu'à l'heure actuelle, la proportion, par exemple des établissements, par le nombre d'employés qui relèvent de francophones, a monté de façon considérable et est rendue à environ 61 % de l'ensemble des établissements québécois. Donc, il y a eu un progrès considérable de ce côté-là aussi, évidemment, parce que les francophones maintenant participent au pouvoir économique, ce qui n'était pas le cas antérieurement. Le fait qu'ils font ça, évidemment, ils vont favoriser également en même temps le français, puisque c'est leur langue.

Alors voilà...

Mme Campbell Steer: Mais pensez-vous que si on était dans une situation de souveraineté, notre progrès serait aussi accru? Moins accru? Est-ce que vous êtes prêt à...?

M. Raynauld: Sûrement, je n'irais pas dire que du point de vue du français, par exemple, ou de la place des francophones, la souveraineté nous ferait perdre des points là-dessus. L'argument c'est: est-ce qu'on a besoin de la souveraineté pour obtenir ce résultat-là? Et la réponse est non. On n'a pas eu besoin de faire la souveraineté pour acquérir, encore une fois, le rôle et le statut que l'on voulait avoir. Le fédéralisme n'a pas empêché cela. Le fédéralisme l'a permis sans confrontations, si je peux dire, et par conséquent je dis que, de ce point de vue-là, la souveraineté n'est pas nécessaire.

Mme Campbell Steer: So what you are saying, then, is: Let's not throw off the baby with the bath water.

M. Raynald: Si vous voulez, oui.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Alors nous passons maintenant à M. Louis Laberge et tout de suite après, son bon ami M. Charles-Albert Poissant.

M. Laberge: Ah! Mon Dieu!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: M. Allard, je vous l'ai dit en privé et je vous le répète en public, le Conseil du patronat du Québec a évolué mais là vous me gênez quelque peu, puisque vous avez dit tantôt à madame que non, vous n'aviez pas tellement évolué depuis 1983 ...

M. Allard: En ce qui regarde notre position...

M. Laberge: Moi, moi je ne veux pas vous être désagréable, je prends votre parole.

Une voix: Il y en a qui n'ont pas évolué.

M. Laberge: Le moins qu'on puisse dire, c'est pas une révolution, bon. Mais je pense que vous avez changé. En 1980, vous avez dit tout simplement non. Là, vous y mettez des formes et je remarque que comme les autres associations patronales, je pense que vous nous dites dans des termes différents que le statu quo c'est fini, ça prend des changements. Ça, c'est déjà bon signe. Au moins vous n'êtes pas coulé dans le béton, semble-t-il. Mais, vous allez moins loin que les autres sur les choses que ça nous prend de façon absolue. M. Raynald dit: Les Québécois en ont regagné au Québec, le français a pris de l'avance, le fédéralisme l'a permis. M. Raynald, en dépit du fédéralisme, en dépit surtout de certains individus qui sont fédéralistes! Je pense que c'est mieux dit que le système lui-même. C'est pas le système qui nous a empêchés, mais c'est le monde dans le système.
(10 h 15)

Vous allez admettre qu'on a été obligé de faire des choses quand même assez extraordinaires au Québec pour que l'évolution se fasse. Mais là où vraiment vous me faites tiquer un peu, c'est quand vous employez des expressions flamboyantes. Quand vous parlez: Pourquoi tomber dans une aventure suicidaire? je pensais que vous aviez un peu plus de retenue que ça là. "Il serait donc suicidaire de se lancer dans une aventure dont l'issue risquerait de mettre en cause nos acquis." Je pense que, en tout cas

depuis le début de cette Commission, je n'ai pas entendu personne ici parler de tout laisser tomber ce qu'on avait, d'isoler le Québec, de bâtir un ghetto. Au contraire, on nous a dit: le Québec moderne doit s'ouvrir sur le monde. Bien sûr, en privilégiant les provinces du Canada, les États-Unis, nos voisins du Sud, mais aussi sur le monde. Pourquoi il y a une telle expression dans votre mémoire M. Allard? Ça me fait un peu tiquer. Je trouve ça un petit peu malheureux.

D'un autre côté, contrairement à d'autres, parce que les autres associations patronales parlaient des pouvoirs que le Québec devrait rapatrier pour faire face à ses obligations. Et là, vous, vous parlez de pouvoirs que les provinces... de la décentralisation du gouvernement fédéral. Je ne sais pas si vous êtes conscient, M. Allard et vos collègues, qu'une des raisons pourquoi il y a eu tant de Canadiens opposés à l'accord du lac Meech, c'était justement que s'il fallait que le gouvernement central fédéral donne à toutes les provinces la moitié de ce que le Québec demandait, il n'y aurait plus de gouvernement central.

Le Congrès du travail du Canada, le Nouveau parti démocratique, tous les grands syndicats pancanadiens, s'opposaient au lac Meech justement par rapport que de concéder le tout petit peu qu'on demandait au Québec, c'était d'ouvrir la porte aux autres provinces de demander la même chose, et c'était la fin du gouvernement fédéral.

Je ne sais pas si vous êtes conscients de ça. Si vous en êtes conscient, est-ce que vous ne nous suggérez pas un "no win". C'est-à-dire que vous dites: Bien sûr, nous autres on est d'accord, il faut renégocier. Comment vous allez faire pour renégocier, alors qu'ils ne veulent absolument pas décentraliser le gouvernement? C'est pas le NPD qui va favoriser ça. Je pense que, M. Casgrain, vous êtes un peu au courant de ça, dans vos aventures de jeunesse... Mais ce n'est pas bon. Comment on va faire ça? C'est vraiment nous amener dans un cul-de-sac. Je ne dis pas que c'est ce que vous voulez faire. Mais, vous dites: Il faut renégocier le pacte et il ne faut pas perdre ce qu'on a. Il n'y a personne, moi surtout où j'en suis rendu... Je comprends bien, j'y pense un peu à ma pension. Là, mentionner ça, les pensions et tout ça, comme M. Mulroney: Qu'est-ce que le travailleur à Bale-Comeau va faire? Qui va lui garantir sa pension? Ce n'est toujours pas lui.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: Ce qui va garantir la pension du travailleur à Bale-Comeau, c'est la convention collective qu'on a. C'est un acquis. Enfin, ce sont des choses... je pense qu'on ne devrait pas descendre à ce niveau-là.

Je pense que tantôt quelqu'un a donné la réponse chez vous. Vous êtes fédéralistes, c'est le droit de tout le monde d'être quelque chose...

Non, non, comme d'autres ne le sont pas au même niveau. Il ne faut pas dire des conneries non plus, pas plus que je n'accepte des arguments à l'effet que le Canada c'est une affaire épouvantable. Bien non! On ne s'est quand même pas trop mal tiré d'affaire au Canada. Ce n'est pas une république de bananes, c'est un pays démocratique. On est en désaccord avec certaines affaires, c'est sûr, mais ce n'est quand même pas une république de bananes. Je n'ai jamais dit le contraire, sauf qu'il ne faut pas dire non plus: Attendez! Une aventure comme l'affaire de la souveraineté, c'est suicidaire. Bien non, ce n'est pas suicidaire. Bien sûr qu'il y a des choses qui seraient appelées à changer...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Laberge, est-ce que vous en venez bientôt à votre question?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: C'était bon pareil, hein?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Laberge: C'est ça ma question: Comment allez-vous faire ça?

Le Président (M. Jean Campeau): Merci.

M. Wylie (Torrance): Est-ce qu'il me reste du temps pour ma réponse, M. le Président?

M. Laberge: Oui, oui, vous avez du temps pour la réponse.

Le Président (M. Jean Campeau): ...par quelqu'un d'autre; ça va aller plus vite.

M. Wylie: J'aimerais peut-être commencer par la conjoncture actuelle que vous avez citée, M. Laberge. C'est vrai que l'accord du lac Meech a échoué pour plusieurs raisons à l'extérieur du Québec, mais parmi ces raisons, il y a une insatisfaction dans plusieurs autres régions avec le système fédéral actuel. La conjoncture est bonne pour réévaluer les possibilités de l'amender. Le Québec, lui, tire son intérêt dans un rapatriement des pouvoirs; d'autres provinces, comme le citait M. Brassard tantôt, ont intérêt à réformer les institutions fédérales, tel le Sénat. Le Québec a en ce moment une occasion assez unique si elle reste en jeu. Je citerais M. Churchill qui dit: Le Meech Lake, ce n'est pas la fin de l'histoire; ce n'est pas le début de la fin, c'est la fin du début. D'accord, c'est une hypothèse pour les fédéralistes. S'ils ont longue haleine, la conjoncture est bonne pour trouver un échange et l'intérêt de chacune des régions du pays et refaire ce système pour que ceux qui veulent des pouvoirs plus décentralisés tirent ça du nouveau régime et ceux qui veulent une

institution différente au niveau fédéral peuvent aussi voir leur intérêt réalisé.

M. Laberge: Je siège au conseil d'étude du CTC: 2 200 000 membres, et ce n'est pas ça du tout. Il a justement rejeté ça parce que les autres provinces...

M. Wylie: Attendez de voir le NPD tantôt; attendez de voir ce que M. Rae, au pouvoir en Ontario, va faire. Il a déjà commenté son insatisfaction devant le système fédéral actuel et il est là depuis un mois.

M. Laberge: J'y suis allé. Il n'y a pas de camions de la Brink's qui soit revenus.

M. Wylie: Alors, je pense que les provinces vont toutes voir le besoin de transformer ce système.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Laberge, votre temps est écoulé. C'est fini. Maintenant, M. Charles-Albert Poissant.

M. Poissant: Merci, M. le Président. À lire certains mémoires, il semble que le Québec, au point de vue bilan, ne soit pas perdant. Évidemment, si on entre dans les détails, ça a agi comme soupape, si vous voulez, là où on a été obligés de combler peut-être ce que j'appelle, moi, des dépenses d'opération versus ce qui a été fait ailleurs: des dépenses de placements. Évidemment, ça n'a pas le même impact d'être obligé de recevoir l'assurance-chômage alors qu'on dépense peut-être plus dans les autres provinces pour des biens immobiliers susceptibles de créer de l'emploi.

Il reste que petit à petit, qu'on le veuille ou non, les Québécois prennent de plus en plus de place au Canada et de plus en plus les Québécois accaparent le problème économique, des parties économiques de l'Ontario et des autres provinces. Ça, c'est assez récent comme développement.

Ce qui va arriver comme conséquence, c'est que peut-être que cette soupape-là nous a finalement rendu service, à cause, bon, de notre formation, nous avons été un peu sur l'ère de l'opium, qui voulait qu'on ne pouvait pas faire prendre notre économie, nous l'avons prise depuis 30 ans. Et Dieu sait que dans ces circonstances-là on a travaillé beaucoup plus fort, et ça, c'est une qualité d'un peuple qui, justement, à cause de l'absence des moyens, est obligé de travailler un peu plus fort. Ça, c'est assez récent. D'autant plus que nous ne partageons pas la langue d'un grand pays économique, qui s'appelle les États-Unis, dont la langue est l'anglais. Donc il sera toujours favorisé par les Canadiens anglais. Mais ça, ça nous fait travailler plus fort.

La seule solution qui se présente, qui se trame présentement, c'est justement que les

Québécois, ayant découvert la beauté de faire de l'argent, qui permet à la culture de s'épanouir, pourront justement aller plus loin. Ce que j'ai dit au début, dans mon petit boniment d'ouverture, c'est que, petit à petit, le transfert de l'économie va peut-être se faire des provinces voisines vers le Québec. C'est ce qui se produit à l'heure actuelle, ce qui n'existait pas il y a 30 ans. Mais aujourd'hui, il y a des compagnies qui prennent des prises de possession. On a démenagé des sièges sociaux, on n'a pas fait de publicité, de Toronto à Montréal. Et ça commence à se faire. Si ça continue comme cela, moi, je suis optimiste, moi pour un. Alors, peut-être que les transferts des dépenses de l'assurance-chômage dans 10 ou 15 ans iront dans les autres provinces, et Dieu merci, elles auront vu passer le bateau.

Ceci étant dit, à l'heure actuelle, tout le monde est d'accord, je pense, tous les intervenants, pour nous dire, moi y compris, que ça ne va pas très bien. Mais, évidemment, dans les ménages, ça ne va jamais très bien. Il y a toujours des problèmes. Qu'est-ce que vous auriez comme solution, à l'heure actuelle, pour rapatrier? On est d'accord qu'il y a certains services qui devraient être rapatriés au Québec, et qui ne sont pas à leur place au gouvernement fédéral, ne l'ont jamais été, mais à la force des choses il les a pris, prétendant que, bon, il devait avoir une politique nationale, et possiblement québécoise. Ceci étant dit, nous n'avons pas réussi beaucoup dans nos négociations, on a entendu dire, en guise de plaisanterie l'autre jour, et pour peut-être répéter ce que Winston Churchill disait un jour, que la guerre c'est trop important pour laisser ça aux généraux. Peut-être que si ça avait été les gens d'affaires qui avaient négocié ça, ce serait réglé.

Ceci étant dit, on ne nous a pas demandé de voir à le régler, et je n'ai rien contre les politiciens, remarquez bien, mais peut-être qu'on aurait eu plus d'avantage à le faire. Mais, tout de même, ça ne s'est pas fait. Et qu'est-ce que vous suggèreriez à l'heure actuelle pour rapatrier ce que les Québécois voudraient avoir, quitte, en sourdine si vous voulez, à ne pas empêcher le monde économique de prendre vraiment une possession canadienne dans les affaires du Canada? Pendant qu'ils ne nous voient pas jouer, c'est qu'on va s'implanter, et on le fait. Mais il reste, bon, au point de vue politique, certains accaparements qu'on devrait faire, et comment suggèrez-vous qu'ils devraient être faits?

M. Allard: C'est bien sûr que vous dire comment exactement ça devrait se faire, ça n'est pas facile, quand on pense aux trois champs particuliers qu'on a mentionnés: l'immigration, la main-d'oeuvre et la politique familiale. D'abord, ces champs-là sont des champs qui sont de juridiction provinciale. Donc, ce qu'on dit c'est

que ce qui appartient déjà à la province, rapatrions-le. De quelle façon on s'y prend? Nous disons, c'est en négociant. Il y a des gens qui vont dire: Ça ne sert à rien de négocier, on a déjà tout essayé ça et ça ne marche pas. Il faut continuer d'essayer. Maintenant, cette Commission sur les moyens à prendre pour le faire, cette Commission a décidé de consulter des experts, beaucoup d'experts qui pourraient apporter des réponses à la façon précise dont ça pourrait se faire. Quant à nous, au Conseil du patronat, on n'aurait pas la prétention de se substituer à ces experts-là pour le faire. Mais nous croyons que c'est faisable, et que ça doit se faire par la négociation. Nous pensons aussi, comme il a été mentionné tout à l'heure, qu'il y a des gens dans d'autres provinces qui veulent aussi avoir plus d'autonomie dans les mêmes champs, comme la main-d'oeuvre, par exemple, que ceux qui intéressent particulièrement le Québec.

M. Poissant: Est-ce que j'ai droit à une autre question, M. le Président?

Le Président (M. Jean Campeau): Une toute petite.

(10 h 30)

M. Poissant: Ha, ha, ha! Des fois la question est courte et la réponse est longue. J'allais vous demander qu'est-ce que serait votre réaction – il faut trouver une formule, une sortie à cette impasse – si les Québécois mettaient une position forte vis-à-vis de leur avenir politique, leur avenir économique et donnaient l'occasion par ailleurs à nos voisins – s'entend pas seulement nos voisins, tous les Canadiens – de dire: Voici, c'est la position que nous allons prendre si on ne peut pas s'entendre. Et on vous donne un délai de X. Quelle serait votre réaction?

M. Allard: Quand vous dites: "C'est la position que nous allons prendre", vous dites que le Québec va affirmer sa souveraineté ou nous allons être...

M. Poissant: Son autonomie, je ne veux pas rentrer dans ça.

M. Allard: Bon. Alors, d'accord. Comment les autres vont réagir? Pour nous, ce n'est pas nécessairement facile de prévoir, mais depuis l'échec du lac Meech, nous pensons qu'il y a eu une évolution. Il n'y a pas seulement le Conseil du patronat qui évolue. Nous pensons qu'il y a eu une évolution aussi dans les autres provinces. Il y a déjà des provinces qui ont mis sur pied des comités, des groupes de travail semblables à cette Commission-ci. Le gouvernement fédéral a nommé aussi un comité qui va faire le tour du Canada pour savoir ce que les Canadiens veulent. Nous pensons que tout ça va finir par amener les gens, dans l'ensemble du Canada, à réfléchir

beaucoup plus qu'ils ne l'ont fait dans le passé sur la Constitution, sur l'autonomie des provinces, les pouvoirs des provinces, etc. Et c'est à partir de là que ça pourra être possible de négocier. Peut-être que c'est utopique, mais enfin, essayons.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Larose, c'est à vous.

M. Larose: Merci, M. le Président. D'abord, je dois dire que j'apprécie beaucoup les textes soumis par le Conseil du patronat. C'est d'abord la preuve qu'on peut être fédéralistes sans être racistes ou se comporter comme des colonisés. Dans ce sens-là, l'exposé du Conseil du patronat est plutôt bien fait.

J'ai étudié avec beaucoup d'attention l'ensemble des contributions des groupes d'affaires, Chambre de commerce, Mouvement Desjardins, le Board of Trade et les autres aussi qu'on n'a pas encore entendus et votre mémoire nous éclaire aussi là-dessus. Il me semble qu'il y a deux polarisations qui se développent dans le camp des affaires. Il y a ceux qui disent que, pour garantir les acquis actuels et espérer améliorer une certaine qualité de vie, il faut, comme société en tout cas, avoir la main sur quelques manches, être beaucoup plus en mesure de contrôler un certain nombre de leviers fiscaux, monétaires ou autres et puis, on embarque en même temps plusieurs juridictions. Je pense que là-dedans la contribution de la Chambre de commerce a été la brèche. Ça a été, comme, je dirais, l'ouverture, dans le cas patronal, de ce côté-là. Il y a les autres, vous êtes de ce camp-là, je pense, le CPQ et le Board of Trade, qui essaient, à l'intérieur des règles actuelles, et il faudra nous donner un petit peu d'explications parce que vous nous proposez de retravailler les formules d'amendement. Disons que la dernière expérience est un peu pénible. Ça a duré 18 ans puis ça a fini par un coup fourré pour le Québec. Avez-vous des garanties pour qu'on puisse faire ça beaucoup plus court et que ce soit satisfaisant?

Alors, vous essayez de remanier à nouveau, à l'intérieur des règles actuelles, mais pour un objectif, je dirais, qui est différent des autres. Et, pour continuer l'analogie que prenait M. Poissant, je pense que si on veut parler du mariage ou des rapports hommes-femmes dans le couple, il y a du monde qui propose d'"autonomiser" la femme à l'intérieur du couple et d'autres qui voudraient peut-être élargir un peu le portefeuille pour lui en donner plus, mais sans changer les règles. Je pense que vous êtes peut-être, sans froisser personne, un peu de ce camp-là.

Je voudrais savoir: L'opérationnalisation pour effectivement atteindre l'objectif, il me semble que c'est un peu difficile à croire qu'on puisse réussir. Je ne sais pas.

M. Allard: C'est sûr, M. Larose, qu'on ne prétend pas que les négociations qui devront être entamées vont être faciles. Les négociations passées n'ont pas été faciles. Les négociations qu'on pourrait avoir dans l'avenir ne sont pas nécessairement faciles. Sauf que, de toute façon, tout le monde ici dans cette Commission, et une grande majorité des Québécois, reconnaissent que, de toute façon, il va falloir négocier. Si on déclare notre souveraineté, il va falloir négocier. Si on reste à l'intérieur du régime fédéral et qu'on veut qu'il y ait des changements, il faut négocier. Nous pensons qu'il est mieux de négocier de bonne foi, dans un meilleur climat à l'intérieur du fédéralisme que de claquer la porte, déclarer notre souveraineté puis dire: Maintenant, venez-vous-en, on veut négocier. On ne sait pas comment les autres vont réagir. Même si c'est seulement à cause de leurs émotions, peut-être qu'ils vont dire: Que le diable les emporte, on n'ira pas négocier. Ils ne peuvent peut-être pas, parce qu'ils ont des intérêts aussi à préserver, mais on ne sait pas comment ça va se dérouler. Pourquoi ne pas essayer d'avoir les meilleures chances possible, et nous pensons que les meilleures chances de réussite sont la négociation à l'intérieur du système actuel.

M. Larose: Il me semble que M. Raynauld, dans son étude, nous donne un petit peu la réponse quand il fait la démonstration des liens très étroits qu'il y a entre Québec-Ontario, Québec-Canada. Il me semble que, sur la seule base des intérêts, ils n'ont pas précisément intérêt à ne pas soigner un peu ces rapports-là, parce que, à ce que je sache, ce n'est pas pour nos beaux yeux qu'ils nous entretiennent. Je pense qu'ils ont effectivement quelque profit à tirer de ce genre de rapports.

M. Allard: M. Raynauld.

M. Raynauld: Ça, c'est tout à fait exact. Mais ce qui me frappe, moi, c'est que, autour de cette table, tout ce que j'ai entendu un peu de loin depuis les débuts des travaux de la Commission, c'est que tout le monde est d'accord pour dire: Il y a des acquis, il faut conserver ces acquis-là parce qu'on... et ces acquis sont basés sur la libre circulation des biens et des services, des gens, des entreprises, etc. On veut conserver ça. En même temps, on dit: On voudrait changer la Constitution, et, là, il y a des gens qui pensent qu'on ne peut pas négocier. D'ailleurs, c'est une des positions officielles du Parti québécois: On ne s'entendra jamais avec les Anglais, ou quelque chose comme ça. On ne s'entendra jamais. En tout cas, c'est l'idée générale et, là, en fait, les questions qui sont posées ce matin, je pense qu'on a tous la même préoccupation, on se dit: Est-ce que ça pourrait marcher de négocier? Moi, je dis: C'est exacte-

ment le même problème si on déclare l'indépendance, aujourd'hui, ou qu'on se déclare souverain. Si le reste du Canada ne veut pas négocier, comment allons-nous maintenir les acquis que tout le monde veut conserver? Comment ça va se faire? C'est un problème commun, quelle que soit la position qu'on peut avoir sur le résultat final. Il va falloir qu'on négocie, il va falloir accepter que les autres veuillent négocier. Autrement, s'ils ne veulent pas négocier, comment les souverainistes peuvent-ils dire, en même temps: Ils ne veulent pas négocier, mais on s'en fout, on va conserver les acquis quand même? On ne peut pas conserver les acquis dans une hypothèse comme celle-là. Donc, ce "comment", il est fondamental, mais il s'applique, encore une fois, quelle que soit la position qu'on veut avoir. Si on veut simplement modifier la Constitution, vous le dites, il y a un certain nombre de gens qui pensent que, peut-être, ça ne bougerait pas, mais, si on fait l'indépendance et que les Anglais ne veulent pas bouger non plus, on est exactement dans le même pétrin. On ne peut pas à la fois conserver les acquis et supposer qu'on ne pourra pas négocier.

M. Larose: Mais quand vous dites, à la page 48, M. Raynault, qu'il n'y a pas de prix pour préserver ses acquis, parce que vous dites: "La première conclusion qui s'impose est à l'effet qu'il faut à tout prix préserver ces acquis", il me semble que vous donnez le mode d'emploi; ça veut dire qu'il n'y a pas de prix, puis ils peuvent nous faire sécher encore pendant 123 autres années. Il me semble qu'on se place mal quand, en termes de négociations, on annonce d'avance qu'on va payer le prix qu'il faudra pour rester dans la Fédération.

M. Raynault: Oui, mais c'est compensé par le fait que vous avez soulevé tout à l'heure, et qui est tout à fait exact, qu'eux aussi ont des intérêts à défendre. Alors, il me semble qu'on pourrait se rencontrer. Ils ont des intérêts à défendre, nous avons des intérêts à défendre, pourquoi supposer chaque fois: Ah non! ils ne voudront pas négocier? Nous, on dit: Il me semble que ça va être plus facile à négocier ces changements plus petits, moins extrêmes si on veut, que la souveraineté. Il me semble que ça devrait être plus facile à négocier que de négocier, point final.

M. Larose: Mais vous pensez qu'en proclamant notre souveraineté, la réponse, ça va être qu'ils vont se tirer dans le pied?

M. Raynault: Encore une fois, quand on dit qu'ils ont des intérêts – je pense que vous êtes bien placé pour le savoir, vous faites des négociations beaucoup plus que moi – il y a les parts respectives, si on veut, les intérêts ne sont pas... Il y a des intérêts des deux côtés. Il s'agit de

savoir s'il n'y a pas une partie qui en a plus que d'autres. Moi, je montre que, en ce qui concerne, en tout cas, certains échanges de produits, que le Québec, en fait, compte davantage sur les marchés des autres provinces que ce n'est le cas des autres provinces vis-à-vis du Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): Rapidement, M. Larose.

M. Larose: C'est précisément parce qu'on a une expérience de négociations qu'on pense qu'on est rendu à l'étape où il faut être très clair sur l'objectif qu'on veut atteindre. En tout cas, c'est mon expérience personnelle. Je vous remercie, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): À ce bloc de questions, il reste deux minutes. Est-ce que M. Bouchard veut poser une question rapide?

M. Bouchard: Je vais essayer d'être rapide, M. le Président. Je vais couper court au préambule pour aller directement à la question que je voudrais poser. D'abord, pour relever que si M. Béland a tiqué à la page 13, j'ai lu tout le mémoire mais j'avais tiqué avant lui. J'avais tiqué à la page 3, quand j'ai lu qu'on qualifiait l'acte de 1982 comme étant le "pacte" de 1982. Ça colore bien la perspective dans laquelle vous vous placez. Pour vous autres, c'est un pacte, 1982, une imposition unilatérale d'une constitution au Québec, vous autres, vous appelez ça un pacte. Moi, j'appelle ça un coup de force inacceptable. C'est une des tensions politiques que nous avons ici aujourd'hui et que nous devons gérer.

Moi, finalement, c'est sur la négociation. Parce qu'au fond, la conclusion de tout ça, vous dites: Il faut renégocier. Il y a des gens d'affaires. Moi, j'ai travaillé avec des gens d'affaires aussi. On a fait, hier, l'apologie des gens d'affaires en négociations. C'est vrai qu'ils sont de grands négociateurs. Ils savent, par exemple, que quand on va négocier, ça prend un rapport de force. Et ce que vous nous dites aujourd'hui, c'est: Dans l'accord du lac Meech, on est allés trop raide, les Québécois; on aurait dû faire d'autres concessions. Il n'y avait rien pour le Canada anglais là-dedans. Et, à la page 49 du mémoire de M. Raynault, les mots "concessions réciproques" sont employés. Autrement dit, vous nous demandez d'oublier ce qui s'est passé, de retourner à la table des négociations nous-mêmes, en annonçant à l'avance que nous allons faire des concessions. Imaginez-vous le caractère irréaliste de cette attitude. L'adversaire – parce que maintenant ils sont devenus des adversaires avec nous autres – qui vient nous dire non sur des choses minimales, on va lui dire: Vous nous avez dit non. Mais dorénavant, on va vous faire des concessions pour que vous puissiez dire oui.

Et on sait bien les concessions qu'ils vont demander. Le Sénat, par exemple, le Sénat, ce n'est pas inoffensif, le Sénat. Jamais une province de l'Ouest ne va renoncer à son droit de veto si elle n'a pas une réforme du Sénat qui fait un Sénat élu, donc encore plus nuisible. Deuxièmement, un Sénat qui va être pondéré également partout, dans l'ensemble de la Confédération, qui va encore diluer la présence du Québec au fédéral. Une clause de promotion encastrée dans la Constitution pour le bilinguisme, le caractère distinctif du Nouveau-Brunswick et ainsi de suite, la suppression du "nonobstant", on le sait ce qu'ils veulent: toutes des choses qui vont encore affaiblir le Québec. Et vous nous demandez de recommencer à négocier en se disant prêt à faire d'autres concessions. Ce n'est pas ce que les hommes d'affaires font d'habitude, quand ils négocient. Quand ils ont trop négocié et que ça a pourri, ils tirent une ligne, parce qu'ils ont aussi l'esprit de décision, les hommes d'affaires. Ils sont capables de rompre avec une situation inacceptable et de se réaligner autrement à partir de bases solides. C'est ça que, moi, je pense et que beaucoup de gens pensent aujourd'hui. Comment pouvez-vous aujourd'hui nous proposer de recommencer ce fouillis indescriptible?

M. Casgrain: J'ai écouté tout à l'heure, le mandat de la Commission est d'étudier le statut politique et constitutionnel et de formuler des recommandations. Je ne cache pas, avec beaucoup de respect, qu'on soit ici ou que notre mandat soit ici pour vous dire qu'il faut se séparer ou non. Nous sommes avec vous à étudier ce statut. Ce que je tentais de dire, M. Bouchard, tout à l'heure, c'est qu'il m'apparaît, moi, qu'il faut changer totalement les bases de la Fédération. Ce n'est plus ce qu'elle était en 1867. C'est pour ça que je disais: Si on part du principe totalement différent, que les provinces sont souveraines dans leur juridiction, que le fédéral a une juridiction limitée, qui est forte, cependant, dans la mesure où elle s'exerce, on trouve quelque chose où on peut refaire cette Fédération qu'il faudrait refaire de toute façon. Si tout le monde, demain matin, se déclarait souverain, on n'en sort pas. Il faut établir un lien qui permette à ces États souverains de fonctionner ensemble. Je pense que c'est assez original comme suggestion et qu'il revient à cette Commission d'étudier comment les acquis... M. Campeau, je vous regarde et, moi, je pense à ce qu'on a acquis avec la Caisse de dépôt, à l'époque d'un gouvernement minoritaire qui était prêt justement à nous accorder toute espèce de choses. Je me dis: Si on a pu faire la Caisse de dépôt et faire autre chose et aussi se placer, dans la Confédération, dans une situation de force que nous avons aujourd'hui... Écoutez, l'exemple est devant vous. Qui aurait pensé, il y a 20 ans, qu'on aurait l'audace d'appeler une rue Dorchester,

René-Lévesque? On a quand même été jusque-là. Il faut arrêter de se faire des peurs. Moi, je crois qu'on peut se rendre plus loin parce que le temps est venu.

Une voix: On veut plus que ça.

M. Casgrain: Je comprends.

Une voix: On veut plus que ça.

Une voix: On ne se gargarisera pas...

Une voix: Peut-être l'avenue Bouchard, je ne sais pas, moi.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): M. Casgrain et M. Bouchard, on a épuisé beaucoup de temps sur le temps de la présidence. Nous allons passer maintenant à M. Dufour à qui on va donner une autre minute sur le temps de la présidence.
(10 h 45)

M. Dufour: Je vous remercie, M. le Président, je vais essayer de prendre plus que la minute de la présidence. En préliminaire, j'aimerais dire à mes collègues qui, à plusieurs occasions, ont interrogé l'absence d'option dans certains des mémoires qui nous ont été présentés, que ce n'est pas le cas ce matin. On peut interroger des volets du mémoire, mais je pense que l'option qui est plaidée par le Conseil est très claire, une option fédéraliste, mais moderne, qui reconnaîtra pleinement la spécificité du Québec. Toute cette présentation, M. le Président, est faite dans un contexte très clair: assurer, quant à nous, le maintien du niveau de vie des Québécois, et autant que possible, on vise tous à ça, l'améliorer. Et ça nous apparaît toujours un régime fédéral qui, modifié bien sûr, modifié en profondeur, pourrait répondre à ce qui nous apparaît être la préoccupation essentielle de l'ensemble des Québécois.

Je voudrais aussi dire que souvent on parle des nationalismes qui s'expriment au Québec. Je voudrais dire que les autres groupes n'ont pas le monopole du nationalisme. Je vis ce milieu aussi. Il s'exprime et il s'exprime très clairement. Il y a peut-être des façons différentes de le dire, mais le milieu des affaires est tout à fait disposé à bâtir ce Québec dont on parle. Et je le répète, ce Québec, pour nous, a plus d'avenir dans un cadre fédéral. Si vous me permettez de prendre 30 secondes additionnelles de votre temps de présidence, je voudrais revenir à quelques commentaires faits par mes collègues, le point de départ ayant été l'intervention de ma collègue, Mme Marois, qui a voulu vérifier un peu la crédibilité du mémoire du CPQ. Je pourrais lui dire que consulter 126 associations, 450 membres corporatifs, ce n'est pas le même

problème que de consulter l'ensemble du membership du Parti québécois. Je voudrais lui dire aussi que la tentative d'opposition qu'elle a faite entre le mémoire du CPQ et le mémoire du Bureau de commerce n'est d'aucune façon fondée, le représentant du Bureau de commerce étant membre du comité exécutif et du conseil d'administration du CPQ.

J'aurais beaucoup de choses à dire sur M. Laberge et l'expression qu'il est allé chercher dans le mémoire. Je dois dire qu'à ton contact, Louis, on apprend des expressions flamboyantes et peut-être qu'on sera plus prudent à l'avenir.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Dufour, votre temps est écoulé. Peut-être que vous pourriez garder vos remarques pour les séances de travail entre les membres?

M. Dufour: J'en aurai plusieurs pour mon ami d'en face.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Gil Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. Messieurs, tout d'abord bienvenue. C'est très intéressant de recevoir votre mémoire et de vous entendre. Je crois que vous apportez des éléments de réflexion que nous devons avoir ici à cette Commission pour bien percevoir toutes les conséquences des décisions que nous avons à prendre. Les coups de cœur, c'est une chose, mais dans ces décisions que nous devons prendre, c'est la raison qui doit primer, et vous nous amenez des éléments de réflexion qui m'apparaissent très intéressants. Au départ, vous êtes contre le statu quo. Vous êtes aussi contre cette indépendance pure et dure, c'est évident, lorsque vous dites que ce serait vraiment illusoire. Et on vous comprend très bien. Au centre, entre ces deux options, il semble que votre mémoire, contrairement à certaines interrogations que certains de mes collègues ici peuvent avoir, moi, j'ai l'impression que vous ouvrez quand même beaucoup de possibilités intéressantes. Au départ, je regarde, à la page 9 de votre mémoire, lorsque vous évoquez des possibilités d'une constitution québécoise, et je peux vous dire que c'est très intéressant, c'est un sujet que j'ai bien à cœur et qui peut donner beaucoup de possibilités dans l'expression du Québec, en ce qui regarde sa spécificité.

À la page 11, je sais que vous êtes des gens d'affaires, vous êtes des gens qui cherchez l'efficacité, vous pesez bien vos mots. Je lis à la page 11 votre titre: "Un nouveau système fédéral certes, mais dans la continuité des liens économiques entre le Québec et les autres provinces". Et j'insiste sur cette expression "un nouveau système fédéral" parce que, à bien des endroits dans votre mémoire, vous utilisez donc cette expression de "un nouveau système fédéral".

Quand nous allons à votre conclusion, à la page 15, vous dites bien: "En prenant aujourd'hui position dans le dossier constitutionnel, en plaçant en faveur d'un fédéralisme et d'une constitution modernes, en affirmant sa conviction que nos liens économiques avec le Canada sont un peu plus pour les Québécois, le C.P.Q. ne prétend d'aucune façon jouer au constitutionnaliste". Et je relis ça au bas de la page lorsque vous dites dans votre dernière phrase: "Nous avons su le faire dans le passé, pourquoi ne pourrions-nous plus y réussir maintenant, même si nous devons pour cela modifier en profondeur nos façons de penser et d'agir?" Et finalement, avant de vous poser ma question, votre sixième conclusion à la page 16, qui me paraît particulièrement éloquent. Vous dites ceci: "Une priorité s'impose cependant: quelle que soit la nouvelle forme que prendront les relations fédérales-provinciales dans le futur, il est essentiel de maintenir et même d'améliorer le niveau de vie des Québécois. Or, il nous apparaît évident que la continuité des liens économiques entre le Québec et les autres provinces constitue le moyen le plus sûr d'y parvenir".

Je comprends donc, messieurs, et vous me corrigez si je vous comprends mal, vous plaidez pour la continuité économique. Vous plaidez pour la sécurité économique des Québécois. Je crois que toutes les Québécoises et Québécois veulent garantir cette sécurité économique. Et vous plaidez pour une réforme en profondeur qui nous amènerait à "un nouveau système fédéral". Dans ce cadre-là, est-ce que le Québec, avec une pleine autonomie, relié à ses autres partenaires fédéraux en fonction de ce lien économique et d'autres éléments que nous pourrions ajouter: armée, relations internationales, extérieures, ou monnaie, bien sûr, est-ce que vous croyez que c'est un système fédéral que vous évoquez?

M. Allard: Voici, nous n'avons pas spécifié de quelle façon le système devrait être formé, ni comment il devrait fonctionner. Nous avons dit dans notre mémoire, comme vous l'avez mentionné d'ailleurs, que le statu quo n'est pas acceptable. Il faut renouveler le fédéralisme. On parle d'un nouveau fédéralisme et on parle aussi d'une constitution. Mais nous ne sommes pas allés aussi loin que dire ce qu'il devrait y avoir dans le futur gouvernement central. Vous avez nommé des éléments qui apparaissent évidents. Ce que nous demandons surtout, c'est que dans ce nouveau système, le Québec ait beaucoup plus d'autonomie dans des champs d'activité qui, de toute façon, si on retourne à la Constitution de 1867, étaient des champs de juridiction provinciale. Alors, nous disons: C'est ça qu'il faut examiner, quand on parle de renouvellement du fédéralisme. Et nous croyons toujours qu'il y a possibilité, par des négociations, d'arriver à un fédéralisme renouvelé.

Vous avez mentionné aussi, M. le ministre,

la dernière de nos conclusions, à la page 16, et peut-être que ça aurait dû être la première. À notre point de vue, le bien-être des Québécois est d'importance primordiale. Il y a sûrement des gens au Québec qui veulent être souverains parce que c'est émotif, ils veulent être indépendants, être souverains. Mais nous restons convaincus que pour la majorité des Québécois qui parlent de souveraineté, c'est en pensant que dans un pays souverain, ils jouiraient d'un niveau de bien-être, d'un niveau de vie plus élevé que c'est le cas actuellement. Alors, pour nous il est important de ne pas leurrer les Québécois, de leur dire la vérité, de leur faire voir ce qui pourrait arriver si une option était choisie plutôt que l'autre, et en fin de compte, de leur faire comprendre que dans l'avenir, ce qu'ils recherchent, c'est ce que le nouveau Québec devrait leur donner: c'est un mieux-être collectif.

M. Rémillard: M. Allard, nous avons débuté nos travaux il y a maintenant plus de six jours, sept jours de travaux que nous avons, on a débuté nos travaux, le premier mémoire que nous avons reçu c'est celui de la Chambre de commerce du Québec. Partant d'une philosophie quand même très semblable à la vôtre, la Chambre de commerce était beaucoup plus explicite avec, par exemple, une liste de pouvoirs qui devraient appartenir exclusivement à la compétence du Québec, et partant aussi de principes au niveau monétaire où on favorisait une même monnaie, mais avec un processus décisionnel au niveau de la Banque du Canada qui laisserait quand même une place aux provinces, dont le Québec bien sûr.

Dans ce contexte-là, qu'est-ce que vous pensez de ce mémoire? Est-ce que vous êtes d'accord avec le mémoire de la Chambre de commerce du Québec?

M. Allard: Bien, je ne voudrais pas en discuter parce que c'est leur mémoire et de toute façon moi je ne l'ai pas lu. Je n'en ai pas pris connaissance. Mais, quant à nous, notre intention n'était pas de dire à la Commission ce qu'elle devrait faire, parce que ça appartient à la Commission, je pense, de prendre éventuellement ce genre de décisions dont vous avez parlé tout à l'heure. Nous avons voulu, à l'appui d'une thèse, qui est une thèse fédéraliste, — c'est ce qui est exprimé dans notre mémoire, — nous avons voulu rappeler ce qu'il y a lieu de considérer dans les changements qui nous semblent les plus importants: Le renouvellement de la Constitution, parce que ça n'a pas fonctionné à l'occasion de Meech; la plus grande autonomie dont doivent jouir, dont doit jouir en premier le Québec et peut-être d'autres provinces dans certains domaines. Et nous avons appuyé beaucoup sur les négociations qu'il va y avoir lieu d'entreprendre pour arriver à obtenir cette autonomie que nous préconisons. Mais nous ne

sommes pas allés plus loin que ça, laissant à la Commission, éventuellement, le soin de décider ce qu'elle veut proposer.

M. Rémillard: M. Allard, en ce qui regarde les chiffres qui sont cités aux pages 13 et 14, je ne me prononcerais pas sur ces chiffres qui sont cités, on sait la difficulté que nous avons à apporter des chiffres comme ceux-là parce que le problème c'est que nous n'avons pas de frontières avec les autres provinces canadiennes. Donc, évidemment c'est par sondage, et nous n'avons pas de système qui nous permettrait d'avoir une idée précise, d'exactement savoir quels sont les échanges commerciaux. Nous avons plus de statistiques certaines en ce qui regarde notre commerce avec les États-Unis par exemple, ou les autres pays.

Mais peu importe, si je me réfère à ces chiffres que vous donnez, ne croyez-vous pas que l'importance de ce commerce que nous avons avec l'Ontario notamment, et les autres provinces, c'est un argument qui peut favoriser le Québec comme les autres provinces peu importe le régime politique qu'on peut choisir. C'est-à-dire que les provinces canadiennes, ou l'Ontario qui est un partenaire, notre principal partenaire provincial, garderait quand même ces relations privilégiées avec le Québec si nous conservons ce système fédératif auquel vous vous référez.

M. Allard: Je laisse M. Raynald.

M. Raynald: Sans aucun doute. Ces relations économiques seraient maintenues. Le problème est toujours le même quand on fait ces discussions-là, et je suis entièrement d'accord qu'on n'est pas capable d'arriver avec des chiffres très précis et puis rigoureusement exacts et tout ça. Je pense qu'il faut éviter de faire croire aux gens qu'on est capable d'arriver à ça. Sauf que, sur la base des observations qu'on a, on est capable de voir si c'est important, ou si ce n'est pas important. Qu'est-ce que c'est qui pourrait arriver dans une situation ou dans une autre?

Alors il n'y a aucune raison de penser que dans un régime fédéral renouvelé comme celui-ci par exemple, que ces échanges-là ne seraient pas maintenus. Ça, c'est très clair. Ces échanges-là n'auraient pas de raisons d'être réduits, si on veut, pour des raisons donc constitutionnelles ou politiques.

Il n'est pas certain non plus que dans un régime où le Québec est souverain, si on accepte les hypothèses qui sont présentées aujourd'hui disant que l'on veut absolument conserver ces acquis-là, il n'est pas certain non plus que l'on doive se priver, si on veut, de cet accès au marché canadien. Sauf que, il me paraît moi qu'il est beaucoup plus facile de maintenir l'intégrité d'un marché si on a un gouvernement central qui harmonise les politiques plutôt qu'un pays

indépendant ou souverain qui doit à ce moment-là harmoniser de lui-même, en négociant avec 10 ou 15 voisins. Alors, c'est pour ça que lorsqu'on dit "maintenir les acquis", il nous semble, en tout cas, que c'est plus facile de maintenir des acquis comme ceux-là dans un régime fédéral que dans un régime qui ne l'est pas. Mais, encore une fois, l'intégration canadienne est une intégration qui se fait autant par les politiques communes, par exemple, les politiques fédérales communes, que ça peut se faire par l'absence de tarifs douaniers. Il y a beaucoup plus... Pardon?

Le Président (M. Jean Campeau): M. Rémillard.

M. Rémillard: Protéger les acquis économiques, la continuité économique, la sécurité économique des Québécois, ce sont les objectifs premiers du gouvernement, c'est évident, et dans ce cadre-là, nous tentons de chercher en écoutant ce qui se discute ici et ce qu'on vient nous dire. Nous tentons de trouver la formule qui nous protégera. Donc, économiquement, elle nous permettra d'exprimer toute la spécificité québécoise, tant sur les plans social, culturel, politique qu'économique aussi.

Dans ce contexte-là, si je me réfère à votre mémoire toujours et que vous proposez, c'est évident maintenant, des modifications en profondeur en proposant un nouveau système fédéral, il y a tout le problème de la négociation de ce système fédéral. Vous avez été en faveur de Meech; vous vous êtes montrés des défenseurs de Meech, très actifs d'ailleurs. Maintenant, aller négocier ce nouveau fédéralisme, de quelle façon peut-on procéder, selon vous? Parce que vous-mêmes dites dans votre mémoire qu'on doit changer la formule d'amendement présentement existante. Or, pour la changer, cette formule d'amendement, il faut l'unanimité. Tout ça prend beaucoup de temps. Est-ce que, sur le plan économique, tout ce temps que nous prenons pour discuter n'est pas source d'instabilité aussi? Est-ce que vous avez des suggestions à nous faire pour qu'on puisse procéder le plus rapidement possible, nous référant à votre mémoire et ce que vous proposez?

M. Casgrain: Je pense qu'une des choses que nous avons vues... Pour ma part, lorsqu'on a annoncé l'approbation de la Commission, je me suis dit: Voilà une occasion où le Québec va pouvoir s'exprimer autrement que d'un point de vue strictement politique vis-à-vis du restant du pays. Nous comptons énormément sur ce que cette Commission va pouvoir dégager, nous l'espérons, comme une sorte de consensus. On faisait les premiers pas dans cette négociation dont vous parlez. Il y a des affirmations qui peuvent se faire sans pour autant qu'on claque la porte. Il y a des choses qui peuvent se faire. Vous me parlez de constitution; je pense que

vous avez là le début de quelque chose qui pourrait expliquer de façon rationnelle et intelligente, et non pas en frappant les portes, où nous voulons aller. Si la constitution nouvelle dont vous parlez, par exemple, affirme une souveraineté comme celle dont je parlais, pouvoirs résiduels elle peut être mise en place ou proposée et servir de modèle à d'autres - c'est comme ça que je vois les choses - plutôt que de s'embarquer dans un débat qui m'apparaît très stérile entre se séparer ou ne pas se séparer. C'est ce que les populations recherchent de cette Commission et c'est ce que nous attendons de la Commission. On vous renvoie un peu la balle, mais il me semble que vous êtes un peu là pour ça, hein?

M. Rémillard: Vos propos sont très intéressants.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. Le temps alloué à cette audience est maintenant terminé. M. Laflamme, M. Garon, M. Raynauld, M. Wylie, M. Allard et M. Casgrain, un petit merci spécial pour la confiance que vous mettez dans cette Commission. Alors, merci à vous tous de vous être présentés ce matin.

Une voix: Merci, M. le Président.

(Suspension de la séance à 11 h 4)

(Reprise à 11 h 10)

Le Président (M. Jean Campeau): Le prochain mémoire est présenté par le Bloc québécois. Il aura une durée d'une heure et demie. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de répéter les règles de la distribution des minutes. M. Tremblay, si vous voulez bien présenter votre colloque.

Bloc québécois

M. Tremblay (Benoît): Je suis accompagné de M. Jules Fournier, qui est un adjoint du Bloc.

Le Président (M. Jean Campeau): Et vous avez 10 minutes pour la présentation de votre mémoire.

M. Tremblay: Les membres du Bloc québécois remercient la Commission de leur permettre d'exprimer leur point de vue sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Vous trouverez, annexée à notre mémoire, la signature de chacun des membres du groupe.

Lorsque nous avons décidé de quitter nos partis politiques respectifs, notre décision était précisément liée à notre volonté de participer pleinement au débat sur l'avenir politique du Québec. La pertinence et la légitimité de notre décision ont été confirmées hors de tout doute

lors de l'élection partielle de Laurier-Sainte-Marie. Gilles Duceppe, candidat appuyé par le Bloc québécois, a recueilli près de 70 % des voix. Cette réponse claire des électeurs de Laurier-Sainte-Marie témoigne des attentes du peuple québécois et de l'incapacité des partis politiques canadiens de traduire, dans leurs décisions de gouvernement, nos exigences essentielles. Nous croyons que les Québécoises et Québécois veulent mettre fin à ce régime de double représentation qui permet à une autre majorité de gérer une partie substantielle de nos intérêts sans même nous reconnaître comme société distincte dans ses décisions.

Cette situation n'est ni nouvelle ni exclusive aux partis politiques. L'histoire du Québec, depuis la conquête, est marquée d'une double volonté: celle de créer des institutions qui nous sont propres et celle de revendiquer plus d'autonomie dans les institutions que nous partageons avec le Canada anglais. À cet égard, les institutions étatiques sont considérablement en retard. La plupart de nos institutions ont déjà exercé leur droit à l'autodétermination. Certains membres de cette Commission ont d'ailleurs été des acteurs privilégiés de ces transformations. Mentionnons à titre d'exemple le mouvement des Credit Unions et des Caisses d'économie du Québec, qui a connu plusieurs périodes d'instabilité avant d'affirmer clairement son identité québécoise, et quelques années plus tard son affiliation au Mouvement Desjardins. Le Parti libéral du Québec a réalisé lui aussi son indépendance du Parti libéral du Canada il y a plus de 20 ans. Alors que graduellement nous nous sommes donné des institutions économiques, sociales, et dans une certaine mesure politiques, qui correspondent au pays réel, sur le plan des institutions étatiques, nous vivons encore sous le régime d'une double légitimité de représentation, qui multiplie les incohérences coûteuses et les affrontements stériles.

La proclamation de la Loi constitutionnelle de 1982 sans l'assentiment du Québec et le rejet des cinq conditions minimales contenues dans l'accord du lac Meech ont permis à tous les Québécoises et Québécois de constater, sans l'ombre d'un doute, que le fossé entre le pays réel et le pays légal continue de s'élargir de façon dramatique. Pour que notre longue tradition de lutte subtile mais combien tenace dont faisait état le mémoire du Mouvement Desjardins trouve enfin son expression claire sur le plan des institutions étatiques, il nous apparaît opportun de rappeler le premier considérant de la loi instituant cette Commission, c'est-à-dire "que les Québécoises et Québécois sont libres d'assumer leur propre destin, de déterminer leur statut politique et d'assumer leur développement économique, social et culturel." C'est en ayant en tête leur droit d'exercer pleinement cette liberté que les Québécoises et Québécois doivent contribuer aux travaux de cette Commission et

orienter ses recommandations.

Notre mémoire fait largement état de la dynamique politique qui a conduit à la concurrence coûteuse et aux affrontements stériles depuis plusieurs décennies. L'utilisation abusive du pouvoir de dépenser a été l'outil privilégié du gouvernement fédéral pour envahir les champs de juridiction provinciale qu'il ne pouvait s'approprier par les réformes constitutionnelles.

Or, la capacité d'action du gouvernement fédéral contre la volonté du Québec n'est pas principalement liée à l'interprétation abusive de vieux papiers constitutionnels désuets qui confèrent à sa décision les attributs de la légalité. Le pouvoir du gouvernement fédéral est d'abord lié au pouvoir politique, que lui reconnaît une majorité de Canadiens anglophones, de considérer la société québécoise comme une minorité qui doit accepter les décisions d'un gouvernement central fort.

L'échec de Meech a mis dramatiquement en lumière cette réalité. Tous les Québécois et Québécoises ont pu constater que les demandes minimales du Québec sont rapidement devenues des concessions maximales, même pour les gouvernements qui ont ratifié l'accord, et que l'électorat de toutes les provinces anglophones a rejeté massivement la reconnaissance du Québec comme société distincte.

Ici au Québec, nous savons tous que l'acceptation des cinq conditions de Meech par le Canada anglais aurait représenté un geste de réparation, un préalable à la négociation d'une décentralisation profonde, compatible avec le rôle d'État national que doit exercer le gouvernement du Québec. Or, rien de cela ne figurait à l'agenda des prochaines négociations constitutionnelles si l'accord du lac Meech avait été adopté. Nous devons tirer les conclusions que nous imposent l'histoire et la dynamique politique canadienne. Pour être reconnu dans ses aspirations, le Québec doit proclamer sa pleine souveraineté avant de négocier toute nouvelle entente avec le Canada anglais.

Par ailleurs, notre mémoire souligne notre conviction que, devenu un État souverain, le Québec serait mieux en mesure d'affronter les défis que nous impose la mondialisation des échanges. En effet, les pays qui relèvent le mieux ce défi sont ceux qui ont développé une cohésion interne qui rend possibles les adaptations permanentes qu'exige la concurrence internationale. Dans ces pays, les grands agents socio-économiques et l'État acceptent de rechercher à la fois la croissance économique et le plein emploi. Au Canada, les divergences profondes et l'instabilité politique qu'elles entraînent rendent extrêmement difficile l'obtention de tels consensus et favorisent la remise en question des orientations finalement adoptées.

Au Québec, l'appui ferme de deux grands partis politiques à l'ouverture des marchés constitue un élément de stabilité non négligeable

pour la promotion des investissements. Par ailleurs, à travers les multiples efforts de concertation, la démarche du Forum pour l'emploi nous apparaît particulièrement porteuse d'avenir.

Dans le contexte canadien actuel, le fouillis des politiques et des programmes de main-d'oeuvre, la forte concentration des outils de promotion de la recherche et du développement au niveau fédéral et l'inéquité de leur répartition pour le Québec, la politique des taux d'intérêt et du dollar élevé de la Banque du Canada, totalement inadaptée à l'économie québécoise, sont des handicaps majeurs à notre adaptation et à notre développement qui ont été dénoncés par plusieurs intervenants devant cette Commission.

Nous croyons qu'un Québec souverain serait en mesure de mieux coordonner l'ensemble de ces politiques et de conclure, le cas échéant, des ententes mutuellement avantageuses avec nos principaux partenaires.

D'autre part, la concurrence des deux ordres de gouvernement a amené une centralisation excessive et la multiplication de normes tatillonnes qui paralysent les initiatives locales. Nous savons que la recherche d'une plus grande efficacité du secteur public, la promotion de solutions adaptées à la lutte aux inégalités sociales et régionales et la reconnaissance du rôle des grandes villes dans la dynamique du développement international passent par un exercice du pouvoir plus près des citoyens et des citoyennes, une décentralisation qu'un État souverain, revêtu de la plénitude de ses pouvoirs, serait mieux en mesure de réaliser.

En résumé, l'échec de Meech nous a montré clairement que la loi constitutionnelle de 1982 renforce la dynamique politique canadienne de blocage de toute évolution des institutions fédérales qui serait compatible avec les aspirations du Québec.

Par ailleurs, la mondialisation des échanges nous impose des délais d'adaptation qu'un Québec souverain nous apparaît plus en mesure d'affronter. Nous croyons que le gouvernement du Québec doit soumettre rapidement à la population une proposition claire, celle que le Québec devienne un État souverain.

Nous recommandons la démarche suivante: que le gouvernement du Québec tienne rapidement un référendum sur l'accession du Québec à la souveraineté; que l'Assemblée nationale proclame la souveraineté du Québec avant la négociation de toute nouvelle entente avec le Canada anglais; que la Commission explore les champs possibles d'entente d'un Québec souverain avec le reste du Canada, en particulier les ententes nécessaires à la préservation d'un espace économique commun et l'établissement d'une union monétaire. Le Québec souverain pourra ensuite négocier les arrangements qui lui paraîtront souhaitables et fixer, le cas échéant, le cadre dans lequel pourrait s'inscrire ces activités communes. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Tremblay. Alors, la première question va à M. Marcel Beaudry.

M. Beaudry: M. Tremblay, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt votre mémoire et, malheureusement, j'ai constaté dans le mémoire que vous n'avez pas porté beaucoup d'attention au problème de l'Outaouais québécois. Vous savez que je viens de l'Outaouais et que c'est un problème et une question que j'ai beaucoup à coeur parce que c'est sans doute la région qui est la plus vulnérable dans le contexte d'une séparation ou d'une souveraineté absolue. Et vous dites, en particulier à la page 23 de votre mémoire, dans vos conclusions, que vous recommandez que "le Québec proclame sa pleine souveraineté avant la négociation de toute nouvelle entente avec le Canada anglais". Vous êtes sans doute au courant que, dans notre région, il y a 26 000 fonctionnaires qui demeurent dans l'Outaouais québécois et qui travaillent pour le gouvernement fédéral; qu'il y a 15 000 autres personnes qui demeurent dans l'Outaouais et qui travaillent dans le secteur privé en Ontario, et ces gens-là, bien sûr, dans le contexte d'une souveraineté du Québec, se sentent très insécurisés quant à leur avenir, quant à leur économie, quant à leur emploi.

J'ai posé cette question-là lorsque M. Bernard Landry s'est présenté ici, concernant le mémoire du Parti québécois, et il m'a répondu, quant aux fonctionnaires fédéraux, que, quant à lui, il voyait une intégration de ces fonctionnaires-là, sans entrer dans d'autres détails que celui de dire: Pour nous, il n'y a pas suffisamment de fonctionnaires, dans le contexte où on récupère certains pouvoirs. Mais je n'ai pas eu de réponse quant à ceux qui font partie du secteur privé et qui demeurent en Outaouais, travaillant en Ontario. C'est resté, d'ailleurs, une des préoccupations de l'Union des artistes, hier matin, dans leur mémoire, même si on n'a pas eu l'occasion de leur poser la question, le temps manquant. Il y a également 2000 personnes du domaine de l'art et de la culture qui demeurent dans la région de l'Outaouais et qui travaillent soit pour Radio-Canada ou pour d'autres organismes, et eux également se sont préoccupés du sort de ces gens-là, puis, quant à eux également, ils voient une intégration.

Moi, ce qui m'inquiète, c'est de savoir de quelle façon vous allez faire cette intégration-là, en présumant qu'ils fassent partie de la fonction publique québécoise puis qu'on les intègre tous. Parlons d'abord des fonctionnaires. Est-ce que ces gens-là auront une garantie de salaire? Étant donné que vous, vous ne voulez pas négocier avant de faire la séparation, ils vont faire partie de quel régime, ces gens-là? Est-ce qu'ils vont continuer à travailler pour le gouvernement fédéral, alors que le Québec s'est déclaré souverain puis qu'on n'a plus de liens quelcon-

ques avec le fédéral? Est-ce qu'ils vont faire partie de la fonction publique québécoise avec les avantages que leur confèrent les conventions collectives de la fonction publique par rapport à celles qu'ils ont avec celles de la fonction publique fédérale? Qu'est-ce qu'il arrive avec leur salaire pendant que ces négociations-là, après la souveraineté, qu'est-ce qu'il arrive avec leur salaire entre-temps? Qui les paye, ces gens-là? Qui les fait vivre, ces gens-là? Quel statut ont-ils? Je parle des fonctionnaires, on reviendra tantôt, si vous voulez, à ceux qui font partie de l'entreprise privée.

M. Tremblay: M. Beaudry, je pense que vous soulevez une question importante, et suffisamment importante dans le contexte de notre groupe pour qu'il y ait un mémoire spécifique de déposé là-dessus. Peut-être que vous ne l'avez pas encore reçu, mais notre collègue Gilles Rocheleau va effectivement déposer un mémoire spécifiquement sur cette question-là que vous soulevez. Alors je peux simplement peut-être ajouter que si, dans l'Outaouais québécois, on a beaucoup de gens qui travaillent dans le secteur privé du côté d'Ottawa, c'est beaucoup parce que les centres de recherche et de développement industriel avancé ont été faits de ce côté, ce n'est pas par hasard. Et je pense que de toute façon, dans l'hypothèse d'un Québec souverain, vous avez pu remarquer aussi qu'il est clair qu'on prône des ententes de libre circulation des personnes, des biens et financière. Donc, je pense qu'il n'y a pas de problème là-dessus.

M. Beaudry: Oui, mais ces ententes-là dont vous parlez là, la libre circulation de biens, de personnes, etc. vous nous dites dans votre conclusion que vous ne voulez avoir d'ententes quelconques avant la proclamation de votre souveraineté. Alors, quand on parle d'entente, on parle de consentement de deux personnes ou de deux parties ou de deux peuples. Ces ententes-là n'entreront pas en vigueur automatiquement. Par le fait que vous allez avoir déclaré votre souveraineté hier, ce n'est pas aujourd'hui qu'il va y avoir des ententes. Il y a une période de négociations là. Pendant cette période de temps là, les gens, ils vivent comment dans l'Outaouais, ceux qui dépendent de leur emploi, ceux qui dépendent de leur emploi en Ontario dans le secteur privé?

M. Tremblay: Cette proclamation-là, M. Beaudry, suite à un référendum, peut très bien prévoir un délai de mise en vigueur qui permet, d'une part, de s'entendre sur un certain nombre de choses avec le Canada anglais et, d'autre part, de soumettre à des instances internationales d'autres éléments qui seront en suspens.

M. Beaudry: Dans ce cas-là, la conclusion que vous tirez à la page 23 de votre mémoire,

quand vous dites: "...nous recommandons que le Québec proclame sa pleine souveraineté avant la négociation de toute entente..." n'est pas la bonne conclusion. Vous dites: On devrait conclure à la souveraineté et, par la suite, ne pas la mettre en vigueur immédiatement, procéder à une période d'entente qui pourrait s'échelonner sur un an ou sur deux ou sur une période de temps donnée, pour, par la suite, mettre en vigueur cette souveraineté-là. C'est ça que vous nous dites.

M. Tremblay: Et s'occuper en même temps, M. Beaudry...

M. Beaudry: Non, non, mais vous n'avez pas répondu. C'est ça que vous nous dites ou si ce n'est pas ça?

M. Tremblay: Oui, et s'occuper en même temps de la reconnaissance internationale de cette proclamation.

M. Beaudry: Et quant à mon souci et à mes inquiétudes, vous me dites: Bien, référez-vous au mémoire que Gilles Rocheleau va présenter à la Commission. Mais si Gilles Rocheleau n'est pas entendu par la Commission, je ne le sais pas, moi, si la Commission va le reconnaître, Gilles Rocheleau. Peut-être une réglementation qui veut que...

Une voix: ...

M. Beaudry: Pardon? Comme ancien organisateur, M. Guy Chevrete? Je n'ai pas été organisateur de Gilles Rocheleau. Disons que j'ai voté pour Gilles Rocheleau. Je ne revoterai peut-être pas pour Gilles Rocheleau. Chacun nos options. Mais s'il n'est pas entendu? À quel est-ce que je vais poser ma question? Vous, vous êtes tout désigné pour répondre à ça. Vous avez dû penser à ça, avant de nous dire de devenir souverain, j'imagine.

M. Tremblay: Je pense que vous avez eu déjà beaucoup de réponses à cet égard. Maintenant, si M. Rocheleau n'était pas entendu, vous avez certainement reçu son mémoire qui expose cette question. Comme je pense qu'il devrait être entendu, étant donné que la question que vous soulevez m'apparaît une question fort importante et à laquelle nous avons attaché une attention spéciale, alors je pense que c'est tout à fait possible que la Commission l'entende et je le souhaite profondément, puisque la Commission ira en région.

M. Beaudry: Je ne reviendrai pas parce que, semble-t-il, je n'aurai pas de réponse de vous. Mais je veux juste vous faire remarquer que le fait, pour moi, d'avoir le mémoire de Gilles Rocheleau en ma possession ne rassurera pas les

fonctionnaires de notre région, les gens qui ont des emplois en Ontario, sur votre opinion et sur la solution que, vous, vous proposez quant à leur avenir à eux et quant à leur sécurité au point de vue économique. Parce qu'il n'y a pas de réponse qui m'a été donnée. Vous me dites: Référez-vous au mémoire de Gilles Rocheleau, vous allez l'avoir. Si vous ne l'avez pas eu, vous allez l'avoir bientôt et vous connaîtrez les réponses.

M. Tremblay: J'étais présent, M. Beaudry, lorsque vous avez posé cette question-là à d'autres intervenants, et il m'a semblé qu'il y a eu plusieurs réponses de données, d'une part sur le plan de l'intégration. On va en vivre une intégration bientôt avec les fonctionnaires qui s'occupent de la TPS. Je pense qu'il ne me revient pas d'aller dans le détail, tout simplement. Mais je pense que cette question, je le répète, qu'elle est fort importante. Les études qu'on a pu voir sur cette question révèlent effectivement qu'il y aurait beaucoup moins de fonctionnaires fédéraux rattachés au Québec, environ 18 %, alors qu'on représente 25 % de la population. Est-ce qu'on manque? Est-ce qu'on a trop? Je pense que ça nous incite à croire qu'effectivement on en a moins, beaucoup moins que notre proportion, et ça présuppose, j'imagine, que ce sera relativement facile de procéder à une intégration.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Beaudry. M. Serge Turgeon.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. Je vous avoue que personnellement je me suis beaucoup tâté. Habituellement je fais faire ça par d'autres, mais là, dans le cas du Bloc québécois, je me suis beaucoup tâté à savoir ce qu'il fallait penser vraiment du Bloc québécois et de votre action, beaucoup jauger avec ça et non pas juger. Et je me suis dit finalement, à vous voir évoluer, à travailler avec certains d'entre vous, certains plus que d'autres, étant donné les circonstances, qu'au fond vous étiez des exemples parfaits, des témoins parfaits de gens, d'hommes – parce que pour l'instant il n'y a pas de femmes – d'hommes qui sont allés jusqu'au bout de leur réflexion, jusqu'au bout de leur cheminement. Donc, vous êtes ceux qui, à un moment donné, avez dit: On donne toutes les chances au fédéralisme, et qui, en fin de compte, vous vous êtes rendu compte qu'il y avait un bout à tout ça et que trop, finalement, c'était trop et que jamais le Québec ne pourrait aller plus loin, dans ce qu'il était, dans ses aspirations, s'il demeurerait à l'intérieur du système. On peut regretter l'absence d'autres hommes ou femmes, qui avaient pourtant annoncé aussi leurs couleurs et qui, eux aussi, faisaient partie de la même réflexion et qui, eux aussi, étaient engagés dans le même cheminement. On peut regretter qu'à une heure aussi cruciale pour l'avenir du Québec, qu'au dernier moment, ces

gens-là aient opté pour la limousine ou pour une certaine sécurité bien éphémère. Je ne veux pas porter de jugement mais je trouve qu'à ce moment-ci de notre histoire, alors qu'on a besoin de toutes nos réflexions vives, je trouve lamentable, à ce niveau-là, certaines absences.

Cela dit, j'ai lu votre mémoire et on voit bien ce que vous dites qu'il faut faire, pourquoi il faut le faire. Il y a une chose qui m'a étonné, c'est de ne pas voir à l'intérieur de ce mémoire-là la dimension culturelle, qui me semble être quelque chose de fondamental dans le débat qui nous occupe.

(11 h 30)

M. Tremblay: M. Turgeon, je voudrais d'abord... Vous mentionnez dans votre exposé que le Québec ne peut aller plus loin. Je vous dirais que c'est vrai sur le plan des institutions étatiques. Mais le Québec avance parce qu'il y a d'autres institutions aussi. Et c'est vraiment à l'égard du blocage constitutionnel que je prends votre prise de position.

Maintenant, vous avez parfaitement raison en ce qui concerne l'importance de l'aspect culturel. À l'intérieur des délais de présentation, et étant donné l'importance pour la décision que nous allons prendre du débat économique, il est clair que nous avons donné une orientation plus économique à la deuxième partie de notre mémoire, celle qui porte davantage sur ce que le Québec devrait faire. Et on l'a fait dans le contexte de la mondialisation des échanges, qui justement, permet maintenant beaucoup plus clairement au Québec d'assumer pleinement ses responsabilités. Loin de nous l'idée de penser que le culturel n'est pas important. C'est très important. Mais dans le débat actuel, on a cru que l'orientation devait davantage être en fonction de la capacité du Québec de jouer pleinement son rôle face à la mondialisation des échanges. Parce qu'au fond, dans notre tête, sur le plan culturel, ça fait déjà longtemps qu'on est souverain.

M. Turgeon: Mais, parce que j'ai encore un peu de temps de question, M. le Président...

Le Président (M. Jean Campeau): Oui.

M. Turgeon: ...non pas pour abonder vraiment dans le sens de M. Beaudry, mais partageant certaines préoccupations. Dans le concret des choses, au point de vue culturel, par exemple, est-ce que vous partagez les prétentions de l'Union des Artistes, de ce qui a été démontré hier, de ce qui a été réclamé? Qu'est-ce qu'on fait avec des organismes comme Radio-Canada, comme l'Office national du film et tout ça? Est-ce que vous avez des positions, déjà, d'arrêtées et d'articulées là-dessus?

M. Tremblay: J'aurais le goût de vous répondre, franchement, non. Elles seraient

personnelles à ce stade-ci, puisque vous avez déposé votre mémoire hier et je n'ai pas pu en discuter avec les membres de notre groupe. Je pourrais vous donner une orientation personnelle, mais étant donné que je suis ici en tant que porte-parole du groupe, je pense qu'on pourrait se donner l'occasion, facilement, de se rencontrer.

Le Président (M. Jean Campeau): C'est tout, merci, M. Turgeon. La prochaine intervention sera partagée entre M. Libman et M. Holden. On commence par M. Holden.

M. Holden: Mr. Chairman, last night I watched in odd, not to say admiration, the master of hyperbole my friend, the whip of the Parti québécois, when he told us all for several minutes how fed up he was. I thought he was going to rise up out of his chair and proclaim his indignation, Mr. Chairman, and just flop right through the roof. He was really carried away and it occurred to me that... moi aussi je suis tanné, avec tous ces gens qui, de quelque extrême que ce soit, rient, se moquent du monde, qui viennent ici présenter des mémoires en toute sincérité, qui rigolent, qui ne prennent pas ça au sérieux, qui font des commentaires, pour moi, déplacés.

Mr. Brassard was complaining and was very annoyed because he felt that the whole question of whether minority rights were better protected under the federal or provincial system. He thought it was unfair that anybody should suggest that they are better protected under the federal system. Well, I have to tell you, Mr. Chairman, I am sitting in this seat right now, because a federal institution, the Supreme Court of Canada, said I had rights, fundamental rights, and the National Assembly of Québec, a provincial institution, took away those rights. And I am sitting here today, I do not want to make this into a generalized statement, but it is an example of perhaps what the grey passports meant when they were worried about the difference between the federal and provincial approach to individual rights.

And then, of course, we had a lengthy statement by one of my favorite bleeding hearts, Mr. Larose, who whenever he sees the slightest suggestion of prejudice, bleeds. Well, Mr. Chairman, my heart bleeds just as well as Mr. Larose's heart. And my heart bleeds today when I see the Bloc québécois. My heart bleeds for my friend and federal leader, Brian Mulroney. Because, Mr. Chairman, as far as I am concerned, without Mr. Mulroney, the leader of the Bloc québécois, and most of the members of the Bloc québécois would be unknown quantities in today's politics. And taking a lesson from my friend Mr. Brassard, I am not asking for a reply to that statement, Mr. Chairman. And I am asking that my time be given to Mr. Libman.

M. Bouchard: C'est une attaque personnelle, inacceptable et je veux y répondre.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Bouchard, vous aurez la parole tout à l'heure.

M. Bouchard: Je veux lui répondre.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Bouchard vous aurez la parole tout à l'heure. M. Holden, vous continuez.

M. Holden: I would like the rest of my time to be used by Mr. Libman, Mr. Chairman.

M. Bouchard: ...

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. Merci... merci. Monsieur Bouchard... M. Libman.

M. Libman: Dans ce débat, M. le Président, nous dénonçons des tactiques de peur souvent, avec raison en effet. Mais sur l'autre côté de la médaille, ce sont des tactiques d'exploiter des émotions avec les termes, avec des expressions émotives et provocantes des fois. Par exemple, le chef de votre groupe de députés indépendants, un de nos collègues sur cette Commission, il parle comme le Québec est prisonnier du système fédéral. Et il y a 30 ans nous voyons que la preuve est le contraire, même si votre chef dit que le Québec a été violé en 1982 par le rapatriement de la Constitution. Une autre chose qu'il faut signaler, un autre de vos membres, M. Lapierre, le député de Shefford, a voté pour le rapatriement en 1982. Aussi à l'époque il a dit que c'était la meilleure chose pour les Canadiens français. Alors je vois une contradiction là-dedans.

Alors ma question est la suivante. Premièrement, comment vous expliquez cette différence d'opinion? Deuxièmement, comment vous expliquez ce genre d'opportunisme politique, ces provocations qui essaient de faire tirer des conclusions fausses par les Québécois, qui ajoutent à l'atmosphère de confrontation entre Québec et Ottawa, qui mettent en péril, en effet, la volonté du reste du Canada de négocier avec le Québec.

M. Tremblay: Je voudrais d'abord mentionner que s'il n'y avait pas eu l'appui des Québécois et Québécoises, un appui déterminant, M. Mulroney serait un brillant avocat et un administrateur, et non pas Premier ministre du Canada. Et il n'a pas eu cet appui-là par hasard. Il a eu cet appui-là parce qu'il a fait une promesse solennelle de réintégrer le Québec dans l'honneur et la dignité.

On n'a pas tous cru en 1984, mais on a, je pense, voté pour — moi c'était mon cas — et finalement en 1988 j'ai décidé de me présenter avec cette équipe-là parce que, effectivement,

Meech était passé. Non pas qu'on croyait que c'était la fin du monde, mais c'était le retour à la table de négociations pour tenter effectivement d'obtenir un fédéralisme décentralisé qui convenait, et qui convient, qui pourrait convenir ou qui aurait pu convenir à un État québécois qui est aussi un État national.

Bien sûr, nous avons été profondément déçus. Mais nous avons été déçus en cours de route, non pas seulement au point d'arrivée. Il faut se souvenir que pendant la dernière année des discussions entourant le lac Meech, nos conditions minimales étaient devenues quelque chose de maximal, d'inacceptable par beaucoup de Canadiens. Alors, je veux dire, plusieurs personnes ici autour de la table, plusieurs gens d'affaires l'ont déjà dit, Meech était mort avant de mourir parce que la fin, l'objectif qui devait être atteint de réintégrer le Québec dans l'honneur et la dignité.

M. Libman: O.K., M. le Président.

M. Tremblay: On a perdu rapidement l'enthousiasme. Concrètement, c'est profondément un refus de reconnaître le Québec comme une société distincte et on doit tirer cette conclusion-là.

M. Libman: M. le Président, je continue. C'est un rejet simplement de l'impact potentiel de la clause de société distincte sur la Charte, mais je vais poser une autre question. Il n'a pas répondu à la première, j'ai demandé: Pourquoi y a-t-il une divergence d'opinions? M. Lapierre dit qu'il a voté en faveur du rapatriement. Il a dit que c'était la meilleure chose pour les Canadiens français, mais son chef dit que le Québec a été violé en 1982 par le rapatriement. C'était ma question.

Ma prochaine question est: Vous parlez souvent aussi d'un consensus, d'une solidarité entre les Québécois francophones pour un genre de souveraineté. Cette Commission a déjà jugé que le statu quo n'est plus rentable au Québec, et peut-être que je partage cette opinion. Mais est-ce que vous pouvez m'expliquer pourquoi les sondages publics, qui sont pris dans les moments les plus émotifs du débat, et aussi quand il n'y a personne pour se prononcer publiquement en faveur du fédéralisme, comment expliquez-vous le fait que ces sondages indiquent que le tiers des Québécois francophones est favorable au statu quo constitutionnel?

M. Tremblay: Je pense qu'il faut voir... Je n'ai pas le sondage dont vous parlez entre les mains. J'ai vécu l'élection de Laurier-Sainte-Marie il n'y a pas tellement longtemps. Bien sûr, ce n'est pas un comté anglophone. On a eu pratiquement...

M. Libman: Je parle des francophones

québécois qui sont favorables...

M. Tremblay: Effectivement, c'est un comté francophone. Qu'est-ce qu'on a vécu? On a vécu pratiquement que 70 % des gens nous ont appuyés. On a aussi vécu un drôle de phénomène. On avait des candidatures des grands partis canadiens qui, en cours de route, se sont déclarés plutôt souverainistes. Les gens ne les ont pas crus, bien sûr. Bon! Alors, je pense que ce consensus est reflété très largement, non seulement par les sondages mais aussi par une élection comme celle-là.

M. Libman: Dernièrement, est-ce que vous croyez qu'il n'existe plus de Québécois francophones qui alment le Canada comme leur patrie?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Tremblay: Écoutez, j'imagine qu'il en reste quelques-uns. On n'a pas vécu ensemble pendant si longtemps et je pense que c'est précisément ce qui est arrivé au référendum de 1980: il y avait une majorité de Québécois qui ont voté non parce qu'ils voulaient maintenir un lien avec le Canada. Ils se sont même bâti un programme politique; ils se sont donné une orientation. On leur a dit qu'il y aurait du changement: Un non voulait dire un oui à un fédéralisme fortement renouvelé. Ils ont été pour le moins déçus puisqu'ils ont vécu un rapatriement unilatéral de la Constitution sans le Québec.

Bien sûr, on aurait tous souhaité...

Le Président (M. Jean Campeau): Rapidement, M. Tremblay, s'il vous plaît!

M. Tremblay: Si vous voulez, j'ai terminé, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. Je vous remercie. M. Jean-Pierre Hogue.

M. Hogue: Merci, M. le Président. On va vivre ensemble pendant les prochaines minutes des points de ressemblance et des points de différence. Je vais poser ma question de la même façon que vous allez répondre, comme un représentant.

(11 h 45)

À date, on a un discours émotif et intellectuel. À date, ceux qui sont fédéralistes et ceux qui sont souverainistes se démarquent. Ce matin et à Québec aussi, vous l'avez vu, M. Tremblay, M. Allard, et avec la présentation du mémoire du CPQ, on peut dire qu'il y a des actions faites par Ottawa par un gouvernement dit centralisateur et un autre qui l'est moins. Nous sommes, et vous le savez, dans un processus de décentralisation qui ne peut s'arrêter et, par le fait

même, qui ne s'arrêtera pas. À date, et on entend autour de la table souvent, on parle d'un tout, le fédéral. Et vous savez, vous, comme notre collègue et mon collègue Lucien Bouchard, que le fédéral, ça n'est pas un tout. Il y a des partis qui ont des idéologies différentes. Quand je lis votre mémoire, qui est en passant très bien fait, vraiment, lui, il est écrit en bon français, lui on sent qu'il n'a pas été traduit, il est écrit, là, et je vous félicite. Puis j'y participe à part ça. Jusqu'à la page 15, moi, j'y participe. Et on voit dans le mémoire qu'il y a eu avant 1982, il y a eu, c'est ça jusqu'à 1982, il y a eu des positions qui ne pouvaient pas convenir à un grand plan de la population. Il y a eu Meech et la blessure pour bien du monde. À partir de la page 15, là je me séparerais, moi aussi, de votre mémoire.

Alors, tout à coup, là, finalement, et je le place à un niveau qui nous convient, M. Tremblay, je pense. Finalement, certains disent: Séparons-nous et négocions, en faisant l'hypothèse, mais non la preuve, que d'autres ou que les autres voudront négocier. D'autres disent: Négocions avant de nous séparer, et nous en sommes là. Vous et moi connaissons de par notre passé ce qu'est une convention collective et ce que font les syndicats. Et on sait qu'il y a beaucoup plus de conventions collectives qui sont signées sans avoir à faire la grève ou sans faire un "lockout". Alors, en termes de signification ou de symbolisme, certains disent: Faisons la grève parce qu'on en a ras le bol, et d'autres disent: Négocions et entendons-nous sans aller jusque, pour l'instant, à la grève. Et ce matin, en réponse à M. Beaudry, vous le dites dans votre mémoire d'ailleurs: On fait une déclaration et ensuite nous ouvrons pendant un certain temps, une période de négociation. Est-ce que nous sommes dans du 49-51 où on se sépare et puis on négocie, et d'autres disent: On négocie avec la possibilité de se séparer. Et j'aimerais ça que vous, avec votre bagage, et ce que vous représentez, et ce que vous avez fait, je pense à M. Turgeon et je ne vous l'adresse pas, ça n'est pas du "single out", mais il y en a neuf qui ont quitté, et, du Parti progressiste conservateur, il n'y en a pas autant que ce que l'imagerie populaire pouvait le dire. Et ceux qui sont restés ne sont pas restés parce qu'ils étaient écrasés. Moi, je ne suis pas resté parce que je suis écrasé, je suis resté parce que j'ai voulu rester, et parce que je reste.

Ma question, M. Tremblay – et je n'avais pas de limousine, non, je les paie mes deux limousines, je les ai payées avant, avec mon travail – avec qui, M. Tremblay, un Québec souverain devrait-il négocier? Le fédéral seul, parce que M. Allard a parlé ce matin, c'est quelqu'un d'autre sur le panel, que toutes les provinces pouvaient être plutôt autonomes. Il a sûrement fait un lapsus, il a oublié quelque chose, le Québec est distinct. M. Mulroney le

reconnaît, le Parti conservateur le reconnaît, et je pense que, sans aller dans les caucus, on sait que les députés à Ottawa le reconnaissent. Avec qui le Québec devra-t-il négocier? Le fédéral seul? Et en vertu de quelle légitimité? Le fédéral et les provinces ensemble? Le fédéral ou les autres provinces séparément? Et ma sous-question qui peut se répondre à l'intérieur de celle-là: à votre avis, donc à l'avis du Bloc québécois, la volonté du reste du Canada de transiger avec un Québec souverain et de s'entendre avec lui, à votre avis, est-ce qu'elle est franche, nette et certaine que la réponse est un non?

Le Président (M. Jean Campeau): M. Tremblay, je ne voudrais pas...

M. Hogue: Quelle serait, à votre avis, la volonté du reste du Canada de transiger avec un Québec souverain et de s'entendre avec lui? Est-ce que, à votre avis ou de l'avis du Bloc québécois, la réponse est non ou la réponse, comme on pourrait le soupçonner, venant d'une culture anglophone, c'est toujours oui?

Le Président (M. Jean Campeau): M. Tremblay, je me vois forcé de vous dire que vous n'avez qu'une minute et demie à deux minutes pour répondre à la question. Si vous voulez abréger.

M. Hogue: M. le Président, vous allez avoir la condescendance de M. Bélanger aussi et donner à M. Tremblay quelques minutes sur votre temps.

Le Président (M. Jean Campeau): Bien, écoutez...

M. Tremblay: M. le Président, je peux régler ça facilement. Je vais répondre rapidement.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait.

M. Tremblay: Je pense que l'analogie avec les relations de travail est tout à fait inappropriée. Vous savez, lorsqu'un syndicat négocie avec des patrons, ça prend effectivement un patron pour avoir des travailleurs et des syndicats. Le Québec, c'est un peuple qui n'a pas besoin de patron, pas besoin de maître, qui n'a pas besoin de gouvernement fédéral s'il décide que c'est comme ça qu'il veut fonctionner. Alors, ça n'a rien à voir.

Maintenant, avec qui le Québec devrait négocier? Le Québec devrait négocier avec tous les partenaires, tous les principaux partenaires avec qui on a des intérêts mutuels, et on a des intérêts mutuels avec la plupart des parties du Canada. On en a plus avec l'Ontario. C'est effectivement la part importante en termes de population et en termes d'économie. Je suis

convaincu qu'ils sont capables de s'organiser pour qu'on ait des partenaires. Ils ont des intérêts économiques très importants à protéger. Mais, dans l'évolution des échanges du Québec, on a de plus en plus aussi d'autres partenaires qui sont importants, avec qui on va devoir négocier.

Je pense qu'on doit négocier avec tous nos partenaires importants et arriver à faire des ententes qui sont mutuellement intéressantes.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Il vous reste 30 secondes, M. Hogue, si vous voulez les utiliser.

M. Hogue: M. Tremblay, vous êtes capable de travailler avec du symbolisme et de la signification. Quand j'ai parlé des conventions collectives, j'ai parlé d'une situation de "partnership", je n'ai pas parlé d'un rapport de supérieur à subordonné. J'ai dit qu'il y a des groupes qui s'appellent des syndicats et des groupes qui s'appellent des patrons et ils sont là pour une tâche commune: faire profiter une économie et le mieux-être d'un personnel. Ces gens-là, ce qu'on sait, c'est que les ententes collectives se font sans avoir à recourir à la grève, c'est-à-dire à un arrêt, à une brisure. Et, en utilisant la signification et le symbolisme, je vous demande de répondre. Pas comme vous avez répondu, par contre.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Hogue, vos 10 minutes sont écoulées. Mme Monique Simard.

Mme Simard: Malheureusement, dans bien des cas on doit, même dans les relations de travail, opérer des ruptures puisque souvent on fait face à de l'incompréhension de ceux qui pensent posséder tous les pouvoirs et qui veulent les imposer aux autres. Si on veut reprendre votre symbolique, M. Hogue, je pense que pour beaucoup d'entre nous, on en est arrivés à la conclusion que, effectivement, de par nos expériences peut-être respectives, ce que le Canada, le reste du Canada a tenté de faire à l'égard du Québec et ce que le Québec refuse d'accepter, c'est comme des groupes de travailleurs ou de travailleuses qui décident de refuser l'arbitraire patronal et qui se tiennent debout.

Maintenant, je voudrais saluer le Bloc québécois pour l'excellent mémoire qu'il nous présente et vous saluer aussi comme Bloc car, au-delà du nombre de personnes effectivement qui le constituent, on doit reconnaître que c'est un précédent politique exceptionnel et que votre symbolique politique et votre influence dépassent largement le nombre de personnes que constitue le Bloc.

Comme je le disais, de par des expériences ou des choix différents, on en arrive cependant,

plusieurs d'entre nous, à arriver aux mêmes conclusions et je pense que c'est le cas des membres du Bloc québécois, individuellement, ainsi que le Bloc comme une entité.

Vous proposez dans votre mémoire, effectivement, de tenir un référendum le plus rapidement possible pour qu'on en arrive, finalement, démocratiquement, à savoir quel est le choix de la majorité, et je pense comme vous que le choix de cette majorité est celui, effectivement, de proclamer la souveraineté du Québec, et, à cet égard, l'élection dans Laurier-Sainte-Marie a été très éloquent. Suite à ce référendum, je voudrais vous entendre. Suite à ce référendum, comment est-ce que le Bloc québécois entrevoit le processus de consultation devant nous mener à la concrétisation du choix majoritaire des Québécois? Vous en faites peu de cas dans votre mémoire et je voudrais vous entendre sur cette question.

M. Tremblay: Oui. Je voudrais d'abord mentionner que le choix qui est très clair c'est celui de proclamer la souveraineté, comme je le mentionnais tantôt, avec un délai, et de négocier des ententes avec le Canada anglais, en même temps que d'avoir cette reconnaissance internationale qui est importante, et d'arriver à régler autrement les éléments qui ne pourront pas être réglés dans une négociation rapide, s'il y a lieu, avec le Canada anglais. Si on règle tout, tant mieux; si ce n'est pas tout réglé, il restera un contentieux qu'il faudra régler selon les règles reconnues au niveau international.

Maintenant, à l'égard de votre deuxième question, qui porte davantage sur les institutions québécoises, je vais vous décevoir. Honnêtement, nous n'avons pas été très loin dans cette dimension-là, à l'exception de suggérer deux pistes qui nous semblent importantes, qui sont celles d'institutions de concertation, et cette recommandation est en ligne avec le reste de notre mémoire qui, lui, vise à ce que le Québec soit le plus performant possible dans le contexte d'une participation à la mondialisation des échanges. Nous savons que les pays qui ont une bonne performance à cet égard-là sont des pays où les agents sociaux s'entendent sur des grandes politiques, mais s'entendent d'abord sur un objectif de rechercher à la fois la croissance économique et le plein emploi, et que les grandes politiques de l'État sont souvent le résultat des consensus des agents sociaux.

Il y a une autre dimension des institutions québécoises que nous soulignons. C'est celle de la nécessité d'une décentralisation, à la fois pour l'efficacité des services publics, pour avoir des solutions adaptées aux problèmes des inégalités sociales, locales et régionales, et à la fois pour permettre, et nous mentionnons dans le mémoire la performance des villes, en particulier des grandes villes, leur importance dans le contexte de la performance internationale d'une région

économique. Pour l'ensemble de ces considérations-là, nous souhaitons qu'il y ait, dans la perspective d'institutions québécoises, une forte décentralisation. Pour le moment, nous ne sommes pas allés plus loin.

Mme Simard: D'accord. Est-ce que j'ai encore du temps?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui, vous en avez.

Mme Simard: Est-ce que vous avez réfléchi, cependant... Bon, on a parlé d'économie, de concertation, ça, vous en parlez brièvement dans votre mémoire, mais, en termes politiques, suite à un référendum, est-ce que vous avez songé, par exemple, à la formation d'une constituante pour déterminer, effectivement, quelle serait la constitution d'un Québec, d'un futur Québec? Est-ce que vous avez abordé ces questions-là?

M. Tremblay: Je pense que nous vivons actuellement une expérience unique d'avoir une commission parlementaire élargie où plusieurs agents de la société sont venus se joindre à des élus en vue, effectivement, de proposer un statut politique et constitutionnel pour le Québec. Je pense que c'est une première expérience fort intéressante, et on peut facilement imaginer - j'ai suivi tous les travaux et je considère que le travail est très intéressant - que c'est une expérience supplémentaire dans la démarche pour se donner éventuellement un outil pour définir nos institutions. Alors, je pense que cette expérience-là nous semble, à date, très, très valable, et pourra peut-être servir de modèle pour une forme d'assemblée constituante, mais nous n'avons pas été plus loin.
(12 heures)

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, madame? Alors, pour ce bloc-ci, il reste six minutes. Si M. Ouellet et M. Poissant voulaient bien se le partager, ça nous fait répondre à tous les intervenants et, par la suite, tout comme on a donné du temps à M. Dufour sur la présidence, on en donnerait à M. Bouchard sur le temps de la présidence. Alors, M. Ouellet.

M. Ouellet: Je passe.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Poissant.

M. Poissant: M. le Président, une première question que je voudrais poser au Bloc québécois: Est-ce que dans votre approche sur la politique québécoise, vous vous différenciez du Parti québécois? Pardon?

M. Tremblay: C'est votre jugement, M. Poissant. Nous avons déposé ce que nous croyons être la démarche qui devait être suivie, l'analyse

que nous avons faite. Ce sera à vous et à tous les commentateurs, j'imagine, de faire les distinctions.

M. Poissant: Alors, vous ne savez pas si votre approche est différente de celle du Parti québécois. Dans toute cette étude-là qu'on doit prendre, les Québécois, est-ce qu'il y a des différences, par exemple, que vous trouvez entre le Parti québécois et le Bloc québécois... oui, le Bloc québécois, dis-je bien.

M. Tremblay: Vous savez, le Bloc québécois...

Une voix: Là, je commence à avoir mon voyage!

M. Tremblay: ...est une très petite organisation qui a très peu de recherche, par exemple, de recherchistes. Bien sûr, le Parti québécois est un parti qui véhicule l'idée de la souveraineté depuis de très nombreuses années et, certainement, qui est en mesure et a fait lui-même les démarches pour se prononcer sur un tas de sujets qui ne sont pas abordés dans le mémoire du Bloc québécois. Je pense qu'à l'intérieur des délais et des possibilités que nous avons, nous avons été obligés de choisir, comme je le mentionnais plus tôt à M. Turgeon, et d'aller à l'essentiel, ce que, nous, nous croyions qui était l'essentiel.

M. Poissant: Merci. Une autre question, c'est-à-dire que vous faites la recommandation qui est claire et simple: Nous recommandons que le Québec proclame sa pleine souveraineté avant - et ça, c'est important - la négociation de toute nouvelle entente avec le Canada anglais. Et c'était le but de ma question, de ma première question, c'est que si vous favorisez l'approche du Parti québécois, le Parti québécois dit, dans un de ses rapports: Il est clair que nous ne nous entendrons jamais. Alors, qu'est-ce qui vous fait dire que si on n'a pas pu s'entendre avant, on va pouvoir s'entendre après?

M. Tremblay: Alors, je comprends très bien que vous aviez un objectif et que vous le mettez clairement maintenant. Nous, ce qu'on dit, c'est qu'il faut faire savoir au Canada anglais très clairement, en proclamant notre souveraineté, que c'est là que nous allons et on peut mettre un délai substantif pour, par exemple, son entrée en vigueur et négocier toute une série d'ententes avec le Canada anglais, de bonne foi, et je pense que c'est possible d'y arriver. Mais il faut que ce soit clair, absolument clair et, bien sûr, que ce soit fait par le référendum et cette déclaration, que c'est là que nous allons et, dorénavant, nous négocierons deux à deux l'ensemble des dossiers qui nous concernent mutuellement et nous devrons arriver à des ententes deux à deux.

Parce qu'on peut l'énoncer, on peut le déclarer. Ce que notre démarche propose, c'est de le mettre dans une forme qui donne au Québec clairement le rapport de force qui lui permette de mettre dans les faits et dans les règles du jeu cette déclaration simple: Dorénavant, nous négocierons deux à deux.

M. Poissant: Et si ça ne fonctionne pas, M. Tremblay, qu'est-ce qu'on fait? Et simplement un détail qui est important et qui, à mon avis... Et d'ailleurs, vous le mentionnez dans votre rapport, dans votre mémoire, c'est que la politique monétaire canadienne a desservi le Québec. En supposant qu'on soit d'accord avec cela, toutefois, il va falloir y arriver quand même. Ou on a une monnaie séparée, ce qui ne semblerait pas une entreprise viable, ou on renégocie avec la banque centrale. Et là, si on ne réussit pas dans l'inter-règne, qu'est-ce qu'il arrive alors? Il faut quand même s'apparenter à une monnaie quelconque. Ou c'est une monnaie canadienne qui ne nous sert pas bien et là, on y mettrait des conditions. J'ai lu qu'on pourrait avoir un taux d'escompte limitatif, par exemple, sur... Mais, ça peut servir une partie du Canada et j'ai bien posé la question à M. Landry, l'autre jour. Est-ce qu'il ne peut pas y avoir un taux d'escompte typiquement québécois et un taux d'escompte pour le reste du Canada? Ceci étant dit, si ce n'est pas le Canada avec lequel on s'apparente, il va falloir s'apparenter avec le gouvernement américain, j'imagine, notre tout proche voisin. Et si ça ne fonctionne pas? Qu'est-ce qu'on fait?

M. Tremblay: Alors, je pense que vous n'avez pas lu dans notre mémoire, effectivement, ces détails sur les taux d'escompte et ces choses-là. Maintenant, il faut distinguer la question de dire, par exemple – et ce n'est pas dans notre mémoire, je vais y aller sur le plan personnel. Il me semble que c'est assez clair. Quand on se dit que la monnaie québécoise pourrait être liée à une autre monnaie forte, avec un taux d'escompte prévu, c'est dans le but de transaction internationale, ce n'est pas lié au gouvernement américain. C'est notre décision à nous de lier notre monnaie de cette façon à une monnaie stable, qui permet à tous les agents qui veulent la négocier sur le plan international de savoir que les taux de négociation sont liés à cette monnaie-là. Et la valeur de notre monnaie, comme de la monnaie canadienne, dépend de plusieurs facteurs et dépend, en particulier, des taux d'intérêt réels qu'on est prêts à payer, qui fait qu'il y a effectivement de l'épargne internationale qui peut venir ici. On sait que dans les contextes canadiens, on a besoin d'environ 100 000 000 000 \$ d'épargne par année. Et nous, les Canadiens, on en épargne 50 000 000 000 \$ et il faut en avoir 50 000 000 000 \$ qui viennent de l'extérieur. C'est un exemple. Ça veut dire qu'on a des taux d'intérêt élevés. Bien sûr, il y

a l'autre dimension de la lutte à l'inflation. Mais l'idée, ce n'est pas du tout de se lier au gouvernement américain, lorsqu'on dit qu'on prend une décision, nous, de lier notre monnaie à une monnaie forte. C'est une décision qui est la nôtre, de façon à ce que les gens qui veulent la négocier sur le plan international sachent à quoi s'en tenir.

M. Poissant: Mais M. Tremblay, ce n'est pas là qu'est le point...

Le Président (M. Jean Campeau): Il vous reste 15 secondes.

M. Poissant: C'est qu'on parlera quand même de taux d'escompte. On parlera quand même d'une banque centrale américaine. C'est entendu qu'on n'est pas obligé d'aller avec les États-Unis, pas plus qu'on est obligé de rester avec la monnaie canadienne. Toutefois, il y aura quand même un parapluie qui déterminera un taux d'escompte.

Le Président (M. Jean Campeau): Je regrette, M. Tremblay, le temps est écoulé. M. Bouchard, à même le temps de la présidence.

M. Bouchard: M. le Président, dans ma vie privée et publique, je n'ai jamais insulté personne et je ne vais pas commencer aujourd'hui, rassurez-vous. Donc, je ne répondrai pas aux petites et mesquines provocations de M. Holden, sinon pour rappeler le cadre dans lequel nous nous situons. Il se trouve que, même si M. Holden et d'autres n'aiment pas cela, il se trouve que, au terme de quatre ou cinq sondages successifs avec des échantillonnages considérables, menés au Québec par des maisons différentes, le Bloc québécois est en tête dans les sondages fédéraux, considérablement. Il précède même du double son plus prochain adversaire. Ça peut déplaire à des gens, mais je veux dire, M. le Président, qu'il n'y a personne dans le Bloc québécois qui pense que ces sondages favorables s'adressent aux personnes des membres du Bloc québécois. Nous avons la modestie de croire que ces sondages s'adressent à la ligne politique que nous avons adoptée et ce que nous représentons comme symbole politique au Québec.

Nous sommes des gens qui sommes allés voir à Ottawa. Nous sommes des gens qui avons payé de notre personne. On n'est pas seulement venus devant une commission comme celle-ci pour dire: On devrait renégocier, on devrait faire ci. Nous avons décidé de faire le plongeon, d'entrer en politique. Et moi qui avais décidé de ne jamais, dans ma vie, faire de politique, qui avais dit non à toutes sortes d'offres qui m'avaient été faites dans le passé, j'ai décidé de mener le beau risque jusqu'au bout. Et j'ai bu le calice jusqu'à la lie. J'ai passé deux ans à Ottawa. J'étais, je peux dire, au centre des principaux organismes

de décision, dans à peu près tous les comités ministériels qui comptaient.

Il est vrai que j'avais l'appui et l'amitié du premier ministre. Mais je ne suis pas allé en politique uniquement par amitié, monsieur. Je suis allé en politique pour un principe fondamental, celui d'essayer de faire marcher la Fédération dans une dernière chance, ce qu'on appelle "le beau risque". Moi, je l'ai vécu le beau risque. J'ai essayé de faire marcher ça. Et je voulais que l'accord du lac Meech passe. Pas parce que je trouvais que c'était merveilleux, parce que je trouvais que c'était tout ce qui nous restait à faire, à genoux, comme nous l'étions, prostrés par le coup de force de 1982. J'estimais qu'il restait une chance pour les Québécois d'aller à Ottawa, de cesser de crier, d'avoir des états d'âme, de faire saigner son cœur, comme vous l'avez dit, monsieur, et d'aller à Ottawa travailler loyalement avec toutes les ressources qu'on peut avoir, bien modestes dans mon cas, j'en conviendrais.

Après deux ans, je me suis rendu compte que ce pays, qu'avaient dans le cœur et la tête mes collègues anglophones, n'était pas le même que le mien et que ce pays qui s'appelle le Canada, c'est leur pays. Et qu'ils le veulent comme ils le veulent, selon leur vision à eux: centralisé, uniformisateur, fort, avec des provinces interchangeables, modulaires, l'une égale à l'autre, le Québec égal à l'Île-du-Prince-Édouard et ainsi de suite. Ce n'est pas parce qu'ils ne nous aiment pas, mais c'est parce qu'ils aiment ce pays comme ils le voient, qui n'est pas notre pays.

Le Président (M. Jean Campeau): Trente secondes, M. Bouchard.

M. Bouchard: Alors, nous avons, nous, continué toujours sur la même ligne du discours de Sept-Îles, monsieur, où Meech a été conçu dans son essence, la réconciliation. Jusqu'à aujourd'hui, vous et moi avons toujours suivi la même ligne. Et quand j'ai vu qu'on s'apprêtait, à Ottawa, à faire un "deal" avec M. Jean Chrétien, j'ai vu que je devais sortir, parce que je ne voulais pas devenir un Jean Chrétien, monsieur. Voilà pourquoi je suis ici.

Le Président (M. Jean Campeau): Terminé. Je regrette... Je regrette dans la salle... il est convenu à cette Commission qu'il n'y aurait pas d'applaudissements. M. Gil Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. M. Tremblay, M. Fournier, il me fait plaisir de vous accueillir aujourd'hui. Vous appartenez à une formation politique qui a un rôle utile à jouer pour le Québec, à la Chambre des Communes, à Ottawa. D'ailleurs, si on se réfère à certaines de vos interventions, de la façon que vous intervenez régulièrement, on voit que vous

avez à cœur les droits du Québec, et en particulier dans le cas d'Hibernia, par exemple, où vous êtes capable de faire valoir les droits du Québec, et votre rôle est utile. D'autres lieux de discussion existent dans les partis politiques qui existent à la Chambre des Communes, et le vôtre est utile et vous l'avez démontré.

Vous nous présentez un mémoire, qui sous certains aspects, apporte des éléments qu'on peut qualifier quand même d'originaux. À la page 15 de votre mémoire, vous soulignez un point qui à mon avis est très important, qu'on n'a pas souligné très souvent ici. Mais cette crise du fédéralisme canadien, que vous qualifiez vous-même, n'est pas simplement due à ce qui se passe au Québec. Cette crise du fédéralisme canadien se réfère à un déficit, par exemple, qui est incontrôlé, à ses taux d'intérêt, finalement à cette disparité au niveau du développement régional, du développement des provinces sur le plan économique. Et je crois que c'est un élément qui est là très intéressant.

Vous formez un bloc, le Bloc québécois, comme députés, et peut-être bien que dans un avenir prochain on pourra voir d'autres blocs venir de l'Ouest, de l'Atlantique, de l'Ontario. Certains en parlent, je ne sais pas, on verra ce qui se passera. Mais je crois que c'est une donnée importante à retenir. Et l'autre donnée qu'il faut bien retenir, par contre, c'est que cette fois-ci, c'est vraiment les Québécois qui vont décider de leur avenir constitutionnel et personne d'autre. Dans ce contexte-là, à la page 15 de votre mémoire toujours, au bas de la page, je vous cite: "Pour être reconnu dans ses aspirations, le Québec doit proclamer sa pleine souveraineté avant de négocier toute nouvelle entente avec le Canada anglais". Alors, votre mémoire est clair sur certains points, mais il demeure quand même très ambigu sur cette nouvelle entente que vous aimeriez avoir avec le reste du Canada. Pouvez-vous nous en parler et nous définir quels seraient ces éléments d'entente que vous aimeriez négocier?

M. Tremblay: Alors explicitement nous avons souligné deux éléments, si vous voulez, dans nos recommandations qui sont le maintien d'un espace économique commun, et l'union monétaire. Et je pense que ce sont deux ententes qui correspondent aux éléments importants et, je pense, facilement négociables étant donné les intérêts mutuels que nous avons. Il y a certainement et possiblement d'autres ententes que nous n'avons pas voulu explorer dans ce mémoire. Et je pense que c'est un rôle important de la Commission d'explorer ces ententes.

Ce que nous avons voulu souligner c'est que si nous voulons des ententes deux à deux, il est très, très important d'établir un rapport de force, d'établir la souveraineté du Québec. Pour nous, lorsque... on l'a vécu de l'intérieur Meech, nous, mais à Ottawa: Il est très clair pour nous

que même au moment où cette Commission se tient, et que vous dites effectivement qu'il est possible qu'il y ait d'autres blocs ailleurs, vous faites sans doute allusion au Reform Party dans l'Ouest canadien. Et bien ce bloc-là M. Rémillard, il ne se préoccupe pas beaucoup de nous-autres. Il se préoccupe de ses affaires.

Alors je pense ce que... Je vais vous laisser reprendre si vous voulez.
(12 h 15)

M. Rémillard: Excusez-moi, c'est parce qu'on a peu de temps. Je ne voulais pas vous interrompre. Mais en ce qui regarde cette nouvelle entente, j'aimerais simplement bien comprendre le sens de votre mémoire. Je ne sais pas si M. Bouchard a été bien interprété, mais récemment il a parlé que l'environnement pourrait relever de la compétence fédérale, ou qu'elle pourrait être partagée. Est-ce que c'est une bonne interprétation? Est-ce que ça ferait partie de votre entente que vous proposez?

M. Tremblay: Etant donné que le temps de la présidence est limité et que je ne voudrais pas que ce soit nécessaire de faire... Je peux vous dire là-dessus que la position était très claire. La position de M. Bouchard sur la question de l'environnement était, et je pense qu'elle est toujours, que lorsqu'on est dans le système actuel, et qu'il y a des responsabilités du fédéral à l'égard de l'environnement, elles doivent être exercées dans le contexte actuel. Par ailleurs, il est sans doute urgent que le Québec rapatrie l'ensemble des pouvoirs sur la question de l'environnement.

Alors, je pense qu'il n'est pas question pour nous de mentionner l'environnement comme un champ possible d'entente. Il reste que notre perspective est claire. Le Québec souverain pourra négocier tout genre d'entente qui lui semblera aller avec ses intérêts. Et j'imagine qu'il va trouver des partenaires qui ont des intérêts, lorsque des partenaires ont des intérêts mutuels. Et dans ce sens-là nous ne sommes pas limitatifs dans l'idée des ententes que nous aurons à négocier.

M. Rémillard: M. Tremblay, je comprends ça de votre mémoire. C'est que je comprends que vous êtes ouvert à bien des ententes, et le raisonnement que vous faites sur l'environnement, on pourrait le faire sur le commerce parce qu'il y a beaucoup d'éléments de commerce interprovincial ou international, et bien d'autres sujets aussi.

Dans ce contexte-là, M. Tremblay, j'ai l'impression que vous recherchez la souveraineté beaucoup plus comme moyen de négociation que comme finalité. Ce que vous voulez finalement c'est un pouvoir de négociation beaucoup plus qu'un exercice de souveraineté.

M. Tremblay: Alors je pense qu'il faut faire

une distinction très claire ici, M. Rémillard. Vous savez, lorsque deux pays souverains ont des ententes et que ça ne fonctionne plus, alors on se retire des ententes. Lorsqu'on est dans un fédéralisme canadien et que ça ne fonctionne plus, on assiste à une concurrence effrénée des deux gouvernements, comme on a eu depuis 40 ans, et on assiste plutôt à une espèce de bordel organisé. Je pense que l'idée d'avoir la souveraineté, ce n'est pas simplement pour négocier une nouvelle entente qui ressemblerait à l'autre, c'est pour dire dorénavant: Oui, nous sommes prêts à négocier plusieurs ententes mais, dorénavant, lorsque cette entente-là ne fonctionne plus, lorsqu'il n'y a pas d'intérêt mutuel à l'intérieur de cette entente-là, alors c'est à nous deux d'en négocier une nouvelle pour maintenant et pour toujours.

M. Rémillard: Dans le cadre de cette nouvelle entente que vous pouvez concevoir, comme vous disiez, très large, dépendant des négociations, ça viendra, est-ce que vous voyez un rôle pour vous à la Chambre des communes?

M. Tremblay: Personnellement, si vous me posez la question, je vous dirai tout de suite non. Maintenant, je pense que ce qu'il faut éviter lorsqu'on parle d'une représentation...

M. Rémillard: Ma question n'était pas personnellement en fonction de vous, évidemment, vous avez compris le sens de ma question.

M. Tremblay: On a dit qu'on est ouvert à toute entente. Je pense que ce qu'il faut éviter dans le contexte actuel, par exemple, j'ai assisté à cette Commission et j'ai entendu parler de Parlements européens. Écoutez, il faut être clair avec nos gens à nous. Pour eux, qu'est-ce que ça veut dire un Parlement? Or, lorsqu'on parle d'institutions politiques communes, si on parle de Parlement, ça n'aurait rien à voir avec ce que les gens ont en tête. Alors, je pense que nous sommes très clairs là-dessus: nous n'allons pas du tout dans nos recommandations vers cette double représentation qui, à notre sens, et on l'a clairement indiqué, est fort nuisible. Il faut que ce soit très clair que la légitimité du peuple québécois est à l'Assemblée nationale et s'exprime par l'Assemblée nationale. Maintenant, il y a plusieurs formes d'ententes qui peuvent être ouvertes. Je pense que si on prend l'exemple européen, la légitimité des Français est au gouvernement français. Dans la mesure où ça c'est clair, on est ouvert à toutes sortes d'ententes.

M. Rémillard: Alors, vous n'excluez donc pas, si je comprends bien, la possibilité de continuer avec un Parlement canadien.

M. Tremblay: Nous l'excluons, M. Rémillard,

dans la démarche dont nous parlons actuellement. Je pense que si politiquement – et peut-être que je m'avance par rapport à mon groupe – on devait proposer une poursuite de notre rôle au Parlement canadien, nous serions absolument contre cette idée-là, parce que la signification politique de ça n'a rien à voir avec d'éventuelles institutions communes.

M. Rémillard: Je vais essayer de comprendre...

M. Tremblay: Il y a une nuance, et c'est une nuance fondamentale.

M. Rémillard: ...encore mieux votre position, si vous me permettez. Vous recommandez que le processus que nous devrions suivre pour accéder à la souveraineté, un processus très démocratique, c'est par voie de référendum. Il faut poser une question claire, à ce référendum. Je vais essayer de savoir vraiment comment vous voyez cette entente et comment vous voyez votre rôle. Quelle question le Bloc québécois voudrait-il poser, à ce référendum?

M. Tremblay: Aussi claire que notre recommandation, M. Rémillard: Est-ce que vous voulez, oui ou non, que le Québec devienne un État souverain? Point. Et s'il y a besoin d'explications, on revient aux mêmes pouvoirs de faire ses lois, de lever ses impôts et de faire toutes les ententes internationales. C'est aussi clair que ça.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Dauphin.

M. Dauphin: Je veux également souhaiter la bienvenue aux représentants du Bloc québécois. J'aimerais revenir sur un sujet, sujet auquel j'ai eu l'occasion de questionner M. Landry, qui représentait le Parti québécois la semaine dernière, plutôt cette semaine, relativement à la succession d'État. Je crois que vous étiez présent, d'ailleurs, lorsque j'ai posé la question. J'ai demandé à M. Landry si, évidemment dans l'éventualité d'un Québec souverain, au niveau du partage après le divorce, peut-être pas le partage du patrimoine familial, mais le partage du patrimoine au niveau de certains actifs, on nous réfère à la Convention de Vienne qui stipule et énumère que les actifs comme les aéroports, les infrastructures routières, ferroviaires, deviendraient la propriété du Québec. Par contre d'autres actifs, et parlons plutôt du passif, puisqu'on parle d'une dette publique fédérale de 400 000 000 000 \$ dans l'éventualité où on ne réussirait pas à s'entendre avec le gouvernement fédéral, qu'est-ce qui arriverait avec cette dette de 400 000 000 000 \$?

M. Tremblay: Je pense que, d'abord, il faut

utiliser le mêmes critères. Je veux dire, si on utilise des critères pour le passif, c'est les mêmes critères pour l'actif. Maintenant, je pense que c'est clair que, dans l'intérêt des Québécoises et Québécois et certainement dans l'intérêt des gens de tout le Canada, il y a une continuité à assumer à cet égard-là, et la dette fédérale nous l'assumons déjà. Maintenant cette répartition-là peut varier. J'ai vu un certain nombre d'études à cet égard-là, et je ne pense pas que c'est à nous, à ce moment-ci, de prendre une position. Ce qui nous apparaît très clair, c'est que les passifs semblent dépasser très largement les actifs. Effectivement ça reflète un peu la situation des dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral. Pourquoi, par exemple, la majorité des grands centres de recherche sont construits à Ottawa, du côté ouest de l'Ontario? Alors, je pense là-dessus qu'il y a des discussions, et, s'il y a des mésententes, il faut bien voir que, en droit international, il y a des règles. Mais au bout du compte, ces règles-là relèvent aussi de la bonne foi des deux parties et des avantages réciproques ou communs qu'ils ont à arriver à une entente. Dans le cas présent, je pense que nous avons mutuellement beaucoup de bonnes raisons d'arriver à des ententes.

M. Dauphin: Merci. Et est-ce que j'ai encore le temps pour une petite.

Le Président (M. Jean Campeau): Oui, allez-y.

M. Dauphin: Vous parlez, dans votre mémoire, des administrations locales, de décentralisation éventuellement dans un Québec souverain. Nous avons avec nous, comme commissaires, deux représentants du monde municipal, l'UMQ et l'UMRCQ. Est-ce que vous entrevoyez dans cette forme de décentralisation-là une décentralisation administrative ou plutôt une décentralisation qui ressemblerait à une quasi-fédération dans un Québec souverain?

M. Tremblay: Non, je n'aborde pas ça du tout dans une perspective de quasi-fédération. D'ailleurs, ces recommandations-là sont en ligne avec la problématique que nous avons posée en termes de notre performance. Les petites et moyennes entreprises de Rimouski ou de Mont-Laurier sont aussi en concurrence internationale. Je pense qu'il faut voir un certain continuum entre le local, le régional et l'international.

Maintenant, les moyens d'action sont beaucoup trop centralisés. C'est clair que la concurrence entre les deux gouvernements a amené une centralisation excessive. Ce qu'on souligne là-dedans, dans le contexte où on veut avoir des initiatives locales qui correspondent à des besoins de performance dans le contexte actuel, il faut certainement accroître les pouvoirs et, je dirais, des pouvoirs d'initiatives.

On sait aussi que plusieurs services publics seraient sans doute plus efficaces s'ils étaient gérés plus proche des citoyens. Si vous voulez, c'est les deux perspectives que nous soulignons dans notre mémoire, mais je pense qu'il est très clair et je n'ai jamais, personnellement, entendu parler, sauf devant cette Commission, de l'idée d'une fédération des régions québécoises.

M. Dauphin: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Le temps de ce bloc est écoulé. Quinze minutes maintenant pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle. M. Parizeau.

M. Parizeau: D'abord, M. le Président, je voudrais saluer l'apparition du Bloc québécois. C'est, je pense, un phénomène politique majeur qui s'est produit là et, d'autre part, il a son origine dans la démission, pour des questions de principe fondamentales, d'un certain nombre de députés. Et, à une époque où on a souvent, dans le public, pas mal de cynisme à l'égard des politiciens, il est toujours important de saluer ceux qui ont un geste aussi fondamental à poser pour des questions de principe qui leur paraissent essentielles.

Cela étant dit, M. Tremblay, j'aimerais avoir votre avis ou votre opinion sur l'interprétation que je donne des ententes qu'un Québec souverain va avoir à établir avec le gouvernement fédéral, puisque c'est l'objet d'une discussion qui dure depuis quelques minutes entre nous là-dessus. Je dis "les discussions avec le gouvernement fédéral" parce que, à mon sens, toutes les ententes importantes ne se feront qu'avec le gouvernement fédéral. Par la suite, je ne préjuge pas de l'avenir; dans l'avenir, il pourra y avoir des ententes avec toute espèce de gens ou de groupes, mais, au départ, je pense que ce n'est qu'avec le fédéral, et il s'agit surtout d'ententes de maintien. Pas tellement d'ententes de changement que d'ententes de maintien. L'union monétaire: on garde la même monnaie, oui, à quelles conditions? On va discuter des conditions, mais pourquoi? Pour maintenir. L'union douanière: Est-ce que les deux pays gardent les mêmes droits de douane à l'égard des tiers ou si chacun va avoir ses droits de douane à l'égard des tiers? Ça va se raisonner, j'imagine, exactement comme l'union monétaire; ce sera dans le sens de l'intérêt mutuel, mais, là encore, c'est une question de maintien. Troisièmement, les transports. Il est clair comme de l'eau de roche qu'il va falloir, là encore, déterminer très rapidement que l'on maintient les choses existantes, en tout cas un bon nombre. Le Canada va être en deux morceaux, là. La question des transports, le maintien d'un certain nombre de rapports sur le plan des transports... À mon sens, c'est probablement bien plus intéressant, d'ailleurs, pour le Canada que pour nous;

l'intérêt mutuel est clairement là. Le partage des actifs et des dettes? Mais qui va courir après qui? Justement, parce qu'il y a bien plus de dettes que d'actifs. Là, je ne suis pas certain, en un certain sens, que ce soit dans l'intérêt mutuel, remarquez bien.

(12 h 30)

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Parizeau: C'est peut-être plus par obligation morale que nous avons à voir ou à reconnaître un certain nombre de choses. Et puis, il y aura un certain nombre de mesures transitoires; des mesures transitoires, par exemple, comme celles que soulevait M. Beaudry. Mais, au départ, c'est de ça dont on parle, et tout ça, au fond, on a à en parler qu'avec le gouvernement fédéral. Je ne vois pas très bien pourquoi on irait discuter de l'union douanière avec l'Île-du-Prince-Édouard.

Alors, mon interprétation, M. Tremblay, du genre d'ententes, si je comprends bien, qui est sous-jacent dans votre mémoire, ce sont d'abord des ententes de maintien, toutes négociées, discutées... enfin! au sens étymologique du terme, à discuter avec le gouvernement fédéral, point. Ce qui ne préjuge pas de l'avenir. Dans l'avenir, on pourra bien faire des ententes avec certaines provinces canadiennes, des pays étrangers, comme on voudra. Mais, je vous interprète correctement, là? Parce que ça me paraît important, compte tenu des discussions qu'on a eues depuis une heure. J'aimerais voir comment, au moins, vous réagissez à ça.

M. Tremblay: Je pense que ce qu'il est important de souligner dans notre mémoire... et c'est peut-être notre vécu au fédéral. Lorsque nous disons que nous avons à négocier des ententes après un référendum et avoir proclamé la souveraineté avec un délai qui nous permet effectivement de négocier ou d'établir l'ensemble des ententes dont vous parlez – et je pense que vous nous comprenez bien – c'est pour être très clair avec le Canada anglais.

Vous savez, lorsqu'on est à Ottawa, il faut bien voir que pour la majorité des gens, le seul journal de Montréal qui est lu, c'est *The Gazette*. C'est malheureux, mais c'est comme ça. Et cette conscience qu'il se passe quelque chose et nous, nous en avons la conviction – il faut qu'elle soit clairement établie, sans l'ombre d'un doute. Nous n'avons aucun doute que la population du Québec veut la souveraineté et va continuer de vouloir la souveraineté. Mais il faut aussi que notre partenaire, nos partenaires actuels comprennent clairement que c'est ça, notre intention pour aujourd'hui, pour demain et après-demain. C'est là notre conviction et c'est pour ça que nous proposons cette démarche-là.

M. Chevette: M. le Président, vous me permettez amicalement de souligner à notre ami

Holden que c'est aujourd'hui... Ça fait 14 ans, M. Brassard et moi, que nous sommes en politique. Donc, nous ne sommes pas des erreurs de parcours. Et je voudrais ajouter à l'intention de M. Beaudry qui s'est donné une mission, je pense, légitime pour l'intérêt des travailleurs fonctionnaires fédéraux, de lire le mémoire 155 du professeur Maurice Saint-Germain, de l'Université d'Ottawa, qui conclut ceci: "Le Québec a la capacité financière et les ressources humaines pour faire face à un éventuel transfert de juridiction des employés fédéraux. En effet, la population de fonctionnaires fédéraux résidant au Québec est inférieure à la part du Québec dans la population, et le revenu national du Canada et leurs effectifs sont inférieurs à ceux des employés du secteur public et, encore plus, du secteur parapublic provincial actuel."

Je pense qu'on retrouve là les données. Et quant à l'intégration, pour avoir négocié pendant 17 ans plusieurs protocoles d'intégration, ce sont des choses qui se font sur une base sérieuse et sur une base non conflictuelle, à part ça.

Ceci dit, M. le Président, je voudrais souligner l'aspect intéressant du mémoire qui a été abordé, mais par la bande, alors que, vous, vous l'abordez de front, à savoir le rapport de force. Mon passé, c'est surtout dans la négociation pendant 17 ans, et je ne peux pas croire qu'il reste encore, au Québec, des gens assez naïfs pour croire qu'en disant à notre vis-à-vis, au préalable: Proposez-nous n'importe quoi, faites les compromis que vous voudrez, mais c'est sûr d'avance qu'on va rester dans le cadre fédératif actuel.

Je lisais le mémoire du Conseil du patronat, et c'est à toutes fins pratiques ça, vos prédécesseurs à cette table qui disaient: Quoi qu'il arrive, on va rester là. Comment voulez-vous qu'on ait un rapport de force en négociation? Et c'est ça, je trouve positif l'aspect que vous abordez. Quand on négocie, connaissez-vous un patron qui va donner quelque chose à un groupe de salariés s'il ne sent pas que le groupe y tient beaucoup? Connaissez-vous un syndicat qui s'en va s'asseoir devant un patron et qui dit au patron: Bien, offre-nous ce que tu voudras, on ne fera rien, on le prendra et on ne parlera pas? Préférez-vous un patron assez débonnaire pour dire: Oui, mais, ça n'a pas d'allure, vos demandes sont trop faibles, je vais vous en donner un peu plus? J'espère qu'on a perdu cette naïveté et la seule façon d'obtenir la liste d'épicerie du monde patronal, du monde de la chambre de commerce, c'est précisément de se bâtir un rapport de force. Ce n'est pas en disant au reste du Canada, au départ: Quoi qu'il arrive, proposez-nous n'importe quoi, on est là pour y rester. Là, ça ne prendra plus 40 ans. Il va falloir être des millénaires et non des centaines si on veut voir quelque chose.

À mon point de vue, votre rapport a ce

grand mérite. Ce grand mérite, c'est l'aspect positif que je voulais souligner. Vous casez bien ce qu'il faut pour le Québec pour en arriver à obtenir des morceaux, non seulement des morceaux, mais pour avoir la plénitude de ses droits. Je n'aurai pas de question, je voudrais plutôt laisser à mon collègue qui est ici, M. Boisclair, le soin de vous poser des questions. Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Boisclair.

M. Boisclair: Merci, M. le Président. J'aimerais vous remercier, M. Tremblay, pour cette présentation. Elle sera sûrement appréciée par les membres de la Commission parce qu'au-delà de votre opinion, je pense qu'il faut voir, dans votre participation, le fruit d'une expérience, le fruit aussi d'une participation qui vous a amené à aller jusqu'au bout de votre raisonnement et, comme nous le savons tous, vous a amené à prendre le choix du pays du Québec.

M. le Président, je reviendrai avec une question, mais d'abord et avant tout, vous me permettez d'y aller d'une remarque de mon cru, celle d'un jeune de 24 ans qui a le privilège de siéger à l'Assemblée nationale afin de plaider pour une cause que j'ai défendue longtemps, celle des jeunes. J'aimerais vous dire, à vous tous et vous toutes, commissaires, que j'estime essentielle la participation des jeunes aux travaux de cette Commission. Ce pays, bien sûr, ou cette discussion alentour de l'avenir du Québec, nous la voulons bien sûr pour nous, mais nous la voulons aussi pour les générations à venir, les générations futures. Les jeunes d'aujourd'hui se veulent partenaires du développement de notre société. Plus que jamais ils se préparent à assumer le devenir du Québec. C'est ma génération qui est condamnée à l'excellence et à la compétence. C'est sur elle que repose particulièrement le fardeau de l'intégration des nouveaux Québécois à l'école et c'est elle qui aura à affronter encore plus aujourd'hui la concurrence internationale.

C'est pourquoi j'espère que vous tous et vous toutes donnerez suite à la demande du Conseil permanent de la jeunesse qui vous adressait une demande à l'effet de tenir dans le cadre des commissions un forum-jeunesse sur l'avenir du Québec afin de permettre aux jeunes impliqués dans divers mouvements politiques, sociaux, culturels et économiques d'exprimer leurs idées et leurs visions quant à l'avenir politique et constitutionnel de notre peuple. Je suis d'ailleurs convaincu, MM. les Présidents, que dans la sélection des mémoires à être entendus, vous vous assurez d'une juste représentation des groupes de jeunes.

Cette annonce étant faite, j'aimerais revenir, M. Tremblay, vous saluer, dire le plaisir que j'ai à vous retrouver parce que l'on repré-

sente la même population, vous à Ottawa et moi à Québec, revenir sur un sujet qui a été débattu tout à l'heure par un certain nombre de commissaires: la question de l'intégration économique. Vous soulevez effectivement dans votre mémoire cette problématique et j'aimerais vous demander pour vous comment concrètement vous voyez cette intégration économique. Est-ce que ça implique, par exemple, une association politique à l'intérieur d'un Parlement ou d'une structure supranationale ou si l'association économique pour vous peut très bien fonctionner, par exemple, sur la base de chartes ou sur la base de commissions sectorielles mixtes? Il y a différents scénarios, différentes possibilités qui ont été invoqués, mais j'aimerais savoir si vous avez réfléchi sur cette question particulière.

M. Tremblay: Il est très, très clair que les ententes économiques doivent fonctionner avec des ententes entre pays souverains sans avoir d'institutions politiques; je pense que c'est clair pour moi et je pense que c'est clair pour tous les membres du Bloc. Maintenant, ce qu'il est important de voir, je pense, à l'égard de ces ententes-là, de l'évolution du Québec, de l'internationalisation de nos échanges... Bien sûr, les provinces canadiennes demeurent des partenaires très importants, mais c'est sûr qu'avec le libre-échange l'axe nord-sud devient important. Récemment aussi, depuis quelques années, le Québec a connu une excellente performance à l'égard de ses exportations vers l'Europe et je pense que nous devons envisager la question des ententes au niveau international, la question du développement économique, bien sûr, en tenant compte de nos principaux partenaires, mais aussi en tenant compte des endroits où nous serons dans l'avenir. Et si je me fie à ce que j'ai vu comme étude, au cours des dernières années, la croissance de nos relations d'affaires a été plus forte avec les États-Unis, et même avec l'Europe, qu'avec le reste du Canada où elles sont bien établies, et je pense qu'il faut les préserver, mais nous avons une croissance plus forte à l'égard de l'Europe et des États-Unis.

Donc, il faut, si on veut se préoccuper de l'avenir, si vous voulez, après quelques années, lorsqu'on accumule des pourcentages année après année d'augmentation plus rapide de commerce avec l'Europe ou avec les États-Unis, bien, après un certain nombre d'années, les économistes diraient qu'on change la structure des relations, l'importance, si vous voulez, d'un ou de certains partenaires par rapport à d'autres partenaires échangés, et donc il faut aussi voir que la structure de nos ententes change à mesure que cette structure évolue.

Le Président (M. Jean Campeau): Le temps est maintenant écoulé. Avant de terminer cette séance, un bref communiqué aux membres de la Commission. Le départ de Montréal pour Québec

en autobus est prévu ce soir à 22 heures au centre Sheraton, porte cochère. Pour les membres et le personnel qui logent au Sheraton, veuillez prendre note que votre chambre doit être libérée à 13 heures.

Maintenant, merci M. Tremblay, merci M. Fournier pour cette présentation. Nous reprenons les travaux à 14 heures.

(Suspension de la séance à 12 h 42)

(Reprise à 14 h 7)

Le Président (M. Jean Campeau): Messieurs, cet après-midi nous recevons les représentants de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

La durée de l'audience est d'une heure trente minutes, et je répète les règles pour le bénéfice des gens de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Alors, il y a 10 minutes pour la présentation de votre mémoire; il y a ensuite 15 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement; il y a 15 autres minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle; 40 minutes pour les autres membres inscrits auprès de la présidence, chacun des membres, quand il parle, disposant d'un maximum de 10 minutes, et 10 minutes pour la présidence. Quand vous avez des questions, le temps de la question et le temps de la réponse sont inscrits au même minutage. Alors, Mme Nycol Pageau-Goyette, présidente de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, bienvenue. Avant de faire votre exposé, est-ce que vous pourriez nous présenter vos collègues?

Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Mme Pageau-Goyette (Nycol): Avec grand plaisir, M. Campeau, M. le Président. Alors, M. Luc Lacharité, vice-président exécutif de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, et M. Pierre-Paul Proulx, économiste à l'Université de Montréal et à l'institut d'étude des villes internationales.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. La parole est à vous.

Mme Pageau-Goyette: Mesdames et messieurs, bonjour. Le Canada ne fonctionne plus. Alors que les gouvernements devraient s'attaquer en priorité aux difficultés économiques, ils doivent plutôt concentrer l'essentiel de leurs énergies pour combattre des crises causées par l'incapacité croissante des institutions constitutionnelles et politiques canadiennes à réduire les tensions et à arbitrer les différends. Notre mémoire dit également que l'échec de l'accord du lac Meech a convaincu les gens d'affaires que les institutions du pays doivent être profondément

modifiées, sous peine de devoir recommencer sans cesse les mêmes débats. Dans cet exercice, la Chambre affirme la nécessité de considérer d'abord et avant tout les intérêts du Québec. Elle constate que l'existence même de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec équivaut à l'affirmation par l'Assemblée nationale du Québec de sa volonté de considérer toutes les options qui s'offrent, incluant le rapatriement de tous les pouvoirs. Notre mémoire parle également des besoins que nous voyons pour le Québec. Dans son mémoire, la Chambre se penche, en sus, sur ce qu'elle estime être les besoins du Québec. Elle signale d'entrée de jeu l'importance déterminante de la dimension économique pour tout projet de société, l'imagine que vous vous en doutiez.

Comme principe général, la Chambre cherchera dans tout projet, aussi bien dans ses dimensions structurelles que dans l'attribution des pouvoirs, les conditions qu'elle estime nécessaires au développement économique du Québec et, notamment, de la région de Montréal. En conséquence, la Chambre demande à la Commission de bien étayer sur le plan des conséquences fiscales et économiques la ou les options qu'elle proposera. Le débat constitutionnel se traduira inévitablement en une série de propositions de structures.

Au moment de la rédaction de ce mémoire, aucun gouvernement n'avait rendu public de projet spécifique que la Chambre de commerce du Montréal métropolitain aurait pu commenter. Nous refusons de jouer le jeu des étiquettes en nous prononçant à l'avance pour ou contre la souveraineté, le fédéralisme, qu'il soit renouvelé ou asymétrique, le confédéralisme ou toute autre formule. À ce moment-ci, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain estime qu'aucune possibilité ne doit être exclue d'office, sauf une, la perpétuation avec ou sans rapiéçage du fédéralisme actuel, dont les carences nous semblent insurmontables. Lorsque des projets précis auront été soumis au débat public, nous les évaluerons à la lumière des considérations suivantes. Le principe général devrait être de maintenir les pouvoirs au niveau le plus rapproché des citoyens; l'amélioration de l'efficacité par la clarification la plus grande des champs de compétence; des mécanismes de résolution des différends et d'amendements qui permettront aux structures d'évoluer normalement et d'avoir d'autres solutions que celle actuelle du retrait.

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain souligne l'importance primordiale de faire reposer tout projet constitutionnel sur des valeurs partagées par l'ensemble de la société québécoise afin d'assurer un climat social serein, empreint de paix et d'harmonie entre les groupes. Ces valeurs ont comme base le respect de la liberté de chacun, l'affirmation que tous sont égaux dans leur droit à la dignité et face aux lois, la défense jalouse du processus démocra-

tique. Il nous faut aussi nous respecter collectivement comme société distincte, majoritairement francophone. Il est important, lorsqu'on parle de nos valeurs, d'insister sur le respect dû aux Québécois anglophones, aux allophones, aux Amérindiens, ainsi qu'aux Inuit. Tout en estimant préférable du point de vue économique, le maintien d'un espace canadien, la Chambre constate la viabilité intrinsèque de l'économie québécoise. L'économie du Québec est de moins en moins liée à l'espace économique canadien et de plus en plus liée à l'espace économique continental et mondial. Cela est d'ailleurs vrai de toutes les régions du Canada.

Les grandes politiques macroéconomiques exercent un effet réel sur la croissance économique, mais la marge de manoeuvre, à notre avis, des gouvernements nationaux dans la conduite de leur politique fiscale, monétaire et commerciale est réduite par leur adhésion aux grandes ententes qui régissent l'économie internationale et par la nécessité de tenir compte des pratiques des pays voisins afin de maintenir la compétitivité.

Les assises de la puissance économique échappent maintenant aux frontières nationales pour épouser le contour des régions. Celles-ci doivent avoir plus d'autonomie pour alimenter leur propre dynamisme et poursuivre leur propre priorité. La prospérité des régions est liée à des facteurs, telles la qualité des ressources humaines, la capacité d'innovation, la synergie locale et régionale, l'action complémentaire des différents intervenants et la capacité de la région de participer aux grands réseaux internationaux. C'est en ayant toutes ces considérations à l'esprit que la Chambre de commerce du Montréal métropolitain souligne les priorités que devraient permettre de poursuivre efficacement les futures structures constitutionnelles: l'éducation supérieure, le perfectionnement et le recyclage, la formation professionnelle, le soutien à la recherche, au développement et à l'innovation technologique, l'immigration, la gestion des infrastructures stratégiques, la capacité des grands ensembles urbains et notamment de Montréal de se projeter efficacement sur la scène internationale. Par ailleurs, même dans les domaines qui seraient délégués à une autorité centrale, les décisions ne pourraient plus se prendre en vase clos. Un débat sur les structures constitutionnelles du pays mène naturellement à une réflexion sur les structures internes du Québec. Dans le mesure où le Québec devient une région économique de plus en plus autonome, il devra se structurer de manière à exercer le plus efficacement possible ses pouvoirs. Afin de réduire au maximum la période d'incertitude, la Chambre recommande que les débats sur cette question durent le moins longtemps possible et que les décisions se prennent rapidement.

En conclusion, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain souligne l'occasion unique

qu'offre la mise sur pied de cette Commission parlementaire de bâtir un véritable projet de société pour l'ensemble des Québécois en dehors de toute partisanerie politique. Un véritable projet de société, pour le Québec bien sûr, mais aussi peut-être une inspiration pour l'ensemble du Canada dont les besoins de changement ne sont pas moins importants que chez nous. Le Canada tel que défini par les Pères de la Confédération n'existe plus que dans les livres d'histoire. Le changement, souhaitable hier, est devenu aujourd'hui une condition de survie de nos institutions d'un océan à l'autre. Des changements majeurs, fondamentaux même, dans la répartition des pouvoirs s'imposent. Seuls les nostalgiques d'une époque révolue refusent encore d'admettre cette évidence.

(14 h 15)

Cela dit, ce sont cependant les intérêts fondamentaux du Québec que la Commission doit constamment avoir en tête tout au long de sa démarche. Les pouvoirs nécessaires à la promotion de nos intérêts fondamentaux ne se négocient pas. Ils s'énoncent d'eux-mêmes, ils découlent de l'évidence politique, culturelle et sociologique. Chez nous, l'essence même de notre société distincte s'impose de soi et les pouvoirs pour la développer ne sauraient faire l'objet de quelque marchandage que ce soit. Une fois ces pouvoirs bien établis, des ententes sont bien sûr négociables et même souhaitables avec des partenaires intéressés et respectueux du caractère fondamental de l'exercice de ces pouvoirs. Mais entendons-nous bien, il s'agit à ce point d'ententes éventuelles sur des mécanismes, sur des façons de faire, et non sur la propriété des pouvoirs comme tels. C'est dans cette optique que la Chambre incite la Commission à mener ses travaux.

Le Québec a beaucoup changé au cours des 30 dernières années. Et les années qui viennent exigeront au moins autant de changements encore si nous voulons nous démarquer sur la scène mondiale et nous bâtir un avenir à la mesure de nos ambitions, de nos rêves, et aussi de notre immense potentiel. Pour agir, pouvoir agir devient une condition sine qua non à l'actualisation de notre potentiel. Pour ce faire, nous devons nous donner les moyens de bâtir une société capable de soutenir la concurrence des pays les plus compétitifs au monde, à notre façon, en misant à fond sur les caractéristiques qui nous sont propres et qui nous ont permis de devenir ce que nous sommes. C'est ça l'enjeu pour nous. Cela nécessite la capacité de prendre nos propres décisions, dans des domaines aussi vitaux que l'immigration, la formation de notre main-d'œuvre, nos politiques de développement économique, notre développement culturel, et bien d'autres.

Tout chevauchement stérile de juridiction, toute guerre de pouvoir entre paliers de gouvernement, dont les politiques se sont trop souvent

avérées contradictoires, représentent un fardeau dorénavant trop lourd à porter dans le nouveau contexte mondial. Le plus grave danger qui guette le Québec, tout comme le reste du Canada d'ailleurs, serait de continuer à payer le prix de structures désuètes calquées sur un partage de pouvoirs qui reflète encore l'état du monde au siècle dernier. C'est là la source d'éternelles palabres stériles et sans issue.

Nos concurrents ne nous laissent plus le choix. Nous devons nous donner les moyens de faire face aux meilleurs. Parmi ces moyens, le pouvoir de décider nous-mêmes de nos grandes orientations dans les domaines vitaux, en fonction de nos intérêts propres, vient en tête de liste. Repartager les pouvoirs en fonction de la réalité nouvelle, ce n'est pas saboter le Canada, c'est plutôt lui donner une chance de redevenir un grand pays. Décider soi-même de sa propre destinée n'a rien d'indécent. C'est au contraire un signe de maturité.

Et, vu sous cet angle, l'exercice actuel n'a rien d'une action revancharde attribuable à un mauvais coucheur qui ne serait jamais content de rien. Bien au contraire. Le Québec joue alors le rôle de tête de file dans la recherche d'une organisation politique plus efficace à tous les points de vue. En ce sens, et si l'exercice est bien mené, qui sait si, un jour, le Québec ne jouera pas le rôle de berceau d'un nouveau pays, mieux adapté aux réalités modernes? C'est ce que nous souhaitons ardemment.

Un pays formé de régions qui donneront à l'ensemble toute la force d'un tout constitué de composantes dynamiques, qui bâtissent, chacune sur ses caractéristiques propres, au lieu d'abaisser l'ensemble à la recherche d'un chimérique commun dénominateur.

Le Président (M. Jean Campeau): Il vous reste 30 secondes, madame.

Mme Pageau-Goyette: C'est comme ça que l'Europe moderne s'est bâtie et est en train de devenir l'un des plus redoutables blocs économiques qui soient, sans pour autant que personne n'y ait sacrifié son identité, sa culture et son autonomie. Dans cette optique positive, le travail de la Commission consiste d'abord à esquisser l'édifice des pouvoirs nécessaires au développement du Québec, en tenant compte, bien sûr, de sa spécificité. A ce niveau du travail à accomplir, les pouvoirs jugés nécessaires ne sont pas négociables. Nous insistons là-dessus, c'est primordial, sinon l'exercice est voué à l'échec, encore une fois, dès le départ. Ces pouvoirs sont essentiels ou alors ils ne le sont pas. Et l'essentiel ne saurait être négocié sous peine de renoncer à l'atteinte même des objectifs. Négocier l'essentiel, c'est accepter de ne plus être, il ne saurait en être question. Ce n'est qu'une fois établis ces ensembles de pouvoirs et précisés les liens fonctionnels qui doivent exister entre eux

qu'on devrait s'attacher à l'examen des structures applicables. S'il y a place à la négociation, c'est au niveau de la mise en place d'une structure plutôt que d'une autre. C'est là, et là uniquement, qu'il y a matière à négociation. Le Québec moderne s'est bâti sur l'acceptation du changement, sur l'adaptation aux réalités nouvelles. Nous nous sommes donné des moyens efficaces qui font aujourd'hui l'envie de nos partenaires pour faire face aux nouvelles règles du jeu sur la scène mondiale. L'histoire politique du Québec démontre à l'évidence que nous avons eu du succès lorsque nous avons décidé d'exercer les pouvoirs dont nous avons eu besoin. Comme chacun le sait, la grandeur d'une nation ne se négocie pas, elle s'affirme et ensuite on la reconnaît.

Le Président (M. Jean Campeau): Je ne peux pas vous permettre deux minutes, je peux peut-être vous permettre...

Mme Pageau-Goyette: Une phrase.

Le Président (M. Jean Campeau): Une phrase? Ça va.

Mme Pageau-Goyette: Nous sommes sur la bonne voie pour faire en sorte que ce seront de plus en plus nos partenaires qui tiendront absolument à partager notre destinée parce que nous aurons su faire preuve de vision, de détermination et de dynamisme. La Commission porte une lourde responsabilité dans la suite de ces événements et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain lui assure son entier appui. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Pageau-Goyette. La première question revient à M. Cosmo Maciocia.

M. Maciocia: Mme Pageau-Goyette, on vous remercie de votre mémoire, de l'excellence de votre mémoire. Dans votre mémoire, vous faites ressortir, à part pour les gens d'affaires, que la priorité est de créer un climat de confiance et de stabilité économique où les règles du jeu sont très claires, très clairement établies. Vous nous dites aussi à un certain moment les priorités dans lesquelles le Québec devrait avoir la compétence quasiment exclusive. Vous parlez de l'éducation supérieure, de recherche et développement, de la formation professionnelle, de l'immigration, d'autres choses, mais, à un certain moment, vous dites aussi: Les aspects, telle la défense, la politique extérieure et la gestion du système postal, pourraient être confiés à un gouvernement central. Dans une autre page de votre mémoire, vous n'excluez pas non plus que le rapatriement de tous les pouvoirs ne doit pas être exclu. Est-ce que en bécant un peu ces items que vous nous avez mis dans votre mémoi-

re, est-ce qu'on pourrait se dire que le rapatriement de tous les pouvoirs dont vous parlez, ça serait aussi la souveraineté du Québec?

Mme Pageau-Goyette: Je prendrai la position qu'ont prise les autres chambres de commerce et les autres regroupements d'affaires. Il n'est pas question qu'on se prononce aujourd'hui sur une option ou sur un autre. Cependant, ce que veulent dire les paragraphes que vous avez cités, c'est qu'il y a des choses qui sont essentielles, qui ne sont pas négociables, comme notre spécificité, les leviers qui vont nous permettre de nous développer et d'être les meilleurs sur la scène mondiale. Il y a d'autres aspects qui sont, non pas moins importants, mais sur lesquels, peut-être la bataille ne devrait pas être livrée avec autant d'ardeur, et on pense notamment aux politiques monétaires et aux politiques fiscales, où la marge de manoeuvre n'est pas si grande finalement, que ce soit au Québec, ou que ce soit au Canada. On est tous liés par ce qui se passe dans le monde entier. Alors, bien sûr, si les pouvoirs étaient rapatriés au Québec, on n'aurait peut-être pas les taux d'intérêt que nous avons-là, peut-être que oui, on ne le sait pas. Et ce que je veux dire c'est que nous serions quand même obligés de respecter l'entente du GATT, l'entente de libre-échange. Nous serions pris dans une entente universelle, internationale, qui ne nous laisse pas vraiment de marge de manoeuvre, pas plus d'ailleurs qu'au Canada. Et c'est dans ce sens-là que nous disons: Ces pouvoirs-là ne nous apparaissent pas essentiels. Maintenant, s'il faut les rapatrier, rapatrions-les.

M. Maciocia: Oui, ma deuxième question est celle-ci: vous parlez à un certain moment que... vous dites que cette dernière solution comporte un prix à payer tout en affirmant du même souffle qu'il pourrait en coûter autant pour la préservation de l'espace économique, politique et culturel canadien. Ma question c'est: Quels sont les coûts reliés au maintien de l'espace économique, politique et culturel canadien, d'après vous?

Mme Pageau-Goyette: Je pense que la duplication, le dédoublement, les champs de chevauchement et l'inefficacité qu'il y a dans ces deux systèmes-là, c'est absolument inconcevable aujourd'hui, et ce prix-là nous le payons. Nous le payons avec un déficit qui est absolument gigantesque, qui est au-delà de nos moyens. Et je pense qu'on ne peut plus continuer. C'est le prix qu'il faut payer si on reste dans le Canada, le prix de se séparer serait peut-être différent, mais il y a toujours un prix, peu importe l'option qu'on choisira.

M. Maciocia: Est-ce que, M. le Président, vous précisez aussi, toujours dans l'espace économique, que l'espace économique canadien perd graduellement de son importance. Je n'ai

pas saisi exactement ce que vous voulez dire par "son importance".

Mme Pageau-Goyette: Je vais demander à M. Pierre-Paul Proulx, s'il vous plaît, puisque c'est lui qui a fait cette partie de l'étude pour nous. Je vais lui demander de préciser sur cet aspect plus particulier.

M. Proulx (Pierre-Paul): Merci. Merci beaucoup. Alors, ce qu'on constate, si on examine l'évolution des expéditions du Québec vers les autres provinces – c'est jusqu'en 1984, car certaines données s'arrêtent là – le Québec expédie de moins en moins vers l'Ontario et l'ouest du pays. Il maintient un peu ses marchés du côté des provinces atlantiques d'une part. Si on examine aussi les données, dont certaines sont un peu plus récentes que ce qu'on avait mis dans notre mémoire, et on examine donc maintenant les exportations du Québec vers les États-Unis, on constate quelque chose de très intéressant: c'est que nos exportations vers les États plus vers le sud américain augmentent des fois en moyenne de 40 % par année. Alors que nos expéditions vers les autres provinces augmentent de 3 % par année, nos expéditions vers les États-Unis où c'est le plus dynamique augmentent – et ça, c'est les marchés les plus dynamiques – de 40 % d'une part.

Troisième élément de ce puzzle, si vous voulez, c'est que si on examine le Québec sur le plan international, on constate encore là que les exportations et le dynamisme de nos marchés sur le plan international est supérieur à celui qu'on constate dans le marché commun canadien. Or, c'est dans ce sens-là que nous disons: L'espace économique du Québec est en train d'évoluer. Ce n'est pas surprenant parce que l'économie du Québec est devenue plus mature en fait de produits de haute technologie et ça fait que ça voyage plus. Les produits plus coûteux, à plus haute valeur ajoutée, voyagent plus loin. Ils vont donc vers le sud des États-Unis de plus en plus, ils vont un peu moins, et je récapitule, vers l'Ouest. On maintient un peu vers l'Atlantique. Ils vont sur le plan international et la question que ça pose, et ce qu'on a voulu adresser dans notre mémoire, c'est: Qu'est-ce qu'on fait dans un contexte où l'espace économique est en changement et on a un espace politique. Comment on fait de la politique économique dans un espace économique en changement? C'est ce qu'on a essayé d'adresser dans une autre partie de notre mémoire.

M. Maciocia: Ma dernière question puis après, je laisserai la parole à mon collègue, Jacques Chagnon. Est-ce que vous êtes d'accord avec le mémoire de la Chambre de commerce du Québec?

Mme Pageau-Goyette: Pour l'essentiel, oui.

Nous étions présents lorsque le mémoire a été adopté. Nous nous inquiétons de certains aspects qui, à notre avis, auraient pu être quantifiés à ce niveau-là. Je pense, par exemple, au rapatriement de l'assurance-chômage où on n'a pas vraiment de chiffres et c'est difficile de savoir si ce serait une bonne chose ou non. Alors, pour toutes ces raisons, nous avons décidé de faire notre mémoire en pensant davantage aux intérêts de la grande région de Montréal, en ciblant davantage sur ce dont la région montréalaise a besoin pour s'affirmer, pour être cette locomotive qu'on attend d'elle pour mener le Québec à bon port. Et c'est dans ce sens-là, donc, que sans nous détacher complètement du mémoire de la Chambre de commerce du Québec, nous avons voulu restreindre notre pensée aux besoins de Montréal comme grande région locomotive du développement du Québec.

M. Maciocia: M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Alors, dans le contexte actuel, avec les pouvoirs que nous avons, quelle serait la situation du Québec pour faire face au marché Europe 92, qui deviendra un marché colossal très important, et on dit: Le Québec est vraiment bien positionné en fonction de cela? Quels sont les pouvoirs ou les moyens dont nous aurions besoin pour faire face à cet éventuel marché-là?

Mme Pageau-Goyette: On en a parlé beaucoup et je pense que d'autres avant nous l'ont répété à satiété. Je pense qu'il faut ramener chez nous tout l'aspect de l'éducation, de la formation professionnelle, tout l'aspect de ce qui est le contrôle de nos ressources, parce que nous estimons que ce sont les déterminants qui feront qu'une société réussira ou ne réussira pas. Dans ce sens-là, nous devons avoir les mécanismes pour gérer notre immigration, pour gérer notre formation, pour éduquer notre population pour devenir les meilleurs au monde. C'est dans ce sens-là qu'à ce moment-ci les chevauchements sont extrêmement coûteux. Excusez-moi, M. Proulx voudrait ajouter une...

(14 h 30)

M. Proulx (Pierre-Paul): Vous nous posez une question qui est très fondamentale, c'est celle à savoir: Comment le Québec va s'inscrire dans ce monde changé, si vous voulez? Et on dit souvent: On met deux économistes dans une chambre, on a trois avis. Si vous me le permettez, je vais vous donner un des trois avis. Ça résulte d'un effort de comprendre, justement, ce qui se passe dans l'espace européen où on voit des régions bien se tirer d'affaire puis d'autres décliner. En réponse, et très sommairement, à votre question, parce qu'il faudrait la développer très longuement, ce qui pourrait être prôné, et en l'occurrence c'est ce que moi je prônerais, c'est que, d'abord, le Québec pourra s'inscrire et

être compétitif sur le plan international et, donc, pénétrer des marchés européens, premièrement, dans la mesure où il y a ce qu'on appelle un milieu synergique, un milieu où les gens travaillent ensemble, où le mouvement patronal, le syndical, les chercheurs sont mobiles entre les entreprises, où les solidarités linguistiques, culturelles sont dépassées aussi, mais où il y a, dans un milieu, une synergie. En somme, pour fonctionner dans un espace plus ouvert, il faut y retrouver ses racines. Ça, c'est le premier élément de la compétitivité, c'est de pouvoir ensemble travailler très fortement et bouger. On voit ça dans certaines régions d'Europe qui se tirent d'affaire. Le deuxième morceau, c'est qu'il faut dépasser notre espace.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Si vous me le permettez, je vais vous interrompre. J'ai mon collègue de Saint-Louis qui aurait une couple de questions à vous poser.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Jacques Chagnon.

M. Chagnon: Merci, M. le Président. D'abord, je voudrais remercier les membres de la Chambre de commerce d'être venus nous présenter ce mémoire cet après-midi, ici, à Montréal soit dit en passant. Dans votre mémoire et à la lecture de votre mémoire, nous restons un peu sur notre faim, parce que vous nous amenez, à la suite d'un cheminement tout à fait logique... Vous faites un constat d'échec lorsque vous dites: Si le Canada doit survivre et si le Québec doit y jouer un rôle, à la mesure de ses moyens et de ses ambitions, à partir du moment où pareil constat est tiré, le débat change de nature. Vous arrivez à une suite logique d'actions, de constats, mais vous ne tirez pas de conclusion. Ça nous laisse sur notre appétit. Est-ce qu'il y a une raison qui fait que nous n'avez pas tiré une conclusion? Est-ce qu'il n'y a pas un de ces projets de société où vous nous avez dit... Vous nous félicitez pour ce travail qui devrait, en principe, nous permettre d'accoucher d'un projet de société, mais, vous-même, comme groupe, vous nous dites: Nous ne prenons pas position, en fait. Mais il n'y a pas une position, parmi celles qui pourraient être prises, qui serait favorable ou plus favorable pour l'ensemble des moyens économiques dont dispose la région métropolitaine?

Mme Pageau-Goyette: Ce n'est vraiment pas une question facile. Notre contribution, à la Chambre, d'abord on ne l'a pas faite en comité parce que, à notre avis, ça risquait peut-être de banaliser le débat. En comité, on ne dit pas toujours tout ce qu'on pense. Alors, ce qu'on a fait, ce sont des consultations individuelles nombreuses qui, toutes, disaient en substance la même chose, c'est-à-dire que nous sommes

capables de nous assumer; que nous sommes capables de créer la richesse; que nous sommes capables de partager une vision maintenant avec les syndicats, avec les communautés culturelles, avec les groupes communautaires. Nous nous sentons bien dans cette nouveauté du Québec, dans ce nouveau Québec, mais nous ne sentons pas qu'il nous revienne à nous, gens d'affaires dont la première mission est de créer la richesse, qu'il nous appartient de définir une option politique. Ce que nous vous disons, c'est que peu importe de quoi vous accouchez, nous sommes prêts à relever le défi. C'est ça le message que nous sommes venus vous livrer.

M. Chagnon: Vous voulez qu'on accouche rapidement et vous dites que les décisions devraient se prendre rapidement.

Mme Pageau-Goyette: Voilà!

M. Chagnon: Est-ce qu'il y a un moyen ou des moyens que vous privilégiez et qui pourraient nous faire connaître moins de soubresauts, peut-être, sur le plan économique?

Mme Pageau-Goyette: Je voudrais bien avoir à notre disposition tous les spécialistes et tous les experts que vous avez et que vous aurez pour arriver à définir ces moyens-là, à les évaluer les uns par rapport aux autres, mais vous comprenez que, dans le temps que vous nous avez donné, ce n'était pas facile et que c'était même impossible à faire. Ça ne me sert à rien d'essayer de répondre directement à votre question, je n'y arriverai pas.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, madame. Alors, il restera à peu près une minute ou une minute trente secondes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement. Nous passons maintenant 15 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle. M. Jacques Parizeau.

M. Parizeau: Mme Marois va commencer, M. le Président...

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Marois.

M. Parizeau: ...et, ensuite, M. Bourdon et, finalement, moi.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Ça me rassure un peu parce que depuis le début de nos travaux, il y a des gens d'affaires qui nous disent qu'ils auraient réglé ça plus vite que les politiciens. Alors, vous dites: On aimerait mieux que les politiques finissent par le régler.

Je vous souhaite la bienvenue à nos travaux. J'ai beaucoup aimé votre mémoire. D'abord, comme organisme préoccupé d'affaires et d'éco-

nomie, vous faites un rappel par contre que l'économie, ça s'inscrit aussi dans un ensemble de valeurs et de réalités sociologiques et culturelles. Vous faites appel à la paix sociale, à l'harmonie, à la solidarité, aux valeurs culturelles et au respect de l'espace francophone, et j'étais heureuse de retrouver ça à l'intérieur de votre mémoire.

Cela étant dit, je ne voudrais pas trahir votre pensée; je vais reprendre certains éléments de celui-ci et vous poser deux questions. D'une part, vous dites, à la page 2: "Tout en estimant préférable, du point de vue économique, le maintien d'un espace canadien, la Chambre constate la viabilité intrinsèque de l'économie québécoise." Vous le rappelez plus loin, à la page 14: "Notre base industrielle, notre situation géographique, nos ressources humaines, nos ressources naturelles nous permettent d'envisager un avenir prospère si le Québec choisissait la voie de l'autonomie." Et vous l'avez dit, vous n'avez exclu aucune avenue. Par la suite, et dans tout le mémoire, vous faites un procès, et qui est très dur, au fédéralisme et à ses résultats sur notre territoire, et encore là je ne prends que quelques phrases, mais je ne crois pas que ça trahisse votre pensée et je ne les sors pas d'un contexte, mais je les situe bien dans le contexte. On dit: "Pour l'heure, la Chambre a plutôt acquis la conviction que la résurgence perpétuelle de la question constitutionnelle, l'incapacité chronique de régler les questions reliées au partage des pouvoirs, sont très largement motivées par l'incapacité croissante des structures constitutionnelles actuelles à répondre aussi bien aux besoins du Québec que du Canada. Le Québec a besoin d'institutions renouvelées, d'outils nouveaux pour poursuivre sa marche vers le progrès. Un pays qui freine son élan n'est pas un pays viable. Il y a, évidemment, un coût à payer pour toute transition quelle qu'elle soit, mais nous estimons que si le pays n'est pas capable de régler ses problèmes et de reprendre sa marche vers le progrès, il pourrait en coûter encore plus cher de ne pas procéder à des changements fondamentaux au sein de nos institutions politiques."

Pour vous, est-ce que, entre le statu quo et l'autonomie, il vous apparaît que le statu quo nous coûte plus cher en termes d'effets négatifs quant à notre capacité de progresser, de grandir? Première question au plan du progrès économique, et progrès social et culturel, parce que bien sûr ça va ensemble et vous le dites bien.

Deuxième question. Vous avez dit dans votre intervention de départ, madame: Nous croyons devoir avoir les pouvoirs jugés nécessaires et ils ne sont pas négociables. Comment, compte tenu de ce que vous connaissez des négociations qu'il y a eu jusqu'à ce jour, comment pourrions-nous nous approprier les pouvoirs jugés nécessaires? Quel outil allons-nous choisir? Est-ce que nous allons choisir de consulter nos

gens? Est-ce que nous allons choisir de négocier avec un gouvernement ou avec 11? Quel moyen allons-nous privilégier?

Mme Pageau-Goyette: Je pense que d'abord une partie de la question est bizarre dans le sens où le premier ministre lui-même a dit que le statu quo n'existait pas. Alors, à partir de là, je pense que c'est une question hypothétique et je refuse de répondre à celle-là. Cependant, lorsque nous avons parlé de l'inefficacité du système fédéral, je dois également vous dire que l'inefficacité du système québécois a également été notée. Et les chicanes entre les ministères, notamment en matière de formation, sont de notoriété, nous coûtent de l'argent. C'est l'inefficacité totale à ce niveau-là. Également, il faudra faire du ménage dans notre maison. Elle n'est pas très propre, elle n'est pas très en ordre. Quant à évaluer les diverses options, puisque c'était là le sens de votre première question, nous ne l'avons pas fait. Nous comptons sur vous pour nous fournir les éléments qui nous permettront d'évaluer ces options. Et nous nous représenterons pour vous dire ce que nous en pensons. Sur la deuxième question...

Mme Marois: Dans votre mémoire, une fois que vous avez fait le procès... Imaginons qu'on a des problèmes dans notre maison, mais on fait davantage, dans le mémoire que vous nous présentez, le procès des ambiguïtés, des dédoublements, etc., du régime fédéral dans lequel on vit. Alors entre le statu quo et l'autonomie, est-ce que le prix à payer est plus lourd de conserver le statu quo ou d'aller vers l'autonomie?

Mme Pageau-Goyette: On n'a honnêtement pas fait le calcul...

Mme Marois: D'accord.

Mme Pageau-Goyette: ...et je vous dis: On compte sur vous pour le faire.

M. Bourdon: Mme la Présidente, je m'adresse à Mme la Présidente de la Chambre de commerce, avec l'assentiment du président de la Commission...

Le Président (M. Jean Campeau): Bien sûr, bien sûr.

M. Bourdon: ...et je suis heureux qu'on puisse dire: Mme la Présidente, à cette Commission.

Mme Pageau-Goyette: Merci.

M. Bourdon: Alors je voudrais vous dire à quel point j'ai aimé votre mémoire. Moi, dans les années soixante-dix, j'étais plutôt un tenant de la priorité du social sur l'économique, et les

hommes et les quelques femmes d'affaires de l'époque parlaient de la primauté de l'économie. Et votre mémoire, je pense, illustre bien le changement considérable qui est survenu dans les milieux d'affaires. En page 6, par exemple, vous parlez de l'intérêt de vos membres pour le réseau de santé, les institutions culturelles, l'aménagement urbain, les communautés culturelles et la nécessité de les intégrer. Et de mon côté à moi, puis ça doit être vrai pour d'autres aussi, on conçoit maintenant qu'avant de distribuer la richesse, il faut compter sur une classe d'affaires forte pour la créer, la richesse. J'ai aimé beaucoup, dans votre mémoire aussi, en page 21, quand vous parlez des dizaines de milliers de personnes en attente de statut à Montréal, bref aux réfugiés, qui vivent dans des conditions tout à fait incroyables. Je pense que c'est un des premiers mémoires, aussi, qui nous dit que la gestion des infrastructures stratégiques devrait revenir exclusivement au Québec, et vous parlez à cet égard de ports, d'aéroports, de réseaux routiers et d'une manière générale de tous les équipements servant au transport des personnes, des marchandises et des données qui sont devenus d'une importance stratégique majeure. Vous parlez aussi que le Québec doit pouvoir appuyer Montréal pour que ça demeure une vitrine internationale et ça, comme Québécois de Montréal, je suis particulièrement fier de votre mémoire à cet égard-là. Vous ne dites pas encore de façon explicite quel pays a votre faveur, mais moi je n'ai pas de doute que, avec bien d'autres, on finira bien par se rejoindre pour trouver ce pays, et je trouve extrêmement important, entre autres, que vous disiez quelque chose qui est fondamental, c'est que c'est aux Québécoises et aux Québécois de faire les choix, et ils sont capables de les assumer dans le respect des autres, quoi que disent les provocateurs, même quand ils sont appuyés par des dinosaures.

Alors, ma question de la fin, vous dites que ça urge de se brancher, souhaiteriez-vous que le gouvernement du Québec organise, dans un temps assez prochain, un référendum où la population du Québec, après les travaux de cette Commission, serait appelée à se prononcer?

Mme Pageau-Goyette: Vous êtes injuste quand vous posez des questions comme ça aux gens d'affaires. On n'est pas en mesure de répondre à ça, nous, on n'est pas des politiciens, on ne vit pas dans ce contexte-là, on n'est pas capables d'apprécier la valeur d'un référendum par rapport à une élection. Comment voulez-vous qu'on vous réponde honnêtement, correctement, avec les moyens dont nous disposons? C'est incorrect quand vous nous posez ces questions-là. Cependant, si je peux me permettre, vous me donnez l'occasion de parler des aéroports, ça va me faire plaisir d'en parler, parce que voilà là un exemple de concertation qui est unique, à mon avis. Sept organismes de la grande région

montréalaise qui se sont mis ensemble et qui se sont dit: Ces aéroports-là seraient mieux gérés, seraient plus efficaces, on pourrait s'en servir comme levier de développement économique si nous en assumions la gestion. Et c'est ce que nous sommes en train de conclure. Il aura fallu deux ans et demi, trois ans maintenant puisque en décembre ça fera trois ans, mais j'ai tout lieu de croire que d'ici Noël nous aurons Dorval et Mirabel entre nos mains. Et s'en servir comme levier de développement économique, plutôt que comme intendance d'équipements, c'est toute la différence du monde, et c'est avec ça que nous espérons, comme gens d'affaires, bâtir une région forte et puissante.

M. Bourdon: Et je nous souhaite le port avant Pâques, madame.

Mme Pageau-Goyette: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Jacques Parizeau.

M. Parizeau: Madame, je vais essayer de vous poser des questions qui ne vous paraîtront pas injustes.

Mme Pageau-Goyette: Je vous fais confiance.

M. Parizeau: Essentiellement, en m'appuyant sur le dernier paragraphe de la page 6 et les quelques lignes qui suivent à la page 7, vous dites: "La responsabilité de l'échec des accords du lac Meech réside très clairement à l'extérieur du Québec. Cela est lourd de conséquences." Soit. "La majorité de nos membres souhaitent encore ardemment la préservation d'un espace économique, politique et culturel canadien..." Donc vous dites: La plupart de nos membres souhaitent encore ardemment être Canadiens, parce que c'est ça que ça veut dire. L'économie, le politique et le culturel c'est ça que ça veut dire.
(14 h 45)

"Mais ils constatent maintenant que, dans les conditions actuelles, cette option, être Canadien, comporte un prix à payer qui pourrait s'avérer aussi lourd que celui de l'autonomie." Donc vous indiquez là que pour l'autonomie du Québec, il y aurait un prix à payer, lourd, mais que pour le fédéralisme peut-être le prix va être aussi lourd sinon plus lourd. Et vous concluez: "Il ne suffit plus de vouloir le fédéralisme, le temps est venu soit de l'aménager afin de répondre à nos besoins, soit de l'abandonner au profit d'une structure plus adaptée." Si ce n'est pas le fédéralisme, c'est la souveraineté. On se comprend. On n'a pas beaucoup de choix.

Et cela, ce choix-là, serait donc fait pour des raisons économiques, pour des prix à payer. C'est extrêmement original comme thèse, c'est

probablement la première fois qu'on l'entend depuis une vingtaine d'années. Normalement, beaucoup de gens au Québec disent: Le système politique canadien, on ne peut plus l'endurer. L'espace culturel canadien, il n'est pas question d'accepter ça, mais on reste fédéralistes et Canadiens à cause de l'économie. Là ce que vous nous dites c'est: On tient au Canada au point de vue économique, politique et culturel, mais l'économie du fédéralisme pourrait nous amener à changer de point de vue.

Est-ce que j'interprète bien votre pensée? C'est extrêmement intéressant. C'est vraiment, à mon sens, la première fois que des Canadiens disent: Nous pourrions cesser d'être Canadiens à cause de l'économie. Est-ce que je me trompe dans mon interprétation?

Mme Pageau-Goyette: C'est beau de vous entendre. Euh... Mon Dieu comment je vais répondre à ça? Vous êtes tellement bon en économie et puis moi, je ne veux pas avoir l'air d'une "nounoune" à côté de vous, là. Je voudrais juste dire... Ce que je veux vous exprimer M. Parizeau, ce que je veux que vous exprimiez à la Commission, c'est que le milieu des affaires, on n'a plus peur. Contrairement au passé, on n'a plus peur d'examiner les options de changement, parce que si on avait un prix à payer pour notre autonomie, pour notre volonté d'autonomie, c'est déjà fait.

On a subi au Québec des crises que le Canada n'a jamais traversées. Et, comment je vous dirais donc... Je pense que le Québec, si nous étions par exemple souverain, bien sûr qu'on aurait de la difficulté à financer notre dette par exemple. Mais je voudrais bien voir le Canada essayer de financer la sienne sans le Québec.

Alors, je me dis qu'à un moment donné il va y avoir un rapport de force quelque part, et ils vont se dire: Bien ils ne sont peut-être pas si imbéciles que ça ces Québécois-là et puis si on les écoutait, ils ont peut-être de l'allure. Et puis ça ferait peut-être aussi notre affaire. Et de rebâtir comme ceci, ce qu'on disait tout à l'heure, le Canada comme un grand pays.

Je ne sais pas si je m'exprime bien. Bien sûr je ne vous parle pas en chiffres, puis je ne vous parle pas en notions économiques, mais je vous parle comme les gens le disent, avec leurs tripes, avec ce qu'ils ressentent. Ils sont prêts à relever le défi.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va?

Une voix: Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors prochaine question, M. Michel Bélanger.

M. Bélanger (Michel): Nous avons entendu parler beaucoup de politique monétaire. Vous

apportez un élément additionnel quand vous dites à la page 19: Bien qu'il y ait un mérite certain, et bien que le Québec serait mieux servi s'il contrôlait ses propres politiques macro-économiques, une éventuelle Banque du Québec ne disposerait pas de marge de manoeuvre lui permettant d'adopter une politique monétaire très différente, sous-entendu: de celle de la Banque du Canada. Et vous dites que ça est d'autant plus vrai qu'il y a une intégration plus poussée aux grands circuits internationaux.

J'aimerais entendre M. Proulx, si possible, avec un peu plus de détails sur ce qui fait que la marge de manoeuvre ne serait pas particulièrement différente, ou que la politique monétaire ne serait pas particulièrement différente.

M. Proulx (Pierre-Paul): Vous êtes sans doute des plus familiers avec le débat en somme sur les marges de manoeuvre.

M. Bélanger (Michel): Si je n'étais pas d'accord avec ça, je ne vous aurais pas posé la question, je vous le dis tout de suite. Mais je vous écoute.

M. Proulx (Pierre-Paul): Oui, alors c'est d'essayer de décortiquer et puis de déterminer quels sont les déterminants des taux d'intérêt réels, une fois, compte tenu des différentiels d'inflation qu'on vit. D'essayer de déterminer quelles sont un peu les marges de manoeuvre de la Banque du Canada ou d'une Banque du Québec, en ce qui concerne l'application du taux de change si vous voulez dans un monde où – et puis les facteurs que je vais évoquer rétrécissent la marge de manoeuvre – dans un monde où l'intermédiation financière est extrêmement serrée, vous le savez – vous oeuvrez sur le plan mondial dans certains réseaux – donc l'intermédiation financière – les moindres différences de taux d'intérêt ont des répercussions extrêmement rapides, si vous voulez – dans un monde où le jeu est fait, l'OCDE, la Banque mondiale, tous se concertent pour essayer de faire qu'on rééquilibre les écarts dans nos balances commerciales ou dans nos balances des paiements, si vous voulez.

De ce fait, donc, de ces efforts de concertation de politiques macro-économiques – moi, je soumets que ça vaut aussi pour la politique commerciale dans un autre forum – lentement on ne peut pas nier la marge de manoeuvre existante, on n'a qu'à voir ce qu'on nous a fait avec notre taux de change, d'une part, et les taux d'intérêt réels qu'on vit, d'autre part. Mais si on essaie de décomposer les déterminants, il y a des contraintes réelles qui viennent de la concertation internationale accrue et grandissante quant à la fixation et à la pratique de la politique monétaire, il y a des contraintes réelles monétaires qui viennent, donc, de l'intermédiation financière très rapide sur les marchés et, de ce

fait, c'est un peu ça qu'on essaie d'évoquer. C'est que ces politiques-là sont essentielles, mais la Banque du Québec, d'une part, ou la Banque du Canada, d'autre part, elle n'a pas la marge de manoeuvre qu'elle voudrait.

Par exemple, si on demande... Je présume... on a de bons confrères québécois qui sont à la Banque du Canada et qui voudraient être plus sensibles aux besoins du Québec qui ne sont pas ceux de l'Ontario, en l'occurrence, mais les événements dans le Golfe nous donnent des soucis quant au phénomène d'inflation. Du fait du phénomène de l'inflation, on a tout de suite un élément qui entre dans la détermination du taux d'intérêt et c'est partant de ça... Les déterminants externes de notre politique monétaire interne laissent une marge de manoeuvre parce qu'on voit... Il y en a une, mais elle se rétrécit, d'autant plus que les efforts de concertation vont dans cette direction. Ce faisant, nous, on en conclut: Ayons ces politiques-là, il y aurait une certaine marge de manoeuvre. Par exemple, les exportations de biens primaires qui figurent fortement dans la balance commerciale canadienne, non pas dans la nôtre, font que le dollar canadien est vers le haut. On aimerait pour le Québec un dollar un peu plus bas effectivement, mais il y a des marges de manoeuvre relativement restreintes et, ce faisant, on dit: Pensons à d'autres politiques qui vont compléter les politiques macro-économiques essentielles. Si vous voulez, je pourrais aussi parler de politique commerciale mais c'est une autre question, si vous voulez.

M. Bélanger (Michel): Essentiellement, vous dites: Il est tout à fait possible que le Québec puisse de lui-même exercer tous ces pouvoirs-là et le faire aussi bien que n'importe qui, sauf qu'une fois l'opération finie, ça ne dégage pas des manoeuvres énormes, même si c'est bien fait.

M. Proulx (Pierre-Paul): Oui. Nous, ce qu'on prétend là-dessus, c'est qu'union monétaire ou pas union monétaire, il y a des déterminants de la réalité des marchés financiers qui font qu'il y aurait une intermédiation financière importante. Le Québec pourrait exercer ces politiques-là. Mais la marge de manoeuvre qui en viendrait, à notre avis, n'est pas telle qu'elle va déterminer de sa compétitivité dans ce monde nouveau dont on parlait. Il y a d'autres éléments de nos politiques et de nos comportements qui sont essentiels pour compléter les politiques monétaires. Les politiques fiscales, on est tellement contraint dans l'endettement qu'on en parle un peu moins. Politiques commerciales, avec le GATT ça va nous revenir, même si on se défait... Si effectivement il y avait une difficulté de négociation et de maintien de l'espace économique - c'était la question de M. Parizeau tantôt - ça reviendrait dans la mesure où le Québec et les autres provinces canadiennes sont de bons

citoyens de l'accord de libre-échange nord-américain et sont de bons citoyens du GATT où on dit: On ne joue pas de jeu sur le plan des barrières tarifaires, on ne joue pas de jeu sur le programme des barrières non tarifaires. Donc, les règles internationales sont fondamentales dans la détermination des politiques nationales, les...

Le Président (M. Jean Campeau): Monsieur, M. Proulx, je vous interromps, vous venez d'épuiser la réserve de la présidence.

M. Proulx (Pierre-Paul): Je m'excuse, je m'excuse.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): M. Parizeau, il vous reste une minute. Plus tard? M. Rémillard, c'est la même chose, il vous reste une minute trente. Plus tard?

M. Rémillard: Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va? Alors, nous passons au bloc de 40 minutes. M. Roger Nicolet, qui sera suivi de M. Ghislain Dufour.

M. Nicolet: Je vous remercie, M. le Président. J'aimerais, si vous me le permettez, m'adresser à deux lignes de pensée distinctes dans votre mémoire. La première, et je me réfère à la page 22 de votre texte dans lequel je lis: "La région de Montréal n'est pas dotée d'une structure politique reflétant sa réalité économique et sociologique, ce qui en complique singulièrement le développement." Et vous me permettez à moi, Ha, ha, ha, en particulier de venir souligner ce commentaire. Mais en toute logique et par souci de symétrie, vous revenez et vous touchez à une problématique qui est très proche de notre champ de préoccupations. J'aimerais vous entendre élaborer sur cette réalité.

La deuxième est peut-être une plus délicate et j'espère que vous n'interpréterez pas ma demande comme étant une volonté de recouper ou de reprendre différemment ce que vous avez hésité à aborder tantôt, mais, avec le Conseil du patronat ce matin, donc des gens d'affaires comme vous, nous avons longuement discuté, échangé sur toute la séquence d'événements qui pouvaient amener cette renégociation à laquelle vous aspirez. Il semble que eux, en tout cas, semblent faire confiance à une espèce de dynamique qui émane de ce mal canadien que vous avez identifié vous-mêmes, qui se conjuguera à cette réalité québécoise que vous avez bien décrite dans votre mémoire. Ceci étant acquis, il me semble en tout cas quant à moi, que, dans cet exposé, il y a un élément de l'échiquier du pouvoir au Canada qui est gommé. Et je pense,

en particulier, à tous ceux qui aspirent à perpétuer l'immobilisme, et je ne les pointerai pas du doigt, je pense que c'est évident, lorsqu'on regarde le fonctionnement même du pays. Donc, dans cet équilibre, ne pensez-vous pas qu'il y aurait lieu d'envisager un déclencheur, qu'il va falloir en articuler un et prendre l'initiative de véritablement relancer le débat?

Mme Pageau-Goyette: À votre première question, quand on parle du découpage des régions économiques du Québec, par exemple, vous admettez avec moi que le fait que Laval, par exemple, soit une région identifiée comme une région touristique régionale, ça fait un peu bizarre quand on est collé sur Montréal. Et ce que nous avons tenté... Bon, ce genre de trucs se multiplie dans d'autres secteurs. Il y en a plein de ça. Sans compter que Montréal n'a pas non plus de pouvoirs ni de leviers de développement qui lui soient vraiment très propres, mais on est toujours à la remorque d'un gouvernement qui est situé à 250 kilomètres de la région principale. Et ce que je voulais vous dire là-dessus, c'est que Montréal, depuis maintenant quatre ou cinq ans, a décidé de travailler en concertation, sur une même vision du développement économique de Montréal. Et c'est cette concertation qui, à mon avis, va nous donner ce nouveau dynamisme que nous recherchons avec tant d'efforts. Luc me donne d'autres précisions. C'est ça, ça allait dans le même sens. Mais si on pense, par exemple... oui, nous avons créé l'an dernier un comité qui groupe tous les autres présidents de chambre de commerce, par exemple, dans la grande région de Montréal, pour arriver à s'entendre sur des stratégies de développement, sur des politiques qui nous seraient communes: examiner, par exemple, le plan de transport pour ne plus faire en sorte qu'on nous divise. Nous essayons maintenant de travailler de façon à nous entendre et à viser tous dans le même sens. Alors, voilà un petit peu pour cette concertation régionale. Mais je vous en prie...

M. Nicolet: Brièvement, vous parlez quand même de structures politiques. Est-ce que vous voyez un regroupement au-delà de la Communauté urbaine de Montréal qui véritablement se verrait conférer une fonction administrative et politique sur l'ensemble de la grande région métropolitaine?

Mme Pageau-Goyette: Je pense que M. Lacharité aimerait répondre à cette question.

M. Lacharité (Luc): Ce n'est pas tant une question de structure, comme une question de repenser un peu le mode de fonctionnement de certaines de nos structures, et ce que vous expliquait Mme Pageau-Goyette, il y a quelques instants, tout nous mène à ramener les pouvoirs vers une région qui travaille, comme on essaie de

vous l'illustrer, de plus en plus en concertation avec les pouvoirs locaux, avec les pouvoirs régionaux. Et c'est dans ce sens où on appelle que la structure québécoise doit encourager, favoriser cette dynamique-là. Elle doit donc revoir son fonctionnement. Quand on pense aux pouvoirs ou quand on pense aux secteurs dans lesquels cette dynamique-là doit se jouer, on pense à l'éducation, on pense à la formation de la main-d'œuvre, je veux dire, on pense au développement économique, et est-ce qu'il faudra revoir certaines structures? Peut-être que oui.
(15 heures)

Presque quotidiennement, on a l'occasion de vérifier que le découpage des régions économiques, tel qu'on le connaît, ne colle plus à la réalité montréalaise à cause de sa dynamique propre. On ne peut plus travailler en vase clos à l'intérieur de la Communauté urbaine, on ne peut plus travailler en vase clos à l'intérieur de la rive sud. Est-ce que la rive sud s'identifie à la Montérégie? C'est quoi, la Montérégie? Est-ce que ça divise la rive sud, tantôt avec des régions un peu plus à l'est, tantôt avec la région économique de Montréal, avec la ville de Montréal? Enfin, la dynamique est un petit peu mêlée et je pense que ce n'est pas tant au niveau des structures qu'au niveau d'un réaménagement des pouvoirs qui faciliterait, si vous voulez, une meilleure dynamique qui permettrait aux gens de pouvoir travailler ensemble sur le plan local, sur le plan régional.

Il y a des structures pour ça. Il y a la Communauté urbaine qui existe, il y a des MRC qui existent, il y a des municipalités qui existent.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que ça répond à votre question, M. Nicolet?

Une voix: À la première, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Allez.

Mme Pageau-Goyette: J'aurais une deuxième question donc sur ce que le Conseil du patronat aurait dit ce matin. Malheureusement, je n'ai pas suivi le débat ce matin. J'essayais de me préparer pour cet après-midi.

Je dois vous dire que si je répondais à cette question en personne d'affaires, je vous dirais ce que sont d'abord les objectifs, quels sont les objectifs que nous voulons atteindre et collons les moyens et les institutions là-dessus.

M. Nicolet: Dans toute négociation, il faut avoir un plan stratégique pour mener à bien ces négociations. C'est...

Mme Pageau-Goyette: C'est là-dedans que je vous réponds. Il faut être sûr de ce qui est l'essentiel et ça, ce n'est pas négociable. Donc, les objectifs qui sont des objectifs essentiels ne doivent plus être négociables.

M. Nicolet: Je vous remercie, madame.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Dufour.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord remercier et féliciter la Chambre de commerce de Montréal pour son mémoire qui nous apporte toute une série de perspectives dans laquelle on se situe, quant à nous, très bien.

Je dois dire d'ailleurs que sur l'analyse il y a très peu de différences, même si certains voudront y voir des différences. La seule véritable différence est l'option. Nous avons opté carrément, quant à nous, pour une forme de fédéralisme, mais quand je re lis en bas de page 2 du mémoire de la Chambre la phrase que citait M. Parizeau tout à l'heure, tout en estimant préférable, du point de vue économique, le maintien d'un espace canadien, la Chambre constate la viabilité intrinsèque de l'économie québécoise. C'est un constat que l'on partage tout à fait et que l'on retrouve dans l'avant-propos de notre mémoire.

Ceci dit, je constate avec vous, à la page 22 de votre mémoire, et vous l'avez mentionné, Mme la présidente, tout à l'heure, je constate que vous vivez, surtout à Montréal, un certain nombre de problèmes et on pourrait les extensionner à bon nombre d'autres régions du Québec lorsque vous dites qu'il faut d'abord mieux exercer nos pouvoirs. Je suis tout à fait d'accord avec vous. Ça n'a rien à voir avec le gouvernement actuel. C'est une série de problèmes qui se sont accumulés au cours des années avec les gouvernements successifs. Quand vous dites qu'il faut améliorer la coordination interministérielle à Québec en matière de formation professionnelle, le découpage des régions, Montréal n'est pas dotée d'une structure politique qui reflète sa réalité économique et sociologique, etc. Alors, c'est un constat avec lequel, bien sûr, on va être d'accord.

La question que je voudrais vous poser, Mme la présidente, est un peu la suivante. Considérant que si on se séparait, on renégocierait de toute façon immédiatement, au niveau de la politique monétaire, une nouvelle monnaie, c'est dans le programme du Parti québécois, je suis d'accord pour dire qu'on a beaucoup de problèmes avec la politique monétaire que vous identifiez, problèmes de taux d'intérêt, valeur du dollar, etc. Si on arrivait à régler ces deux problèmes, dans le contexte actuel, les problèmes que vous identifiez à la page 22, plus des éléments de la politique monétaire dont la suggestion qui a été faite par la Chambre de commerce du Québec, notamment d'avoir des représentants officiels des régions à la banque centrale pour tenir compte des intérêts des régions, est-ce que vous croyez que vos entrepreneurs, les entrepreneurs que vous représentez, auraient déjà la vie mais drôlement plus facile et

que le problème ne se poserait pas de la même façon?

Mme Pageau-Goyette: J'essaie de voir ce qui se cache derrière cette question et...

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Pageau-Goyette: Excusez-moi. Ce que je veux dire, c'est que quand on a défendu Meech, on a tous dit, comme gens d'affaires: C'est Meech or else. On est un peu rendu au "or else", là. On s'en va-tu là avec une carte, un mandat de grève, ou bien donc si, vraiment, on est rendu là. Et c'est, encore une fois, toute la question des moyens. Est-ce qu'ils vont nous donner plus de bonsbons qu'on en a demandé la dernière fois lorsque c'était vraiment un minimum vital? Je ne vois pas quelle sorte de rapport de force on a, à ce moment-ci. Peut-être, M. Dufour, êtes-vous plus habitué que moi aux négociations, syndicales et autres, mais je ne vois pas avec quoi on s'amène là dans notre sac, on n'a plus rien à donner. À ce moment-ci, ce qu'on veut, c'est se développer, on veut réussir, on veut être une société gagnante. C'est ça que nous voulons être à ce moment-ci. Est-ce que si on nous donne la formation, est-ce que si on nous donne l'immigration - j'ai hâte de voir comment ça va se faire après Meech - est-ce que nous serons mieux? Est-ce que nous voudrions rester dans le fédéralisme? Peut-être que oui, il faudra voir, mais il faut se rendre là, puis ce n'est pas évident qu'on va s'y rendre facilement.

M. Dufour: En fait, M. le Président, c'est parce que je choisis l'une de vos deux options, parce que vous dites: Il ne suffit plus de vouloir le fédéralisme - je suis d'accord avec ça - le temps est venu soit de l'aménager, je vous propose l'aménagement, comme l'a fait Pierre Péladeau ce matin, qu'on a identifié, d'ailleurs, comme étant quelqu'un qui venait de se prononcer carrément pour l'indépendance. Je lis le *Journal de Montréal*, ce n'est pas ce qu'il dit: Le changement doit se faire par la négociation, étape par étape, dossier par dossier. Donc, vous avez identifié un certain nombre de dossiers qui sont importants et qui sont les mêmes que nous. Mais, ma question, puis elle n'a vraiment aucune arrière-pensée, c'est qu'il faut assurer le développement économique de Montréal, on l'a toujours dit, nous, que le développement économique du Québec passe par les grands centres, dont Montréal, vous avez besoin d'un certain nombre d'outils. Si on réglait en partie - parce que ce ne sera jamais possible de le faire - les problèmes identifiés, et très bien identifiés, à la page 22 et qu'on en arrivait à régler certains problèmes de la politique monétaire: taux d'intérêt et valeur du dollar qui nous désavantagent nettement au niveau des exportations, est-ce

qu'on poserait toute la problématique politique actuelle dans les mêmes termes?

Mme Pageau-Goyette: Peut-être pas. Vous rappelez-vous, l'été dernier, un journaliste américain a écrit que, si l'indépendance devait se faire au Québec par M. Bourassa, il se ferait à coups de communiqués de presse. Il m'apparaît que c'est un peu ce que vous dites. Ça se ferait, donc, dossier par dossier, et on annoncerait, après la conclusion du dossier, que voilà, c'est réglé. Oui, peut-être, ça fait moins mal et le prix à payer est peut-être moins grand, mais ce qui est clair, à ce moment-ci, c'est que le statu quo, tel qu'on le connaît maintenant, ça ne peut plus fonctionner, ça ne correspond plus à nos besoins, ça ne nous permet plus de nous développer. Or, comment ça va se faire? C'est votre responsabilité à vous, les commissaires, et je vous la laisse parce que je ne saurais pas, moi, comment faire.

M. Dufour: Vous avez parfaitement raison sur le statu quo, je pense que ça a été rejeté en totalité, ici. Vous avez raison, comme tous les groupes d'affaires, de retourner à la Commission le comment. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Guy d'Anjou, par la suite Mme Campbell Steer.

M. d'Anjou: M. le Président, il me fait plaisir de féliciter Mme Pageau-Goyette et la Chambre de commerce du Montréal métropolitain pour votre excellent mémoire. Vous dites que vous n'êtes pas économiste, mais je trouve que l'analyse que vous faites de la situation économique, tant au point de vue des politiques fiscales que des politiques monétaires, est très juste. J'aurais une question à vous poser. Vous dites dans votre mémoire: Le Canada ne fonctionne plus, il faut absolument faire quelque chose. Je pense qu'il y a un accord assez unanime là-dessus. Vous identifiez des chevauchements de juridictions, certaines inefficacités, pas seulement du côté du gouvernement fédéral, mais même à l'intérieur du gouvernement du Québec, mais surtout entre les deux niveaux de gouvernement. Ma question serait la suivante: Est-ce qu'une façon de renverser la vapeur et d'éviter ces doubles juridictions, d'empêcher par exemple le gouvernement fédéral de jouer un rôle dans des domaines de juridiction du Québec, ne serait pas de donner les pouvoirs résiduels aux provinces au lieu du gouvernement fédéral et d'éliminer, sans consentement de la province concernée, le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral?

Mme Pageau-Goyette: C'est ce que nous avons d'ailleurs écrit dans le mémoire: que le pouvoir résiduaire et la capacité de dépenser devaient revenir aux provinces. Mais, ceci dit, M.

d'Anjou, avec tout le respect que je vous dois, il y a des choses sur lesquelles on peut s'interroger. Pensons, par exemple, à l'environnement, à l'environnement qui est une prérogative en principe, qui était, dois-je dire, de juridiction provinciale, qui s'exerce maintenant en partie au niveau fédéral. Si on ramenait ce pouvoir-là au Québec, serait-il mieux exercé? Il faut également que les volontés politiques soient à la hauteur des pouvoirs qu'on veut se donner.

M. d'Anjou: Il reste que la volonté politique, on ne peut pas l'écrire dans la constitution, ça peut résulter dans des modifications éventuellement. Mais la volonté politique, je pense qu'il faudra toujours l'avoir. Quelle que soit la constitution que nous aurons, il faudra toujours avoir la volonté politique d'être plus près des citoyens puis de développer davantage tous nos secteurs d'activité. Je vous remercie.

Mme Pageau-Goyette: Vous le mettez en objectif et c'est ce qu'il faut faire, à mon avis.

M. d'Anjou: C'est sûr, mais on ne peut pas l'écrire dans une constitution. Je pense que ça dépend...

Mme Pageau-Goyette: L'objectif, peut-être...

M. d'Anjou: L'objectif, oui. Mais la volonté politique, ça va dépendre de l'action des citoyens et de la volonté des hommes politiques de tous les organismes qui font des pressions auprès des gouvernements.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Steer.

Mme Campbell Steer: Comme j'ai eu de la misère, ce matin... Comme on pourrait bien croire, la Chambre et le Bureau de commerce concordent, selon moi, assez bien dans leurs analyses de la présente situation. Et je le répète, là: Le fédéralisme qui est pratiqué aujourd'hui, ce n'est plus supportable. Je voulais juste savoir si vous pourriez conclure un peu pour moi là, une synthèse sur la page 7, les institutions renouvelées et d'outils nouveaux pour poursuivre sa marche vers le progrès. J'aimerais mieux juste avoir une synthèse des institutions renouvelées et les outils dont vous pensez que nous avons besoin.

Mme Pageau-Goyette: Vous parlez d'une "shopping list", là. Je pense que ce n'est pas vraiment ce à quoi nous nous sommes attardés en termes très précis de savoir: Est-ce qu'il nous faut la totalité du pouvoir relatif à l'immigration? Est-ce qu'il nous faut la totalité de ce qui concerne l'éducation? Est-ce qu'il nous faut la totalité du pouvoir législatif? Est-ce qu'il nous

faut... On ne s'est pas vraiment attachés à ça. On s'est dit: De quoi est-ce que, comme région, nous avons besoin pour nous développer, pour réussir? Ce dont nous avons besoin, ce sont les déterminants, ces déterminants qui font les grandes villes: une main-d'œuvre qualifiée, la concertation, les gens qui travaillent ensemble avec un même but, un même objectif. Et, dans le cadre actuel, ceci ne nous apparaît pas toujours possible.

Mme Campbell Steer: Mais c'est plutôt à ce moment-là des critères de réussite que vous voulez énoncer. Ça prend une certaine formation de notre main-d'œuvre et une concertation de nos gens pour promouvoir le progrès et la réussite de notre pays, là.

Mme Pageau-Goyette: Il faut également d'autres choses. Il faut des politiques de développement qui se tiennent, je veux dire... La politique de saupoudrage à travers le Canada, je ne sais pas ce que ça nous a donné. Quand on essaie, quand on dit que la grande région de Montréal est un axe de développement, un de ses axes de développement, c'est l'aéronautique et qu'on installe à peu près n'importe quoi n'importe où, on manque de vision. Il faut de la concertation pour donner de la force à une région. Et ce n'est pas ça qu'on a fait dans le Canada, on a saupoudré, et ça, on ne peut plus le vivre, nous, comme région.

Mme Campbell Steer: Oui. On est parfaitement d'accord.

Mme Pageau-Goyette: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Laberge, suivi de M. Béland.
(15 h 15)

M. Laberge: M. le Président, c'est rafraîchissant d'avoir des gens vivant au Québec de façon contemporaine nous présenter un mémoire à la Commission, nous parlant des choses telles qu'elles sont, non pas telles qu'elles étaient ou telles qu'on aurait souhaité qu'elles soient il y a 50 ans, mais telles qu'elles sont aujourd'hui. C'est rafraîchissant pour les gens d'en face. La Chambre commence tout de go. "La Chambre de commerce du Montréal métropolitain constate que le Canada ne fonctionne plus." C'est un constat qui fait, je pense, à peu près l'unanimité. Je pense bien que tout le monde a dit de façon différente: Le statu quo, ça ne fonctionne plus. Mais vous allez un peu plus loin que ça, et c'est ça que je trouve rafraîchissant. Là, j'espère qu'on en arrive à discuter vraiment de ce qu'on va faire avec le Québec de demain, dans le Canada, en dehors du Canada. Tout le monde a aussi dit: Il n'est pas question de construire des ghettos alentour du Québec, et s'isoler, absolument pas. Vous dites ça. Je pense que tout le

monde est d'accord avec ça, sauf... J'ai perdu mes pages avec tout ça. Une fois qu'on a dit qu'on ne veut pas avoir de ghetto, qu'il va falloir des liens économiques, avec le Canada ou ailleurs. Et ça vous le dites à quelques reprises. Mais où j'ai vraiment aimé le passage... Je ne retrouve pas la page, mais je vais y arriver. C'est quand vous dites, aux pages 2 et 3, là aussi quasiment au tout début du mémoire: "Tout en estimant préférable, du point de vue économique, le maintien d'un espace canadien, la Chambre constate la viabilité intrinsèque de l'économie québécoise." Ça, c'est d'une importance capitale.

Arrêtons d'essayer de faire peur aux grands-pères et aux grand-mères, finie la peur, discussions des choses telles qu'elles devraient être discutées. Comment est-ce qu'on pourra s'en sortir le mieux au Québec? Les fonctionnaires dont parlait mon ami dans l'Outaouais québécois qui sont tous membres chez nous, vous pouvez quasiment vous fier un peu sur nous qu'on va y voir à ce qu'ils soient intégrés. Je peux vous assurer de ça. D'ailleurs, je dois vous dire que, étant membres chez nous, ils ont voté pour la position que la FTQ est venue présenter à la Commission. S'il y a des gens qui ont raison de se poser des questions parce que c'est leur emploi qui est là, je pense que ça en est, mais pour eux aussi, le régime de la peur, c'est fini. On prend des options, on va poser des gestes et on se démènera comme des diables dans l'eau bénite. Je dis ça parce que arrivent tantôt des gens... Bon. Des diables dans l'eau bénite.

Il faut s'assurer que le Québec de demain soit un Québec, bien sûr, avec des relations avec le monde, mais un Québec où il va faire bon vivre, où tout le monde va se sentir bien, même ceux qui nous arrivent avec des affaires un peu québécoises, aujourd'hui. Il faut bien dire les choses. Ceux qui ont essayé de faire peur en 1980, leur dire: Ça ne fonctionne plus, allons-y carrément, allons-y sincèrement. Est-ce que c'est mieux telle option que telle autre option? La Chambre, vous vous dites: Nous sommes très ouverts. Vous le dites de façon un peu plus directe que le Conseil du patronat. Je pense que ça vous honore. Mais le Conseil du patronat a dit aussi: Nous autres, on ne rejette aucune option. On est prêts à regarder. C'est ça qui est tant mieux.

Et moi, je veux vous féliciter. Ça valait la peine d'avoir attendu 10 ans pour voir comment ça a évolué dans le monde patronal. Il faut bien reconnaître qu'il y a 10 ans on ne s'attendait pas, et on ne l'a pas eu non plus, à une prise de position du Mouvement Desjardins, comme on a eu cette fois-ci. On ne s'attendait pas à des prises de position des chambres de commerce, de plusieurs chambres de commerce, y compris la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, comme on a cette fois-ci. Même le Conseil du patronat, je l'ai dit ce matin, ce n'est pas une

révolution, mais c'est une évolution. Je trouve ça bien. Sauf que tous les hommes d'affaires, toutes les femmes d'affaires, tous les gens du milieu ont dit: Le pire qui peut arriver c'est que cette inquiétude, cette incertitude soit prolongée. C'est le pire qui peut arriver. Décidons-nous pour une option ou pour une autre, allons-y carrément, mais prenons une décision le plus rapidement possible. Pour le moment, avec l'état des négociations, avec la Constitution actuelle, qui veut dire qu'avant que quelqu'un puisse dire oui, il faut qu'il en consulte plusieurs, avec la décision ferme de notre premier ministre qui parlait vraiment en notre nom, de dire: C'est fini, l'affaire des 11, on n'ira plus perdre notre temps là. Décidons, on est prêts.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): M. Béland, si vous voulez répondre à M. Laberge, c'est le temps.

Mme Pageau-Goyette: M. le Président, est-ce que je peux, une petite intervention de rien du tout?

Le Président (M. Jean Campeau): Mais vous prenez ça sur le temps de M. Laberge, il va peut-être vous en vouloir. Allez-y, madame.

Mme Pageau-Goyette: C'est simplement dire, à la défense du CPQ, que dans son mémoire il utilise des chiffres qui s'arrêtent à 1984. Le Québec a tendance à continuer à évoluer, il a donc évolué de 1984 à 1990, et les chiffres qui sont cités, par exemple, où l'importance de la production manufacturière québécoise, des livraisons manufacturières québécoises dans le reste du Canada sont très importantes ont tendance à diminuer pour s'en aller maintenant beaucoup plus sur l'international, alors, sans doute, et je me permets de souligner que voilà là une autre inefficacité de notre gouvernement fédéral, quand on n'est pas capable de produire des statistiques à plus grande vitesse...

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Pageau-Goyette: Excusez-moi, mais il y a un problème. Je veux dire: les derniers chiffres disponibles, toujours à la défense de M. Dufour, sont de 1984, nous autres on a fouillé un peu plus puis on a découvert qu'on avait continué d'évoluer, et je dois dire à la défense de M. Dufour que s'il avait les mêmes chiffres que nous, arriverait-il peut-être aux mêmes conclusions?

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Je regrette beaucoup, dans cette salle. Il avait été convenu,

à cette Commission, de ne pas applaudir.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Pageau-Goyette: Désolée.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Béland.

M. Béland: Oui, je voulais vous dire que ce n'est pas moi qui ai applaudi, mais ce matin, à la suite d'une question qui a été posée, justement, M. Raynald a admis que ses chiffres étaient de 1984. Nous, dans notre mémoire, on avait des chiffres de 1986, on a fait l'unanimité là-dessus. Ma question, moi, ça réfère... Vous parlez beaucoup des espaces économiques, et je trouve ça extrêmement intéressant, parce que le Québec a actuellement des liens économiques importants avec des territoires avec lesquels on a aussi des liens politiques, mais en même temps on a aussi des liens économiques avec des territoires où on n'a pas de liens politiques. Il y a des gens qui sont venus ici nous dire ou nous laisser entendre que si nous brisons les liens politiques avec certains territoires, à ce moment-là on briserait les liens économiques. La conclusion était de dire: Il ne faut pas, évidemment, créer de division, ou de séparation, parce qu'on perdrait des marchés importants. Ma question c'est: Selon vous, quelle est l'importance d'établir des liens politiques pour établir ou maintenir des liens économiques? Est-ce que pour vous c'est essentiel, c'est nécessaire, c'est utile, ou si ça ne fait pas de différence?

Mme Pageau-Goyette: Bien, on fait affaire avec à peu près tous les pays du monde, est-ce qu'on va établir des relations politiques avec tous ces pays-là? Je pense - là, comprenez-nous bien, nous on partage avec M. Dufour et avec le Board of Trade - que la plus grande intégration économique est souhaitable. C'est ce que nous souhaiterions qu'il arrive, mais pas nécessairement une intégration politique à tout prix. M. Proulx voudrait parler des économistes, vous savez comment c'est.

M. Proulx (Pierre-Paul): En rajeunissant nos données, on voit que la province de Québec a encore près d'un quart de sa production qui est destinée au reste du pays. Mais si on réfléchit sur les déterminants des flux de commerce, ils sont nombreux et le cadre politique est un des déterminants parmi un ensemble de déterminants de nos flux de commerce. Ce faisant, ce qu'on évoquait, c'est écrit dans notre mémoire, dans la mesure où le Québec et les autres provinces canadiennes sont de bons citoyens de l'Accord de libre-échange et du GATT, les autres déterminants prendraient le dessus, en somme, et ça ferait qu'après une certaine période, il y aurait des flux de commerce qui se seraient modifiés mais quand même qui continueraient, étant donné

les vrais déterminants des flux de commerce, et ça repose sur la compétitivité du Québec, les besoins des Ontariens, et sur des choses qui sont fondamentales. Donc, il n'y a pas cette adéquation serrée entre le contexte, la structure politique et la destination des flux de commerce. C'est un parmi des déterminants.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. M. Beaudry.

M. Beaudry: Je ne commenterai pas les déclarations de M. Laberge au sujet des fonctionnaires fédéraux qui sont dans notre région, qui, semble-t-il, seraient tous associés à votre fédération. Je vais obtenir des chiffres, et puis on verra combien il y en a, quel est le pourcentage. Mais disons tout simplement, M. le Président, que c'est rassurant de voir qu'autant de personnes s'interrogent et s'inquiètent de la situation des fonctionnaires dans l'Outaouais québécois. Bien sûr qu'eux aussi se questionnent à cet effet-là. Et plus il y aura de gens qui s'inquiéteront de leur sort, mieux ils seront protégés. Et je dois vous avouer que c'est rassurant ces déclarations de cette nature-là.

Ma question, madame, va dans le même sens que celles de Mme Pauline Marois et de M. Nicolet jusqu'à un certain point. À la page 22 de votre mémoire, vous dites: "La région de Montréal n'est pas dotée d'une structure politique reflétant sa réalité économique et sociologique." Et vous dites également à la page 3 que vous préconisez: "la prospérité des régions est liée à des facteurs tels que la qualité des ressources humaines, la capacité d'innovation, la synergie locale et régionale".

De toute évidence vous aimeriez voir plus de pouvoirs centralisés dans les régions. Il y a ici des organismes qui sont venus devant la Commission et qui ont été entendus, particulièrement des représentants des organismes de concertation et de développement régional, qui sont venus nous dire qu'eux favoriseraient fortement une décentralisation des pouvoirs vers les régions. On a même préconisé des gouvernements régionaux avec soit un transfert de l'enveloppe budgétaire, soit un pouvoir de taxation dans les régions. J'aurais aimé vous entendre sur ces commentaires-là qui nous ont été déjà soumis par d'autres représentants.

Mme Pageau-Goyette: Vous faites référence à ce qu'il est convenu d'appeler maintenant "le pelletage".

M. Beaudry: Possiblement.

Mme Pageau-Goyette: On pellette du fédéral au provincial, du provincial au municipal. Alors nous sommes dans cette, comment ils disent les Français, dans cette "logique"? Alors, voilà nous sommes dans cette logique. Eh oui! c'est un peu

comme dans toutes choses. Si on dit qu'il faut rapprocher le pouvoir le plus près possible du citoyen, bien il faut être conséquent. Et c'est évident que si le gouvernement du Québec, par exemple, veut passer une facture aux municipalités, bien les municipalités vont dire: Quel pouvoir vient avec cette facture? Et qu'est-ce qu'on peut mieux exercer?

Je crois que c'est la prochaine étape. Et là je ne devrais pas dire ça, parce que je parle un peu à titre personnel. Je n'ai pas vérifié auprès de nos membres, mais instinctivement je vous dirais que si on dit qu'il faut rapprocher le pouvoir le plus près possible du citoyen, bien c'est vrai dans toute la chaîne.

M. Beaudry: Mais on a même préconisé un gouvernement régional qui serait entre le gouvernement provincial et le gouvernement municipal.

Mme Pageau-Goyette: Vous ne trouvez pas qu'on est assez gouvernés là?

M. Beaudry: On créerait un autre palier de gouvernement. Pardon?

Mme Pageau-Goyette: Vous ne trouvez pas qu'on est assez gouvernés là, je ne sais pas mais...

M. Beaudry: Non, non, mais je vous demande vos commentaires parce que ce sont des propositions qui ont été avancées par ces représentants-là. Et je vous demande vos commentaires à cet effet-là. Est-ce que vous trouvez qu'un nouveau palier de gouvernement serait pratique ou est-ce que ça ne viendrait pas encombrer plutôt les mesures politiques qui doivent être prises pour desservir nos régions.

Mme Pageau-Goyette: Vous me pardonnerez, je vais revenir à une expérience que je vis intensément de ce temps-ci, depuis trois ans, et c'est l'expérience encore une fois des aéroports Dorval et Mirabel. Cette expérience de concertation, on n'a pas eu besoin d'un palier de gouvernement entre le fédéral et nous, ou entre le gouvernement provincial et nous. On s'est dit ensemble comme région: Nous avons besoin de ces équipements-là comme levier de développement économique. Nous nous sommes assis à une table, ça a pris deux ans avant de s'entendre. Comprenez ce n'est jamais facile. Mais au bout de deux ans on a dit: Nous créons une corporation à but non lucratif qui va négocier la prise en charge des aéroports. On n'a pas eu besoin d'un gouvernement. On est allé ensuite voir les gouvernements et dire: Bon, voici ce que nous voulons faire. Si vous êtes d'accord, voulez-vous nous aider, et comment allez-vous nous aider? Alors qu'est-ce qu'a fait le gouvernement du Québec par exemple dans cette question-là? Ils

nous ont aidés avec des études, ils nous ont aidés avec des conseils, ils nous ont aidés avec de l'argent. Ils nous ont aidés avec des conseils qui ont été immensément pratiques. Parce que quand on traite des aéroports, on traite de fiscalité municipale, on traite de lois, on traite de patrimoine à distribuer. Enfin c'est tellement complexe, vous voyez que sept bénévoles, puisque c'est le groupe, c'est ce que nous sommes sept bénévoles à négocier ça, on ne pouvait pas tout seuls.

Mais ce que je veux vous dire: Avons-nous besoin de tant de paliers de gouvernements pour s'autogérer, pour se définir, pour se prendre en charge? Est-ce qu'on a besoin de se rajouter une bureaucratie? Est-ce qu'on a besoin de tout ça? Moi je pense que non. Mais encore une fois là, je vous réponds vraiment à titre personnel puisque je n'ai pas consulté mon conseil d'administration là-dessus.

(15 h 30)

Le Président (M. Jean Campeau): M. Beau-dry? Il me reste deux intervenants et il nous reste quatre minutes. Alors, Mme Monique Simard et, s'il reste du temps, M. Lucien Bouchard. Madame?

Mme Campbell Steer: ...quelque chose parce que ça me fait mal. Je ne voulais pas mettre les mots dans la bouche de personne. Je pense bien qu'en disant que je voyais une certaine concordance entre nos points de vue, là, peut-être que j'ai mis les mots dans la bouche et je ne voulais pas le faire. Je me réconfortais parce que je voyais que deux groupes qui supposément parlent pour les gens d'affaires de Montréal ont des points de vue communs où ils sont peut-être en accord: c'est l'insuffisance de l'état du statu quo et la possibilité, entre guillemets, de remanier peut-être la présente situation. Par contre, le Bureau de commerce est plus catégorique dans son choix. Je pense que c'est peut-être plus juste que ce que j'ai dit la première fois.

Le Président (M. Jean Campeau): Le consensus peut commencer.

Mme Campbell Steer: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): M. Bouchard? Trois minutes.

M. Bouchard: Merci. Madame, à la page 12 de votre mémoire, vous esquissez des principes directeurs de la façon dont on pourrait organiser une collaboration entre ce qui restera du gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec dans l'hypothèse où on veut maintenir une collaboration, parce qu'il y a l'autre hypothèse où on n'en maintient pas. Mais dans celle où on maintient une collaboration, vous dites: Il faut que les pouvoirs qui seraient laissés au niveau fédéral soient les pouvoirs délégués par le

Québec. Ce ne sont pas des pouvoirs que le fédéral exercerait par lui-même et qui lui appartiendraient; ils viendraient du Québec qui, lui, déléguerait fois par fois, cas par cas, et qui pourrait les reprendre cas par cas s'il le voulait. C'est cela. Donc, il ne serait pas nécessaire qu'il y ait un gouvernement à Ottawa. Ce pourrait être une instance politique de gestion des pouvoirs qui sont laissés là. Vous laissez les options ouvertes là-dessus. Vous ne vous prononcez pas définitivement là-dessus.

Mme Pageau-Goyette: C'est une option...

M. Bouchard: Ce qui est important, c'est que le gouvernement du Québec ait tous les pouvoirs et, s'il le juge à propos, de temps en temps qu'il puisse en déléguer quelques-uns à Ottawa.

Mme Pageau-Goyette: Je spécifie: Tous les pouvoirs qui sont nécessaires à son affirmation et à son développement.

M. Bouchard: Alors quels sont ceux qui resteraient à Ottawa?

Mme Pageau-Goyette: La défense, en avons-nous vraiment besoin? La poste, ce sont de grands services, est-ce qu'on a besoin de ça pour se développer? Bon, peut-être que oui, peut-être que non, vous en jugerez. Nous, ce qu'on vous dit, c'est que comme communauté d'affaires, on a besoin d'une main-d'oeuvre qualifiée, on a besoin de ce qui va faire une grande ville, une grande région à Montréal et c'est là-dessus qu'on s'est prononcé. Pour le reste, vous vous y connaissez mieux que nous.

M. Bouchard: Et pour terminer, M. le Président, et même la défense et les postes, ce serait confié à Ottawa, mais en vertu d'une délégation du gouvernement du Québec, l'État du Québec.

Mme Pageau-Goyette: Oui, sur laquelle nous aurions évidemment, à mon avis, enfin quelque chose à dire. Il ne faut pas non plus qu'on laisse le pouvoir de dépenser et que ça s'en aille là où c'est rendu.

M. Bouchard: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Ce bloc de 40 minutes est maintenant terminé, et merci aux membres et aux intervenants du bloc de 40 minutes. Ça nous a permis de passer tous ceux qui s'étaient inscrits. Je reviens maintenant à M. Rémillard qui jouit d'une minute et demie.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. Mme Pageau-Goyette, M. Lacharité, M. Proulx, merci de répondre à nos questions avec autant de

sincérité et de conviction. Votre diagnostic est très clair dans votre mémoire: Le Canada ne fonctionne plus. C'est écrit en toutes lettres. Vous nous dites aussi que vous avez été profondément touchés par l'échec de Meech. Vous avez été des supporters de Meech, vous avez cru en Meech comme j'ai cru aussi en Meech. Meech étant mort, vous êtes profondément déçus. Vous nous proposez des changements substantiels. Mme Pageau-Goyette, vous vous référez en analogie avec le domaine patronal, syndical de négociations. On sait que lorsque ça se corse un petit peu dans les négociations patronales, syndicales, on peut penser à de la médiation, de la conciliation au départ comme première étape et quand cette médiation, cette conciliation ne fonctionnent pas, à ce moment-là les chefs syndicaux vont chercher un mandat de grève qu'ils mettent dans leur poche arrière. Ils vont négocier avec le patron et ils disent: Voici, nous, on a un mandat de grève de nos travailleurs. Si ça ne va pas, nos négociations, on fera la grève. Si cette étape ne fonctionne pas, il y a une troisième étape et, celle-là, c'est la grève. On ferme la boutique et on va voir le patron, on dit: On négocie. Mais, pendant ce temps-là, ça ne tourne plus, ça ne marche plus tant qu'on n'aura pas trouvé un moyen de s'entendre. Selon vous, Mme Pageau-Goyette, où en sommes-nous présentement en fonction de ces trois étapes?

Mme Pageau-Goyette: J'aimerais tellement ça être en mesure de vous répondre. Ce n'est pas facile. C'est vous qui avez fait Meech. Qu'aviez-vous dans vos poches?

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Pageau-Goyette: Je ne dis pas ça méchamment, mais nous les gens d'affaires on a dit c'est "Meech or else", c'est ça qu'on a dit, et j'ai relu, avant de venir ici, les déclarations de tout le groupe, qu'est-ce que ça veut dire "or else"? Est-ce que ça veut dire que vous aviez un mandat de grève dans vos poches? Est-ce que ça veut dire que vous devez venir le chercher maintenant? Je pense qu'il vous appartient d'en juger beaucoup mieux... vous le ferez beaucoup mieux que moi, j'en suis certaine, vous avez tellement bien fait cette ultime approche.

Le Président (M. Jean Campeau): Bon, ça va, le temps est écoulé.

M. Rémillard: Je prends...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Rémillard: Je prends bonne note de votre réponse, Mme Pageau-Goyette.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): M. Parizeau, une rapide intervention.

M. Parizeau: Rien à ajouter, M. le Président, sauf de remercier madame des éclaircissements qu'elle nous a apportés cet après-midi. Je pense que la conversation que vous venons d'avoir, si je peux me permettre, donne des éléments plus clairs que certains de ceux qui se trouvaient dans le mémoire. Merci, madame.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Lacharité, M. Proulx, Mme Pageau-Goyette, merci pour cette bonne intervention. Vous avez 10 secondes.

Mme Pageau-Goyette: Je vous souhaite à tous la meilleure des chances, et sachez que nous sommes derrière vous.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci madame. On vous aime beaucoup, mais si vous pouviez faire diligence pour laisser place à l'autre intervenant.

(Suspension de la séance à 15 h 37)

(Reprise à 15 h 43)

Le Président (M. Jean Campeau): À l'ordre, s'il vous plaît!

Maintenant l'Association des commissions scolaires protestantes du Québec. La durée de la rencontre est d'une heure. Je me permets d'énoncer les temps de parole.

Vous avez donc 10 minutes pour la présentation du mémoire; 10 minutes sont réservées pour le groupe parlementaire formant le gouvernement; 10 minutes sont réservées pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle; 25 minutes, pour les autres membres inscrits auprès de la présidence et, finalement, 5 minutes pour la présidence.

M. John Simms, président de l'Association, est-ce que vous pourriez nous présenter vos collègues?

Association des commissions scolaires protestantes du Québec

M. Simms (John): M. le Président, merci. À ma gauche, David Wadsworth, directeur général de l'Association; à ma droite, Me Colin Irving, conseiller juridique de l'Association; Peter Riordon, premier vice-président de l'Association; Dr George Cochrane, secrétaire général.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, bienvenue à vous tous. M. Simms, vous avez 10 minutes pour la présentation de votre mémoire.

M. Simms: Merci. M. le Président, mesdames et messieurs, au nom de l'Association des

commissions scolaires protestantes du Québec, j'aimerais remercier la Commission de nous avoir permis de présenter notre point de vue sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. J'aimerais vous présenter les personnes... Wadsworth, Colin Irving, Peter Riordon, George Cochrane.

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de vous faire une lecture à haute voix de notre mémoire, étant donné que des exemplaires vous ont été transmis ainsi qu'aux représentants des médias. Pour le temps qui nous est alloué, j'aimerais plutôt souligner les points saillants des quatre parties de notre mémoire. Par la suite, nous serons disponibles pour répondre à vos questions.

Comme nous l'avions indiqué, l'Association des commissions scolaires protestantes du Québec représente les 29 commissions scolaires protestantes du Québec et les 84 556 élèves inscrits dans les écoles. L'Association existe depuis 61 ans. Toutefois, les écoles protestantes existent depuis quelque 150 ans et nous en sommes très fiers. Qu'est-ce que l'enseignement protestant? Nous avons essayé, dans notre mémoire, d'expliquer que l'enseignement protestant, dans la philosophie, remonte aux premiers habitants anglophones de cette province. Ces personnes ont apporté avec elles leur philosophie dans l'engagement de la communauté dans l'éducation et pour des écoles non confessionnelles. Cette philosophie est fondamentale et diffère considérablement de celle des écoles catholiques du Québec et des écoles distinctes de plusieurs autres provinces du Canada. Nos écoles englobent une philosophie pluraliste de nature qui porte sur l'effort individuel fondé sur des croyances sur la nature de l'Homme et sur son devoir qui découlent de la réforme protestante du Nouveau et de l'Ancien Testament et de la philosophie grecque. Notre système d'éducation est multiconfessionnel. Il encourage le droit de toute personne à ses propres croyances. Il encourage la fraternité et le respect des croyances religieuses d'autrefois. Ces valeurs, qui existent au Québec depuis plus de 200 ans, sont encore plus importantes dans la société pluraliste d'aujourd'hui. Ce sont des concepts de dignité humaine et de fraternité, de responsabilité individuelle et de diversité dans la recherche du sens fondamental.

On affirme que nous ne représentons que les anglophones, ce qui est faux. Examinons les statistiques actuelles. Parmi les 84 556 élèves inscrits dans nos écoles, 22 621 ou plus de 25 % fréquentent des écoles dont la langue d'enseignement est le français. Tous les enfants ne sont pas de foi protestante. On compte 38 330 élèves protestants et 39 323 élèves d'une autre foi. Ce sont les enfants de parents qui ne s'identifient à aucune religion ou qui sont d'une foi autre que protestante ou catholique. Les 6903 enfants catholiques dont la majorité provient de régions à l'extérieur de Montréal reçoivent un enseignement en anglais dans nos écoles en vertu des

ententes avec les commissions scolaires catholiques locales, vu que la clientèle diversifiée de ces écoles n'est pas protestante. C'est ignorer la philosophie et la nature pluraliste de ces écoles.

Que voulons-nous pour l'avenir du Québec? La philosophie qui sous-tend l'éducation protestante maintient que la personne est plus importante que la société. Voilà pourquoi nous proposons, nous insistons même, pour que ce concept soit inscrit dans la Constitution, dans la Déclaration des droits, dans la Charte et dans tout autre document. Sans cette garantie, les droits des groupes minoritaires risquent d'être érodés. Nos commissions scolaires élues par une communauté qui croit fortement aux droits individuels sont des institutions qui doivent posséder plein droit de gestion et de contrôle sur les matières enseignées et sur les méthodes d'enseignement. Nous n'appuyons pas un système qui encourage l'uniformité. La diversité est nécessaire à l'épanouissement du Québec... Les diverses cultures de nos citoyens et citoyennes doivent être intégrées, sinon le Québec perdrait les caractéristiques qui en font un élément distinct. Notre communauté croit aux commissions scolaires élues localement qui possèdent les obligations et pouvoirs requis pour répondre aux besoins de cette communauté. Une telle tradition doit être reconnue au Québec, peu importe son évolution.

Enfin, mesdames et messieurs, nous vous demandons de recommander que le Québec prévoie une garantie constitutionnelle de l'existence, de la protection et de la survie des droits individuels et collectifs en matière d'éducation d'une minorité culturelle ou linguistique non assujettie à un veto dérogatoire. La loi devrait garantir des droits individuels à tout citoyen et citoyenne. Cette croyance représente le fondement de notre système d'éducation. Nous insistons fortement pour que l'assurance de tels droits soit au cœur de toute réforme constitutionnelle. Cette garantie aurait pour effet de promouvoir et d'enrichir les minorités actuelles, ce qui ajouterait sûrement un élément fondamental à la structure du Québec. L'avenir du Québec nous tient à cœur, mais nous voulons un Québec qui respecterait les droits à l'éducation de sa minorité protestante, minorité qui a grandement contribué à l'histoire de cette province et qui aspire à jouer un rôle capital dans les années à venir. Nous vous remercions pour votre attention. Nous sommes disponibles pour répondre à vos questions. Tous mes confrères sont disponibles pour participer dans les questions.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Simms. Alors, les questions seront dirigées vers vous, et à vous de les rediriger. Nous commençons par M. Chevette.

M. Chevette: Merci, M. le Président. Tout d'abord, je voudrais poser quelques questions d'ordre technique pour bien situer le portrait au

niveau du Québec. Vous nous dites qu'au niveau de la commission scolaire, de l'ensemble des 29 commissions scolaires, il y a environ 84 000 élèves. J'aimerais savoir quel est le nombre précis pour Montréal, la PSBGM, et combien pour les 28 autres, dans un premier temps?

M. Wadsworth (David): Bon, il y a 33 000 élèves au Bureau des écoles protestantes du Grand Montréal: il y en a à peu près 12 000 à la commission scolaire de Lakeshore, 10 000 sur la rive sud, et 8000 autres à la commission scolaire de Laureval, qui est sur l'île de Laval et plus au nord. Le reste, ce sont de petites commissions scolaires qui restent hors de la région de Montréal, où il y a des commissions scolaires de 3000, de 4000 ou quelque chose comme ça.

M. Chevette: Donc, on peut conclure qu'il y a à peu près les deux tiers dans le Grand Montréal?

M. Wadsworth: Oui, deux tiers environ, 50 000 à Montréal.

M. Chevette: O.K. Maintenant, dans votre mémoire, vous parlez des dangers que comporterait l'application, à toutes fins pratiques, de la loi 107. Je ne sais si vous le dites de même, mais ce que j'en ai compris, c'est ceci. Au moment où le gouvernement du Québec s'apprête à avoir un jugement très prochainement concernant la mise sur pied de commissions scolaires linguistiques au lieu d'écoles confessionnelles, vous en arrivez à la conclusion que ça aurait pour effet de créer un système d'éducation replié sur lui-même alors que l'esprit de toute la loi 107 c'était, véritablement, de mettre sur pied un système pluraliste. Comment vous pouvez soutenir votre thèse à l'effet qu'appliquer la loi, telle qu'elle se dessine, ça aurait pour effet d'en arriver à un système centré, monolytique au lieu de pluraliste?

M. Wadsworth: Est-ce que je peux commencer la réponse et peut-être M. Irving qui est notre conseiller juridique peut répondre. Pour moi le problème c'est que si vous avez un système linguistique, ça c'est correct mais en même temps que vous avez ça, dans la loi, on dit que vous pouvez avoir des écoles catholiques ou protestantes. Quand il y a une école dans une région, dont une moitié est catholique et une moitié ou peut-être plus qu'une moitié est pour 51 % des catholiques, ils ont décidé d'en faire une école catholique. Le système d'éducation dans les écoles catholiques est différent que dans les écoles protestantes. Alors, moi je pense qu'il va y avoir des problèmes qui vont exister dans ces écoles. Il y a un style d'éducation, une philosophie d'éducation différente entre les catholiques et les protestants. Ça, c'est clair.

C'est pourquoi on avait des écoles séparées dans les autres provinces. Mais nous autres, on est toujours prêts à accepter des catholiques et on enseigne à des catholiques dans nos écoles maintenant. Mais pour dire qu'une école protestante va devenir une école catholique parce que les parents du quartier ont décidé qu'ils vont le faire, qu'est-ce que les protestants vont faire? Est-ce qu'ils vont rester? Ou est-ce que c'est nécessaire de déménager parce qu'ils ne peuvent pas juste rester dans la ville parce qu'il y a seulement une école? Pour moi, ça c'est un problème et peut-être que M. Irving peut répondre.

M. Irving (Colin): La question, telle que posée, soulève des considérants assez larges. Vous dites: Pourquoi contester la loi 107? Il ne faut pas oublier que le système, le réseau protestant qui est là, d'abord il est là depuis 150 ans à peu près. Le réseau tel qu'il existe aujourd'hui a été bâti par la communauté, à même les revenus de la communauté, par des taxes locales. On a une tradition qui date du XIXe siècle, même, d'un contrôle local sur les écoles. On tient beaucoup à garder ce système. Et le tout a été bâti, a été créé sous la protection de certaines garanties constitutionnelles. Garanties qui, il faut dire en 1990, sont basées sur des considérants qui ne s'appliquent plus aujourd'hui. Si on devait refaire la Constitution – vous êtes peut-être en train de le faire – on ne le ferait pas sur une base de catholiques et protestants, mais quand même ces garanties sont là. Elles étaient là, c'était sous l'égide de ces garanties que la communauté protestante – et ce n'est pas exclusivement protestant – a créé ce système. Alors, n'importe quelle communauté dans une telle situation ferait la même chose. On ne veut pas anéantir ce système qui a bien fonctionné depuis si longtemps. S'il s'agissait vraiment d'un autre système moderne, mais avec des garanties constitutionnelles équivalentes, peut-être la réponse aurait été tout à fait différente. D'ailleurs on s'oppose, sur le plan pédagogique, à un contrôle trop serré du gouvernement. Ça n'a rien à faire avec le genre de gouvernement au Québec. Ce n'est pas le gouvernement du Québec, c'est l'idée d'un système d'éducation qui est contrôlé à 100 % par le gouvernement.

(16 heures)

M. Chevette: M. le Président, ma question était la suivante, c'est que vous affirmez à la page 8 de votre mémoire que ce qui s'en vient, c'est un système monolithique, alors que toute la discussion s'est faite en fonction précisément du respect des confessionnalités, si je peux m'exprimer ainsi, qui permettait le pluralisme, justement. Compte tenu du fait que c'est surtout sur l'île de Montréal qu'on vit des aberrations dans certaines classes, je vais laisser à ma collègue de gauche, Mme Harel, le soin de continuer le questionnement.

Mme Harel: Oui, on remarque que, présentement, une majorité d'élèves qui suivent des cours dans des écoles régies par la commission scolaire protestante ne sont pas de confessionnalité protestante. Donc, c'est 46 256 élèves qui ne le sont pas, donc plus de 52 % ou 54 %. Si on voyait une courbe, on verrait que la progression est fulgurante. Donc, évidemment, la question qu'on peut se poser, c'est comment se fait-il que chez nos voisins du sud, ils font du transport d'écouliers, qu'ils appellent du "bussing", pour faciliter, favoriser, encourager l'intégration raciale, et, nous, on en fait, du transport d'écouliers, pour décourager ou en quelque sorte diminuer l'intégration ethnique? Et évidemment, l'autre paradoxe, c'est comment se fait-il que si vous concevez que c'est pour des raisons différentes que vous contestez les commissions scolaires linguistiques, il n'en demeure pas moins que la CECM aussi les conteste? Vous, vous nous dites que c'est pour des bonnes raisons, pour le pluralisme, et la CECM nous dit que c'est pour des bonnes raisons, la confessionnalité catholique. Mais le résultat est le même, dans les deux cas, vous ne voulez pas ces changements.

Et la dernière question que je vous pose, parce qu'on l'a vécu à Montréal, comment imaginer, à l'aube de l'an 2000, dans une société multiethnique où l'école devrait être le creuset de l'intégration et du respect, comment imaginer qu'on en est encore à confectionner des listes électorales en demandant aux gens, avant de leur donner le droit de vote, à partir de quelle confessionnalité ils s'affirment pour pouvoir leur donner le droit de vote? Trouvez-vous que c'est, dans une société moderne, multiethnique, pluraliste, cosmopolite et progressiste, une façon de continuer à vivre ensemble?

M. Wadsworth: Mais, madame, il y a un problème. Les commissions scolaires protestantes et les écoles protestantes ont toujours accepté n'importe quelle personne dans leurs écoles. Mais c'est le système qui est là pour le vote, de dire: Catholique ou protestant, où est-ce que vous voulez aller voter? Mais, nos écoles étaient toujours ouvertes à n'importe quelle religion. Les catholiques sont allés dans les écoles catholiques. Nous avons, comme la fiche dit, des enfants catholiques dans nos écoles, mais c'est hors de Montréal, où les commissions scolaires catholiques n'avaient pas un système d'anglais pour les enfants. C'est pourquoi nous avons des catholiques dans nos écoles. Si vous voyez des fiches de Montréal, de la PSBGM, il y a seulement 600 enfants catholiques dans les écoles, mais ce sont des enfants qui avaient des problèmes d'adaptation scolaire et des problèmes où ils sont envoyés dans des écoles qui sont presque privées, pour les enfants qui ont des difficultés. Mais notre système était toujours ouvert. C'est parce que les règles du jeu disent que vous devez mentionner la religion pour voter, mais nos

écoles ont accepté n'importe quelle personne, et c'était toujours ouvert.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Nous passons maintenant à Mme Lorraine Pagé.

Mme Pagé: Bonjour, messieurs. Je vous remercie de vous être présentés devant la Commission pour nous faire part de votre point de vue. J'aurais quelques observations et bien sûr des questions. Ma première observation, c'est, je ne dirais pas de l'incompréhension, parce que je comprends pourquoi vous le faites, mais mon incompréhension, disons. Quand on lit votre mémoire, la position que vous défendez, le sentiment que ça me donne, c'est que vous réclamez le droit de demeurer une chose, c'est-à-dire une commission scolaire confessionnelle, pour continuer à en devenir une autre, c'est-à-dire une commission scolaire qui n'est pas majoritairement protestante de par les enfants qu'elle reçoit, et qui est, vous le dites même dans votre mémoire, non confessionnelle.

Vous comprenez que moi, personnellement, je trouve ça particulier qu'on demande la garantie de rester quelque chose, que dans les faits on n'est plus. Et vous le dites d'ailleurs.

Ma deuxième observation, c'est que je trouve qu'il y a dans votre mémoire des assertions qui sont bizarres. La première, elle est en page 13, où, là, vous nous parlez de trois faits. Le Québec. Vous dites: le premier fait, c'est le fait qu'il est francophone. Ça! On s'entend là-dessus. Le deuxième fait, le fait que les minorités culturelles et linguistiques, à l'intérieur de son territoire, ne seront pas prises en considération. Là, d'abord, je trouve particulier de parler d'un fait, mettre ça au futur, et je ne comprends pas pourquoi vous décidez de façon aussi péremptoire qu'au Québec les minorités culturelles et linguistiques ne seront pas prises en considération. Je ne comprends pas absolument où vous avez pris ça. Le troisième fait, dans la même phrase, le fait que les droits individuels seront abolis. Mais voulez-vous bien me dire où vous avez pris que les droits individuels au Québec seront abolis?

La Charte québécoise d'ailleurs, à mon avis, donne des mécanismes pour garantir certains droits individuels qui sont meilleurs que ce qu'on a avec la Charte canadienne. Alors, là, vous mettez sur le même pied, un fait incontestable, le Québec est francophone, avec deux vues de l'esprit, si vous voulez avoir mon avis, qui ne sont fondées sur absolument aucune analyse rationnelle du Québec contemporain et de la réalité observée.

Une autre de vos assertions bizarres, elle est à la page 14, où vous nous dites qu'au Québec on s'oppose au projet pour un Québec où les droits et les idées des individus sont jugés dangereux. Je m'excuse là, mais moi là, je n'ai

pas compris au cours des derniers jours, des dernières semaines, et du caractère général de nos débats ici, qu'on est du monde qui juge que les idées des individus sont dangereuses. C'est pour moi des assertions qui sont bizarres dans votre mémoire.

Maintenant j'ai deux questions à vous poser.
Page 15.

Le Président (M. Jean Campeau): Les interventions sont de cinq minutes.

Mme Pagé: Oui, j'ai deux questions. C'est court.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va.

Mme Pagé: Page 15, la première question. La loi 107 propose un système de commissions scolaires fondé sur la langue, qui ne le seront que de nom. Je vous dis tout de suite, je ne suis pas d'accord avec tous les éléments de la loi 107, mais je ne comprends pas pourquoi vous dites que la loi 107 va faire des commissions scolaires linguistiques qui vont l'être seulement de nom. Je ne comprends pas ce que vous voulez dire par cela. Elles vont être françaises et puis elles vont être anglaises, puis elles seront pas de nom. Il y a des places où ça va être en français et puis d'autres en anglais. Je ne comprends pas.

Ma dernière question est la suivante. Les structures confessionnelles sont apparues au Québec et au Canada à une époque où la séparation entre l'État et l'Église n'était pas ce que c'est devenu au fil des ans. Mais quand vous nous dites, il faut maintenir les structures confessionnelles, il me semble qu'à ce moment-là, dans le critère, dans l'évolution du Québec contemporain qui est multiculturel, et donc multiconfessionnel, vous envoyez un message de hiérarchisation des religions. C'est comme si vous disiez il y a deux bonnes religions, les catholiques et les protestants et pas les autres.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Pagé. Mme Pagé.

Mme Pagé: Alors je voudrais vous entendre là-dessus. C'est fini.

Le Président (M. Jean Campeau): Bien je pense bien, vous avez pris toutes vos cinq minutes. Écoutez, sur le temps de la présidence, pouvez-vous apporter une réponse?

M. Wadsworth: Une réponse. Est-ce que je peux répondre?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui, allez-y.

M. Wadsworth: Sur la question de... nous avons regardé la loi 107. Nous avons vu les

pouvoirs donnés aux commissions scolaires et les pouvoirs donnés au ministère et nous trouvons que, vraiment, le pouvoir reste avec le ministère de l'Éducation et pas les commissions scolaires. C'est pourquoi on dit: Les droits protégés dans les commissions scolaires confessionnelles en 1867 – et ça ce sont les protections qui sont là maintenant – sont des vrais pouvoirs. C'est vrai que la Cour n'était pas en accord avec ça jusqu'à ce moment-là. On n'est pas arrivé à la Cour suprême mais ça c'est clair ça c'est le premier... Deuxième... Colin est-ce que tu veux répondre au deuxième parce que je ne me souviens pas de la question.

M. Irving (Colin): Oui, alors c'est dans ce sens qu'on dit qu'elles ne sont commissions scolaires que de nom. On les appelle commissions scolaires mais elles n'ont pas les pouvoirs d'une vraie commission scolaire tout simplement. Le pouvoir, tout réside dans le ministre de l'Éducation. Quant au deuxième, madame...

Le Président (M. Jean Campeau): Monsieur, est-ce que vous pourriez parler dans le micro, on vous entend difficilement.

M. Irving: Ah bon, je m'excuse.

Le Président (M. Jean Campeau): Juste vous rapprocher un peu.

M. Irving: Est-ce que ça fonctionne? Oui. On est très loin de suggérer qu'il n'y a que deux bonnes religions et ce serait fastidieux, ça prendrait des heures et pas des minutes à expliquer l'histoire du système. Vous savez fort bien qu'en 1867, la population était divisée à peu près entre protestants et catholiques; alors on avait choisi ces deux divisions-là. Mais du côté protestant qui était effectivement dans le temps le côté anglophone, quand on parlait des protestants on parlait des anglophones, alors on ne veut absolument pas suggérer qu'il n'y a que deux religions. Ça n'a jamais été d'ailleurs la philosophie du réseau protestant qui était, comme le disait tout à l'heure le Dr Simms, toujours ouvert à tout le monde. D'ailleurs, il ne faut pas oublier non plus, quand on parle du réseau actuel, que dès le départ et de par la loi, les écoles de Montréal étaient des écoles communes, même si on les appelait écoles catholiques et protestantes. Elles étaient des écoles communes ouvertes à tous et c'est toujours le cas mais comme j'ai dit tout à l'heure, s'il fallait recommencer à zéro, c'est évident qu'on ne choisirait pas les protestants et les catholiques comme étant les deux divisions et si on nous propose des garanties constitutionnelles pour l'éducation minoritaire, comme il s'en trouve un peu dans la Charte canadienne, alors la réponse peut être fort différente. Et si on laisse au niveau local une certaine mesure de contrôle sur les écoles,

la dame qui m'a précédé ici a parlé de l'importance de tenir le pouvoir le plus près possible du peuple, ça a été bien reçu, alors nous disons la même chose. On ne veut pas qu'un gouvernement à Québec – et on dirait exactement la même chose en Ontario – on ne voudrait pas un gouvernement à Toronto, en position de prendre toutes les décisions sur les écoles éloignées. C'est tout. Ce n'est pas une question de vouloir promouvoir une religion sur une autre. Ça n'a jamais été comme ça.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. Mme Campbell Steer?

Mme Campbell Steer: Moi je veux vous dire que, moi, j'ai déjà suivi un cours d'éducation dans une école protestante, it didn't do that better job I don't think. The one thing I want to ask you though is what kind... Say we looked at a situation where Québec was a sovereign state or Québec was under a new federal system whereby educational powers were all within the hands of the province, and there was no intervention in terms of manpower training or whatever from the federal, how would you see constitutional guarantees being worded? What would you feel was acceptable or necessary?

M. Simms: At the present time, of course, the province has power in education, has basically all the power...

Mme Campbell Steer: But there seems to be at least some mixing between...
(16 h 15)

M. Simms: ...but there was a compact at Confederation. Justice Mme Wilson in the Separate Schools case of Ontario in 1987 said that this was the compact that made Confederation possible, the protection for Catholics in Ontario and for the minority Protestants in Québec. And what we are suggesting is that there should be constitutional guarantees as long as Québec is in a federal system, they should remain where they are. If Québec were to become sovereign, etc. different, it is quite possible that in the new constitution there could be inscribed those guarantees which could not be overridden by the next government that came into power. They would be guarantees as such, and they would be in the Charter and there would be no notwithstanding or other. It would be a guarantee and we would expect that they would give guarantees to minorities such as ourselves. That is what we would anticipate.

Une voix: Thank you.

Le Président (M. Jean Campeau): M. d'Anjou, qui sera suivi par M. Holden.

M. Simms: Excusez un moment. Me Irving.

M. Irving: I could just add to that, if you wanted to look and see what the guarantees ought to be, the Supreme Court of Canada has recently looked at the rights of the French minorities in the other provinces and has written a number of judgments about it. And what they have suggested is that there ought to be a school system... In fact they have suggested there must be, under the law, a school system which truly forms a part of the fabric of the minority community, with a substantial degree of control by that community in the operation of the schools, particularly in matters of curriculum. That is now guaranteed by the Constitution to the francophone minorities everywhere else in Canada; it would form not a bad basis for any kind of constitutional guarantee people are looking for here.

Une voix: Thank you.

Le Président (M. Jean Campeau): M. d'Anjou.

M. d'Anjou: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord vous féliciter, Dr Simms, pour la façon dont vous avez présenté votre exposé, en un français, je dirais excellent. Année après année, quand je vous rencontre, je m'aperçois que vous faites des progrès et c'est sans doute parce que vous avez accepté de faire des efforts. Je veux vous en remercier et vous en complimenter. Je pense que vous le méritez bien.

Je suis très sensibilisé aux problèmes que soulève une réforme de l'envergure de celle que la loi 107 amène dans le système scolaire. Et chez nous aussi ça crée des problèmes. Il ne faut pas oublier que nous représentons aussi la Fédération des commissions scolaires du Québec, que nous représentons aussi les anglo-catholiques. Eux aussi ont des inquiétudes. Nous épousons le point de vue que vous avez exprimé relativement à la nécessité de garanties constitutionnelles, quelle que soit la Constitution, pour des systèmes publics d'enseignement, administrés par les citoyens, les représentants des usagers du système. Ma question relativement à l'étendue de protection constitutionnelle pour des commissions scolaires linguistiques, vous y avez déjà répondu en partie en disant... en somme ce que vous disiez, c'est la nécessité d'un gouvernement local d'éducation qui serait anglophone dans un cas, francophone dans l'autre, et est-ce que vous voyez une autre garantie constitutionnelle pour les droits religieux, par exemple?

M. Riordon (Peter): M. le Président, nous sommes convaincus que l'éducation en particulier, parmi les activités qui prennent place dans notre société, l'éducation est une chose très proche des intérêts de la famille, les parents, les enfants. Ce n'est pas quelque chose qui devrait être éloigné du contrôle local. C'est quelque

chose qui est très, très important pour les parents d'avoir un moyen d'avoir leur influence. C'est pourquoi nous prenons la position que c'est essentiel qu'un vrai contrôle et une gérance locale soient en place ou sur la Constitution fédérale ou sur une autre constitution et que ce contrôle et cette gérance locale soient protégés contre les variations de gouvernement et des politiques d'une période à une autre, que les populations sachent qu'un contrôle d'éducation local est toujours à leur disposition. C'est trop, trop important pour tout le monde.

On peut avoir des standards minimales qui s'appliquent à travers la province, même à travers le Canada, même à travers l'Amérique du Nord, si on veut, mais ça, c'est des standards minimales. Les variations dans l'éducation doivent être disponibles d'après les besoins locaux. La protection constitutionnelle, donc, que je crois vous demander, ça devrait donner une protection pour un système qui protège les besoins des minorités, soit confessionnelles comme aujourd'hui où on pourrait voir ou prévoir un système linguistique pour l'avenir. Mais je répète encore: La protection constitutionnelle doit garantir un contrôle et une gérance locale pour que l'éducation livrée aux étudiants reflète le besoin de leur communauté et que ce soit accessible aux parents de ces étudiants dans leur communauté, pas par une bureaucratie éloignée.

Je crois que nous serions prêts à accepter une garantie constitutionnelle, comme on vient de discuter, sur une base linguistique, mais il faut des garanties solides qui protègent non seulement la majorité, mais aussi les minorités.

Le Président (M. Jean Campeau): Je vous remercie.

M. d'Anjou: Je vous remercie beaucoup pour votre ouverture. Je peux vous dire que nous épousons vos positions et que nous sommes heureux de collaborer avec vous. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Richard Holden.

M. Holden: I want to welcome the gentlemen from the Protestant School Board and ask to concede my time to Mr. Libman who has a couple of questions to ask them.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. Vous venez de dire quelque chose qui est complètement en accord avec quelque chose que M. d'Anjou a dit la semaine passée et, je pense, qui est très important.

Last week, Mr. d'Anjou also agreed that it is very important that education should be decentralized to the point where there is much control to local level and I think that is very

important to maintain a good quality of education.

My question is along the lines of something he mentioned on page 8 in your brief and I read it. It says: "Au cours d'une période de 15 ans, de 1974 à 1989, les effectifs scolaires de nos écoles ont baissé d'environ 125 000 à 84 556. Pendant la même période, les effectifs scolaires de nos écoles anglophones ont baissé d'environ 122 000 à 61 935."

Now, presently, sections 72 and 73 of the French language Charter say that access to English schooling is opened to people whose parents have been educated in English in Canada. Section 23.1.a of the Charter says that mother's tongue English gives you the right to attend school in English.

Now, section 59 of our Constitution says that by Act the National Assembly, Québec, into section 23.1.a, meaning that immigrants to Québec from England or from the United States whose mother's tongue is English but whose parents did not go to school in English in Canada, 23.1.a would allow these children to go to the English school. I bring that out in light of the diminishing statistics from the drop and ... in English school, because presently in Québec, there are about 9500 children who fall into the 23.1.a category. They are immigrants from the United States or England or wherever and they must go to French school because their parents were not educated in English in Canada.

Now, these 9500 students represent perhaps 1 % of the French sector, but, in light of these diminishing statistics, they represent a much needed 10 % to 15 % of the English sector. The fact that we have to make recommendations to the National Assembly, would this be a very strong recommendation by your group that the National Assembly consider, by virtue of section 59 of our Constitution, opting into section 23.1.a to allow at least these 9500 students, whose mother's tongue is English, to at least have access to English schools in Québec, which represent, again, only 1 % of the French sector?

M. Wadsworth: There is absolutely no question that, as far as this association is concerned, and we have said this in other briefs to the National Assembly, we would recommend very strongly that they allow that section to apply in the province of Québec. When you look at our numbers and what they are, there is no great danger for a group that represents 61 000 anglophones. They are a school system, but they are not the majority school system and they cannot cause any problems, and this is mentioned in our brief. The Protestant School Boards where the ones who initiated the immersion courses in the 1960's in this province, and we have educated our children so that all of them speak French a lot better than we do. And it is incredible. Listen to our children today, they are

not like us with English accent when we speak French. So, I would recommend very strongly that the Assembly looks at opening that section for anglophones from other parts of the world other than Québec.

M. Libman: Juste pour conclure, I think it is important to underline, then, that, you know, whenever there is discussion of altering the French language Charter, it becomes a very sensitive issue, but I think if it stress the fact that this only represent 1 % of the French sector, but a much needed 10 % to 15 % in the English sector, perhaps it is something that will be or can be seen as a definite possibility and, hopefully, maybe the National Assembly will take upon that recommendation.

Une voix: Mr. Irving.

M. Irving: Could I just add something to what Mr. Wadsworth said, Mr. Libman? We have had, in various court cases, forecast of what is going to happen to the English language school system over the years, and it has dropped substantially already and it is forecast to drop substantially more overtime. It seems to me, with respect to the Commission which is looking at the future of Québec and the constitutional future, there could hardly be a clearer message which could be sent to the English community that if the view really is that the English community is wanted, here, that opting into that particular provision, which would allow the community some access to renewing itself from outside, it would be of the absolutely highest importance and will carry a message which would be unmistakable. It would, if I may add, only put Québec in the same position as all the other provinces, because that section applies already in all the other provinces.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Je passe maintenant la parole à M. Roger Nicolet, qui sera suivi de M. Laberge.

M. Nicolet: Je vous remercie, M. le Président. J'aimerais, si vous me le permettez, lire un extrait du texte dans sa version originale, parce que je crois que la version originale reflète plus précisément la pensée de ceux qui l'ont rédigée. And I am reading at the bottom of page 14, which reads as follows: "Or rather was it because there was a perception, whether justified or not, that this small group of individuals, the Protestant School Boards of Québec, and those who support them were strongly opposed to the plans for Québec where individual rights and individual thinkings are considered dangerous." Et ma question est à l'effet de savoir si vous partagez cette perception, d'une part, et, si oui, que pouvons-nous faire en tant que collectivité québécoise pour

dissiper ce genre d'appréhension?
(16 h 30)

Une voix: No, no, go ahead.

M. Irving: Bon, d'abord, M. Nicolet, ce n'est pas une constatation de fait. C'est une question qui est à – d'ailleurs, c'est de même dans la traduction – non, ce n'est pas le point de vue de l'Association que "individual thinking is considered dangerous in Québec", évidemment pas. Nous sommes ici pour vous présenter nos propres idées. On se pose des questions d'ailleurs sur les vrais mobiles derrière la loi 107, mais dans l'aspect qui a déjà été discuté. On voit dans cette loi une tendance très marquée de garder pour le gouvernement tout le pouvoir. Mais ce n'est pas une question d'une peur que toute pensée individuelle serait considérée comme dangereuse, mais plutôt que, dans l'optique du gouvernement, le réseau scolaire où le groupe local a quelque chose de vraiment important à dire dans le système est considéré comme dangereux, pas dans le... C'est ça, il n'y a plus d'autres...

M. Nicolet: Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, M. Nicolet?

M. Nicolet: Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Laberge.

Une voix: Excusez...

M. Simms: On page 15, M. Nicolet, it continues on with the same thought, and it says: "What bill 107 proposes is a system of School Boards based on language, which would be School Boards in name only." And I think one of the strong points we were trying to get across, there, was on School Boards governants, the same theme that Mr. d'Anjou carried through when he talked about the importance of locally elected School Boards. School Boards elected by universal suffrage, representing the local community, and not Government-centralized education. We do not like the thought of faceless individuals in backrooms, drawing up curriculum for our students, where the powers are totally with the ministry. It has always been a matter of balances and counterbalances, so that the ministry has its place. But surely, the people in the community have their input and their place, as well, in the curriculum of our children.

M. Nicolet: Si vous permettez, M. le Président, très rapidement... Il y a, M. Simms, à l'intérieur de la société québécoise une multitude d'autres forces qui, comme vous, appréhendent la centralisation du pouvoir. Et je crois qu'il y a

un certain nombre de concurrences, de perceptions, quant au danger du contrôle centralisé par une bureaucratie québécoise. Mais – et c'est pour ça que je relevais ce passage – on a l'impression que c'est devenu partie du contentieux qui sépare la communauté anglophone du reste de la société québécoise, et c'est cette perception qui, je pense, devrait être dissipée. Il y a, bien sûr, une certaine dynamique mais elle est propre à tout appareil gouvernemental et dans la société québécoise, il y a toute une série d'autres facteurs qui recoupent dans leurs préoccupations certains des éléments que vous abordez ici. Et malheureusement, parfois, la formulation des points de vue que vous avancez peut prêter à confusion et il me semblait important de clarifier ce point de vue.

Le Président (M. Jean Campeau): Je vous remercie, M. Nicolet. M. Laberge, je regrette, le temps est écoulé. Alors nous passons maintenant à M. Russell Williams.

M. Williams: Oui, merci. Au nom de ma formation politique, je voudrais vous remercier...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Williams, est-ce que vous pouvez vous approcher du micro?

M. Williams: Ah! Je m'excuse. Je voudrais vous remercier d'avoir soumis un rapport à cette Commission. Je voudrais féliciter toutes les commissions, les associations, les fédérations des commissions scolaires de ces soumissions, parce que, je pense, tous les groupes ont démontré leur engagement et, avec fierté, d'éducation québécoise, et c'est une chose très importante. Je sais qu'avec la nouvelle loi 107, les élections scolaires ont maintenant lieu le troisième dimanche de novembre pour l'ensemble de tous les élus. Je souhaite bonne chance à tous les candidats et candidates. Mais je voudrais surtout souligner l'importance de l'oeuvre accomplie par des milliers de personnes dans le réseau scolaire québécois. C'est un travail extrêmement important pour l'avenir de notre société. Parce que l'éducation de nos enfants, c'est crucial. Finalement, avant que je pose une question, je voudrais vous féliciter comme association et Commission pour votre leadership dans les cours d'immersion française. Parce que je pense que vous avez vraiment démontré du leadership. And I think that your brief admirably represented some of the complexities that you are living. One is that you are Protestant but you are not completely. Two, that you are open to English students, but not completely and three is, you are very proud of your English programs but you are also proud of your French programs. It is not an easy subject that we are talking about and the solutions are not simple.

Votre association demande l'inclusion d'une

clause dans la Constitution garantissant les droits des minorités culturelles et linguistiques en matière d'immigration, si j'ai bien compris. Est-ce que ça veut dire que chaque minorité culturelle et linguistique aurait son propre réseau éducatif?

M. Wadsworth: Non. To do that is to take away... What it does is fragment your minorities. It would not matter to the Protestants if the system becomes eventually totally French so long as there is a right of an education system which is different than the majority. If the majority wants a certain type of education and we believe quite strongly that that education system is something that must be continued because it teaches the child something different then we would insist on it. But at the same time, I am very clear, I am not here to say that the Protestant school boards are prepared to say that the whole system should be French. This is not true.

M. Williams: Could I just be more precise? You are saying that there has to be a Protestant system. What stops other religions of subdefining that and saying: We want a specific commission in that area?

M. Wadsworth: Would you repeat that again?

M. Williams: Could any other religion define itself in terms of having a proliferation of school commissions?

M. Riordon: One of the points that we should all be clear on is that the Protestant education system while defined and protected as such constitutionally is not a system that teaches particular religious beliefs. It is not a religious school system. It is a secular school system. We have, in the Protestant system, always welcomed people of all faiths and made every possible accommodation for them to practice and learn their faith, if there are enough of them in our system to justify that being practical. We are not looking for a religious system. We exist by constitutional definition. We operate in practice as a secular system. We do not wish to have imposed upon us any other religious beliefs, any more than we wish to impose on our students any religious beliefs. We have a value system to which we are strongly attached. It has described in the brief.

M. Williams: Thank you. Pour l'avenir et si nous pensons à long terme, croyez-vous que les droits linguistiques seront plus importants à protéger que les droits confessionnels? Si vous avez le choix entre les deux, si nous parlons de l'avenir du Québec, lequel vous semble le plus solide pour l'avenir de votre communauté?

M. Riordon: On n'est pas contre des garanties linguistiques, mais les garanties que nous cherchons ce sont des garanties constitutionnelles.

M. Williams: Mais si vous avez un choix entre les deux, quelles sont les plus importantes, linguistiques ou confessionnelles?

M. Riordon: Je crois que si on veut faire un vrai choix aujourd'hui, et puis on n'a pas fait un sondage parmi nos constituantes, je crois qu'on devrait dire pour l'avenir, peut-être, linguistiques. Mais ça prend des garanties, pas des lois.

M. Simms: Il y a 21 ans, dans le temps de la Conférence de Victoria, le QAPSB offrait d'accepter une garantie linguistique. 21 years ago, we offered and we would stand by that.

M. Williams: Very good, thank you. One last question is you talked about needing for local control and autonomy. You talked about the different values that you are striving for. If we were to transfer powers to the school commission completely the way you are talking about, what guarantees would we have as a province that we can maintain the high quality of education that we have today?

M. Simms: There is a place for the Ministry of Education. When the Ministry of Education came in to being with the Parent Commission in 1964, we welcomed it and we cooperated with it. We think it is a matter of each having certain responsibilities, certainly the ministry should have over all responsibilities. But there are local responsibilities that we would like to see the parents have and they have that influence in the life and the teaching of their children. Now, may I say one other word: Do we want you to go away feeling that we are not teaching religion and morals in our schools? Peter mentioned it, but I would like emphasize it: We are not totally secular when it comes to teaching religion and morals. We think that it is very important. Très très important. When more and more of our children are committing suicide, are taking drugs, are going to alcoholism, when our jails are flooded with people, what could be more important than the teaching of values, the teaching of religion and morals? The only thing is that we do not catechize, we do not have a standard religion that we offer, we instead try to deal with objectively so that they can come to a personal decision of religion and morals and values in their life.

M. Williams: Merci beaucoup, M. Simms, pour cette éloquente explication de vos valeurs éducatives. Je voudrais passer à M. Chagnon, maintenant.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Jacques Chagnon.

M. Chagnon: M. le Président, dans un passé pas si lointain, j'ai été associé à cette lutte de volonté de reprise du pouvoir local, et je n'ai pas changé d'idée, même plusieurs années plus tard. Je pense que c'est une lutte intéressante et qui peut avoir certains attraits, mais dans un forum peut-être différent de celui dans lequel nous sommes. Si on revient au document, au mémoire de la Fédération des commissions scolaires protestantes, on s'aperçoit qu'il y a quelques contradictions. J'en soulève une, en page 6, rapidement. On dit des commissions scolaires protestantes, dans le premier paragraphe: "Elles n'en sont pas moins protestantes pour autant", parce qu'elles regroupent des bouddhistes, des musulmans, etc. Deuxième paragraphe, on commence le paragraphe comme ceci: "Les écoles protestantes sont non confessionnelles, comme nous l'avons indiqué et comme l'a déclaré M. le juge Brossard." Alors, petit problème sur le plan de la rigueur et sur le plan de la cohérence.

En page 17, pour revenir à l'objet même des travaux de notre Commission, le titre s'appelle "La future Constitution du Québec", et à la troisième ligne du premier paragraphe, vous nous dites: "En tant que Québécois et Canadiens, nous voulons d'un Canada fort et uni." La clause constitutionnelle pour protéger les pouvoirs de commissions scolaires protestantes, vous la voulez dans la Constitution du Québec, à l'intérieur du Canada? Expliquez-moi ça un peu. Comment vous voulez vous resituer là-dedans. Est-ce que vous entendez... Enfin, à la lecture de ça, on croirait qu'on cherche à avoir une constitution véritablement québécoise. Mais comment on associe ça avec le gouvernement fédéral tel qu'il existe actuellement?

M. Wadsworth: Si le Québec reste dans le Canada, on veut une garantie constitutionnelle du Canada. Mais si c'est Québec seul, la garantie doit être dans une charte des droits, ce n'est pas une loi qui peut être changée n'importe quand par l'Assemblée nationale, ou n'importe quelle personne. La Charte est là et si les droits des minorités sont protégés dans une charte comme ça, ça c'est une garantie qui est supposée être bonne pour tout le temps.

M. Chagnon: Lequel des deux systèmes vous préférez?

M. Wadsworth: Je ne suis pas, je ne suis pas un élu. Euh, on n'était pas ici pour notre mémoire. On n'a pas la responsabilité ni le droit de parler sur ce sujet.

M. Chagnon: Merci, M. le président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, messieurs. Le temps est maintenant écoulé. Alors MM. de l'Association des commissions scolaires protestantes du Québec, thank you for coming here today.

(Suspension de la séance à 16 h 46)

(Reprise à 16 h 51)

Le Président (M. Jean Campeau): ...est consacrée à la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec. Je répète les règlements d'allocation de temps. Alors, la Conférence des recteurs aura 10 minutes pour la présentation du mémoire, il y aura 10 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle et 25 minutes pour les autres membres. Alors, M. Patrick Kenniff, est-ce que c'est vous qui allez faire la présentation du mémoire?

M. Kenniff (Patrick): Oui.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que vous pourriez nous présenter vos collègues?

Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec

M. Kenniff: M. le Président, je vous remercie de cet accueil. J'ai le plaisir de vous présenter les membres de la délégation de la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec. D'abord, à ma gauche, M. Jacques L'Écuyer qui est vice-président, enseignement et recherche à l'Université du Québec; à ma droite immédiate, Mme Claire McNicoll qui est directrice générale de la Conférence et à côté de Mme McNicoll, M. Claude Corbo qui est le recteur de l'Université du Québec à Montréal.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors M. Kenniff, vous avez 10 minutes pour présenter votre mémoire.

M. Kenniff: Écoutez, M. le Président, je vous remercie. Je compte non pas vous faire une lecture du mémoire, parce que ce serait trop onéreux et le temps ne le permet pas, mais davantage peut-être de présenter certains faits saillants et faire quelques commentaires sur le contenu du mémoire que les membres de la Commission ont déjà en main. D'abord, je pense qu'il est important de signaler que nous sommes ici, cet après-midi, à titre de représentants de la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec et nous ne prétendons pas, dans ce rôle représenter, l'ensemble des membres de nos diverses communautés universitaires à travers le Québec. Je pense que ce ne serait pas

un secret que de vous dire qu'il y a, à l'intérieur de nos communautés universitaires, des divergences d'opinions sur la question principale qui est à l'étude devant cette Commission. Notre intention c'est de ne pas vous offrir une solution parfaite à l'ensemble du dossier – ce n'est pas de notre ressort et nous ne saurions, à cet égard, représenter le point de vue de l'ensemble de nos membres – mais bien plutôt de nous adresser, de façon précise, à certains aspects du dossier constitutionnel qui nous préoccupent en tant qu'établissements universitaires du Québec et comme établissements universitaires du Québec. Je pense qu'il est normal de vous dire que nous nous sommes préoccupés évidemment du développement économique et du développement social du Québec et de son avenir constitutionnel évidemment.

Dans le mémoire, nous avons cherché à dresser un bilan d'un certain nombre de dossiers qui préoccupent les universités, tout en démontrant évidemment qu'au fil des ans s'est développé, à l'intérieur du Canada, un certain partage des compétences à l'égard de l'enseignement supérieur. La compétence principale, évidemment, étant celle du Québec en ce qui a trait à l'ensemble du dossier universitaire, le gouvernement fédéral ayant une compétence qui s'est développé au fil des ans dans le domaine de la recherche. Nous avons fait état dans le mémoire du dossier du financement des programmes établis, programmes qui remontent à 1977 où nous avons dressé... Ce sont les transferts qui sont faits au Québec à titre de l'enseignement postsecondaire et des programmes de santé. Nous avons cherché à démontrer qu'à l'égard de l'enseignement postsecondaire, donc du secteur universitaire, que le bilan est plutôt négatif depuis notamment les sept ou huit dernières années alors que, progressivement, le gouvernement fédéral a instauré un régime de coupures qui faisait progressivement s'éloigner ce programme des objectifs de départ.

Le bilan qui est à l'annexe 1 indique effectivement que pour l'année en cours, ce manque à gagner s'élève, pour ce programme, à 1,3 milliard de dollars. Ce que nous constatons à partir de ces chiffres, c'est qu'effectivement non seulement le régime actuel nous a conduits dans une situation où il y a eu des pertes de revenu considérables, mais en même temps, les universités n'ont pas été en mesure de faire une planification efficace sur une base pluriannuelle en ce qui a trait à la disponibilité des ressources. Donc, je pense qu'on peut conclure qu'il est important pour nous et c'est ce que nous cherchons à promouvoir, c'est la capacité de faire effectivement une planification sur une base pluriannuelle, à partir d'une connaissance précise des montants qui nous seront transférés à travers les programmes établis du fédéral au Québec, et du Québec vers les universités.

Un autre dossier sur lequel on s'est attardé,

c'est le dossier de la recherche universitaire, où nous avons dressé à l'égard des conseils subventionnaires qui relèvent du gouvernement fédéral, qu'à l'heure actuelle dans l'ensemble, et évidemment il y a peut-être des nuances à apporter à cette question, dans l'ensemble, il y a un bilan positif pour l'ensemble des universités du Québec, en ce qui concerne le Conseil de recherche médicale du Canada, et le Conseil de recherche en sciences humaines, où, effectivement, la part des universités du Québec prises dans leur ensemble est relativement importante par rapport à la population du Québec dans l'ensemble canadien. Vis-à-vis du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie, le bilan est moins rose. Il y a un retard que le Québec cherche à rattraper de ce côté-là, et les résultats de la dernière année complète nous indiquent que nous avons fait une progression importante, mais il y a tout de même toujours un retard à rattraper.

Ce qu'il faut souligner par rapport aux trois conseils subventionnaires, c'est que, effectivement, les subventions sont accordées à partir de jugements portés par les pairs sur la qualité des demandes de subventions qui sont présentées par les universitaires québécois et les universitaires des autres provinces canadiennes. Évidemment, alors on se dit que dans les situations où on est jugé par nos pairs, les résultats sont quand même bons, ce qui souligne, je pense, que les universités québécoises sont devenues beaucoup plus compétitives face à l'ensemble canadien que ce n'était le cas il y a peut-être 10 ou 20 ans.

Là où la situation est peut-être moins rose, c'est en ce qui concerne les contrats de recherche où, effectivement, on a vu chuter la part du Québec au cours des cinq dernières années à 10 % de l'ensemble canadien, alors que la part de l'Ontario a progressé de 40 % à 47 %. Je pense que dans le cas des contrats de recherche, évidemment, la règle n'est pas au jugement par les pairs, et il y a peut-être davantage d'éléments non rattachés à la qualité scientifique des propositions qui interviennent au moment de prendre les décisions. Et là-dessus, je pense que ça nous amène à conclure que, de ce côté-là, le Québec a beaucoup de gains à faire si on veut effectivement avoir une part congrue des montants d'argent qui sont accordés à ce chapitre.

Nous avons, après avoir tracé le bilan du côté des programmes établis et du côté de la recherche, qui sont effectivement, on pourrait dire, le nerf de la guerre en ce qui concerne le financement des universités au Québec, nous avons parlé des options constitutionnelles dans une section consacrée à cette question; et je pense que ce qu'il est important de souligner, c'est que pour les universités québécoises, nous soulignons que dans la mesure où on élabore un projet constitutionnel, quel qu'il soit, nous sommes disposés à nous accommoder de toutes les options qui sont ouvertes à cette Commission.

Les universités insistent cependant sur l'importance, quel que soit ce projet constitutionnel, que l'ensemble des compétences relève du gouvernement du Québec et qu'il y ait un partage de compétences entre un gouvernement central et le gouvernement du Québec ou toute autre solution mitoyenne; qu'effectivement l'on puisse maintenir un régime où la recherche est encouragée par un régime qui fait appel au jugement des pairs et que ce régime qui fait appel au jugement des pairs utilise des pairs, comme c'est déjà le cas à l'heure actuelle au Québec, qui proviennent de l'extérieur du Québec et même parfois de l'extérieur du Canada. Que ce régime également permette et encourage la libre circulation des étudiants et des professeurs entre les établissements et entre les pays. Donc, dans l'ensemble, vis-à-vis la question de l'option constitutionnelle, je pense que c'est ce que nous pouvons vous dire à titre de Conférence des recteurs. Les universités individuellement peuvent prendre d'autres positions, comme les professeurs à l'intérieur de nos établissements peuvent prendre certaines positions également et on sait qu'il y a un certain nombre de professeurs qui ont soumis des documents à l'intention de la Commission.

(17 heures)

En ce qui concerne la Conférence des recteurs, nous disons qu'il est important pour l'avenir du Québec, que le Québec soit compétitif, qu'il soit capable de concurrencer dans le contexte nord-américain et que, dans le contexte nord-américain, pour être concurrentiel, il faut un régime universitaire très fort, axé sur le développement de la recherche et sur la qualité de l'enseignement. Donc, une solution constitutionnelle qui donnerait davantage de pouvoir au Québec nous accommoderait, comme un régime où il y aurait un partage des compétences un peu différent, dans la mesure, évidemment, où ce partage est clair, logique et permet au réseau universitaire d'assurer vraiment au Québec les ressources humaines dont il a besoin pour assurer sa position concurrentielle et pour assurer le développement de la société québécoise en général.

M. le Président, c'est un survol très rapide. J'essaie de respecter le temps qui m'est alloué. C'est un survol très rapide du mémoire. Nous sommes tout à fait disposés à répondre aux questions soulevées par la présentation ainsi que par le texte du mémoire ou toute autre question reléée. Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Kenniff. Alors, la première intervention. M. Jean-Pierre Hogue.

M. Hogue: Merci, M. le Président, M. le recteur, madame. Je vous pose une question hypothétique pour l'instant, mais qui pourrait devenir réelle. De toute façon, pour l'instant,

elle est hypothétique.

Si le Québec est séparé, y a-t-il danger ou possibilité que la recherche que les universités font en collaboration avec les entreprises puisse être modifiée sensiblement? Cette question-là me vient à la suite de la lecture de votre mémoire qui est très bien fait. Les paragraphes sous 2.3.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Hogue, voulez-vous juste rapprocher votre micro un peu?

M. Hogue: Ça prend M. Laberge pour me rappeler à l'ordre.

Une voix: Moi, j'ai compris la question.

M. Hogue: Alors, m'avez-vous suivi? Oui?

Une voix: M. le Président...

M. Hogue: 2.3, à la page 9, je pense... un beau mémoire, mais ce lien université-entreprises... un Québec nouvelle vie.

M. Kenniff: Si vous pensez aux intentions des universités québécoises, depuis un certain nombre d'années, il s'est développé des rapports très étroits entre les universités et les entreprises et, non seulement, enfin, d'universités individuelles avec des entreprises individuelles, mais également des universités collectivement avec l'entreprise. Je songe notamment à des initiatives comme le Centre de recherche informatique de Montréal, le CITEC, le Technoparc, le parc de haute technologie ici à Montréal, sont des initiatives université-entreprises.

Je pense que lorsqu'on vous parle de notre ouverture vis-à-vis des options constitutionnelles, c'est qu'on constate que, quel que soit le statut constitutionnel du Québec, il sera toujours essentiel de maintenir une ouverture sur le monde extérieur, une volonté de demeurer et de développer notre capacité concurrentielle et que, dans toutes les sociétés, à l'heure actuelle, cela se fait en partie par une collaboration plus étroite entre l'entreprise et l'université. Je ne pense pas que cela soit changé. Évidemment, il peut y avoir un impact, dépendant du statut constitutionnel sur la structure de l'entreprise au Québec, et, à ce moment-là, ça peut modifier quelque peu la formule qui serait utilisée pour assurer cette collaboration. Je pense qu'au point de vue des objectifs, ça ne changera rien.

M. Hogue: Lorsque je siégeais au CRSH, cette politique de "matching funds", si vous me permettez l'expression, était initiée. Le conseil d'administration se questionnait sur la facilité ou la difficulté de certaines universités de pouvoir être – je pense aux HEC aussi – de pouvoir réussir à faire cette jonction avec des bureaux-chefs et... On pensait à Esso, par exemple, où les bureaux-chefs pouvaient être situés dans d'autres

régions que la région québécoise. Mais la réponse serait la même, je suppose.

M. Kenniff: Oui. Je pense que là-dessus, la situation du Québec, dans ce programme particulier qu'étaient les fonds d'appariement des conseils subventionnaires à Ottawa, la performance du Québec a été très bonne. C'était une formule. Il y avait également... Je pense qu'il faut regarder le succès du Québec dans la participation dans les réseaux de centres d'excellence, programme mis sur pied par le gouvernement fédéral; on en fait état dans le mémoire. D'ailleurs, on parle de 14 centres d'excellence et de 7 où les universités du Québec participent. Il y a eu depuis ce temps-là un 15e centre d'excellence où le Québec participe aussi – il faut ajouter un partout. De fait, il y a eu une très forte participation des universités du Québec dans ces programmes.

M. Hogue: Aurais-je ou aurions-nous raison de croire que ce n'est pas la présence du fédéral dans le domaine du financement de l'éducation et de la recherche qui pourrait inquiéter CREPUQ, mais plutôt la possibilité que la participation financière du fédéral diminue au Québec?

M. Kenniff: Je pense que ce qui nous inquiète, à l'heure actuelle, c'est que la somme d'argent disponible pour financer le réseau universitaire du Québec a tendance à diminuer. À l'heure actuelle, cette somme d'argent provient notamment – pas la totalité, mais une partie importante – des paiements de transfert effectués par le gouvernement fédéral en vertu des programmes établis et, pour une autre partie, des fonds propres au gouvernement du Québec. C'est cette enveloppe qui a tendance à diminuer. On s'inquiète, évidemment, du fait que l'enveloppe fédérale, qui est très importante, diminue également, alors que le gouvernement du Québec, depuis trois ans, a consacré des efforts considérables pour redresser la situation financière des universités par une injection de sommes qui lui sont propres.

M. Hogue: En se plaçant en dehors d'un débat politique, ça va de soi, il y a une Agence spatiale qui se situe au Québec. Est-ce que le CRSNG pourrait regagner, et par le fait même, les universités, un pourcentage qui semble devoir lui revenir, comparé surtout à celui de l'Ontario, dans les temps prochains?

M. Kenniff: M. le Président, c'est une question qui est très hypothétique. Je répondrai tout simplement en disant que ce n'est pas nécessairement la localisation physique de l'Agence spatiale qui déterminera le résultat, mais davantage la répartition véritable des fonds de recherche qui seront consacrés à cette

agence-là et les décisions qui seront prises. Nous avons essayé, les universités du Québec et notamment les universités de Montréal, d'établir des liens fonctionnels avec l'Agence spatiale, dans le but, justement, d'essayer d'attirer davantage de fonds de recherche vers nous, mais nous ne sommes pas persuadés encore, à cette étape-ci du développement de l'Agence en banlieue de Montréal, que le fait que l'Agence soit là va nécessairement signifier que davantage d'argent va être utilisé pour la recherche dans les universités québécoises.

M. Hogue: Mais, M. Kenniff, la question...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Hogue, les cinq minutes sont épuisées.

M. Hogue: Quinze secondes?

Le Président (M. Jean Campeau): On est déjà rendus à six minutes.

M. Hogue: La question, comme la réponse, n'était pas hypothétique, elle était réaliste.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. Nous passons maintenant à Mme Lorraine Pagé.

Mme Pagé: Bonjour, messieurs et madame. Je voudrais d'abord vous dire que je suis bien contente de vous entendre venir nous rappeler à quel point l'éducation et la recherche sont essentielles quand on parle création d'emplois, compétitivité, accès à des marchés, ainsi de suite. Vous savez qu'on a beaucoup insisté sur l'aspect économique au cours de notre réflexion sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. On nous a parlé de faire des affaires, de créer la richesse, et, malheureusement, bien souvent, les mêmes personnes qui nous parlent de ça sont parmi les premiers à nous dire qu'il faut couper en éducation parce que ça coûte cher, et qu'on n'a pas d'argent pour la recherche. Là, vous venez nous montrer avec beaucoup d'éloquence qu'il y a des liens étroits à faire entre les deux. Donc, je suis particulièrement contente de trouver des alliés sur cette question.

Quand vous nous présentez votre mémoire, vous faites d'ailleurs, à mon avis, l'illustration d'une des plus graves failles du Canada, c'est l'investissement très faible qu'il a consenti dans la recherche par rapport à d'autres pays industrialisés. Ça, je pense que c'est à porter au passif du Canada et du gouvernement fédéral. Il faut probablement remarquer aussi que les pays qui ont investi le plus dans la recherche – je pense au Japon et à l'Allemagne – ce sont des pays qui n'ont pas eu à investir beaucoup dans l'armée, parce qu'on ne leur avait pas laissé le choix; on leur avait dit qu'ils n'avaient pas le droit d'en avoir, mais ça leur a permis, par ailleurs, d'investir ailleurs.

Maintenant, vous nous dites que, globalement, vous avez reçu votre quote-part en budgets de recherche, que, par ailleurs, la politique d'impartition du gouvernement fédéral pour les contrats scientifiques et technologiques a désavantagé le Québec. Ça, c'est important parce que c'est toute la notion de fédéralisme rentable qu'on peut aborder par cet aspect. Mais là, je voudrais surtout aborder un aspect qui est relié à la pleine juridiction du Québec sur l'éducation et la recherche. Vous illustrez, dans votre mémoire, que même si vous avez reçu la quote-part, les budgets ont pu par exemple être plus concentrés dans le biomédical et moins dans le génie, par exemple. Est-ce que vous pensez que le fait que le Québec détienne les pleins pouvoirs en éducation et dans la recherche – et là, quand je parle de pouvoirs, je parle de responsabilités, c'est évident – que ça ne permettrait pas justement au Québec de se développer une politique cohérente quant aux secteurs qui mériteraient de recevoir des supports importants en termes de recherche? Recherche en soutien au développement, aux technologies, les secteurs les plus fragiles de notre économie, et ainsi de suite? Alors, j'aimerais vous entendre davantage sur cette question, en particulier.

M. Kenniff: Je pense qu'il va de soi que quiconque parle de compétence parle également de pouvoirs en matière d'élaboration de politique. Alors, à partir du moment où, dans une hypothèse où le Québec a pleine compétence en matière d'enseignement supérieur, y compris la recherche, c'est bien clair que le Québec, théoriquement, a le pouvoir d'établir ses priorités de façon absolue, tenant compte cependant de toutes les contraintes qu'on connaît dans n'importe quel régime politique, toutes les contraintes qui nous viennent de l'extérieur en termes de lien d'interdépendance. Nous parlons, à un moment donné, tout récemment, de cette question en rapport, par exemple, avec la collaboration qui existe entre les pays de la Communauté européenne en matière de recherche universitaire à partir de politiques qui sont élaborées par chacun de ces pays-là. C'est bien clair qu'un pays a sa propre politique mais cherche à harmoniser cette politique avec celle des autres pays pour avoir finalement une approche communautaire cohérente. Donc, en ce qui concerne l'hypothèse que vous évoquez, je pense que la réponse est relativement claire. Il faut reconnaître par contre que, dans le contexte des conseils subventionnaires au niveau du gouvernement fédéral, c'est un phénomène relativement récent qu'on commence à voir peut-être des stratégies de développement de la recherche alors qu'avant ça, c'étaient des enveloppes qui étaient plutôt distribuées suivant le jugement des pairs et donc basées sur la qualité. Je pense qu'il faut maintenir cet aspect de qualité mais c'est notamment

en l'absence de ces stratégies de développement de la recherche que le Québec y est allé avec le développement de ses propres outils, comme le Fonds d'aide à la formation des chercheurs – le FCAR – qui a été un outil très précieux pour permettre le développement de certaines stratégies de recherche tout en maintenant ça dans un contexte de subventions.

Donc... Enfin, j'espère que ça répond un peu à votre question.

Mme Pagé: Ça répond très bien. Je vous remercie. Ça va pour moi.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait madame. Alors, M. Claude Béland.

M. Béland: Merci. D'abord, je voudrais vous exprimer juste une petite déception et je ne vous demanderais pas évidemment d'y répondre parce qu'on ne peut pas répondre à des déceptions. Mais quand je lis, au début du mémoire, que vous nous dites: "On comprendra aisément que la Conférence ne puisse se prononcer sur le choix d'un statut constitutionnel", je dois vous dire que depuis que je suis assis ici, il y a beaucoup de groupes qui viennent nous dire: "On ne peut pas se prononcer et vous allez comprendre ça aisément." Je vous avoue que pour moi, ça devient de moins en moins aisé à comprendre parce que nous aussi qui avons été appelés à siéger à cette Commission, on n'est pas des constitutionnalistes. Je regarde autour de la table: il y en a quelques-uns, de très éminents, mais tous les autres sont des gens du milieu et on nous demande, à nous, de faire une recommandation à l'Assemblée nationale sur le sujet. Et je regrette que – ça dépend probablement de notre système – beaucoup de gens qui viennent ici et disent: "Vous comprendrez aisément qu'on ne peut pas se prononcer sur la question." Bon, mais peut-être que vous pouvez nous aider avec ma question. C'est qu'il y a beaucoup de gens qui sont venus ici nous dire que dans le système fédéral actuel, il y a beaucoup de dédoublements, il y a beaucoup de duplications. Il y en a qui nous disent: Ça nous aide parce qu'on peut frapper à deux portes. Alors, même s'il y a une absence de planification globale, ce n'est pas grave, au moins, on sait qu'il y a une porte qui va nous écouter. S'il y en a une qui ne s'ouvre pas, on va aller à l'autre.

(17 h 15)

Ma question, c'est: Dans le domaine qui vous intéresse, est-ce qu'il y a de ces dédoublements de cette confusion de ces coûts additionnels? Est-ce qu'il y a cette absence de planification? Et même s'il y en avait, est-ce que pour vous, vous en souffrez ou si vous en bénéficiez?

M. Kenniff: Moi d'abord, je vais vous dire que peut-être que le mot "aisément" a été utilisé un peu trop facilement. Nous avons justement

présenté notre mémoire dans le but d'aider la Commission avec certains éléments que nous connaissons bien, mais je pense que c'est quand même une ouverture que l'on vous donne en vous disant qu'effectivement l'option constitutionnelle, les universités peuvent s'en accommoder si on respecte un certain nombre de règles qui sont importantes pour le développement de notre société.

Vous nous parlez de dédoublement. Dans le domaine qui nous occupe, il y a très peu de ces zones-là parce que, pour l'ensemble, la responsabilité constitutionnelle en matière d'enseignement ça revient au Québec. Où le fédéral a développé une intervention directe qui résulte de son pouvoir de dépenser au fil des ans, c'est dans le domaine de l'aide à la recherche. Le seul chevauchement qu'on peut trouver c'est le fait qu'il existe, au fédéral et au Québec, des organismes subventionnaires, le FCAR au Québec et les conseils subventionnaires à Ottawa. Mais, effectivement, cela n'a pas été une nuisance, comme telle, à venir jusqu'à maintenant justement mais a davantage permis aux universitaires d'avoir un accès plus large à des subventions de recherche et, d'une certaine façon, je pense, a permis au Québec, à travers le FCAR, notamment, de développer ses propres stratégies de recherche et de donner un coup de pouce très important, qui a eu même certains effets multiplicateurs. Je pense que certaines subventions, notamment... Je peux revenir au programme des actions structurantes. Le programme des actions structurantes a aidé certaines universités à se préparer justement, afin d'être concurrentielles dans le programme fédéral de réseaux de centres d'excellence. Je pense peut-être M. Corbo, si vous permettez, M. le Président, aurait un mot à ajouter.

M. Corbo (Claude): M. le Président, au-delà des commentaires de M. Kenniff, je pense qu'il faut dire que le gouvernement du Québec a toujours été particulièrement jaloux de sa compétence à l'égard des questions d'enseignement supérieur et de recherche. J'en veux pour preuve un épisode déjà ancien qui était celui des centres d'excellence précédant ceux de la tournée de 1984, où le Secrétariat d'État du Canada avait proposé aux universités 25 000 000 \$ pour développer des centres d'excellence. Il avait reçu des projets. Il avait choisi selon ce qui lui apparaissait des priorités et le gouvernement du Québec avait signifié aux universités qu'il y avait d'autres types de priorités à respecter. Par ailleurs, M. le Président, il y a une autre chose à laquelle il faut être très attentif. Si le gouvernement du Québec est très jaloux de sa prérogative constitutionnelle, dans les autres provinces, ou chez des collègues universitaires et des universités d'autres provinces, ou provinces de taille moins grande que le Québec, on se préoccupe de plus en plus de demander... ou on espère

du gouvernement fédéral qu'il pourra agir plus et mieux que ne peuvent le faire les provinces dispersées à l'endroit de l'enseignement post-secondaire et de la recherche, ces domaines étant considérés comme des questions d'intérêt national majeur. Donc, il y a des tendances qui sont à l'œuvre au pays à l'heure actuelle, dont il faut être conscient.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Bédard, votre temps est écoulé. Nous passons maintenant à M. Bouchard.

M. Bouchard: M. Kennif, je voudrais vous remercier pour le mémoire que vous avez fait et pour sa présentation. J'aimerais attirer votre attention, en particulier sur les statistiques que vous nous rapportez, entre autres, à la page 10 du mémoire. Pour être bien franc avec vous, je vous ai trouvé étonnamment calme, presque notarial dans l'exposé que vous avez fait des statistiques dans le domaine de la répartition des fonds de recherche au Canada. Je comprends que les universités québécoises pensent avoir obtenu leur part. Par contre, si on jette un coup d'œil sur l'ensemble de l'activité de recherche, telle que conduite par le gouvernement fédéral, les chiffres que vous mentionnez à la page 10 notamment, qui corroborent ceux que nous connaissons déjà, sont épouvantables. Parce que les universités, n'est-ce pas, ne peuvent pas se dissocier et se désintéresser de la recherche qui se fait ailleurs que dans les universités. Et le gouvernement fédéral, quand il trouve moyen de donner cinq fois plus de contrats de recherche en Ontario qu'au Québec, durant la période de 1984 à 1987-1988 — on ne connaît pas la suite — ne montre pas beaucoup d'équité dans la façon dont sont répartis les fonds de recherche.

Je peux vous dire — le Dr Hogue, qui est devant moi, s'en rappellera — que l'une des questions qui avait la façon, avait une manière de nous énerver, puis de nous agiter au caucus du Québec, comme un drapeau rouge devant un taureau, c'était la question de la recherche, de la répartition des fonds de recherche. Alors vous, vous avez une phrase laconique pour nous le dire, pour nous le dénoncer comme inacceptable. Mais ceci étant dit, dans les conclusions que vous tirez, vous ne semblez pas proposer de moyens de redresser une pareille situation même si elle nous paraît structurelle, parce qu'elle se répercute d'année en année... et puis ça empire tout le temps. Ça a chuté de moitié dans l'exercice qui commence en 1985, par exemple. Alors, qu'est-ce que vous proposez?

Est-ce qu'il n'y a pas quelque chose de fondamental, là? Est-ce que, par exemple, les universités du Québec, les intellectuels, les chercheurs du Québec, ceux qui préparent l'avenir, ceux qui pensent le Québec de demain, ne vont pas s'émouvoir d'une pareille situation? Est-ce qu'ils ne vont pas juger le temps venu de

transférer à Québec la responsabilité et les fonds qu'Ottawa distribue maintenant en Ontario? Parce que n'oublions pas que quand on distribue 50 % à peu près des fonds à l'Ontario dans les contrats de recherche, par rapport à 10 % au Québec, c'est l'argent du Québec qui s'en va en Ontario pour accroître l'avance que l'Ontario a prise et qu'il va continuer d'accroître au cours des années qui viennent. Est-ce qu'il n'y a pas une réflexion en profondeur que les chercheurs des universités du Québec devraient tenir et nous transmettre, avec une conclusion très nette?

M. Kennif: Écoutez, là-dessus j'ai pu paraître bien calme, mais je pense que c'est parce que les chiffres parlent par eux-mêmes. C'est une situation qui est, effectivement, extrêmement préoccupante, mais ce n'est pas une situation qui... c'est une situation qui a été stable et à un niveau très bas pendant longtemps, mais qui chute depuis quelques années. Donc, c'est encore plus préoccupant. Du côté du gouvernement du Québec, il y a quand même eu certains efforts, je pense, pour compenser. Le Québec s'est toujours préoccupé de cette question-là. Je pense notamment au fonds de développement technologique que le gouvernement du Québec a mis sur pied, il y a quelques années, qui vise justement, peut-être, davantage à encourager la recherche contractuelle avec l'entreprise et avec les universités. J'ai également, enfin, comme constat... Il faut noter que, évidemment, les fonds qui sont utilisés pour la recherche contractuelle sont des fonds qui proviennent des ministères fédéraux, qui proviennent des centres de recherche au niveau du gouvernement fédéral, et que, de ce côté-là, s'il y a une part importante effectivement, qui reste en Ontario, presque la moitié de cet argent-là, eh bien! ce sont des dépenses qui sont localisées à Ottawa et dans sa région. Il faudrait peut-être regarder ça d'un peu plus près. Je ne dis pas que la situation est plus rose que ce que les chiffres disent, effectivement. Ou bien le gouvernement fédéral change sa politique, ou bien il faudrait que ces sommes d'argent-là soient à la disposition du gouvernement du Québec pour être distribuées aux universités du Québec.

M. Bouchard: C'est au point... J'ai encore une minute?

Le Président (M. Jean Campeau): Non, votre temps est écoulé. M. d'Anjou.

M. d'Anjou: M. Kennif, on sait que les revenus des universités pour la recherche proviennent en partie de fondations, fondations créées par les universités elles-mêmes, fondations privées, subventions en provenance d'entreprises et même fondations privées de l'extérieur du Québec. Avez-vous une idée de la proportion pour les universités du Québec des fonds de

recherche qui proviennent de fondations de cette nature?

M. Kenniff: M. L'Écuyer.

M. L'Écuyer (Jacques): La proportion, les fondations sont particulièrement importantes dans le domaine médical. Dans le domaine des sciences naturelles et du génie, ce ne sont pas les fondations qui occupent une position importante. Là, il y a beaucoup plus de contrats. Donc, la recherche contractuelle, dans ce domaine-là, est particulièrement importante. Et effectivement, je pense qu'on doit s'inquiéter, d'autant plus qu'auprès du CRSNG, notre performance est moins bonne qu'ailleurs. Alors, dans le domaine du développement scientifique et technologique, où les contrats sont importants, on a des problèmes sérieux. Du côté du... Les fondations, c'est vraiment le côté médical, et un peu du côté des sciences humaines aussi, mais du côté des sciences humaines, ce n'est pas une proportion importante.

M. d'Anjou: Est-ce que, de la grande entreprise privée, vous recevez des subventions qui valent la peine pour la recherche?

M. L'Écuyer: Oui, dans la grande entreprise, au cours des dernières années, le Québec a été très dynamique pour aller chercher... les universités québécoises, pour aller chercher des fonds auprès des entreprises. Alors, il y a des chaires de recherche qui se sont développées, il y a des centres d'excellence, et je pense que c'est devenu très, très important pour les politiques de... Évidemment, la recherche universitaire joue un rôle très important dans le domaine du développement économique, du développement régional aussi. Et ça, c'est une dimension importante.

M. d'Anjou: Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant au groupe parlementaire représentant le gouvernement. M. Gil Rémillard.

M. Rémillard: MM. les recteurs, merci d'avoir accepté de venir témoigner devant nous. Vous nous présentez un mémoire qui est bien étoffé, qui nous présente bien la situation concernant l'enseignement et en particulier, bien sûr, l'enseignement supérieur. Certains pourraient préférer que vous puissiez vous prononcer sur l'option constitutionnelle, pour qu'on sache vraiment comment nos recteurs voient l'avenir constitutionnel du Québec. Mais je comprends aisément que vous préféreriez ne pas le faire, bien que vous nous apportiez des éléments de connaissance et d'appréciation extrêmement importants pour nous, pour qu'on puisse avoir ce tableau d'ensemble afin que nous, comme Com-

mission, puissions faire notre travail et prendre les décisions que nous devons prendre dans le cadre de notre mandat.

J'ai regardé attentivement, et j'ai lu attentivement votre mémoire. C'est un sujet très intéressant lorsqu'on parle des relations fédérales-provinciales parce qu'on sait que la grande bataille des subventions d'Ottawa aux universités, dans les années 1950, a été une bataille historique dans les relations fédérales-provinciales, lorsque Duplessis avait dit: "On doit aller chercher notre "butin" et il faut qu'Ottawa demeure dans son champ de compétence." Et ce qui était vraiment exceptionnel et extraordinaire à ce moment-là, c'est que M. Trudeau était du côté de Duplessis, et non pas du côté d'Ottawa, parce qu'il était contre ces subventions qui étaient données aux universités par Ottawa et qui venaient chevaucher des compétences provinciales, donc mêler les cartes considérablement. Et ce n'était pas pour le meilleur des mondes, pas plus à ce moment-là que ça ne l'est maintenant.

J'ai été particulièrement sensible, évidemment, à la page 10 de votre mémoire, quand vous nous dites - et je crois que c'est un passage qui mérite qu'on s'y attarde - vous dites: "À partir de 1985-1986, la part des contrats accordés au Québec a chuté de moitié, pour tomber à quelque 10 % du total canadien. Cette chute a surtout profité à l'Ontario dont la part a grimpé de 40 % à 48,7 % au cours de la période de 1984-1985 et 1987-1988." La situation s'est améliorée quelque peu depuis, par exemple j'ai des chiffres ici, devant moi, où on dit qu'en 1987-1988, on s'est rétabli vers les 14 %. Mais, la tendance des trois premiers mois de 1990, c'est 11 %. C'est donc nettement insuffisant, si on compare ces chiffres à notre proportion dans la population canadienne, puisque nous formons environ 25,2 % de la population canadienne.

Pour quelles raisons n'avons-nous pas cette part qui nous revient? Pourtant, on a fait tous les efforts qui s'imposaient. Mon collègue de l'époque, Pierre MacDonald, qui avait la responsabilité de ce dossier, comme ministre du Développement technologique, a fait tous les efforts qu'il pouvait faire. On a même retenu les services de quelqu'un de spécialisé, le Dr Beaulne à Ottawa, pour être notre bureau d'Ottawa pour essayer de faire les contacts qui s'imposaient pour avoir ces contrats pour nos chercheurs. On a tenté d'établir toutes les relations que nous pouvions avec les différents départements fédéraux pour développer cette possibilité d'avoir des contrats de recherche. Mais on nous dit comme grand motif: vous ne présentez pas assez de projets de recherche. Nous n'avons pas assez de projets de recherche qui viennent du côté du Québec, de nos universités. On veut bien vous donner votre part de recherche, mais nous n'avons pas les projets de recherche assez valables pour vous donner cette part qui vous revient.

Qu'est-ce que vous pensez de cet argument-là?

(17 h 30)

M. Kenniff: Il y a plusieurs raisons qui peuvent expliquer la situation qui prévaut à l'heure actuelle en matière de contrats de recherche. Parmi ces raisons, j'en ai données à M. Bouchard tantôt, c'est le fait que, évidemment, les ministères fédéraux et les centres de recherche importants du gouvernement fédéral sont localisés dans la région d'Ottawa et donc, forcément, sont calculés comme des sommes qui sont dépensées là et calculées comme étant dépensées en Ontario. La deuxième raison peut être expliquée par la structure industrielle du Québec, qui a fait en sorte que le potentiel de contrats de recherche, entreprises, universités, était peut-être moins bien développé jusqu'à tout récemment au Québec que ça l'était en Ontario. Troisièmement, je pourrais vous offrir le fait que les années très difficiles que les universités ont vécues en termes de compression, notamment depuis la fin des années soixante-dix, a fait en sorte que les universités ne pouvaient pas supporter l'infrastructure nécessaire à développer des efforts de recherche dans les domaines de la recherche fondamentale. Cela, évidemment, c'est un point de départ éventuellement à la capacité de faire de la recherche appliquée parce que c'est ce dont on parle. Quand on parle de contrats de recherche, on parle de la recherche appliquée. Comme vous le savez, M. Rémillard, ce n'est que cette année que le gouvernement du Québec compense les frais indirects de recherche dans les universités suivant un programme clairement établi. Auparavant, les universités devaient absorber ces sommes-là, ce qui signifiait que nous avons une infrastructure nettement insuffisante pour développer des efforts importants du moins si on se compare aux universités ontariennes. On ne sait quels sont les chiffres des universités du Québec vis-à-vis de l'ensemble canadien et vis-à-vis de la province de l'Ontario. Je ne sais pas si M. L'Écuyer a des commentaires additionnels à faire?

M. L'Écuyer: Oui, bien écoutez. On peut effectivement se poser un certain nombre de questions sur la répartition. Je pense que les universités québécoises au cours des dernières années ont fait amplement la preuve qu'elles étaient capables d'aller chercher des contrats et qu'elles avaient des projets de façon adéquate. Je prends un organisme comme l'INRS, par exemple, va chercher la moitié de ses budgets de recherche en contrats et vous avez cette situation-là dans maints secteurs. Je pense probablement qu'un des éléments, c'est le développement de relations suivies avec les ministères fédéraux. C'est peut-être un des éléments importants au niveau, en tout cas, des chercheurs et peut-être plus généralement aussi les politiques de développement de la recherche des différents gouverne-

ments.

M. Rémillard: M. L'Écuyer, est-ce que vous nous dites finalement que si nous n'avons pas notre juste part de la recherche scientifique, ce n'est pas parce qu'Ottawa ne veut pas nous la donner mais parce que, nous, nous ne faisons pas en sorte qu'on puisse l'obtenir? Est-ce que c'est ça que vous nous dites?

M. L'Écuyer: Non pas du tout. Ce que je vous dis actuellement c'est que nous avons au Québec, parce que vous avez posé la question dans ces termes-là, le potentiel et les intérêts pour aller chercher des budgets de recherche et des contrats de recherche. Mais ces contrats-là ne sont pas adjugés sur des jugements de pairs, ils sont adjugés sur toute une autre problématique. Il y a des relations qui peuvent s'être établies depuis longtemps entre certains laboratoires fédéraux et il peut être assez difficile à certains moments donnés de pénétrer ces dimensions-là. Ce que je veux dire, essentiellement, c'est que je crois qu'actuellement le Québec et les universités québécoises ont les capacités et elles le font, en particulier au niveau des entreprises, très bien maintenant.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Guy Bélanger? Il ne vous reste pas grand temps.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Je vous remercie. Alors si je comprends bien, vous nous dites que notre lobbying auprès des organismes distributeurs de budgets pour les recherches n'est pas suffisant ou est mal organisé. Ha, ha, ha! Vous nous dites aussi, quelque part dans votre mémoire, je pense que c'est à la page 14, qu'on a une tendance trop grande au Québec à essayer de tout ramener ou greffer tous les projets de recherche autour du virage technologique qu'on anticipe. Vous nous reprochez à cet égard-là de négliger tout l'aspect du développement des sciences humaines ou de la recherche au niveau social. J'aimerais avoir vos commentaires là-dessus.

M. Kenniff: On souligne cette dimension-là, qu'il ne faut pas oublier, dans le domaine du développement de la recherche, qu'il n'y a pas seulement les domaines associés au virage technologique, mais qu'il y a également les sciences humaines et les sciences sociales qui sont très importantes pour notre société, pour résoudre un certain nombre de problèmes que nous vivons présentement. Et il faut souligner par ailleurs qu'il y a eu dans certains de nos établissements universitaires un développement significatif de la capacité de la recherche en sciences humaines et en sciences sociales depuis quelques années, qu'il y a une augmentation très importante, notamment - je le sais - dans l'université de M. Corbo, dans ces domaines-là,

au point de vue des subventions de recherche. Et je voudrais distinguer, par rapport à votre remarque et à la question posée par M. Rémillard avant, il faut faire la distinction entre les contrats de recherche et la recherche subventionnée. Dans le domaine de la recherche subventionnée, j'ai expliqué un peu comment on se comporte vis-à-vis des conseils subventionnaires à Ottawa, c'est quand même, sauf le CRSNG, c'est quand même assez bien. C'est dans le domaine des contrats de recherche, de la recherche appliquée, de la recherche qui est commanditée, notamment par les ministères et les laboratoires fédéraux, que là, évidemment, le dossier n'est pas du tout rose.

Une voix: Bien.

M. Corbo: M. le Président, en clair, quand les fonds de recherche sont accordés suite aux jugements de comités de pairs, les chercheurs québécois, dans l'ensemble, vont chercher une proportion de fonds comparable à la population: 25 %. C'est plus que la population en sciences humaines, c'est plus, en sciences biomédicales, c'est moins, en sciences naturelles et génie, mais on commence à avoir des explications là-dessus. Mais, dans l'ensemble, les fonds obtenus suite aux jugements des pairs se comparent à la population. C'est lorsque les fonds ne sont pas accordés par le jugement des pairs dans les organismes subventionnaires qu'il y a une chute à 10 %.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Bien, alors...

Le Président (M. Jean Campeau): Votre temps est maintenant épuisé, M. Bélanger. On passe maintenant à M. Jacques Brassard.

M. Brassard: M. le Président, on est en face d'un beau cas, un cas exemplaire, qui illustre fort bien l'évolution du fédéralisme canadien, parce qu'à l'origine, quand on regarde l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, l'éducation, s'il y a une chose qui est incontestable, c'est une compétence exclusive des provinces: exclusivité en faveur des provinces. Le fédéral n'a rien à voir là-dedans, absolument rien à voir. Puis, au fil des ans, au fil des années, pour toutes sortes de raisons, en utilisant, comme vous l'avez indiqué d'ailleurs, son pouvoir de dépenser, le gouvernement fédéral s'est tranquillement installé, s'est ingéré, a pris racine dans le secteur de l'éducation, particulièrement dans l'enseignement postsecondaire. M. Corbo disait tantôt que le Québec a toujours manifesté de la jalousie quant à ses prérogatives en matière d'éducation. Oui, c'est vrai, le ministre évoquait tantôt Duplessis. Mais ça n'a rien donné. Le fédéral a quand même pris place, et une grande place, dans le domaine de l'éducation postsecon-

daire et universitaire. Et c'est ce qui fait qu'aujourd'hui une grande partie du financement des universités dépend d'Ottawa, dépend du gouvernement fédéral, par le biais des programmes établis. Et quand il décide de baisser ça, bien là, les universités et les collèges ont des problèmes, et il le décide tout seul. Ce n'est pas négocié, ça là, entendons-nous bien. Ce n'est pas le fruit d'une négociation entre le Québec et Ottawa. C'est lui qui décide le niveau du financement. Alors, quand il a des problèmes financiers, et il en a, Dieu sait qu'il en a depuis un certain temps, alors il sabre, il coupe dans les programmes établis en matière d'éducation et, là, les universités ont des problèmes de financement.

Je vous avoue que compte tenu de cette situation que vous connaissez, ce n'est pas une description, je ne vous apprends rien en vous décrivant ça. Vous connaissez ça, vous connaissez la situation depuis belle lurette. Je vous avoue que devant une situation comme celle-là que vous connaissez bien, je vous trouve extraordinairement timides. Je veux bien croire que vous ne voulez pas vous prononcer comme le mentionnait tantôt M. Béland sur le statut constitutionnel et politique du Québec. Bon, très bien, il y en a beaucoup qui ne veulent pas. Parfait, pas de problème, on ne sera pas pires amis pour ça.

Mais là, tout de même, en matière d'éducation, vous auriez dû être un peu plus osés. Quand vous dites en page 4: On vous a exposé le problème des programmes établis; ça baisse constamment et il nous a semblé important de sensibiliser les membres de la Commission à l'évolution de la participation du gouvernement fédéral au financement de l'enseignement postsecondaire. Et on passe à la recherche. On se serait attendus, à tout le moins de la part des recteurs et du monde universitaire, qu'au moins vous veniez nous dire: Écoutez, quel que soit le statut qu'on choisira et que le peuple choisira à l'avenir, quel que soit ce statut-là, il serait à tout le moins essentiel, indispensable qu'en matière d'éducation, le Québec retrouve pleinement, entièrement et totalement sa compétence exclusive.

De votre part, je me serais attendu à ça. Au moins à ça. Je ne vous demande pas de vous prononcer pour la souveraineté du Québec. Même si je vous posais la question, je sais que vous n'y répondriez pas. Je ne vous demande pas ça. Mais, à tout le moins, je me serais attendu que, dans votre mémoire, vous nous ayez demandé, exigé même qu'en matière d'éducation, le Québec retrouve sa compétence exclusive et que le fédéral sacre son camp de ce domaine-là. Ce n'est pas ça. Je le regrette. À moins que vous ne vouliez vous reprendre. Vous pouvez verbalement.

M. Kenniff: C'est une longue introduction à la question. À titre de recteur d'université et de président de la Conférence, je pense que j'ai

donné les raisons pourquoi mes collègues et moi ne souhaitions pas nous prononcer au nom de nos établissements sur la question constitutionnelle. Ça n'enlève rien à nos droits de citoyen, évidemment, M. Brassard.

Vous avez dit que quand les programmes établis baissent, effectivement, les universités ont des problèmes. Dans les programmes établis, le financement fédéral baisse; c'est le gouvernement du Québec qui a un problème. Évidemment, le gouvernement du Québec a, à ce moment-là, à choisir si oui ou non il va nous refiler le problème aux universités. C'est dans ces termes-là que ça s'est posé, et je vous rappelle que les compressions dans le domaine universitaire ont débuté bien avant que les programmes établis commencent à subir des coupures en 1982. C'est en 1979 que les compressions ont débuté de façon importante dans les universités. C'est une question d'équilibre.

Peut-être qu'on a trop présumé que les chiffres parleraient par eux-mêmes, mais il y a eu une baisse importante au niveau des paiements de transferts, qui n'ont jamais eu de condition attachée. Le gouvernement du Québec peut dépenser cet argent-là comme il l'entend, quand les montants baissent, évidemment, mais cette situation-là est une situation déplorable. Nous ne sommes pas venus ici pour faire le procès de la situation constitutionnelle qui a prévalu au Canada, depuis quelques années, pour dire: Écoutez, c'est très mauvais que le gouvernement fédéral se soit immiscé dans le domaine de la recherche. Je pense que les universités, très froidement, en analysant la situation actuelle, vont dire que ce n'est pas une situation qui se dépeint en noir et en blanc. Effectivement, les conseils subventionnaires fédéraux ont aidé au développement de la recherche au Québec, tout comme les programmes québécois ont aidé. Quand nous avons dit que nous nous accommoderons d'une solution constitutionnelle quelconque, que ce soit entièrement de la responsabilité du Québec dans ce domaine-là ou partiellement du fédéral et partiellement du Québec, ce que nous voulons, effectivement, c'est que la part des universités dans le développement de la société québécoise soit reconnue comme étant importante. Je vais m'arrêter là, parce que je sais que M. Corbo voulait également faire quelques commentaires.

M. Corbo: M. le Président, les universités québécoises ont vécu beaucoup de déceptions depuis une décennie, comme le disait M. Kenniff. Peut-être qu'il faut poser le problème autrement. Peut-être que cette Commission doit faire savoir à l'Assemblée nationale et au gouvernement du Québec que l'arrangement constitutionnel qu'elle recommande a aussi comme vertu de consacrer une place importante à tout le processus d'éducation, y compris l'éducation universitaire, parce qu'à ce moment-là, c'est l'avenir du Québec qui

est en cause, et le défaut d'une structure constitutionnelle de soutenir adéquatement l'éducation, quelle qu'elle soit, ne serait pas acceptable par les universités.

M. Brassard: Je suis d'accord avec vous, M. Corbo, sauf que je me dis que, si ceux-là mêmes qui ont l'expertise en matière d'enseignement universitaire, d'enseignement postsecondaire, ne sont pas en mesure de venir nous dire que dans ce domaine-là, les compétences et la juridiction exclusive doivent se situer à Québec et à Québec seulement, si vous autres vous n'êtes pas en mesure de venir nous dire ça, qui est-ce qui va nous le dire? Puis, je ne vous demande pas de vous prononcer pour le fédéralisme renouvelé ou la souveraineté ou la souveraineté avec association, ce n'est pas ça que je vous demande. En matière d'éducation, est-ce que vous convenez que, pour que ça fonctionne bien, pour que le Québec et le peuple québécois relèvent les défis énormes, considérables dans ce domaine-là, avec toutes les conséquences, considérables aussi, qu'on sait que ça implique dans l'économie, est-ce que vous pensez que cette juridiction-là doit redevenir exclusive au Québec?

M. Kenniff: M. le Président, je pense que, tout à l'heure, en réponse à une question que Mme Pagé a posée, j'ai donné une réponse qui disait: Si la compétence est exclusive, la capacité d'élaborer des politiques est exclusive. Si le gouvernement du Québec reprenait la pleine juridiction en matière d'éducation, et notamment en matière d'enseignement supérieur, le gouvernement serait libre, à ce moment-là, de définir les politiques. Ce n'est pas une situation qui nous déplaît. À l'inverse, le constat vis-à-vis des subventions de recherche, à l'heure actuelle, par opposition aux contrats de recherche, c'est que, dans l'ensemble, effectivement, le Québec retire – je ne dis pas que c'est parfait sur toute la ligne – quand même sa part dans la plupart des domaines. Donc, je pense qu'il ne faut pas nous demander de faire un constat d'échec du régime au plan, je dirais, fonctionnel, à l'heure actuelle, vis-à-vis des subventions de recherche; par contre, on reconnaît très clairement que si la pleine compétence en matière de recherche universitaire était au gouvernement du Québec, là, le Québec serait libre de définir ses propres politiques.

Le Président (M. Jean Campeau): Rapidement, M. Corbo, si vous voulez ajouter quelque chose.

M. Corbo: Une image, M. le Président. Les universités du Québec se tournent naturellement vers le gouvernement de Québec lorsqu'il est question de politique universitaire; il se peut que les universités, dans d'autres parties du Canada, se tournent plus naturellement vers le gouverne-

ment fédéral. Vous avez peut-être là des éléments de réponse.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. Le temps est écoulé. M. Corbo, Mme McNicoll, M. Kenniff, M. L'Écuyer, merci d'avoir contribué à l'avancement de notre Commission.

Les travaux sont ajournés, nous reprenons à 19 heures.

(Suspension de la séance à 17 h 48)

(Reprise à 19 h 6)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous reprenons nos travaux de la journée. Nous avons en audience la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal pour une durée d'une heure et demie. Vous savez que les temps de questions sont répartis comme suit: 15 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 15 minutes pour le groupe formant l'Opposition officielle, 40 minutes pour les autres membres, 10 minutes pour la présidence et 10 minutes pour la présentation de votre mémoire. M. Dorion est-ce que vous pourriez nous présenter vos collègues?

Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

M. Dorion (Jean): Certainement, M. le Président. À ma droite, notre premier vice-président M. Ferdinand Prémont; à ma droite également, notre deuxième vice-présidente Mme Sylvie Méribeau; à ma gauche, notre secrétaire générale Mme Lise Gagnier, et à ma gauche également, un membre de notre Conseil général M. Pierre de Bellefeuille.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous avez maintenant, M. Dorion, 10 minutes pour présenter votre mémoire.

M. Dorion: Merci M. le Président. Notre Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal existe depuis 156 ans. Elle est donc née avant la Confédération et même avant l'Acte d'Union. C'est dire que la preuve est faite que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal peut survivre à bien des régimes même si elle a ses préférences. Vous ne vous surprendrez donc pas de constater à la lecture de notre mémoire que nous ne craignons pas le changement. Le mémoire de notre Société traite principalement du dossier démographique. Il évoque les problèmes graves que connaît présentement le Québec à cet égard et, en particulier, ceux qui affectent Montréal. Ces problèmes ne peuvent trouver de solution, croyons-nous, à l'intérieur du fédéralisme canadien.

Parlons d'abord de la nécessité d'une politique de la famille. Le taux de natalité actuel, c'est bien connu, ne parvient pas à

assurer le simple remplacement des générations au Québec. Cette situation exigerait une politique de la famille, mais ce qui, à ce jour, en tient lieu c'est une duplication inefficace de programmes d'aide fédéraux et québécois. L'élaboration d'une vraie politique de la famille est une opération extrêmement complexe. La lutte à la pauvreté, les politiques de la main-d'œuvre et de la condition féminine en sont des éléments bien sûr, mais il faut agir aussi sur les valeurs, par l'éducation en particulier. Bref, comme l'explique notre mémoire, la recette d'une relance de la natalité est loin d'être simple et s'accommode mal de l'intervention de deux gouvernements aux idées divergentes. Nous croyons qu'un État québécois disposant de l'ensemble des moyens d'action aurait de bien meilleures chances d'obtenir des résultats sérieux, d'autant plus que la nécessité d'agir dans ce domaine est plus aiguë et plus ressentie au Québec qu'ailleurs.

Mais les expériences étrangères nous enseignent qu'une politique de la famille, aussi indispensable soit-elle, ne peut avoir que des effets limités. Pour maintenir sa population, le Québec doit aussi avoir recours à l'immigration. C'est l'immigration d'ailleurs qui a permis de constituer les grands pays de notre continent: États-Unis, Argentine, Brésil, sans mettre en cause leur homogénéité linguistique.

Il est bien connu que les personnes d'origine anglaise ne sont plus qu'une petite minorité aux États-Unis. Il en est de même pour celles d'origine portugaise au Brésil, ou espagnole en Argentine. Mais dans chacun de ces trois pays, les immigrants venus de tous les coins du monde ont adopté rapidement la langue du groupe européen fondateur. Ce groupe a eu la sagesse et surtout, faut-il dire, le pouvoir d'établir, dès le début, les règles du jeu. L'immigration, au lieu de jouer contre lui, a donc joué pour lui en augmentant sans cesse le nombre de ceux qui partageaient sa langue.

Au Québec, le processus est absolument inversé. Malgré une population en grande majorité d'origine française, et cela depuis des siècles, on assiste à l'adoption de l'anglais par la majorité de ses immigrants et nous donnons, dans notre mémoire, des chiffres éloquentes à ce sujet. Est-ce une coïncidence si cette situation anormale, injuste et unique en Amérique se produit précisément sur les territoires du seul peuple qui, sur notre continent, a adopté le bilinguisme ou plutôt, qui se l'est fait imposer?

Bilinguisme des institutions fédérales d'abord: English or French, the choice is yours, the pleasure is ours, disent les petites affiches rouges et bleues de nos aéroports, et de tous les bureaux fédéraux à nos immigrants, qui n'en demandent pas tant, mais qui tirent vite leurs conclusions. Bilinguisme de nos lois et de nos Cours, fédérales et québécoises, que les constitutions successives nous ont imposé. Et le droit réglissant toutes les activités humaines, il n'est

pas surprenant de voir les entreprises étrangères installées chez nous utiliser l'anglais dans leurs activités clés, même internes au Québec. Bilinguisme enfin, de tous nos services publics québécois. Faut-il vraiment s'étonner de ce que, 13 ans après l'adoption de la loi 101, à peine la moitié des grandes entreprises du Québec détiennent leur certificat de francisation, alors même qu'on sait que la détention d'un tel certificat ne signifie pas, loin de là, que tout le personnel y travaille en français.

Si pour la majorité, les immigrants ne se francisent pas au Québec, c'est à cause de l'insuffisance et de l'ambiguïté des politiques linguistiques québécoises, dont les carences résultent pour la plus grande part, du carcan constitutionnel au sein duquel elles ont été adoptées, ou grâce auquel elles ont été mises en échec. Au nom de la Constitution canadienne, la Cour suprême a invalidé en 1979 les articles de la loi 101 faisant du français la seule langue officielle des lois et des tribunaux du Québec. Au nom de la Constitution canadienne, la Cour suprême a invalidé en 1988 les dispositions de la loi 101 sur l'affichage et les raisons sociales, obligeant le Québec à invoquer la clause nonobstant valide pour cinq ans seulement, ce qui nous vaudra d'aimables débats quinquennaux. Au nom de la Constitution canadienne, la Cour Supérieure a nié le droit du Québec d'obliger les parents à envoyer leurs enfants à l'école française dans les cas où les parents ou leurs enfants ont déjà reçu l'éducation en anglais au Canada. Cette décision permet d'échapper à la loi 101 par la simple fréquentation, sur une courte période, de l'école anglaise privée au Québec. Elle nous laisse d'ailleurs sans protection contre d'éventuelles migrations interprovinciales massives. Ce n'est pas le cas peut-être présentement, mais il reste que nous n'avons aucune protection contre ce phénomène, si jamais il se développait.

Au nom de la Constitution canadienne, enfin, se perpétue au Québec une structure scolaire désuète qui confie l'intégration d'une large part de la jeunesse immigrante de Montréal à une commission scolaire contrôlée par des anglophones et présidée d'ailleurs par un unilingue. Citons l'expérience d'un membre de notre organisme, enseignant dans une école secondaire à forte population multiethnique, et qui ne parvient pas à obtenir d'un grand nombre de ses élèves qu'ils parlent français à l'école. Cet enseignant se fait constamment rappeler que nous vivons au Canada et, dans ce pays, l'anglais est non seulement une langue officielle, c'est la langue de la majorité. Ce n'est pas en restant dans le Canada que nous pourrions changer cette perception, car, dans le Canada, elle correspond à la réalité. Ce bilinguisme de nos institutions publiques, il résulte des privilèges injustes et anormaux dont bénéficie l'anglais au Québec. Ces privilèges sont un héritage direct de la violence

qui a été faite à notre peuple en 1760. La restauration du français comme véritable langue officielle du Québec et langue commune de sa population reste à faire. Il importe ici de souligner la place stratégique de l'île de Montréal dont la population scolaire n'est plus qu'à moitié francophone. La francisation de cette nouvelle génération montréalaise, qui ne peut se faire seulement à l'école et qui devient très ardue dans les quartiers où les francophones deviennent minoritaires, est donc l'enjeu crucial d'une véritable course contre la montre.

(19 h 15)

Or, les politiques québécoises de francisation se heurtent au carcan constitutionnel canadien. En fait, la dualité linguistique que le Canada impose au Québec est un obstacle insurmontable à la francisation des immigrants. Il faut donc rompre avec cette dualité en créant au Québec un état francophone souverain. Les immigrants ne sont pas responsables de l'ambiguïté de nos positions actuelles quant à notre identité nationale. C'est à nous de leur donner un message clair. Les immigrants ne pourront s'intégrer réellement et irréversiblement au Québec français que le jour où le Québec sera un vrai pays, avec un passeport québécois et une citoyenneté québécoise.

Je ne veux pas terminer sans rappeler une autre réalité démographique incontournable. La part du Québec dans la population du Canada est passée de 32,3 % en 1871 à 25,8 % en 1986. Cette chute s'accroît et notre capacité d'influencer le système politique canadien, ou d'en sortir, sera moins grande quand nous formerons 20 % ou 18 % de la population. Le choix de la souveraineté est donc urgent. La souveraineté est une solution moderne, c'est ce qu'illustrent de nombreux exemples étrangers. Mais nous mettons la population en garde contre ceux qui voudraient jouer sur les mots; l'État souverain est celui qui, seul, adopte ses lois, lève les impôts et établit les relations extérieures. L'existence d'un Parlement à Ottawa, auquel les Québécois éliraient des députés, ne serait pas compatible avec la souveraineté du Québec. Ho! on sait bien que l'indépendance nationale n'est pas absolue. On sait bien que les peuples, à travers les États qu'ils contrôlent, sont appelés à négocier et à mettre en application des ententes de tous ordres. On sait bien qu'un Québec souverain devra continuer de s'assurer les meilleurs échanges avec ses voisins. On sait bien tout cela, et l'on sait bien aussi que seule la souveraineté permet à un peuple de participer à de telles négociations, de signer de telles ententes et de tirer le meilleur de tels échanges.

En conclusion, M. le Président, la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal propose à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec de recommander au gouvernement du Québec de présenter à l'Assemblée nationale une déclaration proclamant solennellement son

intention de faire du Québec un État souverain, et d'instituer une commission chargée d'élaborer la constitution de cet État. Cette constitution devra être soumise au peuple du Québec lors d'un référendum. Dans l'éventualité où le gouvernement rejetterait cette recommandation, la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal inviterait le gouvernement du Québec, dont le programme constitutionnel s'est effondré au moment de l'échec de l'accord du lac Meech, à déclencher des élections générales afin que le Québec soit doté d'un gouvernement ayant un mandat constitutionnel clair.

M. le Président, mesdames et messieurs les membres de la Commission, je suis prêt à répondre à vos questions et je me permettrai parfois de demander à mes collègues de compléter mes réponses. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Dorion. Madame Claire-Hélène Hovington, vous avez la première intervention.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. M. Dorion, M. Prémont, Mme Méryneau, Mme Gagnier, M. de Bellefeuille, au nom du gouvernement, permettez-moi de vous remercier d'être venus présenter à la Commission sur l'avenir du Québec votre mémoire. Et, vous savez, je ne suis pas de Montréal, je suis députée de Matane, donc une régionaliste. J'ai appris beaucoup en lisant votre mémoire, surtout sur votre historique qui dit, entre autres, que dans le domaine social, vous avez créé, en 1893... Ces cours publics créés en 1893 sont à l'origine des écoles des arts et métiers, de l'École des Beaux-Arts, de l'École des hautes études commerciales. Et l'année où je suis née, vous avez même instauré le Prêt d'honneur. Je vous félicite. Et dans le domaine politique, vous ajoutez que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal a pris la tête des campagnes qui ont abouti à la reconnaissance officielle de notre fête nationale et de notre drapeau national. Alors, je pense que tous les Québécois sont fiers de leur drapeau et je ne savais pas que c'était l'œuvre de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

La question démographique au Québec vous inquiète au plus haut point. Et vous dites même que si les Québécois veulent continuer à exister comme peuple, ils doivent faire le choix de la souveraineté. Ce choix doit être fait au plus vite, avant que notre poids démographique n'ait chuté davantage. Si ça peut vous rassurer, toute cette question démographique... Il faut reconnaître que les préoccupations que vous énoncez sont aussi les préoccupations du gouvernement du Québec à l'heure où on se parle. Autant, par exemple, toutes les politiques que l'on met de l'avant... Les préoccupations du gouvernement vont vers le relèvement du taux de fécondité des Québécoises et un meilleur contrôle sur l'intégration des immigrants. Et en ce sens, je ne sais

pas si vous avez lu **La Presse** aujourd'hui, du 15 novembre, où il est dit, en gros titre d'ailleurs: "La politique nataliste du gouvernement Bourassa porte fruit." Et on dit que le Québec est la seule province canadienne à enregistrer une hausse appréciable du taux de fécondité en 1988. Et on dit, par exemple, que Statistique Canada en attribue, donc la hausse de ce taux de fécondité, en partie, à la politique nataliste du gouvernement Bourassa. Et il s'agit nettement d'un revirement de tendance; et si ce revirement de tendance peut se continuer, en tout cas ça nous donne un bon espoir qu'on atteigne ce niveau fixé par les démographes pour qu'une génération se remplace, à 2,1 enfants par femme. Il est sûr que les politiques mises de l'avant ne sont peut-être pas suffisantes, qu'il faut aller plus loin... Suffisantes dans le sens pour hausser le taux de démographie à 2,1 enfants par femme, mais c'est un bon encouragement. Et je pense qu'on peut espérer un meilleur avenir.

Quant à l'immigration, tous les organismes qui sont venus ici, je pense qu'il y a un consensus qui se dégage. Le gouvernement doit récupérer les pouvoirs au niveau de l'immigration. Ça, je pense que ça a fait consensus.

Pour ce qui a trait aux aspects économiques de la souveraineté, je trouve que votre association est très discrète. J'aimerais vous entendre un petit peu plus en profondeur, sur les aspects économiques d'une souveraineté. Est-ce que votre association prévoit un lien quelconque avec le reste du Canada, un lien économique? Et si oui, dans quel sens vous le voyez, ce lien économique, si on devient souverains en tant que Québécois?

M. Dorion: Alors, d'abord, madame, je voudrais vous remercier des mots aussi aimables que vous avez eus à l'égard de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et de ses activités passées. J'espère que ses activités actuelles vous réjouissent également.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Hovington: C'est moins sûr.

M. Dorion: Vous avez souligné les efforts du gouvernement du Québec pour développer une forme de politique de la famille et il ne s'agit pas, pour notre part, de rabaisser ce qui a été fait. Tout simplement, nous avons constaté, comme tout le monde, et je pense que le gouvernement actuel du Québec a été le premier à le constater, à quel point les interventions fédérales dans ce dossier ont souvent été très nuisibles. Je pense en particulier à la politique nationale des garderies que le gouvernement canadien a promis à plusieurs reprises. Et le seul effet de cette promesse, finalement, a été que le gouvernement québécois, qui avait déjà fait des efforts importants pour se doter d'une telle politique, a mis

les choses sur la glace pour quelque temps en attendant de voir ce que le fédéral ferait. Et finalement, le fédéral n'a rien fait encore et tout a été retardé par le fait qu'il y a, en somme, deux responsables à qui on peut lancer la pierre alternativement et qui peuvent se la relancer.

De même, vous parliez des efforts consentis pour hausser le taux de natalité. Bon. La hausse dont on parle dans les journaux, tout le monde reconnaît qu'elle est très très très modeste, c'est quelques dixièmes de 1 % d'enfant. On est passé à 1,49, de 1,41 je pense, quelque chose comme ça, d'après ce que j'ai lu dans le journal ce matin. Il faudrait passer à 2,1, ce qui est beaucoup plus. Parce que, dans ce domaine, les fractions sont un des éléments extrêmement importants et demandent un effort très considérable, impliquent des changements de comportement très considérables. Donc on ne peut pas, malheureusement, même avec la meilleure politique de la famille, compter régler tous les problèmes démographiques du Québec. Il y a un vieillissement de notre population. On sait que les politiques de la famille qui ont été employées dans d'autres pays ont donné des résultats, mais quand même très modestes. Alors, il va rester ce problème de l'immigration et, donc, de l'anglicisation aussi que l'on connaît actuellement chez les immigrants.

Vous m'avez demandé notre position sur l'aspect économique de la souveraineté. D'abord, nous ne sommes pas un organisme spécialisé dans les choses économiques. Nous n'avons pas la prétention d'avoir des réponses à toutes les questions d'ordre économique, mais nous constatons, comme beaucoup de gens au Québec, qu'il existe maintenant chez nous une classe d'affaires qui est tout à fait apte à concurrencer les bourgeoisies d'affaires étrangères. Deuxièmement, nous constatons aussi que des organismes sérieux comme Merrill Lynch, la Banque de Montréal ou encore la Commission des services publics du Vermont, ont émis l'avis, dans des documents plus ou moins confidentiels, qu'un Québec indépendant, un Québec autonome est viable. Pour le reste, nous pensons que, bien sûr, il va falloir négocier des arrangements économiques avec le reste du Canada, mais il faut pour n'importe quel pays, quel qu'il soit, négocier des arrangements économiques avec ses voisins. Nous avons confiance dans la capacité de la société québécoise à cet égard.

Mme Hovington: Mais je vous repose la question, M. le Président, une question qui a été posée ici à beaucoup d'organismes qui prônaient justement une déclaration de souveraineté et ensuite une négociation avec le reste du Canada, mais il faut être deux pour négocier toujours. De quelle façon voyez-vous les négociations possibles avec le reste du Canada sur des questions économiques ou sur la division des actifs et des passifs sur le droit de succession

d'un État, si l'on déclare unilatéralement la souveraineté?

M. Dorion: Eh bien! je vais vous répondre ce que la plupart des organismes ont sans doute répondu, c'est-à-dire qu'une négociation, bien sûr, se fait à deux, et que le Canada a d'énormes intérêts en jeu au Québec, et que, à partir du moment où la volonté du peuple québécois de devenir indépendant va devenir évidente, il va apparaître aux milieux d'affaires canadiens-anglais, qui sont des gens pragmatiques, qu'il faut limiter le cassage des oeufs et que, conséquemment, on va chercher à négocier avec nous. Ce n'est pas seulement l'intérêt du Québec d'avoir de tels accords. C'est aussi l'intérêt du Canada anglais qui a d'énormes investissements au Québec, le Canada anglais dont la voie d'accès à l'océan – je parle de l'Ontario, en tout cas – passe par le Saint-Laurent, le Canada anglais qui a intérêt aussi à partager le fardeau de sa dette nationale avec un éventuel État québécois, etc. Alors, je pense que les deux auront intérêt à cela, au-delà des gros mots qu'on pourrait se dire dans une certaine phase qui sera probablement de courte durée, parce que les Anglo-saxons sont des gens très pratiques. Je pense qu'au-delà de ça, on va se mettre à table et négocier des arrangements sérieux.

Mme Hovington: Et vous proposez une déclaration de souveraineté par l'Assemblée nationale, suivie de la création d'une commission chargée d'élaborer la constitution du Québec. Cette constitution devra ensuite être soumise au peuple lors d'un référendum. Si je vous comprends bien, vous proposez que le gouvernement déclare – tout simplement à l'Assemblée nationale – la souveraineté du Québec sans passer par un référendum avant. Parce que l'Union des artistes prônait aussi... Et tous les gens disent ici que l'avenir du Québec appartient aux Québécois et Québécoises. Il n'appartient pas à un parti politique ou n'appartient pas, si vous voulez, à un organisme quelconque. Alors, vous voulez que l'Assemblée nationale déclare la souveraineté et qu'ensuite, on mette sur pied une commission qui, elle, mettrait en place une constitution; ensuite on irait en référendum pour accepter cette constitution. C'est ça?

M. Dorion: Ce n'est pas exactement ce qui est déclaré. Ce qui est déclaré, c'est que nous demandons à la Commission de recommander au gouvernement du Québec de présenter à l'Assemblée nationale une déclaration proclamant solennellement son intention de faire du Québec un État souverain et non pas de déclarer solennellement l'indépendance ou la souveraineté. C'est quand même une grande différence. On ne proclamera pas unilatéralement et, tout particulièrement, sans l'appui populaire explicite dans un référendum.

Mme Hovington: Mais le référendum dont vous parlez ici, vous dites bien que la Constitution... le référendum trait... Le mandat de la Commission serait d'élaborer une constitution et le référendum serait pour accepter cette constitution.

M. Dorion: Oui, cette constitution. Laquelle impliquerait...

Mme Hovington: Ce ne serait pas pour se prononcer sur la souveraineté.

M. Dorion: Bien, le premier article de cette constitution serait certainement que le Québec est un État souverain. Alors, il y aurait, bien sûr, de la part de la population, la possibilité de se prononcer même sur ce principe-là.

Mme Hovington: Merci. Je vais passer la parole à mon collègue.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Robert Benoit.

M. Benoit: M. Dorion et votre équipe, merci d'être avec nous ici ce soir. Très jeune, aussi loin que je peux me rappeler, mon père était membre de la Société Saint-Jean-Baptiste et il y avait quelque chose de mystique quand il allait aux réunions de la Société Saint-Jean-Baptiste. J'ai vraiment compris, la journée où vous m'avez fait faire du porte-à-porte pour le Prêt d'honneur, ce que c'était la mystique que je ne comprenais pas. Mais, de toute façon, vous aviez fait et vous faites encore avancer le fait français au Québec et en Amérique et, à cet égard, je pense qu'on vous doit beaucoup pour ce que vous avez fait pour le fait français sur le continent. Hier, M. Laberge disait qu'en lisant un autre mémoire, il avait tiqué en passant sur certains passages. Je dois avouer qu'en lisant votre mémoire, j'ai aussi tiqué à quelques endroits où ça accroche un peu. (19 h 30)

Je vais vous lire, entre autres, un passage et je pense que c'est un peu fort. Quand vous dites, vous parlez des différentes formes de fédéralisme des différents pays qui ont des modes de fédéralisme et vous dites: "Au Canada, le lien fédéral ne s'est maintenu que par la minorisation du Québec et grâce à la manipulation de dirigeants qui ont abusé de la passivité, de la naïveté de beaucoup de nos compatriotes." Je pense que c'est très fort, je pense qu'on a eu des dirigeants, dans ce pays, dans cette province, qui ont pris à travers les ans leurs responsabilités. Et c'est malheureux qu'on arrive avec une évaluation aussi simpliste de la situation politique que nous vivons maintenant.

Ceci dit, j'aimerais poser quelques questions. La première: Vous faites énormément mention du fait français au Québec – et encore

une fois, je vous en félicite. Vous dites d'autre part, dans votre mémoire un peu plus loin, que les grands réseaux médiatiques se mondialisent. Alors, le Québec, qu'il soit souverain, qu'il soit dans un État fédéré ou confédéré ou peu importe quel mode nous arriverons à nous entendre, nous ferons partie de ce grand mouvement de mondialisation de la communication. Et comment dans un environnement de 300 000 000 de parlant anglais, comment allons-nous être capables, nous, au Québec – et vous avez réfléchi, c'est la mission principale de votre organisme – comment allons-nous être capables dans les prochaines années non seulement de survivre mais, comme peuple, de continuer à avancer et à faire avancer le fait français?

M. Dorion: Merci, monsieur. Écoutez, vous semblez quelque peu choqué par le fait que j'ai mentionné que plusieurs de nos dirigeants ont manipulé la population à maintes reprises dans notre histoire. Je pense, que malheureusement, c'est une réalité historique et je pourrais élaborer et parler de beaucoup d'entre eux. Et il y a des biographies de ces gens qui en font la démonstration, mais je pense que je pourrais en donner un exemple avec ça: Au moment où la Chambre des communes, par exemple, s'est réunie pour le dernier vote sur le "Canada Bill", c'est-à-dire le projet de rapatriement de la Constitution canadienne, c'était le 24 novembre 1981, juste avant le vote il y a eu un dernier discours de la part du gouvernement, qui a été le dernier discours prononcé en langue française par Mme Monique Bégin, qui était une représentante éminente de ce gouvernement-là. Et elle disait et je le cite ici, c'est dans le journal de la Chambre des communes du 24 novembre, elle disait: "Les gens s'inquiètent souvent au Québec, en ce moment, ces jours-ci, et vont nous dire: Nous avez-vous enlevé notre loi 101?" Vous vous souviendrez, monsieur, qu'à l'époque, les organisations nationalistes estimaient que le rapatriement et en fait la Charte des droits, incluse dans ce projet de modification constitutionnelle du gouvernement fédéral allait avoir un impact très nuisible.

M. Benoit: M. Dorion, je vous ai posé une question précise sur la mondialisation des communications et le fait français. J'apprécierais que vous répondiez à cette question, M. Dorion.

M. Dorion: Monsieur, je vais répondre sûrement à votre question mais, puisque vous avez aussi mentionné que vous ne croyez pas qu'on avait raison de mettre en cause la manipulation de certains de nos échanges, vous me permettez de terminer très brièvement sur cet exemple. Mme Bégin disait: Non, nous avons décidé de respecter la loi 101 pour maintenir la paix sociale au Québec. Toutes les dispositions de l'actuelle loi 101, l'école française prédominante,

le travail en français, l'affichage en français, disait-elle, juste avant ce vote, les affaires en français et le reste demeurent. Nous ne proposons qu'un seul amendement, le changement d'un seul mot, etc.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Dorion, le temps du gouvernement est écoulé. Si vous pouviez répondre rapidement, après ça on passe à un autre bloc de questions.

M. Dorion: Oui, d'accord. Alors, pour ce qui est de la mondialisation des communications, je dirais ceci – et je sais que ça va peut-être étonner beaucoup de gens – que le principal problème que nous éprouvons au Québec à cet égard ce n'est pas le fait que de nos jours il y a une pression très forte de la culture américaine, de la langue, etc., qui se répand par toutes sortes de canaux, effectivement, à la faveur de cette mondialisation des communications; ce n'est pas le principal problème linguistique que nous affrontons au Québec. Le principal problème linguistique que nous affrontons c'est que le Québec ne dispose pas des instruments voulus pour faire face à cela.

Dans d'autres pays, on sent cette pression aussi, mais ces pays ont une seule langue officielle, ce qui implique énormément de conséquences dans la vie publique à tous égards. Dans ces pays, les immigrants choisissent la langue du pays. En France personne ne demande des écoles anglaises...

Le Président (M. Jean Campeau): Le temps du bloc réservé est maintenant écoulé, M. Dorion. Nous passons maintenant à M. Jacques Brassard.

M. Brassard: M. le Président, moi aussi je voudrais remercier la Société Saint-Jean-Baptiste d'avoir accepté de venir témoigner devant cette Commission, parce que c'est une vieille institution du Québec français, dont la feuille de route est tout à fait remarquable. Quand vous dites dans votre mémoire que la Société Saint-Jean-Baptiste participe depuis plus de 150 ans à l'évolution politique du Québec et que son histoire se confond avec la lutte pour protéger l'identité et promouvoir la souveraineté du peuple québécois, c'est on ne peut plus vrai. Et je pense que, dans le contexte actuel, il convient de reconnaître le travail remarquable que vous avez accompli au fil des ans depuis 150 ans, parfois à des époques difficiles où le nationalisme, comme on dit, était souvent perçu ou considéré comme une tare à une certaine époque. Ce n'est plus le cas maintenant, heureusement, mais à une certaine époque. Mais vous avez quand même maintenu le flambeau et assuré la défense des intérêts vitaux des Québécois. Il est évident que vous mettez beaucoup l'accent sur la question linguistique. Je ne vous en fais pas

reproche parce qu'il y a beaucoup d'organismes qui sont venus ici nous parler d'économique. Ça relevait, ça dépendait de leur vocation, puis on était heureux d'échanger avec eux sur cette question-là, mais moi, je comprends très bien, puis je trouve tout à fait normal que vous mettiez l'accent sur la question linguistique. D'autant plus que vous êtes la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, et que je pense que c'est à Montréal que le problème linguistique se pose de la façon la plus aiguë au Québec.

Vous dites également – c'est là-dessus que portera ma première question – que le problème le plus préoccupant au Québec, depuis longtemps d'ailleurs, du phénomène immigrant, réside dans l'anglicisation massive des nouveaux venus. Comme vous êtes un organisme enraciné depuis plus d'un siècle à Montréal, j'aimerais que vous nous disiez quelles sont les raisons de cette anglicisation massive des nouveaux venus, et comment et de quelle façon la souveraineté du Québec donnerait les moyens, les outils, à l'État québécois pour enrayer, mettre un terme à ce phénomène grave et qui comporte, évidemment, des dangers quant à la survie et à l'avenir du peuple québécois lui-même. Est-ce que la loi 101, par exemple, qui oblige les enfants d'immigrants à fréquenter l'école française, a réglé le problème? Est-ce que le problème est tout aussi grave et n'a pas diminué d'ampleur, le phénomène de l'anglicisation massive des nouveaux venus? Et de quelle façon la souveraineté du Québec nous permettrait de régler une fois pour toutes ce problème dont on connaît et dont on sait mesurer la gravité?

M. Dorion: Eh bien! je crois qu'il y a deux niveaux auxquels la situation actuelle du Québec, en fait, est inadéquate, lorsqu'il s'agit de cette question de l'intégration des immigrants. Il y a d'abord un niveau structurel. Il nous faudrait au Québec une structure des pouvoirs telle que l'immigrant sente qu'il a intérêt, fondamentalement, à apprendre le français. En 1985, la loi 101 était déjà en vigueur depuis huit ans à ce moment, on avait demandé aux parents immigrants s'ils étaient d'accord avec l'obligation qui était faite aux immigrants au Québec d'envoyer leurs enfants à l'école française. Et, seulement 24 % de tous ces parents allophones étaient d'accord avec ça, acceptaient cela. Alors, il y avait déjà, bien sûr, une proportion plus élevée que 24 % d'enfants immigrants dans les écoles françaises, mais on pouvait constater que, dans bien des cas, c'était malgré le désir des parents eux-mêmes. Pourquoi? Parce que l'anglais demeure la langue dominante au Québec, et le parent immigrant est conscient de cela; et il estime que ce n'est pas avantageux pour l'avenir de son enfant de le faire éduquer en français. Il se plie à la loi, mais sans plaisir, dans beaucoup de cas. Je ne dis pas qu'il n'y a pas certains immigrants qui se sont joints à la communauté francophone

avec enthousiasme mais on peut dire que, encore actuellement, la majorité n'a pas suivi.

Donc, au niveau de la répartition des pouvoirs, il y a un grave problème. En particulier, le caractère bilingue de toutes nos institutions donne à l'anglais droit de cité partout au Québec. Et la pression — qu'a soulignée un de vos collègues du parti libéral — de la langue anglaise, par les réseaux médiatiques et de toutes sortes de façons, est très forte. En plus, on a une société où cette pénétration est tout à fait légitime et il est même, en quelque sorte, interdit à certains égards de l'empêcher. Je pense à la loi fédérale sur les langues officielles qui a, au fond, cet effet-là à certains points de vue, dans plusieurs secteurs. Évidemment, vous ne pouvez pas faire grand-chose pour corriger le rapport de force nord-américain dans un tel contexte si vous n'avez pas d'instrument.

Il y a aussi un autre niveau, qui est celui, non pas du pouvoir, mais de la symbolique. Je pense que l'intégration des immigrants, des enfants d'immigrants, sera mille fois plus facile le jour où, lorsqu'un enfant immigrant feuillettera son atlas à l'école, il verra que le Québec est d'une autre couleur que le reste du Canada sur la carte mondiale. Ça paraît, ça peut être considéré comme puéril d'avoir de tels rêves; on peut penser que ce n'est pas vraiment important. Je sais qu'il y a parmi les commissaires ici, beaucoup de gens très sérieux du monde des affaires, pour qui ces considérations sont peut-être moins importantes. Mais je pense que les aspects symboliques sont extrêmement importants, en particulier dans l'éducation de la jeunesse.

Et comme on n'a pas de vrai pays du Québec actuellement, il est évident qu'il est très difficile de demander l'adhésion à notre pays à ceux qui viennent s'y établir. Ils cherchent, à ce moment-là, à adhérer à quelque chose de plus gros et de plus grand, ce qui est tout à fait légitimé par la façon même dont est constitué le régime politique dans lequel nous vivons.

Vous avez demandé aussi si la loi 101 a réglé le problème. Je pourrais passer la parole là-dessus à mon collègue Ferdinand Prémont, notre vice-président, qui est enseignant à l'école Saint-Luc et qui pourrait vous en dire assez long là-dessus. M. Prémont?

M. Prémont (Ferdinand): Oui, j'ajouterais qu'à l'école où j'enseigne, il y a 1600 élèves dont 80 % sont des différentes ethnies. À l'intérieur de l'école, il y a 87 ethnies différentes, 42 langues différentes, 9 ou 10 religions différentes, alors l'intégration des immigrants, pour nous, dans nos classes, quand on a trois ou quatre Bégin ou Dorion ou des noms québécois, c'est plutôt rare. On a trois ou quatre petit Québécois à l'intérieur de nos classes. Les autres noms c'est Nguyen quelque chose et on est mêlé souvent dans les noms pour être capable de les retenir; mais la difficulté qu'on a, c'est de leur

montrer l'importance du français. Je pourrais tout de même vous situer. L'école Saint-Luc, c'est au coin de chemin Côte Saint-Luc et Cavendish. Alors, quand nos étudiants sortent de cette école-là, ils s'en vont au restaurant, ils commandent en anglais. Ils s'en vont à un commerçant de l'autre côté de la rue, c'est encore en anglais. Alors tout se fait en anglais. Quand on leur demande à l'intérieur de notre école de parler en français, vous avez peut-être connu la petite discussion qu'il y a eu avec la CECM, l'an passé, qui voulait proposer qu'on parle en français dans nos écoles. Là c'est rendu qu'on nous a permis de parler français dans les classes. Mais encore là, il faut insister à nos jeunes... demander aux jeunes de parler français parce que tous les jours ils voient la télévision dans une autre langue. Ils vivent dans une autre langue et quand on leur demande de parler français pour être capables de passer leur diplôme en français, là, ils se posent des questions. Ils ne sont pas sûrs. C'est pour ça que la seule solution pour leur faire comprendre que c'est important, le français, c'est de prôner la souveraineté pour être capable...

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait.

M. Prémont: ...pour que ça soit clair pour les immigrants qui arrivent ici au Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait M. Prémont. Nous sommes limités un peu dans le temps. M. André Boisclair?

M. Boisclair: J'aimerais vous saluer vous et vos collègues et vous dire jusqu'à quel point...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Boisclair, votre micro. Approchez-le, c'est tout. (19 h 45)

M. Boisclair: ...alors, d'une part, M. Dorion et les gens qui l'accompagnent vous saluer et vous dire de quelle façon vous êtes convaincant et de voir jusqu'à quel point aussi vous êtes convaincus. Je vois dans la participation et la présentation que vous avez faite ce soir, bien sûr, un peu la continuité de votre engagement indéfectible que vous avez toujours pris en faveur d'un Québec français et d'un Québec souverain. Et, ce que je ressens profondément, dans le fond, lorsque je relis votre mémoire, et particulièrement lorsque vous discutez de la question de l'immigration, c'est cette impossibilité qui existe présentement au Canada de dégager des consensus clairs sur un certain nombre d'objectifs et sur les grandes politiques de notre société. En somme, je crois, et vous me corrigerez si je fais une interprétation erronée de votre présentation, je crois que ce que vous mettez en lumière ce sont des divergences profondes, qui rendent extrêmement difficile l'obtention de consensus et qui, finalement,

remettent en question les orientations canadiennes sur lesquelles on s'entend, sur lesquelles le gouvernement canadien s'entend, bien sûr, sur lesquelles on ne s'entend pas nécessairement toujours ici.

La question que j'aurais le goût de vous poser, je sortirai peut-être un peu du cadre de votre mémoire, mais une question que tout le monde se pose aujourd'hui. J'ai eu l'occasion de faire un tour dans mon comté aujourd'hui, et tout le monde me parlait de cette déclaration irresponsable de M. Pallascio, de la Commission des écoles catholiques de Montréal, à l'égard de l'immigration qui devrait être réservée aux francophones de valeurs judéo-chrétiennes, disait-il. J'aimerais vous demander, d'une part, vos commentaires à l'égard de cette déclaration-là, et deuxièmement aussi vous dire: Selon vous, et à l'égard de votre expérience, sur quelles bases est-ce que vous bâtiriez une politique d'immigration pour un Québec souverain?

M. Dorion: Merci monsieur. Bon, d'abord vous me demandez de commenter cette déclaration du président de la Commission des écoles catholiques de Montréal. Je pense que, effectivement, c'est une déclaration extrêmement déplorable. Elle est particulièrement déplorable parce qu'elle vient de quelqu'un qui est responsable de plusieurs dizaines de milliers d'enfants, qui sont dans les écoles, et dont une partie importante ont des antécédents qui ne sont pas rattachés à la tradition judéo-chrétienne. C'est donc une gifle à ces enfants-là, en quelque sorte, et j'espère que M. Pallascio va corriger ses déclarations. Autrement ce serait extrêmement troublant de constater que les responsabilités les plus hautes en matière d'éducation à Montréal sont entre les mains de gens qui sont incapables de faire face aux nouveaux défis qui s'offrent à nous.

Maintenant, sur quels fondements appuyer la politique d'immigration d'un éventuel Québec indépendant, plus qu'éventuel, d'un probable et d'un certain Québec indépendant. Je crois que les critères de sélection devraient très certainement faire abstraction de considérations comme celles que M. Pallascio a énoncées. Je ne crois pas que la discrimination raciale ou religieuse soient des bases légitimes. Je pense qu'il faut choisir les candidats sur leurs qualités propres, leurs capacités d'adaptation. Il est plausible que, dans certains pays, on trouve beaucoup moins de candidats facilement adaptables, mais je pense que si on doit rejeter des candidats, ce doit être sur leurs qualités personnelles et non pas sur le critère de leur appartenance nationale ou de leurs antécédents religieux, culturels, etc.

Il me semble que l'exemple de la plupart des pays d'immigration: de l'Australie, des États-Unis, des pays d'Amérique latine que j'ai mentionnés plus tôt, montrent qu'il est possible de faire un seul peuple avec des gens d'origines

extrêmement diverses. Au Brésil, on ne fait pas ces distinctions qu'on retrouve ici ou, enfin, beaucoup moins. Je peux vous dire que dans beaucoup de pays que j'ai visités, où il y avait des immigrants en grand nombre, on constatait que les enfants, dès la première génération née dans le pays, se considéraient comme du pays et considéraient que la culture, la langue, etc. de leurs parents sont des choses certainement très respectables, mais ce ne sont déjà plus les leurs dans une grande mesure et ce sont encore moins celles de la deuxième ou troisième génération. Il me semble qu'on peut faire un Québec français avec des gens de divers antécédents, et on doit juger les candidats sur leur capacité de s'intégrer, bien sûr, mais pas à partir de critères ethniques ou religieux.

Le Président (M. Jean Campeau):... de l'Opposition officielle est terminé. Nous passons maintenant à M. Serge Turgeon.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. Dans un premier temps, je voudrais essayer de joindre les propos de Mme Hovington et de M. Brassard, comme quoi certains parallèles peuvent se rencontrer, n'est-ce pas, et converger à l'effet que je pense que tout le monde autour de cette table sera d'accord pour reconnaître la très grande importance, c'est-à-dire la très grande influence de la Société Saint-Jean-Baptiste sur la société québécoise, dans son histoire passée et actuelle, la Société Saint-Jean-Baptiste ayant toujours joué un rôle de véritable chien de garde, non pas en chien fou, non pas en chien d'attaque, mais en chien de défense, puisque c'est l'état dans lequel on nous a très longtemps maintenus.

Cela dit, et un petit peu comme Mme Hovington, je suis un petit peu chatouillé, agacé par quelque chose que je ne comprends pas tout à fait dans votre mémoire, et c'est quant à la façon de faire, quant à l'accession à. Alors, M. Dorion, question très précise, nonobstant – c'est un beau mot, ça – ce qui est écrit dans votre mémoire, est-ce que la Société Saint-Jean-Baptiste se rallierait à l'idée de tenir un référendum le plus tôt possible après que cette Commission aura déposé son rapport, un référendum sur la souveraineté?

M. Dorion: Oui, nous nous rallierions sûrement à l'idée de tenir un référendum sur la souveraineté, à condition qu'il s'agisse bien de cela. Nous craignons, comme beaucoup de gens au Québec, en ce moment, qu'on tente d'embrouiller, finalement, le dossier actuel, d'embrouiller les enjeux et de présenter aux Québécois un quelconque projet édulcoré, du type de celui qu'on nous a présenté en ce qui concernait l'accord du lac Meech. Un projet où les mots sont tout et la réalité rien. Un projet derrière lequel il n'y aurait pas grand-chose, mais qu'on couvrirait de

grands mots. Alors, c'est pour ça que nous disons dans notre mémoire que la souveraineté, par exemple, suppose que le Québec soit le seul État qui fasse les lois chez lui, soit le seul État qui lève des impôts et le seul État qui a un Parlement auquel le peuple élit des représentants. S'il s'agissait de cela, oui, certainement, la Société Saint-Jean-Baptiste, qui demande la souveraineté du Québec depuis 1969, n'hésiterait pas à se rallier à cette idée.

M. Turgeon: Alors, ça clarifie les choses. Vous dites, M. Dorion, et c'est d'ailleurs dans le discours de la Société Saint-Jean-Baptiste, que l'anglicisation du Québec, c'est le produit de l'histoire, c'est le produit des institutions. Évidemment, on met beaucoup de choses sur le dos du Canada anglais, mais, est-ce que vous ne pensez pas, M. Dorion, que cette anglicisation, c'est aussi et c'est peut-être surtout, dans certains cas, le résultat de la fascination qu'exerce chez nous la culture américaine?

M. Dorion: Écoutez, M. Turgeon, je dirais que cette fascination, elle existe partout. Elle existe dans le monde entier. Personnellement, j'ai beaucoup voyagé et je l'ai constatée partout. Il y a un intérêt pour les choses américaines, pour la langue anglaise, etc. Il y a certainement bien plus de mots anglais dans la langue japonaise, par exemple, qu'il n'y en a qui sont passés dans le français, infiniment plus. Mais, au-delà de cette fascination que les peuples peuvent avoir pour l'anglais, il y a aussi leur capacité de s'organiser face à cet expansionnisme de la langue anglaise. Et la plupart des pays dont on parle habituellement, lorsqu'on les compare au Québec, c'est des pays comme la France ou le Japon, le Brésil ou tout ce qu'on voudra; ces pays ont un État à eux et un État qui n'est redevable, qui ne rend de compte qu'au peuple de ce pays, en tout cas en principe. Et dans les faits, je pense que dans le domaine linguistique, c'est largement non seulement vrai en principe, mais en pratique aussi. Lorsque vous avez un gouvernement, une structure de gouvernement comme celle qui existe au Canada et au Québec, qui est officiellement bilingue, comment voulez-vous empêcher la pénétration de la langue anglaise? Les moyens sont, à toutes fins pratiques, inexistants. Avec la loi 101, on a tenté de faire des choses, mais on aurait énormément de difficulté devant les tribunaux avec à peu près toutes les parties de la loi 101. Comment voulez-vous freiner, restreindre l'usage de l'anglais? Dès que vous faites cela, on vous dit que ce n'est pas légitime parce que le Canada est un pays bilingue, qu'il y a deux langues et qu'on doit permettre à chacune d'elles de s'épanouir, étant entendu, dans les faits, que c'est l'anglais qui s'épanouit et que c'est le français qui s'étiole dans pareil système.

Moi, je crois que le véritable problème au

Québec, ce n'est pas la fascination de l'américain, la fascination de l'anglais, je pense que c'est l'absence de moyens de contrôler, de canaliser la pénétration de l'anglais au Québec. Et l'anglais a droit de cité au Québec, c'est ça le problème.

M. Turgeon: Vous insistez beaucoup – on l'a vu à la question de M. Boisclair – sur le problème, évidemment, que constitue l'anglicisation des immigrants. C'est d'ailleurs presque une obsession. Alors, est-ce que vous ne craignez pas, M. Dorion, qu'on finisse par vous accuser d'être hostile à l'immigration, finalement?

M. Dorion: Écoutez, M. Turgeon, le 26 novembre prochain, la Société Saint-Jean-Baptiste va remettre ses grands prix, les grands prix qu'elle remet annuellement à diverses personnalités qui s'illustrent dans différents domaines. Cette année, parmi les douze récipiendaires des grands prix, il y en a trois qui sont des immigrants, qui sont des personnes qui ne sont pas nées au Québec. Enfin, il y a deux récipiendaires pour le grand prix et aussi une médaille d'argent Bene Merenti de Patria qui est remise à Mme Alice Poznanska Parizeau, à titre posthume. Alors, je ne pense pas qu'on trouverait un tel comportement de la part d'un organisme qui serait hostile aux immigrants. Nous avons des immigrants parmi nos membres. Nous avons de bonnes relations avec beaucoup d'organismes du milieu immigrant. Non, je pense que de s'inquiéter de l'anglicisation des immigrants, ce n'est pas être anti-immigrants, c'est chercher au contraire à établir les conditions de bons rapports entre les immigrants et les Québécois francophones de souche.

M. Turgeon: Ce sont de bonnes réponses.

M. Dorion: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): ...M. Turgeon. Alors, le prochain sera M. Libman, suivi de M. Ouellet.

M. Libman: Merci, M. le Président. Vous savez que, la première fois que leur hymne national "O Canada" a été chanté, il l'a été dans une célébration de la Société Saint-Jean-Baptiste au XIXe siècle. Il faut juste souligner ce fait, M. Dorion. Au lieu, ce soir, de rentrer dans un débat ou de mettre au défi certains points que vous faites dans votre mémoire que je trouve sont faux, un peu exagérés même, ne pas rentrer dans un débat sur la souveraineté que je conteste, j'aimerais bien, ce soir, voir si c'est possible que nous puissions nous rapprocher un peu. Jour après jour, les membres de cette Commission nous voient... Tous les membres de cette Commission, nous voyons l'importance d'établir cette ligne d'équilibre, cette ligne de

démarcation entre les droits collectifs, les aspirations collectives d'un côté, et les droits individuels, les droits des minorités de l'autre. Et si cette Commission peut trouver une façon équitable de diminuer, peut-être, les tensions linguistiques au Québec, je pense que ce sera fort désirable. Moi, je veux rester au Québec. En effet, si je veux habiter dans une province anglophone au Canada, la section 6 de notre Charte des droits et libertés me permet de déménager n'importe où au Canada. Il faut trouver une façon de promouvoir ou protéger la langue française en Amérique du Nord, dans le contexte de l'Amérique du Nord, mais dans des façons positives, et sans outrepasser cette ligne de démarcation, cette ligne d'équilibre. Pour moi, cette ligne d'équilibre est les clauses limitatives dans nos deux Chartes, la section 1 de la Charte canadienne, la section 9.1 dans la Charte québécoise. La ligne d'équilibre est la limite raisonnable dans le cas d'une société libre et démocratique. Mais l'élection de l'année passée m'a appris que les anglophones du Québec ne peuvent pas accepter cette location présente de cette ligne d'équilibre. Il y a certains articles dans la loi 101 qui ne peuvent pas être acceptés par la communauté anglophone aujourd'hui.

Alors, à la lumière de tout ça, M. Dorion, en oubliant la souveraineté pour le moment, où est-ce que le dialogue ou le rapprochement peut commencer? Quelles sont les choses que vous pouvez accepter? Est-ce que c'est des garanties pour les anglophones, par exemple, pour leurs institutions de soins de santé et de services sociaux ou des garanties pour les commissions scolaires? Où est, à votre opinion, où est le terrain d'entente? Est-ce que nous pouvons discuter? Est-ce que nous pouvons dialoguer, ce soir peut-être, ce terrain d'entente? Ou est-ce que vous croyez en effet que les anglophones du Québec n'ont pas raison pour même suggérer ce genre de discussion? Si vous pouvez élaborer sur ça, s'il existe, si nous pouvons au moins essayer de trouver un genre de rapprochement, ou un genre de terrain d'entente?

M. Dorion: Et bien, merci, M. Libman. Vous mentionniez au début que l'hymne "Ô Canada" a été chanté pour la première fois à la fondation de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. C'est avec un peu de nostalgie que nous nous remémorons ces épisodes et ça nous rappelle aussi, en fait, qu'on a perdu un pays, en fait. Bien sûr, nos prédécesseurs croyaient que le Canada tout entier serait leur pays. Ils ont déchanté. Il y a des chiffres sur l'assimilation énorme, terrible que vit actuellement, et qu'a vécue en fait, le Canada français hors Québec dans... Il y a des chiffres dans notre mémoire qui montrent à quel point ce problème est grave. En quelque sorte, nous avons compris maintenant que c'est au Québec qu'il faut vraiment chercher le salut de notre identité nationale. Et je

voudrais, aussi, me réjouir de votre volonté de rapprochement et de la courtoisie qui caractérise nos échanges ce soir. D'autant plus que, il y a deux semaines, le quotidien *The Gazette* me traitait de "détraqué" pour soutenir les opinions que je soutiens ici. C'est ce qui montre bien à quel point ils sont mal informés.

(20 heures)

Écoutez, vous demandez: Quelle serait la place des anglophones dans un Québec souverain? Je pense qu'il s'agirait sûrement d'une société démocratique. Je pense que, dans une société démocratique, on s'occupe des problèmes qu'éprouvent les gens, que peuvent vivre les gens, y compris même les difficultés à fonctionner dans une société française pour quelqu'un dont ce n'est pas la langue maternelle.

À la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal nous nous sommes opposés à la loi 142 sur les services sociaux parce qu'ils faisaient de la réception de services en anglais un droit. Nous ne sommes pas d'accord avec ça. Nous trouvons que dans une société humaine, démocratique, il est peut-être normal qu'on demande à des hôpitaux de prendre des moyens pour que les gens qu'on soigne et qui ne comprennent pas la langue du pays puissent être soignés et puissent comprendre ce qu'on fait d'eux. Mais nous n'aimons pas que cela soit érigé en droit dans une loi, parce que nous ne voyons pas pourquoi, à ce moment-là, ça ne serait pas le cas pour toutes les autres minorités linguistiques. Il y a aussi des gens de toutes origines qui ne comprennent pas le français, au Québec, et qui parlent d'autres langues. Alors, l'idée de droits spéciaux est quelque chose qui nous trouble un peu.

Bien sûr, on ne peut pas effacer complètement, par ailleurs, l'histoire passée. Il faut bien tenir compte de certaines réalités. Mais nous n'aimons pas l'idée d'inscrire dans la Constitution des droits spécifiques pour une minorité, que les autres minorités n'auraient pas. Je pourrais peut-être demander aussi à mon collègue, M. de Bellefeuille, de compléter ce que je suis en train de dire. M. de Bellefeuille.

M. de Bellefeuille (Pierre): À propos de la place des anglophones dans le Québec souverain, nous avons tous noté, je crois, la recommandation qui a été faite à cette Commission par l'Union des artistes, qui a évoqué la possibilité d'accords de réciprocité. Le Québec souverain pourrait passer des accords de réciprocité avec le Canada ou avec les provinces canadiennes qui prévoiraient que la condition faite aux anglophones au Québec serait alignée sur la condition faite aux francophones dans les provinces du Canada. On peut évidemment...

Le Président (M. Jean Campeau): Oh! je regrette. Juste un instant. Il est convenu dans nos séances qu'il n'y a pas d'applaudissements.

M. de Bellefeuille: On peut évidemment envisager cette réciprocité de deux façons; pour simplifier un peu, d'une façon positive ou d'une façon négative. La façon négative: on utiliserait les accords de réciprocité pour restreindre les droits et privilèges des anglophones du Québec. La façon dont nous l'envisagerions, serait plutôt la façon positive d'envisager les accords de réciprocité, ces traités de réciprocité, comme un moyen de rehausser, d'améliorer la condition des francophones dans les provinces canadiennes, d'aligner cette condition des francophones ailleurs sur les droits et privilèges dont les anglophones jouissent au Québec.

Mais je voudrais ajouter un mot, avec votre permission, M. le Président, sur la première partie de l'intervention de M. Libman, quand il parlait de droits individuels et de droits collectifs. Je crois, M. le Président, en toute humilité, sans être juriste, que ce débat-là, cette question-là est souvent mal posée, en ce sens qu'à mon avis, il ne s'agit pas d'un conflit entre des droits individuels et des droits collectifs.

Étant donné que les droits collectifs sont de même nature que les droits individuels, qu'ils sont une émanation des droits individuels, les conflits se posent plutôt entre différents droits. Par exemple, le droit pour un individu ou une collectivité de défendre sa langue, sa culture, et d'autre part le droit, pour un individu, de faire l'affichage commercial en toute liberté, dans n'importe quelle langue de son choix. Ce sont deux droits différents. Le Québec a fait un choix en la matière. C'est un choix politique.

On peut penser ce qu'on veut du choix que le Québec a fait. Nous, nous approuvons ce choix, mais ce n'est pas un conflit entre l'individuel et le collectif. Je partage, du reste, sur cette question-là, l'avis de M. Rémillard qui a dit à cette Commission que de voir des conflits entre droits individuels et droits collectifs, c'était dangereux dans la mesure où des esprits simplificateurs en viendraient à croire que pour défendre les droits collectifs, il faut limiter ou restreindre les droits individuels, ce qui n'est pas le cas.

Le Président (M. Jean Campeau): À même le temps de la présidence, autre question.

M. Libman: Je veux juste qu'on puisse préciser un peu la ligne de la première question que j'ai posée. Au lieu de parler de réciprocité, parce qu'il y a une grande différence entre le fait que 500 000 anglophones habitent dans un rayon de 40 kilomètres du centre-ville de Montréal, il y a une forte concentration... S'il y a des Anglo-Québécois qui sont dispersés au Québec, c'est une situation un peu plus similaire à la situation des francophones hors Québec. La question que j'ai posée est le fait qu'il y a des craintes, dans la communauté anglophone, ces articles de la loi 101 dont j'ai parlé, il y a des

soucis sur la loi 107, sans garantie constitutionnelle. Il y a des craintes. Est-ce qu'il y a du terrain, est-ce qu'il y a de la place pour se rapprocher entre ces craintes qui existent dans la communauté anglophone, présentement, et votre position que vous nous amenez ce soir dans votre mémoire? Est-ce qu'il y a une possibilité de céder un peu de terrain?

Le Président (M. Jean Campeau): Vous avez une minute pour répondre.

M. Dorion: Il s'agit d'une question vaste et complexe, M. Libman. La Société Saint-Jean-Baptiste a toujours tenu compte des points de vue qui sont émis dans le milieu anglophone sur le type d'activités que nous poursuivons. Nous-mêmes, à certains moments, nous avons corrigé notre tir, mais, bien sûr, je pense qu'il ne faudrait pas, sous prétexte de bonne entente, escamoter les vrais problèmes au Québec. Il y a le conflit, à l'intérieur du Québec, qui est en train de se résoudre d'une façon qui parfois est douloureuse pour les protagonistes, de même d'ailleurs que le problème, l'existence du problème, depuis deux siècles, a été douloureuse pour la majorité. Néanmoins, je pense que, dans une société civilisée, il y a place pour le dialogue civilisé.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, merci. Nous passons maintenant à M. Ouellet et ensuite à M. Nicolet.

M. Ouellet: M. Dorion, vous ne serez probablement pas surpris que je vous dise que votre mémoire, à mon avis, trace un bilan assez sélectif de l'histoire de la lutte pour la survivance de la langue et de la culture franco-québécoise. Au passage, je mets au compte de ces distorsions la tentative d'écortcher Mme Monique Bégin, une authentique Québécoise, une dame compétente, qui a été une ministre respectée et à qui on doit notre service universel de santé et d'hospitalisation encore gratuit. Grâce à sa détermination, les Canadiens et les Canadiennes, les Québécois et les Québécoises peuvent encore être soignés gratuitement. Je prends une phrase, à la page 38 de votre mémoire, qui dit: "Cette grande aventure francophone, commencée il y a quatre siècles sur les rives du Saint-Laurent...", à la page 38. Il est évident que cette grande aventure francophone, elle se continue. Non seulement elle se continue, mais elle a des succès exceptionnels au Québec, de par sa force, de par sa vigueur, mais par-delà les frontières du Québec, dans plusieurs provinces canadiennes.

Il y a les quelque 6 000 000 de parlant français, mais il y a aussi 1 000 000 de parlant français hors Québec, et il y a en plus 1 000 000 d'anglophones qui ont appris le français, qui sont bilingues et qui parlent français, et qui contribuent à protéger et à faire

la promotion du français en Amérique du Nord. Vous dites – et c'est le titre de la page 8 de votre mémoire: "Tout est affaire de nombre." Est-ce que vous ne conviendrez pas avec moi qu'il est dans l'intérêt des francophones, non seulement d'être forts sur le territoire du Québec, mais de pouvoir compter sur des appuis en dehors du territoire du Québec? Et que justement, d'après vous, les francophones hors Québec sont en voie d'extinction? Vous avez des chiffres, ils ne sont pas nouveaux, ce sont les mêmes chiffres qu'on nous véhicule tout le temps sur cette supposée assimilation. Mais je reprends vos propres mots: tout est affaire de nombre. Le nombre, c'est un million de parlant français, de francophones hors Québec, et c'est aussi un autre million de Canadiens qui ont appris le français, qui croient dans le bilinguisme canadien et qui respectent les Québécois qui veulent vivre, travailler et s'amuser en français.

Je me demande pourquoi, soudainement, vous trouvez que pour protéger cette survivance, il faut absolument faire la souveraineté. La volonté de survivre du peuple québécois a toujours prévalu. Pourquoi, soudainement, n'avez-vous plus confiance que ça pourra continuer à se faire?

M. Dorion: Et bien, M. Ouellet, nous pensons que ce qui pourra continuer à se faire, c'est ce qui se passe présentement dans le Canada, c'est-à-dire l'assimilation galopante de la population francophone hors Québec. Dans une version révisée de notre mémoire, que nous avons fait parvenir à la Commission – et dont je constate qu'apparemment on ne l'a pas distribuée – il s'agit de cette version reliée. Vous l'avez, M. le Président?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui.

M. Dorion: M. Ouellet ne semble pas avoir la même version. Il a une version préliminaire. Comme beaucoup d'autres organismes, nous avons fait parvenir une version préliminaire.

Une voix: Ça a dû s'égarer à Ottawa.

M. Dorion: Nous publions justement un tableau de l'assimilation, ou de ce que, M. Ouellet, vous appelez cette supposée assimilation. Il semble que ce phénomène soit un peu plus réel que ce que vous semblez croire. Nous avons comparé, pour notre part, et c'est le tableau qui figure à la page 4 de la version révisée de notre mémoire. Nous avons comparé le nombre de personnes qui se déclarent d'origine française au recensement de 1986, et le nombre de personnes qui déclarent parler français à la maison, pour chaque province canadienne. La différence entre les deux, exprimée en pourcentage, donne un taux de disparition du français de 27 % au Nouveau-Brunswick. C'est-à-dire que 27 % des personnes qui se disent d'origine française ne

parlent plus le français à la maison. Ce n'est plus la langue qu'ils parlent à la maison. Mais c'est la province où ce taux est le plus faible.

En Ontario, on atteint 70,9 %; au Manitoba, 75 %; en Saskatchewan, 89,4 %; en Alberta, 88,8 %; en Colombie-Britannique, 91,5 %; en Nouvelle-Écosse, 82,8 %; à l'Île-du-Prince-Édouard, 85,4 %; et 93,1 % à Terre-Neuve.

Donc lorsque, M. Ouellet, vous parlez d'une supposée assimilation, et vous dites que ces chiffres ne sont pas nouveaux, bien sûr ils ne sont pas nouveaux. Ils se détériorent d'ailleurs à chaque recensement. Mais on ne peut pas en citer des meilleurs, ce sont ceux que Statistique Canada nous fournit.

Par ailleurs, j'aimerais souligner que la mécanique par laquelle cette assimilation se fait est extrêmement simple. Par exemple, au Manitoba, Charles Castonguay a relevé que 45 % de tous les jeunes Franco-Manitobains, qui se marient épousent un conjoint qui n'est pas francophone, et que les enfants de ces couples ont l'anglais comme langue maternelle dans une proportion de 94 %. Ce sont des statistiques très fiables, elles nous viennent du gouvernement fédéral. Ça veut dire qu'à chaque génération, on a presque la moitié de la communauté qui disparaît de cette façon; et la moitié qui reste subit le même phénomène à la génération suivante. Donc, il s'agit vraiment d'une assimilation galopante.

(20 h 15)

Qu'est-ce que je pourrais ajouter sur ce thème de l'assimilation des francophones hors Québec? Que le phénomène se poursuit, donc que les chiffres que nous avons maintenant vont être encore plus mauvais éventuellement. Que, bien sûr, M. Ouellet, vous l'avez souligné, il y a des anglophones au Canada qui ont appris le français, que ça a été très à la mode d'apprendre le français, ça l'est peut-être encore. Mais une personne qui apprend le français comme langue seconde, ne peut pas être aussi, comment dirais-je, ne peut pas être aussi fiable et motivée pour défendre cette culture-là. Elle l'apprend parce que c'est utile, ou nécessaire peut-être, mais est-il évident qu'elle va le transmettre à ses enfants? Alors rien n'est moins sûr. Ce n'est pas, comment dirais-je, quelque chose qui est transmissible, si je peux me permettre de dire ce mot à la mode, que la connaissance d'une langue étrangère. Il n'y a rien d'automatique là-dedans. Moi-même, je parle plusieurs langues et rien n'indique que mes enfants vont parler plusieurs langues. Ce n'est pas évident. Lorsqu'il s'agit de votre langue maternelle, les chances sont plus grandes surtout si vous avez la chance évidemment de ne pas vivre en Colombie-Britannique et d'être francophone. C'est ça le problème.

M. Ouellet: Excusez, M. le président. J'ai bien pris connaissance du tableau dont vous faites état, mais il y a une réalité que vous ne

pouvez pas nier: le fait français en Ontario ne correspond absolument pas aux chiffres que vous avez ici. Il y a quelque chose qui ne marche pas. Vous dites que ce sont des statistiques provenant du gouvernement canadien. Ça doit être mis sur le compte de "quand ça va mal, c'est toujours la faute du Canada". Alors, moi je vous dis: Ce tableau-là ne correspond pas à la réalité, je ne peux pas accepter ces données-là. Je ne vous dis pas que vous avez tronqué les chiffres, mais je vous dis qu'il y a quelque chose qui ne marche pas. Ça ne peut pas coïncider avec la réalité.

M. Dorion: Eh bien...

M. Ouellet: Mais, indépendamment de ça, vous proposez un Québec souverain et vous dites: Le Québec doit prendre son entière responsabilité dans le domaine de l'immigration. J'écoutais le professeur Prémont qui parlait, tout à l'heure, de la situation des jeunes qui sortent, qui écoutent la télévision, qui écoutent l'anglais. La réalité nord-américaine, faisons abstraction du Canada anglais là - d'après vous ce sont les méchants il ne faut pas les regarder - mais prenons les autres, les Américains. Les postes de télévision américains, ça va continuer, ça va exister ça. Dans un Québec souverain, quelles sont les garanties que vous avez que vos immigrants vont venir en aussi grand nombre, en aussi grande qualité, en quantité et qu'ils vont s'intégrer, comme vous le souhaitez, dans le milieu francophone? Qu'ils ne seront pas du tout perméables à la réalité anglophone nord-américaine?

Le Président (M. Jean Campeau): M. Ouellet, toutes vos 10 minutes sont écoulées. Sur le dos de la présidence, si vous voulez 30 secondes?

M. Dorion: Bon, eh bien...

Le Président (M. Jean Campeau): Mais vous allez le perdre ailleurs.

M. Dorion: Je crois, M. le Président, que, dans un Québec dont le français serait la seule langue officielle, l'attrait du français serait très considérable et j'ai aussi mentionné l'aspect symbolique de la souveraineté. C'est-à-dire que, lorsque l'enfant d'origine chilienne, vietnamienne, etc., sur les bancs de l'école voit dans son atlas que le pays où il vit ça s'appelle le Québec et que ça a une certaine couleur sur la carte du monde, je pense qu'il prend conscience, et ça c'est un élément parmi beaucoup d'autres et c'est un élément symbolique très important, que c'est ça son pays. Et il va faire ce qu'ont fait les enfants d'immigrants dans tous les autres pays d'immigration où il y a une influence américaine importante, où on écoute la musique américaine comme chez nous, etc., ils vont quand même apprendre la langue française parce que la langue française va être la langue de leur pays.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. M. Larose?

M. Larose: Merci, M. le Président. Je vais vous dire M. Dorion, moi, je commence à avoir mon voyage d'un certain nombre de messieurs qui, lâchés louses dans notre société avec des grandes responsabilités, nous causent un tort incroyable. Ils peuvent s'appeler Donderi, ils peuvent s'appeler Pallascio, mais à un moment donné, un organisme comme le vôtre, comme plusieurs organismes dans la société québécoise, il va falloir mettre un holà! parce que c'est de la graine de racisme qu'on distille petit à petit. Et dans une société fragile comme la nôtre, si on ne réussit pas à entretenir des relations et à condamner sévèrement ceux qui élèvent des barrières, je dis qu'on va être dans le trouble. Et dans ce sens-là, vous avez dit que vous déploriez; moi je pense qu'il faut que vous condamnerez parce que ça n'a plus de bon sens. Deuxièmement, et là-dessus je pense qu'on va marquer une différence, moi, je ne suis pas du tout d'accord avec M. de Bellefeuille, quand on dit que le projet du Québec souverain... on pourrait se mettre, et je prends le terme anglais, à barguiner les droits des uns pour essayer de valoriser ceux des autres. Et là-dessus je veux être clair avec mon ami Libman, ce n'est pas vrai qu'au Québec on va amoindrir les droits des anglophones. C'est des droits historiques, du fait qu'ils sont un peuple fondateur. Mais ce n'est pas vrai que les droits de la minorité anglophone, par ailleurs, pourraient tarabuster les droits des francophones.

Là-dessus on va être clair. Le Québec souverain sera un Québec qui va créer des conditions confortables pour la majorité, pour la minorité, pour les autochtones et pour les communautés culturelles. Les règles étant claires pour tout le monde, je pense qu'on va être un pays serein et calme. Et tout ceux qui, obsédés - pas de la défense des droits individuels je n'y crois plus - obsédés de la défense des droits individuels pour mieux attaquer les droits de la majorité, bien, ceux-là doivent être dénoncés, parce que ce n'est pas vrai que la démocratie va se faire dans un pays en niant les droits qui appartiennent à une majorité, ce n'est pas vrai!

Dans ce sens-là, un organisme comme la Société Saint-Jean-Baptiste doit marquer le coup, et le Québec souverain sera un Québec de droits, respectueux de tous les droits, ceux de la majorité, ceux de la minorité, ceux des communautés et ceux des autochtones. Je pense que là-dessus, il me semble, on a dû boucler la boucle. C'est-u clair? Moi, je suis un peu tanné qu'on me casse les oreilles avec ce genre de questions "phony" pour prendre un terme latin.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous voulez commenter. Je veux juste avertir les gens, c'est bien sympathique applaudir, mais nos règles

disent que personne ne doit applaudir. Alors, ne vous forcez pas à faire évacuer la salle. M. Dorion, vous voulez commenter?

M. Dorion: Bien mon Dieu, je pensais pouvoir répondre à une question, mais on assiste plutôt à un cri du coeur de M. Larose. J'étais au Congrès juif canadien, il y a deux semaines, à l'occasion de leur congrès annuel et à cette occasion j'ai eu l'occasion d'expliquer les vues de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal sur la question des relations interethniques. Je pense que nous nous sommes très bien compris. Je pense que, de plus en plus, au Québec, il va y avoir une meilleure compréhension des droits historiques de la majorité qui vont à leur tour permettre un dialogue serein sur la question de la place des minorités au Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): La prochaine intervention, M. Hogue. Mais dès le départ j'avertis qu'il nous reste sept minutes pour le bloc.

M. Hogue: Merci, M. le Président, vous savez comment mes introductions sont toujours courtes. Ha, ha, ha!

Une voix: Ha, ha, ha!

M. Hogue: Alors, je vais faire des apartés au lieu de faire des introductions.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Hogue, ajustez votre micro, je n'ai pas compris.

M. Hogue: Ah! je voulais vous dire, M. le Président, que vous savez très bien comment mes introductions sont courtes, mais de toute façon je vais faire des apartés au lieu de faire des introductions.

Je suis content, M. le Président, et je m'adresse à celui qui est à droite et en même temps à celui qui est à gauche, de l'intervention de M. Larose. J'avais quasi envie de faire la même chose, mais très souvent il me précède. Je n'ai pas apprécié du tout la position présentée par M. de Bellefeuille. Ça m'a horripilé. Et puis je remercie M. Larose, non pas de s'être emporté, mais d'avoir situé une problématique.

Si j'avais un peu moins que sept minutes, je commencerais à la page 4, M. le Président, où vous dites: "Un immense consensus s'est établi au lendemain de l'échec de Meech, il est clair que rien ne va plus. Il est clair qu'on ne doit pas attendre du Canada anglais la solution de notre problème constitutionnel", et ensuite à la page 5 vous écrivez que, le deuxième mot, là, au tout début, "un fil conducteur c'est la quête de la liberté". Moi j'aurais changé le mot "liberté" par le mot "autonomie". Ça fait plus... dans mon jargon et dans ma psychologie c'est plus de l'autonomie que de la liberté. J'ai l'impression

qu'on a la liberté mais on est toujours en quête de plus d'autonomie.

Ensuite, à la page 6, vous dites... Vous dites quelque chose à la page 6 que je trouve vite: "123 ans plus tard, nous en sommes toujours au même point: Le Québec n'est qu'une province parmi d'autres" et, à la ligne: "Ce fut peine perdue." C'est-à-dire... Oui, ce fut peine perdue. On n'a pas pu assimiler les Canadiens français 121 ans après. J'ai été élu député conservateur dans le comté d'Outremont qui avait, pendant 121 ans, élu des libéraux. Il y a des histoires qui se modifient. Mais l'histoire des francophones au Québec, 123 ans, on est toujours au même point et on est plus forts que jamais. Le Québec continue de n'être pas une province comme les autres.

Ensuite, il y a la page 8. Et là, je tique un peu parce que je trouve que c'est fondamental. "Rep by pop." Je prends votre expression, et vous l'utilisez dans la situation historique "Rep by pop", et vous dites: "Tout est affaire de nombre."

Alors, le Québec séparé. Tout est affaire de nombre. Est-ce que le même phénomène – et je vous le lance avec une candeur quasi naïve – est-ce que tout est affaire de nombre? On pourrait, à travers l'immigration et les problèmes qu'on connaît... est-ce qu'on pourrait vivre le même phénomène qu'on identifie et qu'on avait identifié, pour nous, qui ne s'est pas, par contre, matérialisé?

Je finis, M. le Président. D'après moi, M. le Président, plus il y aura mondialisation, plus il y aura nécessité de s'attacher à un coin de terre où on se reconnaît. Que la frontière soit plus grande ou plus petite, ça va y changer quoi quant à mon coin de terre? Moi, je suis fédéraliste et Canadien français. Pourquoi n'avez-vous plus confiance, après tant d'années, que ce ne sera pas toujours le cas? J'ai bien écouté vos commentaires et vos prises de position, mais je vous la repose avec une autre dialectique.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, deux réponses, puis on prendra du temps sur la présidence. D'abord, je voudrais permettre à M. de Bellefeuille sur qui j'avais fait une allusion au départ, et M. Dorion pourrait prendre l'autre réponse.

M. de Bellefeuille: Merci, M. le Président. Je dirai en réplique, avec votre permission, que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal considère que le Québec doit manifester de façon tangible sa solidarité avec les francophones des provinces canadiennes, et que la politique ne se fait pas nécessairement avec des gentilleses et des professions de foi. La politique se fait avec des rapports de force, avec des accords de réciprocité, et je m'étonne que M. Larose, un vieux syndicaliste, manifeste en la matière aussi peu de compréhension des réalités de la politique

concrète.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Dorion.

M. Dorion: Oui. Eh bien, M. Hogue, vous soulignez que 123 ans après, le fait français au Québec est très fort. Je veux bien reconnaître que, effectivement, le fait français est très fort au Québec en ce moment, mais il ne faudrait jamais adopter l'attitude de l'homme qui, apprenant de son médecin qu'il souffre d'un cancer, décide de prendre la chose à la légère parce qu'il a vécu, mettons, 60 ans en bonne santé. Je crois qu'il faut constater qu'il y a au Québec, actuellement, une situation tout à fait nouvelle qui ne s'est jamais présentée à nous: c'est le risque de minorisation des francophones. Ce n'est pas encore une réalité prochaine pour l'ensemble du Québec, mais c'est une réalité très prochaine pour l'île de Montréal. Je pense que si nous ne prenons pas les moyens pour faire en sorte que les gens qui viennent s'installer chez nous deviennent des francophones et contribuent à maintenir et à accroître notre majorité au lieu de la diminuer, je pense que nous affronterons une situation très dangereuse et probablement irréversible.

Une voix: Mais ma question était sur le choix...

Le Président (M. Jean Campeau): Je vous remercie beaucoup, M. Prémont, Mme Méryneau, Mme Gagnier, M. de Bellefeuille. Merci d'avoir fait avancer les travaux de la Commission.

(Suspension de la séance à 20 h 30)

(Reprise à 20 h 40)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous reprenons nos travaux. Nous entendrons maintenant l'Association des gens d'affaires et professionnels italo-canadiens pour une durée d'une heure. Le président, M. Pasquale Minicucci. Est-ce que vous voulez bien présenter vos collègues?

Association des gens d'affaires et professionnels italo-canadiens

M. Minicucci (Pasquale): M. le coprésident, je vous présente, à ma droite, Me Consolato Gattuso, membre du conseil d'administration, et M. Michael Stante, membre du conseil d'administration.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, vous avez dix minutes pour présenter votre mémoire.

M. Minicucci: Merci. MM. les coprésidents et distingués membres de la Commission. Comme

président de l'Association des gens d'affaires et professionnels italo-canadiens, il me fait plaisir, et c'est un honneur, d'être ici avec vous ce soir pour vous présenter notre mémoire intitulé "Un avenir prospère".

Le débat sur l'avenir constitutionnel du Québec aura pour conséquence des effets profonds qui toucheront tous les Québécois et toutes les Québécoises. La communauté italo-québécoise reconnaît l'importance de faire valoir sa fonction dans ce contexte.

La communauté italienne au Québec existe depuis plus de 100 ans, et compte plus de 250 000 personnes aujourd'hui. La communauté italo-québécoise est, de loin, la communauté la plus intégrée à tous les aspects de la vie au Québec. Grâce à son dynamisme, la communauté italienne a démontré sa capacité de s'intégrer et de s'adapter aux changements économiques, politiques et sociaux, dans tous les aspects de la vie québécoise, fonctionnant aussi aisément en français qu'en anglais, mais toujours en gardant un respect profond de sa culture et de sa langue d'origine et des liens étroits avec elles-ci.

L'Association des gens d'affaires et professionnels italo-canadiens, communément connue sous le nom de la CIBPA, représente une partie importante de la communauté italo-québécoise, c'est-à-dire les gens d'affaires et professionnels d'origine italienne. La CIBPA a vu le jour en 1949 et compte maintenant plus de 600 membres au Québec. Elle fait partie d'une fédération nationale qui regroupe les diverses sections des CIBPA à l'échelle du Canada.

L'objectif de la CIBPA est de regrouper les gens d'affaires et les professionnels d'origine italienne dans le but de créer un réseau d'affaires, tout en respectant les origines italiennes. La CIBPA offre à ses membres divers services et renseignements à l'égard des questions diverses et complexes du monde des affaires. L'un des principaux objectifs de la CIBPA consiste à examiner et à étudier les divers sujets d'ordre économique qui auront une incidence directe ou indirecte sur le bien-être de nos membres et de la communauté italo-québécoise en général. Or, vu l'importance de notre association et de notre communauté dans la société québécoise, il est de notre devoir et de notre responsabilité d'exprimer nos soucis et nos recommandations au sujet de l'avenir constitutionnel du Québec.

Notre mémoire présente, sous une forme sommaire, les éléments importants qui tiennent à cœur à la communauté d'affaires italo-québécoise, sans se perdre parmi les multiples statistiques et tableaux. Nous n'avons pas de doute que la Commission en a reçu beaucoup.

La Commission a une lourde et dure responsabilité, car elle doit se concentrer, non pas sur les échecs du passé, mais plutôt sur les aspects qui ont contribué à faire du Québec et du Canada l'envie du monde entier.

Comme association d'affaires, nous voulons

nous assurer que la Commission prenne en considération le fait que la croissance et la prospérité économique doivent se poursuivre et que la qualité de vie de tous les Québécois et de toutes les Québécoises doit continuer de s'améliorer. Pour ce faire, il sera nécessaire de maintenir un climat politique et social stable qui rassurera les investisseurs et garantira un flux positif de capital nécessaire pour alimenter l'économie québécoise. La confiance en notre gouvernement, la qualité de vie et la stabilité sont des critères que recherchent les investisseurs étrangers et sont essentiels au Québec, étant donné nos sources de capital limitées. En outre, il est nécessaire d'attirer et de retenir les immigrants en raison de la tendance régressive que connaît la population québécoise. Pour renverser cette tendance, il faut attirer des immigrants de différents pays, en s'assurant que leur liberté et leurs droits fondamentaux soient respectés et protégés. Il faut également assurer un taux d'immigration positif, tout en retenant notre main-d'œuvre au Québec. De plus, la communauté italo-québécoise constitue la troisième communauté en importance au Québec. Nous désirons prendre part à toutes les étapes du renouvellement constitutionnel et aux négociations éventuelles — et nous tenons fermement à être consultés — afin que la communauté italo-québécoise puisse apporter sa contribution pour continuer à bâtir un Québec prospère. Nous sommes ici pour rester.

Pour conclure, la communauté d'affaires italo-québécoise n'appuiera pas l'option de souveraineté pour le Québec, en raison de l'instabilité et de l'affaiblissement économique qui en résulteraient. Quels que soient les efforts déployés par les divers groupes qui auront soumis des mémoires, quels que soient les résultats finals de la Commission, il faut que ce débat se règle rapidement avec toute la sérénité dont les Québécois et les Québécoises ont toujours su faire preuve. Citons, en particulier, un extrait du rapport préliminaire de la commission Laurendeau-Dunton, en 1965, qui s'applique autant dans le contexte actuel qu'il s'appliquait en 1965: "Dans toute situation critique, les positions extrêmes tiennent la vedette en rejetant dans l'ombre les opinions moins excitantes ou plus nuancées, celles-ci fussent-elles partagées par le plus grand nombre. Ensemble, le Québec et le Canada ont bâti un pays qui fait l'envie du reste du monde, un pays qui, grâce à ses nuances et sa diversité, sert les deux côtés très bien." La CIBPA est convaincue que cette réflexion réussira à assurer, pour le Québec et le Canada, un avenir prospère pour nous et pour nos enfants.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Madame Louise Harel.

Mme Harel: Merci, M. le Président. Je suis contente de vous accueillir ce soir. Nous cohabi-

tons dans l'est de Montréal; la communauté italienne y est concentrée et j'y représente une partie de la population...

Une voix: Mme Harel...

Mme Harel: Et, première question, vous nous dites: La communauté italienne est importante, elle représente un quart de million de personnes. Quand vous parlez ce soir devant la Commission, avez-vous l'impression de la représenter dans sa totalité?

M. Minicucci: Nous, madame, nous sommes une association de gens d'affaires et de professionnels. Nous sommes une partie très importante de notre communauté. Donc, le point de vue de notre mémoire est principalement au niveau d'économique. Le Congrès national des Italo-Canadiens a aussi soumis un mémoire et qui supporte en fait un peu dans le même sens que notre mémoire, et ils ont abordé des aspects sociaux et culturels concernant l'avenir.

Mme Harel: Donc, je dois comprendre que vous parlez au nom des gens d'affaires de la communauté italienne, parce que ça m'aurait bien surpris, étant donné justement que nous cohabitons. Nous avons presque tous dans nos familles des mariages mixtes de neveux, de nièces, et mon Dieu, cette opinion-là, que vous nous avez exprimée sur la souveraineté, on ne peut pas... Je ne pense pas que vous-même croyiez qu'elle est nécessairement l'opinion qui est celle de toute la communauté italienne. Ça, je trouve...

M. Minicucci: Nous, notre opinion qu'on a exprimée c'est principalement au niveau d'affaires, au niveau que la souveraineté pourrait créer de l'incertitude, et ensuite de l'instabilité, et pour nous, un des objectifs de notre mémoire était que la qualité de vie, la croissance économique du Québec doit continuer de s'accroître et que la qualité de vie pour tout va s'améliorer.

Mme Harel: Alors, ce matin ou cet après-midi plutôt, la Chambre de Commerce du Montréal métropolitain venait dire devant cette Commission exactement ceci, là: "Le Canada ne fonctionne plus" et nous décrivait cet enlèvement du Canada dans la récession, dans des taux d'intérêts trop élevés, dans la restriction du crédit, qui fait que le chômage augmente, que les entreprises ont plus de difficultés et que les faillites se multiplient etc., nous traçait un portrait assez sombre de la situation économique dans le Canada.

En lisant votre mémoire, d'abord j'ai été assez surprise à la page 5. Tout est une question de perception, je le sais bien. Mais vous percevez la période entre 1976 et 1980 comme une période sombre, vous en avez un jugement sévère sur le plan économique et vous nous dites

qu'entre 1981 et 1988 il y a eu un revirement qui s'est produit, comme si l'échéance avait été celle du référendum. Avant le référendum, ça allait mal et après le référendum, donc comme c'était "non", ça allait bien. Ça m'a vraiment surprise des gens d'affaires, parce que je peux vous dire que ça a commencé à mal aller, dans mon comté, au moment de la récession. Les taux d'intérêt ont fait 22 % et ça a mis à pied des milliers de personnes, dans l'est en particulier, 8000, et où on a continué dans une croissance qui a maintenu un taux de chômage à 9 %. Et on en est actuellement à 11 %. Alors je ne vois pas vraiment comment vous pouvez considérer qu'avant la récession ça allait mieux, que pendant et après, ça allait bien.

M. Minicucci: Je pense que la seule réponse que je peux vous donner là-dessus, c'est que le Québec ou l'est de Montréal n'est pas le seul à sentir les répercussions de la récession actuelle. C'est ressenti par tout le Canada et partout dans la province de Québec, à travers toutes les différentes industries.

Mme Harel: Est-ce que vous croyez que les politiques canadiennes sont étrangères à la situation économique actuelle?

M. Minicucci: Étrangères dans quel sens?

Mme Harel: Par exemple, les politiques canadiennes à l'égard des taux d'intérêt de la politique monétaire de la Banque du Canada, les politiques canadiennes en matière de concentration des investissements en Ontario, etc. sont étrangères à la réalité économique dans laquelle on est présentement?

M. Minicucci: On n'est pas ici pour vraiment débattre la politique de la Banque du Canada au niveau de son taux d'intérêt pour combattre l'inflation ou si le dollar canadien doit être à 88 ou à... Nous, ce qu'on a vu, selon la chronique italienne des gens d'affaires italiens, ce qu'on voit, ce qu'on ressent, c'est que l'option souveraineté nous cause des soucis... parce qu'on a vu... On veut s'assurer que la stabilité et la confiance restent dans la province. Dans la période 1976 à 1980, avant le référendum, on a vu ce qui s'est passé après, il y a eu un genre de revirement. Ceci est un fait.

Mme Harel: Oui, mais ce fait là, est-ce qu'il n'est pas d'abord attribuable à une des pires récessions que l'on ait connues depuis les années trente, les années de la dépression et qui, évidemment, ont affecté l'ensemble de l'économie mondiale?

Je m'en voudrais qu'on ne parle pas d'une question importante que vous abordez dans votre mémoire et qui est celle de l'immigration. Ça m'étonne encore que vous puissiez penser que le

Québec n'attire pas les immigrants, ceux qui sont de bons immigrants. Parce que vous semblez craindre que le Québec souverain ne soit plus, disons, attrayant pour l'immigration. Il y a une sorte de confusion à ce niveau-là. Est-ce que vous savez que bon an, mal an, il y a au-delà de 140 000 demandes d'immigration dans les différents bureaux, soit les bureaux de délégation du Québec à l'étranger ou ceux des ambassades canadiennes et que, si le Québec dit "non" c'est que souvent, et la plupart temps, il dit "non" à des immigrants et dépendants de ceux qui ont des niveaux de scolarité très élevés, qui ont des formations académiques, qui ont des formations professionnelles très élevées et qui pourraient venir occuper des emplois que des Québécois scolarisés, de formation professionnelle, disons, importante, pointue, pourraient occuper. Et moi je suis assez d'accord avec vous qu'il faille peut-être réexaminer toute cette politique d'immigration. Parce que si c'était le cas, comment expliquer que c'est au Québec que les immigrants-investisseurs – vous savez sans doute que c'est au Québec que les immigrants-investisseurs se sont majoritairement installés – peut-être à cause de la protection des lois comme la Loi des valeurs mobilières, et que les règles du jeu sont modifiées par Ottawa, justement pour renverser cette tendance qui était de s'installer au Québec d'abord.

M. Minicucci: Je pense que le but principal qu'on visait, c'est pour continuer, parce qu'on ne dit pas que le Québec n'attire pas les immigrants, au contraire. Ce qu'on voulait dire, c'est si on projette où il y a de l'incertitude qui sort, on ne sera pas en mesure d'attirer, peut-être, le nombre d'immigrants qu'on voudra, compte tenu du taux régressif de la population québécoise, à cause de notre taux de natalité. C'est ça. C'est ce but qu'on vise.

Mme Harel: J'ai l'impression qu'il y a une certaine confusion sur la question de l'immigration. Elle est en grande partie entretenue par cette idée que l'on a que si l'entente qu'Ottawa refuse de signer l'était, cela nous donnerait plus de pouvoirs qu'on en a présentement. Mais vous savez que même avec une entente comme celle qui est en suspens, nous n'aurions toujours pas plus que 50 % de choix à faire quant aux immigrants, parce qu'il y a au-delà de 50 %, plus de la majorité des immigrants, qui sont constitués de réfugiés, qui sont toujours sous juridiction fédérale, qui sont aussi constitués de personnes dites de la catégorie de la réunification des familles, et que l'autre moitié, celle sur laquelle le Québec a un mot à dire, c'est celle qui est constituée des immigrants indépendants et des immigrants investisseurs. Et à ce niveau-là, le Québec, en plus, doit refuser, bon an mal an, plus de 100 000 personnes, et il y a peut-être justement un réexamen à faire de cette politique

d'immigration pour la recentrer sur d'autres objectifs que ceux d'éloigner ceux qui occuperaient des emplois que des gens d'ici peuvent occuper.

Je ne pense pas qu'il faille avoir la crainte — en tout cas, si je peux vous rassurer ce soir — je ne pense pas qu'il faille avoir la crainte qu'on n'attire pas. Si vous saviez combien, quand on est députée, tous les jours où il y a des gens qui viennent nous voir parce qu'ils voudraient pratiquer comme médecin, comme ingénieur, comme avocat, parce qu'ils sont venus d'ailleurs, puis qu'ici ça suppose des membres des corporations, que c'est plus compliqué.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Harel, votre temps est terminé. Est-ce que vous voulez ajouter quelque chose, monsieur?

M. Minicucci: Ça va.

Le Président (M. Jean Campeau): Non? Parfait. Nous passons donc maintenant à M. Lucien Bouchard.

M. Bouchard: Merci, M. le Président. Je voudrais vous remercier pour le mémoire que vous avez présenté et la réflexion que ça nous permet de poursuivre en votre compagnie. Je comprends bien que vous posez un jugement qui a dû paraître difficile, quand même, sur la situation, parce que vous estimez que le statu quo n'est pas acceptable et qu'il faut le modifier. Mais un coup parti dans la modification, il faut s'arrêter quelque part. Moi, je ne m'arrête pas; moi, je vais jusqu'à la souveraineté. Mais vous, vous ne voulez pas aller à la souveraineté; alors, vous allez arrêter quelque part.

Vous avez arrêté, vous arrêtez sur un projet de constitution remaniée, révisée, renouvelée, comme on dit maintenant dans le vocabulaire. Mais alors, ce qui m'étonne le plus, c'est que vous êtes des gens d'affaires. Vous vivez au Québec; vous êtes des Québécois. Vous savez ce qui c'est passé; vous baignez dans l'atmosphère politique qui est la nôtre, et, au moment de proposer à la Commission ce que vous pensez être la solution, vous dites: Ce qu'il faut faire, c'est de négocier un autre projet constitutionnel où on trouverait les cinq conditions de l'accord du lac Meech — c'est à la page 11 — où on retrouverait les cinq conditions de l'accord du lac Meech ainsi que d'autres pouvoirs que le gouvernement du Québec pourrait négocier. Donc, pour vous, la solution, c'est de retourner à la table de négociation et de déposer un projet où le Québec demanderait, premièrement, que le Canada anglais lui reconnaisse les cinq conditions à l'accord du lac Meech, plus d'autres pouvoirs.

Il y a deux questions qui me viennent à l'esprit spontanément, vous les devinez. Comment imaginer que le Canada anglais, qui vient justement de dire non à ces cinq conditions, dirait

maintenant oui, parce qu'on ajouterait encore d'autres demandes pour alourdir les demandes qui ont déjà été rejetées? Et deuxièmement, quels seraient les pouvoirs que vous pensez que le Québec devrait, en plus, réclamer?

M. Minicucci: Au niveau des pouvoirs additionnels, je vais répondre à votre question de cette façon, c'est que le but, je pense, de cette Commission, est de décider, d'écouter les Québécois et les Québécoises et de voir ce que la population québécoise veut pour sa province. Ensuite, la Commission va faire une recommandation. C'est à elle vraiment à décider quels sont ces pouvoirs additionnels. Nous, comme communauté, on a dit non à la souveraineté parce qu'on a dit que ça cause de l'incertitude. Par contre, nous encourageons la Commission, aussitôt qu'une recommandation est faite, que le gouvernement du Québec prenne cette recommandation, poursuive et règle rapidement notre position. Je pense que c'est la façon la plus logique de procéder.

M. Bouchard: Est-ce qu'il me reste encore 30 secondes M. le Président?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui.

M. Bouchard: Il me reste 30 secondes. Alors, qu'est-ce qui vous fait croire qu'on pourrait maintenant convaincre ceux qui viennent de nous dire non aux cinq conditions, de les leur représenter, plus d'autres pouvoirs... Qu'est-ce qui vous fait croire qu'ils nous diraient oui?

M. Minicucci: Parce que, comme association de gens d'affaires, nous savons que rien n'est gravé dans la pierre. Et puis, c'est avec la négociation, avec un esprit de compromis, de négociation et de tolérance que, normalement, on trouve un endroit, un compromis, une entente favorable pour les deux parties.

La chose que je voudrais souligner par contre, c'est que si l'option souveraineté est la décision ultime de la Commission, la communauté italienne est ici, au Québec, depuis 100 ans et plus et que nous sommes une partie très importante de cette province. Nous sommes complètement intégrés, et nous allons rester et continuer à participer à bâtir une province, un pays fort pour tous les Québécois et Québécoises. Par contre, on préfère que le Québec reste dans une nouvelle entente de fédéralisme renouvelé, ou une entente, un nouveau pacte. Il y a beaucoup de termes qui ont été utilisés dernièrement, c'est le langage préféré. Mais ça, c'est notre position.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. M. Bouchard, je ferais remarquer aux membres que nous sommes dans la période des cinq minutes. La prochaine intervention, M. Libman.

M. Libman: Merci M. le Président. J'accueille chaleureusement nos invités, la communauté italienne, la communauté la plus trilingue au Québec. En effet, on a vu récemment des sondages dans *Le Devoir*, qui indiquaient que les communautés culturelles, ou 93 % des communautés culturelles sont des fédéralistes. Alors, il faut souligner ce chiffre aussi.

Mais ma question est pour suivre un peu l'optique de M. Ouellet tantôt, quand il a parlé avec la Société Saint-Jean-Baptiste. Est-ce que vous croyez que le Québec, comme pays indépendant, comme pays français, unilingue français indépendant, va être aussi attirant comme pays qu'il l'est présentement, comme province du Canada, pour les immigrants?

M. Minicucci: Je pense que le Québec a toujours fait face à sa politique d'ouverture à tous les immigrants. Je ne verrais pas pourquoi cette attitude changerait, et c'est une de nos recommandations.

M. Libman: Ça oui. Mais est-ce qu'il y aura la même attraction, pour les nouveaux arrivants, pour venir au Québec, le pays du Québec indépendant ou si la situation présente, quand nous sommes une province dans le plus grand pays du Canada...

M. Minicucci: Une chose qui est sûre et certaine, c'est que les groupes minoritaires au Québec sont les plus, les mieux traités. Et je ne vois pas pourquoi cette attitude changerait, d'aucune façon.

M. Libman: Juste la question de l'attraction. En Italie par exemple, l'attraction de venir au pays du Québec... Par contre, le Canada est un pays plus grand; est-ce que vous croyez que la même attraction existerait si le Québec était un pays?

M. Minicucci: Là, vous me demandez de faire de la spéculation quand il y a beaucoup de variables, et je ne peux pas spéculer là-dessus.

M. Libman: O.K. Une deuxième question alors. Nous, il y avait l'histoire du projet politique de la CECM, il y a quelques mois, où il y avait quelques articles dans leur projet politique qui étaient jugés un peu discriminatoires. Jusqu'à quel point est-ce que vous êtes prêts à aller pour participer à l'épanouissement de la langue française au Québec? Jusqu'à quel point est-ce que vous êtes prêts à aller? Ou peut-être, si je pose la question dans un autre sens, quelles sont vos solutions à ces problèmes qui existent dans les écoles catholiques à Montréal: la présence des autres langues dans les corridors ou dans les lieux de l'école?

(21 heures)

M. Minicucci: M. Libman, nous sommes une

association d'affaires. Vraiment on n'a pas étudié ou abordé ce problème. Par contre, comme on l'a indiqué dans notre mémoire, nous soutenons que le maintien de la liberté et des droits fondamentaux des groupes minoritaires et culturels est une pierre angulaire de la société québécoise et qu'elle doit continuer de maintenir cette politique. Donc, je ne sais pas si ça, ça répond à votre question.

M. Libman: O.K.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Libman? M. Béland?

M. Béland: Merci M. le Président. D'abord je voudrais vous remercier de cette volonté que vous venez d'exprimer de demeurer avec nous, même si on choisissait une voie qui ne vous plaît pas, ce soir, parce que je pense qu'on a bien besoin de vous, et vous voyez que le problème qui est devant nous n'est pas facile. C'est vrai ce que vous dites, que c'est vous qui allez être appelés à régler cette question-là mais, par contre, vous nous donnez quand même des signaux en disant: On aimerait mieux que vous ne le régliez pas par la question de la souveraineté. Je vous avoue que, comme M. Bouchard, j'ai un peu de difficulté à vous suivre parce que, comme beaucoup de gens qui sont venus ici, vous nous dites: Toute la question constitutionnelle ça crée de l'incertitude et ce n'est pas bon. Comme beaucoup d'autres, j'allais dire, presque comme tout le monde, vous venez nous dire: Il faut agir vite, mais, dites-vous ne faites pas la souveraineté, cependant, parce que ça aussi ça va amener l'instabilité.

C'est là que j'ai un peu de difficulté à vous suivre parce qu'on ferait un choix clair. On dirait: Bon, on a réglé la question constitutionnelle. Mais vous dites: Ce choix clair qui réglerait la question constitutionnelle c'est encore source d'instabilité; et vous dites: Ça résulterait en l'affaiblissement de l'économie québécoise et en la baisse de la qualité de vie pour tous les Québécois et toutes les Québécoises. Ça, c'est trois lignes qui sont très significatives, très lourdes de conséquences, parce que personne ne veut ça ici. Je ne sais pas sur quelles études vous vous êtes basés. Ça, j'aimerais vous entendre là-dessus. J'ai vu la bibliographie que vous attachez à votre mémoire. Évidemment, si vous avez lu ces articles de journaux là, je comprends votre conclusion. Mais est-ce que vous avez lu autre chose aussi? Et est-ce que vous avez fait d'autres études?

M. Minicucci: On a fait les études dans le temps qui nous a été donné, qui a été malheureusement un peu raccourci. La position qu'on a prise vraiment représente l'opinion de notre Association de la communauté d'affaires italo-québécoise. Ce n'est pas qu'une fois que la

décision du gouvernement, si c'est la souveraineté, selon nous, que l'incertitude va se régler. Il y aura encore beaucoup de questions par la suite, même quand la décision est prise. Il va y avoir comment régler toute la dette, etc., un paquet d'autres affaires. Donc au niveau des études, malheureusement, le temps... On n'a pas fait une étude approfondie. On pourrait le faire et soumettre nos projets par la suite, ça nous fera plaisir. Mais, vraiment, on représente les opinions de la communauté d'affaires. C'est ça que...

M. Béland: Mais vous avez confiance dans l'autre choix qui est celui de reprendre la négociation. Vous êtes des gens d'affaires. Vous connaissez que dans la négociation, quand même, ce qui marche c'est quand des rapports de force... Est-ce que vous pensez, suite à la dernière expérience qu'on a vécue, toute l'étape Meech, que le Québec serait maintenant dans un rapport de force vraiment meilleur?

M. Minicucci: C'est une question difficile à répondre parce que, depuis l'échec, il y a eu beaucoup de discours, beaucoup de réflexions des deux côtés. La communauté d'affaires italienne pense que les recommandations que l'accord présentait et d'autres choses que le Canada et le reste du pays seront prêts à écouter et ensuite procéder à des négociations.

M. Béland: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Hogue?

M. Hogue: Merci, M. le Président. Je peux vous faire...

Le Président (M. Jean Campeau): J'aimerais tellement ça ne pas être obligé de vous enlever la parole. Alors vous avez cinq minutes.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Hogue: Ha, ha, ha! Donnez-moi plus de temps M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Je regrette ça ne change rien.

M. Hogue: Je trouve intéressant votre rapport et puis moi, ça va de soi que je participe pleinement à votre démarche et à votre positionnement. Je vous pose deux questions qui ne sont pas dans le rapport. Vous parlez entre Italiens d'origine ou entre les Italiens-Canadiens qui vivent sur le territoire du Canada, il n'y a aucun doute. Qu'est-ce que eux, qui ne sont pas du Québec disent de la situation présente? Qu'est-ce que ces gens-là disent lorsqu'ils voient la notion de statu quo, lorsqu'ils voient ce qui est arrivé en 1982 au Québec? Ma deuxième

question – alors vous la retenez – et qu'est-ce que les Italiens se disent entre eux, là, à travers le pays, parce que vous êtes des gens d'affaires, donc vous communiquez facilement.

Ma deuxième question, voudriez-vous nous parler un peu de ce qui se passe en Italie? Lorsque je prenais mes cours d'italien, quand j'étais à Cleveland et que j'étudiais, il y avait un professeur qui venait du nord de l'Italie, et puis elle avait marié un Italien du sud, et elle me disait à ce moment-là que c'était une situation inusitée, parce que – ça c'était autour des années soixante, là – parce que les Italiens du nord, les Italiens du sud, ça ne devait presque pas se marier ensemble. Mais elle s'est mariée et ils vivaient aux États-Unis et s'entendaient bien. Et puis elle me parlait aussi des régionalismes qu'il y avait en Italie. Elle me disait que la langue parlée à Rome était plus pure, si je peux dire, que celle parlée dans d'autres régions. Par contre ils vivaient ensemble, comme des Italiens. Comment ils s'ajustent avec tout ça les Italiens, là, dans la belle Italie? Ça c'est ma deuxième question, et vous prenez le reste des cinq minutes pour répondre à ça.

M. Minicucci: C'est en dehors du mandat de la Commission, ça.

M. Hogue: Oui, mais c'est ma question.

M. Minicucci: M. Hogue, premièrement, la CIBPA notre association, qui représente la communauté d'affaires Italo-québécoise, nos liens avec notre pays d'origine sont limités, parce que nous sommes des gens d'affaires québécois. Par contre, nous avons des liens avec nos origines, notre culture et notre langue. Il y a de nos membres et dans notre communauté qui continuent de faire affaire avec l'Italie, et nous savons que l'Italie, aujourd'hui, est un pays qui fait partie du G7, qui est une force économique. Mais au niveau des autres, les autres questions que vous avez, ce n'est pas dans notre position de répondre à ça, parce que nous sommes des Canadiens, la plupart de nous, et Québécois. La plupart de nous sommes nés ici, donc, ce qui se passe en Italie je pense que c'est hors de ce qui les concerne, et nous...

M. Hogue: Il y a des différences régionales en Italie.

M. Minicucci: Je présume qu'il y en a.

M. Hogue: Vous vous en doutez un peu, et ces gens-là vivent ensemble, sans vouloir se séparer, avec un certain nombre de conflits. Ça c'est ma question.

M. Minicucci: D'après ce que je connais...

M. Hogue: Je ne fais pas le rapport Canada-

Italie.

M. Minicucci: Non, mais vous me demandez une question de sociologue sur l'Italie et je ne suis pas un expert. Je suis d'origine italienne, mais je suis Québécois. Je ne suis pas en mesure de vous répondre là-dessus. Au niveau de l'autre question, au niveau de ce que les autres, les Italo-Canadiens, les autres membres de notre fédération, notre mémoire, notre étude concerne le Québec, concerne les Québécois, les Italo-Québécois et on s'est limités et concentrés là-dessus, ce qui fait que je ne peux pas vous répondre de ce qui se passe. Je sais que la communauté italienne, par contre, à travers, est une communauté qui est flexible, qui est ouverte, qui a un esprit de compromis, de tolérance des autres groupes culturels. Ce qui fait qu'on peut présumer qu'ils aimeraient qu'on règle nos problèmes et qu'on poursuive une attitude de croissance économique et qu'on augmente la qualité de vie pour les Québécois et ensuite tout le reste du pays.

M. Hogue: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Bien. Peut-être qu'on va vous déléguer. Merci M. Hogue. M. Larose.

M. Larose: M. le Président, l'italien est une des langues de travail chez nous, puisqu'on a quand même plusieurs milliers de syndiqués, surtout dans le secteur de la construction, et ça me fait plaisir qu'on vous reçoive ce soir.

Je prendrai un peu la remarque que faisait M. Béland. Je trouve que vous avez des fréquentations qui sont un peu, pas douteuses, mais disons toutes dans le même sens quand on regarde la bibliographie. Ça me fera plaisir de vous faire parvenir des documents de la CSN, particulièrement en regard de la conjoncture économique, qui tentent d'illustrer que le Québec, comparativement à d'autres sociétés et à l'intérieur du bloc canadien, est quand même passablement équipé pour assumer son propre destin. Il me semble que ça peut contredire un certain nombre de données qui vous ont été fournies à travers des articles que vous avez lus.

Moi, j'ai d'abord été surpris par votre synthèse, parce que j'avais commencé par la synthèse. Quand, dans le dernier paragraphe, vous disiez: Pour conclure, la communauté d'affaires italo-québécoise n'appuiera pas l'option de souveraineté pour le Québec. Mais quand on revient à la page 12, dans votre texte, j'ai cru y découvrir une nuance importante quand vous dites: "Toutefois, notre association n'accepterait pas la souveraineté totale..." Alors, j'ai cru y découvrir qu'une souveraineté qui ne serait pas l'équivalent de murailles autour du Québec, vous pourriez fort bien vous en accommoder. Surtout que des raisons que vous donnez, parce que ça

représenterait l'instabilité et résulterait en affaiblissement de l'économie québécoise.

Supposons que ça représente, au contraire, la stabilité, que le fait de s'assumer collectivement comme pays, on règle le problème. "Denzio," le fait qu'au lieu d'affaiblir l'économie en se saisissant des principaux leviers économiques, on ne subisse pas, au Québec, l'impact de l'économie ou la gestion de l'économie du Canada, parce que, peut-être qu'on peut préciser que la récession de 1981-1982, par rapport à la récession actuelle, c'est bien différent. La récession de 1981-1982 était une récession occidentale. Celle que nous vivons maintenant est une récession "made in Canada". M. Hogue n'aime pas que je dise que c'est son gouvernement, parce que lui, il dit que ce n'est pas sous son gouvernement, c'est M. Crow, mais disons que c'est du monde qui se côtoie quand même un peu. Mais la récession qu'on vit au Québec est une récession importée d'Ottawa.

Si on mettait la main sur les leviers, soit sur la politique monétaire, la politique fiscale et qu'on pouvait la faire servir au développement économique du Québec, et donc, au lieu d'affaiblir notre économie, la relever, je comprenais que vous pourriez être d'accord avec cette souveraineté-là. Est-ce que je me leurre en faisant cette analyse-là?

M. Minicucci: Nous ne doutons pas que le Québec a une force économique, qu'il pourrait, éventuellement, à cause de sa capacité économique... Nous sommes conscients, comme on a dit tantôt, que notre bibliographie... le temps nous a été raccourci pour faire nos recherches.

Par contre, si j'ai bien compris votre question, il faut regarder dans le contexte qu'on a dit parce qu'on parlait de fédéralisme. Il y a beaucoup de définitions qui se parlent. La seule inquiétude que la communauté d'affaires italo-canadienne a, c'est que la souveraineté comme telle va créer de l'incertitude à l'extérieur du Québec, et ceci va nous causer des problèmes, va affaiblir l'économie québécoise à cause d'un reflux de capital, et ça nous concerne. Nous, nous apportons les soucis, les "concerns" de la communauté d'affaires italo-québécoise. C'est ça que... Je suis sûr que vous avez des études qui pourront supporter divers arguments et je suis sûr qu'il y en a d'autres qui pourront apporter diverses études économiques pour présenter d'autres arguments. Nous l'avons regardé d'un point de vue assez pragmatique et logique.

Le Président (M. Jean Campeau): C'est terminé, M. Larose. Je regrette beaucoup. M. Maciocia.
(21 h 15)

M. Maciocia: Merci, M. le Président. M. Minicucci, M. Gattuso et M. Stante, je vous remercie de notre part de la présentation de ce mémoire. En connaissant l'importance de votre

organisme, je crois qu'il était essentiel que vous soyez ici ce soir pour présenter les vues de la communauté d'affaires italienne sur un éventuel changement constitutionnel du Québec à l'intérieur du Canada.

Je vous le dis d'entrée de jeu, ce n'est pas facile. Je comprends votre nervosité, et probablement que les gens de la Commission s'en sont aperçus un peu. On le comprend très bien, ce n'est pas très facile d'être là, très à l'aise, très dégagé, disons, devant une commission, spécialement quand c'est la première fois qu'on a l'occasion de le faire. Alors, je vous comprends très bien et je comprends vos hésitations vis-à-vis cette situation.

Étant donné que je suis d'origine italienne, je connais très bien aussi les vues de cette communauté et, comme je le disais dans mon discours inaugural: La communauté italienne est probablement la communauté qui s'est le mieux intégrée à la communauté québécoise. Ça, je le dis sans l'ombre d'un doute. C'est vraiment la communauté qui s'est intégrée le mieux. Aujourd'hui, on peut le dire avec fierté – je l'ai dit l'autre fois et je le répète encore aujourd'hui – on est fiers de nos origines, mais on est fiers d'être Québécois aussi. Quand vous parlez dans votre mémoire que notre association... Je le vois très clairement que vous prenez position dans le cadre fédéral canadien. C'est clair, on le respecte. Mais comme le disait tantôt, je crois, M. Bédard ou M. Bouchard, je ne me rappelle pas lequel... Vous disiez, par exemple: Il faudrait que le Québec ait des pouvoirs additionnels, à part les cinq conditions de l'accord du lac Meech.

C'est sûr que ça n'a pas été facile de négocier les cinq conditions du lac Meech, parce qu'il y avait probablement de la réticence de la part de certaines provinces anglaises. Quand vous dites ça, aujourd'hui, j'imagine que vous voulez parler, comme d'autres organismes, de pouvoirs additionnels dans le sens de main-d'œuvre, d'éducation et d'immigration. Le Québec a besoin de ces leviers pour progresser, pour la prospérité économique du Québec. Quand vous dites d'aller chercher ces pouvoirs additionnels, et la question vous a été posée: Comment aller les chercher? Je suis convaincu qu'à ce moment-là, la raison pour laquelle vous l'avez mis dans le mémoire, c'est justement qu'il y a une opinion changeante, justement depuis l'échec du lac Meech. Ce n'est plus la même opinion, non seulement des Québécois, mais même du Canada entier. Probablement que le Québec a été pris à la légère au moment de l'accord du lac Meech, parce qu'il parlait toujours que c'était une base de négociation et qu'on aurait probablement pu négocier à ce moment-là. Mais moi, je crois qu'aujourd'hui le Québec est pris au sérieux à l'intérieur du Canada, particulièrement par le Canada anglais. Et c'est là, je crois, la raison pour laquelle il faudrait encore négocier parce que, comme tous

les organismes l'ont dit tantôt, que ce soit la souveraineté, que ce soit un fédéralisme renouvelé, ça prend de la négociation.

Aujourd'hui, quand vous dites que vous êtes craintifs de la stabilité économique et de l'efficacité même de l'économie québécoise avec un changement éventuel vers la souveraineté du Québec, je le comprends. Parce qu'on devrait changer quelque chose qu'on connaît déjà et qu'on sait déjà qu'on a eu la possibilité de s'épanouir avec quelque chose que, probablement... Ça pourrait même être mieux, mais c'est quand même une aventure. On ne sait pas vraiment si ce serait mieux ou si ce serait pire. Et c'est là que je peux comprendre votre mémoire, c'est dans cet esprit que je peux le comprendre et que je peux l'accepter. C'est pour ça que je dis, et je le répète encore aux membres de la Commission, qu'il ne faudrait pas non plus prendre certaines réponses que M. Minicucci a données tantôt... parce que je comprends la nervosité et l'émotion qu'il éprouvait un peu ce soir, parce que, vous le comprenez, c'est un jeune, un jeune de la communauté, c'est vrai, mais très, très bien. Ça, je peux l'affirmer en toute honnêteté. Et je dirai que la communauté italienne, comme je l'ai dit tantôt, s'est intégrée d'une façon merveilleuse à l'intérieur de la société québécoise.

Je suis fier d'une chose, entre autres, dans ce mémoire, quand on dit à la page 8 – et c'est tout à votre honneur, M. Minicucci et de votre organisme: "Notre communauté demeurera au Québec, peu importe les recommandations ultimes de la Commission, de là l'importance de notre participation à cet égard." C'est clair, la communauté italienne est au Québec et va rester au Québec. La seule question que je voudrais vous poser est celle-ci. Vous dites à la dernière page, je crois, de votre mémoire, en disant que la communauté italienne est la troisième communauté plus importante du Québec: "Nous désirons prendre part à toutes les étapes du renouvellement constitutionnel et aux négociations éventuelles. Et nous tenons fermement à être consultés, afin que la communauté italo-québécoise puisse apporter sa contribution pour continuer à bâtir un Québec prospère." De quelle manière vous prévoyez la contribution et la consultation que la Commission et le gouvernement du Québec devraient avoir de votre part?

M. Minicucci: Merci, M. Maciocia pour vos mots très chaleureux. Je pense, comme vous avez dit tantôt, que la communauté est de loin la meilleure intégrée des communautés culturelles et que nous sommes présents dans tous les aspects de vie québécoise, soit politique, soit économique et social. Nous avons des leaders importants dans différents organismes. Dans le concret, la CIBPA et nous pouvons apporter beaucoup au gouvernement au niveau des conseils. Nous avons des gens dans le domaine comme vous et nous

encourageons une forte participation et représentation de notre communauté dans les futures négociations. Je pense que nous avons contribué beaucoup à bâtir un Québec qui est très prospère aujourd'hui et nous voulons et nous demandons de continuer à participer à bâtir une province, un pays futur qui continuera d'être l'envie du monde entier. C'est dans ce but-là que nous voulons participer à toutes les étapes. Évidemment, ça dépend de comment le gouvernement va nous consulter. Et nous sommes prêts à donner tout le support et les ressources que nous avons et à les mettre à sa disposition pour l'aider.

M. Maciocia: Je crois que mon collègue M. Dauphin voudrait poser une question, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Dauphin.

Une voix: Oul, Monsieur.

M. Dauphin: Je voudrais souhaiter la bienvenue à votre Association des gens d'affaires et des professionnels italo-canadiens. Moi, au même titre que mon collègue de Viger, M. Maciocia, je partage toutes mes nuits avec un membre de votre communauté puisque j'ai marié une Italienne, c'est-à-dire une Québécoise d'origine italienne, il y a six ans déjà.

Une voix: Du sud ou du nord?

M. Dauphin: Elle est du sud de l'Italie.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Dauphin: D'ailleurs, elle est très bien intégrée puisqu'elle a marié une ceinture fléchée en ma personne. Mais elle est train de m'intégrer, parce que je fais mon vin depuis six ans. Du vin italien.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Dauphin: Je fais mes propres saucisses de la Calabre - c'est très bon en passant, j'ai pris 20 livres depuis ce temps-là.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Dauphin: Mais ceci étant dit, je suis d'accord également avec votre raisonnement que c'est la plus grosse communauté culturelle au Québec et c'est une communauté qui est très bien intégrée. Cependant, j'exprime un vœu: C'est que, peu importe les orientations que prendra notre Commission, et peu importe, évidemment, les orientations ou la décision que prendra le gouvernement et le peuple québécois, le vœu que je fais, c'est que vous fassiez preuve également d'ouverture. Je constate que vous

préconisez le maintien du lien fédéral, un fédéralisme renouvelé; mais j'aimerais, et ça serait mon désir le plus cher que nos communautés culturelles, et spécialement la communauté italienne, puissent suivre la majorité des Québécois et des Québécoises qui sont francophones, disons-le franchement. Et je serais des plus heureux que nous puissions continuer notre avenir comme Québécois ensemble. Ça c'est mon vœu le plus cher. Maintenant, vous me disiez tantôt, plutôt dans votre mémoire, vous dites que le fédéralisme a beaucoup d'avantages dans notre système actuel. Pourriez-vous nous en indiquer certains?

Le Président (M. Jean Campeau): Vous avez peu de temps alors...

M. Minicucci: Je partage vos sentiments aussi au niveau de votre goût culinaire, de la cuisine italienne. Au niveau des avantages, comme je l'ai dit dans l'ouverture de notre mémoire, on n'a pas, on ne voulait pas se perdre dans les chiffres, les tableaux, pour montrer quel est le surplus de bénéfices que le Québec exporte ou importe à ce niveau-là. Ce que nous avons vu, et nous partons comme fait, c'est que le Québec et le Canada vivent ensemble depuis 1867, ce n'était pas, il y a eu des petites nuances, mais je pense quand même que le Canada comme tel et que le Québec comme tel, ensemble, ont une qualité de vie qui est extraordinaire, qui fait l'envie du monde entier, dont je suis très fier comme Québécois, et nous sommes certains que cette relation, dès qu'elle sera modifiée pour qu'elle soit à la satisfaction de tout le monde, elle va continuer de porter fruit.

Le Président (M. Jean Campeau): Votre temps est maintenant écoulé. Il reste un peu de temps pour la présidence. Je voudrais vous remercier, M. Pasquale Minicucci, M. Gattuso, M. Stante. Je pense qu'on a tous des amis d'origine italienne, qui qu'on soit, alors nous apprécions votre communauté, je pense que vous le savez. Mais ce soir, merci pour votre apport à notre Commission sur l'avenir du Québec, puis merci surtout, monsieur, pour votre franchise et votre simplicité. Merci.

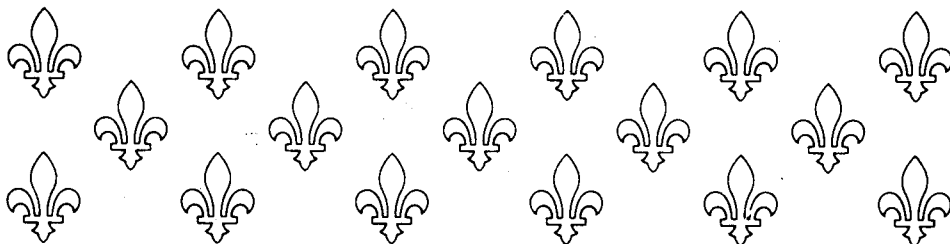
M. Minicucci: M. le Président, au nom de tous les membres de l'Association des gens d'affaires et professionnels italo-canadiens, de la communauté italienne en particulier, on vous remercie de nous avoir accueillis si chaleureusement ce soir, et on vous souhaite bonne chance.

Le Président (M. Jean Campeau): Pour les membres de la Commission, juste deux secondes, quelques petits messages. Premièrement, départ de l'autobus à 22 heures vers Québec, à l'hôtel Sheraton. Deuxièmement, la Commission reprend ses audiences publiques le mardi 20 novembre à

Saint-Hyacinthe. Troisièmement, nous revenons ici à Montréal le 21. Si vous avez de vos amis qui veulent venir à la salle, ils sont les bienvenus. Quatrièmement, c'est notre premier voyage à l'extérieur qui se termine ce soir et je voudrais remercier le personnel de la Commission. Je pense qu'il a bien vu à l'organisation. C'est par exception qu'on permet les applaudissements.

Des voix: Ha, ha, ha!

(Fin de la séance à 21 h 28)

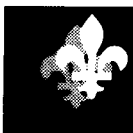


ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Saint-Hyacinthe, le mardi 20 novembre 1990

No 7

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1782

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

Nouveau Parti démocratique du Canada (NPD Canada), section Québec	455
M. Michel Dupuy	464
Conseil culturel de la Montérégie	469
Corporation professionnelle des médecins vétérinaires	478
Association des retraités de l'enseignement (secteur Longueuil)	488
M. Jean-Pierre Charbonneau	493
Citizens of Saint-Bruno-de-Montarville	500
M. Yves Beauchemin	506
Association des anglophones dans un Québec indépendant	511
M. Jacques Saada	519
M. Maurice Giroux	525
Présentation conjointe	532
Société nationale des Québécois de Richelieu-Yamaska	532
Société Saint-Jean-Baptiste de Longueuil et autres	533
Société nationale des Québécois de Saint-Hubert	534

Intervenants

M. Michel Bélanger, président

M. Robert Libman
 M. Claude Béland
 Mme Cheryl Campbell Steer
 M. Jean-Claude Beaumier
 M. Ghislain Dufour
 M. Charles-Albert Poissant
 M. Richard B. Holden
 M. Gil Rémillard
 Mme Christiane Pelchat
 M. Jacques Brassard
 M. Denis Lazure
 M. Yvon Lafrance
 M. François Beaulne
 M. Lucien Bouchard
 M. Jean-Pierre Hogue
 Mme Pauline Marois
 Mme Luce Dupuis
 M. André Ouellet
 M. Serge Turgeon
 Mme Claire-Hélène Hovington
 M. Jacques Proulx
 M. Marcel Beaudry
 M. Jean Campeau
 M. Roger Nicolet
 M. Charles Messier
 M. Michel Charbonneau
 Mme Cécile Vermette
 Mme Lorraine Pagé
 M. Guy Chevette
 M. Gérald Larose
 M. Guy Bélanger
 Mme Louise Bégin
 M. Roger Paré
 M. Russell Williams
 M. Claude Dauphin
 M. Albert Khelfa

(suite à la page suivante)

Table des matières (suite)

- * M. Phillip Edmonston, NPD Canada, section Québec
- * Mme Maude Céré, Conseil culturel de la Montérégie
- * M. Marc Laplante, idem
- * M. Richard Blackburn, idem
- * Mme Carole Boucher, idem
- * M. Paul Desrosiers, Corporation professionnelle des médecins vétérinaires
- * M. Raymond Roy, idem
- * M. Marcel Bouvier, idem
- * M. Paul-Étienne Leclerc, Association des retraités de l'enseignement (secteur Longueuil)
- * M. Jean Patenaude, idem
- * M. John Bowles, Citizens of Saint-Bruno-de-Montarville
- * M. Charles Plamondon, idem
- * M. David Payne, Association des anglophones dans un Québec indépendant
- * M. Henry Milner, idem
- * M. Kevin Hanley, idem
- * M. Gary Caldwell, idem
- * M. Bertrand Desrosiers, Société nationale des Québécois de Richelieu-Yamaska
- * M. Jean Babin, Société Saint-Jean-Baptiste de Longueuil et autres
- * M. Pierre Paquette, Société nationale des Québécois de Saint-Hubert
- * M. Benoît Duchesne, Société nationale des Québécois de Richelieu-Yamaska
- * M. Réal Brais, Société Saint-Jean-Baptiste de Longueuil
- * Témoins interrogés par les membres de la Commission

Saint-Hyacinthe, le mardi 20 novembre 1990

Audition d'organismes et de personnes

(Neuf heures quarante et une minutes)

Le Président (M. Michel Bélanger): Mesdames et messieurs, si vous voulez prendre place, s'il vous plaît, la séance va bientôt commencer. Je déclare ouverte cette séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Je vous rappelle que le mandat de la Commission est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations.

Aujourd'hui, la séance sera consacrée à l'audition des personnes ou organismes suivants: à 9 h 30, pour une heure, le NPD Canada, section Québec; à 10 h 30, pour 30 minutes, M. Michel Dupuis; à 11 heures, pour une heure, le Conseil culturel de la Montérégie; après l'ajournement du déjeuner, à 14 heures, la Corporation professionnelle des médecins vétérinaires, pour une heure; à 15 heures, l'Association des retraités de l'enseignement, secteur Longueuil, pour 30 minutes; à 15 h 30, pour 30 minutes, M. Jean-Pierre Charbonneau; à 16 heures, pour 30 minutes, Citizens of Saint-Bruno-de-Montarville; à 16 h 30, M. Yves Beauchemin, pour 30 minutes; à 17 heures, pour 30 minutes, l'Association des anglophones dans un Québec indépendant; à 17 h 30, M. Jacques Saada. Après l'ajournement pour le dîner, à 17 h 30, M. Maurice Giroux, pour 30 minutes; à 20 heures, conjointement pour une heure, la Société Saint-Jean-Baptiste de Longueuil et autres, la Société nationale des Québécois de Saint-Hubert, et la Société nationale des Québécois de Richelieu-Yamaska, pour ajourner à 21 heures.

Je vous rappelle que, puisque cette Commission est une commission parlementaire même élargie, ses règles veulent que, comme au Parlement, l'assistance n'applaudisse pas et ne manifeste pas bruyamment. Si la chose devait se produire, comme ça peut arriver par accident – et c'est déjà arrivé dans le passé – nous devons vous demander d'interrompre les applaudissements, sinon, malheureusement, nous passer de la présence de l'assistance.

Les règles des discussions des mémoires sont les suivantes: pour un mémoire qui est présenté pendant une heure, la personne qui a à faire la présentation fait une présentation de 10 minutes. Il y a 10 minutes de temps pour les questions et réponses de la présidence, 10 minutes pour le groupe parlementaire qui forme le gouvernement, 10 minutes pour le groupe parlementaire qui forme l'Opposition et 25 minutes pour les membres inscrits, chacun des membres disposant de 5 minutes. Pour les présentations de 30 minutes, il y a 5 minutes pour la présidence, 5 minutes pour chacun des

deux groupes parlementaires, 10 minutes pour les membres inscrits à raison de 5 minutes chacun et, enfin, 5 minutes pour la présentation du mémoire.

Nous commençons la séance, ce matin, avec la présentation du Nouveau Parti démocratique Canada, section Québec. M. Phillip Edmonston, député de Chambly, présente ce mémoire qui a été distribué aux membres qui l'ont lu. Voulez-vous, s'il vous plaît, M. Edmonston, présenter les gens qui vous accompagnent et ensuite profiter de vos 10 minutes pour la présentation du mémoire.

NPD Canada, section Québec

M. Edmonston (Phillip): Merci, M. le Président. À ma droite, ici, c'est M. Raymond Guardia qui est secrétaire du NPD Canada-Québec; ici, à ma gauche, c'est M. Raymond Lussignan qui est un électeur dans le comté de Chambly.

Je suis très heureux de pouvoir vous présenter ce mémoire aujourd'hui, M. le Président et membres de la Commission. C'est un plaisir surtout pour moi parce que ça fait une vingtaine d'années que j'ai décidé de venir au Québec et la première ville où je me suis installé, pendant 3 ans, c'est à Saint-Barnabé-Sud qui est à 15 kilomètres de Saint-Hyacinthe. J'ai habité là trois ans.

Avant d'aller en détail sur le mémoire, j'aimerais bien juste attirer votre attention, M. le Président, sur le fait que, quand j'ai vu la formation de ce comité, de cette Commission, je voulais la voir la plus représentative possible et je reconnais que vous avez fait votre possible pour inclure pas mal tout le monde avec, je pense, juste un oubli que je trouve extrêmement sérieux. Le futur, l'avenir du Québec est très important, particulièrement pour les personnes âgées, les gens de l'âge d'or, les gens de différentes associations de l'âge d'or. Comme politicien, qui est peut-être nouveau dans la politique, j'écoute pas mal mes électeurs et une chose que j'ai entendue souvent des personnes âgées, c'étaient des questions qui ont démontré leur anxiété pour l'avenir du Québec. Et quand je pense au dernier référendum, dans les années quatre-vingt, le dernier, j'ai eu l'impression que c'étaient les personnes âgées, les aînés, qui ont été manipulés avec la peur, manipulés avec toutes sortes de déclarations plus ou moins véridiques. Et je veux juste vous demander si c'est possible que vous puissiez prendre des mesures spéciales pour écouter et inclure les personnes âgées avant qu'on termine le travail de cette Commission, de faire un effort spécial

pour écouter ces gens-là, parce qu'ils représentent notre patrimoine et, surtout, parce que ce sont des gens qui vont aller voter lors d'un référendum éventuel et qui sont extrêmement concernés par ce qui se passe ici aujourd'hui et dans le proche avenir.

Le mémoire que je vous ai soumis, il a comme titre «Québec-Canada: la fin du beau risque, oui ou non?». Quand je parle du beau risque, bien sûr, je parle de l'expression de feu René Lévesque. Moi, je ne crois pas personnellement que ce soit la fin du beau risque. Mais je crois qu'il est minuit moins quelques minutes et que c'est la dernière gageure. Tout l'argent est sur la table et c'est maintenant ou jamais.

Je commence le mémoire que je vous ai soumis en vous déclarant que la question de l'autodétermination, c'était déjà décidé par le NPD, il y a 50 ans. Donc, je suis un peu surpris quand je vois tout un parti politique qui a finalement compris que les Québécois ont droit à l'autodétermination. Au NPD, depuis 1940, nous avons accepté ça comme principe de base. Moi, je ne sais pas si je suis le premier anglophone qui vous le dit, mais je crois que le Québec peut devenir indépendant et je ne suis pas convaincu que ce serait une catastrophe. Je ne suis pas convaincu que ce serait un dollar de 0,50 \$ ou de 0,60 \$. J'ai déjà vu ailleurs tout un pays qui a accepté, qui a obtenu l'indépendance. Je pense que le Québec peut devenir indépendant et peut être un pays viable.

Des études sont citées dans le mémoire que je vous ai présenté. Il y a même l'exemple de la Norvège et de la Suède qui ont obtenu l'indépendance. Ils ont eu un débat assez acrimonieux, mais ils ont obtenu l'indépendance. Certains petits pays ont très bien réussi, après leur indépendance, avec leur main-d'œuvre spécialisée et avec une économie bien administrée.

Toutefois, si le Québec veut l'indépendance, je vois deux obstacles: un premier, c'est la complexité des négociations – question de déficit fédéral, question de ce qu'on va faire avec ces pauvres fonctionnaires fédéraux, ce qu'on va faire avec les bâtiments et les structures fédérales. Le deuxième obstacle, c'est plutôt un obstacle psychologique. On a utilisé des termes. Moi-même, j'ai utilisé le terme souveraineté-association. Le président Bélanger a utilisé le terme souveraineté-association. Il semble que certains partis politiques croient avoir les droits d'auteur.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je m'excuse de vous interrompre, monsieur, mais ce qu'on a rapporté n'était pas correct. Je vous prie de vous en tenir aux faits, M. Edmonston.

M. Edmonston: D'accord. Je m'excuse, M. le Président. Je vais juste relater plutôt mes commentaires dans le sens que je crois en la souveraineté-association selon la définition que

j'en fais moi-même. Pour moi, la souveraineté-association est de donner au Québec les pouvoirs qui lui donneront une autonomie dans les dossiers que nous, au Québec, déciderons comme étant essentiels pour nous.

Je peux vous dire que je ne suis pas ici pour vous donner toute une liste d'épicerie de tous les pouvoirs que nous devons rapatrier parce que je ne suis ni un économiste, ni une constitutionnaliste jusqu'à ce point-là, mais ce qui est essentiel, c'est que le Québec devrait avoir les pouvoirs dans les programmes qu'il considère importants pour deux raisons: pour une question d'efficacité et pour pouvoir administrer des programmes moins chers, mieux taillés pour nos besoins respectifs ici, au Québec, et, deuxièmement, pour protéger notre culture, pour protéger notre langue.

Quand je vous parle d'obstacles psychologiques, c'est parce que, actuellement, au Québec, nous aimerions avoir un changement en profondeur. Le fédéral, c'est un vieux bazou – voyons! un autre politicien qui glisse une voiture comme exemple – un vieux gros bazou. C'est tellement coûteux qu'il ne répond plus aux besoins aujourd'hui avec un chauffeur en qui je n'ai pas tellement confiance. Ce dont ils ont besoin, c'est d'un autre véhicule qui, vraiment, répond mieux à nos besoins. Et c'est ça. Les différents sondages ont démontré que ça s'appelle souveraineté-association, ça s'appelle autonomie pour le Québec ou l'indépendance. Les gens sont tannés. Ils veulent avoir un changement en profondeur.

Est-ce qu'on peut créer un nouveau Canada sans se séparer, sans l'indépendance? Je pense que oui. La façon, je pense, c'est de... Regardez ce qui est arrivé avec Meech. Le gouvernement fédéral a utilisé Meech, a eu Meech en utilisant des dés pipés. C'était voué à l'échec, Meech, parce qu'on négociait à 11. Même les leaders syndicaux ne vont jamais négocier à 11. Il faut négocier un à un et non pas comme c'était suggéré par d'autres partis politiques, une à quatre régions ou une à cinq régions. Un à un.

Deuxièmement, il faut utiliser l'article 43 de la Constitution qui se rapporte...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Edmonston, vos 10 minutes sont épuisées. Vous voudriez peut-être compléter par une phrase relativement brève.

M. Edmonston: Oui, M. le Président. On peut utiliser l'article 43, je crois, de la Constitution pour avoir des négociations avec le fédéral et finalement, en utilisant la clause "nonobstant", je pense qu'on peut protéger notre culture et notre langue pour l'avenir. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Edmonston. Nous commençons avec le bloc des questions pour l'ensemble des membres, et le premier inscrit est M. Libman, qui sera suivi de

M. Béland et de Mme Campbell Steer.

M. Libman: Merci, M. le Président. Premièrement, je suis juste un peu confus concernant ce que vous suggérez. Est-ce que vous suggérez une forme de souveraineté-association pour le Québec?

M. Edmonston: Je suggère une décentralisation radicale du pouvoir Québec-Canada, et je suggère qu'on négocie avec le fédéral en utilisant l'article 43 de la Constitution pour avoir un meilleur rapport entre le Québec et le Canada. Votre question: Aujourd'hui, est-ce que je prône l'indépendance? Non. Quand je parle de souveraineté-association, est-ce que c'est une souveraineté-association telle que présentée par le Parti québécois dans les années quatre-vingt? Non.

M. Libman: O.K. But, if you want, let us just touch on that question of sovereignty-association. There has been a lot of discussions last week of the best position to be in, in order to negotiate with the Federal Government. Do you really feel or do you feel that Canada would have any intention of negotiating with Québec, once Québec has declared its sovereignty? What would Canada be able to gain out of it, once Québec has already declared sovereignty?

M. Edmonston: I believe, if Québec declares sovereignty and a referendum and moves towards sovereignty, negotiations would be very difficult, because Canada would probably feel that there was no use in negotiating anything. However...

M. Libman: So, you feel, then, we should best make the federal system work try to negotiate within the framework of the federal system?

M. Edmonston: If you are trying to...

M. Libman: I am just asking.

M. Edmonston: Yes. I understand your question, but I think what you are asking me is: Can we have a kind of renewed federalism? No.

M. Libman: Why?

M. Edmonston: Because, presently, the dice are structured or loaded against Québec.

M. Libman: Why?

M. Edmonston: Mainly because of the way that the Constitution has been set up, the way that Meech Lake was set up, where we have to negotiate between eleven or ten or nine people. I believe that we can have a Canada... I believe that we can have a Québec that is strong, that determines its own needs and can carry out

programs that it conceives of and administers, but I do not believe we can do it by simply saying: What we need is just a renewed federalism. That has been tried. To me, going back to this automobile analogy, if I may just quickly, it reminds me of someone saying: All you need is a tune up and your car will run better. We need another car. We need to change, so that we can, without being independant, be much more efficient in the programs which are our responsibility.

M. Libman: O.K. Because. Juste pour terminer, M. le Président. Because you make an interesting point in your brief which seems to be passed by on several occasions, by this Commission, the fact that 95 % of the Canadian population or governments representing 95 % of the population supported Meech and it was basically, in the end, just the interpretation of the distinct society clause that effectively killed the deal, so do you not think that we had a consensus, it is just the formula was greatly off?
(10 heures)

M. Edmonston: The formula was greatly off, number one. And I do not want you to believe that it was just one province. It seems to be Wells and Filmon but that was very much involved in the Meech Lake negotiations as far as a member of Parliament. And I can tell you I intended meeting doubt West. And the population was against Québec to a large degree. But the political leaders swallowed their pill, made their compromises and in many cases, what I thought, against their population... And I must add as a new member in caucus of the NDP, coming at our caucus with one opinion where people were fairly against Québec and the Meech Lake and then turning around and voting in favour because of certain additions to Meech Lake process, I was proud. I felt that we could negotiate with the English Canada.

M. Libman: Well, if you say that this sentiment exists, how could...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je m'excuse, M. Libman, mais votre temps est épuisé. Nous passons maintenant à M. Béland.

M. Béland: Merci, M. le Président. M. Edmonston, je veux vous remercier. Votre mémoire est facile à lire, il est simple et je trouve qu'il nous amène vraiment au coeur du problème. Cependant, quand vous dites, dans votre mémoire, que les seules deux options qui peuvent être mises en place par le Québec, le statu quo ou une déclaration unilatérale d'indépendance, je dois vous dire qu'ici, depuis quelques jours, depuis qu'on entend des mémoires, c'est plutôt le contraire qu'on entend. Les gens viennent nous dire: Le statu quo pur, c'est difficile d'accepter ça. L'indépendance pure et

deux, comme on l'a dit ici, les gens nous disent aussi que ce n'est pas acceptable. On sait très bien qu'il faut vivre avec les autres. Vous dites: Par contre, ce sont les deux seules options constitutionnelles qui se présentent au Québec. Mais, dans le reste, vous dites: Mais j'ai confiance qu'on pourrait négocier. Donc, vous n'êtes pas pour le statu quo et vous n'êtes pas, non plus, pour maintenir la situation actuelle. Et pour nous encourager dans un Canada renouvelé, vous nous dites: Il y a l'article 43. Il y a la Constitution canadienne. Est-ce que ce ne sont pas les mêmes règles qui s'appliquaient au moment où toute la négociation du lac Meech a été faite? Et vous, pour nous donner espoir, vous dites: On pourrait l'interpréter d'une façon plus large. Comment répondez-vous à ça?

M. Edmonston: Non, M. Bélard. Le lac Meech nécessitait l'unanimité de toutes les provinces. C'est pourquoi je dis que les dés ont été pipés. L'article 43 est un outil de négociation un à un. C'est toute une différence. Je peux vous dire que quand je parlais du statu quo, je voulais dire qu'en utilisant la Constitution, en utilisant les structures existantes, est-ce que le Québec peut quand même négocier et obtenir ce qu'il veut avoir? Moi, j'appelle ça le statu quo, mais je ne veux pas arriver à un statu quo. Je veux arriver à quelque chose de meilleur que ce que nous avons présentement. Mais nous avons cette espèce d'arrangement constitutionnel dans lequel c'est extrêmement difficile, sans créer l'indépendance, d'avoir des changements majeurs, sauf en utilisant ensuite la créativité, en utilisant l'article 43, en utilisant la clause "nonobstant" et surtout en faisant des négociations un à un. Si on ne peut pas faire un à un, c'est fini.

M. Bélard: Alors comment on fait pour faire le un à un?

M. Edmonston: Premièrement, l'article 43. Le Québec va, à la suite de cette Commission, décider, j'espère, quels seront les pouvoirs qu'il considère essentiels. M. Bourassa et notre gouvernement du Québec, vont négocier directement avec le fédéral. D'après ce que je crois, on n'a pas besoin avec la Constitution actuelle de passer par huit ou neuf autres individus ou provinces.

M. Bélard: Mais, ce que vous nous dites c'est qu'il faut devenir un avant de faire ça? C'est ce que je comprends là. J'essaie de bien vous comprendre.

M. Edmonston: Mais je crois... Oui, oui, mais je crois qu'on est un. On est un. Selon l'article 43 de la Constitution on peut le faire. Mais je ne veux pas vous dire que l'article 43 est une panacée. Je pense qu'il y aura la dure négociation... dans laquelle l'article 43 ne va pas

faire figure. On peut faire des ententes administratives, mais je peux vous dire qu'avec Cullen-Couture, je ne comprends plus ce que le gouvernement fédéral veut faire parce que ça, c'est une entente administrative qui aurait dû être appliquée depuis longtemps. Mais pour la formation de la main-d'oeuvre, comme vous l'avez déjà noté, je trouve que c'est essentiel et nous devons avoir ça pour l'immigration. Nous devons avoir... Au fédéral, l'Immigration a ouvert la porte mais fermé le portefeuille. Et c'est nous qui sommes mal placés devant un geste fédéral.

M. Bélard: Là, vous commencez votre liste d'épicerie.

M. Edmonston: Oui.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bélard, je regrette, mais les périodes de cinq minutes sont brèves. Votre tour est fini. Mme Campbell Steer qui sera suivie de M. Beaumier.

Mme Campbell Steer: M. Edmonston, moi aussi j'ai bien aimé votre présentation dans le sens que c'était clair. Ça prend une position et nous pouvons la discuter ensemble. Ce que j'ai aussi aimé, c'est le fait que vous ayez parlé d'un système qu'on pourrait décrire comme un système fédéral, mais pas un statu quo comme nous avons à ce moment-ci. Et, deuxièmement, au moins vous avez mis quelque chose de l'avant. Ça peut marcher. Au moins, ça mérite une certaine discussion pour voir si votre possibilité de négociation peut marcher et, encore une fois, une négociation avant ou après une indépendance, c'est une négociation entre les mêmes partenaires. Par contre, je voudrais savoir si vous pourriez développer un peu sur le rôle que vous voyez pour nos représentants. Ça veut dire elected Québec - et ces choses - within the new federalist system that you see".

M. Edmonston: Je crois qu'on aura place pour les membres du Parlement, même si je suis en conflit d'intérêts en vous disant cela. Je pense qu'avec certains pouvoirs pour le Québec, par exemple les pouvoirs résiduels qui vont rester au Québec et certains pouvoirs de rapatriement, des pouvoirs pour le Québec d'effet d'"opting out". C'est extrêmement important l'"opting out". Il peut toujours avoir des membres du Parlement, des députés surtout, qui vont pouvoir voter sur les choses qui touchent Québec et, aussi, sur les choses qui touchent l'Est du Canada.

Mme Campbell Steer: But would you not have to have the same kind of situation? We are looking at the asymmetrical versus the symmetrical.

M. Edmonston: Yes.

Mme Campbell Steer: You could have Québec elected representatives that were voting on, situations that were different in their own.

M. Edmonston: Yes. I understand that.

Mme Campbell Steer: Does that give you a problem or how do you see that really working? You sit in the Chambre des communes.

M. Edmonston: It does not give me a problem because Québec has been asymmetrical for a long time. I can tell you that Mr. Duplessis got fed up with the federal government and started his own. He is... Income tax, I am sorry, yes. And as well, for sometimes, we have been going on our own on other programs. Coming originally from United States, where I have seen different areas, different States being able to opt out or having mixed jurisdictions and having been established a certain, what I call, state sovereignty in certain areas... For example, California, representing only 10 % of United States is able to make stronger emission control regulations than the federal government to respond to its own geographic needs.

Mme Campbell Steer: So you are saying that there is then a precedent and it has been done before, and you see that there is a possibility to look at it.

M. Edmonston: I think so. If we can have negotiations on Grande Baie between the Federal and the Provincial. I think there are some areas where we can be cooperative and work together and still have MPs in Ottawa and still have a Canada.

Mme Campbell Steer: Thank you.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaumier, qui sera suivi de M. Dufour.

M. Beaumier: Merci, M. le Président. M. Edmonston, j'ai essayé de faire un résumé et de tirer l'idée maîtresse de votre document. Ce que vous nous proposez, c'est une renégociation du pacte fédératif, dans le fond. C'est ça. Depuis 10 ans, on a essayé de faire des concessions. La Constitution a été triturée de toutes sortes. Êtes-vous capable de me dire, en quelques mots, si on entreprenait le processus que vous proposez, dans combien de temps ça pourrait aboutir?

M. Edmonston: Moi, je pense... Je ne peux pas vous donner un échéancier précis, mais si on dit aux gens avec qui on veut négocier: Vous avez deux semaines... Je n'ai jamais commencé de négociation en disant: Vous avez deux mois, vous avez deux ans. J'ai fait des négociations avec certaines compagnies, dans le passé, pour les

consommateurs et j'étais prêt à négocier jusqu'au point où presque toutes les parties étaient épuisées, mais finalement on en est arrivés à une entente.

Je pense que si on veut revenir en arrière en disant: Écoute, ça n'a pas marché, le lac Meech, donc toute négociation est vouée à l'échec, je ne crois pas. Je peux vous dire qu'on est un pays dans lequel on a des gens créateurs, des gens, je crois, de bonne volonté. Ici, autour de cette table, je suis fier de regarder avec quel calme et sincérité les interventions des gens que j'ai vus ici; comme Québécois je suis fier et j'ai confiance, et je pense qu'on peut le faire. Il y aura des gens ici qui me traiteront de naïf ou de confus – et pire peut-être – mais je crois qu'on peut négocier. Mais la question est: Est-ce que le reste du Canada va nous écouter? Est-ce qu'ils vont nous prendre au sérieux? Et encore là, je dis oui parce que l'une des retombées directes de cette Commission ce n'est pas qu'on cherche un consensus, ce n'est pas le fait qu'il y a des gens très connus qui y siègent, ce n'est pas ça. C'est que ça envoie un message très clair au reste du Canada qu'il existe présentement un consensus clair ici au Québec qu'il faut qu'il y ait des changements en profondeur. Ni M. Wells, ni M. Filmon ou d'autres provinces canadiennes ne peuvent nier ça. Je trouve que c'est une des retombées les plus importantes de cette Commission.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dufour qui sera suivi de M. Poissant.

M. Dufour: Je dois dire M. Edmonston que je suis d'abord très heureux de vous entendre vous interroger sur un certain nombre de questions. Ça me fait plaisir de vous entendre interroger la division de nos actifs, la division de notre dette; poser des questions quant à la valeur éventuelle du dollar. Personne n'accusera le NPD de faire peur au monde. Nous, quand on en parle, on a toujours cette réaction-là. Ma question est très précise. Vous dites, à la page 7, que vous êtes beaucoup moins pessimiste que ceux qui ont paru devant cette Commission en ce qui concerne la volonté du Canada de négocier. Je sais que vous parcourez le Canada. Vos collègues avec lesquels vous discutez beaucoup à Ottawa viennent de l'ensemble des provinces. J'aimerais vous entendre changer un peu cette perception qui a été depuis le début véhiculée autour de cette table à l'effet que les anglophones ne voudront, d'aucune façon, discuter avec nous.

M. Edmonston: Moi, je suis anglophone, je suis Québécois. Je suis un membre du Parlement. Je fais partie d'un caucus d'anglophones où j'insiste dans ce caucus pour parler en français. Je pense que si, moi, dans un caucus du NPD, je peux réussir à les convaincre que le lac Meech

c'est important et que je réussis cela avec d'autres, qu'il faut voter en faveur de cela - je dois vous dire que je n'ai pas parlé avec Elijah Harper par exemple, mais avec mes membres du caucus - je pense qu'on peut réussir pour le reste du Canada. Je dois vous dire que ce n'est pas facile de vendre le Québec ailleurs. J'ai vu très peu de membres du gouvernement actuel au fédéral aller dans l'Ouest pour vendre le lac Meech. Je dois vous avouer ça. Moi, j'y suis allé. Il y a des problèmes pour expliquer le Québec ailleurs quand vous dites: Écoutez, c'est important le lac Meech. Et les gens dans l'Ouest disent: Oui, mais le Parti québécois dit: Le lac Meech il n'y a rien là! On dit: Oui, mais pour nous autres, ça ne fait pas augmenter nos salaires, c'est pour vous autres qu'on veut que le lac Meech passe. Mais si c'est pour nous autres, les gens de l'Ouest, pourquoi le Québec a-t-il les cinq conditions? En tout cas ça n'a pas été facile mais on a réussi, dans le caucus du NPD, à convaincre les 94 % qui représentent la population, les hommes politiques, les femmes politiques et je pense qu'eux, on peut toujours les convaincre, surtout à la suite des délibérations de cette Commission.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Pour moi, c'est une excellente réponse.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Poissant, s'il prend les cinq minutes, il épuisera le temps, sinon, suivi de M. Holden.

M. Poissant: Merci, M. le Président. Je pense que vous avez répondu à une partie de ma question, M. Edmonston. J'allais vous demander, vous dites que votre parti national était pour l'autodétermination du Québec, il y a même 40 ans passés. C'est bien avant qu'on y pense nous-mêmes, j'imagine!
(10 h 15)

Maintenant, qu'est-ce qui arrive aujourd'hui? Quelle est la réaction de votre parti au Canada? Pas votre opinion à vous, mais qu'est-ce que disent dans votre caucus, les gens du Canada vis-à-vis du Québec?

M. Edmonston: Premièrement, ils demandent toujours: Que veut le Québec? Tout le Canada a toujours demandé ça et, moi, je le retourne en disant: Que veut le Canada? What do you want? Because, I think that what Québec wants and what Canada wants, there is a great deal of similarity and "similitudes", as we call it. Let me give you some examples. Le NPD, était depuis longtemps un parti extrêmement centralisateur. Je suis fier de ça, parce qu'il comptait pas mal sur le gouvernement pour aider les gens démunis. C'est pour ça que nous avons l'assurance-maladie aujourd'hui. C'est pour cette raison que nous avons l'appui qu'il a donné au mouvement coopératif dans l'Ouest. Comme je suis sûr que

M. Béland va reconnaître que le NPD a toujours été très proche du mouvement coopératif.

Mais depuis quelques années, cette tendance a changé. Je sais que dans l'image des Québécois, le NPD est toujours très fédéraliste, très centralisateur. Mais ce n'était pas toujours le cas avant et ce n'est surtout pas le cas aujourd'hui. Je peux vous dire que... C'est quoi centralisateur, aujourd'hui? La TPS, la taxe sur les produits et services, où on décide de l'imposer sur le livre et tout autre aspect de la culture, parce que le gouvernement fédéral a besoin de cet argent. Et ça vient d'un gouvernement qui est supposé défendre les intérêts québécois, un gouvernement qui est supposé être décentralisateur. On ne peut pas être plus centralisateur que ça.

Le libre-échange est centralisateur. Et, j'étais ici à Saint-Hyacinthe, hier, pour les assises sur l'agriculture. Et les agriculteurs ont beaucoup de problèmes avec le libre-échange. Les réformes, les soi-disant réformes, l'assurance-chômage. Le NPD était contre ça, mais on ne peut pas être plus clair que pour l'assurance-chômage, c'est une façon pour le gouvernement de centraliser pas mal ce qu'il faisait.

Donc, pour répondre à la question, le NPD, qu'est-ce qu'il me demande, à moi, c'est souvent: Comment pouvons-nous convaincre le Québec que nous, comme socio-démocrates et les Québécoises et Québécois comme socio-démocrates, sommes sur la même longueur d'onde?

Et pour les questions nationales, nous aussi, nous aimerions avoir un gouvernement de plus en plus décentralisé. Et avec l'élection de Bob Rae en Ontario, quand Bob Rae parle d'un Canada de tous les côtés de façon moins serrée, c'est en plein de ça qu'il parle.

Une voix: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Holden, il vous resterait une demi-intervention, si vous voulez la prendre.

M. Holden: I just wanted to say "hello" to Mr. Edmonston. He and I go way back to the days when he was a consumer advocate and he was picketing the Allstate Insurance Company. And I defended him in a case where the Allstate tried to get an injunction against them and we lost. I hope we will not lose Canada the way we lost that case, Mr. Edmonston.

M. Edmonston: Yes, I have to be very blunt today. I am a bit worried by my presentation that I seem to be spoken of nicely by people of a federalist bent. I am not quite sure I did my job correctly or if I am being very clear, but I thought that my presentation would probably make both sides very unhappy.

Le Président (M. Michel Bélanger): The game is not over yet. You still have two groups

whose questions come to you.

M. Edmonston: I am waiting to see...

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant au groupe de questions du parti qui forme le gouvernement. M. Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. Vous me permettez tout d'abord, au nom du gouvernement, de dire à quel point il nous plaît, mes collègues et moi, d'être dans la région de la Montérégie aujourd'hui. J'ai avec moi mes collègues de la Montérégie, Mme Christiane Pelchat qui fait partie de cette Commission, comme vous le savez, M. Charles Messier, de Saint-Hyacinthe, et M. Khelfa, de Richelieu, M. Yvon Lafrance, d'Iberville, M. André Chenail, de Beauharnois-Huntingdon. Ce sont des députés qui sont ici de la Montérégie, une région d'histoire, une région extrêmement dynamique tant sur le plan culturel que sur le plan économique. Il nous fait particulièrement plaisir d'être en Montérégie aujourd'hui.

M. le Président, nous sommes ici pour écouter et pour entendre les différentes représentations. J'ai entendu avec beaucoup de plaisir ce que M. Edmonston nous a donné comme explication de son mémoire très intéressant, un mémoire bien articulé, qui nous propose un fédéralisme renouvelé, asymétrique, pourrais-je le qualifier, puisque le Québec aurait certains pouvoirs que d'autres provinces n'auraient pas nécessairement. C'est un fédéralisme où M. Edmonston croit qu'on peut garder des chambres de la maison, qu'il ne faut pas nécessairement détruire toute la maison, et je partage grandement son avis. Mais ce fédéralisme asymétrique que vous nous proposez, vous nous dites qu'il faut le négocier avec Ottawa. Pas avec les 10 autres partenaires, mais avec Ottawa seulement. Vous dites même que les chefs syndicaux n'acceptent pas de discuter avec tous ces gens à la table.

Alors, vous nous dites: Vous négociez avec Ottawa. Et vous vous référez à la Constitution canadienne de 1982. Vous nous dites: Là il y a un article, l'article 43, qui pourrait nous permettre ça. Or, cet article 43 de la Constitution nous dit que pour changer certains articles de la Constitution qui concernent seulement une province, en ce qui regarde la langue ou les territoires, par exemple, il faut l'accord de cette province et ça peut se faire entre le gouvernement fédéral et cette province. Mais attention, M. Edmonston, ce n'est pas la panacée, comme vous-même l'avez dit tout à l'heure, et certains pendant Meech ont pu voir dans cet article la possibilité de faire beaucoup de choses. Je voudrais simplement vous dire que, malheureusement, sur le strict plan légal, cet article ne nous permettrait pas de faire ce que vous nous proposez de faire dans votre mémoire. Est-ce que

vous avez d'autres moyens?

M. Edmonston: Quand je vous ai dit que ce n'était pas une panacée, j'étais au courant des limites de cet article. C'est pour ça que je vous ai demandé de considérer d'autres moyens comme des ententes administratives avec un rapatriement de certains pouvoirs, surtout le pouvoir résiduel qui resterait avec le Québec et aussi le pouvoir d'"opting out".

Le pouvoir de "opting out" du programme du gouvernement fédéral, je pense que le gouvernement fédéral l'acceptera et je vais vous dire pourquoi. Le gouvernement est composé de politiciens et ceux-ci, pour gagner, devraient au moins répondre aux besoins de chacune des provinces et dans la province de Québec, même M. Mulroney peut compter les sièges. Si le premier ministre ne répond pas favorablement au Québec dans les négociations à venir, il va perdre énormément de sièges au Québec.

M. Rémillard: M. Edmonston, vous avez dit tout à l'heure que vous étiez un Québécois et, je le sais, de grande conviction, parce que pendant Meech on a travaillé ensemble informellement et j'ai beaucoup apprécié toutes ces relations qu'on avait eues ensemble. Vous êtes peut-être plus Québécois que bien d'entre nous parce que vous, vous avez choisi le Québec. Vous êtes venu ici comme immigrant; vous êtes un Québécois de coeur et de convictions, je le sais.

En ce qui regarde l'immigration, vous vous êtes référé tout à l'heure à l'immigration. Vous venez de vous référer à des ententes administratives entre le gouvernement fédéral et le Québec. Est-ce que demain, Mme McLaughlin pourrait faire une intervention et dire à M. Mulroney de signer cette entente avec le Québec pour qu'on ait ce minimum pour contrôler notre immigration et intégrer nos immigrants à notre société?

M. Edmonston: C'est déjà fait en ce sens que j'ai déjà demandé la même chose dans une déclaration à la Chambre. Je dois vous dire qu'il y en a d'autres qui ont demandé la même chose: le Bloc Québécois et le NPD. On peut travailler ensemble comme Québécois, malgré nos allégeances différentes politiques, M. le ministre. On peut le faire parce qu'on a certains points communs ensemble. Comme Québécois, on sait qu'on a besoin de faire certaines choses avec une consultation et ça s'est déjà fait. Mais je suis d'accord que vous me posez cette question, parce que, de plus en plus vous allez voir le NPD et l'Ontario faire de plus en plus de choses de pair avec le Québec, parce que c'est essentiel.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Pelchat.

Mme Pelchat: M. Edmonston, vous dites que vous n'êtes pas en faveur de l'indépendance.

D'un autre côté, vous n'êtes pas en faveur du statu quo. Vous n'êtes pas non plus en faveur du fédéralisme renouvelé. Vous favorisez une décentralisation radicale des pouvoirs fédéraux, pour vous citer lors de l'intervention avec M. Libman.

J'aimerais savoir comment le NPD Canada va être en mesure de vendre une décentralisation telle quelle dans les autres provinces.

M. Edmonston: C'est intéressant quand un parti fédéral gagne avec un parti provincial une province comme l'Ontario. Ils ont tendance à éclairer pas mal les esprits et on commence à voir jusqu'à quel point le fédéral peut nous faire mal avec des programmes qui sont mal administrés, qui ne sont pas taillés selon les besoins des différentes provinces. Il y a eu un grand changement au niveau du NPD dans ce sens depuis l'élection et un peu avant l'élection de Bob Rae en Ontario.

Maintenant, pour la question: Est-ce qu'on peut continuer avec juste des négociations avec un fédéralisme renouvelé? Je ne pense pas. Je pense que le fédéralisme renouvelé, comme le fédéralisme comme tel, ça veut dire, comme je vous l'ai dit, comme pour une voiture, une petite mise au point. Je pense qu'il faut vraiment changer l'auto, mais je ne suis pas prêt encore et je dis juste "encore" pour l'indépendance. Mais je vous jure que si les Québécois, si nous votions, lors d'un référendum, demain, pour l'indépendance, je resterais ici parce que c'est ici mon pays, c'est ici ma province.

Mme Pelchat: L'objectif, c'est quand même de favoriser une décentralisation radicale des pouvoirs. Ce que j'aimerais savoir, c'est comment pensez-vous que les autres provinces réagiraient à cette éventualité-là?

M. Edmonston: Sur cela, je pense que nous avons beaucoup en commun avec les autres provinces. Quand j'ai voyagé ailleurs dans d'autres provinces de l'Ouest, par exemple, eux aussi voulaient avoir des programmes qu'ils peuvent vraiment tailler eux-mêmes pour leurs besoins. L'immigration, par exemple, au Québec, je ne pense pas qu'ils aient un grave problème avec les autres provinces. L'administration de la justice, par exemple, l'"opting out", le pouvoir résiduel. Il y a certaines gens qui disent: Oui, le pouvoir résiduel qui va rester au Québec, nous aimerions avoir ça aussi. D'accord. Qu'est-ce que ça va faire? Certaines gens ont dit: Oui, mais ça faire l'américanisation du Canada. Je ne suis pas sûr. Ce que je pense que ça va faire, ça va rendre les programmes beaucoup plus cohérents pour les provinces qui vont concevoir et qui vont appliquer ces programmes.

Ceux que nous avons maintenant, on ne peut pas les garder. Ce n'est pas efficace et c'est extrêmement coûteux, madame.

Mme Pelchat: En terminant, M. le Président, quand vous avez terminé votre présentation, il ne restait pas beaucoup de temps et vous avez conclu en disant que vous étiez en faveur du maintien de la clause "nonobstant" pour protéger les droits linguistiques.

M. Edmonston: Sans doute, mais pas juste pour protéger les droits linguistiques. La clause "nonobstant" nous a été donnée par les gens de l'Ouest. C'est surtout pour nous protéger contre les excès de zèle, si vous voulez, du gouvernement fédéral dans certaines de ses interprétations des lois.

Je trouve que ça correspond correctement au système parlementaire dans lequel nous, les parlementaires, on peut, de la façon dont ça change, la société, utiliser la clause "nonobstant" pour refléter comment la société a changé, pour refléter ce que nous considérons le plus important dans une société constamment en évolution.

Il y a des gens qui m'ont dit: Oui, mais il faut avoir une brique, comme la charte des droits, qu'on ne peut pas abréger, qu'on ne peut pas changer comme les États-Unis.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à un bloc de questions du parti qui forme l'Opposition officielle. M. Jacques Brassard.

M. Brassard: M. le Président, je voudrais, moi aussi, signaler que les membres permanents du Parti québécois de la Commission sont accompagnés de leurs collègues de la Montérégie: M. François Beaulne, Mme Luce Dupuis, M. Denis Lazure. Nous sommes évidemment très heureux de nous retrouver ici, tous ensemble, dans la région des patriotes. Il ne faut pas l'oublier.

(10 h 30)

M. le Président, on trouve chez vous, M. Edmonston, comme chez beaucoup, d'ailleurs, de néo-fédéralistes, une présence très forte et très active de ce qu'on appelait les trois vertus théologales, la foi, l'espérance et la charité, en faveur de la renégociation d'un pacte fédératif. Cependant, on ne réussit toujours pas à avoir devant nous, de votre part et des autres qui pensent comme vous, ce que les gens d'affaires appellent une étude de faisabilité d'un tel projet. Vous, vous dites: Il faut négocier d'un à un, d'égal à égal avec le gouvernement fédéral. Or, le ministre, je pense, a été très clair, je n'ai pas besoin de répéter ce qu'il vient de dire sur l'article 43, ça m'apparaît évident, parce que, si l'article 43 pouvait être interprété comme vous le prétendez, je pense qu'on l'aurait utilisé dans le cas de Meech. On l'aurait utilisé dans Meech, pour faire passer Meech. On ne l'a pas fait parce que ça n'a pas ce sens-là, ça n'a pas cette signification-là.

Vous parlez de l'"opting out", du droit de retrait, mais je vous signale que l'article 40, qui

parle du droit de retrait, c'est simplement dans un sens, c'est dans le sens où le fédéral empiète sur des pouvoirs réservés aux provinces, ce n'est pas dans l'autre. On ne peut pas récupérer des pouvoirs du fédéral de cette façon-là par le droit de retrait, même pas dans Meech non plus; Meech ne prévoyait qu'un seul sens, c'est d'arrêter l'empiètement du fédéral dans des pouvoirs, des juridictions du Québec. Le contraire ne peut pas être fait par la voie de l'"opting out".

Les ententes administratives? Je vous signale qu'il y en a plusieurs qui sont en plan, en panne. Actuellement, ça ne marche pas, les ententes administratives. Ça ne peut pas se faire. Alors, par conséquent, la négociation d'un à un m'apparaît extrêmement difficile pour renégocier le pacte fédératif. Donc, on est presque contraint de revenir à la négociation à 11, comme le prévoit la Constitution. Mais ça, vous le rejetez aussi d'emblée parce que vous dites: Ça ne marchera pas. Et je pense que vous avez raison, parce que je vous signale qu'un sondage de juillet dernier, en 1990, fait par le *Globe and Mail*, signalait qu'il y avait 60 % des Canadiens anglais qui étaient satisfaits que Meech n'ait pas été ratifié. Alors, ce n'est pas vrai de penser qu'il y a 94 % de la population au Canada anglais qui était en faveur de la ratification de Meech. Ce n'est pas vrai. Ça ne correspond pas du tout à la réalité et à l'état de l'opinion publique au Canada anglais. Donc, on est contraint de revenir à la négociation à 11. Si on vous fait la preuve, M. Edmonston, qu'on est obligé de revenir, pour négocier le pacte fédératif, à une négociation à 11 autour d'une table, sur la base de la formule d'amendement, est-ce que vous changerez d'opinion?

M. Edmonston: Je changerai d'opinion si, comme vous l'avez dit, je vois qu'on n'a aucune possibilité de le faire dans un tel Québec, dans un processus boiteux, un processus dans lequel les dés sont pipés. Je ne partage pas votre opinion. Peut-être que c'est parce que je ne suis pas aussi bien renseigné que vous, mais je crois que dans le lac Meech c'était M. Mulroney et les autres qui ont participé, qui ont décidé qu'on allait utiliser l'unanimité. C'est eux qui ont décidé, au lieu de 7-50, l'unanimité, eux-mêmes. Donc, ils l'ont accepté. Et aussi une période de trois ans pour justement ratifier le lac Meech. Moi, à l'avenir, je ne peux pas accepter une telle démarche parce que je crois, M. Brassard, que ce sera fatal pour le Québec.

Sur la question de l'"opting out", il y a une expression, quand le Parlement est au pouvoir, qui dit: Ni votre vie ni votre portefeuille ne sont en sécurité. Je crois qu'avec un gouvernement majoritaire comme celui que nous avons au fédéral, avec un premier ministre qui prétend défendre les intérêts du Québec et des Québécois, on n'a rien à perdre, à courte échéance,

et je ne peux pas vous donner une période parce que moi-même je sais que c'est très difficile pour moi de vous donner une période de temps, une semaine, un mois, un an. Je pense qu'on n'a rien à perdre à chercher à négocier, et si on voit que les négociations vont nulle part, à ce moment-là, je veux que le Québec pose la question, et que ce ne soit pas une question dans laquelle un oui veut dire un non et un non veut dire un oui. Une question claire et précise. Et moi, avec beaucoup de confiance et de fierté, je vais aller voter.

Le Président (M. Michel Bédard): M. Lazure.

M. Lazure: Merci, M. le Président. Alors, c'est avec respect que je m'adresse à mon député de Chambly...

M. Edmonston: Je suis chanceux.

M. Lazure: ...un vieux copain de route. Ça parlait bien. Vous commencez bien votre mémoire, M. le député. Un Québec indépendant pourrait fort bien se joindre au rang de ces petites nations. Dans le début de votre mémoire, vous faites la démonstration qu'un Québec indépendant pourrait fort bien se tirer d'affaire. Mais, malheureusement, vous bifurquez, à un moment donné, dans une formule qui me paraît être un cul-de-sac, une impasse. D'une part, vous dites: Il faut décentraliser de plus en plus. Vous avez raison de dire que la machine gouvernementale fédérale est trop lourde, trop coûteuse et trop inefficace. Mais, d'un autre côté, vous dites: Il faut leur donner la prépondérance en matière d'environnement parce que le fleuve Saint-Laurent, ça touche beaucoup de monde. C'est vrai que le fleuve Saint-Laurent touche beaucoup de monde, mais la mer du Nord, en Europe, elle touche beaucoup de pays aussi: la Hollande, la Norvège, le Danemark, la Suède, l'Angleterre, et chacun de ces pays-là est souverain, complètement indépendant politiquement, a sa propre loi de l'environnement. Mais ils ont eu des ententes. Alors, moi, je ne vois pas du tout comment vous arrivez à la conclusion qu'il faut donner prépondérance au gouvernement fédéral en matière d'environnement, alors que vous préconisez une décentralisation.

Vous dites aussi: Le fédéralisme renouvelé, c'est un vieux bazou, il faut l'abandonner, il faut avoir une nouvelle auto. Et vous dites: Nous allons négocier. Et là, vous avez quand même une commande considérable à négocier, alors qu'on sait que ça n'a pas été possible de négocier le minimum, le strict minimum. Alors, M. le Président, moi, je pense que M. Edmonston essaie de satisfaire à la fois l'électorat souverainiste du comté de Chambly, majoritairement souverainiste et, en même temps, ses collègues du NPD qui sont évidemment très fédéralistes. Et j'ai beau-

coup de sympathie pour M. Edmonston. J'ai beaucoup de sympathie parce qu'il est dans une position impossible, extrêmement difficile.

Et je terminerai en lui posant la question, tout simplement: Quand vous dites: "No use for Canada to negotiate anything", en d'autres termes: Si le Québec était souverain, voulait devenir souverain, le Canada n'aurait pas avantage à négocier quoi que ce soit, est-ce que vous voulez dire par là que le Canada aurait plus avantage à reprendre des négociations du genre du lac Meech? Est-ce que vous ne pensez pas que le Canada va respecter un verdict populaire, clair demandant la souveraineté politique du Québec? Est-ce que vous ne pensez pas que le Canada va être obligé de négocier, à ce moment-là?

M. Edmonston: Premièrement, si le Québec fait un référendum et que le référendum déclare que les gens veulent avoir l'indépendance, le Québec, le gouvernement du Québec devrait, à ce moment-là, déclarer l'indépendance. Imaginez un tel scénario, la complexité des négociations. Et si vous croyez qu'il y a eu mauvaise volonté avec le lac Meech, attendez de voir la mauvaise volonté qu'on va avoir avec une déclaration d'indépendance. Mais on a le droit de le faire, comme Québécois. Et je ne crois pas qu'on va voir l'armée entrer sur notre terrain pour nous contrôler. Mais je ne crois pas que nous soyons rendus à un point où nous devons déclarer l'indépendance ou où nous serons obligés de faire un référendum tout de suite. Je pense qu'on va continuer les délibérations de la Commission et qu'on va voir, à ce moment-là, quelles seront les positions des gouvernements, de notre gouvernement du Québec, pour l'avenir du Québec, que ce soit un organisme supranational ou une structure supranationale, je ne sais pas quoi, mais j'ai hâte de savoir ce que notre gouvernement va nous proposer.

Mais je veux juste répondre à une chose que avez dite comme électeur de mon comté, que je cherche peut-être à faire plaisir au NDP, à mes électeurs aussi: No...

Le Président (M. Michel Bélanger): J'allais vous interrompre pour vous dire que le temps était épuisé, mais finissez votre phrase, je vous en prie.

M. Edmonston: ...non, non.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): La phrase est claire. Je vous remercie. Alors il nous reste à vous remercier, vous, M. Edmonston, M. Garcia et M. Lusignan, de cet intéressant mémoire et de la présentation que vous nous en avez faite. Je vous prierais maintenant de vous retirer rapidement de la table pour que la

personne suivante puisse s'y présenter également rapidement étant donné que nous n'avons qu'une demi-heure pour le prochain invité. Merci.

M. Michel Dupuy va maintenant prendre place à la table. Nous entendrons maintenant M. Dupuy. C'est une présentation de 30 minutes, ce qui veut dire, M. Dupuy, que vous avez 5 minutes pour une présentation des grandes lignes de votre mémoire, que chacun des groupes parlementaires aura également 5 minutes, que la présidence a 5 minutes et qu'il y a 10 minutes pour les membres de la Commission en général, à raison de pas plus de 5 minutes chacun. Il faut donc que ça roule relativement rapidement. La parole est à vous, M. Dupuy.

M. Michel Dupuy

M. Dupuy (Michel): Merci de m'avoir invité à vous rencontrer aujourd'hui. Je ne représente aucun groupe ni aucune entreprise. La seule limite à ma liberté de parole sera, j'espère donc, le bon sens. Je ne suis inspiré ni par des idées préconçues, ni par quelque doctrine. Aussi ne vous attendez pas à ce que je sois ce matin l'avocat d'une cause. J'aimerais plutôt partager avec vous quelques réflexions tirées de quelque 35 ans d'expérience dans les relations internationales. Pendant 35 ans j'ai observé l'évolution du monde, j'ai participé à l'élaboration d'un certain nombre de politiques et j'ai négocié au nom du Canada. Et, avec ce bagage d'expériences, ma première observation vous paraîtra peut-être comme une déformation professionnelle.

Quand je pense à l'avenir du Québec, je suis moins porté à le définir en fonction du Canada qu'en fonction du reste du monde. Nous, Québécois, nous sommes enclins à considérer notre avenir, soit à l'intérieur de la Fédération canadienne, soit en dehors d'elle. Fédéralisme contre souveraineté, c'est un débat qui nous est familier, un débat que nous pouvons colorer d'accents politiques, je dirais presque conduire les yeux fermés après pas mal d'années d'exercice. Je ne crois pas, cependant, qu'il s'attaque aux problèmes fondamentaux de notre avenir.

La première question, et la plus grave, est de savoir si le déclin guette le Québec, aussi bien d'ailleurs que le Canada et l'Amérique du Nord. Je n'ai pas l'intention d'analyser ici ce qui fait le déclin, mais il faudrait être aveugle pour ne pas en voir les manifestations autour de nous, qu'il s'agisse de routes, d'hôpitaux, d'enseignement, de chômage, de pollution, de drogue, d'intolérance raciale, de défaillance dans la recherche scientifique, du délabrement des institutions judiciaires, de l'apparition de la violence, de la fragilité de notre tissu industriel, des dettes publiques, du discrédit des gouvernements, et peut-être ce qu'il y a de plus pernicieux, l'acceptation de la médiocrité.

Comme les entreprises, les sociétés qui

cessent de progresser déclinent. Et le succès de certaines entreprises peut fort bien masquer le déclin d'une société. Pour ma part, je m'empresse de le dire, je suis optimiste quand je vois les aptitudes des Québécois mais je ne crois pas que le brassage constitutionnel apporte une réponse à la menace du déclin. La réponse me semble être ailleurs: dans notre capacité de bien nous situer dans l'évolution du monde, une évolution qui va bouleverser l'ordre international et les rapports entre les sociétés.

Deux phénomènes séculaires sont à l'oeuvre: l'interdépendance et le progrès des droits de la personne et de la démocratie. L'indépendance, elle, est irréversible. Mais dans une société internationale dont la pierre angulaire est l'État, elle joue au profit des puissants et des riches au détriment des petits et des pauvres. Après la disparition des empires, y compris l'empire soviétique, l'interdépendance risque de servir de tremplin à de nouveaux systèmes de domination des petits par les grands à moins que la société internationale ne se réorganise. Heureusement, la fin de la guerre froide nous donne une possibilité d'innover et de nous réorganiser. Et dans cette réorganisation du monde, nous allons assister, je le crois, à une double attaque contre l'État souverain moderne. D'une part, par la formation et la croissance d'institutions multilatérales qui vont drainer peu à peu la souveraineté de l'État et, d'autre part, par le progrès des droits universels de la personne qui vont éroder la souveraineté interne de l'État.

(10 h 45)

L'État souverain, tel que nous le connaissons au XX^e siècle, est, me semble-t-il, appelé à se transformer, peut-être même à disparaître à plus ou moins longue échéance. Le monde va se peupler de nouveaux organismes internationaux. La souveraineté de l'État fera place aux souverainetés communautaires. Je suis chaque jour saisi par l'extraordinaire accélération du phénomène. Les événements en Union soviétique montrent ce que peut l'individu face à l'État et, au moment même où nous nous parlons, deux alliances militaires, l'OTAN et le pacte de Varsovie, symboles du pouvoir des superpuissances, sont pratiquement en train de disparaître à la Conférence sur la sécurité et la coopération européenne à Paris où se créent de nouvelles institutions internationales. Cette évolution dans l'organisation du monde se fait au profit des droits individuels, elle est nécessaire pour tirer les avantages de l'interdépendance plutôt que d'en souffrir. Je souhaite que...

Le Président (M. Michel Bélanger): Les cinq minutes sont presque terminées, le temps passe, il faut conclure.

M. Dupuy: J'y arrive, j'arrive à ma conclusion. Je souhaite que cette perspective demeure présente à l'esprit de votre Commission,

lorsque vous formulerez vos recommandations sur l'avenir du Québec. À court terme, alors que notre position géopolitique nous fait sentir tout particulièrement les effets d'une société voisine, nous devons soigner tous nos points d'appui, y compris ceux que nous trouvons au Canada, pour ne pas perdre voix à notre propre destinée. Et, à plus longue échéance, nous devons nous situer à l'avant-garde des sociétés nouvelles, c'est-à-dire des sociétés pluralistes, innovatrices, tolérantes et ouvertes sur le monde. J'insiste sur le dernier point: Nous devons le faire avec une grande économie de moyens et, pour cela, sans rupture avec le présent et sans recul vers le passé.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Rémillard, le premier groupe de questions.

M. Rémillard: Oui, M. le Président. Il me fait plaisir d'accueillir M. Dupuy aujourd'hui. M. Dupuy, vous êtes un grand diplomate, vous avez été un grand diplomate canadien. Vous savez, M. Dupuy, moi, je connais peu de Québécois qui, lorsqu'ils sont à l'étranger, ne sortent pas leur passeport canadien avec fierté comme telle. Dans ce contexte-là, je sais que beaucoup a été fait. On a peu de temps, je voudrais vous poser une question: Est-ce que vous êtes d'accord, par exemple, avec cette théorie qu'on appelle la théorie Gérin-Lajoie, du ministre Gérin-Lajoie, et qui dit que le Québec doit pouvoir exercer, sur le plan international, ses compétences qu'il a sur le plan interne? Est-ce que vous accepteriez une théorie comme celle-là?

M. Dupuy: Eh bien, il est très clair que les provinces ont une extension internationale à leurs compétences internes. D'ailleurs, elles les utilisent et elles les ont utilisées et elles les utiliseront. Je crois que ce n'est pas, dans mon esprit, un point litigieux. La question est de savoir comment différents éléments du Canada peuvent s'assurer que cette compétence internationale qu'ils poursuivent n'est pas contradictoire, les uns vis-à-vis des autres et donc, nous déforce par rapport aux puissances étrangères.

M. Rémillard: Est-ce que vous croyez qu'il pourrait y avoir, par exemple, un comité fédéral-provincial pour diriger les affaires étrangères ou est-ce que ça doit être toujours centralisé, comme ça l'a toujours été, sans relations vraiment avec les provinces?

M. Dupuy: J'ai toujours pensé qu'il était extrêmement important de conduire la politique étrangère en coopération avec les gouvernements provinciaux. Si j'étais ministre des Affaires extérieures du Canada, le premier voyage que je ferais, ce serait à toutes les capitales provinciales. Quand j'ai été nommé ambassadeur du Canada en France où il y avait des intérêts

provinciaux importants, la première chose que j'ai faite, ça a été précisément ça, de faire le tour de toutes les capitales provinciales. Donc, je crois qu'il ne peut pas y avoir, dans un pays comme le nôtre, de politique étrangère bien conçue qui ne soit conçue en coopération avec toutes les provinces du Canada.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaulne. Oui, vos cinq minutes... Bien, un instant, je vais vérifier. Pardon, il vous reste deux minutes et demie. Je m'excuse de mon impatience, M. Rémillard, allez-y. Vous aurez droit à quelque supplément sur le temps de la présidence.

M. Lafrance: Merci, M. le Président. M. Dupuy, j'ai noté dans vos notes biographiques que vous avez servi en tant qu'ambassadeur canadien à Paris. En comparant les dates, je note également qu'on s'est manqué de quelques années, puisque j'ai eu le plaisir d'y servir également avec M. Gérard Pelletier, je pense, votre prédécesseur.

M. Dupuy, j'arrive voilà déjà quelques semaines de Mexico, en mission officielle où, comme vous le savez, le Québec entretient une délégation. C'est d'ailleurs, je pense, la seule province canadienne qui maintient une délégation dans ce pays en pleine ébullition politique et aussi économique. J'ai eu, à cet endroit, la nette impression que, même si les relations avec l'ambassade du Canada sont cordiales, après discussions avec M. le délégué général en poste en cet endroit, qu'il était convaincu que plusieurs dossiers importants économiquement n'auraient pas pu débloquer, n'eût été la présence de nos quelques diplomates québécois en poste là-bas. M. Dupuy, ma question a deux volets: Tout d'abord, dans le système actuel où vous affirmez que le gouvernement fédéral est d'accord avec l'ouverture de représentations du Québec à l'étranger, quels ont été, dans le passé, les efforts d'Ottawa pour améliorer le statut de nos délégations du Québec à l'étranger, et ensuite, ne croyez-vous pas que, dans les représentations à l'étranger, le Québec serait mieux servi par une représentation directe plutôt que par une représentation canadienne où les intérêts, évidemment, des différentes provinces doivent être mis dans la balance?

M. Dupuy: Sur la première partie de votre question, je crois que c'est au Québec de demander ce que le Québec veut obtenir; c'est-à-dire que, si le Québec veut une délégation générale, il doit demander la délégation générale. Si le Québec veut un bureau d'immigration ou un bureau commercial, il peut demander ces bureaux. Je crois qu'il est tout à fait normal que le gouvernement canadien accède à ces demandes. Et je pense que la meilleure façon de servir les intérêts et du Québec et du Canada, c'est de

voir les deux paliers de gouvernement travailler ensemble plutôt que de se contredire. Mais la situation particulière au Mexique, je ne la connais pas. Si l'ambassadeur ne fait pas son travail, il doit se faire froter les oreilles. Mais j'ai toujours pensé que, quand on travaille en équipe, on va plus loin que quand on travaille tout seul.

Maintenant, votre question implique également l'idée d'une opération solitaire du Québec et bien souvent l'opération se fait solitairement par le Québec. Je prends, par exemple, l'exemple de Bécancour qui impliquait la France. J'avais d'excellents rapports, à l'époque, avec le président, de Pechiney qui s'est fait assassiné hélas! Mais je ne suis jamais intervenu dans la négociation de l'accord entre le Québec et Pechiney parce que les affaires allaient très bien. Mais par contre, je suis intervenu dans d'autres affaires qui n'allaient pas bien et, finalement, à travailler à plusieurs, nous avons mené ces affaires à un bon résultat.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons maintenant à M. Beaulne.

M. Beaulne: Merci, M. le Président. Je vous remercie, M. Dupuy, d'être venu témoigner devant la Commission. Vous me permettez, à titre d'ancien diplomate moi-même, de vous poser quelques questions. J'ai lu votre mémoire avec attention, mais vous conviendrez avec moi qu'il existe à Ottawa, et en particulier au ministère des Affaires extérieures, plusieurs visions ambivalentes sur la place du Québec dans le monde. Vous le dites vous-même dans votre mémoire.

Par exemple, vous dites qu'au ministère des Affaires extérieures on est beaucoup moins - et je cite - ouverts à l'expansion des relations internationales du Québec. C'est à la page 23 de votre mémoire. À la page 19 vous expliquez pourquoi le consentement explicite d'Ottawa est nécessaire pour ouvrir une délégation générale du Québec. J'ai l'impression que, depuis que le Québec a essayé de se faire connaître sur la place internationale, il a été toujours été obligé de le faire à l'encontre du gouvernement fédéral et en insistant pour faire valoir son point de vue. Je ne puis pas souscrire à la thèse selon laquelle le gouvernement fédéral prend les devants lorsqu'il s'agit de la promotion des intérêts du Québec. Dans ce sens, compte tenu de ce que vous soulignez vous-même dans votre mémoire, est-ce que vous reconnaissez que, dans l'état actuel des choses, la place du Québec dans le monde ainsi que les ententes qu'il pourrait signer non seulement à l'intérieur de ses juridictions actuelles mais dans les domaines qui lui paraîtraient souhaitables de signer des ententes, cette possibilité du Québec est, à toutes fins pratiques, à la merci d'Ottawa?

M. Dupuy: Je ne le crois pas. Je sais que le

point de vue que j'ai présenté n'est pas le point de vue conventionnel. Ce que je crois, c'est qu'il y a des moments où la politique du gouvernement fédéral et la politique du gouvernement québécois, dans le domaine des relations étrangères, coïncident. Je prends par exemple la politique, en ce moment, dans le domaine des relations étrangères, coïncident. Je prends, par exemple, la politique, en ce moment, dans le domaine de l'Agence francophone à Paris, où les deux politiques convergent et travaillent bien ensemble. Elles ont même travaillé contre les intérêts de la France à un certain moment, mais il y a d'autres cas où il y a des situations de conflit.

Ce que j'ai essayé d'illustrer dans ce mémoire, c'est qu'à l'occasion, quand il y a un conflit, il y a de meilleurs résultats que s'il n'y en avait pas. Je sais que ce n'est pas conventionnel comme appréciation, mais ce qui m'a fait dire ça, c'est que, dans la vie internationale, on vit perpétuellement dans une situation de conflit.

Donc, ce qui peut nous sembler choquant n'est pas du tout choquant lorsque vous vous trouvez dans le monde international. Et grâce à un conflit, tant que vous êtes éventuellement en mesure de le résoudre, vous arrivez à un palier plus élevé de réussite que si c'était passé comme une lettre à la poste.

Alors, je sais, encore une fois, que ça choque des gens ce que j'ai dit, mais si l'on regarde ce qui s'est passé par le passé, rien, dans les conflits qui ont opposé le Canada et le Québec dans tout le domaine de la francophonie, n'a empêché le Québec d'obtenir ses objectifs. Non seulement il les a obtenus brillamment, gagnant par cela de la crédibilité internationale, mais il a également entraîné le Canada comme partenaire et, éventuellement, le Canada et le Québec sont devenus partenaires dans ces organisations, ce qui est une autre réussite.

M. Beaulne: Oui, sauf le respect que je vous dois, M. l'ambassadeur, il demeure que dans des cas bien précis où le Québec a voulu étendre ses relations avec d'autres pays... Je cite en particulier le Sénégal et je cite également la demande qu'a faite le gouvernement du Québec d'ouvrir une délégation à Séoul, demande qui, dans le cas de Dakar, remonte aux années soixante-dix et à laquelle le gouvernement fédéral n'a jamais donné suite par peur de voir le Québec établir des liens politiques et, surtout, à la lumière du fait que le Parti québécois avait été élu au pouvoir — la question qui me vient à l'esprit, c'est que, compte tenu de la montée du sentiment souverainiste au Québec, défini sous quelque forme que ce soit, il me semble que le Québec est bien mal placé, sur la scène internationale, pour aller de l'avant dans la promotion de ses intérêts, si on prend, par exemple, les liens particuliers qu'il a tenté d'établir avec les pays de la francophonie, en particulier le Sénégal

dans le cas de la délégation de Dakar, qui est toujours en suspens d'ailleurs.

Le Président (M. Michel Bélanger): Laissez-vous quelques secondes à M. Dupuy pour répondre?

M. Beaulne: Oui.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dupuy.

M. Dupuy: Vous soulevez le cas de Dakar. Je crois que, tout simplement, vos informations ne sont pas correctes. Il est vrai que le gouvernement du Canada, qui était alors sous la direction de Pierre Elliott Trudeau, s'est opposé aux manœuvres initiales qui menaient vers l'établissement d'une délégation québécoise. Il a été battu dans une élection générale. Il a été remplacé par un gouvernement conservateur qui a donné son approbation à l'ouverture d'une délégation québécoise à Dakar.

Donc, la fin de l'histoire, du côté fédéral, elle est positive, mais le gouvernement du Québec n'a pas donné suite. Voilà les faits et je crois que les documents vous confirmeront la chose. Donc, je ne pense pas que ce qui s'est passé à Dakar illustre bien votre pensée.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à un autre groupe de questions: M. Poissant, qui sera suivi de M. Bouchard.

M. Poissant: Merci, M. le Président. En lisant votre mémoire, j'ai pris connaissance de faits qui n'étaient pas connus et ça a été, pour moi, une bouffée d'air frais parce qu'on se fait dire que le fédéral nous a desservis. Moi, pour un, je partage un peu cette opinion-là. Toutefois, de savoir ce qui se passait dans les coulisses... C'est un document tout à fait inédit et pour le moins intéressant. La question que je voudrais vous poser, c'est que vous semblez nous dire que ça n'a pas été si dommageable que ça et même qu'il y a eu des retombées économiques assez intéressantes pour le Québec. Je voudrais savoir si, dans un contexte changé, on aurait été mieux ou serions-nous mieux si on avait un contexte, disons, d'un Québec différent dans la Constitution canadienne de ce qu'il est aujourd'hui? Est-ce que ça aurait été plus économiquement favorable?

M. Dupuy: Je crois que le grand changement serait, naturellement, l'indépendance du Québec. Il y a des aménagements constitutionnels et je parais, il y a quelques instants, de la possibilité d'engager les provinces dans le développement de la politique internationale, y compris la politique économique internationale.

(11 heures)

Bien sûr, si le Québec devient indépendant,

c'est une autre route. Je voudrais tout simplement me borner, à ce sujet, à dire qu'ici aussi, nous sommes portés à regarder les problèmes vus de l'intérieur plus que vus de l'extérieur. Mais, pour les pays étrangers, le problème n'est pas que le Québec devienne ou pas, indépendant; c'est de savoir si eux reconnaissent un Québec indépendant et de quelle façon ils vont le reconnaître. C'est comme ça que ça se pose dans le monde international et si vous regardez l'expérience des pays qui ont accédé à l'indépendance, on peut constater que lorsque cette indépendance s'est faite dans l'harmonie, c'est-à-dire à la suite d'une négociation avec le pays dont il devenait indépendant, le nouveau pays a vu la reconnaissance internationale lui venir rapidement et il s'est vite inséré, non seulement dans la communauté internationale, mais il est devenu éligible aux organisations internationales. Par contre, partout où il y a eu des conflits douloureux, on a vu cette reconnaissance traîner pendant des années et ce manque de reconnaissance, ces conflits ont causé beaucoup de tort aux nouvelles entités politiques internationales.

Donc, en réponse à votre question, je dirai qu'il y a certainement moyen d'améliorer l'état présent des choses. Je ne suis pas du tout de ceux qui disent que la façon dont la politique étrangère est nécessairement la meilleure. Je crois qu'il y a moyen d'améliorer l'état des choses, soit formellement, soit en créant des instruments de concertation qui faciliteront le développement des intérêts du Québec. Mais c'est une autre histoire, c'est une autre route très différente si on s'engage dans un processus qui est éventuellement la création d'un pays indépendant.

M. Rémillard: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bouchard, qui sera suivi de M. Hogue.

M. Bouchard: Merci, M. le Président. Je voudrais, moi aussi, souhaiter la bienvenue à M. Michel Dupuy qui a illustré notre pays dans la carrière internationale. On sait que M. Dupuy est aussi l'héritier d'une tradition familiale, son père ayant joué le rôle que nous connaissons à Paris et ailleurs.

Ceci étant dit, M. Dupuy, vous avez des lettres de créance pour parler avec autorité des affaires internationales. À la page 33, vous avez écrit quelque chose qui me surprend un peu et qui, peut-être, requiert une nuance. Vous dites que ceux qui comprennent la progression irréversible de l'interdépendance dans le monde "travaillent pour l'intégration et la création de grands ensembles politiques plutôt que pour la désagrégation en petites unités souveraines". Fin de la citation. Est-ce que vous ne croyez pas que la création d'ensembles économiques, comme ceux auxquels nous assistons présentement, ne

passer pas forcément par la création d'ensembles politiques? Même, au contraire, n'assistons-nous pas présentement à une résurgence des nationalités qui, par exemple, ont produit des phénomènes inverses? Nous avons vu en URSS que l'empire soviétique se disloque sous l'impulsion des nationalités; que l'Allemagne s'est réunie, toujours pour la même raison, et que, au fond, il y a deux phénomènes inverses qui sont en train de s'accuser: l'un pour élargir les champs économiques et l'autre pour ramener plus près des pouvoirs de décision nationaux les unités politiques. Dans ce sens-là, la souveraineté du Québec s'inscrit dans la bonne direction historique, dans la direction de la vraie dynamique politique.

M. Dupuy: Sur la formation de grands ensembles, de la façon dont vous avez exprimé votre question, je crois que nous partageons le même point de vue. Je crois que l'interdépendance va effectivement pousser les pays à se rassembler, de façon à être en mesure de résister à ce que je disais un peu plus tôt tout à l'heure, c'est-à-dire résister à une tendance naturelle de l'interdépendance, de favoriser les forts au profit des faibles. Donc, vous avez un mécanisme de défense et je crois qu'on pourrait même dire qu'il a joué dans le rôle de l'Europe de l'Ouest. L'Europe de l'Ouest s'est unifiée et s'est intégrée, non seulement pour résister à la menace soviétique, mais également pour être sûre de ne pas perdre son indépendance, sa capacité d'agir vis-à-vis des États-Unis. Donc, vous avez le double phénomène qui a joué. C'est un résultat de l'indépendance.

Maintenant, y a-t-il moyen de former de grandes unités sans passer par le mécanisme de la souveraineté? Ici, je crois que je distinguerai les nationalismes de la souveraineté. Ça vous surprendra peut-être, mais si on regarde l'évolution de l'histoire, la souveraineté est venue bien avant les nationalismes. Elle a débuté avec Machiavel, on la voit chez Bodin, on la voit se développer au cours des XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles et XIX^e siècle, mais n'oublions pas que la souveraineté, à ce moment-là, est conçue comme essentiellement une loi internationale. Ça ne touche pas l'intérieur des pays et le mot "souverain" vient du roi. Il n'y a rien de moins démocratique, il n'y a rien de moins sympathique, je dirais, à l'idée d'une souveraineté nationale et populaire que l'idée d'un souverain.

Telle est la façon dont la souveraineté s'est développée sur le plan international. Et quand on regarde les auteurs, on s'aperçoit que, en fait, la souveraineté, on en a parlé sur le plan international mais que, sur le plan international, on parle des pouvoirs et des compétences. Alors, faut-il passer par la formation d'un État ou faut-il passer à travers des étapes pour avoir des ensembles économiques intégrés? Je ne crois pas que l'Union soviétique l'ait fait. C'est vrai que ça a été fait dans des conditions plutôt épouvan-

tables. Je ne crois pas que la Chine l'ait fait non plus. On verra ce que deviendra la Chine.

Mais la question, je crois, qui se pose, c'est: Est-ce qu'il faut défaire pour refaire? Et c'est là, je ne vous le cache pas, que je suis inquiet parce que si l'on défait, pendant cette phase où l'on défait, on s'arrête et, même, possiblement, on recule. Quelle que soit la volonté de refaire après, on risque tout simplement d'avoir perdu du temps. Cela ne me gênerait pas du tout si le monde attendait, mais le monde se développe tellement vite que, maintenant, perdre du temps est une chose qui est inquiétante. C'est pour ça que je disais tout à l'heure, en conclusion à mon exposé: Faisons attention de ne pas avoir des ruptures. Parce que les ruptures tendent à nous faire perdre du temps.

Je pense, pour compléter ma pensée et, jusqu'à un certain point, elle recoupe la vôtre, que nous sommes entrés nationalement dans une inévitable période de négociations. Que ce soit sur un tableau ou sur un autre, nous avons devant nous des années de négociations, et de négociations très difficiles.

Peut-être que la question que je vous poserais, que je laisserais devant vous pour y réfléchir, c'est: Lorsqu'on négocie, vaut-il mieux négocier en dehors de l'équipe qui est en face de vous, c'est-à-dire comme dans une négociation bilatérale entre deux pays où vous ne savez pas ce qu'ils désirent, ce que l'autre équipe désire ou ce qu'elle veut faire, vous êtes tout seuls et vous faites face à cette équipe ou s'il vaut mieux, en un sens, faire partie de l'autre équipe? J'ai fait les deux. J'ai négocié bilatéralement avec les États-Unis, avec la France et avec d'autres pays et j'ai négocié à travers les organisations internationales dont le Canada faisait partie. Eh bien, c'était toujours beaucoup plus facile de négocier avec une organisation internationale dont nous étions membres parce que, à ce moment-là, on pouvait aller travailler à l'intérieur du camp adverse, du camp avec lequel on négociait pour former des alliances et établir les équilibres que l'on souhaite.

Donc, en d'autres termes, période de négociations qui va être très longue et difficile, mais deux techniques de négociations différentes qui s'offrent à nous: Celle que vous préconisez, c'est-à-dire où on est seul devant l'autre, et celle que d'autres préconisent, c'est-à-dire d'être devant l'autre mais d'être à la fois derrière l'autre.

M. Bouchard: Mon temps est écoulé, M. le Président?

Le Président (M. Michel Bélanger): Votre temps est malheureusement écoulé. M. Hogue, le vôtre est écoulé aussi parce qu'on a fini notre neuvième et vous n'avez même pas commencé. Si vous aviez une brève intervention, on pourrait

quand même prendre les 30 prochaines secondes de la prochaine minute.

M. Hogue: Vous êtes bien bon, M. le Président. Je vais prendre les 30...

Le Président (M. Michel Bélanger): Le temps est épuisé.

M. Hogue: Je vais prendre les 30 secondes. Est-ce qu'elles sont épuisées? Ah! Ce que c'est bon! Ah! Fantastique!

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous remercie, M. Dupuy, de cet intéressant mémoire et, surtout, de la façon fort détaillée dont vous avez répondu aux nombreuses questions que vous avez reçues. Je vous remercie à nouveau d'être venu devant nous ce matin.

Nous allons maintenant recevoir le Conseil culturel de la Montérégie qui va s'installer à la table des témoins.

(Suspension de la séance à 11 h 9)

(Reprise à 11 h 11)

Le Président (M. Michel Bélanger): On est rendu avec tellement de célérité dans les remplacements des groupes qu'on a à peine le temps de vous souhaiter la bienvenue et de vous dire bonjour quand vous partez.

Mme Céré, si vous voulez bien présenter les gens qui vous accompagnent et, ensuite, puisqu'il s'agit d'une présentation qui pourra aller jusqu'à 13 heures, vous avez 10 minutes pour faire la présentation verbale de votre mémoire. Mme Céré.

Conseil culturel de la Montérégie

Mme Céré (Maude): Bonjour, M. Bélanger, M. Campeau, mesdames, messieurs les commissaires, députés de la Montérégie. Avant de présenter mes collègues, j'aimerais quand même vous souhaiter la bienvenue en Montérégie. Peut-être que d'autres l'ont fait avant nous, mais je pense qu'on a des aspects qu'on voudrait vous faire valoir.

Sol occupé depuis six millénaires, terre marquée par l'implantation de plusieurs sites iroquoiens, par la suite colonisée par les Français dès 1642 et peuplée le long de ses cours d'eau, le fleuve, le Richelieu et la Yamaska, région qui de plain-pied se rattache à notre débat, étant donné qu'elle fut le siège principal de la rébellion des patriotes de 1837-1838, j'inviterais tous les commissaires à prendre une heure, aujourd'hui, si possible, pour visiter la Maison nationale des patriotes qui, sous une autre forme de diffusion, est en soi un mémoire aussi.

Le Conseil culturel de la Montérégie existe

depuis 13 ans, de la même façon que les 10 autres conseils régionaux de la culture, se répartissant sur la quasi-totalité du territoire québécois. Formée, imaginée et développée par M. Jean-Paul L'Allier en 1975, elle fut cependant mise en application un an plus tard.

Nos fonctions, telles que réaffirmées à notre congrès d'orientation de la Conférence des conseils régionaux de la culture, en fin de semaine dernière, sont de l'ordre de la représentation, de la consultation, de la concertation et, évidemment, du développement culturel régional. Il nous fait plaisir de vous remettre notre pochette **Montréal Relief** qui témoigne, tant par la symbolique de sa couverture que des textes qui l'accompagnent, de la richesse et de la vitalité des pratiques culturelles professionnelles de notre région.

Nous sommes fiers et heureux d'avoir participé à l'exercice et vous remercions de votre invitation à nous entendre, en espérant que notre contribution puisse laisser des traces profondes, afin que la culture transcende tous les aspects de la nouvelle Constitution du Québec.

Je cède maintenant la parole à mes collègues pour la lecture du mémoire. M. Marc Laplante, sociologue, professeur à l'Université du Québec à Montréal et secrétaire de notre corporation; M. Richard Blackburn, directeur artistique du théâtre de la Dame de cœur et membre de notre conseil d'administration; Mme Carole Boucher, historienne de l'art et gestionnaire de l'art, adjointe administrative au Conseil culturel. Alors, à vous la lecture.

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous vous rappelez tous que vous avez dix minutes au total pour la présentation?

Mme Céré: Bien sûr.

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez.

M. Laplante (Marc): Puisque les interventions devant la présente Commission ne manqueront pas de revendiquer pour le Québec davantage de pouvoirs pour son développement économique et social, le Conseil culturel de la Montérégie a préparé un mémoire qui reste centré sur les questions de la culture. Les mandats de ce conseil culturel concernent plus spécifiquement les arts, les lettres et le patrimoine, mais ces domaines d'activités restent indissociables d'une préoccupation plus large, embrassant tout le champ culturel.

Notre témoignage fera valoir d'abord que l'histoire du Québec ne se comprend vraiment que par référence à l'histoire de sa culture. Sur cette base, il recommandera ensuite que le développement culturel reçoive autant d'attention et de moyens que les développements économique et social. Enfin, pour que la société québécoise poursuive l'affirmation de sa personnalité cul-

turelle propre, en même temps que le développement de ses relations avec le reste du Canada et du monde, elle devra disposer de pleins pouvoirs sur plusieurs champs d'action dont les juridictions sont aujourd'hui diversement partagées entre les deux niveaux de gouvernement, avec les incohérences et le gaspillage qu'un tel partage entraîne.

Un pays, c'est d'abord un peuple et son histoire. Les Québécois peuvent aspirer de plein droit à former une société complète et maîtresse de son avenir parce qu'ils ont connu, au cours des deux derniers siècles, une expérience collective originale d'affirmation et de développement d'une culture propre.

Cette culture, qu'on reconnaît surtout actuellement dans les champs particuliers de la langue, de la littérature et des arts, s'est exprimée également dans des approches originales des questions économiques et sociales et s'est manifestée dans tous les domaines de la vie collective. Elle a guidé les enracinements sur le sol et les conquêtes de l'espace québécois. Elle a engendré des institutions spécifiques. Elle a marqué tous les rapports des Québécois avec le reste du monde et avec toutes les autres communautés culturelles qui se sont fixées sur son territoire.

Aux époques les plus graves, quand cette culture en gestation fut menacée de disparaître, des Québécois ont su se rallier autour de visions d'avenir et de signes "identitaires", pour renforcer leur solidarité. La persistance du peuple québécois en terre d'Amérique du Nord reste incompréhensible à ceux qui ne connaissent pas l'extraordinaire puissance de l'idéologie de survivance qui fut le noyau dur de la culture québécoise durant plus d'un siècle, de 1840, début de l'Acte d'union, qui a fait disparaître constitutionnellement le Québec, jusqu'à la Révolution tranquille, qui a révélé aux Canadiens et au reste du monde que ce peuple québécois était plus vivant que jamais.

Les Québécois ont survécu par leur culture, alors même qu'ils risquaient à tout moment de s'aliéner en s'engageant dans les univers du travail, du commerce, des affaires et de la politique, qui leur échappaient en grande partie. Ils ont fait preuve alors d'une double qualité: d'une part, une grande fidélité à leurs idéaux et, d'autre part, une grande aptitude à l'adaptation, à l'accommodement à des situations souvent éprouvantes. Ingénieux, imaginatifs, en s'entraînant, ces Québécois ont su faire beaucoup avec peu de moyens.

Depuis le début des années soixante, ce même peuple, rassuré quant à sa survivance, s'est fébrilement engagé dans sa modernisation, sous l'aiguillon d'une idéologie de rattrapage, nouvel élément central de sa culture. Et c'est toujours en se redéfinissant culturellement que le peuple québécois, des 15 ou 20 dernières années, s'est graduellement rallié à ses leaders enfin engagés

sur la voie de l'affirmation nationale. La volonté québécoise d'accéder à la souveraineté politique n'est donc ni un caprice, ni le fruit d'une frustration collective, ni le résultat de vils calculs. Cette volonté apparaît dans le droit fil de l'histoire du Québec.

Compte tenu du rappel historique qui précède, le Conseil culturel de la Montérégie forme un vœu sous forme de recommandation que les questions de culture et de développement culturel soient considérées comme aussi stratégiques et prioritaires que celles relatives à l'économie, dans tout projet pour une constitution du Québec.

La culture, clé de voûte du développement du Québec. Pour survivre, et même pour rattraper en vitesse le XXe siècle, les Québécois ont investi tous leurs talents afin de tirer profit des quelques pouvoirs que la Constitution canadienne de 1867 leur avait concédés et que le gouvernement central n'a cessé de gruger, depuis 30, 40 ans.

Mais pour accomplir l'étape en cours, son affirmation comme collectivité humaine distincte, le Québec a besoin d'investir un maximum d'effort dans le développement culturel et, pour ce faire, il lui faut être le seul maître d'oeuvre dans ce domaine. Cette exigence est d'autant plus forte, à l'heure de l'intégration des économies, à l'heure de l'industrialisation de la culture et donc à l'heure de la mondialisation des marchés qui risquent d'englober une grande partie de la culture traitée comme une industrie culturelle.

On entend aujourd'hui de chauds plaidoyers pour démontrer que le développement de la culture peut être rentable. La culture est certes rentable, puisque c'est par elle, essentiellement, que la société québécoise a perduré et qu'elle s'est trouvée une place dans le monde. Mais ceci a peu à voir avec la rentabilité économique, celle qui autoriserait le désengagement de l'État et les déréglementations, celle qui transformerait la culture en produit comptable et gérable, comme tout autre produit.

Le Québec a besoin de la pleine maîtrise de son développement culturel pour que tous les Québécois puissent poursuivre, dans la logique de leur histoire, leur recherche de savoir-faire et de savoir-être propre, leurs expériences d'échanges entre eux et avec le reste du monde, leur façon de faire des affaires, de participer au monde de la science et de la technologie, leur manière de concevoir et de gérer leurs institutions économiques, sociales, politiques, religieuses, etc.

Contrairement à des idées reçues, nous soutenons que chaque peuple souverain est fort culturellement, à sa propre manière de développer ses ressources matérielles et humaines, de se doter d'institutions et d'entreprises pour atteindre ses fins. Il importe donc que le Québec de demain maximise ses moyens pour assurer son

développement culturel et pour que la culture, clé de voûte de son développement jusqu'à ce jour, reste le moteur qui l'entraînera vers ses nouvelles frontières.

Le Conseil culturel de la Montérégie demande donc que la future constitution du Québec contienne toutes les garanties nécessaires à la recherche et au développement de la spécificité québécoise dans tous ces champs d'activité.

M. Blackburn (Richard): Maîtriser les voies et les moyens de l'affirmation culturelle du Québec. Sans être exhaustives, les considérations qui suivent soulignent plusieurs des difficultés culturelles à cause des interventions non conjuguées du gouvernement central avec celles du Québec. Généralement, ces difficultés sont nées de la non-compatibilité des fins poursuivies par chacune des instances de décision.

Favoriser la diversité culturelle par le développement des régions. De plus en plus, de nombreuses décisions, dont plusieurs sont prises principalement par le gouvernement central, favorisent le développement des pôles urbanisés du Québec au détriment des régions. Cette concentration dans les grandes villes peut avoir des avantages économiques, mais elle est coûteuse sur plusieurs plans et, notamment, au plan culturel. Ceci est vrai au Québec sûrement si on revient encore brièvement à son histoire.

Le Québec est varié, tant par ses paysages que par ses ressources et ses spécificités régionales. Cette coloration du territoire est indispensable à la compréhension de la distinction du Québec. Un pays ce n'est pas une ville, si intéressante soit-elle et avec toute l'ambition souhaitée d'en faire une ville internationale. Le Québec c'est aussi, et surtout, une géographie humaine qui s'est installée d'abord tout le long de ses cours d'eau et qui a continué sa pénétration dans les arrière-pays, souvent associée aux grands chantiers qui ont marqué le développement économique du Québec.

Les histoires de peuplement des régions du Québec sont remarquables par les qualités de force, courage, ingéniosité, coopération et adaptation de ses populations qui ont ainsi forgé le caractère des Québécois de tous les coins du territoire. Le malheur, actuellement, est d'observer le déclin des régions au profit de la ville; de constater l'abandon de l'État face aux initiatives de développement régional actuel. Les cultures régionales québécoises s'effritent aujourd'hui à cause du départ des jeunes, de la pauvreté des équipements culturels en régions, de la faiblesse des grands moyens de diffusion de la culture, de l'absence d'autres communautés culturelles trop concentrées à Montréal, privant ainsi les régions d'idées nouvelles et de talents nouveaux.

Il faudra donc que le Québec soit le véritable artisan du développement de ses régions sur les plans économique, social et culturel. Il

faudra aussi qu'il affecte une large part des nouveaux moyens qu'il acquerra au développement culturel ouvert et diversifié de toutes les parties de son territoire. Les populations des régions, par leur proximité de la nature, peuvent encore se targuer de vivre dans un environnement global sain. Pour que ces régions retrouvent leur dynamisme, le Conseil culturel de la Montérégie, organisme régional, fait les recommandations suivantes: que le Québec soit le seul maître d'oeuvre du développement de ses régions; que ce développement des régions fasse autant de place et accorde autant de moyens à l'affirmation des cultures régionales qu'au développement économique et social pour renforcer la diversité culturelle du Québec, gage d'une culture vivante; que le Québec dispose seul de tous les pouvoirs quant à l'accueil et à l'intégration des immigrants, non seulement pour que ceux-ci trouvent des possibilités de participer à son économie, mais aussi pour qu'ils puissent contribuer à son développement culturel et, notamment, à l'enrichissement des cultures régionales. Cette dernière recommandation exige, au préalable, que la future constitution du Québec reconnaisse explicitement cette valeur positive de l'immigration pour le développement culturel comme pour le développement économique. Elle sous-tend également que la future politique régionale québécoise favorise l'installation des communautés ethniques dans les régions pour équilibrer leur présence très concentrée actuellement dans la Communauté urbaine de Montréal, que le Québec inclue explicitement dans sa future politique de développement culturel régional, toutes les mesures souhaitables pour favoriser de meilleures relations avec les peuples amérindiens et inuit.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous avons déjà épuisé le temps, mais pour la meilleure compréhension, est-ce que je pourrais vous demander de passer immédiatement à la lecture de votre dernière recommandation et ensuite nous pourrions passer aux questions?

Mme Boucher (Carole): Sans les argumentations?

Le Président (M. Michel Bélanger): Sans les argumentations puisque le temps est épuisé. De toute façon, on va en prendre sur la présidence pour avoir au moins la recommandation.

Mme Boucher: Je vais vous faire la lecture de notre recommandation. C'est que le Québec, pour sauvegarder sa souveraineté au plan culturel, décide de sa participation aux institutions et aux entreprises canadiennes de communication, d'aide à la création et à la diffusion culturelle, et négocie d'égal à égal sa participation avec le reste du Canada. Que la future Constitution du Québec reconnaisse à la fois le pouvoir du

Québec de décider seul en ces matières et son intérêt à participer à ces réseaux de communications qui s'étendent sur toute l'aire culturelle canadienne, et on peut ajouter internationale aussi.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous remercie. Nous allons maintenant passer au premier bloc de questions qui est celui du parti formant l'Opposition officielle. La parole est à Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord remercier les gens qui ont présenté ce mémoire, les féliciter aussi pour cette présentation. Je ferais remarquer d'ailleurs aux membres de la Commission que c'est la première contribution d'un organisme qui est issu d'une région, qui est implanté dans une région et qui s'adresse à cette réalité régionale. Alors, bravo pour cette intervention fort significative à ce moment-ci.

Vous avez parlé du Québec rassuré dans sa survivance. Vous avez parlé aussi du rapatriement des pouvoirs. Je vais vous citer, à la fin de votre mémoire. Vous le dites dans votre recommandation, mais je crois que la dernière phrase de votre mémoire vient ramasser le tout. Vous dites: "Le Conseil culturel de la Montérégie, en centrant sa réflexion sur les questions de culture, se devait de souhaiter pour le Québec le rapatriement de tous ses pouvoirs et de tous ses moyens dans ce domaine qui relève de sa compétence propre depuis 1867." Donc, tous les pouvoirs dans le domaine des communications, de la culture et de l'immigration. Est-ce que vous croyez que le contrôle de ces champs d'activité est suffisant pour assurer un avenir francophone aux gens d'ici? C'est ma première question. Seconde question: Compte tenu de la saga du débat constitutionnel, est-ce possible, à votre point de vue, de procéder à ce rapatriement dans le contexte actuel avec les moyens traditionnels dont nous disposons?

Mme Céré: Je vais laisser la parole à M. Marc Laplante.

M. Laplante: Le contrôle, c'est déjà un pouvoir, mais le pouvoir de décider de notre participation à des instruments communicationnels voulait dire pour nous que, comme des pays indépendants politiquement doivent mettre en commun des instruments comme des satellites, comme d'autres outils de communication, il y a ces réseaux au Canada. Il ne s'agit pas, pour nous, de concevoir un système québécois, même en pleine souveraineté politique, et concevoir des systèmes autonomes qui feraient fi de ces réalisations déjà qui couvrent le territoire canadien et qui débordent même le territoire canadien. Le problème, pour nous, était d'assurer que, dans un Québec souverain, notre manière de

participer et nos niveaux de participation soient décidés comme deux partenaires travaillant d'égal à égal. Alors, il y a sous-entendu. Même si ce n'est pas dit noir sur blanc, il y a sous-entendu dans ce mémoire, bien sûr: la souveraineté politique du Québec qui permettra d'arriver à être plus que capable de contrôler ce qu'on fait, mais, pouvoir au besoin, si besoin est, prendre les décisions seul.

Mme Marois: Vous avez renoncé effectivement à utiliser le moyen traditionnel, si on veut, de la négociation avec les outils dont on dispose actuellement. Vous dites: Le Québec doit affirmer sa souveraineté, s'approprier ses outils tout en conservant évidemment une saine association, là où ça doit se faire avec le reste du Canada. Est-ce que je comprends bien cela?

Mme Céré: Nous avons vraiment prôné la souveraineté culturelle du Québec. Alors, je pense que l'adéquation découle de sources. Pour négocier une souveraineté culturelle, il faut avoir toutes les forces politiques nécessaires pour le faire.

Mme Marois: D'accord, merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Dupuis.

Mme Dupuis: Merci d'abord au Conseil culturel de la Montérégie de rappeler à cette Commission la principale fin ou, si l'on préfère, le pourquoi de son existence même qui est le développement de la culture et des moyens d'y parvenir. Merci de rappeler aussi à cette Commission qu'un pays, c'est d'abord un peuple et son histoire, que la culture est la clé de voûte du développement du Québec et que le Québec se doit de maîtriser les voies et les moyens de son affirmation nationale ou culturelle. Une de vos recommandations se lit comme suit: Que le Québec soit le seul maître d'oeuvre du développement de ses régions. Auriez-vous des exemples à donner qui démontrent que les interventions des deux gouvernements défavorisent le développement culturel des régions du Québec? (11 h 30)

Mme Céré: Actuellement de façon générale les deux gouvernements, que ce soit Québec ou le fédéral, dans toutes leurs politiques, ont vraiment un parti pris pour les grandes institutions nationales. D'abord, le gouvernement fédéral, par ses grandes institutions nationales, a comme arrière-pensée la propagande fédéraliste, c'est-à-dire que c'est en filigrane, c'est en trame à travers toutes ses actions; que ce soit Parcs Canada, Radio-Canada, etc. Le gouvernement du Québec, lui, a opté depuis presque une dizaine d'années pour davantage renforcer son pôle principal qui est Montréal, alors, au détriment des régions, et ça c'est très clair et très net.

Nous avons fait des calculs légers. Évidemment on peut toujours être attaqués, quand on fait des calculs, de ne pas avoir les bons chiffres. Mais nous évaluons qu'il n'y a pas 10 % des sommes allouées à la culture qui vont aux régions du Québec actuellement. Que l'on prenne par exemple les grands musées nationaux ou les grands musées au Québec. On donne 3 000 000 \$ pour le Musée de la civilisation et 17 000 000 \$ pour le Musée d'art contemporain, annuellement, alors qu'il n'y a pas 4 500 000 \$ pour l'ensemble de tous les musées accrédités en régions au Québec actuellement. Comment voulez-vous qu'on parle de la culture du Québec à travers son Québec si on n'a même pas les outils de diffusion en régions pour le faire? Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Il y a eu aussi les questions de décisions qui se font arbitrairement. On vient de vivre un cas absolument douloureux en Montérégie; c'est la démolition du collège des Frères Saint-Gabriel au parc du Mont-Saint-Bruno où des décisions de notre propre gouvernement, on peut dire qu'actuellement sont allées à l'encontre de la volonté affirmée et réelle du milieu de ne pas démolir alors qu'on avait trouvé toutes les solutions dans le milieu pour non seulement sauver l'édifice mais pouvoir planifier son maintien et sa survie à long terme. Alors, il y a différents exemples tant au niveau fédéral que du provincial. Aussi c'est facile d'imaginer, tous les ministères le font, on essaie tous de rationaliser nos dépenses. Alors, imaginez tout ce gaspillage à travers tous ces bureaux qui sont dédoublés, ces politiques qui sont dédoublées et qui ne correspondent pas souvent à tous les besoins réels de toute façon; les programmes normés tant au fédéral qu'au provincial sont à réajuster constamment. On passe toujours à côté parce que nous on n'a pas dans notre région de grands médias nationaux qui couvrent nos activités. Alors, nos artistes, quand ils vont au Conseil des arts du Canada, sont toujours pénalisés parce qu'ils n'ont pas derrière eux la brique de dossiers de presse que peuvent avoir par exemple les artistes à Montréal. Sur plusieurs plans comme ça, je pourrais vous en citer pendant quelques jours, on est souvent pénalisés, évidemment par la situation de la double tête et des doubles politiques qui, de toute façon, ne conviennent pas à nos besoins en régions.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions de l'ensemble des autres membres. M. André Ouellet sera suivi de M. Serge Turgeon.

M. Ouellet: Merci, M. le Président. Je voudrais remercier les représentants du Conseil culturel de la Montérégie pour leur présentation et pour ce document très intéressant qu'ils viennent de nous remettre. J'ai été particulièrement intéressé par une recommandation que vous

faites à la page 5 de votre mémoire où vous parlez de l'immigration et, en particulier, où vous recommandez que le Québec dispose seul de tous les pouvoirs quant à l'accueil et à l'intégration des immigrants, mais surtout afin que cela puisse contribuer au développement culturel et notamment à l'enrichissement des cultures régionales. Je pense que ça c'est une suggestion fort intéressante. J'aimerais que vous nous donniez des exemples de politique qui pourraient favoriser l'installation des immigrants dans les régions. Quelle sorte de moyens devrait-on disposer pour réussir cette intégration harmonieuse des immigrants?

Mme Céré: Je pense que ça prend des mesures incitatives réelles pour l'accueil des immigrants, qu'on puisse leur proposer par une subvention — sur les modalités, on n'a pas vraiment étudié les possibilités — mais qu'il y ait vraiment des mesures incitatives pour au moins trois ans, dès leur arrivée, qui puissent les inviter à venir s'installer un peu partout au Québec. Sur l'ensemble, il y en a sûrement qui vont revenir à Montréal mais il y a aussi beaucoup de gens qui vont vouloir rester dans les régions.

Récemment, j'ai parlé à des gens de l'Union des producteurs agricoles du Québec qui ont le mandat, par exemple, d'accueillir — pour les récoltes de fruits et de légumes en régions — des communautés culturelles de plusieurs provenances. La plupart de ces immigrants-là souhaiteraient vivre davantage dans les régions du Québec, parce qu'ils y trouvent davantage d'affinités. Souvent, des travailleurs agricoles, notamment, viennent de régions agricoles dans leur propre pays et souhaiteraient s'installer sur l'ensemble du territoire plutôt qu'à Montréal. Mais comme ils arrivent sans le sou et qu'ils n'ont même pas de moyen de transport, ils préfèrent aller dans une ville où tout est plus accessible, plus facilement à portée de la main.

Alors, s'il y avait de l'aide financière, ne serait-ce que pour leur permettre de s'installer dans les villes et les villages à la grandeur du territoire du Québec, je pense que — les modalités exactes, on ne les a pas prévues en détail — ce ne serait pas si coûteux pour le Québec et, au contraire, très avantageux pour l'ensemble des Québécois qu'on puisse procéder de la sorte.

M. Ouellet: Je vous remercie de votre réponse. Le temps nous presse. Alors, je vais passer à un autre domaine que vous soulevez dans votre mémoire, qui a trait à la recommandation que vous faites à la page 6: "Le Québec inclut explicitement dans sa future politique de développement culturel régional toutes les mesures souhaitables pour favoriser de meilleures relations avec les peuples amérindien et inuit". Comment entrevoyez-vous une telle possibilité?

Mme Céré: Peut-être que je pourrais compléter, cher collègue. Le développement culturel, on ne peut pas le concevoir sans l'intégration et le travail quotidien et proche des autochtones. Cependant, même si ça existe déjà dans plusieurs communautés autochtones, on a beaucoup de liens. Notamment, je suis spécialisée en muséologie et l'expertise québécoise en nouvelle muséologie est très intégrée à l'ensemble des communautés culturelles amérindiennes.

Cependant, pour vraiment avoir le respect des communautés culturelles autochtones, c'est-à-dire des communautés autochtones, je pense qu'il faut qu'on soit un peuple fort, afin d'être respectés nous-mêmes. Actuellement, les autochtones parlent au gouvernement canadien, parce que c'est leur vis-à-vis officiel. Si on était un vis-à-vis fort, on serait respectés comme tel. Et je pense qu'on aurait une meilleure façon d'améliorer, d'harmoniser nos rapports avec ces gens-là.

M. Ouellet: Est-ce que vous les considérez comme un peuple?

M. Laplante: Nous les considérons...

M. Ouellet: Est-ce qu'ils constituent une nation, d'après vous? Comment les considérez-vous?

M. Laplante: Notre mémoire étant centré sur les questions de culture, les contributions de ces peuples autochtones à la culture québécoise laissent entendre que nous les considérons comme un peuple, comme une société, puisqu'il faut être une société pour être capable de produire la culture. Dans ce sens-là, oui. Je réponds oui à votre question.

M. Ouellet: Leur reconnaissez-vous le droit à l'autodétermination?

M. Laplante: Dans une politique québécoise de rapports harmonieux avec les communautés culturelles, il faudrait leur reconnaître un droit à l'autodétermination.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Serge Turgeon.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. Je pense qu'il faut d'abord souligner le dynamisme et l'enthousiasme du Conseil culturel de la Montérégie qui est certainement l'un des chefs de file dans tout ce monde régional de la culture. Vous faites bien de ramener la culture à l'ensemble de ce qu'on est. Vous dites: C'est, bien sûr, la langue, c'est, bien sûr, la littérature et les arts. Mais c'est plus que ça aussi, la culture. C'est une façon de faire des affaires. C'est une façon de vivre dans une société et tout ça touche, finalement, tous les domaines de

notre vie collective.

C'est très bien et c'est au nom de ça que je fais la lecture que Mme Marois a faite tantôt, au nom de ça que vous dites que le Québec doit rapatrier tous ses pouvoirs et tous ses moyens. Jusque-là, ça a l'air de dire: On veut la souveraineté. Mais on dirait qu'il y a un doute quelque part. Puis, une de vos recommandations qui, moi en tout cas, jette un doute dans mon esprit, c'est ça que je vais vous demander d'éclaircir.

Alors que vous demandez de rapatrier tout ça pour sauvegarder cette culture, vous dites: En même temps, il faut qu'on décide de nos participations aux institutions et aux entreprises canadiennes de communications. Donc, ça, ça veut dire "maintenir un certain lien". Ce que je vous demande: Est-ce que ce n'est pas un pas en avant, un pas en arrière? Est-ce que ce n'est pas du sur-place? Ou est-ce que ce n'est pas une souveraineté impure, pour faire plaisir à M. Rémillard?

M. Laplante: Sûrement pas une souveraineté! La difficulté de ce point particulier, quant à nous, et dans l'état actuel de notre réflexion, nous n'avons pas, en tant que Conseil culturel, approfondi tous les tenants et les aboutissants d'un tel problème dans le rapport canadien actuel vis-à-vis de ces grands moyens de communication. Mais, par la nature même du phénomène de communication, il nous semble que, tout en aspirant et en demandant la souveraineté politique et en travaillant en matière culturelle à avoir la plus grande souveraineté possible en matière de culture, il faut quand même garder l'esprit que, dans une nouvelle constitution, par exemple, nous... par négociation ou par déclaration suivie de négociations, on n'a pas abordé les questions de modalités pour le faire. Mais il faudrait arriver quand même à trouver une possibilité de participer à des instruments de communication. Le point qui vous semblerait le plus difficile dans ce texte, est peut-être la référence spécifique à l'ère culturelle canadienne. Nous aurions pu ajouter "nord-américaine" et même "mondiale", puisque, par satellite par exemple, nous pouvons atteindre de grands territoires maintenant.

M. Turgeon: En fait, vous dites que le Québec ne doit pas être replié et fermé sur lui-même, mais qu'il doit être ouvert. On est d'accord là-dessus?

M. Laplante: Oui.

M. Turgeon: Mais est-ce qu'il doit posséder tous les champs de compétence? Est-ce que ça c'est exclusif et, en clair, quel est le statut que vous préconisez?

M. Laplante: Il doit posséder tous les champs de compétence en matière de culture,

puisque c'est notre thème, et ça comprend des compétences pour utiliser les grands moyens actuels, ce dont on ne parlait pas quand on reconnaissait au Québec sa juridiction. On disait 67 en matière de culture, puisqu'on n'avait pas ces moyens de mass-média, par exemple, mais dont on doit parler aujourd'hui puisqu'ils sont omniprésents et absolument utiles à la diffusion, au rayonnement de nos créations culturelles, de notre expression culturelle.

M. Turgeon: Donc, on rapatrie Radio-Canada, Téléfilms, on rapatrie...

M. Laplante: Effectivement on les rapatrie.

M. Turgeon: C'est ça que ça veut dire.

M. Laplante: Mais dans la mesure où ils sont aussi des moyens de communication, on n'a pas nécessairement à penser réinventer le tout comme si ces moyens-là n'étaient pas déjà opérants sur le territoire.

M. Turgeon: Est-ce que j'ai le temps pour une autre question, M. le Président?

Le Président (M. Michel Bélanger): À peine.

M. Turgeon: Brièvement. Quand vous dites que les cultures régionales s'effritent aujourd'hui, quand j'ai lu ça, je me suis demandé: Mais de quoi faites-vous le procès à ce moment-là? Est-ce que vous faites le procès d'un régime fédéral ou faites-vous le procès du système québécois, du gouvernement québécois?

Mme Céré: Je pense qu'on fait un peu les deux. C'est plus fort que nous parce que même si on avait un Québec totalement indépendant, souverain à tous les niveaux, mais avec la même vision de politique culturelle qui doit transcender normalement à tous les secteurs disciplinaires, si on a la même vision, on va être dans la même situation dans les régions du Québec. Il fallait le dire et ce qu'on rappelle dans notre mémoire, ce sont des ingrédients absolument fondamentaux et nécessaires pour qu'on ait vraiment un Québec culturel fort. Il fallait articuler cette idée-là, la développer, parce que nous on souffre de cette position-là actuellement et il fallait le dire.

Evidemment, si on veut une politique culturelle qui transcende tous les aspects politiques, économiques, de santé, de travail, d'éducation, telle que le livre blanc de M. Camille Laurin l'avait décrite il y a quelques années, c'était vraiment un projet de société global qui doit être vraiment une préoccupation constante. Pour les régions il faut le répéter, le redire et j'espère MM. les commissaires que, quand vous aurez à rédiger ce projet de constitution, - j'espère qu'on en arrivera à ça - ce soit vraiment prévu dans tous les paragraphes, dans tous vos

discours, dans tous les chapitres de cette constitution.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant au bloc de questions du parti qui forme le gouvernement. La parole est à Mme Hovington.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. Mme Boucher, M. Blackburn, Mme Céré, M. Laplante, au nom du gouvernement, je dois vous dire merci d'abord de nous recevoir en Montérégie. Nous sommes très heureux de nous retrouver dans votre belle région. Merci pour votre mémoire très intéressant à tous les niveaux. Je pourrais même mentionner qu'il est centré exclusivement sur la culture et vous le mentionnez très bien au début. Je peux même mentionner que tout le fond et la trame de votre mémoire s'inspirent en fait de différentes politiques culturelles que les gouvernements québécois ont mis en place depuis 30 ans. Par exemple, je vous ramène, si vous voulez, à la création du ministère des Affaires culturelles par le gouvernement de M. Lesage en 1961. Il avait maintes fois affirmé sa volonté de créer un contexte favorisant l'épanouissement du Québec comme groupe possédant une langue et une culture propre; la volonté du gouvernement de M. Johnson peu après: Que le Québec devienne le seul responsable de ses orientations culturelles sur son territoire; et l'affirmation dans les années soixante-dix du gouvernement de M. Bourassa et la poursuite même depuis 1985 maintenant que le Québec doit posséder sa souveraineté culturelle. Ça, vous en parlez aussi dans votre mémoire dans le cadre d'un fédéralisme économique et ainsi vous réclamez un réaménagement profond des pouvoirs constitutionnels dans le domaine de la culture en faveur du Québec.

(11 h 45)

Est-ce que je me trompe en disant que vous poursuivez et que vous recoupez, en fait, le but du gouvernement actuel qui est de posséder une souveraineté culturelle dans le cadre d'un fédéralisme économique? Est-ce que ça irait dans le sens de votre dernière recommandation où vous semblez souhaiter à la fois que le Québec détienne des compétences exclusives dans le domaine de la culture et des communications ou si vous suggérez un petit peu en même temps que peut-être ces compétences-là pourraient être partagées avec le gouvernement central? Est-ce que ça va dans ce sens-là? Est-ce que vous pourriez m'expliquer un petit peu plus?

Mme Céré: Non. Carrément, clairement, la souveraineté culturelle du Québec, être les maîtres d'œuvre de tous ces aspects... Quand on parle de négociations, comme mon collègue le disait tantôt, c'est comme la France, l'Italie, l'Allemagne; ils négocient aussi les ondes des

satellites qui couvrent l'Europe. C'est de la même façon.

Alors, de toute façon, quand il y a des négociations, il faut quand même être d'égal à égal et être vraiment fort, autonome et attirer le respect de la personne à qui on parle. Je pense que c'est clair qu'on veut une souveraineté culturelle entière et totale.

Je voudrais dire que votre gouvernement, le Parti libéral, a fait beaucoup pour la culture au Québec, sauf que, effectivement, malgré les efforts des gens, M. Lapalme, on a parlé de la bebelles à Lapalme quand il en a démissionné parce qu'il n'en pouvait plus. On doit dire que, autant du Parti québécois que du Parti libéral, il y a de grands pas qui ont été faits pour la culture au Québec. Sauf que ce sont des pas qui n'ont pas... Mais, actuellement, ce qu'on constate, c'est qu'il y a un réel manque de politique culturelle au Québec, tant par les programmes normés qui s'appliquent aux artistes, aux diffuseurs, aux praticiens de la culture et aux intervenants dans les différentes régions, mais aussi à travers l'ensemble des ministères, que ce soit Santé, Éducation, Transports. Cette vision-là n'est pas juste pour le ministère des Affaires culturelles, mais on doit toujours le rappeler et, actuellement, on sent qu'il y a un vide, que ce n'est pas une préoccupation. Dans le choix même de la composition de la Commission, on a vu tous les débats qui entouraient, par exemple, le représentant du monde de la culture. Alors, c'est vraiment une préoccupation qui doit être aussi importante que celle de l'économie.

C'est le message que je passe à votre gouvernement.

Mme Hovington: Oui. Mme Céré, je retiens le message. Le 30 avril 1990 - c'est quand même récent - c'est sous l'incitation des députés libéraux de la Montérégie que le gouvernement du Québec a doté la région de la Montérégie d'une direction régionale des Affaires culturelles dont vous êtes, je pense bien.

Vous avez le mandat de favoriser le développement régional des arts, des lettres et du patrimoine. Vous administrez, en fait, avec cette nouvelle direction régionale de la Montérégie, les programmes régionalisés d'aide financière à la formation, à la création, à la production, à la diffusion des arts et à la conservation et, même, la mise en valeur du patrimoine. En quoi une nouvelle Constitution ou un nouveau partage des pouvoirs vous donnerait-il plus de pouvoirs dans la région de la Montérégie? Est-ce que vous avez pensé à certaines structures ou à certains moyens qu'il faudrait prendre dans la nouvelle Constitution dont vous parlez pour vous assurer de plus grands pouvoirs décisionnels?

Mme Céré: D'abord, s'il y a juste une tête qui prend les décisions plutôt que deux, alors les visions des deux têtes, là, on a un gros problème

actuellement. Alors, s'il y a juste une tête et c'est des têtes québécoises, j'imagine qu'on arrivera déjà à se rapprocher un peu plus. Si, dans la volonté de cette nouvelle Constitution, on a cette préoccupation du développement des régions, non pas juste culturel mais de l'ensemble de toutes les régions, déjà ça va favoriser ça, ce qui n'est pas le cas actuellement, on doit vous le dire, parce que, constamment, on doit le répéter, le répéter et on est vraiment pris avec ce problème-là.

Mme Hovington: Mais quelles nouvelles structures mettriez-vous en place pour assurer un développement régional harmonieux aux niveaux culturel, économique et social? Quelles seraient les structures? Est-ce que vous y avez pensé, vous y êtes-vous arrêtés?

M. Laplante: Actuellement, la Montérégie est heureuse quand même de recevoir ici maintenant une reconnaissance par la création d'un Bureau des Affaires culturelles en régions. C'est déjà une première possibilité d'avoir une petite distinction dans la grande région montréalaise. Mais ce ministère, pour une part, et l'action donc qu'il fera dans notre région concernent un pan de la culture, mais ne concernent pas toutes les dimensions de la culture. Penser maintenant à organisme et structures, c'est peut-être un peu plus compliqué. Mais un conseil de développement culturel régional, en Montérégie ou ailleurs, portant sur le développement culturel devra faire plus. Il devrait toujours s'occuper de la création des professionnels en arts et devra faire plus. Il devra faire que quand on fera des autoroutes ou des routes dans notre territoire, on pense que c'est aussi culturel de faire une route; quand on créera des services de santé en Montérégie, on n'est pas à Montréal, mais on n'est pas non plus dans une région très périphérique lointaine.

Il y a aussi une dimension culture, là. Quand on pensera au système scolaire et aux besoins scolaires à tous les niveaux... Je suis de l'Université du Québec et mon collègue gentiment me rappelait que c'est l'Université du Québec en Montérégie, alors je suis, pour le moment, un des seuls représentants, mais le niveau recherche universitaire est centré, encore là, dans quelques grandes villes. Alors, dans ce sens-là, le concept de développement culturel régional, quand une région pourra dire: Je m'occupe de ma culture avec le gouvernement québécois qui reconnaît à ces régions le pouvoir de le faire, nous aurons à ces régions le pouvoir de le faire, nous aurons à court terme - et ce n'est pas un processus à court terme - des cultures régionales. Et la culture montréalaise sera une contribution à la culture québécoise. Et, parallèlement, il y aura une culture dans le Saguenay-Lac-Saint-Jean, il y aura une culture en Abitibi, il y aura une culture ailleurs, et c'est cette diversité qui va simplement créer des dynamismes internes et qui va faire qu'on va continuer à être capable d'être

culturellement forts au Québec et, par ce fait, être, comme on l'a été depuis très longtemps maintenant dans le passé, nous-mêmes, nous-mêmes comme groupe social, comme société.

Mme Céré: J'aimerais peut-être ajouter un élément. Ça fait deux ans qu'on écrit des rapports, des études, qu'on fait des mémoires, qu'on a des rencontres plus ou moins importantes avec nos fonctionnaires, mais il y a un mot qu'on n'ose même plus dire. On l'a dit aujourd'hui beaucoup, on l'a mentionné énormément, c'est le mot développement. On s'est fait dire par plusieurs fonctionnaires que c'était rendu un mot péché mortel, que c'est un mot qu'il ne faut plus utiliser parce qu'il n'y a plus d'argent au Québec. Donc, faire du développement et encore plus du développement culturel, imaginez, ça n'a pas de bon sens. On est même actuellement remis en question, les conseils culturels, parce qu'on travaille au développement culturel de nos régions. Alors, c'est un mot, donc, péché mortel, actuellement. Alors, si, dans la nouvelle constitution du Québec, au contraire, on pouvait ouvrir les valves au développement, je pense qu'on y gagnerait tous.

Mme Hovington: Merci. Donc, on s'entend qu'il faut quand même redéfinir le partage des responsabilités constitutionnelles en matière culturelle pour respecter le caractère distinct de la société que nous sommes, le fait français au Québec. Ça, on s'entend là-dessus qu'il faut un partage des responsabilités constitutionnelles.

Mme Céré: Avec qui?

Mme Hovington: Entre le fédéral et le Québec.

Mme Céré: Non. Pas du tout. Ce n'est pas ça qu'on dit du tout. Alors, nous, il n'est pas question de partager.

Mme Hovington: Mais c'est quoi? C'est quel statut politique et constitutionnel que vous rêvez pour le Québec?

Mme Céré: Nous, on veut la souveraineté culturelle du Québec, c'est ce qu'on répète dans notre mémoire, mais on ne peut pas l'appliquer, évidemment, si on n'a pas toutes les forces politiques pour l'atteindre. Alors, c'est le message. Il faudra déduire à travers les lignes tout ce que vous voudrez, mais je pense que c'est absolument indispensable. On ne peut pas, à deux têtes, défendre les Québécois, et je pense qu'il n'y en a qu'une seule qui doit prendre toutes les décisions.

Mme Hovington: Mais en quoi la souveraineté culturelle du Québec, à ce moment-là, pourrait vous apporter des moyens plus grands

pour assurer un développement dont vous dites que c'est devenu un péché mortel pour assurer un développement culturel et économique des régions?

M. Blackburn: Mais c'est le contrôle des sommes qui appartiennent au fédéral, évidemment. Il y a beaucoup d'interférence entre les non-politiques, et c'est très, très flou. Souvent l'un et l'autre se cachent derrière les interventions de l'autre ou attendent l'autre dans différentes interventions. Et, évidemment, dans le développement régional, c'est particulièrement catastrophique parce qu'on sait que le fédéral c'est pire que pire. Eux, ils "focussent" uniquement sur les grands centres. Alors, quand vous touchez aux régions, vous tombez dans un nihilisme incroyable. C'est sûr que si vous rapatriez ces énergies-là, ces sommes-là, et si, à ce moment-là, vous renforcez les organismes déjà en place, si vous leur donnez les moyens de travailler efficacement, en concertation avec le milieu, vous augmentez la culture, vous prenez le contrôle de... On a tout le Québec à habiter, et c'est ça qu'il faut comprendre à travers notre culture.

Mme Hovington: On touche exactement au problème du pouvoir de dépenser du fédéral, dans le fond, parce que, si on refait une constitution du Québec, est-ce que vous voulez qu'on intègre à l'intérieur de la Constitution, justement, tout ce qui a trait à l'éducation, on l'a déjà par l'article 93 de la Constitution, et le culturel, il n'en est jamais question dans la Constitution, on n'est pas protégé là-dedans. Si on refait une constitution du Québec, de quelle façon voudriez-vous que l'on intègre, si vous voulez, toutes ces questions à l'intérieur? Je voudrais que vous vous prononciez vraiment sur le devenir culturel du...

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Hovington, votre temps est épuisé, mais je pense que ce serait intéressant d'avoir leur réponse à la question sur le temps de la présidence.

Mme Céré: Alors, vous l'intégrez à part entière, je veux dire, comme on le disait, à la fois par un ministère des Affaires culturelles fort et par cette préoccupation sur l'ensemble de tous les autres ministères. Je prends juste un petit exemple, si vous le permettez. Par exemple, évidemment que, du jour au lendemain, quand on n'enverra plus nos taxes à Ottawa, j'imagine qu'ils vont vouloir négocier et qu'ils ne nous donneront plus les services de Radio-Canada, de Parcs Canada, mais Parcs Canada est implanté au Québec, a développé des expertises extrêmement intéressantes qui sont reconnues internationalement. Je pense qu'on va négocier l'expertise pour qu'elle nous demeure. Cependant, plutôt que de développer une propagande pancanadienne qui met en évidence Georges-Étienne Cartier, Laurier, M. Saint-Laurent, au domaine Compton,

on va aussi pouvoir, donc, mettre en valeur nos propres héros nationaux, ici; c'est parce qu'on aura et la volonté et l'argent pour le faire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, merci, Mme Céré, M. Laplante, Mme Boucher, M. Blackburn. Ceci épuise la liste des questions qui étaient inscrites pour vous. Je vous remercie à nouveau de cette fort intéressante présentation. Comme on l'a souligné, c'est la première présentation culturelle régionale; nous vous en remercions.

Je déclare maintenant que la séance est levée ou, en tout cas, reportée jusqu'à 14 heures.

(Suspension de la séance à 11 h 56)

(Reprise à 14 h 7)

Le Président (M. Michel Bélanger): Je demanderai aux membres de la Commission de reprendre leur siège, s'il vous plaît. Je déclare continuer cette séance de la Commission. Je vous répète le programme de l'après-midi, l'ordre du jour de l'après-midi. Nous avons d'abord immédiatement la Corporation professionnelle des médecins vétérinaires du Québec pour un maximum d'une heure, ensuite l'Association des retraités de l'enseignement (secteur Longueuil), un propos de 30 minutes, ensuite M. Jean-Pierre Charbonneau pour 30 minutes, ensuite les Citizens of Saint-Bruno de Montarville pour 30 minutes, ensuite M. Yves Beauchemin pour 30 minutes, ensuite l'Association des anglophones dans un Québec indépendant pour 30 minutes et enfin M. Jacques Saada pour 30 minutes, avant l'ajournement du dîner.

Je rappelle également à l'auditoire que puisqu'il s'agit d'une commission parlementaire, même élargie, elle a la même règle qui prévaut au Parlement, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de manifestations ou d'applaudissements qui doivent venir de la galerie. Je passe maintenant la parole au Dr...

M. Desrosiers (Paul): Paul Desrosiers.

Le Président (M. Michel Bélanger): Le Dr Paul Desrosiers qui va présenter ses collègues et qui, ensuite, va prendre 10 minutes pour faire la présentation du mémoire de l'association. Dr Desrosiers.

Corporation professionnelle des médecins vétérinaires

M. Desrosiers: Je vous remercie. Je représente le Dr Jean Piérard, président de la corporation qui, malheureusement, n'a pas pu être avec nous aujourd'hui. À ma droite, le Dr Raymond Roy, professeur à la faculté de médecine vétérinaire. À ma gauche, le Dr Marcel

Bouvier directeur général de notre corporation.

Laissez-moi d'abord vous dire que nous sommes très heureux que vous soyez dans la capitale de l'agro-alimentaire du Québec. Dans notre métier, on aime toujours s'approcher du sujet. On a toujours une bien meilleure image lorsqu'on voit l'animal dans son état naturel. Traditionnellement, les quelque 1400 vétérinaires du Québec sont très impliqués dans leur milieu, conseil d'administration de caisse populaire, commission scolaire, diverses institutions d'enseignement, conseils municipaux.

Les médecins vétérinaires praticiens seuls, sans considérer ceux qui oeuvrent comme fonctionnaires ou comme parafonctionnaires, sont en contact avec quelque 2 000 000 de clients annuellement. La Corporation professionnelle des médecins vétérinaires du Québec ne pouvait donc pas rester à l'écart du débat aussi important que celui de l'avenir constitutionnel du Québec. Les courts délais qui nous sont impartis font néanmoins qu'aucune consultation n'a pu être effectuée dans la profession. Le présent mémoire sera donc bref et se limitera aux exposés de principe.

Devant l'échec de l'accord proposé au lac Meech, l'Assemblée nationale a recherché une nouvelle voie constitutionnelle. Le statu quo paraît rejeté pour des raisons évidentes. L'alternative qui s'offre à nous va de la souveraineté absolue à la souveraineté-association, bien que ce concept soit plus ou moins clair. La corporation se bornera à définir sommairement l'impact sur l'exercice de notre profession des choix constitutionnels possibles. La médecine vétérinaire se définit comme étant la gardienne de la santé animale en fonction des besoins et des exigences de la société.

Notre analyse portera sur les différents aspects de la profession. D'abord, la formation en médecine vétérinaire. Au Québec, la formation en médecine vétérinaire est la responsabilité de la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal. C'est la seule faculté de langue française dans les Amériques. L'immense majorité des médecins vétérinaires du Québec sont diplômés de cette faculté. L'enseignement de cette faculté est agréé par la reconnaissance conjointe de l'American Veterinary Medical Association et de l'Association canadienne des vétérinaires. La Corporation professionnelle des médecins vétérinaires participe aux évaluations qui sont faites. Cette reconnaissance internationale de la Faculté est indispensable à son rayonnement et à la reconnaissance des diplômes des gradués dont la compétence se compare à celle des diplômés des 31 autres facultés de médecine vétérinaire en Amérique du Nord.

Quelle que soit l'option constitutionnelle retenue, on peut présumer que ce type de fonctionnement devrait et pourrait continuer. Les ressources de la Faculté ne devraient pas non plus être sensiblement modifiées, si ce n'est à la hausse.

La recherche en santé animale. La recherche a toujours été l'élément moteur des sociétés qui ont eu l'habileté de la stimuler. La Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal retient environ 90 % de l'effort collectif des Québécois dans la recherche en santé animale. Or, on devrait la voir parmi les leaders universitaires de sa catégorie au Canada. Elle ne disposait tout récemment que d'environ 10 % des ressources financières distribuées pour la recherche aux quatre facultés vétérinaires canadiennes, malgré le fait qu'elle accueille des étudiants de tout le pays et demeure l'unique centre francophone en Amérique, en plus de regrouper la plus grande majorité des spécialistes vétérinaires du Québec. La Faculté est, en fait, le point de mire et le point de chute de toute la francophonie pour les travaux postgradués.

L'exercice de la profession est régi par le Code des professions et la Loi sur les médecins vétérinaires. Le Code des professions du Québec, tout à fait particulier en Amérique du Nord, semble pour l'essentiel donner pleine satisfaction à l'exercice de notre profession. Ici encore, quelle que soit l'option constitutionnelle retenue, il faut conserver le Code des professions et les lois qui en découlent, dont la Loi sur les médecins vétérinaires, puisqu'il s'agit d'une juridiction provinciale qui permet le développement de notre profession et qui préserve la qualité des services.

L'exercice de la médecine vétérinaire se subdivise en un certain nombre de champs d'activité. Nous analyserons l'impact de l'option constitutionnelle proposée sur les plus importants d'entre eux.

En clientèle des animaux de compagnie, la plupart de ces médecins vétérinaires exercent leur art en traitant des animaux de compagnie, des chiens et des chats. Ils constituent approximativement le tiers des effectifs des vétérinaires du Québec. Les normes d'exercice du groupe de praticiens répondent à des critères nords-américains. À priori, il semble peu probable que le choix de l'une ou de l'autre des options constitutionnelles influence de façon tangible la pratique de ce type de médecine vétérinaire. Ce champ d'activité continuera de toute façon à répondre aux mêmes exigences de la clientèle.

Dans la clientèle des grands animaux, ces praticiens regroupent autour de 40 % de la profession et ils oeuvrent essentiellement en milieu rural et en industrie agro-alimentaire, effectuant généralement un travail visant à l'amélioration de la rentabilité des productions animales. Leur action est généralement concentrée autour des productions laitières, bovines, porcines et aviaires. Le Québec possède un cheptel de très haute qualité. C'est l'envie de la plupart des pays du monde et grâce à des programmes qui sont déjà mis en place, notamment celui de l'amélioration de la santé animale et son volet préventif, ainsi que par le contrôle

de l'utilisation des médicaments vétérinaires. S'il apparaît que l'activité propre de ces médecins vétérinaires demeure indépendante de l'option politique choisie par le Québec, elle n'en est pas moins liée à celle de sa clientèle de base. En effet, le maintien de production animale saine et économiquement comparative est lié au statut du Québec.
(14 h 15)

Les préoccupations des médecins vétérinaires du Québec rejoignent ici celles de l'ensemble de la classe agricole, particulièrement en ce qui a trait à sa défense dans les accords comme ceux du libre-échange et surtout ceux du GATT. L'option constitutionnelle retenue devra assurer la défense des meilleurs intérêts des agriculteurs québécois. Actuellement, il existe un risque énorme pour la viabilité de l'agriculture québécoise reliée aux résultats des négociations du GATT où nous sommes représentés par le comité canadien. Le Canada a une production de denrées d'origine animale diversifiée qui diffère de celle des autres provinces de l'Ouest, je m'excuse, c'est le Québec qui a une production qui diffère des autres provinces, notamment celles de l'Ouest en particulier, et qui a dû défendre ses intérêts lors des dernières négociations du GATT. Les activités des vétérinaires très bien organisées au Québec risqueraient d'y être sacrifiées.

Les médecins vétérinaires en santé publique. Ici encore nous retrouvons un fort contingent des médecins vétérinaires exerçant au Québec. La plupart oeuvrent au sein de la fonction publique fédérale et québécoise, veillant à l'application des lois fédérales et québécoises sur la santé animale et l'inspection des produits carnés. Sans nécessairement établir un idéal, ce partage des responsabilités a su engendrer des résultats positifs qui assurent aux Canadiens un approvisionnement en aliments sains et une solide réputation internationale dans la qualité sanitaire de ses productions animales, dont les aménagements constitutionnels de demain devront tenir compte. Le chevauchement des juridictions et les imprécisions législatives gagneront à être éliminés quelle que soit l'option constitutionnelle retenue tout en assurant que les services actuels continuent à être rendus avec au moins la même efficacité. On fait allusion ici à l'inspection des aliments, au contrôle des exportations et des importations et au contrôle des maladies infectieuses. Toujours dans le cadre législatif, mais recoupant tous les champs d'activité des médecins vétérinaires, la protection du public se trouve également améliorée si une meilleure cohésion entre les législations québécoises et fédérales sur l'usage des médicaments vétérinaires est apportée.

En conclusion, la Corporation professionnelle des médecins vétérinaires du Québec ne fait pas de recommandation particulière sur l'option constitutionnelle qui s'offre au Québec de demain. Cependant la Corporation recommande

que la Commission considère, parmi les éléments qui orienteront son choix, le maintien d'un monde rural viable socialement et économiquement et qui doit constituer une priorité. La Corporation demande également que la cohérence et l'intégration des législations actuelles fédérales et québécoises sur la santé animale, particulièrement au sujet des médicaments vétérinaires, fassent l'objet d'un examen particulier. Soulignons que les ressources humaines et financières consacrées actuellement à la santé animale au Québec par les deux gouvernements devront continuer à l'être dans le futur puisqu'il est important de conserver la qualité des produits d'élevage qui fait l'orgueil de l'agriculture québécoise.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, Dr Desrosiers. Nous allons maintenant passer à la période des questions. La première période de questions, puisqu'il s'agit d'une présentation d'une heure, sera de 25 minutes pour l'ensemble des membres inscrits qui disposent chacun d'un maximum de 5 minutes. Ensuite nous passerons au parti qui forme le gouvernement qui, lui, disposera d'une période de 10 minutes, et ensuite au parti qui forme l'Opposition officielle qui, lui aussi, disposera de 10 minutes. Je commence d'abord avec M. Jacques Proulx qui sera suivi de M. Jean-Pierre Hogue.

M. Proulx: Merci, M. le Président. Alors, j'imagine que vous me donnez la parole parce que c'est dans mon domaine.

Le Président (M. Michel Bélanger): On a pensé que vous connaissiez ça un peu, M. Proulx.

M. Proulx: Je vais essayer de ne pas vous décevoir. J'aurais trois ou quatre questions. Ma première irait au Dr Roy, possiblement à cause de l'école de médecine vétérinaire. Vous dites, dans votre mémoire, et on en a parlé à plusieurs occasions aussi, que premièrement c'est la seule école de médecine vétérinaire francophone dans les deux Amériques – je pense que déjà c'est tout un exploit – que vous retirez 10 %, en fait, des aides qui viennent du gouvernement fédéral. Je ne sais pas si j'ai bien lu, mais en tout cas des aides qui viennent. Moi, j'aimerais savoir de vous: Est-ce que vous considérez ça équitable ou s'il y a vraiment une distorsion importante à ce niveau-là?

M. Roy (Raymond): M. le Président, je pense que le point soulevé par M. Proulx est tout à fait intéressant, d'autant plus que c'est un point qui a fait l'objet de négociations, d'études et de revendications de la part de la faculté au cours des dernières années, notamment au cours des cinq dernières années. Et les chiffres qui sont cités là sont des chiffres qui ont paru dans différents documents voilà trois ou quatre

années. Depuis lors, suite à l'appui qu'on a reçu de l'ensemble de la communauté agricole, et évidemment des gouvernements, et du gouvernement provincial en particulier, les choses se sont améliorées. On peut penser qu'actuellement on vise les 20 % comme part des sommes allouées pour la recherche qui viennent se concrétiser sous la forme de projets de recherche à la faculté de médecine vétérinaire.

M. Proulx: La deuxième question c'est que tout le monde sait que l'agriculture et l'immigration sont à peu près les deux seuls domaines, en fait, dans la Constitution où c'est à responsabilité partagée entre les deux gouvernements. Mais ça a quand même emmené les problèmes que vous soulevez pour une partie, particulièrement au niveau de toute la question du chevauchement sur la santé animale, l'inspection des aliments, et différentes autres facettes. Pensez-vous que... Premièrement, on ne peut pas continuer dans ce sens-là. Quelle est la meilleure solution pour justement permettre que dans l'avenir – parce qu'on sait que le Québec, dans la plupart de ces domaines-là et en particulier ceux-là – s'est donné des normes beaucoup plus exigeantes, si on veut, et beaucoup plus, au niveau de l'inspection, au niveau de la qualité, d'ailleurs c'est reconnu mondialement. Devant tout le bouleversement qui se produit à l'heure actuelle, à commencer par le traité de libre-échange jusqu'aux ententes qui se prendront fort probablement au niveau du GATT, on sait qu'au niveau mondial on va être obligés d'harmoniser un certain nombre, pour ne pas dire un grand nombre de règles justement déjà établies.

Qu'est-ce qu'on vit à l'heure actuelle dans le libre-échange? Le Québec risque fort d'être perdant à ce niveau-là, en ce sens d'être obligé de diminuer ses exigences pour répondre à ces ententes-là au niveau bipartite. Est-ce que, selon vous, ça peut nous causer des problèmes au niveau du développement futur de l'agriculture et de l'agro-alimentaire? Deuxièmement, est-ce que... Dans un statut quelconque dans l'avenir, lequel des deux partis serait le mieux placé pour administrer ou être seul justement à définir, à déterminer les politiques futures autour de ça?

M. Roy: La question est très importante, d'autant plus que le Québec s'est donné, au cours des dernières années, des outils très importants pour que son cheptel en soit un des plus propres, si vous permettez l'expression, au point de vue de sa qualité sanitaire. Le Québec dispose notamment de règlements et de lois concernant l'utilisation des médicaments vétérinaires et un programme unique au monde en ce qui concerne les soins donnés aux animaux de la ferme. C'est une assurance-santé animale, mais à laquelle les agriculteurs participent évidemment.

Donc, avec ces outils-là, nous sommes très jaloux de la qualité sanitaire de nos troupeaux

et, dans le cadre de ces négociations-là, je pense qu'il est important de préserver cette option qu'on a prise dans le passé parce que, vous savez, le cheptel québécois n'est pas très grand et, du point de vue nombre, c'est assez difficile de concurrencer à cause des conditions économiques et aussi des conditions sociales qui, souvent, augmentent les prix. Donc, on doit compétitionner au niveau de la qualité des produits qu'on met sur le marché et des pays comme le Japon ont très bien compris cela.

Par conséquent, dans les négociations constitutionnelles et toutes les autres avenues, il faudra donc faire en sorte qu'on puisse préserver ces atouts-là qui ont été développés, j'en conviens, dans le cadre actuel avec des législations qui ont finalement été développées suite à la participation des Québécois et des Canadiens.

M. Proulx: Alors, est-ce que j'en déduirais que l'harmonisation des politiques au niveau de l'inspection...

Le Président (M. Michel Bélanger): Les cinq minutes sont finies, mais, comme c'est votre sujet particulier, je vous laisserais aller volontiers pour un autre petit bout. Je n'ai pas une liste énorme de questions. Si les membres sont d'accord, je laisse continuer M. Proulx. Ils sont d'accord. Allez-y.

M. Proulx: Merci, M. le Président. Est-ce que j'en déduis que l'harmonisation des politiques, dans ces différents domaines très particuliers, serait désavantageuse pour le Québec?

M. Roy: C'est-à-dire que la façon dont le système fonctionne fait en sorte qu'il faut que le Québec soit très présent au niveau des négociations avec les partenaires commerciaux dans le monde pour qu'on puisse garder cette place-là. Actuellement, si je prends l'exemple de l'inspection des aliments, vous avez trois niveaux d'interaction. Le premier niveau concerne les opérations d'inspection elles-mêmes qui sont régies par une division d'Agriculture Canada qui est assez décentralisée et qui est fonctionnelle, donc, qui ne cause pas de problème par rapport à l'application des lois. Il y a, en plus de ça, un organisme de politique et d'application des politiques à la fois nationales et aussi de l'analyse des marchés par rapport aux besoins de nos principaux partenaires. Donc, à ce niveau-là, je pense qu'il y a un point très important, et il faut être présent à ce niveau-là parce que, en fait, si on décide, par exemple, d'éliminer complètement tel ou tel résidu, c'est-à-dire la norme zéro dans le cas de tel résidu, alors, c'est une politique qui peut influencer beaucoup nos marchés. On sait bien ce qui est arrivé dans le domaine du porc et des sulfas.

M. Proulx: Alors, pour garder le haut du

pavé, le Québec se doit d'avoir l'entière responsabilité, c'est-à-dire se donner les moyens pour non seulement avoir l'autorité au niveau bilatéral, mais avoir l'autorité au niveau multilatéral.

M. Desrosiers: En réalité, l'agriculture du Québec a une production qui est axée sur la qualité de ses produits et il doit avoir le contrôle sur ces produits-là pour pouvoir garder la position de choix qu'il a actuellement, autrement, il risque d'être noyé dans le...

M. Proulx: Mais pensez-vous qu'avec le statut actuel il peut garder l'autorité sur ça ou s'il faut qu'il se donne davantage de pouvoirs pour garder, justement, sa notoriété au niveau mondial?

M. Desrosiers: Avec les accords de libre-échange et les accords du GATT, on risque d'avoir des barrières qui ne sont pas monétaires mais plutôt sanitaires en matière de santé animale. À ce moment-là, il est important d'avoir un contrôle accru sur la qualité de nos produits à partir de chez nous.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Proulx, vous avez épuisé votre temps et le mien. Alors, nous passons maintenant à M. Hogue, qui sera suivi de M. Béland.

M. Hogue: Merci, M. le Président. Je ne pourrai pas abuser de votre temps, je suppose.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je n'en ai plus à donner.

M. Hogue: On donne ce qu'on peut. M. Desrosiers, vous avez un beau mémoire, bien présenté, court mais bien fait, très bien fait. Je reviendrais à la question que M. Proulx a soulevée tout à l'heure concernant le point 2 et la recherche en santé animale, où, dans votre présentation, vous avez dit: Tout récemment, la réponse nous est venue, le passage de 10 % à 20 %. Mais dans ce paragraphe vous nous dites que c'est 10 %, donc c'est 20 % des ressources financières maintenant qui sont distribuées à la recherche aux quatre facultés universitaires canadiennes. Est-ce que vous diriez que ces 20 % proviendraient du fédéral, d'Ottawa?

M. Desrosiers: Oui. Merci de me donner la chance de préciser un point. Le souci d'exactitude nous a forcés à faire des recherches de dernière minute. Les chiffres que nous avions mentionnés dans le document dataient de 1985. Un document qui originait du gouvernement du Québec.

Le gouvernement canadien donne des subventions, qu'on pourrait vous donner ici. Le Dr Roy les a sorties pour nous aujourd'hui. Dans les universités, à Guelph, le gouvernement

canadien donne des subventions de l'ordre de 1 800 000 \$, à l'Université de Montréal, de 1 000 000 \$, en Saskatchewan, de 800 000 \$ et dans les provinces de l'Atlantique, de 800 000 \$.

(14 h 30)

M. Hogue: Merci beaucoup. Ça nous permet et ça vous permet surtout de pouvoir mettre de l'avant un point important: la qualité de la recherche, l'importance des subventions et le fait que vous êtes reconnus internationalement et nécessairement, sur le plan canadien. Donc, il faut que vous soyez bien traités, à la mesure de votre valeur. Alors, si c'était 1 000 000 \$, il faudrait que ce soit bientôt plus élevé que ça.

Ça m'amène à la page 4, par contre. À la page 4, vous semblez dire, comme d'ailleurs un intervenant ce matin qui vous a précédé, M. Dupuy, que la synergie de deux cultures et de deux formations différentes apportait un résultat positif certain dans le processus pédagogique, dans le processus de formation des vétérinaires. Vous dites, finalement, à la page 4, que des aménagements différents entre les paliers permettraient d'être plus cohérents et d'augmenter l'excellence de la profession. Vous restez logiques, professionnels. Vous gardez un ton élevé, le ton qui vous convient et ça détonne avantageusement avec la présentation de celui qui précédait M. Dupuy qui, à la lecture de son document, nous montrait vraiment le peu de sérieux du document du NPD. Mais je ne veux pas faire de politique, je veux seulement valoriser votre présentation en la comparant. Alors vous répondriez à ça: cette notion de synergie et d'échange et d'apport dans... non pas du mixing, non pas du mélange de culture, mais de la synergie que l'école de médecine vétérinaire peut apporter sur le plan national comme sur le plan international.

Le Président (M. Michel Bélanger): Le temps est presque expiré, mais voulez-vous répondre le plus correctement et le plus succinctement possible?

M. Desrosiers: L'école de médecine vétérinaire de Saint-Hyacinthe est la seule, le leader de la francophonie dans l'enseignement de la médecine vétérinaire. J'oserais dire, sans fausse modestie, que c'est la meilleure en français dans le monde et qu'elle procède de la technologie américaine, le grand leader en technologie et le summum du modernisme. C'est d'ailleurs pour ça que la Faculté et que l'Université veulent faire accréditer leur école par l'American Veterinarian Medical Association. Donc, oui effectivement il y a une synergie là-dedans qui profite à toute la francophonie et qui donne à l'Université de Montréal une responsabilité particulière en matière d'enseignement, puisqu'elle est aussi le porte-parole d'une culture bien particulière, celle dont vous parlez qui vit en français en terre d'Amérique.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Béland, qui sera suivi de M. Beaudry.

M. Béland: Merci, M. le Président. Le Dr Desrosiers, à l'exemple de beaucoup d'autres intervenants qui sont venus témoigner devant cette Commission, fait référence à des exemples de chevauchement, d'incohérence. On a vu ça dans plusieurs autres domaines. Je vous demandais: Si vous aviez à faire un choix – parce quand il y a du chevauchement, c'est qu'il y a double juridiction ou plus de deux juridictions – à quel palier, à votre avis pourrait-on assurer les services que vous recherchez avec le plus d'efficacité, puisqu'il faut en choisir un si on ne veut pas qu'il y ait double juridiction? Mais dans le même souffle, je suis étonné que vous posiez cette question-là dans votre mémoire, quand, dans le paragraphe précédent, vous dites, et ça j'aimerais que vous m'expliquiez: "Actuellement, nous acceptons des risques énormes – énormes, c'est un gros mots, ça – au niveau de l'agriculture en nous fiant au gouvernement fédéral." En essayant de joindre les deux paragraphes, j'aimerais que vous me donniez des explications.

M. Desrosiers: Oui. Je vais commencer par le premier volet que vous avez soulevé qui parle de chevauchement. Un exemple, en particulier, que nous avons à l'esprit, c'est le contrôle des médicaments vétérinaires. La loi provinciale nous permet de contrôler les médicaments vétérinaires et d'exiger qu'ils soient utilisés suivant une prescription. Pratiquement, pour nous, ça veut dire que, lorsqu'on prescrit un produit, on s'en rend jusqu'à un certain point responsable, tout au moins de donner les indications nécessaires à son utilisation. Ça a pour effet de diminuer les résidus, etc. pour le consommateur. Or, les lois ne sont pas pareilles partout dans le Canada. À vrai dire, le Québec est chef de file à ce niveau-là et le commerce interprovincial fait qu'on peut avoir accès à des sources de médicaments qui devraient normalement être prescrits en ne respectant pas les frontières provinciales. Et c'est là qu'il y a, pour le moins, un problème d'harmonisation et de chevauchement de juridictions puisque, à l'extérieur du Québec, dans le reste du Canada, des réglementations moins rigoureuses émanent du gouvernement fédéral.

M. Béland: Vous réglez ça comment?

M. Desrosiers: J'aurais tendance à avoir une préférence pour une réglementation qui donne le plein pouvoir à notre réglementation, puisqu'elle est plus sécuritaire et plus rigoureuse. Maintenant, il n'entrerait pas dans notre esprit de faire, parmi nos membres, un choix constitutionnel, mais d'éclairer la Commission sur ce qui pourrait arriver advenant un choix que les uns qualifieront d'heureux et les autres de catastro-

phique. Dans cette matière-là, je dis: Ces juridictions peuvent être exercées facilement par le Québec, puisqu'elles le sont actuellement et que les inconvénients qu'on y retrouve, en matière de commerce interprovincial, se trouvent par un déficit d'agencement, d'harmonisation des législations. Par rapport au risque du GATT, mon collègue, le Dr Bouvier, a étudié la question et peut vous donner des renseignements supplémentaires sur ce qu'on appelle le risque.

M. Bouvier (Marcel): La phrase à laquelle vous faites référence, naturellement, en page 4, englobait les intervenants au niveau de l'agriculture. C'est bien entendu que nous épousons la cause des producteurs agricoles du Québec en ce qui concerne les implications au niveau des négociations du GATT. Le sens de cette phrase-là se voulait, naturellement, au niveau de l'ensemble des négociations, où on sait très bien que le gouvernement canadien doit tenir compte de l'ensemble du territoire canadien dans ces négociations. Au niveau des différents points à négocier, la peur que nous avions ou, disons, l'appréhension que nous partagions et que nous partageons d'ailleurs encore avec les agriculteurs, était que le type d'agriculture dont s'est doté le Québec puisse être sacrifié, disons, aux dépens d'autres productions, en particulier les productions céréalières de l'Ouest, à cause des différents intérêts, où les agriculteurs de l'Ouest ont plus besoin des marchés d'exportation, alors que, au Québec, on ne les utilise que très peu.

M. Béland: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. M. Béland m'a volé ma question, ha, ha, ha! J'en venais exactement au même point.

M. Béland: Je vais lui donner la réponse.

M. Desrosiers: C'est la même réponse, monsieur.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Beaudry: Cependant, j'aimerais ajouter une chose. Est-ce que vous n'avez pas été sécurisés dans les faits, puisque vous posez ce problème-là dans votre mémoire: Actuellement, nous acceptons des risques énormes. Vous avez répondu à la question de M. Béland et, pourtant, vous ne prenez pas position, dans le mémoire. Si vous ne prenez pas position, soit pour un Québec souverain ou un fédéralisme renouvelé, est-ce que, dans les faits, vous n'êtes pas sécurisés au niveau de ces risques que vous aviez anticipés – du traité de libre-échange, du GATT – et

que finalement, si vous vous retrouviez avec deux juridictions, une fédérale et une provinciale, avec des systèmes qui pourraient être améliorés, naturellement, vous vous sentiriez davantage sécurisés dans vos droits, et ce serait peut-être un régime qui vous serait préférable à vous, plutôt qu'un Québec souverain?

M. Desrosiers: La question nous a été posée tout à l'heure de la même façon, et je vais essayer de l'évincer avec autant d'habileté que tantôt. Nos membres vont être... D'après ce que je peux prévoir, assez rapidement les gens aimeraient ça être consultés par un référendum sur l'avenir politique de leur pays, du Québec. À partir de là, il appartient... Le but de notre mémoire, le but que nous visons dans notre mémoire est de donner l'éclairage de ce qui pourrait être fait. Et effectivement, si nous étions à une table de négociations du GATT, il est probable qu'on serait en mesure de défendre mieux nos intérêts que dans l'état actuel. Ce sont les deux extrêmes qui sont regardés dans le mémoire, et c'est pour ça que je dis, non je ne dirai pas ma préférence personnelle vu que je ne me sens pas moralement autorisé à dire: Je veux pour la raison x, y ou z la souveraineté, la souveraineté un peu renouvelée, beaucoup, passionnément ou avec sobriété.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Campeau vous aviez une question.

M. Campeau: Vous avez dit tout à l'heure que la Faculté de médecine vétérinaire de Montréal était une des meilleures, alors vous avez un peu éveillé ma fierté québécoise. Comment vous classez-vous au Canada, et puis après ça comment vous classez-vous en Amérique du Nord?

M. Desrosiers: Il y a 32 facultés de médecine vétérinaire en Amérique du Nord qui sont accréditées par l'AVMA, l'American Veterinary Medical Association, et ça devient le standard américain. Par rapport au Canada et aux autres facultés, les standards sont les mêmes pour tout le monde, et bien sûr il y a des secteurs d'excellence dans les unes qui n'apparaissent pas dans les autres.

Le point que je voulais faire ressortir c'était que, dans la francophonie, c'était la faculté qui ressortait avec les meilleurs standards vérifiés internationalement, puisque le standard en Europe, en Afrique et partout dans le monde, est le standard américain auquel les gens visent et tentent à aspirer.

M. Campeau: Dois-je en conclure que vous êtes 32e en Amérique du Nord?

M. Desrosiers: Non, loin de là. Mais ce n'est pas un concours dans lequel chacune des

facultés se range avec un rang per centile. Mais c'est un club élitiste auquel nous sommes fiers d'appartenir et qui place la faculté, qui oblige la faculté à jouer un rôle de tête de pont de la francophonie en Amérique.

M. Campeau: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Nicolet.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. Ces messieurs ont déjà envahi le territoire que je voulais questionner. Pour revenir sur la problématique qui a déjà été abordée, à savoir le chevauchement de juridictions entre les lois fédérales et les lois québécoises, est-ce que vous avez, dans le cadre du contexte juridique actuel, entrepris ou essayé d'obtenir des clarifications, et un retrait progressif de la présence fédérale dans la juridiction qui vous concerne?

M. Desrosiers: Régulièrement oui. Les associations de vétérinaires des différentes provinces se réunissent annuellement autour d'une table de concertation. Et nous avons essayé d'harmoniser ces choses-là. Mais, évidemment, ça ne fait pas l'affaire de tout le monde de la même façon. Par exemple, les petites provinces ont avantage à être sous la coupole d'une réglementation fédérale, tandis que le Québec n'a pas ce même avantage là. Si bien que nos représentations sont reçues avec plus ou moins de bonheur à ce niveau-là. Et les provinces, les petites, les provinces maritimes par exemple ont intérêt à avoir une réglementation forte. Les provinces de l'Ouest se regroupent assez facilement autour d'une position qui serait la loi fédérale. Si bien que la barque est difficile à faire bouger.

M. Nicolet: Est-ce que les différences de productions, l'accent qui est mis dans l'Ouest sur les productions céréalières et peut-être bovins de boucherie par opposition à ce qui se fait au Québec, est-ce que ça joue dans cet équilibre de forces?

(14 h 45)

M. Desrosiers: Jusqu'à un certain point, oui. En réalité, ce que nous cherchons à préserver c'est l'originalité des productions québécoises et effectivement ce sont des productions qui sont très très diversifiées ici alors on ne peut pas... et il y a un lien entre les règles du marché ici - notre marché est autosuffisant, ou presque, ici au Québec alors que dans l'Ouest ils comptent énormément sur l'exportation, que ce soit pour les productions céréalières par exemple - alors évidemment si on parle d'équilibre d'un pays on peut avoir tendance à négliger une production diversifiée pour favoriser le marché de l'exportation ou vice et versa mais c'est rarement le vice-versa.

M. Nicolet: Et, à date, est-ce que vous avez trouvé que, dans vos démarches et vos négociations avec le fédéral, le gouvernement du Québec – et là je ne pointe personne du doigt – au cours des 10 ou 15 dernières années, s'est impliqué dans le genre de dossiers assez techniques et spécialisés que vous défendez par opposition peut-être à d'autres dossiers qui retiennent plus l'attention des médias et de l'opinion publique?

M. Desrosiers: Non, à vrai dire je ne peux pas faire le point des négociations au niveau ministériel par rapport à la question que vous me posez si bien que je ne saurais vous dire – à moins qu'un de mes collègues ne soit au courant des démarches ministérielles qui sont faites pour harmoniser cette législation-là – mais, de notre côté, nous l'avons amenée aux tables professionnelles et les demandes que nous avons faites aux différents ministères sont restées lettre morte actuellement.

M. Nicolet: En fait vous êtes tout seuls face à la démocratie tant fédérale que provinciale?

M. Desrosiers: Sans compliquer les choses je dirais que ça ne nous est pas apparu comme étant dans leur liste de priorités, au départ.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise le temps pour ce bloc de questions. Nous passons maintenant aux représentants du parti gouvernemental et M. Messier a les premières questions.

M. Messier: Merci M. le Président. En préambule, j'aimerais au départ remercier les membres du comité directeur d'avoir choisi la Montérégie, particulièrement Saint-Hyacinthe, pour tenir ses auditions et je vous en suis reconnaissant... Oui, je vais approcher ça... Comme député de la capitale agro-alimentaire, comme le Dr Desrosiers en a fait mention, on est reconnus de par nos institutions, nos centres de recherche, nos producteurs et par des associations et des corporations. Je pense que le Dr Desrosiers l'a montré à bon escient à une réponse à M. Campeau que c'est une des seules facultés de médecine vétérinaire de langue française reconnue par des associations d'importance et on a fêté, il n'y a pas tellement longtemps, notre centième anniversaire d'enseignement vétérinaire. Le Dr Roy, qui était jadis doyen de la Faculté, ça nous a permis de faire certains échanges avec les Français, et les Français nous considèrent énormément comme Faculté de médecine vétérinaire, nous avons une très bonne reconnaissance là-bas.

J'aimerais poser des questions aux membres qui sont ici. La première question, qui touche

particulièrement dans votre mémoire... Vous dites dans votre mémoire que l'option constitutionnelle retenue devra assurer la défense des meilleurs intérêts de l'agriculture québécoise. Et je pense que vous en avez juté un petit peu avec M. Proulx tout à l'heure. Mes références à moi sont les quotas et les offices de commercialisation, subventions, assurance-stabilisation, disons l'aspect pointu "quota de lait". Je pense que le Québec a environ 40 % pour cent du quota canadien, quota national, même si on représente 20 % de la population. Dans une redéfinition du Québec, comment voyez-vous ça? Est-ce que vous avez des appréhensions face à ce problème pointu des quotas?

M. Bouvier: Oui évidemment vous me posez une question qui s'adresserait plus, je pense, à l'Union des producteurs agricoles. Néanmoins je dois vous dire que nous pensons que les mécanismes que se sont donnés les producteurs québécois au niveau de la gestion des approvisionnements nous apparaissent essentiels à la viabilité de l'agriculture québécoise. Qu'on parle des quotas de lait, des importations limitées au niveau des volumes et non au niveau des tarifs ou des prix des denrées basés sur le coût de production et non sur le prix international, à notre point de vue, c'est essentiel pour conserver l'agriculture québécoise.

M. Messier: Donc les prérequis de base qu'on a présentement, vous consentez, ou en tout cas vous voulez les maintenir tels quels au niveau des quotas et des offices de commercialisation parce que vous faites une référence dans votre mémoire selon laquelle on devrait garder un statu quo, pas nécessairement un statu quo constitutionnel comme vous le dites dans votre mémoire, mais plus au niveau des négociations avec le GATT. Vous faites aussi une relation avec tout ce qui entoure l'agriculture, pas strictement la culture telle quelle, mais l'agriculture, quand on parle au niveau des animaux, ce peut être les animaux de boucheries, tout ça. Vous voulez garder le statu quo tel quel? Vous vous sentez satisfaits là-dedans?

Une voix: Oui.

M. Bouvier: Effectivement, on veut garder les mêmes acquis.

M. Messier: Les mêmes acquis, parfait.

Une voix: D'accord.

M. Messier: En page 5 de votre mémoire, vous recommandez la cohérence ou l'intégration législative entre le Québec et le Canada sur les lois en santé animale. Quels sont les champs de juridiction du fédéral dans votre secteur bien précis?

M. Desrosiers: On en a touché un tout à l'heure qui était le sujet du contrôle des médicaments.

M. Messier: Oui.

M. Desrosiers: La réglementation, l'inspection des aliments, et il existe actuellement un chevauchement des deux paliers de gouvernement. Il y a aussi au niveau de la réglementation des courses de chevaux un chevauchement de juridictions qui fait que la province est chargée, ou l'office provincial des courses est chargé de l'application de lois fédérales. Il y a des perceptions de fonds reliées à ça dans les hippodromes qui retournent à Ottawa alors que l'application des lois est faite par les provinces impliquées. Techniquement, ce sont des lieux qui auraient avantage à être décentralisés.

M. Messier: Oui, Dr Roy.

M. Roy: Il faut bien comprendre que depuis les 100 dernières années, il y a eu beaucoup d'harmonisation de politiques entre les niveaux de gouvernement, notamment au niveau de la santé animale. Par conséquent, les champs de juridiction peuvent apparaître clairement définis, à des juristes, et d'ailleurs les textes de loi sont assez clairs aussi. Dans l'ensemble, les irritants sont au niveau de l'application des lois où le niveau dans lequel le Québec veut aller par rapport à la qualité de ses produits. Je vous donne un exemple. En 1987, la direction de l'inspection des aliments au gouvernement provincial décidait, par suite d'études, de ne pas laisser entrer au Québec du miel venant d'autres provinces parce qu'il contenait trop de sulfas. La norme zéro était celle que le Québec décidait comme étant la norme minimale, alors que cette réglementation n'existait pas ailleurs qu'au Québec. Dernièrement, les autres provinces et le gouvernement fédéral viennent de l'adopter. Donc, ce sont de petits irritants, à ce niveau-là, qui sont les principaux problèmes.

M. Messier: Peut-être au Dr Desrosiers. Est-ce que vous demandez un rapatriement de ces champs de juridiction fédérale au niveau provincial? Est-ce que ça vous empêche de vivre ou vous sentez-vous relativement bien avec ça? Demandez-vous une redéfinition? Est-ce que vous demandez que ces champs de compétence reviennent au Québec?

M. Desrosiers: Selon ce qui sera retenu comme solution constitutionnelle, nous avons cru de notre devoir de souligner qu'il y avait dans ça des chevauchements de juridictions et qu'il fallait vraiment y faire attention parce que ce sont des endroits où on peut s'accrocher. Mais je réponds exactement la même chose que j'ai répondu tout à l'heure. Si on rapatrie tous les

champs de juridiction exercés par l'un et par l'autre palier de gouvernement, vous me demandez à ce moment-là de me prononcer sur la souveraineté.

M. Messier: Pas nécessairement, je n'irai pas jusque-là, Dr Desrosiers. Vous indiquez dans votre mémoire que l'école de médecine vétérinaire est reconnue par l'AVMA et l'Association canadienne des vétérinaires, que cette reconnaissance est essentielle et même indispensable à vos gradués. À quoi la Commission Bélanger-Campeau devra penser lorsqu'elle va faire son rapport? Qu'est-ce qu'elle doit retenir de ça? Est-ce que ça peut mettre en... Est-ce que la reconnaissance est vraiment essentielle? Lorsqu'il y aura redéfinition – toujours dans l'hypothèse d'une redéfinition – est-ce que vous pensez que vous allez perdre ces accréditations-là? Est-ce que c'est un prérequis de base?

M. Desrosiers: Le moteur de l'accréditation c'est l'association américaine sur laquelle des examinateurs canadiens siègent par courtoisie et par sentiment d'équité, le moteur étant américain. Je ne vois pas du tout de difficulté à ce que le Québec fasse faire son inspection de la même façon, en nommant un membre sur le comité.

M. Messier: O.K.

M. Desrosiers: Donc, ça ne crée pas de problème.

M. Messier: Il y a une relation entre – vous avez parlé de 20 % – les sommes pour la recherche données par le gouvernement fédéral. Je pense qu'il y a un lien étroit entre les sommes versées en recherche et développement, tant du provincial que du fédéral, pour cette reconnaissance. Je pense que vous avez failli la perdre il y a peut-être quatre ou cinq ans. Vous aviez failli perdre cette reconnaissance-là. Le gouvernement du Québec a injecté tout près de 1 000 000 \$ à la Faculté il y a peut-être un an ou deux ans. Ça vous a permis de faire l'acquisition et peut-être d'accentuer votre recherche et développement à la faculté ici, à Saint-Hyacinthe. Ça, ce n'est plus remis en question. Ça va bien à ce niveau-là?

M. Desrosiers: Il est essentiel, enfin, nous croyons essentiel que l'accréditation soit faite et, pour que l'accréditation soit faite, elle doit avoir suffisamment de crédits à tous les niveaux, y inclus en recherche.

Le chiffre que vous suggérez de versements fédéraux dans la recherche au Québec, c'est, à toutes fins utiles, la moitié de ce qu'il y a à Guelph, 1 800 000 \$ à Guelph, 1 100 000 \$ ici.

M. Messier: Ça va pour moi, M. le Prési-

dent. Merci beaucoup.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça épuise presque quelque 25 secondes après le temps. Est-ce que vous avez une autre question du groupe ou... Bon. Pendant le temps qu'on a pris pour se décider, les secondes sont passées. Nous passons maintenant de l'autre côté. C'est M. François Beaulne, je crois, qui a la première question.

M. Beaulne: Merci, M. le Président. Étant donné que les règles de procédure de cette Commission ne fonctionnent pas tout à fait comme une commission parlementaire, j'aimerais prendre 30 secondes pour clarifier une affirmation qui a été faite ce matin par M. Michel Dupuy.

Sur l'heure du midi, j'ai effectué les vérifications nécessaires pour vérifier...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaulne, c'est vrai qu'on ne fonctionne pas tout à fait comme une commission parlementaire, puis ça me permettrait de vous inviter, si, par hasard, c'était possible, à passer directement au sujet.

M. Beaulne: Oui. D'accord. D'accord, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Sans insister, mais en poussant un peu.

M. Beaulne: Sans insister, mais, d'accord, je comprends le message, sauf que, après vérification, il s'avère que le gouvernement fédéral n'a jamais autorisé l'ouverture d'une délégation du Québec à Dakar. Je tenais à confirmer ce point.

Ceci étant dit, je vous remercie de votre mémoire. Vous soulignez de façon très évidente le problème des chevauchements, particulièrement dans le domaine qui vous concerne. Vous avez également indiqué que vous avez des champs d'activité qui sont soit partagés, soit qui relèvent du gouvernement fédéral ou exclusivement du gouvernement du Québec. Je comprends également que vous n'avez pas de mandat en tant que tel ou que vous ne vous sentez pas en tant que tel un mandat de vous prononcer clairement sur les options qui sont offertes au Québec, mais laissez-moi vous poser la question un peu en sens inverse.

Étant donné que vous considérez que vous oeuvrez sur le plan de la formation en médecine vétérinaire qui est une compétence du Québec, de la recherche qui est une compétence partagée, de l'exercice de la profession qui est une compétence du Québec, de l'application des lois et des règlements sur la santé animale et publique qui est une compétence partagée, pouvez-vous nous indiquer si le fait de regrouper toutes ces juridictions sous l'éventail ou sous la juridiction

du gouvernement du Québec, de quelle façon est-ce que ça pourrait améliorer vos activités et régler, en quelque sorte, ou du moins compenser les lacunes qui existent présentement dans le système? Vous avez exposé les problèmes. J'aimerais que vous nous exposiez quels seraient les avantages maintenant de la juridiction unique.

M. Desrosiers: Les avantages de garder la juridiction unique en matière d'exercice de la profession en médecine vétérinaire sont évidentes. C'est une juridiction qui correspond à la formation du médecin vétérinaire et ces lois-là donnent au Québec un système professionnel qui est original en ce qu'il est axé sur la protection du public et, là-dessus, on est très confortables avec ça.

En matière de salubrité et de santé, les programmes de maintien de la santé au niveau de la santé animale et de prévention à la ferme sont exercés par le gouvernement provincial aussi. On doit conserver cette juridiction ici pour la bonne et simple raison que j'ai expliquée tout à l'heure où l'agriculture québécoise est différente des agricultures des autres provinces et que, aussi, on a déjà une longueur d'avance par rapport à la qualité de nos produits. Pourquoi ne pas la garder avec ces programmes-là.

(15 heures)

En matière de salubrité des aliments et d'innocuité des aliments, actuellement, le gouvernement fédéral exerce une juridiction en tout ce qui a trait à l'exportation. C'est exercé ici, au Québec, à partir de programmes établis, et l'inspection des viandes est nécessaire pour l'exportation. Advenant la souveraineté du Québec, il faudrait rapatrier ces pouvoirs-là, mais ce n'est pas pour rapatrier ces pouvoirs-là qu'il faut faire la souveraineté du Québec, mais, advenant la souveraineté du Québec, il faudrait les rapatrier, parce qu'il est nécessaire d'avoir accès aux marchés internationaux. En l'absence de l'élaboration de politiques locales, il faudrait négocier des associations dans ces secteurs-là. En d'autres termes, il est nécessaire que la salubrité des aliments soit faite pour trois raisons: la première, c'est pour protéger le citoyen qui mange les aliments; la deuxième, c'est pour protéger le cheptel, et la troisième, qui intéresse tous les économistes qui sont ici, c'est pour avoir accès aux marchés étrangers.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. D'abord, bienvenue à notre Commission. En fait, je dois vous dire très honnêtement et très simplement que j'ai été un peu étonnée, probablement comme d'autres qui ne l'ont pas dit, de

recevoir tout d'un coup la Corporation des vétérinaires. Je me suis dit: Qu'est-ce qu'ils vont bien pouvoir venir dire à cette Commission? Finalement, je me suis dit que mon étonnement n'avait pas sa place, puisque votre Corporation est bien ancrée dans la société québécoise et qu'à l'image, donc, de la société québécoise, vit les mêmes problèmes que nous vivons à d'autres niveaux. On a vu ce matin des organismes culturels qui sont venus défendre un point de vue qui, à bien des égards, ressemble au vôtre. Dans ce sens-là, comme nous croyons former un peuple distinct, nous avons, j'imagine, développé des outils et des institutions qui nous appartiennent, puis, moi, j'aimerais ça les ramasser. Ça va être plus de l'ordre du commentaire, mon intervention, ramasser un peu ce que vous apportez dans votre mémoire et qui vient essentiellement renforcer ce qu'un bon nombre d'autres groupes sont venus dire devant nous.

D'une part, en recherche et développement, on dit 10 % des ressources financières, alors qu'on est quatre facultés, dites-vous, au Canada. J'imagine qu'on devrait avoir une proportion beaucoup plus importante. Vous dites que votre objectif, c'est 20 %. Code des professions du Québec tout à fait particulier en Amérique du Nord, et je vous cite: "Semble pour l'essentiel donner satisfaction à l'exercice de notre profession", toujours pour marquer la différence. Dans le cas du GATT, nous prenons des risques énormes au niveau de l'agriculture en nous fiant au gouvernement fédéral, et vous dites que nos productions sont différentes, vous l'avez rappelé à mon collègue. Les chevauchements de juridictions et les imprécisions législatives gagneraient à être éliminés, de telle sorte que nous ayons au moins la même efficacité que l'on connaît dans d'autres secteurs où vous exercez. Meilleure cohérence entre les législations québécoise et fédérale sur l'usage des médicaments vétérinaires et, dans ce sens-là, vous êtes à l'image de ce que défendent un bon nombre de groupes qui vivent les embûches, les difficultés et les contradictions du fédéralisme.

Je vais vous poser juste une question, et je sais probablement que vous ne pourrez pas nécessairement y répondre, mais, en même temps, peut-être que ça vous aidera à la poser à vos membres. Comment arrive-t-on à cela dans le cadre actuel et compte tenu des échecs que nous avons vécus jusqu'à maintenant?

M. Desrosiers: Si j'avais voulu répondre à cette question-là, je me serais fait donner un mandat politique par les membres, et, parmi les membres que je représente, certains pensent que ce serait la pire catastrophe que le Québec se sépare et d'autres pensent que ce serait le plus grand bonheur qui puisse arriver à leur peuple que le Québec devienne souverain. Dans cette situation-là, vous me permettez de respecter les uns et les autres et de vous donner les

points sur lesquels, advenant une négociation ou un rapatriement, il faudrait faire attention de ne pas trahir la volonté du peuple québécois.

Mme Marois: Je suis d'accord. Vous aviez bien dit que vous n'aviez pas consulté vos membres et j'ai tout compris ça, sauf que, imaginons que vous ne faites pas de choix quant à l'option mais que vous restez convaincu de ce que vous défendez dans votre mémoire, comment nous, personnes politiques, allons-nous faire en sorte que nous répondions à vos demandes?

M. Desrosiers: Je pense que vous allez faire un référendum bientôt?

Mme Marois: D'accord. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je présume que vous avez terminé les questions, madame?

Mme Marois: Oui. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, ceci épuise notre temps de questions. Je remercie la Corporation professionnelle des médecins vétérinaires de son mémoire et de la présentation qu'elle en a faite. En particulier, le Dr Desrosiers, le Dr Roy et le Dr Bouvier. Je vous invite à quitter rapidement la table, puisque nous avons une succession assez rapide d'intervenants cet après-midi.

J'invite messieurs les membres de l'Association des retraités de l'enseignement (secteur Longueuil) à venir occuper les places à la table... messieurs et mesdames, bien sûr, puisque la liste indique au moins une dame: M. Leclerc, M. Patenaude et Mme Lecavalier.

M. Leclerc, je vous invite à présenter les personnes qui vous accompagnent. Ensuite, puisqu'il s'agit d'une présentation d'une demi-heure, vous avez 5 minutes pour présenter l'essentiel de votre mémoire qui a déjà été communiqué aux membres. Ensuite, il y a aura 5 minutes de questions pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 5 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 10 minutes pour les membres inscrits, à raison de 5 minutes chacun et 5 minutes pour la présidence. Je vous cède la parole, M. Leclerc.

Association des retraités de l'enseignement (secteur Longueuil)

M. Leclerc (Paul-Étienne): M. le Président, mon voisin de droite est M. Jean Patenaude du conseil d'administration des retraités de l'enseignement du Québec.

M. le Président, Mmes et MM. les commis-

saires, merci beaucoup aux deux présidents et aux commissaires de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec d'avoir bien voulu lire ce mémoire écrit fébrilement par des membres de l'Association des retraités de l'enseignement du Québec (secteur de Longueuil). M. le Président, je voudrais lire un résumé et, si c'est possible, après vous avoir donné les têtes de chapitre, vous lire une couple de pages du mémoire.

Depuis les sources de notre histoire, les valeurs traditionnelles se sont transformées et l'identité canadienne française s'est peu à peu renforcée en établissant comme consensus des valeurs de base: la langue française, le droit français et la religion catholique, de même que le développement d'une économie au service des intérêts de la nation. Au XX^e siècle, ces valeurs traditionnelles sont particulièrement mises en cause, sauf la défense de la langue française qui se conjugue avec l'élargissement de la démocratie.

Arrive la Révolution tranquille et l'apparition de valeurs nouvelles, tandis que la réussite économique s'arrime à la société québécoise et à sa culture. Puis, au cours des années 1960-1970, c'est la valorisation de l'action individuelle qui se manifeste dans la vie privée et dans l'ensemble de la vie collective fortement influencée par le nationalisme, le syndicalisme et le féminisme. Il apparaît que la participation des Canadiens français aux grands courants de l'humanité solidifie davantage l'identité nationale. Enfin, naissent de nouvelles prises de conscience en regard de l'environnement, de la qualité de la vie, des rapports entre les hommes et les femmes. Cette consolidation de l'identité nationale fait en sorte que l'autodétermination est un mot à la mode, alors que le gouvernement fédéral centralisateur ne veut rien entendre et intervient dans des domaines réservés aux provinces, affaiblissant le gouvernement du Québec. Et en 1982, le Canada anglais rejette le Québec en dehors de la famille canadienne.

Évidemment, le dilemme des cultures canadiennes françaises pan-canadiennes est toujours présent, dans la mesure où il y a interaction entre la majorité francophone du Québec et la minorité francophone hors Québec. Mais, d'autre part, il est certain que la caractéristique fondamentale du Canada l'emportera toujours sur le caractère distinct d'une des sociétés qui le composent. Le Québec ne peut plus vivre sous la menace aveugle d'une interprétation par les tribunaux d'une loi fondamentale aussi obscure et pleine de contradictions. On vit dans un pays de fous, disait René Lévesque. L'impasse semble donc sans issue. Le Québec, foyer principal de la nation canadienne française, doit donc se doter d'une constitution, une constitution à lui, une constitution propre, une constitution démocratique. Si vous le permettez, M. le Président, je vous lis...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise presque complètement votre temps, mais si vous avez quelques autres éléments à ajouter, veuillez le faire brièvement.

M. Leclerc: M. le Président, comme vous dites, je conclurai presque. Pour nous, M. le Président, ce qu'il importe de faire, immédiatement après les travaux de la Commission, c'est: premièrement, une déclaration de souveraineté par le gouvernement du Québec; deuxièmement, un vote de l'ensemble des citoyens du Québec pour approuver ou rejeter la mesure proposée; et, troisièmement, l'élaboration ou la complétion d'une constitution temporaire. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Leclerc. Nous passons maintenant aux questions, et nous commençons avec le groupe de questions du parti qui forme le gouvernement. M. Michel Charbonneau a la première question.

M. Charbonneau (Saint-Jean): Merci, M. le Président. Dans un premier temps, j'aimerais tout d'abord vous remercier, M. Leclerc, vous et votre équipe, pour la présentation de ce mémoire aujourd'hui. Évidemment, le groupe que vous représentez a joué une importance extrêmement grande dans l'évolution du Québec, et je vous en suis très reconnaissant, d'ailleurs. Vous me permettez de revenir à la page 9 de votre mémoire, où vous mentionnez que la Constitution canadienne est une véritable chape de plomb législative qui ne convient plus au développement sain et normal du peuple québécois; vous ajoutez également qu'elle bloque le dynamisme du Québec. J'aimerais vous entendre sur ce sujet. Est-ce à croire, à ce moment-là, que le Québec n'a pu ou n'a pas évolué à l'intérieur de la Constitution actuelle de la façon, évidemment, que vous aimeriez?

M. Leclerc: M. le Président, je pense bien qu'il serait difficile d'expliquer que depuis 1867 le Québec n'a pas évolué. Je pense bien qu'il y a eu une certaine évolution, pas mal d'évolution. Je me sens passablement incapable de faire le tour de la question dans quelques minutes, ici. En tout cas, je sais qu'on perd beaucoup de temps et d'énergie à des discussions stériles avec le fédéral depuis pas mal d'années. Évidemment, c'est difficile à évaluer, le temps que nos gouvernements ont perdu dans des discussions inutiles.
(15 h 15)

J'aimerais vous citer ici une parole de Sir John A. MacDonald, qui écrivait à un de ses amis en 1865... Je ne sais pas si ça répond un peu à la question, si ça colle un peu à la question, en tout cas. "Si la confédération est acceptée," dit l'ancien premier ministre, "vous verrez probablement de votre vivant les parlements locaux être

absorbés par le pouvoir central. C'est aussi clair pour moi que si c'était déjà réalisé, même s'il n'est pas question évidemment que ce point de vue soit soulevé dans les discussions avec le Bas-Canada." Et ce que je viens de vous citer est tiré du rapport de Me Pierre Patenaude à la Commission de la folklorisation graduelle du Québec dans le cadre du fédéralisme canadien.

Enfin, je ne veux pas répéter ce que j'ai dit tout à l'heure, pour moi le Québec a été bloqué dans différents domaines.

M. Charbonneau (Saint-Jean): O.K. Vu que nous n'avons quand même pas beaucoup de temps, M. Leclerc, j'aimerais également que vous nous fassiez part de votre vision sur la consultation publique dont vous avez parlé tantôt. Chez vous, avec votre groupe, vous voyez ça comment, de quelle façon? Vous avez, tantôt, à la fin de votre exposé, mentionné qu'il y aurait une consultation publique. Vous voyez ça de quelle façon? D'ailleurs vous en faites état à la page 12 de votre mémoire.

M. Leclerc: Oui, enfin, c'est un référendum pour moi. Je ne suis pas technicien des référendums, mais, moi, c'est un référendum comme au niveau de tous les citoyens du Québec, comme on a déjà eu en 1980. Pour moi c'est ce genre-là. Je ne sais pas quoi vous dire de plus exact.

M. Charbonneau (Saint-Jean): C'est ce que je voulais savoir de vous.

Le Président (M. Michel Bélanger): Et ceci épulse votre temps M. Charbonneau, vos cinq minutes. Nous passons maintenant à un autre groupe de questions du parti qui forme l'Opposition officielle. Mme Vermette, je crois, a la première question.

Mme Vermette: Merci, bienvenue à cette Commission parlementaire. Votre mémoire est tout à fait agréable à lire, parce que vous soulevez des points importants de notre histoire qu'on oublie malheureusement trop souvent. Et vous nous mettez devant une situation de fait. Et cette situation de fait c'est que nous avons tous les éléments essentiels pour avoir une identité. Nous avons de la difficulté à la définir cette identité à cause de certaines alliances qui existent à l'heure actuelle avec le fédéralisme. Et vous remettez en cause, et ce que vous voulez c'est que tout se passe de la façon la plus sereine possible, mais par contre qu'on maintienne cette identité culturelle qui nous est propre, puisque nous avons tout ce qui faut pour le faire.

J'aimerais savoir, selon votre association qui a 12 000 membres à travers l'ensemble du Québec - alors c'est tout de même une association très représentative... Et de votre association, vous nous dites dans votre mémoire que le

Québec doit se donner démocratiquement les moyens politiques de compléter les pouvoirs véritablement nationaux qui lui manquent.

Est-ce que vous pourriez élaborer sur les moyens politiques que vous privilégiez premièrement. Et deuxièmement quels seraient les pouvoirs nationaux à rapatrier?

M. Leclerc: Mme Vermette, M. le Président, je ne représente pas vraiment, je n'ai pas la prétention de représenter les membres des retraités de l'enseignement du Québec. Enfin, comme j'ai dit tout à l'heure, notre mémoire a été composé d'une façon fébrile. Je ne voudrais pas me vanter que tout le monde est venu me dire en comité ce qu'il avait à dire. Je viens ici bien humblement. Et vous me demandez de dire les moyens que le Québec devrait prendre pour obtenir les pouvoirs dont il a besoin. Pour moi, le gouvernement du Québec devrait avoir tous les pouvoirs, devrait être capable de décider. Pour moi, dans un Québec souverain, le gouvernement a tous les pouvoirs. J'imagine que dans des discussions avec Ottawa, il pourrait y avoir peut-être une monnaie commune, enfin des choses qui resteraient communes. Je ne suis pas, nous n'avons pas eu une réflexion très, très longue là-dessus.

Mme Vermette: C'est parce que je me base sur la page 10 de votre mémoire, si vous pouvez regarder là-dessus, je voulais savoir si pour vous, en fait, puisque vous avez écrit là-dessus... Vous parlez de décider de sa politique internationale, de confier à ses propres juges l'interprétation de ce qui relève du droit civil et du droit criminel, du droit constitutionnel: est-ce que ça fait partie, quant à vous, des moyens politiques que nous devrions privilégier en fait sur le plan politique?

M. Leclerc: Bien sûr, il n'y aurait plus de Cour suprême, enfin la Cour suprême serait au Québec. Ce n'est pas la Cour suprême d'Ottawa qui déciderait. Est-ce que vous avez autre chose à ajouter?

Mme Vermette: Peut-être que M. Patenaude aurait quelque chose à ajouter?

M. Patenaude (Jean): Ce qu'on veut en fait, c'est purement et simplement s'occuper de nos affaires. Là on est pris... on parlait de chape de plomb tantôt, bien oui, on fait partie du Canada sans en faire partie. On paie les taxes, mais on n'en fait pas partie. On est en dehors de la maison. Le monde ne veut pas de nous. Bien qu'est-ce qu'on fait? Là, c'est à nous de décider, c'est à notre tour à dire: Ecoute un peu. On s'assoit et qu'est-ce qu'on fait tout le monde ensemble? Là, vous avez une Commission qui reçoit les avis de tout le monde. Nous autres, on vous donne notre avis. Quand on est à la

retraite, on n'a plus les préoccupations d'une vie de travail à faire, on s'assoit, on regarde et on dit: Qu'est-ce qui se passe? Qu'est-ce qui se fait? Comment est-ce que ça s'arrime? La peur ça ne joue plus, ça ne joue plus. On regarde ça et on dit: Les gens d'affaires nous disent qu'un Québec indépendant serait viable. C'est déjà beaucoup. Nous n'avons pas, pour préparer ce document-là, consulté tous nos membres, comme d'ailleurs les caisses populaires ne sont pas allées consulter tous leurs membres, c'est bien sûr...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Patenaude, ceci épuise le temps pour ce groupe de questions. Vous pourrez enchaîner à l'occasion de d'autres questions. C'est maintenant l'ensemble des membres qui passent et le premier en lice est M. Jean-Claude Beaumier. M. Beaumier?

M. Beaumier: Merci, M. le Président. Malheureusement il y a quelqu'un avant moi qui a posé la première question. Je passerai rapidement à la deuxième et c'était peut-être un petit peu une boutade, M. le Président. C'est qu'à la dernière page de votre mémoire, vous dites: Une loi d'une telle importance doit être proposée à l'approbation directe du peuple qui, dans toute république, détient le pouvoir suprême par l'exercice de son droit de vote. Je voulais vous demander: Est-ce que par cette phrase vous en avez fait une comparaison ou c'est le régime politique que vous souhaiteriez pour la constitution que vous souhaitez?

M. Leclerc: M. le Président, je comprends assez mal la question. Je m'excuse.

M. Beaumier: Ha, ha, ha! Je répète. Ha, ha, ha! Pourtant on est dans le même club, je suis un retraité de l'éducation. Ha, ha, ha! Vous dites à la toute fin, avant votre conclusion, vous dites: Une loi d'une telle importance doit être proposée à l'approbation directe du peuple qui, dans toute république, détient le pouvoir suprême par l'exercice de son droit de vote. Moi je veux demander: Est-ce que le mot "république" que vous employez là, est-ce que c'est tout simplement par mesure de comparaison ou c'est le régime politique que vous souhaitez voir pour que...

M. Leclerc: Oui, oui, c'est une comparaison...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça va M. Beaumier?

M. Beaumier: Ça va.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Lorraine Pagé?

Mme Pagé: Oui...

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Pagé sera suivie de M. Libman.

Mme Pagé: ...on entend souvent dire que les personnes qui travaillent en éducation préparent l'avenir. Je crois que vous venez illustrer que c'est le cas même quand elles sont à la retraite et je trouve ça intéressant que nous recevions aujourd'hui un groupe de retraités, parce que je crois que le choix que nous avons à faire comme société devra être un choix porté par toutes les catégories d'âge au sein de la société québécoise.

J'ai beaucoup apprécié dans votre mémoire le survol des valeurs, de l'évolution des valeurs dans la société québécoise parce que je trouve que vous posez sur cette évolution un regard qui est très serein, qui n'est pas du tout nostalgique et qui est rempli d'espoir pour l'avenir et je trouve ça très intéressant. J'aurais une question à vous poser. À la page... vers la fin de votre mémoire vous parlez de la constitution qui doit être votée par le Parlement québécois et ratifiée par référendum populaire; c'est une démarche qui est communément suivie par des pays en termes de ratification d'une constitution, mais je voudrais savoir si vous vous êtes arrêté un peu à la façon dont la constitution devrait être élaborée. Est-ce que vous la voyez élaborée simplement par le Parlement? Est-ce que vous avez plutôt envisagé la possibilité d'une commission formée par le Parlement, qui serait une commission élargie, ayant le mandat de travailler sur la préparation de la constitution? Est-ce que vous avez pensé à une assemblée élue spécialement pour préparer cette constitution, en faire la rédaction? J'aimerais avoir votre point de vue sur cet élément-là.

M. Leclerc: Moi, j'avais pensé plutôt à une commission, genre cette commission-ci, peut-être bien.

Mme Pagé: Donc une commission à caractère élargi, formée à la fois de parlementaires et de non-parlementaires, et qui se verrait confier par le Parlement le mandat de préparer une constitution qui, elle, serait soumise à la population par référendum.

M. Leclerc: Représentative du peuple; qui serait un document de travail.

Mme Pagé: Parfait.

M. Leclerc: Mais il me semble qu'on a déjà une partie de constitution, quand même. On pourrait la compléter, enlever ce qui n'est pas bon, ce qui n'est plus bon, et ajouter ce qui nous convient pour remplacer ce qui n'est pas bon.

Mme Pagé: Parfait, merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Libman, qui sera suivi de M. Turgeon, qui sera le dernier intervenant pour ce groupe. M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. À la page 9, vous dites que si Québec "légifère dans des domaines qui sont de sa juridiction exclusive comme elle a fait avec la loi 101, la Charte canadienne des droits et libertés est là pour justifier l'annulation d'une grande partie des lois dont il a besoin pour vivre son caractère distinct. La Constitution du Canada bloque le dynamisme du Québec". Il faut vous rappeler, M. Leclerc, que la Cour supérieure du Québec, la Cour d'appel du Québec, unanimement, en interprétant même la Charte québécoise des droits et libertés, ont trouvé que l'interdiction des autres langues sur les affiches violait la liberté d'expression. Ce n'est pas juste la Cour suprême. Alors, à la lumière de ça, et à la lumière du fait que vous parlez, dans votre mémoire, d'une constitution québécoise à la page 2, sans parler beaucoup de l'importance des 20 % de la population qui représentent les minorités du Québec, je veux savoir si vous seriez favorables à des garanties formelles pour les minorités dans une éventuelle constitution québécoise? Et quand je parle de garanties, je parle des sauvegardes pour l'éducation, les sauvegardes pour les soins de santé et services sociaux et les sauvegardes pour la liberté d'expression. Est-ce que vous seriez favorables à des garanties formelles dans une éventuelle constitution québécoise?

M. Leclerc: Je crois, M. le Président, que nous avons déjà abordé, d'une façon indirecte dans notre mémoire, le droit des minorités. Nous sommes tout à fait favorables à ce que les minorités jouissent des droits respectifs, bien sûr, les anglophones ou les allophones et les autochtones.

M. Libman: Alors, quand vous parlez de ça, vous êtes prêts à reconnaître, dans une constitution québécoise, ces droits ou des garanties ou des sauvegardes pour ces droits des minorités.

M. Leclerc: Les droits aux minorités, bien sûr, M. le Président.

M. Libman: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Turgeon.

M. Turgeon: Oui, bien un petit peu dans la foulée de ce que vous a demandé M. Libman, vous dites, donc, dans votre rapport que dans le

Québec à venir il faudra considérer comme Québécois tous ceux qui habitent le Québec. Je pense que ça va de soi, effectivement, mais que ça implique que la nouvelle culture québécoise devra établir de nouveaux rapports avec les anglophones et les allophones. Je voudrais que vous me disiez ce que serait la nouvelle culture et ce que seraient les nouveaux rapports, par exemple, avec les anglophones, par rapport à ce qu'on vit présentement avec eux, par rapport aux droits qu'ils ont et qu'on respecte déjà.

M. Leclerc: Voudriez-vous me situer dans le...

M. Turgeon: Oui, bien votre rapport page 7.

M. Leclerc: Nouveaux rapports avec les anglophones, enfin...

M. Turgeon: Dernier paragraphe.

M. Leclerc: Oui, évidemment, comme le Québec change beaucoup, qu'on parle souvent avec un sens de rejet des anciennes générations, que la mentalité des Québécois change, bien sûr nos rapports doivent toujours, pour se valoriser, s'accommoder du présent, enfin, se coller à la vie actuelle. C'est sans doute dans ce sens-là qu'on a mentionné des choses comme ça.

M. Turgeon: Vous ne voulez pas dire qu'actuellement, par exemple, on traite mal nos minorités ou les allophones ou...

M. Leclerc: Pas du tout. Pas du tout. Pas du tout.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, il me reste à vous remercier et remercier la section Longueuil de votre Association de la présentation de ce mémoire et vous remercier, MM. Leclerc et Patenaude, d'avoir répondu à nos questions et d'avoir accepté qu'on vous interrompe de temps à autre.

Je vous prie maintenant de...

M. Leclerc: ...votre délicate attention.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous prie maintenant d'évacuer les lieux, malheureusement, rapidement puisque nous avons un programme où ça se succède très vite. Vous serez remplacés par M. Jean-Pierre Charbonneau.

Votre intervention sera d'une durée de 30 minutes. Vous avez 5 minutes pour présenter l'essentiel de votre mémoire et, comme tout à l'heure, les groupes de questions seront de 5 minutes pour chacun des deux partis et de 10 minutes pour le reste du groupe. M. Charbonneau

commence, après ça, ce sera votre tour, oui. M. Charbonneau.

M. Jean-Pierre Charbonneau

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord vous remercier ainsi que tous les membres de la Commission d'avoir accepté de m'entendre à ce retour un peu précipité et prématuré d'Afrique.

D'emblée, je vais vous dire que j'ai préparé, en une nuit cette semaine, un document qui résume, finalement, les textes que je vous avais envoyés en préliminaire, mais, comme le temps nous presse, je vais essayer de résumer les principaux éléments, en espérant que j'aurai suffisamment de temps durant les cinq minutes qui me sont allouées.

Je pense que ce qui est important d'abord, c'est de se rendre compte que, dans le nouveau cadre politique qui est recherché, il y a trois options qui s'offrent à nous. Soyons clairs, il y a d'abord l'union fédérale plus décentralisée, c'est ce qu'on appelle le fédéralisme renouvelé; une confédération véritable, c'est-à-dire la souveraineté-association, et la souveraineté sans maintien de l'union économique canadienne. Les deux premières impliquent le maintien de l'union économique actuelle, c'est-à-dire l'union monétaire, le marché commun, l'union douanière canadienne, et la troisième implique la séparation économique et politique.

L'option un, c'est-à-dire le fédéralisme renouvelé, il faut être clair, n'implique pas de changement de statut politique: le Québec continuera de demeurer une province, un État fédéré soumis à un pouvoir central où les Canadiens anglais sont majoritaires; ils vont l'être de plus en plus. Alors que l'union confédérale, la souveraineté-association, et même la souveraineté sans maintien de l'union économique amènent un véritable changement de statut politique parce que ça implique que le Québec devienne un pays, un État souverain, un pays. Il faut s'entendre sur les mots, comprendre le vocabulaire qu'on utilise et s'en tenir à un vocabulaire uniforme. Je le dis dans mon texte et je ne veux pas m'entendre sur ça - on pourra peut-être y revenir - pour moi, j'écarte le fédéralisme renouvelé pour différentes raisons, dont la plus récente est l'échec du lac Meech. Ça fait 30 ans et plus qu'on tente de renouveler le fédéralisme, qu'on tente de décentraliser les pouvoirs politiques, entre autres vers le Québec, et ça ne fonctionne pas. À mon avis, il est temps d'opter pour un changement majeur, c'est-à-dire opter pour un pays québécois. Mais, entre un pays associé et un pays séparé, ce que les deux options qui impliquent que le Québec devienne un pays suppose, moi, je choisis un pays associé. Comment peut-on transformer, finalement, l'union fédérale canadienne en une union confédérale? Il s'agit, dans le fond, de

transformer le rapport des institutions politiques de cette union fédérale.

Il faut être clair: Qu'est-ce que c'est une confédération? C'est une association d'États souverains. La souveraineté-association de René Lévesque, ce qui était proposé dans son document "Option Québec", ce qui était proposé par le gouvernement Lévesque, en 1980, c'était ça, une véritable confédération, une association de pays. Et la différence fondamentale avec le fédéralisme, c'est que le fédéralisme suppose une association d'États qui ne sont pas souverains, qui ne sont pas représentés aux Nations Unies. Et quand on nous parle de superstructure supranationale, il faut être clair, et qu'on nous propose le modèle politique et économique, mais surtout le modèle politique européen, on nous propose, dans les faits, la souveraineté-association, on nous propose une confédération véritable, une association d'États souverains, de pays. C'est ça qu'on nous propose. Et je pense que, de part et d'autre, les militants politiques qui, au Québec, soit au Parti québécois ou au Parti libéral, utilisent un vocabulaire, il va falloir, à un moment donné, qu'on se comprenne et qu'on utilise le même vocabulaire.

Aujourd'hui, je voyais dans **Le Devoir** que les libéraux du Québec ont un vidéo qu'ils font promener à travers le Québec et ils différencient cinq types d'options constitutionnelles, mais trois de ces options constitutionnelles-là sont la même chose. On parle d'une Confédération véritable, on parle de la souveraineté-association du Parti québécois, et on nous parle du modèle européen. Mais dans les trois cas on parle de la même chose. On parle d'association d'États souverains sur une forme confédérale avec même une union politique. Comment transforme-t-on, finalement, l'union fédérale canadienne en une union confédérale? On le peut de deux façons: on peut se séparer et proclamer l'indépendance et par la suite dire à nos voisins: On veut négocier une nouvelle entente. Mais ce n'est pas la seule façon de faire les choses. On pourrait aussi négocier une nouvelle entente avant la proclamation de la souveraineté avec, au préalable, un mandat clairement obtenu de souveraineté. Et pour ce mandat clair, je pense qu'il y a une seule façon de l'obtenir, c'est par référendum. Mais une fois qu'on a le mandat clair, on peut proposer le maintien de l'union économique canadienne. On peut entreprendre des négociations avant la proclamation effective de l'indépendance. Ce n'est pas exact de dire qu'il n'y a qu'une seule façon de procéder: Faisons l'indépendance et après ça on ira négocier. Si on veut éviter la rupture de l'union, le bris de l'union économique pendant un certain temps, si tout le monde s'entend et qu'il semble y avoir un grand consensus sur le fait qu'il faut maintenir cette union économique pour l'essentiel, alors il faut aussi la maintenir pendant une période où il y aura des négociations.

Le Président (M. Michel Bélanger): Vos cinq minutes seront épuisées mais vous allez pouvoir continuer, bien sûr, en répondant aux questions.

M. Charbonneau (Jean-Pierre): D'accord, M. le Président, c'est ce que je ferai.

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous n'avez guère le choix. Ha, ha, ha! Mais je vous remercie de l'accepter si gentiment.

Alors, nous commençons avec le parti qui forme l'Opposition officielle. M. Chevette a le premier tour de question.

M. Chevette: Merci, M. le Président. D'abord, à M. Charbonneau, bienvenue au Québec. Les conjonctures changent rapidement. Je lis à la page 2 de votre mémoire que le référendum ou le mandat que vous recherchez est non équivoque, c'est un mandat de souveraineté. Pas un mandat de souveraineté-association, pas un mandat de maintien de lien de quelque nature que ce soit, mais un mandat clair sur la souveraineté. Est-ce que j'interprète bien votre texte à la page 2?

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Oui. Il faut que ça soit clair. Quand les gens vont se prononcer, il faut qu'ils sachent que la conséquence de leur choix, c'est qu'à terme le Québec devient un pays. Il n'est pas interdit de penser que dans la question qui serait posée, on puisse faire référence aussi à notre intention de proposer le maintien de l'union économique canadienne. Mais il faut que ça soit clair que le résultat du vote et contrairement à 1980, ce qu'on doit rechercher ce n'est pas un mandat d'aller négocier, c'est un mandat de réaliser. Mais une fois qu'on a le mandat de réaliser, on n'est pas obligé de la proclamer maintenant, immédiatement après, l'indépendance politique, la souveraineté, parce que c'est la même chose. On peut à ce moment-là, parce qu'on crée le rapport de force nécessaire, ce qui nous a manqué au lac Meech et ce qui va toujours nous manquer dans une nouvelle dynamique de négociation constitutionnelle de fédéralisme renouvelé, on va avoir le rapport de force pour dire au Canada anglais: Écoutez, on a le mandat de réaliser la souveraineté, mais on vous propose de maintenir l'union économique canadienne. Peut-on s'asseoir à la table et parler de ça? Et si vous ne voulez pas, on vous le dit tout de suite, de toute façon, on la fait quand même.

M. Chevette: Bon. Vous avez le mandat très clair, 70 % à 72 % du Québec a donné un mandat clair de réalisation de souveraineté, vous vous présentez devant le fédéral et vous lui dites: Je t'offre une association économique mais je ne conditionne pas ma proclamation de souveraineté à une éventuelle entente ou pas.

M. Charbonneau (Jean-Pierre): C'est clair.

Si vous avez voté pour la souveraineté, vous avez voté pour qu'à un moment donné, de toute façon, vous la fassiez. Je pense que ça doit être clair. Il y a un rapport de force qui s'établit. Le message qui est donné au partenaire canadien-anglais ce n'est pas qu'on vous offre une nouvelle association, c'est qu'on en a une à maintenir. C'est ça qu'on veut. Si tous ceux qui sont venus à la Commission ont dit: On veut maintenir une union économique, très bien. Alors, on l'a dit clairement mais on leur dit: La négociation, il faut qu'elle aboutisse. On pourra fixer à ce moment-là un délai et de toute façon, que ça fasse votre affaire ou pas, nous c'est dans cette direction-là qu'on va. Je pense que ça doit être clair.

M. Chevette: On veut maintenir un lien économique mais pas dans n'importe quelles conditions. Un lien économique ou une association ou un traité économique qui nous avantage mutuellement. Pas nécessairement un lien économique à tout prix. Est-ce qu'on se comprend bien?

M. Charbonneau (Jean-Pierre): On se comprend bien, mais il faut qu'on s'entende. La souveraineté... un pays peut négocier des associations de différents types avec n'importe quel pays. Ce dont on parle actuellement, c'est un peu plus que ça. Ce que M. Lévesque proposait, c'est plus que ça. C'est le maintien, de pas n'importe quelle association économique, mais de celle qui existe, d'une union monétaire particulière qui existe, d'une union douanière particulière qui existe et d'un marché commun qui existe. C'est celui-là qu'on veut maintenir. Un traité de libre-échange avec les États-Unis, c'est autre chose.

M. Chevette: Si je suivais votre raisonnement, on a un référendum, on va négocier, on offre la possibilité de maintenir le lien économique, est-ce que vous y voyez des délais? Par exemple, est-ce que ça va durer 10 ans, 15 ans les négociations, style actuel, ou si vous voyez dans le temps des limites à ça? Sinon, on ne pourrait pas nous niaiser pendant encore... Ça a pris trois ans pour Meech et il n'y avait rien dedans.

M. Charbonneau (Jean-Pierre): J'ai dit dans mon mémoire, à la première page, on a deux objectifs à cette Commission et pour l'ensemble du Québec. On doit préciser un nouveau cadre politique, mais on doit aussi préciser la façon de mettre en place ce nouveau cadre dans un délai acceptable. Je pense qu'on a assez perdu de temps, d'énergie et d'argent depuis 30 ans, 40 ans, pour qu'on décide d'aboutir. Des gens qui viennent à cette Commission disent à tout le monde, au gouvernement comme à l'Opposition, comme aux groupes qui sont représentés ici: Il

faut que ça se règle rapidement. Rapidement, ce n'est pas nécessairement trois mois. Ça peut être six mois, ça peut être un an, mais il y a des délais. Écoutez, l'Allemagne, les deux Allemagnes se sont réunifiées en l'espace d'un an. Il y a des choses extraordinaires qui se font sur la scène internationale qui devraient nous inspirer, si on lit un peu et si on suit un peu ce qui se passe ailleurs dans le monde, si on n'est pas uniquement renfermé sur notre situation à nous, ici. Ce qui se passe ailleurs dans le monde, c'est quand on a la volonté de faire aboutir les choses de façon correcte pour les uns et les autres. On se donne aussi des délais pour les faire aboutir relativement rapidement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise le temps pour ce bloc de questions et nous passons au groupe des autres membres. Nous passons à M. Charles-Albert Poissant qui sera suivi de M. Bouchard et de Mme Pagé.

M. Poissant: Merci, M. le Président. J'avais beaucoup de questions à vous poser. Ce que j'aime dans votre mémoire, quand même, vous avez une formulation importante, qui suggère comment y arriver. Ça ne veut pas dire que je suis d'accord avec tout ce qui est inscrit là. Je voudrais faire une petite allusion, tout de même. Quand vous parlez de rapidité – on parle de l'Allemagne, la réunification de l'Allemagne, ça fait deux fois qu'on se fait dire ça – il y a tout à fait une différence fondamentale entre la réunion de deux sœurs ou deux frères de la même famille. J'appelle ça des retrouvailles, et ça ce n'est jamais assez vite... Quand il s'agit de séparation, c'est beaucoup plus lent. Il faut procéder par des choses et là, mon partenaire n'est pas tout à fait toujours d'accord avec ce que je voudrais avoir, alors c'est la rapidité... D'ailleurs, il y a un proverbe qui dit que "la rapidité est une vertu mais qui engendre son vice qui est la hâte". Je pense qu'il faut faire attention. Il va falloir procéder...

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Vous avez bien raison, mais ce dont on parle c'est justement d'éviter la séparation, d'éviter la rupture. L'union économique qu'on veut créer, elle est là. Contrairement à l'Europe qui sont partis d'une situation de pays séparés, qui se sont entre-tués par une guerre qui a fait parler d'elle d'une façon extraordinaire, nous, on part d'une situation d'unification économique qui existe depuis un sacré bout de temps. Ce qu'il faut, c'est maintenir cette union économique mais changer la structure de décisions, de direction dans cette union. Ce n'est pas pareil. On ne part pas de la même situation.

M. Poissant: Non, on est sûr qu'on ne part pas de la même situation. Vous parlez, dans le processus, et là je voudrais avoir un peu plus de

précisions... En supposant que vous avez posé une question claire, ce qui n'est pas facile parce qu'il va falloir quand même expliquer aux Québécois, qui sont dix fois plus instruits qu'en 1980, qui sont dix fois plus exigeants, si vous voulez, il va falloir leur donner quand même des explications claires. Vous signez un document qui est basé sur des données essentiellement valables. La question ne sera donc pas si facile – dans mon esprit à moi, à l'heure actuelle – qu'on voudrait penser qu'elle sera. Parce qu'on leur demande une grande décision, donc on devra être précis dans la question. Ceci étant dit, en supposant qu'on arrive à une question qui est intéressante et bonne, qui est acceptable, première question: Dans quelle proportion, vous d'abord, du référendum, ça serait valable pour un nouveau pays?

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Moi, ce que je souhaiterais c'est qu'il y ait un grand consensus.

M. Poissant: Quelle proportion?
(15 h 45)

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Je n'ai pas envie de vous dire aujourd'hui, que ça soit 53 %, 55 %, 60 %, 75 %. Ce qu'on peut dire c'est que si on avait déjà 51 % de la population... Il faut se rendre compte que le Québec français avait déjà voté à plus des deux tiers en faveur de la souveraineté. Ça, c'est une chose. Deuxièmement, je crois que si on écarte l'idée de choisir l'option qu'on devra et de faire du Québec un pays par la méthode de l'élection, où on choisit toutes sortes de choses, y compris des gouvernements et des idées. Alors, le référendum, la règle démocratique, c'est qu'avec 50 plus un, déjà c'est suffisant. Mais tout le monde souhaite... Et je pense que si on est conscient de ce qui est sur la table, je termine mon mémoire en disant: Regardons quelle est la différence qui, aujourd'hui, sépare dans les faits celui qui a proposé la souveraineté-association – il a utilisé un terme nouveau, mais pour parler d'une chose qui existait déjà – et M. Bourassa qui est le premier ministre du Québec aujourd'hui, et les raisons pour lesquelles ils se sont dissociés l'un de l'autre il y a 22 ans. Vous allez vous rendre compte qu'aujourd'hui, il n'y a plus grand-chose qui les sépare. Dans ce sens-là, si ici, à cette Commission, on fait les efforts de clarification – et, humblement, j'essaie d'apporter ma contribution – je pense qu'on peut arriver à une compréhension.

Si les libéraux du Québec sont rendus à parler de la souveraineté-association, ils mélangent encore un certain nombre de choses, mais ce n'est pas rien dans l'évolution. Moi, je pense que du côté du Parti québécois, si on fait aussi un chemin en disant que quand le premier ministre du Québec parle qu'une union politique pourrait chapeauter et devrait chapeauter l'union économique, peut-être qu'on va se trouver à se

rendre compte que, finalement, ce ne serait pas un drame, même pour des indépendantistes orthodoxes, qu'il y ait un Parlement central communautaire, même élu au suffrage universel. Est-ce que le Parlement européen fait en sorte que la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne soient moins des pays? Est-ce qu'ils n'ont pas de sièges aux Nations Unies ou est-ce qu'ils en ont, des sièges, aux Nations Unies? Un pays québécois, c'est un siège aux Nations Unies. Moi, je vais vous dire ça ne me dérange pas trop qu'un certain nombre de juridictions soient partagées de telle sorte que, à un moment donné, il y aurait même un Parlement communautaire où des députés pourraient même être élus au suffrage universel. Si l'Europe des Douze peut faire ça, je ne vois pas pourquoi le Québec et le reste du Canada ne pourraient pas faire ça. Je comprends...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Lucien Bouchard.

M. Bouchard: Merci. M. Charbonneau, on va continuer là où vous êtes. Si l'Europe peut le faire, pourquoi pas nous? L'Europe a un Parlement, mais ce n'est pas un Parlement qui a des pouvoirs. Les pouvoirs de la communauté sont exercés par un conseil...

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Exact.

M. Bouchard: ...où siègent des ministres qui sont délégués par les différents pays...

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Exact.

M. Bouchard: ...des gouvernements nationaux. Alors, au fond, le cas de l'Europe de l'Ouest n'est pas assimilable à une véritable confédération. Vous dites que c'est une véritable confédération, ce n'en est pas une véritable...

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Non, non, il faut s'entendre, M. Bouchard. Une confédération, si on prenait le dictionnaire, on verrait que c'est une association d'États souverains. Il y a plusieurs types de conférations possibles. Ce que je prétends, et j'en suis convaincu, c'est que l'Europe des Douze, la Communauté économique européenne, est une confédération, est une association d'États souverains d'un type particulier. Il n'y a pas une confédération qui existe actuellement dans le monde qui a la même formule.

M. Bouchard: Oui, mais le modèle classique... Nous, on a suivi un peu de cours ensemble, dans les professeurs d'université...

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Oui, mais moi j'ai été aussi 13 ans député puis j'ai écrit un livre sur ça, puis...

M. Bouchard: Loin de moi l'idée de me

comparer à vous dans les connaissances...

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Non, non, moi non plus d'ailleurs...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Charbonneau (Jean-Pierre): On ne jouera pas sur nos cours respectifs.

M. Bouchard: Non, non. Mais "confédération" est un terme générique qui veut dire que les membres, les États qui sont membres gardent leur souveraineté.

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Exact. On s'entend sur ça.

M. Bouchard: Ils mettent des oeufs dans le panier, mais ils gardent le droit d'aller les chercher à nouveau s'ils le veulent.

M. Charbonneau (Jean-Pierre): C'est ça.

M. Bouchard: Vous...

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Est-ce qu'on s'entend que c'est ce que l'Europe fait?

M. Bouchard: Bien, c'est-à-dire, oui, c'est ce que l'Europe fait...

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Bon, ce que je dis...

M. Bouchard: ...mais on s'entend aussi pour dire que...

M. Charbonneau (Jean-Pierre): ...c'est que l'Europe est une confédération.

M. Bouchard: Mais on s'entend pour dire que... C'est dangereux parce que beaucoup de gens comparent la situation actuelle à celle de l'Europe, et puis on sait qu'il y a un parti en particulier dont le chef, le premier ministre, a souvent souhaité qu'on fasse le parallèle, que les nouvelles structures, la superstructure éventuelle soit comparable à celle du Parlement européen. Il faut savoir à ce moment-là, pour être précis, que le Parlement européen n'a pas de pouvoirs...

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Exact.

M. Bouchard: ...que les pouvoirs réels sont exercés par un conseil des ministres qui sont nommés par chaque État national.

M. Charbonneau (Jean-Pierre): C'est pour ça, M. Bouchard, que j'ai tenu à venir à cette Commission, parce que je crois que c'est important. Le premier ministre du Québec, ce que je déplore, c'est que depuis des mois il nous main-

tient dans une confusion. Et c'est cette confusion qu'il faut lever, à la fois pour les citoyens et pour les militants politiques libéraux...

M. Bouchard: Oui mais, M. Charbonneau, je pense...

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Si on pense à une superstructure...

M. Bouchard: Je pense qu'on apprend tous ensemble. On apprend tous ensemble. Je ne pense pas qu'il faille blâmer M. Bourassa là-dessus. Il a référé à la structure européenne, il s'agit maintenant de préciser ce qu'il veut dire. Au fond, ce qu'il veut dire, c'est qu'il est souverainiste quand il dit qu'on va adopter la structure européenne. Alors, c'est un souverainiste, M. Bourassa, maintenant.

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Ce que je dis, c'est que si M. Bourassa veut être cohérent avec son vocabulaire, il doit effectivement en arriver à la conclusion que la souveraineté-association et le modèle qu'il propose, c'est la même chose, et que le Québec doit être, à terme, un pays. Si M. Bourassa en arrive à une proposition qui fait en sorte qu'on nous parle d'une superstructure et que le résultat est que le Québec demeure un État fédéré, provincial, soumis à la juridiction d'un Parlement central canadien où les Québécois sont minoritaires, on n'aura rien changé. On aura un statut d'État fédéré renouvelé, c'est tout. On n'aura pas de changement. Et on ne peut pas parler d'une véritable structure supranationale. Écoutez, quand on parle de supranational, c'est par dessus des pays. Si le Québec continue d'être une province, il n'y a pas de pays québécois. On ne parle pas de superstructure supranationale, on parle de provinces fédérées, sous l'autorité d'un Parlement central canadien.

Et moi ce que je dis, c'est soyons clairs. Si les libéraux et M. Bourassa veulent continuer de parler de superstructure supranationale, bien qu'ils nous disent ce que c'est et qu'ils cessent de jouer sur les deux tableaux: faire plaisir aux indépendantistes anciens et nouveaux et faire plaisir à des fédéralistes qui veulent sincèrement renouveler d'une façon profonde et loin. Moi, je pense que, à un moment donné, il faut trancher. Le vocabulaire on ne peut pas le jouer à toutes les sauces.

M. Bouchard: Mais il faut les prendre au mot, il faut accepter que ce qu'ils disent et ce qui est dit est vrai.

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Oui, mais je pense que le travail de votre Commission, c'est un travail de clarification.

M. Bouchard: C'est ce qu'on fait aujourd'hui

en particulier là. Vous nous aidez à le faire.

M. Charbonneau (Jean-Pierre): J'espère que je vous aide un peu à le faire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Pagé.

Mme Pagé: Oui, on est vraiment dans le règne de la confusion. M. Bourassa est un souverainiste qui s'ignore.

M. Charbonneau (Jean-Pierre): J'ai pas dit ça moi encore!

Mme Pagé: Non, mais je montrais à ma gauche, la Fédération canadienne repose sur une ambiguïté parce qu'on parle de la Confédération canadienne, ce qu'elle n'est pas.

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Effectivement. Exact.

Mme Pagé: C'est vraiment un régime fédéral. Je voudrais poursuivre dans la suite de la logique de votre texte, mais en abordant quelque chose qui n'est pas écrit dans le texte, mais qui pourrait en découler. Vous nous parlez d'États souverains qui peuvent mettre en commun un certain nombre de juridictions, et je voudrais aborder l'aspect spécifique des relations internationales. Vous nous dites...

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Je suis bien content que...

Mme Pagé: ...revenir d'Afrique entre autres. Je voudrais voir, est-ce que vous voyez les relations internationales comme un champ de juridiction qui devrait être partagé? Et par ailleurs, est-ce que vous voyez que le rôle d'un Québec souverain au plan international pourrait avoir des effets bénéfiques à la fois pour le Québec, mais à la fois aussi pour les pays du tiers monde, et là je parle, je fais référence plus particulièrement à la coopération internationale. Je sais que vous êtes un peu engagé là-dedans. Alors j'aimerais vous entendre.

M. Charbonneau (Jean-Pierre): D'abord disons les choses clairement: un Québec souverain, un pays québécois, avec ou sans appartenance à une souveraineté-association ou à une confédération canadienne, ça veut dire un siège aux Nations Unies. Ça veut dire que c'est le Québec qui choisit ses ambassadeurs, c'est lui qui négocie ses traités et qui les signe. Mais il peut très bien y avoir, comme c'est le cas en Europe actuellement, des mécanismes communautaires de coopération internationale. Il y a des fonds européens de coopération internationale. On pourrait même penser que l'ACDI pourrait devenir un organisme communautaire. Peut-être

qu'on n'est pas prêt à aller là. Peut-être que ce n'est pas ce qu'il faut faire. Mais ça ne serait pas une aberration de dire que l'ACDI pourrait, par exemple, devenir un organisme communautaire. Mais c'est clair que la direction de l'ACDI changerait de structure pour qu'elle soit sous la juridiction des deux pays.

Alors ceci étant dit, ce qu'on peut déplorer, c'est que le Québec, sur la scène internationale, n'ait pas pris la place qu'il aurait pu occuper même comme État fédéré, en particulier dans le domaine de la coopération internationale.

Et j'invite la Commission, j'en profite, pour entendre l'Association québécoise des organismes de coopération internationale qui vous a présenté un mémoire. Je l'ai lu ce mémoire-là. Comme je suis membre, employé d'un organisme non gouvernemental qui fait partie de cette association de coalition, on m'a aussi demandé, si j'avais l'occasion, et vous me la fournissez merveilleusement, de vous dire que ces gens-là aimeraient être entendus. Ce qu'ils veulent vous dire, c'est que... Oui M. le Président?

Le Président (M. Michel Bélanger): Malheureusement, la partie pénible de mon rôle c'est de vous dire que le temps pour cette période de questions est fini. On va enchaîner avec l'autre groupe.

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Je présume que mon message a été entendu.

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, vous avez été entendu. Alors c'est maintenant au tour du parti gouvernemental, et M. Maciocia a la première question. Non, Mme Pelchat a la première question. Allez, Mme Pelchat.

Mme Pelchat: Merci M. le Président. J'aimerais à mon tour souhaiter la bienvenue de façon très chaleureuse à l'ex-député de Verchères, qui l'a été pendant 13 ans, membre de la formation du Parti québécois. Et à ce titre, peut-être pour nous aider à éclairer un peu les concepts là, j'aimerais d'abord que vous me disiez c'est quoi la différence entre la position du PQ actuel et celle que vous prônez là, qui semble être celle de M. Lévesque.

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Si je voulais faire un raccourci, je dirais le trait d'union. En fait ce que le Parti québécois proposait avec M. Lévesque, c'était la souveraineté-association comme un tout. Mais M. Lévesque et, je pense, tous les membres du parti à l'époque savaient aussi que, si ça ne fonctionnait pas, de toute façon, ce qu'on voulait c'était un pays. Je pense qu'actuellement il y a deux discours ou deux tendances qui se dessinent dans le parti. Il y a des gens du Parti québécois, qui disent si on est indépendants, lorsqu'on sera un pays, on pourra conclure des traités, des associations avec qui on

veut, et d'une façon privilégiée avec le Canada très bien. C'est une chose, ça c'est une chose. Et l'autre tendance, c'est: il y a des gens qui ont toujours tenu le discours, et d'autres - j'ai vu ça dans les journaux, même en Afrique - qui sont revenus à ce discours-là, de dire: La souveraineté-association a un lien privilégié avec le Canada anglais. On ne parle pas d'un lien avec les États-Unis, avec l'Europe, avec d'autres marchés ou d'autres partenaires...

Mme Pelchat: Vous, M. Charbonneau, en plus d'un lien économique comme vous le préconisez dans votre mémoire, est-ce que vous préconisez un lien politique?

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Moi je pense qu'on peut très bien s'accommoder d'un lien politique mais entendons-nous bien. Le lien politique dont on parle ce n'est pas un Parlement qui a la souveraineté, ce n'est pas un Parlement qui a autant de juridictions que le Parlement canadien actuel...

Mme Pelchat: Est-ce que ce serait...

M. Charbonneau (Jean-Pierre): ...c'est un Parlement qui, comme en Europe...

Mme Pelchat: ...élu au suffrage universel?

M. Charbonneau (Jean-Pierre): ...peut même... Il pourrait être élu au suffrage, c'est ce que je dis dans mon mémoire. Je ne dis pas que c'est une position inacceptable pour un indépendantiste et pour quelqu'un qui croit à un modèle de souveraineté-association, mais entendons-nous bien par exemple. C'est le type de pouvoirs et de juridictions qu'on confie à cette instance-là et au bout du compte le droit de veto revient aux États membres...

Mme Pelchat: Mais justement M. Charbonneau...

M. Charbonneau (Jean-Pierre): ...le Parlement central communautaire ne pourra jamais imposer sa volonté aux États membres c'est-à-dire aux pays membres, pas plus que le Parlement européen peut le faire actuellement à la France, à l'Allemagne, à la Grande-Bretagne...

Mme Pelchat: ...mais...

M. Charbonneau (Jean-Pierre): ...et à tous les autres membres.

Mme Pelchat: ...quelles seraient les juridictions que vous confieriez à ce Parlement-là?

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Je ne me suis pas spécialisé et je n'ai pas voulu faire la réflexion sur le catalogue des juridictions qui

devraient ou non... Il y a des gens qui connaissent ça mieux que moi. On pourrait avoir de grandes discussions sur ce qu'on devrait partager. Devrait-on partager telle ou telle juridiction, confier à un Parlement communautaire tel ou tel type de pouvoir? Moi, je pense que ce qui est clair, c'est que ça sera une instance politique à une marge de manoeuvre politique beaucoup plus limitée que l'organisme central canadien actuel et que ce Parlement-là n'aura pas les attributs de la souveraineté, ce qu'a actuellement le Parlement canadien. Aux Nations Unies, qui nous représente? L'ambassadeur du Canada, pas l'ambassadeur du Québec.

Mme Pelchat: Mais est-ce que ce Parlement-là serait accompagné d'un conseil communautaire, comme vous semblez faire référence au livre blanc?

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Bien le conseil communautaire était proposé, Mme Pelchat, dans le livre blanc du Parti québécois et du gouvernement Lévesque en 1980 et je pense que la formule – M. Bouchard y a fait allusion tantôt – est encore une bonne formule, c'est-à-dire une formule où les deux pays délèguent certains de leurs ministres à un conseil communautaire pour assumer un certain nombre de juridictions et de pouvoirs. Ça se fait en Europe. Nous, on le proposait en 1980 et on disait dans le livre blanc, le PQ à ce moment-là disait: On n'aime pas tellement l'idée d'un Parlement élu au suffrage universel, mais si jamais on avait une proposition du Canada anglais, on est prêt à la considérer. Moi je dis: On pourrait dès maintenant dire aussi clairement qu'on est prêt à la considérer parce que ce ne serait pas une hérésie et le Québec ne serait pas moins un pays s'il acceptait éventuellement qu'il y ait un organisme politique central; et c'est là où je pense qu'à un moment donné, s'il y a de la bonne foi, s'il y a une volonté de faire aboutir les travaux de cette Commission-là et s'il y a une volonté d'utiliser le moment historique, pas plus pour le Parti libéral ou le Parti québécois mais pour le Québec, il n'y a pas une grande différence finalement entre cette position-là que vous préconisez, certains d'entre vous, et celle que le Parti québécois propose. Mais soyons clairs, il va falloir – et ça sera votre choix – que vous renonciez au statut provincial du Québec. Tant que la proposition du Parti libéral sera une proposition de maintenir le Québec dans le Canada avec une subordination du Québec à un État fédéral où on est minoritaire, il n'y aura pas de changement de statut politique.

Mme Pelchat: Dans ce sens-là, M. Charbonneau, comment... Dans votre texte vous dites que M. Bourassa et M. Lévesque aujourd'hui se regardent, leurs deux positions se regardent. Expliquez-moi donc un peu... Parce que je sais

que ça en fait sourire certains quand on dit ça et j'aimerais bien vous entendre là-dessus.

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Écoutez, à moins que je ne me trompe, ils se sont séparés sur la question de l'union monétaire entre autres et sur la question peut-être des institutions politiques centrales. Mais à partir du moment où dans le fond, quand M. Bourassa nous propose un modèle qui est le modèle européen et qu'on se rend compte que finalement le modèle européen pourrait très bien convenir au Parti québécois parce que c'est un modèle de souveraineté-association, c'est quoi le problème là?

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Charbonneau, vous avez épuisé le temps de ce bloc de questions mais pour presque une première depuis le début de nos audiences, il reste du temps à la présidence. Je n'ai pas de question spécifique mais puisqu'il vous reste du temps pour une réponse, pourriez-vous donner la réponse que vous voudriez donner à la question qui ne vous a pas encore été posée?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Charbonneau (Jean-Pierre): C'est un privilège énorme, M. le Président. Écoutez, moi ce que je souhaite finalement, c'est qu'on sorte de cette Commission avec une proposition qui aille chercher un consensus extraordinaire au Québec. Il n'y a pas de moments historiques à tous les jours. Et si on n'assume pas sa responsabilité historique et politique, on manque le bateau et on va tous avoir à répondre devant l'histoire de cette échec-là. Je pense que les Québécois sont prêts à franchir le pas important, mais ils sont prêts à le franchir en étant maîtres chez eux, en voulant être maîtres chez eux mais en maintenant des liens privilégiés avec le Canada anglais. Il s'agit d'avoir la volonté de réussir.

Le Président (M. Michel Bélanger): Puisqu'il reste un peu de temps, peut-être une question de chaque côté pour balancer les choses. M. Brassard, elle sera brève sans doute?

M. Brassard: ...M. Charbonneau, est-ce que vous ne convenez pas que le problème d'un parlement supranational, comme il en existe un en Europe ayant son siège à Strasbourg, le problème c'est qu'on ne sait pas quoi en faire parce que c'est élu au suffrage universel, ça n'a pas de pouvoirs législatifs véritables, alors là les Européens se demandent: Qu'est-ce qu'on fait avec ça. Je me demande si, dans une association Québec-Canada, ce ne serait pas suffisant d'avoir un Conseil des ministres pour gérer le traité d'association?

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Vous avez peut-être raison, mais ce que je dis dans mon

mémoire, c'est que ce n'est pas une obligation, c'est une possibilité. Quand M. Bourassa nous dit: C'est une obligation, je réponds: C'est une possibilité. Mais quand vous me dites qu'on devrait écarter ça, moi je dis: Vous pensez ça, d'autres pensent que non. Je ne crois pas qu'on devrait faire la division historique sur cette question-là. Je pense que si le Canada anglais, ou même si un certain nombre de Québécois souhaitent qu'on explore cette avenue-là, on pourrait le faire; du point de vue du Parti québécois, du point de vue indépendantiste, à mon point de vue, il n'y aurait pas d'hérésie à le faire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Pelchat, vous aviez le dernier tour. Est-ce que vous avez une dernière question?

Mme Pelchat: Bien un commentaire...

Le Président (M. Michel Bélanger): Toujours sur le temps de la présidence, bien sûr.

Mme Pelchat: Merci, M. le Président, vous êtes tellement généreux.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça ne durera pas.

Mme Pelchat: J'aimerais, Jean-Pierre, vous dire que vous êtes, vous aussi, pour un compromis historique. Il y a plusieurs personnes qui en ont parlé. Il y en a ce soir qui nous en parleront. Je peux vous dire qu'on peut peut-être faire un bout de chemin de ce côté-là, au niveau d'un compromis historique, mais quand on regarde les sondages, il va falloir que, effectivement, cette solution-là serve à éclairer la population parce que avec des sondages comme 73 % oui à la souveraineté et 65 % à un lien avec le Canada, c'est peut-être vous qui avez la solution. Merci.

M. Charbonneau (Jean-Pierre): Bien, madame, le compromis historique est peut-être possible, mais il y a un seuil minimum: un pays.

Le Président (M. Michel Bélanger): Là-dessus, M. Charbonneau, je vous remercie de votre présentation du mémoire que vous nous avez envoyé. Je rappelle à l'auditoire que nous avons expliqué à nouveau au début de la journée que, puisqu'on est presque au Parlement, il n'y a pas d'applaudissements dans les galeries. Je ne fais pas de commentaires, je ne fais que rappeler ça. Merci M. Charbonneau.

Nous passons maintenant au groupe des Citizens of Saint-Bruno, M. Bowles, qui va présenter un groupe qui comprend également M. Tobin, M. Machnik, M. O'Dowd. Est-ce que ces gens sont disposés à se rendre à la table?

(Suspension de la séance à 16 h 3)

(Reprise à 16 h 4)

Le Président (M. Michel Bélanger): À l'ordre, s'il vous plaît!

Si vous voulez bien présenter votre groupe. Ensuite, puisqu'il s'agit d'une présentation d'une demi-heure, vous aurez cinq minutes pour faire ressortir l'essentiel de votre mémoire; ensuite, nous passerons aux questions.

Citizens of Saint-Bruno-de-Montarville

M. Bowles (John): Merci. C'est M. Plamondon qui va faire la présentation.

Le Président (M. Michel Bélanger): Présentez le groupe; ensuite, vous agissez pendant le temps que vous avez comme vous le désirez.

M. Plamondon (Charles): Merci, M. le Président. J'ai avec moi un groupe composé de deux allophones, un francophone, trois anglophones et un qui appartient aux deux races, ce qui prouve quand même que les différentes ethnies peuvent s'entendre si elles le veulent. Si vous voulez, je peux vous les nommer: il y a M. John Bowles, ingénieur en recherche et développement; M. Gartshore, homme d'affaires présentement en voyage; M. Machnik, professeur à la retraite; Mme McCormack, secrétaire à St. Augustine à Saint-Bruno; M. Bernie O'Dowd, directeur d'assurance collective; moi-même, qui suis un ingénieur retraité et M. Tobin, un autre professeur à la retraite.

Nous nous sommes donc concertés puisque nous avons quand même des craintes sur l'avenir à la fois du Canada et du Québec, et nous avons préparé les recommandations que nous avons dans notre mémoire. Je ne vais pas les lire parce que je pense que je n'aurais pas le temps de le faire dans cinq minutes. Je vais simplement les résumer, si vous voulez.

Nous souhaitons d'abord que la protection des institutions des services anglophones, dans le cas de... Avec l'abolition de la protection assurée par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, les écoles sont complètement laissées à la merci des caprices de la politique. Il est donc essentiel que cette protection soit remplacée par des garanties constitutionnelles.

Dans les universités et les hôpitaux, il importe de clarifier le mécanisme d'identification des institutions anglophones et d'en sceller la protection dans la Constitution pour éviter l'éventualité des changements motivés par des tendances politiques.

Deuxième page, les services sociaux. Bien que louable dans ses objectifs, la loi 142 laisse fort à désirer au chapitre de son application. Nous donnons quelques exemples: les emplois à la fonction publique. Nous souhaiterions que les candidats anglophones qui sont véritablement qualifiés puissent avoir accès plus facilement à la

fonction publique.

Nous citons ensuite au paragraphe b) les avantages pour le Québec du maintien d'une communauté anglophone viable avec ses institutions et ses services.

À la page 3, nous exprimons là notre désir concernant la conservation de notre statut de Canadien. Nous croyons qu'il y a plusieurs avantages à cela que nous énumérons dans le mémoire.

Ensuite, nous croyons que dans le cadre de la protection des droits individuels et des droits acquis, il est inacceptable que la clause "nonobstant" soit utilisée pour saper les droits acquis, comme ce fut le cas dans les lois 101 et 178.

Concernant les mécanismes permettant d'exprimer les divergences d'opinions, ce qui est relié d'ailleurs au paragraphe précédent, nous croyons que, si la clause "nonobstant" vient saper le rôle des tribunaux, il reste peu de moyens d'exprimer des divergences d'opinions.

Évidemment, ce mémoire est très résumé parce que nous n'avons pas beaucoup de temps.

Nous parlons ensuite d'une évolution de la Constitution provinciale-fédérale. Ceux qui sont rendus à mon âge savent que la démocratie a eu des moments de faiblesse dans notre histoire et nous en notons quelques-uns là. Nous croyons donc que les minorités ont grand besoin d'une protection constitutionnelle pour parer ce que nous appelons la tyrannie de la majorité. Évidemment, il s'agit du fonctionnement de la démocratie. Il faut trouver la meilleure solution possible.

Nous partageons le souci de sauvegarder, évidemment, le caractère français du Québec. Nous sommes d'accord que le Québec obtienne le contrôle de l'immigration, entre autres choses, pourvu toutefois que cela ne porte aucune atteinte à la citoyenneté canadienne.

Les événements récents observés en Europe et en Asie démontrent que les dangers les plus graves à la démocratie en période de bouleversement social ne proviennent pas toujours d'idéologies mais plutôt d'attitudes telles que le chauvinisme, la xénophobie, le fanatisme religieux, la démagogie et l'autoritarisme. C'est pourquoi nous demandons que la Charte des droits du Québec et celle du Canada soient toutes deux scellées, de telle sorte qu'elles soient à l'abri des passions du moment et des fluctuations de la politique.

Et nous ajoutons une conclusion, qui n'est pas dans notre mémoire, c'est celle-ci: notre groupe souhaite, dans les limites actuelles du Canada, une société prospère et sécuritaire. Le défi est de savoir préserver les opportunités et les ouvertures que nous possédons présentement, tout en assurant et en améliorant la situation de la collectivité francophone. Nous désirons, en outre, soumettre à la Commission, en terminant, qu'au Canada existent deux des grandes cultures mondiales, et nous croyons qu'il est encore

possible, à partir de ces deux cultures, de développer, à l'instar d'une superstructure, une superculture. Alors voilà pour le mémoire, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Plamondon. Nous commençons par les questions du groupe des membres non élus, et la parole est à M. Gérald Larose.

M. Larose: Merci, M. le Président. Je ferai d'abord référence à la page 4 de votre mémoire. Avec raison, vous pouvez invoquer quelques faiblesses dans la démocratie au Québec au cours de son histoire, mais je voudrais vous prévenir que c'est peut-être l'aspect le plus abject de la propagande fédéraliste quand, au niveau des seuls faits, on passe sous silence le fait que le régime fédéral lui-même s'est porté, je dirais, ou a plutôt agressé les droits individuels et les droits de différents groupes dans notre propre histoire. Et lorsqu'on laisse entendre qu'un Québec souverain risquerait de devenir ou de glisser du côté du totalitarisme, il me semble que c'est vous discréditer vous-même puisqu'au plan du régime fédéral – je le rappelle parce qu'on l'a dit devant la Commission – je trouve dommage que des groupes comme les vôtres, qui expriment des revendications intéressantes, et je pense qu'on pourra en disposer, se prêtent à ce genre de propagande un peu basse.

Je veux rien que vous rappeler que le régime fédéral a emprisonné des milliers de Japonais, d'Italiens, d'Ukrainiens, de Québécois, pas au Moyen Âge, soit en 1970, a mis le feu à des granges, a volé des listes de partis politiques, a fait des faux communiqués, a infiltré les syndicats et a kidnappé, pendant des décennies, les enfants des autochtones pour les parquer dans des commissions scolaires pour les intégrer, les assimiler. Et si on regarde le résultat pour les minorités francophones à l'extérieur du Québec, le score est plutôt complet. Alors, s'il vous plaît, je pense qu'il ne faudrait pas vous discréditer en invoquant ce genre de situation, y compris pour D'Iberville "Fédéral" Fortier, qui après avoir insulté le Québec – il aurait fallu qu'on le félicite, je suppose...

Je vous amène à la page 3. J'allais poser la question...

Le Président (M. Michel Bélanger): Si vous posez la question, bien sûr, il pourront profiter du temps de réponse.

M. Larose: Oui. Alors, à la page 3...

M. Plamondon: Je ne peux pas voir qui me parle dans le moment.

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est M. Larose qui est là-bas. Le troisième en partant

de la gauche.

M. Larose: Ici.

M. Plamondon: Excusez-moi, monsieur, je pensais que ça venait, c'est pour ça...

M. Larose: O.K.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Larose, vous êtes encore inconnu dans le groupe. Question, s'il vous plaît.

M. Larose: J'espère que ce n'est pas une allusion malicieuse ça, M. le Président, pour ceux qui sont devant nous. À la page 3, dans votre deuxième paragraphe, quand vous dites que parmi les nombreux avantages qu'a le Québec à demeurer au sein de la Fédération canadienne, vous mentionnez la diversité des ressources disponibles à travers le Canada, résultant en une plus grande sécurité, accès illimité au pétrole et au gaz canadiens. Peut-être ne le saviez-vous pas, mais le traité de libre-échange signé il y a un an et demi, donne exactement cet accès illimité au pétrole et au gaz canadiens et à l'électricité aux Américains. Est-ce que vous voulez dire que dans la perspective d'un Québec souverain, le Canada et ce qui en reste, ne voudraient pas pratiquer la même libéralisation au niveau des échanges avec le Québec, et donc seraient intéressés à exercer de la discrimination à l'endroit du Québec, une de plus, par rapport aux Américains? C'est ma question.

M. Plamondon: Par rapport à la...

Le Président (M. Michel Bélanger): Théoriquement, il ne vous reste plus de temps, M. Plamondon, mais vous le prenez sur celui de la présidence. Allez-y.

M. Plamondon: O.K. Merci. De toute façon pour ma dernière question, c'est qu'il n'y a personne qui sait en ce moment ce qui adviendra si la relation entre le Québec et le reste du Canada est changée. Personne ne le sait dans le moment. Et on ne sait pas quelles seront les relations entre ce qui restera du Canada et ce qu'on a du Québec maintenant. Par conséquent, si on ne sait pas ça, on ne peut pas savoir quelles seront les liens d'amitié ou relations d'affaires qui pourront exister entre ces pays-là. S'il arrivait que ces relations se détériorent, il n'y a aucune impossibilité, à notre point de vue en tout cas, que peut-être on aura toujours accès au gaz et au pétrole mais peut-être pas au même prix que maintenant. C'est ça que nous voulons dire. Et ça nous ne savons pas...

M. Larose: Le traité prévoit le même prix.

M. Plamondon: Le traité s'applique au

Canada et aux États-Unis, et moi je ne sais pas ce qui s'appliquera à un Québec souverain ou indépendant. Je ne le sais pas, on ne me l'a pas dit. Personne ne me l'a dit encore. Donc, c'est pour ça que nous avons mis ça là.

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous allez avoir l'occasion de peut-être pouvoir répondre à d'autres questions au cours des prochaines vingt minutes. Nous passons maintenant à M. Robert Libman.
(16 h 15)

M. Libman: Merci, M. le Président. You mentioned on page 2, section B, the benefit to Québec in maintaining a viable anglophone community together with its institutions and services. Many people have spoken of another major excedent of anglophones if Québec becomes sovereign. I hear these concerns. I hear these comments on a regular basis. The Québec anglophone community, as you mentioned, has been a vital partner, with the majority, throughout the evolution of Québec society and recognizes the need to maintain the French character of Québec. It is crucial, therefore, to maintain the viability of this community.

Recently, a radio commentator asked the question: Why should we care if the anglophones leave this province? And I would like to get some comments from you on that. Firstly, do you believe that anglophones will leave in large numbers if Québec becomes sovereign, number one? Secondly, could you elaborate on what you said on page B, the actual benefits to Québec in maintaining a viable anglophone community together with its institutions and services?

M. Plamondon: To your first question, I would say that I don't think that we do mention in our memoire that... Est-ce que vous aimez mieux que je réponde en français ou en anglais...

Le Président (M. Michel Bélanger): Comme vous voudrez, c'est à votre choix.

M. Plamondon: Nous ne disons pas dans notre mémoire que nous croyons à un exode nécessaire des anglophones du Québec si jamais il arrivait quelque chose.

M. Libman: On entend souvent ces commentaires et ces questions. Première partie de la question: Est-ce que vous croyez qu'il y aura un exode?

M. Plamondon: Tout dépendra, à mon point de vue en tout cas, du genre de liens qui pourraient exister, éventuellement, entre une nouvelle forme de Québec ou une nouvelle structure entre Québec et le Canada. Si c'est une structure comme une confédération où il y a les mêmes avantages qu'on a maintenant, je ne vois pas pourquoi les anglophones s'en iraient. Si

c'était quelque chose d'extrême, ça, apparemment, il ne faut pas en parler parce que ça fait peur aux gens, à ce moment-là, je ne pourrais pas dire ce qui pourrait arriver...

M. Libman: La deuxième partie de la question. Si vous pouvez élaborer...

M. Plamondon: M. Libman. M. Bowles would like to add something.

M. Bowles: Of course, the possible exodus will be very much a function of how well the anglophone institutions and services are protected in this potentially sovereign Québec, and how well we set up the situation to attract more anglophone immigrants into the province. I think we are faced by a tremendous... un grand défi en ce moment, un grand défi qui est fait par le libre-échange. Maintenant, on est en train d'abattre toutes nos barrières entre le Québec et les Américains ou le Canada et les Américains. Quand on abat ces barrières nous nous ouvrons un grand marché. Mais en même temps on rend notre marché disponible aux Américains. Il faut qu'on ait l'expertise, il faut qu'on développe le mécanisme pour faire de meilleurs biens et services à meilleur marché que nos partenaires dans l'échange. Pour ça, il faut qu'on ait une expertise. Il faut qu'on crée une situation, ici au Québec, qui crée l'expertise pour le développement, pour faire de la recherche et du développement, pour faire des biens et des services qui nous donneront les moyens de pénétrer le marché des autres.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise le temps disponible pour ce groupe de questions. Nous passons maintenant au parti gouvernemental. M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Bonjour. M. le Président, je suis un peu déchiré à l'intérieur de moi devant ce groupe. D'abord, il y a là des amis avec qui j'ai milité à d'autres niveaux, entre autres au conseil de ville de Saint-Bruno avec M. O'Dowd et Mme McCormack, qui était une excellente amie et dont l'implication dans la communauté de Saint-Bruno est connue de tous et appréciée. Ce sont des amis extrêmement sincères et qui ont toujours défendu leurs positions, leurs convictions avec force. Je me dois de les respecter parce que je les connais bien et je sais qu'ils sont totalement sincères dans leur approche.

Il est évident aussi que je suis peu enclin à accepter une proposition qui nous dit de garder le statu quo. Comme Québécois, membre d'une minorité au Québec, d'une majorité au Québec mais d'une minorité au Canada, je sens qu'il nous faut poser des gestes pour protéger cette communauté, pour protéger nos droits, notre langue, notre culture, et tout cela. Quand je

regarde le sort qui est fait aux francophones dans les autres provinces, je me dis... j'ai de la difficulté à accepter certaines revendications des communautés anglophones ici.

Par exemple, nous avons l'université McGill, qui est objet de fierté pour même les francophones. Quand on parle de McGill, c'est avec fierté, et c'est une université anglophone. Il y en a d'autres, on peut parler de Bishop, on peut parler de Lennoxville, bon. Les hôpitaux anglais, on a d'excellents hôpitaux anglais, et un des plus gros hôpitaux dans la ville de Montréal, un de nos plus gros hôpitaux est anglophone, le Montreal General Hospital. Vous avez aussi le Queen Elizabeth, vous avez le Redy Memorial, à Québec le Jeffery Hale, il en existe.

Et vous me dites aussi, dans un chapitre – je m'excuse si mon préambule est long, j'y arrive – vous nous dites, au niveau des services sociaux, que dans la Montérégie vous êtes mal servis. Là, je suis un petit peu choqué, puis je vais vous dire pourquoi, j'étais directeur général de cela avant, et je connais parfaitement la situation. À mon corps défendant, avec un ministre qui – là-dessus, par exemple, je dois être honnête – m'a toujours appuyé, là-dessus, on n'avait pas de problème. Mais il y a, au bureau de Longueuil... Je vais vous faire le tour, je ne vous ferai pas le tour des 14 bureaux, mais de certains. Au bureau de Longueuil, il y a au moins 15 anglophones qui donnent des services en anglais, et j'avais toujours insisté pour qu'ils soient de race, de naissance anglophone, et non pas des francophones qui étaient bilingues. Je me dis: Il faut comprendre vraiment la culture. Donc, c'étaient de véritables anglophones qui donnaient ces services-là. Au bureau de Château-guay, j'en avais plusieurs aussi. Et, fait assez cocasse, je dois l'avouer, au bureau de Cowansville, c'était l'inverse, je n'avais pas de gens qui donnaient les services en français. Sur les sept, tout le monde était unilingue anglais, à l'époque, et j'avais d'ailleurs eu des plaintes là-dessus. Donc, quand vous me dites qu'il y a un demi-poste à demi-temps, je me dis: Ce n'est pas tout à fait ça, ce n'est pas ça, la réalité. Et je parle en connaissance de cause, à moins que ça ait changé depuis cinq ans, ce qui m'étonnerait énormément parce que la tendance n'était pas à cela.

Mais si je reviens au débat, vous nous dites que le statu quo actuel est avantageux pour le Québec. J'aimerais que vous m'en fassiez la démonstration, parce qu'au bout de ces auditions-là, on aura un rapport à produire, nous, puis des positions à prendre, et il est important d'avoir votre position. Ils sont peu nombreux ceux qui ont osé – et je dis bien "osé" – défendre le fédéralisme, ici, et le statu quo. Ça prend un certain courage et, dans ce sens-là, vous avez tout mon respect. Alors, j'aimerais savoir de quelle façon le statu quo peut favoriser le Québec, si on considère les 30 dernières années.

M. Plamondon: Vous avez posé deux questions, la première concernant les services sociaux. Voici, nous avons eu, nous autres, à Saint-Basile, récemment, une réunion où nous avons rencontré des responsables de l'application de la loi 142. Ce que nous avons appris à ce moment-là, c'est que, comme nous le disons dans notre mémoire, d'abord il y a très peu de services disponibles, je pense qu'il y a un seul CLSC dans tout notre groupe à nous, dans Chambly – on parle de Chambly – qui peut-être offrirait des services en langue anglaise. Un CLSC. Bon. La deuxième chose, c'est que cette personne-là que nous avons rencontrée nous a dit que sur une population sur la rive sud – évidemment, à Montréal, c'est autre chose – de 50 000 anglophones, il y avait une personne qui pouvait consacrer deux jours et demi par semaine pour répondre aux questions de ces personnes-là. Et c'est dans ce sens-là que nous avons écrit, et ça évidemment c'est ce qu'on nous a dit. Nous n'avons pas fait l'enquête nous-mêmes, mais ce sont des responsables qui nous ont appris ces choses-là, parce qu'on posait des questions.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Si vous me permettez, M. le Président, la confusion viendrait peut-être du fait qu'il y a un demi-poste ou une personne à demi-temps au CRSSS pour, excusez l'anglicisme là, mais "dispatch" les différentes demandes. Dans ce sens-là je le comprendrais. Mais au niveau des services, il y a définitivement plus qu'un demi-poste, ça j'en suis absolument convaincu.

M. Plamondon: Il y a plus qu'un demi-poste au niveau des services, nous sommes d'accord. Mais pour s'occuper de diriger la population, de l'informer, il y a une personne, une demi-semaine/personne pour 50 000 anglophones. Maintenant pour la deuxième question que vous aviez...

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous avez dépassé le temps, mais je vous prie de donner la réponse à la deuxième question, sur le temps de la présidence. C'est pour vous inviter à la brièveté, mais pas pour vous empêcher de la donner.

M. Plamondon: Moi, j'ai eu l'occasion, je vais essayer de faire le plus vite possible... J'ai beaucoup voyagé dans ma vie, j'ai vécu à l'extérieur, j'ai travaillé à l'extérieur, France, Belgique, Mexique, dans plusieurs pays au monde. Et j'ai eu l'occasion de voir comment vivaient ces gens-là à l'extérieur. Et partout où j'allais, on m'enviait parce que j'étais Canadien. C'est entendu que le Canada ce n'est pas parfait, c'est loin d'être parfait, mais c'est quand même une des meilleures structures qui existent dans le moment. Je ne veux pas dire que ça ne peut pas être amélioré. J'ai passé quatre ans aux États-Unis, et, quand je donnais des conférences là-bas

pour le gouvernement du Québec, on me disait – et c'était dans les années 1980 – au début: Vous êtes fous, les Québécois, vous avez un des meilleurs pays au monde et vous voulez le briser. Voyez-vous. Alors, pour certains c'est un affreux pays. Mais je pense que ces gens-là n'ont jamais regardé ce qui était à l'extérieur réellement.

Pour moi qui en ai vu d'autres, même si ce n'est pas parfait, je pense que c'est un excellent pays. Mais il faut l'améliorer, nous sommes d'accord. Je ne pense pas que, là-dedans, nulle part nous disions que nous exigeons ou demandions le statu quo. Peut-être que vous l'avez compris comme ça, parce que nous voulions préserver certaines choses. Mais je ne crois pas que mes collègues et moi-même demandions le statu quo, en somme de ne rien changer. Pas du tout. Nous désirons qu'il y ait un Canada...

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Chevette.

M. Chevette: Merci M. le Président. J'aurai une série de questions. Je vais les poser toutes, vous répondrez à la suite. Vous ne trouvez pas injuste que, sous prétexte que vous voulez sauver le Canada, vous soyez obligés devant nous de faire le procès exclusivement du Québec? Première question.

Deuxième question, vous avez voyagé beaucoup. Vous êtes sans doute allés dans les provinces de l'Ouest. La semaine dernière, à la télévision: des enfants de la Saskatchewan, les parents sont obligés de payer pour que leur minorité française en Saskatchewan soit éduquée en français. Ça ne vous apparaît pas être des situations assez tyranniques pour que vous ne soyez pas tenus, objectivement au moins, de souligner qu'en dehors du Québec il y a des choses plus aberrantes qui se passent là, même si notre système n'est pas parfait ici? Est-ce que ça ne vous apparaît pas injuste de venir nous dire qu'ici on se comporte comme des tyrans, quand on regarde un système d'éducation allant de la prématernelle à l'université? Est-ce que ça ne vous apparaît pas charrier un peu, quand on regarde le système de santé qui est assez merveilleux merci, quand on se compare à n'importe quel autre pays au monde, vis-à-vis de sa minorité? N'importe quel pays allant de la santé aux services sociaux, je me rappelle encore même dans le cadre du partage des centres de services sociaux et de santé, on a maintenu Montréal Ville-Marie, on a maintenu le CSS juif, on a dit, absolument, qu'il fallait avoir des employés qui parlent la langue de la minorité.

Est-ce que ça vous, est-ce qu'il n'y a pas moyen objectivement, si on veut demeurer sereins, que vous soyez objectifs dans l'analyse? Est-ce qu'il est important pour vous de diminuer le Québec pour essayer de vendre votre Canada?

M. Plamondon: M. Chevette je vous dirai ceci. C'est que nous avons une demi-heure pour présenter un mémoire et que le problème actuel est celui des relations entre le Québec et le Canada. Nous regrettons autant que vous ce qui se passe dans d'autres provinces, et ce qui n'est pas correct bien sûr. Nous n'essayons pas, si vous voulez, de montrer le Québec d'une manière défavorable. Ce n'est pas du tout ça notre objectif. Notre objectif c'est, par exemple, dans le cas des services hospitaliers dont vous parlez, les services médicaux dont vous parlez, c'est vrai qu'on a un bon système — il y a des failles dedans comme tout le monde le sait, bien sûr — mais le point que nous avons relevé en particulier c'est celui des anglophones sur la rive sud. Et nous l'avons bien dit, c'est de Saint-Bruno que nous parlons, et là c'est dans le comté de Chambly.

(16 h 30)

Nous n'avons pas condamné tout ce qui se passe dans le reste de la province, nous ne le savons pas. Nous avons parlé de Chambly et nous avons cité une chose que nous savons vraie. Maintenant je ne crois pas que ce fut notre rôle de commenter ce qui se passe en Alberta ou au Manitoba. Si le but de la Commission avait été d'étudier ce qui se passe dans le reste du Canada, on l'aurait probablement étudié et vous aurait présenté quelque chose, mais pas dans une demi-heure.

M. Chevette: La question que je vous pose: Vous vous permettez de juger très sévèrement, pour justifier votre maintien dans le Canada et votre présentation... Quand vous parlez de la tyrannie de la majorité, je n'ai pas compris que vous parliez des citoyens de Chambly, j'ai compris que vous parliez de la tyrannie du peuple québécois vis-à-vis les minorités. Si vous vous permettez de porter des jugements aussi graves, il me semble que vous auriez pu faire le tour de la question. On vit dans un pays qui a des lacunes, il y a peut-être des systèmes au niveau du Québec qui comportent ces lacunes, mais pour justifier votre option... Quelqu'un qui a une option, je respecte ça, moi, mais ce que je ne respecte pas, c'est qu'on se sente dans l'obligation de diminuer le peuple le plus accueillant au monde et le plus responsable... Je n'ai pas vu... Moi aussi j'ai voyagé quelque peu et je n'ai jamais vu un pays être aussi respectueux de sa minorité et de lui en avoir donné autant, ce qui fait notre fierté comme peuple québécois, un système d'éducation complet, un système de santé complet et chaque fois qu'on en a la chance, on rappelle aux gens qu'il faut éviter de s'emporter d'un bord comme de l'autre pour ne pas développer des formes de racisme.

La semaine dernière, il y a un groupe qui vous a précédé, qui allait encore plus loin que vous mais quand je vois des mots "tyrannie de la majorité" moi, avec ce qu'on vit au Québec... Je

vais vous le lire, je ne rapporte pas des choses en l'air. Vous avez bel et bien écrit: "Ainsi donc les minorités ont grand besoin d'une protection constitutionnelle pour parer à la tyrannie de la majorité". Entendre ces choses-là dans un Québec aussi ouvert et aussi soucieux du respect des droits des minorités, entre vous et moi, c'est un petit peu choquant, je me maîtrise en ce moment, mais j'aurais le goût de vous dire quelque chose.

Le Président (M. Michel Bélanger): Félicitations M. Chevette. Quelques minutes de réponse... Félicitations pour la maîtrise, bien sûr.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Plamondon?

M. Plamondon: M. Chevette, M. le Président, quand nous parlons de tyrannie de la majorité nous ne parlons pas que du Québec. Nous appliquons cette demande-là partout où il y a de la démocratie. Parce que c'est justement un des problèmes de la démocratie. Comment être démocrate, voter pour la majorité tout en protégeant les minorités? Ce que nous demandons là, c'est qu'une formule soit trouvée. La loi 178, pour plusieurs, elle est très juste. Pour moi, c'est... en tout cas j'aime autant ne pas qualifier ce que j'en pense mais en tout cas, c'est une autre chose. Mais ça c'est un exemple où la majorité, de bonne foi bien sûr, a jusqu'à un certain point enlevé quelques privilèges à une minorité. Bon. Évidemment, là, ça va être difficile de s'entendre parce que ça dépend comment on définit privilège, comment on définit ci, comment on définit ça. Mais quand on parle de démocratie, il faut quand même voir qu'elle a des avantages. C'est probablement un des meilleurs systèmes au monde. Elle a bien des problèmes mais il n'y en a pas d'autre. C'est comme ça qu'on la définit. Alors...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça épuise le temps des deux groupes mais il reste un peu de temps à la présidence. M. Bélanger voulait ajouter un dernier commentaire. M. Chevette, vous reviendrez après si vous le désirez également pour un bref commentaire. M. Bélanger?

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Alors M. le Président, j'apprécie, je vous remercie. Pour simplement rassurer nos invités, leur dire que je ne pense pas que vous dénigrez le Québec pour faire valoir les vertus du fédéralisme. En tout cas je n'ai pas eu cette impression-là et je remarque par exemple qu'à cette Commission, chaque fois qu'un groupe se déclare fédéraliste, il y a cette propension des fois à leur taper dessus et à leur rentrer dedans. Alors je vous

décrivais comme étant très courageux de participer à nos travaux et d'exprimer ce point de vue-là aujourd'hui et dans ce sens-là, vous nous rendez un grand service et je l'apprécie. Mais sachez que, pour un, je ne partage pas cette façon, je pense que vous avez droit à cette opinion et... D'autant plus que quiconque connaît bien la ville de Saint-Bruno sait comment les communautés anglophone et francophone vivent extrêmement harmonieusement ensemble. Il n'y a jamais eu de problèmes de langue là; je n'ai jamais vu de guerre de race, jamais, jamais, jamais je n'ai entendu parler qu'un anglophone s'était fait battre par des francophones ou l'inverse. Ça n'existe pas. Il y a vraiment une harmonie absolument intéressante et continuez de protéger ça. Je pense que c'est un témoignage que le Québec peut vivre avec les deux communautés facilement. Dans ce sens-là, j'apprécie énormément votre intervention.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Chevette, votre modération vous emportant toujours.

M. Chevette: M. le Président, je ne crois pas être tombé sur les invités à bras raccourcis, bien au contraire, je pense que c'est un échange d'opinions, un échange de perception des textes, et je pense qu'il y a une question même de perception de ce qu'est le Québec. Ce que j'ai voulu souligner, M. le Président, c'est qu'on se fait dire assez souvent qu'au Québec, on a des lacunes sur le plan du traitement de nos minorités, alors que je peux vous dire qu'après avoir fait le tour du Canada, et même de plusieurs pays, il y a des minorités qui envient le Québec, qui envient le Québec et drôlement. Allez parler aux minorités francophones du reste du Canada, ils échangeraient le système québécois dès la prochaine minute s'ils le pouvaient.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, le temps de la présidence étant maintenant écoulé, et sur cette note où nous avons un concert de modestie de part et d'autre, il reste à vous remercier d'avoir bien voulu nous présenter vos vœux et vous prier, Mme McCormack, M. Tobin, M. Bowles, M. Plamondon, M. Machnik et M. O'Dowd de maintenant laisser la place au suivant, parce que nous avons un programme assez chargé. Merci. Nous accueillons maintenant M. Yves Beauchemin.

Bonjour, M. Beauchemin. Vous savez maintenant que dans une présentation d'une demi-heure vous avez cinq minutes pour nous présenter l'essentiel de votre mémoire et qu'ensuite il y aura questions et réponses. Je vous cède immédiatement la parole.

M. Yves Beauchemin

M. Beauchemin (Yves): M. le Président,

Mmes et MM. les commissaires, je vais essayer de me montrer le plus expéditif possible.

Mon mémoire porte le titre suivant: "Conditions d'épanouissement du français au Québec". Pour étudier cette question, je pense qu'il est important d'avoir à l'esprit des données de base. À mon sens, quand on veut comprendre la situation des francophones en Amérique du Nord, il faut en posséder à l'esprit quatre. 1° Les francophones forment 2 % de l'Amérique du Nord. Autrement dit, un morceau de sucre à côté d'un gallon de café. 2° Le système sociopolitique actuel est le fruit d'une défaite militaire en 1759. C'est peut-être désagréable à se rappeler, mais c'est exact. 3° Les droits de la minorité anglophone qui est anglo-québécoise sont des privilèges conquis par les armes. 4° Le Canada n'est pas une Fédération car le partage des pouvoirs n'est pas ressenti comme un besoin fondamental par les Canadiens anglais qui souhaitent, au contraire, un État unitaire et centralisateur qui va selon leurs intérêts.

L'épanouissement du français au Québec, à mon avis, dépend de cinq conditions. La première de ces conditions est culturelle. Elle concerne, entre autres, l'enseignement et l'aide à la création. Or, notre stratégie de développement culturel nous échappe en grande partie parce qu'elle est dirigée par Ottawa et son pouvoir de dépenser, ou plutôt de s'endetter diraient certains. Envahir est devenu une tradition. On n'a qu'à penser aux ingérences continues d'Ottawa dans le domaine de l'enseignement. On pourrait dire en quelques "turenpennes" que la devise du ministère des Affaires culturelles c'est "Je n'ai pas d'argent" tandis que celle d'Ottawa c'est "Combien voulez-vous?".

Un peuple qui perd le contrôle de sa pensée et de sa culture finit, à mon avis, par perdre celui de son destin. Il est donc important que le Québec contrôle complètement son développement culturel.

La deuxième condition est démographique. Pour qu'une langue s'épanouisse dans un pays, il faut qu'elle soit parlée par un nombre suffisant de locuteurs. Or, comme tout le monde le sait, le Québec souffre gravement de dénatalité. Une langue qui est parlée par un peuple qui n'arrive pas à se renouveler fera comme lui, elle s'éteindra. Cette langue, pour s'épanouir, a également besoin d'une immigration bien intégrée. Vous savez, l'immigration, c'est comme les aliments. Même les meilleurs, si on n'arrive pas à les assimiler, deviennent inutiles ou, parfois, dangereux.

L'immigration cependant, dans le cas du Québec, n'est pas un remède magique, une eau de jouvence. Je ne pense pas qu'il soit très prudent de confier en sous-traitance la procréation de nos enfants et la transmission de nos valeurs culturelles.

Pour assimiler, intégrer les immigrants, le Québec a besoin de pouvoir politique et de

l'argent nécessaire. Or, l'immigration, jusqu'ici, est toujours contrôlée par Ottawa, c'est-à-dire par la majorité canadienne anglaise et il semble que M. Mulroney attende le rapport de votre Commission pour prendre une décision à ce sujet.

La troisième condition d'épanouissement du français au Québec m'apparaît être d'ordre économique. Je ne crois pas qu'il y ait de culture en santé sur une économie malade et qu'il y ait de culture autonome et dynamique sur une économie dominée. La raison est bien simple, c'est que la culture n'est tout simplement que l'expression de l'économie. Or, le Québec ne maîtrise pas le développement de son économie. Je n'ai qu'à citer un seul exemple on ne peut plus actuel, c'est le contentieux qui existe entre Québec et Ottawa au sujet du projet hydro-électrique de Grande-Baleine. Il y a là possibilité pour le Québec d'une perte de 26 000 000 000 \$. Je ne pense pas que de pareilles pertes amélioreraient notre langue et notre culture.

La quatrième condition est linguistique. C'est très clair dans mon esprit que, pour que le français s'épanouisse au Québec, il faut que le Québec pratique l'unilinguisme français. Pourquoi? Tout simplement parce que le Québec n'est pas élastique. Deux cultures ne peuvent pas s'épanouir dans le même espace linguistique. Si le français prend plus de place, l'anglais devra en prendre moins; si l'anglais en prend moins, le français... et vice versa. Notre pire ennemi, c'est le bilinguisme. Pourquoi? Parce qu'il rend le français tout simplement inutile en Amérique du Nord car l'anglais, avec le bilinguisme, devient le commun dénominateur, le véhicule tout terrain qui permet de se débrouiller en toutes circonstances et en tous lieux. Le français, dans des conditions comme ça, devient comme la lampe à l'huile à côté de l'ampoule électrique: un bel objet, mais qui a perdu son utilité et qui appartient aux musées.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beauchemin, nous allons épuiser le temps. Peut-être que vous pourriez mentionner toutes les conditions, il vous en reste une autre, avant qu'on passe aux questions.

M. Beauchemin: Oui. J'arrive à la dernière et c'est la condition politique. En fait, c'est que contrôler les leviers de la démographie, de l'économie, de la culture et de la langue c'est, en fait, exercer la plénitude des pouvoirs politiques. Et cette question de pouvoir, évidemment, elle a été longuement débattue depuis trois ans, et ça a donné l'échec des accords du lac Meech, qui est, en fait, un refus par le Canada anglais, non seulement de partager les pouvoirs avec le Québec, mais de reconnaître, même symboliquement, les Québécois, le Québec dans le Canada. Autrement dit, les Canadiens sont prêts à nous accepter tels que nous sommes, mais à condition que nous soyons identiques à eux.

Alors, la conclusion, à mon avis, c'est que, pour un épanouissement à long terme du français au Québec, la souveraineté est absolument essentielle si on veut quitter le stade permanent de l'inquiétude et des tensions qui se confondent avec toute l'histoire du Canada. Voilà.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Beauchemin. Nous passons maintenant au groupe de questions du parti qui forme le gouvernement. Mme Bégin, je crois, a la première question.

Mme Bégin: D'abord, je tiens à vous remercier au nom de ma formation d'avoir déposé un mémoire...

M. Beauchemin: Je vous entends mal, madame.

Le Président (M. Michel Bélanger): Le micro n'était pas là.

Mme Bégin: Le micro n'était pas ouvert. Si vous me le permettez, je voulais vous remercier, au nom de ma formation, de nous avoir présenté un mémoire. Si vous me le permettez, à la lecture de votre mémoire, M. Beauchemin, on remarque que l'emphase est surtout donnée à l'épanouissement de la langue française et que, pour ce faire, vous allez même jusqu'à prôner l'unilinguisme français. Si vous me le permettez, je vais même citer quelques paroles qui disent que le bilinguisme est, selon vous, une valium qui, absorbée à petite dose, finit par empoisonner et nous entraîner dans un coma irréversible. Ce sont là, grosso modo, vos paroles, M. Beauchemin, à la page 11.

M. Beauchemin: Oui.

Mme Bégin: Dans le Québec souverain que vous préconisez, pouvez-vous me dire quel statut vous allez réserver aux autres Québécois qui ne sont pas d'expression française mais bien anglaise?

M. Beauchemin: Je pense que les indépendantistes ont toujours été très clairs là-dessus. Les privilèges, qui sont superbes, de la minorité anglo-québécoise sont considérés comme des acquis. Et cette situation des Anglo-Québécois... vous savez, moi, je les entends se plaindre, mais je trouve qu'ils forment les martyrs les plus en santé que la terre ait jamais portés. Ils possèdent 300 écoles primaires, une dizaine de collèges, trois universités et leur propre système de santé, le salaire moyen le plus élevé au Canada, leur propre réseau de communications, qui comprend trois quotidiens, 18 hebdomadaires, 11 stations de radio, trois postes de télé. M. Chevette disait tout à l'heure que bien des francophones hors Québec envient les Anglo-Québécois et je

les comprends.

Mme Bégin: Mais dans une constitution québécoise, parce que vous dites que les anglophones jouissent de privilèges et non de droits...

M. Beauchemin: C'est vrai.

Mme Bégin: ...est-ce que vous allez leur reconnaître ces privilèges ou non?
(16 h 45)

M. Beauchemin: Il me semble que ça va dans le sens de l'histoire du Québec qui a toujours été reconnu pour sa tolérance. Mais de là à ce que la majorité franco-québécoise mette sa culture en danger à cause de sa minorité, ça me semble le contraire du bon sens.

Mme Bégin: Non. Ce n'est pas là où allait ma question. C'était tout simplement pour les Anglo-Québécois.

Deuxième question, M. Beauchemin. Vous savez, le Québec est tout de même le foyer du fait français en Amérique du Nord. Et en adoptant une politique telle que l'unilinguisme français, dans quelle position pensez-vous que ça peut mettre les francophones hors Québec? Dans quelle position pensez-vous, advenant le cas où le Québec dans un pays souverain se déclare unilingue français, quelles retombées pensez-vous que ça peut avoir, un tel geste, sur les francophones hors Québec?

M. Beauchemin: Mme Bégin, je vais peut-être vous sembler cruel, mais pour moi, les francophones hors Québec, ça me fait penser à un cadavre encore chaud. Le taux d'assimilation en Colombie-Britannique est au-dessus de 90 %. À Terre-Neuve à l'autre bout, c'est la même chose. Entre les deux, c'est toujours en haut de 75 %. Il n'y a que le Nouveau-Brunswick qui possède un taux d'assimilation de 27 % qui est terriblement élevé. Pour moi, le sort des francophones hors Québec, il y a longtemps qu'il est réglé. Je ne le dis pas avec joie, je le dis au contraire avec une profonde tristesse. Et c'est un des constats d'échec du fonctionnement de ce pays.

Mme Bégin: Mais vous ne pensez pas, M. Beauchemin, que le Québec a un rôle, du moins, de sauver le petit peu de francophones hors Québec qu'il y a au Canada? Vous ne trouvez pas qu'on a un rôle à jouer à cet effet-là?

M. Beauchemin: Un Québec souverain aurait infiniment plus de pouvoir pour aider les minorités francophones hors Québec, que le Québec actuel qui est obligé de se débattre pour sa propre survie.

Mme Bégin: Combien...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci met fin à la période de questions, Mme Bégin. Nous passons maintenant à une autre période avec M. Roger Paré.

M. Paré: Merci, M. le Président. D'abord bienvenue et merci de votre contribution à la Commission. Je vais faire ça vite mais je ne veux pas passer sous silence et je vais en profiter pour vous féliciter pour avoir remporté le premier prix Jean-Giono, comme meilleur romancier francophone.

M. Beauchemin: Ça fait toujours plaisir à ma vanité.

M. Paré: Bien, ça nous fait plaisir aussi que ce soit un Québécois. Vous parlez, dans votre mémoire, des cinq conditions qui sont nécessaires à l'épanouissement du français au Québec. Je les dit très rapidement: il y a des conditions culturelles, démographiques, économiques, linguistiques et politiques. Donc, c'est une façon de vivre, finalement, et vous avez raison parce que ce n'est pas seulement d'échanger entre nous en français, c'est de pouvoir travailler, faire du commerce et s'ouvrir sur le monde avec notre identité culturelle. Et ça c'est important.

Quand on lit votre mémoire, à chacune de ces conditions-là, on s'aperçoit qu'Ottawa, loin de nous aider, nous bloque. Et vous allez même jusqu'à intituler, à un moment donné, la situation actuelle: "De la chicane comme manière de vivre." Alors, face à ces constats, quel type d'association vous pourriez favoriser avec le reste du Canada?

M. Beauchemin: Je pense que, vous savez, on ne peut pas donner sa main quand elle n'est pas libre. Ça risque de créer des situations de bigamie. Je pense que pour négocier avec le Canada, il faut le faire d'égal à égal et la seule façon de le faire, c'est de le faire entre États souverains. Et c'est bien ce qu'on voit dans le Marché commun qu'on utilise souvent comme exemple. Mais à mon sens, avec fort peu d'esprit judicieux. C'est un Québec doté de tous les pouvoirs d'un État moderne qui serait à même de négocier sa place, de négocier des ententes avec le Canada, ou avec les États-Unis, ou le Mexique, ou le Marché commun.

M. Paré: Je vais aller là-dessus, parce que justement vous faites tellement souvent le rapprochement avec le Marché commun. Étant donné que le Marché commun, effectivement, c'est un marché d'abord économique qui amène une structure politique. Ne pensez-vous pas que si on pouvait faire une comparaison qui tienne le moins, étant donné que nous, maintenant, notre Marché commun est nord-américain, si on veut faire une comparaison avec le Marché

commun européen à partir de maintenant, il faudrait qu'il y ait une structure nord-américaine à laquelle participerait le Québec comme pays? Donc, les États-Unis, le Canada, et le Québec, sinon ça n'a pas de bon sens de faire une comparaison avec le marché économique européen et le Canada, alors que nous on a embarqué dans le libre-échange justement pour avoir un marché commun nord-américain.

M. Beauchemin: Les deux structures auxquelles vous vous réferez se ressemblent très peu. Le Marché commun est un ensemble de petites et moyennes puissances et qui sont toutes souveraines, tandis qu'au Québec, avec ses 2 % de la démographie nord-américaine, comparé aux États-Unis, avec le reste du Canada, lorsqu'on regarde ça en termes de valeurs économiques et culturelles, la disproportion est énorme, évidemment. Je pense que plus le Québec détiendra de pouvoirs – on le voit déjà depuis plusieurs années – plus il aura tendance à s'ouvrir au monde et à conclure des ententes dans le sens de ses intérêts, avec quiconque.

M. Paré: Je ne pourrai pas ne pas parler du fait français. Et évidemment, étant donné que votre mémoire y abonde, finalement, vous élaborez beaucoup sur le bilinguisme. Et vous faites une distinction – ce qui est important – par rapport au bilinguisme individuel et au bilinguisme collectif. Effectivement, c'est majeur et vous énumérez aussi des raisons qui font que le bilinguisme collectif, c'est pernicieux. J'aimerais vous entendre élaborer un peu là-dessus.

M. Beauchemin: Oui, la distinction est importante à mon sens, parce qu'il n'y a seulement que les gens sans culture qui sont contre le bilinguisme individuel, c'est-à-dire que plus on connaît de langues, mieux c'est, plus on peut communiquer avec toutes sortes de personnes. Le bilinguisme collectif, par contre, c'est autre chose. Le bilinguisme collectif, c'est celui qu'on impose à tout un peuple. Vous savez, en 1945, si Adolf Hitler avait gagné la guerre, Paris serait bilingue: allemand-français. Le bilinguisme collectif est toujours le signe qu'une collectivité a perdu quelque chose. L'incapacité pour une langue de s'imposer sur tout le territoire d'un pays, c'est la preuve que les gens qui habitent ce pays ne sont pas capables de l'occuper en entier, politiquement.

M. Paré: Vous parlez de cinq conditions pour être capable de survivre et de s'épanouir en français, et cela nous amène à la souveraineté, où vous êtes direct dans votre mémoire. Est-ce que vous avez une façon, un processus pour nous amener à la souveraineté que vous proposez aux membres de la Commission?

M. Beauchemin: Vous savez, je pense que, moi, en tout cas, le sentiment que j'ai, c'est que la question du pourquoi, chez la majorité des Québécois, est réglée. Ce à quoi il faut répondre, c'est le comment. Moi, je pense que, avec l'appui de plusieurs observateurs extérieurs – je pense à Merrill Lynch, je pense à David Laird, je pense enfin à tous ces commentaires qui sont faits de l'extérieur du Québec et qui démontrent qu'un Québec indépendant serait économiquement viable – ça nous a amené pas mal d'eau au moulin, et je pense que ça a convaincu beaucoup de Québécois.

Le Président (M. Michel Bélanger): Cela termine ce bloc de questions. Nous passons maintenant aux questions des autres membres de la Commission. M. André Ouellet, qui sera suivi de M. Gérald Larose et ensuite de M. Roger Nicolet.

M. Ouellet: M. le Président, merci. M. Beauchemin, j'ai lu avec attention votre mémoire et je dois dire c'est un plaidoyer très fort en faveur de la langue et de la culture française.

M. Beauchemin: J'espère vous avoir convaincu.

M. Ouellet: Personnellement, je ne partage pas vos conclusions et je vais vous dire pourquoi. Il est clair que vous avez gagné vous-même de façon éclatante vos lettres de créance, votre titre de noblesse. Mais quand vous dites qu'il faut absolument faire la souveraineté du Québec pour assurer l'épanouissement du français, il est clair et évident que l'histoire du Canada démontre qu'il y a une langue française, une culture française très vivante, très active, dans la province de Québec, dans le Québec. Il y a également plus d'un million de parlant français francophones hors Québec. Et il y a un autre million de Canadiens anglais qui parlent et qui respectent la langue française. D'ailleurs, vous avez fait référence à des statistiques d'assimilation. M. le Président, je ne ferai pas référence à un mémoire qui n'a pas encore été déposé devant cette Commission, mais j'espère qu'ils seront entendus. Ce sont les francophones hors Québec, qui contredisent assez substantiellement les données qui nous ont été présentées la semaine dernière au sujet de l'assimilation des francophones hors Québec.

M. Beauchemin: Il s'agit de Statistique Canada, M. Ouellet.

M. Ouellet: Non, mais on peut faire dire n'importe quoi aux statistiques, et je pense que le groupe qui a comparu la semaine dernière a un peu joué sur les chiffres pour parler d'une intimidation qui n'est pas du tout la réalité. Alors, j'espère qu'il y en a d'autres qui vien-

dront témoigner et qui corrigeront les faits. Mais je voudrais vous amener dans votre point qui a trait aux conditions démographiques. Vous parlez d'un problème de nombre et vous dites qu'il faudrait, pour les conditions démographiques et linguistiques, que le Québec soit souverain. Il m'apparaît évident que le nombre de parlant anglais en dehors du Québec et aux États-Unis sera toujours le même, et cette question démographique sera forcément étroitement liée aux questions d'immigration. Or, comment avez-vous l'intention et pensez-vous qu'un Québec souverain pourra, d'une façon plus précise, faire avancer ses politiques d'immigration? Je vous concède qu'il serait utile, et même important, et urgent qu'une entente dans le domaine de l'immigration soit reconduite. Et j'ose espérer que nous aurons bientôt une entente McDougall-Gagnon-Tremblay pour donner suite à celle qui existait antérieurement. Mais indépendamment de ça, comment un Québec souverain pourra amener plus d'immigrants parlant français que la conjoncture actuelle?

M. Beauchemin: Parce qu'un Québec souverain va fonctionner, à ce moment-là, comme n'importe quel pays au monde; c'est-à-dire que les immigrants qui vont venir s'établir ici sauront très clairement que lorsqu'ils viennent, c'est le français qui est la langue utilisée dans ce pays. Le message sera clair, alors que – vous me permettez peut-être une petite caricature – actuellement, c'est loin d'être clair, avec la loi 178. J'étais hier à l'hôtel Bonaventure, et tous les étrangers passent par les hôtels, et c'est loin d'être clair que le Québec est unilingue français. Tout est bilingue grâce à cette loi. On peut dire la même chose à chaque fois que je traverse le pont Jacques-Cartier: le Québec devient bilingue.

M. Ouellet: Mais votre petit morceau de sucre dans cette mer de café sera toujours le même.

M. Beauchemin: Eh oui! Ça fait partie de notre destin collectif. Raison de plus pour que le Québec possède le maximum de pouvoirs politiques pour tirer son épingle du jeu.

M. Ouellet: Mais dans cette perspective-là, vous...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je crois que votre temps est épuisé, M. Ouellet. Ça fera la quatrième fois que je vous coupe la parole, il faut toutes les compter, mais votre temps est épuisé. Nous passons maintenant à M. Gérard Larose.

M. Larose: Merci, M. le Président. L'ensemble du mémoire est d'une clarté et, vraisemblablement aussi, d'une certaine crudité. Et je

reprends votre expression par rapport aux francophones hors Québec, où vous dites, en vous excusant de la crudité, que c'était un cadavre qui n'est pas encore refroidi. Il me semble, pour avoir travaillé avec les francophones hors Québec il y a quelques semaines, qu'il y a un mythe qu'il faut crever absolument au Canada et au Québec. Un pays bilingue, biculturel, c'est un artifice politique, alors que la réalité canadienne est une réalité multiculturelle pour les Canadiens. Et quand on dit multiculturelle, c'est dominante anglaise, puis les autres, entre le folklore et quelques associations ethniques, c'est à peu près ce qui est toléré. Mais l'objectif politique, c'est de reproduire au Québec la même chose, pour précisément neutraliser la majorité francophone. Est-ce qu'il est pensable que, dans un Québec souverain, où effectivement on donne des politiques qui rendent confortables. Vous dites privilèges, moi j'ai toujours combattu les privilèges. Je dis que ce sont des droits. Je voudrais que la minorité anglophone reconnaisse qu'on leur reconnaît des droits. On va combattre leurs privilèges, par ailleurs, qui risqueraient de mettre en péril nos propres droits. Alors est-ce qu'il est possible d'avoir, je dirais, une politique globale d'un Québec souverain qui aurait un poids, je dirais exemplaire pour le reste du Canada ou pour le Canada? De telle sorte que pour des gens majoritaires qui reconnaissent des droits aux uns – on pourrait espérer, mais on ne sera d'aucune contrainte là-dessus, on sera dans un pays souverain – on pourra espérer que nos voisins en fassent autant. C'est peut-être là le meilleur sort à faire aux francophones hors Québec.

M. Beauchemin: Évidemment que le pouvoir de négociation d'un Québec souverain serait infiniment plus grand que le pouvoir qu'il détient actuellement, et qu'on pourrait... Je pense que c'est l'entente St. Andrews, quelque chose comme ça, qui avait été, sous le gouvernement Lévesque, négociée, enfin ça avait été une tentative afin d'aider au sort de nos frères francophones hors Québec. Plus le Québec est faible, moins il peut aider ceux qui vivent à l'extérieur de ses frontières.

M. Larose: Mais je voudrais rappeler, par exemple, que les accords de réciprocité, c'était pour permettre aux anglophones extérieurs au Québec, quand ils venaient au Québec, de pouvoir aller aux institutions anglophones. Ce n'était pas du tout "barguiner" les droits des anglophones par rapport à ceux des francophones hors Québec.

M. Beauchemin: Bien sûr.

M. Larose: Deuxième chose, lorsque vous nous dites, à la blague, que M. Chrétien, notre ami d'André, a une obsession dans la vie, c'est

de voir des drapeaux du Canada flotter...

M. Beauchemin: Ce n'est pas une blague, il l'a répété plusieurs fois.

M. Larose: Mais c'est peut-être une obsession. Je vous rappellerai qu'il nous parlait des "flags sur le hood" lorsqu'il parlait de la politique internationale du Québec durant la campagne référendaire.

M. Beauchemin: M. Chrétien s'intéresse beaucoup au drapeau.

M. Larose: Je voudrais... là vous m'avez fait perdre ma question. Je m'excuse M. le Président.

M. Beauchemin: Excusez-moi.

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous avez perdu votre... Vous avez droit à une dernière réponse, il vous reste 30 secondes.

M. Larose: Non, ça va.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, on passe à M. Roger Nicolet.

M. Nicolet: Je vous remercie M. le Président. M. Beauchemin, on vous a interrogé tout à l'heure sur votre vision, votre condition concernant l'unilinguisme éventuel d'un Québec, qu'on risque d'en faire encore beaucoup de cette déclaration, mais en relisant votre texte, je m'aperçois qu'effectivement, ce que vous avez fait dans votre texte, c'est situer votre vision de l'unilinguisme en opposition à une politique de bilinguisme dont parlait mon collègue Larose. Et j'aurais aimé vous demander d'élaborer, dans une perspective d'un Québec souverain, ce que devrait constituer une politique d'unilinguisme?

M. Beauchemin: Bien. C'est essentiellement la politique initiale qui avait été établie par la Charte de la langue française avant que sa démolition commence en 1979. Je ne pourrais pas, ici, séance tenante, vous créer une nouvelle charte de la langue française. Je pense qu'il y avait d'excellentes choses dans celle que le Canada anglais a démolie avec une ténacité vraiment admirable. Mais essentiellement, c'est de fournir la possibilité à une majorité francophone, qui est minoritaire sur le continent – et Dieu sait comment – de pouvoir être heureuse dans le respect de sa minorité anglaise et de ses minorités allophones. Alors là, il n'y a vraiment pas de problèmes. Je ne me suis jamais senti menacé par le thaïlandais, ni par le japonais.

Je ne sais pas si je réponds bien à votre question, mais pour moi, les balises de la solu-

tion de ce problème-là ont été largement établies en 1977 lorsqu'on a voté la loi 101.

M. Nicolet: Si je comprends bien, c'est là-dessus, je pense, qu'il y aurait lieu de préciser pour éviter tout malentendu. C'est que la définition – et là je reprends ce que disait mon collègue Larose – la définition de cette distinction à établir entre l'unilinguisme et les droits de la majorité, par opposition aux droits des minorités, est essentiellement définie par les politiques que le Québec a déjà eu l'occasion de décréter au cours des dernières années.

M. Beauchemin: Et qu'il pourrait améliorer et raffiner parce que la loi 101, à mon sens, il y a des tas... c'est un début. Il y a des tas de domaines auxquels elle ne s'est pas attachée. Je pourrais vous donner comme simple exemple, au niveau de l'affichage, cette définition d'une des clauses qui dit que le générique doit être francophone tandis que le spécifique peut être anglais. Ça nous donne des Red Lobster, des World Gym et des Color your world qui me semblent assez inquiétants lorsque c'est répandu à vaste échelle. Et il y a beaucoup, beaucoup de compagnies qui sont à chaîne.

Mais on tombe là dans des questions de détails qui nous amènent assez loin de la souveraineté. C'est de la plomberie pour moi.

M. Nicolet: Je vous remercie, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Là-dessus, sans vouloir penser qu'un conteur comme vous va tout ramener à la plomberie, M. Beauchemin, le temps est épuisé. Et il me reste à vous remercier d'être venu devant ce groupe aujourd'hui, et vous prier de maintenant vider les lieux, si on peut dire, puisque nous devons recevoir un autre groupe.

M. Beauchemin: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci M. Beauchemin.

Alors nous allons maintenant recevoir l'Association des anglophones dans un Québec indépendant. MM. David Payne, Kevin Hanley, Gary Caldwell, Henry Milner.

M. Payne, c'est vous je crois qui allez nous présenter les gens qui vous accompagnent et qui, ensuite, puisqu'il s'agit d'une présentation d'une demi-heure, allez prendre cinq minutes pour nous présenter l'essentiel du mémoire.

Association des anglophones dans un Québec indépendant

M. Payne (David): Merci M. le Président. A ma droite, Kevin Hanley, secrétaire de l'Associa-

tion et économiste reconnu, accompagné également par Henry Milner, expert en questions scolaires linguistiques et confessionnelles et à ma gauche, Gary Caldwell, chercheur et sociologue. M. le Président, mesdames et messieurs les membres de la Commission parlementaire, l'Association des anglophones dans un Québec indépendant représente une minorité restreinte mais grandissante du Québec anglophone qui, n'étant pas nécessairement souverainiste, considère que quoi qu'il arrive aux réarrangements constitutionnels, ils sont ici pour rester. Ils ne sont pas menacés par un Québec souverain. La communauté anglophone du Québec riche et diverse à travers sa langue et son histoire a apporté une contribution très importante au Québec actuel. Et dans une large mesure, les Anglo-Québécois ont de l'estime pour les aspirations nationalistes de millions de Québécois francophones qui croient que c'est parfaitement normal qu'un nombre grandissant de Québécois veuillent accéder à l'indépendance. Les sondages démontrent qu'une petite minorité d'Anglo-Québécois appuie le mouvement souverainiste du Québec.

Le facteur-clé dans le rejet de l'accord du lac Meech n'est pas que sept des neuf provinces aient signé l'accord, c'est plutôt que même avec toutes les élites en sa faveur et avec toute la pression exercée par elle, la majorité des Canadiens anglais a rejeté l'accord. En fait, un élément dramatique de tout le processus fut que l'unanimité originale et précaire des premiers ministres des provinces ait été rapidement dissipée quand les intérêts régionaux et partisans ont eu préséance sur les intérêts communs du Canada. Depuis le référendum de 1980, on a noté l'émergence d'une réalité qu'on pourrait appeler l'identité canadienne-anglaise. Le premier ministre Wells a bien représenté les sentiments du Canada anglais. Il y a une nation canadienne-anglaise et elle peut s'exprimer clairement, même s'il lui manque un foyer institutionnel simple équivalant au gouvernement et aux institutions politiques du Québec.

De plus, il est devenu évident que cette nation canadienne-anglaise n'a pas besoin du Québec en tant que province distincte au sein du pays pour rester au Canada. Les commentaires divers des premiers ministres sont éloquentes. Ils citent 10 provinces distinctes où une seule province, c'est-à-dire le Québec, ne devrait pas contrer les désirs des autres provinces unifiées. Pour réaliser un quelconque lien constitutionnel durable avec le Canada anglais, le Québec doit nécessairement réclamer clairement et démocratiquement sa souveraineté nationale. Et sous la force de cette déclaration politique, faire un effort déterminé pour construire de nouveau des arrangements à une table où il n'y aura que 2 participants plutôt que 11. Meech a démontré clairement que le reste du Canada n'a plus le concept d'un fédéralisme renouvelé que dans le

cas où le caractère distinct du Québec est réduit au niveau d'un symbole. Un élément remarquable de la situation après Meech est que la question soi-disant nationale ne soit plus identifiable à un seul parti politique. De plus, l'appui constant de 60 % de l'ensemble de la population en faveur de la souveraineté inclut, remarquez bien, de toute évidence dans tous les sondages, 8 % de la collectivité anglophone.

M. Milner (Henry): La plupart des Québécois anglophones acceptent les principes de la Charte de la langue française en reconnaissant son inévitabilité sinon sa légitimité. Nombre d'entre eux font des affaires en français et traitent avec les institutions publiques en français. Ils participent à plusieurs activités culturelles de la culture majoritaire. Souvent, ils envoient leurs enfants aux écoles françaises; ils ont les classes d'immersion. En effet, plusieurs en sont venus à apprécier l'actuel dynamisme relatif de l'économie québécoise, à y contribuer et à en bénéficier. Pour plusieurs, si les opportunités en affaires sont bonnes et restent, quoi qu'il arrive aux arrangements constitutionnels, les peurs économiques ont fait place à un optimisme relatif, et cet optimisme relatif n'est pas le monopole de la communauté francophone des affaires. Plusieurs Anglo-Québécois se caractérisent par le fait que, quoiqu'ils aillent plaider et voter contre une réforme constitutionnelle, ils resteront au Québec quand l'inévitable arrivera.

Recommandations générales: L'Association des anglophones dans un Québec indépendant appuie le concept d'une constitution québécoise. La Charte canadienne des droits diminue l'autorité linguistique du Québec. La clause nonobstant est fragile, et son utilisation dans le conflit linguistique est détestée dans le Canada anglais. Les intérêts sont donc incompatibles. Le Québec n'a pas le choix: il doit adopter sa propre constitution et doit maintenir son autonomie absolue de légiférer en faveur de la langue française, la même autonomie dans les télécommunications, et le développement culturel doit être acquis. De plus, le Québec doit saisir l'occasion de garantir les droits des autochtones dans un Québec nouveau, ensemble avec la liberté d'expression, les droits civiques et les droits des travailleurs. Une charta de l'environnement serait aussi une bonne idée dans cette constitution.

De toute évidence, nous appuyons et encourageons la garantie des droits légitimes de la minorité historique anglophone, dans la mesure où le français ne connaît aucun danger. Les Québécois anglophones ont contribué au Québec actuel et ils restent fidèles au maintien d'un système viable d'éducation, de santé et de bien-être social. Il nous semble que les revendications traditionnelles du Québec selon lesquelles il est capable de protéger ses minorités linguistiques et culturelles, doivent être testées par rapport au

mérite de la Charte canadienne. Nous croyons qu'il n'y a pas de raison objective pour laquelle notre communauté ne peut pas trouver de meilleures garanties constitutionnelles dans un Québec indépendant. Les commissions scolaires linguistiques sont un exemple.

L'Association suggère fortement aussi que la Commission résiste à la tentation de proposer une solution constitutionnelle à mi-chemin entre le statu quo et la souveraineté. Elle doit plutôt analyser les moyens par lesquels un Québec souverain pourrait améliorer l'économie québécoise et quelle sorte de lien devrait unir le Canada et le Québec dans l'avenir. Ce n'est pas le mandat de cette Commission d'essayer de faire ce que Meech n'a pas réussi à faire. C'est le moment d'élucider le sens véritable d'un Québec souverain et d'en indiquer son sens et son contenu.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, nous passons maintenant au premier groupe de questions. C'est le tour du parti qui forme l'Opposition officielle. M. Jacques Brassard.

M. Brassard: Merci, M. le Président. Je vous remercie d'avoir accepté de venir témoigner devant cette Commission. Je ne sais pas si on doit vous considérer comme des perles rares ou des originaux, mais, enfin, c'est quand même intéressant de voir qu'il y a des anglophones qui acceptent sereinement d'envisager l'indépendance du Québec, la souveraineté du Québec. D'ailleurs, M. Payne, vous l'avez noté avec raison, les sondages successifs – j'en ai un devant moi qui a été fait par notre formation politique – les sondages successifs indiquent toujours qu'il y a quand même autour de 8 % à 10 % des anglophones du Québec qui seraient prêts à voter oui en faveur d'un Québec souverain. C'est une minorité – vous l'avez signalé, vous ne prétendez pas représenter la majorité des anglophones – vous êtes très réalistes et objectifs. Vous représentez une minorité, mais je pense que c'est important que vous puissiez vous exprimer.

Ma première question, est-ce que vous considérez que les droits de la minorité anglophone au Québec, comme plusieurs le pensent, sont brimés et foulés au pied?

M. Hanley (Kevin): À ce moment-ci?

M. Brassard: Oui.

M. Hanley: Non, pas du tout. D'ailleurs, il y avait des tentatives dans la loi, malgré tout – considérée comme étant la loi peut-être la plus draconienne dans la perspective des anglophones, la loi 101 – de réconcilier quelques droits des individus, les droits de la minorité anglophone en général, et dans le préambule, et dans son contenu. Par contre, le problème, avec

la loi 101, c'est que, surtout dans le chapitre III qui s'adresse aux principes fondamentaux, bien malgré son non, le Québec n'était pas en mesure ou a décidé, pour ses propres raisons, de ne pas contre-attaquer à la tentative de la part du fédéral d'éliminer, via les tribunaux, un certain nombre de ses dispositions fondamentales. D'où vient une certaine précarité, si vous voulez, dans la situation socio-politique, où la majorité n'avait pas les assises nécessaires pour affirmer sa propre souveraineté linguistique. Mais, les faits demeurent et c'est évident, mon collègue Henry Milner peut en témoigner en ce qui traite aux droits linguistiques dans le domaine scolaire, mais c'est un peu partout, que ce soit dans les hôpitaux... Beauchemin a dit tantôt, et on confirme – tout le monde est au courant de cela – tout le monde qui est objectif est capable d'affirmer ça, oui.

(17 h 15)

M. Brassard: Merci. Par conséquent, les droits de la minorité anglophone étant respectés actuellement, ce que vous proposez finalement c'est que ces droits-là, dans un Québec souverain, soient également reconnus et qu'ils soient reconnus dans le cadre de la constitution du Québec. C'est ça que vous réclamez, parce que je sais M. Payne, je le signale en passant, que vous vous intéressez depuis longtemps à la question constitutionnelle. Je me souviens d'ailleurs qu'en 1984 vous aviez réclamé une constitution du Québec. Donc, ce que vous réclamez, c'est que les droits actuels de la minorité anglophone soient enchâssés d'une certaine façon dans la constitution d'un Québec souverain?

M. Payne: Oui. Parce que, dans le fond, les droits des minorités anglophones, par exemple en ce qui concerne la confessionnalité, sont drôlement fragiles dans l'optique de la Constitution du Canada, particulièrement l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Nous avons vu ça d'ailleurs, jeudi passé je pense, lorsque les gens du Protestant School Board of Greater Montréal sont venus. Ils plaident en faveur du maintien d'un système qui est, de toute évidence, démodé. Il y a de plus en plus d'anglophones qui considèrent que les droits de la minorité anglophone en matière de droits linguistiques, et c'est ça le besoin fondamental, seraient mieux protégés dans un Québec où on aurait notre propre constitution. Or, une constitution véritable, on l'aura dans un Québec souverain.

M. Brassard: Merci. Je voudrais bien...

Le Président (M. Michel Bélanger): Trente secondes, M. Brassard.

M. Brassard: Oui. Je voudrais tout simplement que vous me disiez, ou me confirmiez,

qu'en enchâssant les droits de la minorité anglophone dans une constitution d'un Québec souverain – c'est tout à fait compatible et ça ne contredit pas les objectifs à l'origine de la loi 101 qui consistent à faire du Québec une société française, à faire du français la langue de l'administration, de la législation, la langue des affaires, la langue du commerce, la langue de l'affichage – il n'y ait pas d'incompatibilité entre cet enchâssement des droits de la minorité anglophone dans une constitution et la volonté du Québec de faire de la société québécoise une société française.

M. Payne: Effectivement. Dans un Québec indépendant, le Québec aura le droit de légiférer dans son propre intérêt en matière linguistique. Dans le cas actuel de la loi 101, la loi 101 est complètement désossée, surtout dans le chapitre III. D'ailleurs, c'est un peu surprenant à constater, comme, par exemple, que les dispositions actuelles de la Constitution canadienne interdisent la formulation législative du droit à un jugement en français. Il n'y a pas beaucoup de Québécois qui se rendent compte que ce droit-là n'existe pas tout simplement. Dans un Québec indépendant, ce serait drôlement différent.

Dans la mesure où le Québec français sera protégé, et avec l'assise constitutionnelle pour se défendre, il est bien évident qu'il n'y a pas de danger sur le plan constitutionnel ni sur le plan politique pour qu'ils puissent accroître et enchâsser les intérêts de la minorité anglophone.

Le Président (M. Michel Bélanger): Passons maintenant à un autre groupe de questions si vous permettez. Le premier en liste pour ce groupe, M. Robert Libman.

M. Libman: M. le Président... Je ne pense pas que le micro fonctionne.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça va.

M. Libman: Très sincèrement, la semaine passée, quand j'ai lu le mémoire qui n'était pas signé, ça m'a étonné qu'il existe des Anglo-Québécois autres que David Payne, Gary Caldwell et Henry Milner qui appuient l'indépendance du Québec. Alors, aujourd'hui, quand j'ai vu l'ordre du jour, et quand j'ai vu vos noms, j'ai perdu l'étonnement de la semaine passée.

Une autre chose, juste pour soulager M. Brassard. La grande majorité des anglophones du Québec appuient le préambule de la loi 101 et certaines origines de la loi 101, mais ma question est quelque chose d'autre. Je vais citer une phrase en page 3 de votre mémoire, que nous avons souvent vue dans les autres mémoires que nous avons reçus. Je lis la version anglaise: "To

achieve any kind of long-term constitutional relationship with English Canada, Québec will have to clearly and democratically claim its national sovereignty, and on the strength of this political assertion make a concerted effort to make new constitutional arrangements." Now, Meech's failure was due in large part to the use, by Québec, of the "notwithstanding" clause. And if you think Meech was difficult to negotiate, how in the world can you believe in the most remote way that the rest of Canada will have any intention of negotiating with Québec, once Québec has declared its sovereignty? What will the rest of Canada have to gain once Québec has already declared its sovereignty? What makes people believe that they would negotiate with a province that has already declared its sovereignty, which will ultimately lead to the dismemberment of the rest of Canada?

M. Milner: Alors, je voudrais répondre à ça, M. Libman, parce que vous n'avez pas très bien compris la situation. La raison pour laquelle le Canada a refusé le lac Meech, c'est parce que M. Wells les a convaincus que le Québec "is bluffing". Et pas seulement M. Wells, mais il les a convaincus que, bon, on va le refuser et ce sera "too bad". Cette fois-ci, Québec ne doit pas bluffer. Québec doit y aller avec quelque chose de clair, de net et de consensuel, et qui ne représente pas 40 % ou même 50 % de la population mais 60 % ou 70 %. C'est ça la différence. Et c'est ça qu'on préconise d'une façon claire. À ce moment-là, le Canada anglais, les autres régions, ne penseront pas si le Québec est "bluffing" ou non; à ce moment-là, ils vont commencer à penser à leurs propres intérêts. Est-ce qu'ils ont plus d'intérêt à négocier avec le Québec ou est-ce qu'ils ont plus d'intérêt à ne pas négocier? À ce moment-là, ce sera une dynamique tout à fait différente, une dynamique où on poserait des questions réelles: Est-ce que le Canada et le Québec seront mieux de travailler ensemble ou seront mieux de ne pas travailler ensemble? Je pense que la réponse sera bien différente.

M. Libman: Well, once his bluff is no longer a bluff, once sovereignty is a "fait accompli", how can you describe the difference in Canada's willingness to negotiate with Québec? Look at the advantage of negotiating still over part of Canada, how can you compare the two? Look at the difference in desire from Canada to negotiate with Québec to keep it a part of the federation versus once it is a "fait accompli" and Québec is already sovereign.

M. Caldwell (Gary): M. Libman, moi, je vous suggère que, dans une perspective plus longue, le Canada anglais va peut-être se rendre compte que la clause "nonobstant" était une protection d'une certaine partie de notre culture politique

de souveraineté parlementaire. C'est cette culture politique et tout ce qui va avec qui a fait en sorte que le Canada a pu se maintenir comme société distincte. Le Canada anglais et vous, et d'autres de votre entourage, en vous alignant sur la Charte des droits de l'homme, qui est une imitation d'une culture politique américaine, vous perdez de vue la possibilité de maintenir une société distincte. Peut-être que le Canada anglais, un jour, soutiendrait une inspiration de ce que le Québec est en train de faire. Le Québec est en train de poursuivre le projet politique canadien qui est de maintenir une société distincte en Amérique du Nord, à l'intérieur des contraintes géopolitiques qui sont la présence américaine. Je vous suggère humblement que, peut-être, le jour arrivera que le Canada anglais voudra se joindre au Canada qui est le Québec.

M. Libman: Mais nous le savons, le premier ministre...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je m'excuse à nouveau, mais je rappelle à l'auditoire qu'étant une commission quasi parlementaire nous nous attendons à ce qu'il n'y ait pas d'applaudissements dans la salle. M. Libman, quelques secondes, votre temps achève.

M. Libman: Juste pour terminer, c'est clair, comme le premier ministre du Québec l'a dit, que le Québec est déjà une société distincte au sein du reste du Canada. Mais cette reconnaissance ne doit pas compromettre la Charte des droits et libertés, et ça, c'est le seul facteur, à la fin, qui a tué l'accord du lac Meech.

M. Payne: Je voudrais juste ajouter quelque chose à M. Libman. Peut-être que je devrais poser une question rhétorique parce que la règle m'empêche de le faire, mais, quand même. Est-ce qu'il y a une disposition de la Charte canadienne des droits qui avance la protection de la minorité anglophone par rapport à ce que c'était avant?

M. Libman: Je n'ai pas compris votre question.

M. Payne: Quels sont les privilèges, les droits accrus depuis l'adoption de la Charte des droits par rapport au passé? Il n'y en a pas.

M. Libman: Je ne comprends pas votre question. Ça n'a pas de sens dans l'optique que nous discutons présentement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je m'excuse, mais je vais devoir interrompre le débat. Votre temps est épuisé, M. Libman. La question a été posée, la réponse n'est pas encore connue. Nous allons passer à M. Bouchard qui

sera suivi de M. Dufour.

M. Bouchard: Merci, M. le Président. On parle des négociations. On s'interroge sur l'intérêt qu'aurait le Canada anglais à négocier quoi que ce soit après un Québec qui a accédé à la souveraineté. Quelle différence faites-vous entre les deux situations suivantes? Celle où le Québec se contenterait de tenter de négocier une nouvelle forme de fédéralisme, sans rapport de force, laissant au Canada anglais le seul choix entre le statu quo qu'il aime, ce qui lui plaît plus ou moins mais avec lequel il peut vivre, et des changements dont il ne veut pas. Par rapport à une situation où le Québec déclare sa souveraineté, met, comme le disait M. Libman, le Canada anglais en face d'un fait accompli, et ensuite se met à sa disposition pour négocier des arrangements fondamentaux sur, par exemple, qui va payer la dette. Est-ce que le Canada anglais va accepter de la payer tout seul, cette dette de 400 milliards de dollars? Est-ce qu'il ne demandera pas au Québec de payer sa juste part? Alors, il faut qu'il s'assoie pour en discuter. Comment il va voyager des Maritimes au reste du Canada? Quel sera le droit de passage qu'il aura dans le fleuve Saint-Laurent? Est-ce qu'il pourra continuer d'accéder au marché économique du Québec? Et ainsi de suite. Est-ce qu'il n'y a pas des intérêts fondamentaux que le Canada anglais, qui sera forcé à ce moment-là de les négocier, voudra aborder avec le Québec?

M. Payne: Je pense que la réalité géopolitique, M. Bouchard,... c'est évident que dans un certain sens le débat est mal placé, souvent, dans la place publique. Ce n'est pas: Qu'est-ce que le Québec va négocier? Est-ce que le Canada va accepter de négocier? Il y a des ententes, comme on le reconnaît, qui existent déjà. C'est une question d'enlever ces ententes, ou de les enchâsser, dans un sens. Il y a des ententes qui existent, comme par exemple au niveau du transport des pommes de terre de Port-Joli jusqu'à Sudbury qui concernent le transport ferroviaire. Ces ententes-là, il ne s'agit pas, à notre avis, d'autre chose que de les renégocier, les reconduire. Et je pense que c'est un peu le sens de la question originelle de M. Libman: Qu'est-ce que vous pensez d'un Canada qui n'accepte pas de négocier? Pour nous ce n'est pas ça la question. La question est: Est-ce qu'on va défaire ce qui existe déjà? Là où ça sera beaucoup plus tendancieux, à mon avis et à notre avis, c'est plutôt au niveau des questions fondamentales qui concernent par exemple la formation professionnelle, le développement régional. Là où il y a une incursion qui est tout à fait insupportable dans le contexte constitutionnel actuel, dans une période après Meech, où le Québec, à chaque jour qui passe, ratifie le rapatriement de la Constitution et sa façon de voir le partage du pouvoir.

M. Bouchard: Est-ce que j'ai un peu de temps encore?

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, encore une minute et demie ou deux.

M. Bouchard: Merci. Moi, la lecture que j'en fais, en tout cas, les Québécois et Québécoises veulent et souhaitent ardemment que leurs concitoyens anglophones restent avec eux dans un Québec souverain ou quelle que soit la forme qu'il prendra. Beaucoup de gens laissent entendre, enfin dans certains milieux on laisse entendre qu'il pourrait y avoir un exode. Vous qui connaissez bien vos compatriotes, vos amis de langue anglaise au Québec, qu'est-ce que vous pensez de ce danger d'exode?

M. Milner: Moi, je ne pense pas que ça soit vraiment un danger. On a eu l'exode déjà, je pense. Les seuls qui restent, qui ne sont vraiment pas prêts à s'accommoder à une nouvelle réalité, sont des personnes très âgées. Je pense que ceux qui ont vécu et qui restent actifs, qui ont vécu les derniers 10 ou 20 ans, seront prêts, en grande majorité, à rester et à participer. Je pense qu'on fera quelque chose pour eux. Je m'adresse à vous et aux Québécois en général, même pour les minorités anglophones, c'est très bon qu'eux aussi comprennent les choses d'une façon claire. Quand les choses sont claires, quand on discute de choses concrètes et quand ce n'est pas une situation floue où tout est possible, je pense que ce n'est pas très difficile de trouver des moyens concrets de s'accommoder. Mais quand tout est possible, que c'est flou, etc., on ne sait pas où on va. C'est à ce moment-là qu'on a des malentendus et c'est ça qu'il faut éviter.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dufour, qui sera suivi de M. Ouellet, qui sera le dernier intervenant pour ce groupe.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord saluer M. Payne et le remercier de sa réflexion et celle de son groupe, même si bien évidemment, je n'en partage pas les conclusions. J'aurais deux questions très rapides. Moi, j'ai l'impression qu'on a un projet politique très clair au Québec, qui est celui véhiculé par le Parti québécois, qui est la souveraineté-association. Je vais à la conclusion de votre mémoire et vous dites: "L'Association suggère fortement que la Commission résiste à la tentation de proposer une solution constitutionnelle à mi-chemin entre le statu quo et la souveraineté." Est-ce que ça veut dire que vous rejetez la souveraineté-association?
(17 h 30)

M. Payne: Pas du tout. Pas du tout. C'était tacite, si ce n'était pas évident. Ce qu'on voulait dire, c'est que la seule avenue possible pour le

Québec, à notre avis, c'est de bâtir le rapport de force maintenant. L'après-Meech, c'est maintenant. Tout le monde, le milieu social, le milieu économique, d'affaires... il y avait un consensus au Québec que c'était "now or never". Lorsqu'on voit, nous, par exemple, qu'il y a en faveur de la souveraineté-association 12 %, très ou assez favorables dans notre propre communauté, dont la langue maternelle est l'anglais - donc, on exclut les communautés culturelles - on considère que la question devrait être posée pour qu'on puisse avoir une réponse claire.

M. Dufour: Alors, c'est clair. La réponse est claire.

M. Payne: Mais l'association, bien sûr...

M. Dufour: Sauf que votre conclusion ne donne pas tellement de marge entre les deux. Je voudrais vous ramener rapidement à une question que vous abordez, qui est celle de la démographie. Je reprends un peu une question qui a été posée tout à l'heure. Il semble bien qu'il y ait consensus que, dans les pouvoirs qui devraient être rapatriés, advenant une forme de fédéralisme moderne, il y aurait le dossier de l'immigration. Comme on contrôle, ou à peu près déjà, nos formules de natalité, sous réserve de ce qui est déjà compris à la caisse d'assurance-chômage, moi, je voudrais comprendre en quoi, si on peut le faire en récupérant ce pouvoir-là, on aurait davantage de latitude dans un Québec souverain.

M. Payne: L'essentiel, c'est que, en matière d'immigration, c'est une question où le Québec ne bénéficiera jamais, dans la situation constitutionnelle actuelle, de toute son autonomie, parce que - comment on dit ça? - l'élément humain est à 100 %. Si vous voyagez beaucoup à l'étranger, comme vous faites; j'ai été à Hong Kong dernièrement, j'ai été souvent en Europe, depuis quelques années. Même quand j'étais député, j'avais l'occasion de rencontrer beaucoup de représentants de l'immigration à travers le monde, et les intérêts de Québec, sur le plan purement pragmatique, ne sont pas véritablement représentés. C'est-à-dire que les informations sont données dans la langue anglaise, toute l'ambiance est préjugée par l'anglais.

M. Milner: Ce qui est très important, c'est comment l'immigrant se définit. Ce n'est pas une question de pouvoir; c'est une question de définition. Si l'immigrant se définit comme immigrant au Canada... et c'est ça qu'il fait maintenant, parce que c'est ça qui l'accueille. Même si le Québec a son mot à dire, etc., il est immigrant au Canada et il se définit comme ça. Après une démarche vers la souveraineté, ce qu'on peut voir, c'est que l'immigrant se définirait comme un immigrant au Québec. Simplement

par cet acte de définition, le changement serait très important.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Ouellet.

M. Ouellet: M. le Président, pour le bénéfice de ceux qui nous écoutent, je voudrais que vous précisiez. Vous dites, dans votre mémoire, que vous êtes une association qui représente une minorité restreinte, mais grandissante du Québec anglophone qui, n'étant pas nécessairement souverainiste... Vous êtes souverainiste ou vous ne l'êtes pas?

M. Caldwell: ...notre association comprend des gens qui discutent de ces questions, comme tout le monde le fait au Québec, qui essaient de voir clair dans ça, qui pensent à ce que sera l'avenir. Nous ne sommes pas tous souverainistes. Moi, je ne suis pas souverainiste, mais je crois qu'il se peut, si le Canada anglais continue de se séparer du projet politique canadien, que le Québec n'aura pas de choix, pour maintenir une société distincte et canadienne en Amérique du Nord, que d'opter pour la souveraineté.

M. Ouellet: M. Payne disait tout à l'heure qu'il était député. Il était député de quel parti, déjà?

M. Payne: J'étais député du Parti québécois. Si vous étiez à Ottawa, je pense, à ce moment-là, vous vous souvenez...

M. Ouellet: Oui. Je vous ai déjà rencontré, mais je pense que c'est très important que le public qui nous écoute...

M. Payne: Je pense que le public aussi...

M. Ouellet: ...sache exactement quelles couleurs vous représentez ici. Vous, vous êtes souverainiste, je présume?

M. Payne: Oui, moi aussi, certainement. Mais je pense que c'est important de souligner, M. Ouellet, que les anglophones ne font pas ce genre d'acte de profession de foi que vous voulez qu'on fasse à l'heure actuelle. On ne définit pas le projet du Québec comme cela. Nous sommes minoritaires dans un Québec où s'est dégagé depuis quelques années un large consensus, et nous considérons que nos intérêts sont mieux protégés en faisant partie, via la langue qu'on partage avec vous, même avec nos accents, mais avec une volonté, une conviction qu'on puisse s'intégrer avec harmonie dans les écoles, dans les hôpitaux, dans la vie politique et publique. Je ne considère pas, dans mon cas, au contraire, qu'un parti politique devrait être nécessairement associé à un groupe linguistique ou à un autre.

M. Ouellet: Je vous félicite, parce que, moi, c'est exactement le même raisonnement que vous faites, mais je le fais au niveau canadien. Je pense qu'il est bon que des francophones, des Québécois, s'associent justement et prennent leur place dans l'ensemble canadien, dans le meilleur intérêt des Québécois et des Québécoises. Je pense que si l'on regarde la force numérique, il est certain qu'au niveau canadien, la place et le rôle qu'ont joué des Québécois au niveau canadien dépassent largement le nombre numérique qu'ils représentent dans la province de Québec. Alors je ne suis pas tout à fait opposé à ce que vous essayiez, vous, en tant qu'anglophones, de prendre votre place et de jouer un rôle dans le contexte québécois. Je pense que cette démarche est tout à fait légitime, et je souhaite d'ailleurs que les Québécois, les francophones, continuent à la faire, cette démarche, comme vous la faites. Mais dans le cadre canadien.

M. Caldwell: Mais, M. Ouellet, est-ce que vous pouvez apprécier aussi qu'il y a des Québécois anglophones, sachant qu'ici il existe une civilité au Québec, des libertés parlementaires, des libertés britanniques, que ces libertés-là sont en train de s'éroder au niveau canadien? Que, avec une charte des droits de la personne, nous sommes en train d'instaurer un dominion des juges et des avocats, où les individus auraient du mal à faire respecter leurs spécificités culturelles et sociales, comme on a pu dans l'histoire du Canada? Ou ce serait peut-être difficile de faire une place spéciale pour les Inuits ou les Indiens, parce que la logique de cette charte-là nous amène loin des fondements que la culture politique qui a rendu possible le Québec, rendu possibles le Canada et le Québec d'aujourd'hui? C'est-à-dire que c'est le Canada qui est en train d'évoluer vers une culture politique, par exemple l'idée d'une constitution transcendante qui est au-dessus du Parlement qui va peut-être amener la fin du Canada même?

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à M. Russell Williams pour le parti qui forme le gouvernement et qui va terminer cette présentation.

M. Williams: Au nom de ma formation politique, je voudrais dire merci au groupe, L'Association des anglophones dans un Québec indépendant, pour le mémoire. Aussi, je voudrais dire merci pour votre approche positive dans le débat, dans une perspective positive, sans donner mon appui à vos recommandations, mais j'ai apprécié beaucoup l'approche positive. Because here, in the Commission, we are here to listen to Québeckers and what they think about the future, the political and constitutional future, without getting into a debate and challenging them. So I appreciate you coming, even though I do not agree with your perspective. C'est vrai

que les anglophones, les anglophones du Québec, appuient les aspirations des voisins francophones, quand nous parlons peut-être plus du pouvoir. Je n'aime pas l'image que tous les anglophones ne comprennent pas la société québécoise, et je pense que vous avez essayé de démontrer ça ce soir. Je pense que, comme communauté, nous pourrions protéger notre communauté linguistique avec fierté, mais aussi nous pourrions travailler avec et dans la majorité. Je pense que le Québec a les mêmes obligations et responsabilités avec le reste du Canada. Je trouve que votre mémoire est plein de contradictions. Je ne dis pas ça d'une façon nécessairement négative, parce que je pense que notre vie est pleine de contradictions. Vous avez dit que vous n'êtes pas nécessairement souverainistes, mais vous avez privilégié un modèle de souveraineté. Je voudrais retourner à la même ligne, ou à la même phrase que M. Libman a demandée, mais peut-être avec une autre question. Vous avez dit: Pour réaliser des liens constitutionnels durables avec le Canada anglais, le Québec doit nécessairement réclamer clairement et démocratiquement sa souveraineté nationale.

Ça me semble une grande contradiction d'avoir des liens constitutionnels et d'avoir la souveraineté. Est-ce que vous voulez préciser pour nous ce soir cet "inéquilibre" dans mon opinion. Et j'ai deux autres questions après ça.

M. Milner: Si je peux répondre très vite, je pense qu'on est, dans cette phrase-là, à l'intérieur d'un consensus qui se fait au Québec. Ça veut dire que – et j'espère que ça reflète ce que les gens pensent ici – ça veut dire que, après l'échec du lac Meech, la seule entente possible c'est une entente entre deux nations ou deux pays souverains. Si le Québec n'est pas souverain, qu'est-ce qu'il est? Il est une province parmi 10 autres. Il ne pourra jamais être reconnu comme la société qu'il est. Alors c'est ça qu'on dit, qu'il n'y a pas de solution de mi-chemin. Ou on est une province dans un système fédéral, ou on est un pays qui a la souveraineté, qui peut négocier sur plusieurs niveaux mais qui est reconnu comme un peuple souverain. Et c'est ça la distinction qu'on essaie de...

M. Caldwell: Dans mon expérience, l'échec de Meech existe. Meech a failli. Il y a différents organismes, différents groupes qui ont pris position contre Meech, qui ont voulu que Meech soit subordonné à la Charte, qui étaient contre la clause "nonobstant". Il va falloir qu'on vive avec ces conséquences.

M. Williams: Nous avons un temps limite, ça fait que je voudrais poser les autres questions, parce qu'il me semble que plusieurs de votre groupe ont pris leur décision bien avant l'échec du lac Meech. Je ne veux pas rester trop longtemps sur ce point.

Je voudrais poser une question, peut-être, à M. Caldwell qui a une réputation très élevée dans le Québec avec ses études de la communauté d'expression anglaise. Selon votre opinion, quand nous parlons de ce qui serait le mieux pour la communauté d'expression anglaise, pour protéger leur culture, les questions linguistiques, l'économie, toute la gamme de ces questions, est-ce que ça irait mieux dans un Canada où, par exemple, le Québec qui respectent les besoins du Québec ou dans un Québec souverain?

M. Caldwell: Moi, je crois fermement, M. Williams, que ce qui est le mieux pour le Québec anglophone, c'est la poursuite; préserver la culture politique qui a fait le Canada tel qu'il est, c'est-à-dire une culture politique où, par exemple, on a une notion de nos droits parlementaires, où la souveraineté parlementaire est importante. Où on a une notion du fait qu'il faut nécessairement – ce n'est pas glorieux, mais c'est notre sort – être un non-américain et qu'on ne peut pas se permettre d'assumer une culture américaine comme le droit de la Charte des droits de l'homme en est une expression, et mettre ça au-dessus de notre capacité d'adapter et de réagir à cette contrainte géopolitique qui est toujours là, dans l'histoire du Canada.

Alors moi, pour résumer ça, je crois – et évidemment, c'est une caricature – que ce qu'il faut pour le Québec anglophone, c'est des "British liberties" et c'est le Québec qui les garantit le mieux dans le moment. Et...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Williams...

M. Williams: J'ai une question très courte.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Williams, nous avons étiré beaucoup. Tâchez d'en trouver une courte. Si vous en avez une courte, ça répond.

M. Williams: Très, très courte. Nous savons que vous avez quatre membres de votre association. Vous en avez plus?

M. Payne: À peu près 450 et je voudrais faire référence...

M. Williams: Pardon?

M. Payne: Pardon? À peu près 450.

M. Williams: O.K.

M. Payne: Je voudrais attirer votre attention juste peut-être une dernière fois sur le fait... Ce n'est pas tellement combien on est mais plutôt qu'est-ce qu'on représente. Traditionnellement, depuis une dizaine d'années, mais ça s'accroît depuis quelques mois, lorsque vous

dit qu'il y a 12 % qui sont très favorables à la souveraineté du Québec, c'est quand même très fort. Ça représente à peu près 55 000. On ne parle pas en leur nom, on n'a pas de mandat, mais c'est un pensez-y bien.

M. Williams: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, merci M. Caldwell, M. Payne, M. Milner, M. Hanley. Vous avez répondu, j'allais dire abondamment, à nos questions. On a un peu dépassé notre temps mais l'après-midi achève. Je vous prierais maintenant d'évacuer rapidement la place puisque nous recevons après vous M. Jacques Saada.

(17 h 45)

M. Saada. Vous avez également une période d'une demi-heure. Donc, nous vous demandons de présenter l'essentiel de votre mémoire dans une présentation de cinq minutes, après laquelle nous passerons aux questions. La parole est à vous.

M. Jacques Saada

M. Saada (Jacques): Merci beaucoup, M. le Président. Avant d'entrer dans le vif du sujet, j'aimerais simplement, au nom de la Montérégie, souhaiter la bienvenue à la Commission parlementaire. Une chose qu'on sait très très peu sur la Montérégie, c'est que c'est là que sont nées les fameuses classes d'immersion. C'est effectivement né à Saint-Lambert en 1965, avant le début des lois linguistiques. Cela dit, j'aimerais entrer dans le vif de mon mémoire.

Je tiens d'abord à vous remercier de la possibilité que vous m'offrez de m'adresser à vous. D'éminentes personnalités vous ont ou vous auront parlé à titre d'experts en matière économique, sociale et constitutionnelle. Je ne suis pas l'un d'eux. D'autres vous auront fait valoir des points de vue politiquement partisans. Bien que j'appartienne fièrement au Parti libéral du Canada et que ce texte me permette d'étoffer la résolution que j'ai présentée au conseil général de l'aile québécoise de notre parti, le 27 octobre dernier, il me semble important, pour notre avenir collectif, de nous élever au-dessus des intérêts politiques immédiats. Enfin, je ne prétends nullement représenter qui que ce soit de façon formelle, bien que de très nombreuses discussions puissent porter à croire que, fondamentalement, mes points de vue pourraient être assez largement partagés au sein de la société québécoise.

Toute la question des arrangements constitutionnels, question technique s'il en fut, est loin d'être nouvelle, bien entendu. Tous les débats qui s'y rattachent soulèvent des passions, pas nécessairement sur les mérites réels des propositions, mais surtout sur l'interprétation qu'on en fait. Au Canada, nous n'avons pas l'exclusivité des débats quasi permanents sur la

Constitution. La France a connu trois constitutions en 80 ans. Au Canada, nous n'avons pas non plus l'exclusivité des tiraillements entre, d'une part, le besoin d'affirmer nos identités, et, d'autre part, le besoin de nous regrouper pour affronter une mondialisation qui n'est pas seulement économique. L'exemple de l'Europe vous aura été maintes fois donné, et les nationalismes soviétiques sont à la recherche d'un nouvel équilibre fédératif.

Plus spécifiquement donc, quels sont les actes du débat constitutionnel au Canada? De façon un peu simpliste, je le concède, j'en vois trois. Premièrement, le besoin impératif pour les régions excentriques du Canada, notamment l'Ouest, de vaincre cette aliénation profonde devant le peu d'influence économique et politique qu'elles exercent par rapport à l'Ontario et au Québec. Deuxièmement, le besoin normal pour chaque province de défendre ses propres intérêts, ce qui a deux conséquences: La distribution des pouvoirs n'est jamais totalement satisfaisante, et le gouvernement central est perçu dans le rôle d'un arbitre pas toujours impartial. Et troisièmement, ce qui est pour moi émotivement un souci profond et primordial, le besoin impératif et éminemment légitime pour les francophones, non seulement de survivre, mais de s'épanouir clairement et en toute sécurité sur les plans économique, culturel et social.

Comment donc concilier ces points de vue ou ces besoins, a priori fort divergents? D'emblée, il me semble évident que l'écart démographique et économique entre les provinces ne peut que forcer les disparités. Un regroupement en région permettrait de réduire cet écart. À cet égard, le Québec, qui ne représente qu'une province sur dix, gagnerait peut-être à représenter une région sur quatre. Sa démographie et sa spécificité le justifieraient amplement. Surtout si cela devait se traduire en termes concrets par un accroissement de la représentation québécoise dans un Sénat élu, par exemple.

À mon sens, en effet, il est presque indispensable de se doter d'un Sénat élu. À cet égard, je tiens à préciser que le concept du Sénat pourrait être avantageusement remplacé par un concept plus moderne, sur lequel je pourrais m'étendre davantage, mais dont j'aimerais révéler en tout cas le titre que j'aimerais lui donner, à savoir: Un Parlement régional autonome.

La notion de Chambre haute repose sur le principe démocratique fondamental du poids et du contrepois, ce qu'on appelle en anglais les "checks and balances". Au Québec, certains préféreraient peut-être l'abolition pure et simple du Sénat, mais il me semble qu'une Chambre haute légitimement reconnue permettrait à la population de mieux contrôler les agissements de ses gouvernements. Cette reconnaissance légitime lui viendrait du fait que, élue, elle deviendrait responsable de ses actes devant le peuple. En

autre, il conviendrait peut-être de lui accorder des champs de compétence ou de lui attribuer des rôles régionaux spécifiques. Et si nous parlons d'un Canada et des régions, une représentation sénatoriale égale pour chacune des régions allégerait peut-être le sentiment d'aliénation politique de l'Ouest et des Maritimes, tout en augmentant les pouvoirs réels du Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Saada, vos cinq minutes sont presque écoulées. Peut-être que vous voudrez résumer pour vous rendre jusqu'à la fin de votre présentation.

M. Saada: C'est bien. En substance, ce que j'ai écrit dans mon mémoire, c'est trois ou quatre éléments supplémentaires. La première chose, je pense qu'il est clair que les recoupements de champs de compétence ne sont pas forcément souhaitables. La seconde chose: Il me semble qu'il y a des choses qui doivent naturellement revenir aux régions. Ce sont les régions qui sont le mieux placées pour s'en occuper. C'est clair. On pourra s'étendre là-dessus plus longuement, si vous le souhaitez. Et je pense que si cette répartition des pouvoirs, cette redistribution des pouvoirs, se fait sur une base logique – je répète, logique – il n'y a aucune raison qu'elle soit inacceptable d'emblée.

Finalement, je pense que le rôle du Québec en ce qui concerne la promotion de sa langue et de sa culture est tellement, tellement essentiel et fondamental que je ne peux pas entrevoir un Canada où le Québec n'aurait pas les pleins pouvoirs en matière culturelle et en matière d'immigration. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Saada. Nous commençons avec un premier groupe de questions des membres de la Commission avec M. Jacques Proulx qui sera suivi de M. Marcel Beaudry.

M. Proulx: Merci, M. le Président. Une question très courte. J'aimerais qu'on essaie de m'expliquer comment, avec la proposition que M. Saada nous fait de 4 régions plutôt que 10, de me faire comprendre ce que ça changerait dans la situation réelle qui reste toujours minoritaire – et on sait que le problème fondamental de ça c'est la non-reconnaissance de la différence dans le sens large du mot. J'aimerais ça comprendre comment, par une nouvelle structure – et je ne parle pas de toute votre proposition, mais une nouvelle structure de 4 régions plutôt que 10 – comment le Québec aurait plus de pouvoir et comment le reste du Canada comprendrait mieux nos revendications et, surtout, comprendre et accepter qu'il y a une différence.

M. Saada: Bien, d'abord, je pense qu'il y a une mentalité, il y a un état d'esprit dont il faut

absolument sortir. C'est essentiel. Je pense que jusqu'à tout récemment, avec l'accord du lac Meech, enfin, ou le manque d'accord du lac Meech, on a adopté une attitude selon laquelle le Québec était un petit peu comme un nouveau riche qui attendrait à la porte qu'on lui fasse une place dans un club de golf sélect. Et je pense que c'est une période révolue, il faut que ça s'arrête.

Le principe des quatre régions ne doit pas être pris seulement comme un bloc autonome, si vous voulez. Il me semble que c'est important de comprendre que ce n'est pas une petite réforme à droite ou un petit bout de réforme à gauche qui changeront les choses. Quand je parle des quatre régions, je pense qu'il faut le prendre concurremment à la question de ce Parlement régional autonome. Dans ce cas-là, il faut comprendre une chose: Si les pouvoirs dont le Québec a besoin sont rapatriés au Québec, le fait que le Québec soit démocratiquement minoritaire – ça, on ne pourra rien y changer – mais le fait que le Québec soit minoritaire n'aura plus aucun effet sur ces champs de compétence-là. Il les aura exclusivement. Point. Il n'a pas besoin de l'accord de quelqu'un d'autre pour ça.

La seconde chose qui me paraît importante, c'est cette notion de parlement régional autonome. Et la raison pour laquelle je dis que le Québec aurait plus de pouvoir à cet égard-là, c'est que, si on part du principe, par exemple, que ce parlement régional autonome est élu par la région, pour la région et que le Québec était une de ces régions-là... Si ce parlement autonome avait, en plus... ou si la combinaison de ces parlements régionaux autonomes constituait la Chambre haute pour le gouvernement fédéral, ça donnerait au Québec la possibilité de contrôler encore davantage les agissements du gouvernement central. Je pense aussi qu'en plus de ça, comme ces gens seraient élus, le Québec aurait automatiquement une Chambre haute à laquelle il demanderait de rendre des comptes parce qu'elle serait, justement, élue. Ça donnerait donc une espèce de double garantie.

Cette Chambre haute pourrait avoir des pouvoirs spécifiques avec des gens de compétence très, très bien définie. Je pense qu'il faut sortir de la problématique où on dit: "Ce que le Québec va avoir, il doit le prendre ailleurs". Ce n'est pas vrai, il faut sortir de cette optique. Il faut partir du principe que le Canada de demain – parce que je crois en un Canada de demain, même si, quelquefois, ça peut paraître un petit peu à contre-temps... La raison pour laquelle je crois dans un Canada de demain, c'est parce que je pense qu'il faut de la créativité et qu'avec de la créativité, on va pouvoir trouver une Chambre haute, une structure régionale, une façon de fonctionner qui n'est pas forcément celle de l'Europe, qui n'est pas forcément celle de l'Allemagne ou des États-Unis, mais qui va être une formule canadienne originale. Et j'ai con-

fiance que c'est possible. C'est ce défi-là qui m'intéresse.

M. Proulx: Est-ce que j'ai bien compris si je retiens que vous dites qu'il y aura quatre régions souveraines au Canada?

M. Saada: Non, je n'ai jamais prononcé le mot "souveraineté", M. Proulx. Je parle de quatre régions qui auraient des pouvoirs très définis et en cela, elles seraient autonomes. Ce n'est pas la même chose que souverain. Je vous donne un exemple. Il est évident qu'au Québec, la question de la culture est primordiale et le Québec voudra retenir ces pouvoirs-là, et à très juste titre, comme je l'ai déjà dit. Mais si, par exemple, les trois autres régions – et puis quand je dis trois autres régions, ça pourrait être quatre ou cinq, je ne sais pas, là – décidaient que, en ce qui concerne leur culture, elles préféreraient que ce soit le fédéral qui s'en occupe, elles pourraient faire ce qu'on appelle le "opting in" et confier ça au fédéral; c'est leur prérogative. Et ce que j'avance par ça, si vous voulez, c'est que je crois que le Canada de demain devrait être un Canada asymétrique.

Le Président (M. Bélanger): Nous passons maintenant à M. Marcel Beaudry qui sera suivi de Mme Lorraine Pagé.

M. Beaudry: Merci M. le Président. Dans le même ordre d'idées que ce dont M. Proulx vient de vous parler, au niveau des régions, de quelle façon prévoyez-vous que ça pourrait se faire dans le contexte actuel de la constitution que nous avons? On sait que Meech vient d'être rejeté avec des clauses qui étaient minimales pour le Québec et là, vous proposez une restructuration complète de tout le Canada pour arriver à un système où on se retrouverait avec quatre régions, un Sénat qui serait élu. Mais pour y arriver, à ça, vous vous y prenez comment, en vertu de quoi vous allez y arriver?

M. Saada: Écoutez, je ne ferai pas de réponse sur le plan juridique parce que je ne suis pas compétent en la matière mais je veux seulement vous signaler une chose qui me paraît intéressante. C'est que si on avait fonctionné comme quatre régions au moment de Meech, Meech serait passé.

M. Beaudry: Oui, mais on n'est pas 4 régions, on est 10 provinces, actuellement, et on a un gouvernement fédéral.

M. Saada: Nous sommes 10 provinces, actuellement, mais il se trouve que dans l'Ouest, on a déjà commencé à voir certains mouvements de regroupement parce qu'ils y voient leur propre intérêt. Dans les Maritimes, il y a des problèmes communs qui feront, qui feraient et

qui risquent de faire fortement qu'ils soient intéressés à faire une région. Ce n'est pas à nous de forcer les choses. Je pense que ce que je propose là, ce n'est pas quelque chose qui veut s'imposer, je pense que c'est une voie à explorer pour un Canada de demain.

M. Beaudry: Est-ce que vous nous dites, dans ce contexte-là, que vous avez des informations, vous, au niveau du Canada, que certaines provinces ou certaines personnes politiques de différentes provinces seraient intéressées à considérer une solution de l'ordre de celle que vous nous soumettez aujourd'hui et qui auraient avantage, avant qu'une décision définitive pour le Québec soit prise, qui auraient avantage à explorer ces possibilités-là?

M. Saada: M. Beaudry, vous me faites trop d'honneur de penser que j'ai des renseignements que vous n'avez pas, mais je lis les journaux comme vous et j'ai pu observer, au courant de l'été par exemple, que des premiers ministres des provinces de l'Ouest se sont réunis pour discuter de mettre en commun certaines choses qu'ils avaient. Je pense que ce n'est pas une idée nouvelle, le Canada des régions, je pense qu'au départ, la formation du Sénat, comme ça a été fait au début de la Confédération, devait tenir compte des régions. Ce n'est pas un concept nouveau. Ce que je dis seulement, c'est qu'au lieu de jeter la serviette en disant: "Le Canada ne marchera jamais" alors qu'en fait, on sait qu'il y a quand même des choses qui ne marchent pas et qu'il y en a d'autres qui n'ont peut-être pas si mal marché que ça, moi, ce que je serais partisan de faire, c'est de dire aux gens: Écoutez, avant de jeter la serviette, peut-être que ça vaut la peine d'envisager quelque chose qui serait, à mon sens, un projet enthousiasmant.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Pagé.

Mme Pagé: Alors, M. Saada, je peux à tout le moins dire que vous péchez par un optimisme à tous crins parce que, nous proposer, avec cette sérénité, plus de pouvoirs pour le Québec, assortis à un fédéralisme des régions et asymétrique en plus, tout ça en pas trop grand temps, parce que tout le monde dit qu'il faudrait bien se sortir des ornières constitutionnelles, vous m'impressionnez...

M. Saada: C'est parce que je n'ai pas beaucoup de temps pour vous parler, c'est pour ça.

Mme Pagé: Vous m'impressionnez par votre sens du défi et votre optimisme.

M. Saada: Vous m'en voyez très heureux.

Mme Pagé: Je voudrais vous dire tout simplement un premier commentaire. C'est que je commence à trouver que ça nous prend beaucoup de contrepoids, dans notre système démocratique. Pour certains, ça prend un palier fédéral pour faire des contrepoids au palier provincial, pour d'autres, ça prend des cours pour faire contrepoids au Parlement avec des chartes qu'ils interprètent et pour vous, finalement, ça prend un Sénat élu, une Chambre des régions, pour faire contrepoids aux Chambres basses. Je trouve que ça nous prend beaucoup de contrepoids dans le système qu'on veut mettre en place.

Je comprends la théorie du poids et du contrepoids. Mais je trouve que trois paliers de poids et de contrepoids, c'est beaucoup pour le même régime. J'ai une question à vous poser, et c'est suite à l'observation que vous faites en dernière page de votre mémoire. C'est sur les francophones hors Québec. Je ne comprends pas pourquoi vous faites ce verdict, à l'effet qu'un Québec souverain ou un Québec indépendant, ça s'assortit nécessairement à abandonner les francophones hors Québec. Je dois vous dire que pour travailler assez régulièrement avec des associations de francophones hors Québec, c'est une éventualité à laquelle elles ne pensent pas. Elles ne croient pas que le statut du Québec amène une rupture dans les collaborations et dans les liens. Au contraire, présentement, le Québec est privé de capacités d'intervention et de possibilités de conclure des ententes de coopération avec les francophones hors Québec. Alors, je voudrais que vous m'expliquiez sur la base de quelle analyse ou de quelles informations, vous affirmez avec autant de sûreté, que l'indépendance du Québec ou l'accession du Québec à une souveraineté, se traduirait par l'abandon à leur sort de millions de francophones hors Québec.

M. Saada: Écoutez. Je pense que je peux seulement répondre à votre dernière question pour commencer. C'est pas moi qui ai dit ce que M. Beauchemin a dit, il y a quelques minutes à peine. Je pense que la réponse est extrêmement claire. En ce qui concerne la question que vous posiez, des poids et des contrepoids... mais je voudrais répondre à vos questions...

Mme Pagé: Je m'excuse, M. Saada, Oui, c'est parce que M. Beauchemin ne nous a pas dit ce que vous dites qu'il a dit.

M. Saada: Non, non, mais il vous a donné une argumentation qui...

Mme Pagé: Il nous a dit qu'ils étaient en difficulté. Il nous a dit qu'un Québec souverain serait capable d'avoir des liens plus fréquents et plus constants, et bien établis avec les francophones hors Québec.
(18 heures)

M. Saada: J'ai peur que vous n'ayez écouté de M. Beauchemin que ce que vous vouliez écouter.

Mme Pagé: Non, pas du tout...

M. Saada: Moi, j'ai parfaitement entendu que M. Beauchemin prétendait que, justement, la francophonie hors Québec était en train de mourir lentement. Je pense que ce n'est pas là qu'est vraiment l'argumentation. Il me semble important, en tout cas, de vous corriger peut-être sur une chose: Vous me dites qu'il y a beaucoup de poids et de contrepoids; vous me dites qu'il va y avoir trois paliers de gouvernement. Et moi, je soutiens que dans ce Canada que je propose, très humblement d'ailleurs, il n'y aurait pas trois paliers de gouvernement, mais deux, et je m'explique: Si on partage les pouvoirs, si les pouvoirs sont partagés entre le fédéral et le provincial d'une façon claire, il n'y aura pas de raison d'avoir trois paliers de gouvernement qui vont se chevaucher pour la même chose. Pour un domaine donné, il n'y aura que deux Parlements qui vont intervenir.

Maintenant, je vous mets en garde contre le risque qu'il y aurait à vouloir me demander comment je vais pouvoir organiser ça sur un plan juridique. Comme je le répète, je ne suis pas juriste. Je ne serai pas en mesure de vous le dire. Ce que je sais simplement, c'est la chose suivante: Ce que le Québec veut, au fond, d'après ce que je peux ressentir – et vous me corrigerez si j'ai tort – c'est avant des questions économiques, avoir une garantie culturelle en béton. Et ça, je pense que c'est légitime. Ensuite de ça, le Québec, au même titre que l'Ontario, au même titre que les provinces de l'Ouest – et là, le Québec et les autres régions du Canada se rejoignent – veulent avoir un pouvoir beaucoup plus proche d'eux en ce sens que, et c'est le principal de la décentralisation, ils se sentent mieux aptes à définir les besoins de la population sur place même. Vous savez, je pourrais vous faire deux ou trois petites citations. Je ne sais pas si j'ai beaucoup de temps encore, M. le Président?

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous avez déjà épuisé le temps pour ce groupe de questions.

Mme Pagé: C'est parce que j'aimerais avoir la réponse à ma question sur les francophones hors Québec.

M. Saada: Je viens de vous la faire, madame, deux fois.

Mme Pagé: Bien, je ne vous ai pas compris. Vous m'avez cité M. Beauchemin. Ce n'est pas ça que je veux savoir.

M. Saada: Je vous ai fait ma réponse. Je crois qu'elle est assez claire.

Mme Pagé: Votre réponse était de citer M. Beauchemin.

M. Saada: Oui. Voilà!

Mme Pagé: Ah!

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons maintenant à M. Claude Dauphin qui... au nom du parti qui forme le gouvernement.

M. Dauphin: Oui, merci beaucoup, M. le Président. Alors, j'aimerais tout d'abord souhaiter la bienvenue à M. Saada aux travaux de notre Commission, au nom de l'équipe ministérielle, au nom du groupe parlementaire ministériel. Ma première question a été posée par M. Beaudry mais je vais peut-être la reprendre. C'est que... Évidemment, vous nous proposez théoriquement un Canada formé de quatre régions, dont le Québec formerait une région. Vous proposez également un Sénat électif, là, ce qui a été d'actualité l'année dernière. Une espèce de triple "e": électif, efficace... Pardon? Vous ne comprenez pas?

M. Saada: Je m'excuse. Un petit point de détail, simplement, si vous êtes d'accord. Pour ne pas coller aux étiquettes, est-ce qu'il serait possible de laisser tomber le mot "Sénat" pour le remplacer par "Parlement régional autonome"? Parce que pour moi, c'est important, ce qu'il y a derrière. C'est le concept qui est important et j'ai peur qu'avec "Sénat", on finisse par se perdre un peu dans la conception du Sénat qu'on avait jusqu'à présent. Si vous permettez.

M. Dauphin: Je n'ai pas d'objection, moi, M. le Président. Alors, c'est justement... Je voudrais revenir à la période de négociations qui s'ensuivrait à l'effet que nous avons l'expérience, évidemment, du lac Meech, où comme Québécois, comme société, nous demandions la réintégration dans l'Acte constitutionnel de 1982, avec cinq conditions raisonnables et minimales. Et puis, comme on sait tous, c'a été refusé. Alors, je me demandais de quelle façon nous pourrions réussir à engager une négociation à 11 qui pourrait fonctionner et si ce pouvoir régional-là – un nouveau pouvoir régional – quel pouvoir nous lui donnerions? Et quelle serait la réaction, effectivement, du Canada anglais à un pouvoir régional ou à un Canada nouveau de quatre régions, avec des pouvoirs particuliers pour le Québec, prenant comme exemple l'entente du lac Meech qui a été refusée, comme on le sait tous, il n'y a pas tellement longtemps?

M. Saada: Bien, je pense que d'abord, on

rentre un petit peu dans le domaine des spéculations parce que, si jamais j'avais eu une formule miracle, ça ferait longtemps qu'elle aurait été là; mais je ne l'ai pas plus que qui que ce soit d'autre. Il me semble important de comprendre une chose, c'est que si on parle d'un Canada des régions, avant de négocier à 11, je pense qu'il va être important de négocier région par région. Il va falloir que les régions s'entendent entre elles pour savoir qu'effectivement, c'est la formule qu'elles désirent retenir. Je ne dis pas que ce sera facile, mais je pense qu'il y a beaucoup d'intérêts pour toutes les régions concernées à le faire.

La seconde chose, c'est que cette négociation – et là, je reviens peut-être à la question de M. Proulx, parce qu'elle me paraissait très pertinente à ce moment-là – il est important de comprendre qu'à ce moment-là, il ne s'agira plus, pour le Québec, de demander quelque chose, il s'agira, pour les quatre régions, d'avoir des besoins communs. Et dans cette perspective-là, je pense que les chances de réussite d'une négociation seraient quand même plus grandes que quand on avait un bloc, et qu'une petite partie de ce bloc-là voulait avoir quelque chose. C'est toute la problématique de la négociation constitutionnelle qu'il faut revoir en profondeur et ça, ce Canada des régions permettrait d'aborder la perspective constitutionnelle d'un angle tout à fait, tout à fait différent, tout à fait nouveau, qu'on n'a jamais essayé avant. Et à mon avis, c'est justement ça, l'un des points essentiels; c'est que, si on ne l'a jamais essayé avant, je pense qu'il faudrait avoir au moins la prudence de ne pas dire d'emblée: Ça ne marchera pas.

M. Dauphin: Juste pour revenir à ce que je demandais tantôt, relativement aux pouvoirs dont le Québec aurait besoin pour son identité, pour sa survie, pour sa détermination, pour sa perspective économique, à part la lutte à la pauvreté, l'immigration et le culturel, voyez-vous d'autres pouvoirs que nous devrions aller chercher?

M. Saada: Bien, écoutez, je pense que, peut-être pour donner un peu plus une idée de la philosophie que je sous-entends là-dedans, j'aimerais vous faire une petite citation: "La seule voie qui conduise à l'esprit d'entreprise, c'est la décentralisation." Ce n'est pas moi qui l'ai inventé, c'est De Gaulle qui l'a dit. Je pense que, quand je parle de division des pouvoirs, je parle de décentralisation. Le fait que, bien sûr, ce plan culturel soit essentiel, ça ne veut pas dire que c'est le seul plan, loin de là. Il est évident que, pour des questions de développement régional, par exemple, ça me semble essentiel que les provinces aient ça.

Ce que je ne veux pas faire, c'est tomber dans le piège, si vous voulez, de faire une liste des choses qui pourraient être là, puis une

autre liste des choses qui pourraient être ailleurs. Il me semble qu'il faut procéder par logique. S'il y a des choses pour lesquelles les régions sont mieux placées, il ne doit pas y avoir de dogme pour empêcher que ça arrive; si les régions sont mieux placées, par exemple, pour leur développement régional, pour la recherche et le développement, si elles sont mieux placées pour la lutte à la pauvreté, bien, il n'y a rien de mal à ce qu'on puisse concevoir que les régions vont avoir ces pouvoirs-là. Je ne peux pas vraiment faire une liste complète de tous les champs possibles, mais je pense qu'il faut être extrêmement ouvert et surtout, il faut être logique, il faut être logique. La décentralisation s'est faite en France en 1982 et je pense qu'elle a marché à merveille. Il n'y a aucune raison pour qu'on soit moins capables que les autres d'y procéder et puis de trouver finalement un intérêt grandissant pour toutes les régions du Canada et pour que le Québec puisse s'y épanouir aussi.

Le Président (M. Bélanger): M. Saada, nous passons donc maintenant au dernier groupe de questions. M. Chevette pour le parti de l'Opposition officielle.

M. Chevette: Merci, M. le Président. Moi, M. Saada, je vais vous dire ce que j'ai compris de votre mémoire. Vous me direz si j'en ai une bonne compréhension. Mais je pars tout d'abord du fait que 30 ans de discussions ont abouti à un refus, un échec du lac Meech et là je me suis dit: Qu'est ce qu'il nous propose? J'ai compris que vous nous proposiez d'abord, dans le cadre des amendements, de la procédure d'amendements constitutionnels actuelle, vous nous proposiez, dans un premier temps, d'aller chercher l'unanimité des 10 provinces et du fédéral pour créer 4 régions. Vous nous proposez également d'aller négocier et d'obtenir l'unanimité des 10 provinces pour obtenir une chambre des régions ou le Sénat ou appelez-la Chambre haute, comme vous voudrez, mais que ça prend un Sénat élu, ça prend encore l'unanimité des provinces pour ce faire.

Ce que j'ai compris également, c'est qu'autant au Sénat qu'au gouvernement des régions, vous ne saviez pas tout à fait quels sont les pouvoirs qui devaient aller au Sénat élu, ni ceux qui devaient aller aux gouvernements des provinces - qui doivent aller là - mais vous reconnaissez que la région que constituerait le Québec, s'il obtient l'unanimité des 10 provinces et du fédéral, lui, il pourrait être souverain en matière de culture. Pour obtenir sa souveraineté en matière de culture, il faudrait encore qu'il passe par la formule d'amendements actuelle qui est de sept provinces minimum ou 50 % de la population. Et vous dites cependant que le tout, même dans sa souveraineté culturelle, devra être soumis à la Charte des droits du fédéral. Je vous avoue bien franchement que j'ai essayé de vulgariser

tout ça, puis je me suis dit: si c'a pris 30 ans pour arriver à l'échec de Meech, ça va bien en prendre 90 pour démêler tout ça. Vous demandez aux provinces de se faire hara-kiri puis vous leur demandez l'unanimité. Vous demandez aux gens de se regrouper entre eux quatre, puis vous avez ajouté peut-être cinq ou six. Ça va prendre encore l'unanimité dans la formule constitutionnelle actuelle pour arriver à des consensus quand, pour le changement de structure, ça prend l'unanimité des 10 provinces puis du fédéral. Puis le changement de frontière, ça prend l'unanimité. Croyez-vous sincèrement, là, que dans la formule actuelle, croyez-vous sincèrement que ce n'est pas un petit peu rêver en couleur?

M. Saada: Non, et je m'explique. La première chose d'abord. J'aimerais vous corriger: Je n'ai jamais fait allusion à six régions parce que je pense que, là, on retomberait dans le problème des provinces.

M. Chevette: La réponse tantôt, monsieur, que vous avez dite: Ça peut être quatre, ça peut être cinq, ça peut être six.

M. Saada: Non, j'ai dit quatre ou cinq. Je m'excuse. Vous m'avez mal entendu.

M. Chevette: J'avais mal compris. Je me suis arrêté à cinq, d'abord?

M. Saada: Exactement.

M. Chevette: Bien, ça en fait une de plus.

M. Saada: Non, j'ai dit qu'on avait la possibilité d'entre quatre et cinq, si ça paraît si important que ça. Je ne pense pas que ça intéresse vraiment la Commission de savoir si ça va être quatre ou cinq quand, moi-même, je ne suis pas encore fixé là-dessus. Il me semble important de comprendre une chose: c'est que, quand on parle d'une négociation de redéfinition des frontières, je crois que vous avez mal compris l'esprit de mon mémoire. Dans mon esprit, il n'est pas question d'éliminer les provinces.

M. Chevette: En plus...

M. Saada: Écoutez. Si vous posez une question, j'aimerais pouvoir avoir la chance d'y répondre.

M. Chevette: Non, non, mais là... c'est parce que je me suis trompé dans mon interprétation. Je reconnais qu'il y a un palier de gouvernement de plus encore.

M. Saada: Non, je m'excuse, mais vous n'avez vraiment pas compris mon mémoire du

tout, alors, même pas seulement une partie.

M. Chevette: Ah!

M. Saada: Écoutez, je m'excuse. Je ne voulais pas être abrupt. Je m'excuse. Je retire ce que je viens de dire.

M. Chevette: Soyez sans crainte. Je suis habitué à ça, moi.

M. Saada: C'est pour ça que je voudrais être un peu plus original. Non. Ce que je veux dire par là, c'est la chose suivante: c'est qu'il ne s'agit pas d'abolir les provinces; il s'agit de faire en sorte que les provinces se regroupent pour ce qui concerne la Chambre haute. Donc, il n'y a pas de redéfinition des frontières provinciales dans l'esprit de ce que je peux entrevoir. La Chambre haute serait une représentation régionale. Les provinces seraient quand même là. Le gouvernement provincial existerait et il y aurait une Chambre haute. Il n'y a pas besoin de renégocier les frontières des provinces du tout. Donc, ça ne s'appliquera pas.

Deuxième chose ou troisième chose: Ce qui me paraît important à comprendre, c'est la chose suivante: C'est que si les régions elles-mêmes se reconnaissent des points communs, comme j'ai donné tout à l'heure l'exemple de l'Ouest, elles vont peut-être être intéressées à regarder ce principe-là elles-mêmes et, dans cette optique-là, je pense que tant qu'on n'a pas fait l'expérience de voir ce que ça peut donner, on ne peut pas décréter au départ que ça ne marchera pas. J'ai confiance que ça va marcher parce qu'il y a des besoins qui sont extrêmement normaux au niveau régional.

Je prends par exemple les Maritimes. Les Maritimes ont un problème de développement régional en matière des pêcheries, par exemple. Bien, il est évident que ce sont des problèmes communs. Si on prend les provinces de l'Ouest, elles ont des problèmes communs, qu'il s'agisse par exemple d'agriculture, qu'il s'agisse de transport des grains et ainsi de suite. Je pense qu'il y a beaucoup de points communs qui font qu'il y a lieu d'être optimiste sur la possibilité d'un regroupement par régions, sans pour autant perdre l'identité des provinces.

Le Président (M. Bélanger): M. Saada, notre temps est écoulé. Si vous avez une dernière phrase à ajouter pour compléter, je vous la cède volontiers.

M. Saada: Bien écoutez. Je vous remercie seulement de m'avoir écouté et puis, je suis un petit peu désolé du fait que, quand il y a des concepts quand même assez importants que je présente à titre de citoyen et non pas d'expert, l'on ait si peu de temps pour les présenter et pour en débattre, mais je sais qu'il y a des

contraintes et je les respecte. Merci.

Le Président (M. Bélanger): Je vous remercie de toute façon. Les membres de la Commission auront votre mémoire et pourront continuer d'en discuter entre eux, sinon avec vous en privé. Merci de votre présence. Les travaux sont maintenant suspendus jusqu'à 19 h 30.

(Suspension de la séance à 18 h 15)

(Reprise à 19 h 40)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous reprenons nos travaux ce soir avec l'examen du mémoire de M. Maurice Giroux. M. Giroux, c'est une présentation d'une demi-heure, vous disposez de cinq minutes pour faire une présentation de votre mémoire.

M. Maurice Giroux

M. Giroux (Maurice): Je vous remercie, M. le Président. Je remercie le comité directeur d'avoir permis que je vienne exposer en personne mes élucubrations.

En guise d'introduction, je vous dirais que mon mémoire n'a qu'une page: C'est le tableau que je vous ai distribué, tantôt, dans sa version mieux imprimée que celle que vous aviez déjà. C'est un effort de synthèse et de compréhension des différentes options constitutionnelles qui s'offrent à vous et à l'ensemble du Québec dans ce débat important.

Il y a des règles du jeu, par contre, pour lire ce tableau. Il y a une porte d'entrée, il y a une porte de sortie; c'est défendu d'aller de haut en bas. Dans la partie droite du tableau, vous voyez les différentes options. J'en ai énuméré 11, actuellement, qui sont selon un continuum allant du plus centralisé jusqu'à l'indépendance pure et simple, et non pas pure et dure. Pourquoi on dirait toujours "dure"? Il peut y avoir un centralisme pur et dur également. Alors, c'est un continuum. Mais, pour arriver à une des cases gagnantes, si on peut parler de cette façon, il faut procéder à des choix difficiles en début de jeu. Au début du jeu, il faut choisir entre des options de base: l'option fédéraliste, l'option souverainiste. Et les définitions qui accompagnent ces expressions et ces options me semblent assez claires pour essayer de comprendre un peu ce qui se passe ici depuis quelques jours. Même cet après-midi, par exemple, on a vu un intervenant affirmer que l'option de M. Bourassa et celle de M. Lévesque étaient à peu près semblables. Vous allez voir que, dans mon tableau, il y a quand même d'énormes différences entre les deux options. On pourra en parler tantôt.

Alors, dans la course à obstacles qui consiste à traverser ce tableau, il y a, évidem-

ment, chez les fédéralistes, le problème de savoir si on veut du fédéralisme symétrique ou asymétrique et, du côté des souverainistes, il y a la difficulté aussi de savoir si on veut une union politique ou pas d'union politique. Là, je vous fais grâce pour le moment des sous-options parce que vous les avez devant vous.

Je voudrais quand même profiter de cette occasion pour dire qu'il y a une possibilité d'un compromis historique, comme on parlait cet après-midi, si on regarde, par exemple, ce qui a été défendu par M. Bourassa et ce qui est défendu par le Parti québécois. J'ai eu beaucoup de difficulté à placer dans mon tableau l'option de M. Bourassa parce que, dans un premier temps, on parle d'autonomie complète du Québec mais, dans un second temps, par la porte d'en arrière, on réintroduit une option fédéraliste en disant: On aura un gouvernement, un Parlement supranational élu au suffrage universel. Donc, dans ma définition à moi, c'est un nouveau partage des pouvoirs entre un nouveau palier gouvernemental et celui du Québec. Je l'ai placé dans "statut particulier" parce qu'en bout de ligne le résultat d'un tel système placerait le Québec dans un statut particulier, parce que le Québec aurait des pouvoirs accrus, différents de ceux des autres provinces, mais que, par ailleurs, il y a un autre palier gouvernemental qui serait le Parlement supranational qui aurait également des pouvoirs souverains s'appliquant à une population donnée puisqu'il serait élu au suffrage universel. Et en plus de ça, proportionnel à la population du Canada. Une autre Chambre des communes par-dessus celle qui existe déjà. Et pour montrer qu'il y a une possibilité de rapprochement entre les deux parties, entre l'équipe ministérielle et l'Opposition, je vous dis simplement ceci, et ça pourrait lancer le débat: c'est que, si les tenants de la thèse Bourassa abandonnaient le Parlement au suffrage universel, il tomberait dans le camp souverainiste. En revanche, les souverainistes pourraient accepter d'avoir une union politique de type confédéral, donc avec deux États égaux, souverains, avec un Parlement composé de délégués, non pas élus par le suffrage populaire, mais des délégués des deux États. Un peu comme la Communauté urbaine de Montréal. À ce moment-là, je crois que les deux groupes pourraient dialoguer à partir de cette hypothèse de travail.

Alors, j'arrête immédiatement pour permettre des questions.

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est au bon moment parce qu'on a presque écoulé les cinq minutes et vous arrêtez justement au moment où les questions peuvent se poser encore plus facilement. Nous allons commencer par le bloc de questions du parti gouvernemental. Mme Pelchat, je crois, prend la parole.

Mme Pelchat: Merci, M. le Président.

M. Giroux, j'aimerais vous remercier d'avoir soumis ce mémoire à la fois original, mais certainement pas inintéressant. Vous nous faites un tableau, en fait, des options qu'on a devant nous et qu'on peut choisir à la fin. Dans votre guide d'utilisation, un peu dans vos règles du jeu, vous nous parlez d'un compromis historique auquel les souverainistes modérés ou les fédéralistes raisonnables pourraient en arriver. Expliquez-moi donc comment on pourrait arriver à cela. Peut-être que ça nous éclairerait, peut-être même que ça aiderait à se rapprocher entre les deux options.

M. Giroux: Bien, un peu comme je viens de l'expliquer, c'est qu'il faudrait, d'une part, que les tenants de l'option fédéraliste, dans le sens où M. Bourassa l'entend, abandonnent cette idée d'un Parlement élu au suffrage universel. Parce que, à mon sens, ça replace en position une structure à deux étages. Dès qu'on dit qu'un Parlement ou une institution a un droit direct, est élu par la population, on retombe en système fédéraliste.

Mme Pelchat: Je vous arrête là, M. Giroux. Au niveau de la CEE, est-ce que vous êtes prêt à dire que c'est un système fédéral? Je pense que l'Europe des douze, c'est quand même un système confédéral, c'est reconnu de tout le monde. Ils sont dotés d'un Parlement élu au suffrage universel.

M. Giroux: Oui, mais ce Parlement-là n'est pas... Il y a une nette séparation entre le Parlement élu, qui n'a aucun pouvoir, et le Conseil des ministres. Dans un vrai système confédéral, le Conseil des ministres serait issu du Parlement confédéral avec des liens de responsabilité. À ce moment-ci, on a un début de confédération en Europe, mais ce n'est pas encore rendu à l'état de confédération. On est en présence d'un système d'États associés, avec un Conseil des ministres venant des États souverains. Mais le Parlement est en dessous et il n'y a pas de liens entre le Conseil des ministres et le Parlement.

Mme Pelchat: Je pense que je suis en train de me perdre dans votre tableau.

M. Giroux: Je n'ai pas mis le Marché commun dans mon tableau...

Mme Pelchat: Mais vous avez mis l'État associé, par exemple.

M. Giroux: Oui, d'accord.

Mme Pelchat: Et vous faites référence à l'option de René Lévesque de 1967. J'aimerais ça que vous m'expliquiez comment vous voyez la confédération par rapport à l'État associé, la

distinction entre les deux.

M. Giroux: Alors, dans une confédération, vous avez une institution politique qui est permanente, un Parlement confédéral, un Conseil des ministres confédéral. Tandis que dans un État associé, comme le mentionnait M. Lévesque à la page 64 de son livre, il ne voyait que des réunions sporadiques d'un Conseil des ministres, pour le Canada et le Québec. Donc, ce n'est pas une institution permanente, c'est une institution ad hoc pour régler certains problèmes. Je n'ai pas la liste des sujets qui peuvent être mis en commun, entre États associés. Mais dans son optique à lui, option 67, c'étaient les réunions épisodiques ou sporadiques d'un Conseil des ministres entre les deux États. Ce n'était pas une confédération encore, parce qu'il n'y avait pas d'institution politique permanente.

Mme Pelchat: Votre compromis historique dans votre arbre de décisions, il se situerait où?

M. Giroux: Ça serait une confédération à deux, Canada-Québec, avec possibilité d'un Parlement confédéral, avec des membres délégués, les deux États, sur une base paritaire, avec un Conseil des ministres qui est paritaire aussi.

Mme Pelchat: Est-ce que c'est volontaire qu'à côté du cercle il n'y ait aucun nom, contrairement aux autres cercles qui sont bien identifiés? Est-ce que c'est votre modestie qui fait que vous n'avez pas voulu mettre votre nom à côté de cette suggestion?

M. Giroux: Je ne suis pas ici pour donner des options, seulement pour essayer de comprendre ce qui se passe. Parce que si ça continue, on va être dans une vraie tour de Babel. Je dois aussi spécifier que mes opinions ici sont à titre personnel et ne devraient pas engager mon employeur qui est la Conférence des maires de la Rive-Sud.

Mme Pelchat: Mais cette espèce de Canada à deux, ça ne rejoint pas une vision de ce qui a déjà été suggéré, ou des personnes qui ont...

M. Giroux: Ça a été mentionné à différents endroits depuis une trentaine d'années, mais il n'y a personne qui a identifié une solution particulière là-dessus. On a parlé de souveraineté-association qui est évidemment à deux, mais cette notion est déjà mentionnée dans le tableau comme étant une association purement économique et non pas politique.

Mme Pelchat: En terminant, si jamais on arrivait à une espèce de consensus, un compromis historique, ce que je souhaite, je pense qu'on peut tous avoir beaucoup d'espoir suite aux travaux de cette Commission. Parce que de toute

façon il va falloir retourner au peuple, quels que soient les changements qu'on apportera. Est-ce que vous favorisez une élection référendaire ou un référendum comme tel?

M. Giroux: S'il y a un consensus ici, à la Commission, mettons 25 sur 36, en faveur d'une option, c'est évident que le gouvernement, à ce moment-là, n'aura pas le choix et doit aller sur une base de référendum. Ça, il n'y a aucun doute là-dessus. Tout le monde en parle parce que - excusez-moi d'être direct - mais après l'expérience de 1980, maintenant, un référendum, quand on en fait un, c'est pour le gagner; ce n'est pas pour le perdre. Alors, aller en référendum sur deux options, comme semble l'avoir souligné le mémoire de la FTQ, c'est un peu masochiste. Qu'il y ait deux options qui se dégagent ici, et aller en référendum là-dessus, je ne suis pas d'accord avec ça. Mais qu'il y ait un référendum à condition qu'il y ait un consensus suffisamment large, et notamment entre les deux partis politiques en présence, qui ont quand même la balance du pouvoir dans cette Commission... J'aimerais ajouter un autre...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Giroux, on a écoulé le temps de ce côté-là, mais je pense que ça enchaîne très bien, possiblement, pour les prochaines questions. M. Brassard. Oui?

M. Brassard: Oui. D'abord, je pense que votre tableau est intéressant, parce qu'il illustre bien que le paysage politique québécois est fort encombré, n'est-ce pas?

M. Giroux: C'est le pont Champlain à 17 heures.

M. Brassard: Pardon?

M. Giroux: C'est le pont Champlain à 17 heures.

M. Brassard: Il y a embouteillage d'options.

M. Giroux: Alors, il faudrait trouver une voie réservée.

M. Brassard: Voilà. Alors, d'abord, revenons au tout début. Vous dites que vous avez suivi les conférences constitutionnelles de 1967 à 1976, comme journaliste. Vous avez sûrement également suivi tout ce qui s'est passé dans les années quatre-vingt, et la saga de Meech, récemment. Partant de là, de vos observations de la scène politique québécoise et canadienne, de même que de votre expérience du passé, est-ce que vous jugez que le fédéralisme canadien est maintenant dans un cul-de-sac, une impasse? Et que, finalement, il y a peut-être deux options, mais qu'il y en a une qui va inévitablement aboutir à une voie sans issue...

M. Giroux: Je ne veux pas répondre...

M. Brassard: ...compte tenu du passé et de l'histoire.

M. Giroux: Je ne voudrais pas répondre dans un sens unique, parce que ce n'est pas... je ne me suis pas donné comme mission de favoriser une option en particulier, mais d'essayer de voir où sont les domaines de concertation possible. Mais autant je trouve que les fédéralistes ont... On parle beaucoup de fardeau de la preuve, de ce temps-ci. Les fédéralistes ont le fardeau de prouver que, soit que ce soit de façon symétrique ou asymétrique, ou peu importe les formules, que c'est faisable; et les souverainistes ont aussi le fardeau de la preuve d'assurer une stabilité économique et politique aux solutions proposées dans le camp souverainiste.

Alors je ne veux pas faire de jugement de valeur sur l'une ou l'autre, s'il y a un cul-de-sac dans l'une ou l'autre option, mais il y a des conditions à respecter des deux côtés. Et c'est le camp qui pourra régler, qui pourra faire le fardeau de la preuve supplémentaire, ou qui soit le plus lourd dans la balance, qui va l'emporter. Alors, que le fédéralisme soit dans un cul-de-sac peut-être, à condition d'un miracle peut-être impossible de la part de nos interlocuteurs canadiens. Mais il peut y avoir d'autres culs-de-sac, aussi, dans ce tableau-là qu'il faut éviter. Mais la concertation des deux grands partis politiques peut amener à sortir de ce cul-de-sac.

M. Brassard: Cet après-midi, M. Charbonneau dans son échange avec M. Bouchard, a indiqué que, quant à lui, une confédération ça pouvait supposer un Parlement supranational, élu au suffrage universel tel que certains le proposent, alors que — si je vous comprends bien — dans votre tableau, une véritable confédération ça peut comporter un Parlement, mais il est constitué de délégations des Parlements nationaux qui se sont confédérés.

M. Giroux: C'est exact. J'ai entendu M. Charbonneau à la télévision, et je suis presque tombé en bas de ma chaise parce que je trouve ça inconcevable qu'on pense qu'un Parlement élu au suffrage universel puisse assurer la souveraineté aux États participants. Il a dit à un moment donné: Dans une confédération comme ça on n'aurait pas de souveraineté. Dès qu'un Parlement est élu au suffrage universel, il possède une souveraineté dans les domaines qui lui sont dévolus. Alors là, on tourne en rond.

Alors si on veut une vraie confédération, ça sera ça, des délégués. Et les deux États feront ce qu'ils veulent. Si on a un Parlement élu au suffrage universel, avec des pouvoirs dévolus, on tombe en fédéralisme. Ça, les définitions des manuels sont très claires là-dessus.

M. Brassard: À moins que le Parlement élu au suffrage universel en question n'ait pas de pouvoirs. Ce qui est le cas du Parlement européen de Strasbourg.

M. Giroux: C'est une assemblée délibérante.

M. Brassard: Qui vote des motions, on l'a vu dans la crise autochtone, sans trop savoir de quoi il retourne.

M. Giroux: C'est un Parlement qui est délibérant, et qui n'a pas de prise sur le Conseil des ministres.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, on continue avec un troisième groupe de questions en commençant avec M. André Ouellet qui sera suivi de M. Bouchard et ensuite de M. Larose.

M. Ouellet: Merci M. le Président. Je trouve cette présentation par mon ami Giroux intéressante. Ce n'est pas la première fois qu'il soumet des textes semblables. Il le faisait déjà à l'époque où nous étudions ensemble à l'Université de Sherbrooke et ça n'a pas beaucoup changé. C'est encore un peu les mêmes idées qu'il nous présente, mais j'aimerais qu'il précise ses remarques au sujet d'une réponse qu'il a donnée, tout à l'heure, à Mme Pelchat. Est-ce que le Parlement européen n'est pas en voie de se transformer et de devenir un Parlement qui aura plus de responsabilités dans le futur? Est-ce qu'il n'y a pas déjà une certaine évolution qui se fait en Europe et une délégation de pouvoirs à ceux qui seront élus directement au Parlement européen? Est-ce que je me trompe en voyant cette évolution se faire?

M. Giroux: Je crois que votre idée est aussi bonne que la mienne. L'évolution, on verra jusqu'où elle va aller mais, pour le moment, on n'est pas en présence de ce que vous souhaitez...

M. Ouellet: Mais vous admettez qu'il en est question?

M. Giroux: Il en est question mais il peut en être question pendant des années et des années. De toute façon, la comparaison avec l'Europe, là, elle commence à être fatigante parce que ce sont des États souverains qui ont décidé de se marier ensemble; alors, on n'en est pas là encore. Il faudrait se "démarrer" pour pouvoir se remarier à cet État-là. Alors, la comparaison cloche à plusieurs points de vue et, même du côté du parti ministériel, on commence à s'en apercevoir.

M. Ouellet: Bien, ça dépend à quel point de vue vous vous placez. Est-ce que ce qui se fait tranquillement en Europe n'est pas ce qui existe

présentement? Et ce qui se tricote là-bas pourrait, selon vos suggestions, se détricoter ici?

M. Giroux: Le problème est ici, il n'est pas là-bas. Et je pense qu'il n'y a aucune issue à vouloir comparer à tout bout de champ ce qui se passe en Europe et ce qui se passe ici. On a d'abord à régler nos problèmes et ça fait 30 ans que ces pays-là se parlent entre eux. Seulement cet élément historique est suffisant pour arrêter de comparer avec l'Europe. Ça fait 30 ans...

M. Ouellet: Mais vous avez...

M. Giroux: ...que ces États souverains se parlent entre eux et là, ils commencent à parler de mariage. Alors, est-ce qu'on va prendre cet exemple-là ad infinitum?

M. Ouellet: Non, sauf que, selon l'exemple européen que des discussions longues sont valables là-bas, je ne vois pourquoi ce ne serait pas aussi acceptable au Canada. Vous ne venez que de faire l'illustration que des discussions constitutionnelles peuvent se faire sans pour autant pénaliser les personnes en cause. Et la prospérité économique européenne a pris son essor malgré qu'ils fassent ces discussions constitutionnelles et au Canada, le Canada fait partie du Groupe des sept et économiquement jouit d'avantages importants, malgré le fait qu'on parle de constitution depuis un certain nombre d'années. Est-ce que le fait qu'on parle de constitution est si grave et si désavantageux pour la vie économique canadienne et québécoise?

M. Giroux: Les gens d'affaires à côté de vous vous diront que ça crée beaucoup d'instabilité économique.

M. Ouellet: Quelle instabilité? De parler de constitution ou de parler de séparation?

M. Giroux: Les deux.

M. Ouellet: Évidemment, si vous poussez à l'extrême pour la séparation, sans doute que ça peut créer de l'instabilité.

M. Giroux: Moi, je ne pousse pour rien. J'essaie de voir où les participants ici pourraient se... sur quel terrain ils pourraient se rejoindre.

M. Ouellet: Pourquoi n'avez-vous pas, dans votre option fédéraliste, mis le bloc confédéral?

M. Giroux: Je m'excuse?

M. Ouellet: Quand je suis vos lignes...

M. Giroux: Oui, oui.

M. Ouellet: ...vous mettez la composante

confédérale exclusivement dans l'option souverainiste.

M. Giroux: Ah! bien ça c'est évident, M. Ouellet. Il faut être souverain pour aller en confédération. Ça, on a appris ça à l'Université de Sherbrooke.

M. Ouellet: Oui, oui, je sais mais...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Giroux: Étiez-vous à la taverne?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Ouellet: ...cet après-midi on parlait de possibilité de changer et de permettre à l'intérieur du Canada des concepts nouveaux.

M. Giroux: Oui.

M. Ouellet: Alors pourquoi ça ne pourrait pas se faire?

M. Giroux: Oui, on est d'accord. C'est que si on peut transformer du fédéralisme en confédéralisme, oui, à condition qu'on ait affaire à des États souverains en présence.
(20 heures)

M. Ouellet: Mais vous ne pensez pas que le Québec, qui est responsable de ses pouvoirs dans un nombre important de domaines, n'est pas déjà souverain?

M. Giroux: Il est à moitié souverain, il y a une partie...

M. Ouellet: À moitié?

M. Giroux: Oui.

M. Ouellet: C'est déjà pas mal.

M. Giroux: Ah oui!

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bouchard.

M. Giroux: C'est déjà pas mal.

M. Bouchard: Au fond, M. Giroux, vous avez écouté déjà plusieurs personnes qui se sont exprimées ici, vous avez vu les mémoires, vous voyez une dispersion d'un grand nombre d'hypothèses, et vous avez fait un effort de synthèse pour essayer de tout ramener à ce qui pourrait être une solution de compromis. Et le compromis que vous demandez, par exemple, à l'option du Parti libéral, c'est de renoncer à un Parlement confédéral élu au suffrage universel pour créer une véritable confédération avec des délégués, et le compromis que vous demandez au Parti

québécois, c'est d'accepter l'existence d'un Parlement, mais qui ne serait pas élu. C'est cela?

M. Giroux: C'est ça.

M. Bouchard: Pour arriver à cela — ça, c'est un modèle qui est respectable en soi, qui peut s'analyser — mais comment y arrive-t-on? Comment arrive-t-on à cela dans le contexte où nous sommes, nous? Quelles sont les démarches, d'après vous, qui nous conduiraient, d'abord à la souveraineté, puis ensuite à la Confédération, parce qu'il faut passer par l'une avant d'arriver à l'autre, n'est-ce pas? Alors, comment vous voyez ça, vous, arriver à la souveraineté? Vous voyez que ça se négocie à 11 ou à 2? Ça se fait comment?

M. Giroux: Ça se négocie à deux, ça.

M. Bouchard: À deux?

M. Giroux: Oui.

M. Bouchard: Bon. Donc, bien là...

M. Giroux: Bien, oui. Si on prend l'option confédération à 2, est-ce que la confédération à 10 ou à 5, les autres provinces du Canada seraient intéressées à ça? Il faudrait leur demander. Mais, dans l'immédiat, je pense que si on parle de définir le statut du Québec par rapport au Canada, on commence un à un. Mais est-ce que les autres groupes de provinces, éventuellement les Maritimes, se regrouperaient en une seule province, etc.? Ça, c'est tellement hypothétique que...

M. Bouchard: Oui, mais il faudrait peut-être se demander à nous-mêmes si on est intéressés à être un contre dix dans une confédération.

M. Giroux: Oui. Exactement.

M. Bouchard: On reproduirait un modèle où on serait extrêmement minoritaires. On n'a pas intérêt à faire ça.

M. Giroux: Quoique dans une confédération, vous puissiez avoir des modes de votation qui peuvent faire respecter cette particularité-là.

M. Bouchard: Mais ça devient très compliqué.

M. Giroux: Oui, mais pour le moment, je trouve que la discussion de Canada-Québec est une voie à envisager.

M. Bouchard: Un à un, donc, en dehors du cadre actuel de constitution, puisque la formule d'amendement ne le permettrait pas.

M. Giroux: Ah! Évidemment.

M. Bouchard: Ce qui veut dire que le Québec doit d'abord poser un acte de souveraineté.

M. Giroux: C'est sûr.

M. Bouchard: Donc, une déclaration de souveraineté préalable...

M. Giroux: Oui.

M. Bouchard: ...qui, j'imagine, suivrait un référendum. C'est ça dans votre esprit?

M. Giroux: Avant ça, M. Bouchard, je voudrais placer une remarque que je n'ai pas eu le temps de placer parce que je n'ai pas eu la bonne question encore. Je trouve que si cette Commission-là doit arriver à un consensus, il doit y avoir un avis préliminaire de la Commission avant janvier parce que les...

M. Bouchard: Avant janvier?

M. Giroux: Je suis inquiet de la séquence des événements pour le printemps prochain. Je voudrais dire par ceci que les deux partis politiques ici — je parle toujours des deux mais on les a à l'oeil...

M. Bouchard: Bien. Il n'y a pas que des partis politiques ici.

M. Giroux: Non, mais les deux partis provinciaux ont la clé dans la main. Et si on attend que les congrès aient lieu — congrès de janvier pour le Parti québécois, congrès de mars pour le Parti libéral — est-ce que la Commission va être à la remorque de ça? Moi, je prétends que vous devez avoir un avis préliminaire en décembre, au plus tard le 15 janvier, pour que les partis politiques puissent réagir à votre avis préliminaire. Ça, c'est la première condition pour avoir un consensus ici.

M. Bouchard: Vous ne voulez pas que les partis aillent se mettre dans le béton avant de venir négocier ici, venir discuter avec nous ici. C'est ça?

M. Giroux: Oui. Parce qu'à ce moment-là...

M. Bouchard: Mais, indépendamment du calendrier, dans le processus, dans la démarche, il y aurait d'abord un référendum?

M. Giroux: S'il y a consensus.

M. Bouchard: Oui, oui. Bien sûr. O.K. Partons de la Commission.

M. Giroux: ...ça. S'il n'y a pas de consensus, il y a deux options qui s'en vont.

M. Bouchard: Partons de la Commission qui émet une recommandation et qui s'articule autour d'un consensus le plus large possible.

M. Giroux: Oui.

M. Bouchard: Soumis au gouvernement qui l'adopterait, supposons.

M. Giroux: C'est ça.

M. Bouchard: Et ensuite, un référendum.

M. Giroux: Oui.

M. Bouchard: Suivi d'une déclaration de souveraineté.

M. Giroux: Oui.

M. Bouchard: Et puis, là, on convoque notre partenaire futur à venir à une table avec nous pour jeter les assises d'une confédération du genre de celle que vous proposez.

M. Giroux: C'est ça.

M. Bouchard: Est-ce que vous avez écarté l'idée d'un Conseil des ministres qui serait directement délégué par les Parlements nationaux?

M. Giroux: Bien, tantôt, j'ai parlé d'un Parlement confédéral...

M. Bouchard: Oui. Je sais.

M. Giroux: ...sur une base paritaire. Et il pourrait y avoir par-dessus un Conseil des ministres paritaire aussi.

M. Bouchard: Mais les ministres émaneraient du Parlement confédéral, d'après ce que vous avez dit.

M. Giroux: Ah non! Les ministres émaneraient des deux États constituants.

M. Bouchard: Ah bon! Directement.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Larose.

M. Larose: Merci, M. le Président. Je voudrais clarifier, pour l'analogie du mariage. À ce que je sache, on ne s'est jamais mariés. Ça a été patenté par les parents. Dans ce sens-là, il me semble que c'est plus facile de pouvoir réfléchir à froid. Si on fait la bonne lecture de la réalité canadienne des 30 dernières années,

des 3 dernières années et, vraisemblablement, des 3 derniers mois, vous n'avez pas l'impression que, pour atteindre votre catégorisation de statut juridique, y compris pour ceux qui sont pour le fédéralisme décentralisé – il me semble que, contrairement à ce que vous émettez dans votre texte, ils vont être quand même obligés de passer par la case de l'option souverainiste, y compris pour débloquer la négociation de ceux qui veulent atteindre le fédéralisme décentralisé – si je fais une bonne lecture d'un certain nombre de personnes qui sont venues devant nous, l'antagonisme au Canada, ce n'est pas Wells, ce n'est pas Filmon, ce n'est pas Harper, c'est un antagonisme de peuple? Le peuple canadien veut un État fort, il veut l'État d'André Ouellet. Le peuple québécois veut un État fort, il veut un État québécois. Alors, pour, je dirais, déverrouiller, il me semble que c'est une question de rapport de force, et est-ce que vous êtes de ceux qui pensez que, y compris pour les fédéralistes décentralisés, ils vont être obligés d'opposer à leurs vis-à-vis l'option souverainiste?

M. Giroux: C'est difficile de ne pas être d'accord avec ça. Parce que, pour faire donner, disons, un choc électrique et leur faire prendre conscience que, même pour une réforme du fédéralisme, il faudrait être prêt à jeter la maison à terre, oui, je suis à peu près d'accord. Il y en a d'autres qui ont dit ça avant moi, mais il y a un éminent ex-ministre comme Claude Morin qui a dit que – même pour faire ça, changer le fédéralisme – il faudrait déclarer la souveraineté, mais, là, il serait trop tard. Alors, c'est une thèse qui peut être supportée.

M. Larose: O.K. Et de tous les modèles qui existent parce que, là, vous en avez, vous, un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, je pense qu'on pourrait raffiner votre grille puis...

M. Giroux: Dans les petits cercles, là, il y en a 11.

M. Larose: Ah! bon. O.K. Oui, c'est vrai.

M. Giroux: En passant, ça pourrait être considéré comme un bulletin de vote. Vous mettez votre X puis je ramasse les feuilles.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Larose: Oui. C'est vrai. Je trouve que vous êtes très pratique, M. Giroux...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Larose: ...en même temps que vous facilitez la compréhension de la réalité, alors, on va faire une économie à ce niveau-là. Êtes-vous de la thèse de M. Charbonneau qui, cet après-

mid, nous disait que la ligne de démarcation, finalement, entre les différents modèles qui sont un peu à géométrie variable, demeure là où on situe le siège de la souveraineté? Autrement dit, il y a une famille. C'est au palier supranational, confédéral, fédéral, bon, l'imagination est au pouvoir pour faire cette catégorisation-là, ou bien donc c'est au Québec, et c'est ce qui démarque les deux camps?

M. Giroux: C'est la première porte d'entrée: option fédéraliste ou souverainiste. C'est qu'il faut que les Québécois décident une fois pour toutes s'ils veulent confier la pleine autorité à un seul ordre de gouvernement ou à deux ordres de gouvernement. C'est la première question à laquelle il faut répondre.

M. Larose: Donc, si on est ici comme stratèges...

Le Président (M. Michel Bélanger): Une dernière?

M. Larose: Oui. Si on est ici comme mandats pour indiquer quelque chose au Québec, notre préoccupation devra être d'ordre stratégique et, donc, dire au monde par où on doit passer pour atteindre l'objectif. Si c'est souveraineté, on sait très exactement où on s'en va; si c'est pour fédéraliste, j'ai l'impression qu'on va emprunter à peu près les mêmes voies.

M. Giroux: C'est ça.

M. Larose: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, merci, M. Giroux. Vous avez suggéré qu'on devrait avoir une opinion préliminaire avant le 15 janvier au cas où les autres décideraient avant nous. Pourriez-vous, en termes d'équité, aller les avertir aussi d'attendre qu'on ait émis une opinion avant de se brancher? Ça alderait peut-être à avoir tout le temps dont on aura besoin. Alors, merci de cette présentation.

Présentation conjointe

Nous passons maintenant à un groupe de plusieurs mémoires qui touchaient sensiblement les mêmes thèmes mais que nous avons choisi de recevoir ensemble. D'abord, le groupe la Société Saint-Jean-Baptiste de Longueuil et autres, y compris le Parti québécois de Taillon, le Parti québécois de Marie-Victorin et la Société historique de Longueuil, plus la Société nationale des Québécois de Saint-Hubert, plus la Société nationale des Québécois de Richelieu-Yamaska, qui comprennent M. Jean Babin, M. Réal Brais pour le groupe de Longueuil, Mme Denyse Desjardins, M. Pierre Paquette pour le groupe de Saint-Hubert et M. Bertrand Desrosiers et M.

Benoît Duchesne pour le groupe de Richelieu-Yamaska. Comme il s'agit de trois groupes différents, même s'ils ont des thèmes assez communs, il est entendu que les 10 minutes se divisent entre vous, de la façon dont vous l'aurez décidé. Et il est entendu également que ça fera peut-être 3 minutes et un tiers ou 4 minutes chacun, plutôt que 10 minutes au total. Alors, qui est-ce qui commence le premier? Monsieur...

Une voix: M. le Président, lorsqu'on a communiqué avec la Commission cette semaine, on nous a mentionné que l'ensemble des 3 groupes aurait 15 minutes. Est-ce qu'il y a eu des changements?

Le Président (M. Michel Bélanger): D'accord, la communication qui vous a été donnée a dû être la bonne. Vous y allez donc pour l'ensemble à 15 minutes. Les avantages d'être les derniers de la journée facilitent les programmes d'horaires. Allez-y.

Société nationale des Québécois de Richelieu-Yamaska

M. Desrosiers (Bertrand): Mon nom est Bertrand Desrosiers, président de la Société nationale des Québécois de Richelieu-Yamaska. Mesdames et messieurs les commissaires, je tiens tout d'abord à vous remercier de nous donner l'opportunité de témoigner à cette Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Le mémoire que nous avons déposé vise à démontrer que le Québec étouffe dans le régime fédéral, que cette situation existe depuis la conquête et va en empirant. Tout au long de l'histoire du Canada, ce pays qui n'en est pas un, deux philosophies se sont développées et installées progressivement à Ottawa. La première, l'assimilation du Québec, a débuté avec le rapport de Lord Durham en 1840. La deuxième voulait un gouvernement central fort réunissant des provinces dotées de pouvoirs de municipalités. C'est à partir de cette double philosophie que le fédéral a commencé à s'ingérer dans les domaines de juridiction jusque-là réservés au Québec. Coup sur coup, on voit Ottawa accaparer les fonds de pension, le contrôle de la radio et de la télévision. Par la suite, en 1941 plus précisément, Ottawa s'empare des impôts, prétextant la guerre qui sévit. La guerre finit mais il ne rend jamais les impôts. Ensuite, c'est l'assurance-chômage qui y passe. Et comme dit le proverbe: "L'appétit vient en mangeant" et le fédéral reste insatiable. Ottawa s'ingère dans la voirie, l'éducation, les subventions aux universités, l'éducation aux adultes, les allocations familiales, la câblodistribution, les garderies. Toutes ces intrusions du fédéral diminuent d'autant le pouvoir du Québec car Ottawa

devient celui qui décide des priorités et des budgets.

Ce mouvement centralisateur s'accroîtra sous le régime Trudeau, ce dernier engageant plus ouvertement la guerre aux indépendantistes ou, comme le dit si bien l'Acadien de Shawinigan: les séparatistes. Il y a 10 ans, les fédéralistes tentant à démontrer leur attachement au Québec, Ottawa investit 17 000 000 \$ dans la campagne référendaire en promettant un renouveau. Ce renouveau constitutionnel, c'est le rapatriement unilatéral qui a exclu le Québec. Ensuite, le roi de la réconciliation nationale tend son filet au bord du lac Meech et attrape 10 premiers ministres pour un accord constitutionnel. Alors que M. Mulroney parlait de retour dans l'honneur et l'enthousiasme, Sault-Sainte-Marie et le drapeau du Québec en paillasse nous ont fourni l'honneur, et la séance de tordage de bras de dernière minute a fourni l'enthousiasme. Malgré tout cet entrain, le Canada anglais a rejeté le Québec.

Pendant toutes ces tractations, le Québec perd des pouvoirs en plus de se faire avoir dans des dossiers économiques importants. Au référendum, on nous a fait avaler le dossier des F-18. Avec l'accord du lac Meech, c'est le contrat des frégates qui nous passe sous le nez. Mais ce n'est pas seulement dans le dossier constitutionnel que le Québec se voit rapetissé, c'est aussi au niveau économique. C'est ainsi que vous retrouverez dans notre mémoire des exemples illustrant l'orientation qu'a prise le fédéral pour développer l'Ontario et l'Ouest au détriment du Québec. Nous ne voulons pas entrer dans une guerre de chiffres et les exemples énoncés dans notre mémoire proviennent d'articles de journaux qui ont couvert ces différents dossiers. Bien qu'incomplet, sinon nous aurions dû écrire une brique de centaines de pages, cet échantillonnage assez varié illustre bien comment le Québec est laissé pour compte, tant au niveau de la péréquation que des subventions à la recherche; et comment les secteurs du textile, du cuir, de la chaussure et de l'automobile sont abandonnés au profit du blé de l'Ouest dans les négociations du GATT.

L'Union des producteurs agricoles pourra vous parler mieux que nous des problèmes constants qu'ils vivent avec le fédéral. Ottawa a subventionné l'Ontario et l'Ouest à coups de milliards avec de multiples compagnies de la Couronne déficitaires, revendues au privé une fois rentabilisées. Pendant ce temps, le Québec développe à ses frais ses propres institutions financières, entre autres, la Caisse de dépôt et placement du Québec. Mais lorsque la grenouille tente d'avalier le boeuf, les Communes s'émeuvent et présentent le S-31.

Pour ce qui est de la politique des taux d'intérêt de la Banque du Canada, on a pu constater, au fil des décennies, qu'elle est adaptée à l'économie de l'Ontario. C'est évidem-

ment sans compter sur l'ingérence du fédéral dans le dossier linguistique, la dernière invention d'Ottawa, la loi C-72, qui aura pour effet d'accélérer l'assimilation du Québec. Le Canada est en déclin, sinon en faillite, alors que le Québec est en pleine croissance. L'avenir de notre État ne peut que passer par l'indépendance. Nous avons tout ce qu'il nous faut pour assurer notre avenir culturel, linguistique et économique. Décidons au Québec d'abord, le Canada négociera, veut, veut pas. Comme le disait si bien Félix Leclerc: On respecte un homme qui se tient debout.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci. Nous passons au groupe suivant, M...

Société Saint-Jean-Baptiste de Longueuil et autres

M. Babin (Jean): Jean Babin, de la Société Saint-Jean-Baptiste.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Babin, allez-y.

M. Babin: Merci, M. le Président. Mmes et MM. les commissaires. La question de l'avenir politique et constitutionnel du Québec reste essentiellement liée à un projet de société. Le présent mémoire propose la souveraineté du Québec comme préalable à la réalisation d'un projet de société. Il faut, avant tout, préciser que les recommandations ne portent ni sur les modalités particulières de l'accession du Québec à la souveraineté, ni sur la forme déterminée que doit prendre le gouvernement d'un Québec souverain. L'avenir politique et constitutionnel du Québec dépend, en fait, d'un projet de société québécois, apte à répondre aux défis de demain et aux désirs des Québécois. L'enracinement de la communauté anglophone sur le territoire québécois reste profond. L'action concertée des habitants d'un Québec souverain dans la recherche d'une manière de vivre ensemble, peut ainsi aboutir à l'établissement de garanties en matière linguistique et scolaire pour la communauté anglophone. Le défi de construire une nouvelle identité québécoise devient celui de réussir l'intégration harmonieuse des différents groupes qui cohabitent sur le territoire du Québec.

La construction de cette nouvelle identité québécoise doit s'articuler autour de conditions mutuellement acceptables pour tous. Il faut comprendre que le fédéralisme nuit aux efforts du Québec en ce sens. Le Québec ne dispose pas d'un rapport de force suffisant dans cette nécessaire entreprise de concertation. Les membres des communautés culturelles se butent à un problème d'intégration à la population québécoise, parce qu'ils reçoivent un double message en matière linguistique. Le Québec doit pouvoir mettre sur pied une politique globale et cohéren-

te d'immigration et d'intégration des communautés culturelles. Par conséquent, la compétence sur l'immigration doit revenir au Québec. La langue, la culture et le système de droit civil des Québécois de souche restent dans un état précaire dans l'ensemble nord-américain. Le Québec doit en fait détenir une compétence exclusive sur la langue et la culture. Quant aux effets de la baisse de la natalité, ils ne peuvent être contrés tant que le Québec ne dispose pas des pleins pouvoirs en matière familiale et en matière d'immigration.

Le maintien de la spécificité du Québec en dépend. De même, la création de la richesse collective des Québécois nécessite la maîtrise des différents leviers de l'activité économique d'un pays souverain. Le fédéralisme canadien empêche le Québec de tirer la pleine mesure de ses ressources humaines, naturelles et financières.

Alors que le Québec possède un vaste bassin d'entrepreneurs dynamiques, de sérieuses lacunes restent à combler, d'une part, au niveau de la formation de la main-d'oeuvre et d'autre part, dans le domaine de la recherche et le développement.

Le désordre actuel dans les programmes fédéraux-provinciaux de formation de la main-d'oeuvre écarte la possibilité d'une économie de plein emploi. Le Québec doit pouvoir bâtir sa politique de recherche et développement et sa politique de formation de sa main-d'oeuvre, qui conviennent aux particularités de son économie.

Alors que le Québec dispose d'abondantes ressources naturelles, le fédéralisme nuit à l'exploitation ordonnée de ses richesses. L'absence de coopération du fédéral se traduit par la stagnation de ce secteur de l'activité économique.

Le Québec doit être le seul acteur dans l'élaboration et la mise en oeuvre d'une politique cohérente d'exploitation de ses ressources naturelles. De même, le contrôle de l'économie du Québec nécessite l'acquisition des pleins pouvoirs au plan de la gestion des ressources financières. L'enjeu reste de taille dans un contexte de mondialisation des échanges commerciaux. À voir l'état pitoyable des finances publiques fédérales, on peut se demander pour combien de temps encore Ottawa peut honorer ses obligations dans le cadre des transferts de péréquation en matière de santé, d'éducation et d'aide sociale.

Le Québec se trouve ainsi devant le besoin urgent de contrôler l'ensemble des politiques fiscales applicables sur son territoire. Tant au plan de la création de la richesse collective qu'au niveau de sa distribution, le fédéralisme ne répond pas aux attentes du peuple québécois. La souveraineté devient ainsi un préalable à l'introduction et à la mise en oeuvre du principe de la justice sociale.

Le Québec doit, à tout prix, concilier la croissance de son économie et le respect de son

environnement dans une politique de développement durable et de lutte à la pollution. Toutefois, une politique cohérente en matière environnementale demande l'exercice de plusieurs compétences présentement sous juridiction fédérale. Les politiques de développement durables s'appuient sur la préservation de nos richesses naturelles. L'impact de l'activité humaine sur l'environnement demande un ensemble de politiques destinées à la lutte contre la pollution actuelle et future des sols, de l'eau et de l'atmosphère. La mise en oeuvre d'une politique globale et cohérente en matière environnementale nécessite l'utilisation de tous les attributs d'un Québec souverain. Le Québec doit également pouvoir participer à une vie internationale de paix, de coopération et de développement. Le Québec ne peut plus se permettre d'être une moitié d'État dans le cadre des relations internationales. Le fédéralisme canadien n'offre pas au Québec les moyens de répondre aux défis de demain par un projet de société cohérent. Le fédéralisme canadien ne propose que l'expérience d'un lamentable défilé d'échecs. Comme tous les autres peuples de la terre, le peuple québécois possède le droit inaliénable à disposer de lui-même. L'exercice entier de ce droit à l'autodétermination conduit à la souveraineté.

Les auteurs du présent mémoire proposent donc à la Commission les recommandations suivantes: Le Québec doit s'engager le plus tôt possible dans un court processus politique et constitutionnel à la fin duquel tous les impôts perçus au Québec le seront par l'État québécois. Toutes les lois qui s'appliquent aux citoyens québécois et sur le territoire québécois émaneront de l'Assemblée nationale du Québec. Tous les traités, conventions ou accords internationaux seront négociés et signés par les représentants de l'État québécois. Le Québec peut discuter avec le Canada ou tout autre partenaire des modes d'association économique mutuellement avantageux dans le cadre de son accession à la souveraineté.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Babin. Nous passons maintenant au troisième groupe, celui de Saint-Hubert. C'est...

Société nationale des Québécois de Saint-Hubert

M. Paquette (Pierre): Mon nom est Pierre Paquette. Je suis accompagné de Mme Denyse Desjardins. M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, d'abord, un grand merci aux membres de cette Commission pour avoir accepté de nous recevoir.

La Société nationale des Québécois de Saint-Hubert a été désireuse de répondre à l'ordre de cette Commission et de soumettre un court mémoire pour établir sa position consti-

tutionnelle, certes, mais aussi et surtout pour rappeler aux membres de la Commission, au gouvernement du Québec et à notre population, l'importance du dossier linguistique dans le débat souverainiste actuel. Laissant à d'autres intervenants le privilège d'élaborer sur la viabilité économique d'un Québec indépendant et faisant sien à ce sujet le mémoire du Mouvement Desjardins, la SNQ de Saint-Hubert s'arrête quelques instants pour rappeler que l'histoire, les institutions et la langue font d'un peuple une nation et une force politique cohérentes qui savent passer à travers les embûches de tout ordre. Dans son oeuvre magistrale, et plus particulièrement dans "Notre maître le passé", le regretté chanoine Lionel Groulx nous a tracé des voies à suivre qui ne peuvent mener que vers la réalisation de notre complète souveraineté.

D'un autre point de vue, et pour bien marquer l'urgence du choix face à la viabilité de notre langue, rappelons-nous qu'un peuple a d'abord la force et le pouvoir que lui accorde sa démographie. Dans les années où à travers les rangs de 10 partenaires fédératifs, nous occupions la première ou la seconde place, nous pouvions peut-être nous permettre de faire des essais de la dernière chance ou du beau risque. Mais, à partir du moment où ce poids démographique nous échappe, à partir du moment où les partenaires parlent de passer de 10 à 5 en régionalisant, en regroupant force et nombre, il ne peut y avoir pour le Québec et pour la primauté de sa langue et de ses institutions, d'autre salut que de l'"assumption" complète de ses différences. Le temps n'est plus aux atermoiements. Chaque année qui passe resserre autour de nous le carcan de notre isolement politique et de notre marginalité. Le jeu de nos adversaires n'est-il pas justement de gagner du temps en nous embarquant dans des fédéralismes renouvelés ad nauseam? Ce temps qui nous est si précieux nous manquera dans 10 ans, alors que nous passerons sous le seuil des 20 % de la population canadienne, et au moment où nous serons peut-être la plus petite des quatre ou cinq régions-États d'un fédéralisme renouvelé.

Rappelons-nous, en terminant, qu'un peuple autonome dans un pays, dans une démocratie qui se dote d'une orientation politique et économique stable, impose sa langue et ses coutumes. Il attire à lui les décideurs et les nouveaux arrivants. Il tient le gros bout du bâton, selon un mot populaire, et gagne du temps en décidant plutôt qu'en quémendant. La SNQ de Saint-Hubert réclame un projet de constitution pour le Québec qui inclura une déclaration de souveraineté et qui permettra au peuple du Québec, en plein exercice démocratique, d'assumer son indépendance nationale. Se sentant forts économiquement, comme l'ont démontré le Mouvement Desjardins et la Chambre de commerce de Montréal dans leurs mémoires respectifs, notre fierté d'être se manifestera, nous l'espérons,

pour une majorité de la population par un état de dignité individuelle et collective de notre expression en constante évolution. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors nous passons à un premier groupe de questions de la part du parti qui forme l'Opposition officielle, pour une période totale de 10 minutes. Mme Pauline Marois.

Mme Marois: Merci M. le Président. D'abord je voudrais vous féliciter pour la présentation de vos mémoires, et vous comprendrez que j'adresse mes questions surtout à la Société nationale des Québécois Richelieu-Yamaska, compte tenu que d'autres personnes, que je connais bien, présentent le mémoire défendu par la Société Saint-Jean-Baptiste de Longueuil.

Dans votre mémoire, et c'est intéressant parce qu'on discute depuis le début des lois linguistiques, dans votre mémoire, à la page 10, vous parlez de la loi C-72. Évidemment, depuis le début de nos travaux, je pense que c'est la première fois qu'un organisme mentionne cette loi, alors qu'évidemment, depuis le début, on s'attarde sur la Charte de la langue française, sur la loi 101 etc. pour certains en décrier des aspects négatifs. Ici, vous dites la loi C-72, passée évidemment par Ottawa, est donc pour le Québec la loi la plus assimilatrice qu'il ait connue. Et le fédéral démontre que, par ses pratiques dans l'immigration et dans la législation sur les langues officielles, il vise à faire disparaître le français au Québec.

Alors, moi, j'aimerais que vous me disiez en quoi il vous apparaît possible de poser un tel jugement sur cette loi-là d'une part. Deuxième question, vous parlez des francophones hors Québec et vous n'êtes pas tendres non plus sur l'action du fédéral à l'endroit des francophones hors Québec. Est-ce qu'il vous apparaît qu'un Québec souverain, indépendant, pourrait être en mesure d'aider, de soutenir les francophones hors Québec? Et est-ce que ça accélérerait, si on veut, leur assimilation, ou si ça permettrait de soutenir davantage leur action?

Voilà pour les premières questions, et par la suite mon collègue aura à son tour d'autres interventions.

M. Desrosiers: Merci, Mme Marois. Ça me fait plaisir de vous répondre sur cette loi-là principalement parce que moi aussi je trouve qu'on n'en parle pas assez. Et c'est la loi à peu près la plus pernicieuse qui a été passée par le gouvernement fédéral, probablement depuis la Confédération. À Ottawa, on a eu l'idée originale de dire qu'on va protéger les minorités et on va reprendre un peu l'idée fixe de Pierre Elliot Trudeau du bilinguisme. On a dit: On va protéger les minorités. La seule chose qu'on a faite, c'est qu'on a défini comme quoi le territoire pour les minorités ce n'est pas le Canada, ce sont les

provinces ou les régions. À ce moment-là, ceci veut dire une chose. Le français au Canada n'est pas une minorité, donc on n'a pas besoin de le protéger. Par contre, l'anglais au Québec, c'est une minorité. Or, il faut que le fédéral, dans sa grande bonté, vienne protéger l'anglais au Québec. Comme si on avait de la misère avec ça. Même Pierre Elliot Trudeau a reconnu qu'on était ceux qui protègent le mieux leurs minorités au monde. C'est quand même pas peu dire.

Or la loi C-72, en plus, a permis au gouvernement central de venir s'ingérer dans des champs de juridiction réservée jusque là uniquement au Québec. Et on a eu des balbutiements du bout des lèvres, du gouvernement présent au Québec, pour nous dire: Ouf! on n'est pas d'accord avec ça. Par contre, on n'a pas eu de réaction majeure comme on aurait dû dans une situation où, à l'heure actuelle, on ne contrôle pas l'immigration. On ne contrôle pas qui rentre. On ne contrôle pas de quelle façon ces gens-là sont assimilés, et on ne contrôle même pas notre langue puisqu'on a tendance à la faire disparaître comme avec la loi C-178.

Or la loi C-72, c'est la pire loi qu'il ne peut pas y avoir parce qu'on va permettre au gouvernement fédéral de donner à des garderies des montants d'argent pour donner des services en anglais à des compagnies, à des syndicats; ceux qui sont là, j'espère qu'ils ne les acceptent pas. Mais ça va faire tout simplement une chose: c'est que le gouvernement fédéral, sur simple demande, va simplement venir financer l'anglais directement ici, sans nécessairement avoir le consentement du gouvernement du Québec.

Mme Marois: Francophones hors Québec?

M. Desrosiers: Pour ce qui est des francophones hors Québec, c'est évident qu'à l'heure actuelle leur situation, elle sert simplement de prétexte au gouvernement central pour protéger en fin de compte la minorité anglaise au Québec. On dit: On protège les francophones hors Québec. Or ça c'est de la foutaise. Quand on regarde, à l'heure actuelle, la population francophone hors Québec qui existe, le Manitoba était quand même majoritairement francophone, et puis ils sont assimilés. Alors la situation des francophones du Québec, à l'heure actuelle, est la même que celle des francophones hors Québec. Nous sommes 15 % en Amérique du Nord parlant français, ils sont 15 % dans ces endroits-là parlant français. Eux vont disparaître parce qu'ils n'ont pas les moyens de faire en sorte d'avoir des lois qui vont les protéger. Nous, nous avons encore ces moyens-là; il faut les prendre et au plus vite.

Mme Marois: D'accord, merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Paré?

M. Paré: Oui, merci M. le Président. Moi, je vais lire un paragraphe du mémoire de la Société nationale des Québécois de Richelieu-Yamaska, qui est l'avant-dernier, finalement, de la conclusion: "Le Canada, au niveau économique, est en faillite; le Québec est incapable de protéger sa langue adéquatement car Ottawa contrôle l'immigration et s'ingère dans les dossiers linguistiques. Le Québec a payé très cher son appartenance au Canada. Laisserons-nous encore longtemps notre langue et notre économie se détériorer?" Pourquoi je le lis? Moi, je veux compléter par rapport à ma collègue de Tailon. Il y a des gens qui laissent entendre qu'il y a d'autres personnes qui veulent réaliser la souveraineté, question culturelle, et ma collègue vient d'en parler. Et le dernier groupe qui est passé cet après-midi a orienté, effectivement, sa présentation sur le niveau culturel en disant: Ce que veulent les Québécois, c'est finalement être protégés presque dans le béton au niveau culturel, comme si le reste n'était pas important, alors que, lorsqu'on lit votre mémoire et qu'on entend beaucoup d'autres mémoires – et moi, c'est le volet que je veux traiter avec vous autres un peu ce soir – c'est aussi une question très économique.

Lorsqu'on passe d'une page à l'autre, il y a l'agriculture, la recherche et le développement, les finances, l'industrie pharmaceutique, le libre-échange, les taux d'intérêt, les automobiles, les F-18, les frégates, tous les secteurs, non pas culturels mais économiques sont traités, et le système nous nuit. Vous n'êtes pas le seul à le dire. Si on reprend, juste depuis un an, ce que tous les ministres à peu près au Québec ont répété, c'est que l'économie se détériore au Québec par des décisions du gouvernement fédéral. Qu'on aille en habitation, en immigration, les pêches, l'industrie maritime et même dans le discours du budget et le discours inaugural, le premier ministre et le ministre des Finances nous répétaient que les décisions budgétaires, financières et économiques du gouvernement fédéral étaient au détriment du Québec. Donc, je trouve ça important de mentionner que, même la Société nationale des Québécois, qu'on associe très souvent seulement au niveau culturel, a une partie très importante de son mémoire, sinon la majeure partie, pour venir dire que c'est l'économie comme telle qui est en danger. On en a des résultats présentement au Québec. La souveraineté, c'est une question économique; et si on règle l'économie, on va aussi régler la culture et le social par la suite.

Moi, ma question, suite à la dénonciation que vous faites – et la conclusion, je vous la disais, autant au niveau social, et culturel qu'économique par rapport aux conclusions que vous tirez du système actuel que le fédéralisme n'est pas rentable et, au contraire, est nuisible au niveau économique – est-ce que vous proposez

une association quelconque avec le reste du Canada à la suite de la souveraineté?

M. Desrosiers: Je crois qu'au niveau économique, si on se réfère à l'expérience du référendum de 1980, où les messagers de la peur se sont promenés un peu partout en disant: Le Canada ne négociera plus avec vous autres. On va fermer les usines. Si on se rappelle, à ce moment-là, les dirigeants, les leaders d'opinion – pas les politiciens, ils faisaient peur au monde – ceux qui dirigent les entreprises, ceux qui sont dans le monde des affaires, la première question qui leur a été posée en Ontario: Si le Québec avait été indépendant, auriez-vous négocié? C'est bien sûr; il n'y a pas un entrepreneur au monde qui va fermer son usine tout simplement parce que le Québec change de statut. Voyons donc! Pepsi s'en va en URSS et MacDonald aussi. Pourquoi, ici, des gens arrêteraient de faire des affaires avec un Québec indépendant? Ça n'a vraiment pas de sens. C'est pour ça qu'économiquement parlant, ça reste des messages de peur, uniquement. Il n'y a pas personne en affaire qui va quitter le Québec simplement parce qu'il est indépendant. Lorsqu'on nous fait des menaces dans le genre de M. Bronfman, c'est peut-être probablement parce que M. Bronfman a décidé que, dans cinq ans, son entreprise, pour lui, va être plus rentable aux États-Unis. Il a déjà commencé à préparer le terrain et il se sert de cet argument-là pour dire au monde: Bien, si le Québec est indépendant, moi, je vais partir. En 1976, il nous a conté la même peur avec les Expos et là, on a été obligé de les acheter. Probablement qu'on va acheter son usine quand il sera parti.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Paré: Si on regarde la présentation des mémoires – en tout cas, je vais me référer seulement à ceux d'aujourd'hui – il n'y a plus beaucoup de personnes qui défendent le fédéralisme comme tel, en tout cas le statu quo. Personne. Il a été beaucoup, beaucoup question de souveraineté, et là où on accroche, c'est: est-ce qu'il doit y avoir association et, si oui, quel genre d'association? Et vous avez vu, avant vous, l'intervenant précédent nous présenter, finalement, la grille des possibilités. C'est qu'une des peurs qui a existé il y a une dizaine d'années, c'était le marché restreint...

Le Président (M. Michel Bélanger): Il vous reste une trentaine de secondes, M. Paré. Peut-être pour une brève question.

M. Paré: ...qui était canadien; maintenant, avec le libre-échange, on a le marché américain. Je reviens à ma question: Par rapport à tout ce que vous venez de dire et à l'agitation actuelle, est-ce que vous croyez utile une association

quelconque avec le reste du Canada?

M. Duchesne (Benoît): C'est certain que ça peut être utile, une association. On est dans un marché de libre-échange mondial. Je pense que les Québécois l'ont bien démontré au niveau des enjeux de la dernière campagne électorale fédérale, puisque c'était ceux qui étaient à l'avant-scène au niveau du libre-échange. Je vous répéterai que Bombardier a vendu à New York avant de vendre à Toronto. En fait, est-ce qu'ils ont déjà vendu à Toronto? Je me le demande. Ils ont signé un contrat de 1 000 000 000 \$ à New York alors qu'à Toronto, ils n'ont même pas pu soumissionner. Je pense que c'est évident que si on peut faire des affaires avec le Canada, on va continuer à en faire, mais il faut être conscients qu'il y a 250 000 000 d'habitants au sud et il y en a un autre 60 000 000 un petit peu plus loin. Donc si l'Ouest du Canada ou si l'Est du Canada ne sont pas intéressés à faire des affaires avec nous, il y a l'Ontario qui est intéressé, et il y a les États-Unis qui sont intéressés.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, on passe maintenant à un autre bloc de 25 minutes de questions des autres membres de la Commission. D'abord M. Beaudry, suivi par M. Hogue.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse à la Société nationale des Québécois de Saint-Hubert. J'ai lu avec beaucoup d'intérêt les trois mémoires qui nous ont été soumis, et il me semble que votre mémoire à vous est moins radical et moins catégorique que celui des deux autres. Je vous souligne en particulier, je ne dis pas que vous ne dites pas dans votre mémoire, que vous ne parlez pas de souveraineté, bien sûr que vous en parlez, et en page 4 vous mentionnez: "La souveraineté s'impose pour que nous puissions contrôler nos énergies économiques et politiques". Et par la suite vous ajoutez: "Un projet de constitution, incluant une déclaration de souveraineté, doit être offert". Alors, ma première question s'adresse: De quelle façon prévoyez-vous que ça peut être offert aux Québécois?

Vous continuez, dans le paragraphe suivant: "Minimalement, ce projet devra comporter le rapatriement de nos impôts, le contrôle exclusif de notre immigration, de notre main-d'oeuvre, de l'éducation, de nos échanges internationaux". Vous commencez votre phrase par minimalement. Est-ce que ça n'implique pas, ça, que ça pourrait se faire, ces récupérations de compétences à l'intérieur, par exemple, d'un fédéralisme renouvelé, ou d'une souveraineté-association, où on pourrait prendre ces pouvoirs-là comme étant des compétences exclusives au Québec, et les autres compétences pourraient être laissées soit à un gouvernement fédéral ou pourraient être de juridiction conjointe ou mixte?

M. Paquette: Il est bien certain que nous ne sommes pas des experts en constitution, donc nous ne sommes pas allés très loin là-dessus dans nos recommandations. Mais ce qui était important pour la Société nationale des Québécois, c'était de stigmatiser d'une façon un peu plus concrète les problèmes particuliers que nous vivions en termes d'évolution relativement à nos institutions linguistiques, évidemment, mais à nos droits et à nos institutions dans le sens large du terme. Quand, sur un plan minimal, nous mentionnons un certain nombre de compétences qui, pour nous, sont radicalement à l'opposé de notre développement social et économique, nous voulons marquer par ça peut-être les choses qui nous ont le plus nui dans cette évolution-là dans les derniers temps. Mais nous ne pensons pas, pour l'instant en tout cas, et c'est pour ça qu'on ne l'a pas mis nécessairement dans notre présentation de ce soir, nous ne savons pas et nous n'avons pas de recommandation à faire d'une façon très complète sur le style de souveraineté qui sera nécessaire au Québec pour avoir l'ensemble de son développement.

Ce qui est certain, c'est que les éléments minimaux représentent évidemment un minimum. Et quand on vit avec une chose minimale, il est bien certain que, très rapidement, on est débordés de toutes parts, parce que, si on se souvient bien des années soixante avec la Révolution tranquille de M. Lesage et de ceux qui l'ont suivi, on, parlait à ce moment-là d'un grand chambardement qui représentait pour les gens de l'époque les éléments minimaux de restructuration d'une société moderne. Or, on s'est aperçus très vite par la suite que ces éléments minimaux étaient des éléments tout à fait insuffisants. Or c'est sûr qu'actuellement, dans la présentation du mémoire, nous mettons l'action sur les éléments les plus indispensables. Mais soyez certains que, comme toute personne qui a de l'ambition dans la vie, nous visons quand même un petit peu plus haut que ça.

M. Beaudry: Alors, je vous ai bien compris et je vous ai bien perçu lorsque j'ai conclu que vous étiez moins radical que les deux autres mémoires qui nous ont été présentés, en tout cas à ce stade-ci.

M. Paquette: C'est une perception.

M. Beaudry: Maintenant, je vous ai posé une deuxième question. Vous devez, vous prétendez offrir, "doit être offert au peuple québécois". De quelle façon prétendez-vous que ça devrait être offert?

M. Paquette: La chose qui nous est absolument indispensable et que nous voulions également mentionner dans le mémoire, c'est que le peuple du Québec doit être amené à participer de façon très concrète à la prise de décisions, que

ce soit par une méthode de référendum, que ce soit par une méthode d'élection référendaire, que ce soit par quelque forme de consultation que ce soit jugée démocratiquement valable. Il est pour nous absolument essentiel que le peuple du Québec soit sondé et soit participant à la prise de décisions, sinon, quelque solution imposée qui nous sera soumise, que ce soit un fédéralisme renouvelé de tous ordres, que ce soit un projet complet ou incomplet de souveraineté ou, entre parenthèses ou tout ce que vous voudrez, avec ou sans trait d'union, je pense que si le peuple du Québec n'est pas associé complètement à cette démarche, non seulement associé à une réponse à donner dans une courte phrase, mais également associé à une préparation et à une compréhension des enjeux de l'ensemble du projet, on n'ira pas très loin.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à M. Hogue, qui sera suivi de M. Turgeon et de M. Dufour.

M. Hogue: Merci, M. le Président. Je vais m'adresser principalement aux représentants de la Société Saint-Jean-Baptiste de Longueuil.

Je pense que votre mémoire a un ton positif, un ton modéré et il démontre une ouverture envers les minorités culturelles, anglophones, autochtones. C'est tout à notre honneur. À partir de cet énoncé, je voudrais vous poser quelques questions et faire en sorte que ce soit court et que vos réponses soient le plus possible assez courtes. J'aimerais que vous puissiez ouvrir un volet sur la notion que vous soulevez à la page 2: le projet de société québécoise. Comment et qui l'écrit, ce projet de société? Je ne veux pas qu'on aille trop loin. Je veux juste avoir quelques grands paramètres.

Ensuite, à la page 6 et à la page 7. À la page 6, vous dites que "le Québec doit pouvoir bâtir seul la politique de recherche et de développement qui convient aux particularités de notre économie", et vous reprenez à la page 7: "Pleins pouvoirs au plan de la gestion des ressources financières". Vous ne pensez pas que vous rétrécissez de façon importante la mobilité que l'économie doit posséder afin d'accéder aux marchés internationaux? Dans la réalité que le Québec se développe, ne faudrait-il pas essayer d'ouvrir davantage les barrières que de tenter - et je ne vous l'attribue pas - de les restreindre? Et, finalement - et c'est une observation - quand on regarde le bottin téléphonique du gouvernement québécois, on voit quelque chose comme 28 missions de la province de Québec à travers le monde. Ça veut dire que, à travers le fédéralisme, notre Québec a pu se développer de façon intéressante. Vous voulez répondre, s'il vous plaît?

M. Babin: Intéressante, mais insuffisante, à tout le moins. Il est évident, même si le Québec

a eu, sur les marchés internationaux, une présence moindre que celle qu'il devrait avoir, il est évident qu'on doit continuer à développer la présence du Québec sur tous les marchés économiques autour de la planète. Que le Québec ouvre ces marchés avec des Maisons du Québec, que ce soit en Ontario ou aux États-Unis, dans tout autre pays d'Afrique ou d'Europe, c'est un besoin essentiel pour les Québécois de développer leur économie sur tous les marchés. La raison pour laquelle, entre autres, les Québécois sont d'accord avec le marché de libre-échange avec les États-Unis, c'est que, entre autres, le marché canadien est insuffisant là-dessus. Aussi, vous parlez du projet de société.

M. Hogue: Oui. Rapidement.

M. Babin: D'accord. Le projet de société, entre autres, pourrait s'établir... D'ailleurs, c'est ce qu'on fait à l'heure actuelle au niveau de la Commission, on est en train d'établir un projet de société, au bout de la ligne. Qu'on l'établisse via une commission parlementaire ou via — ce que nous aurions cru préférable — des états généraux, il est évident, de toute façon, que la société québécoise, dans tous ses tenants et ses aboutissants, devra se pencher concrètement sur tout ce qu'ils devront faire dans un projet de souveraineté.
(20 h 15)

M. Hogue: J'ai une petite question.

Le Président (M. Michel Bélanger): Rapidement.

M. Hogue: J'ai entendu dans votre présentation cette notion de rapport de force, et rapport de force, ça égale pouvoir. Alors, il y a une notion de pouvoir s'il y a une notion de force. Voudriez-vous expliquer comment un Québec indépendant ou souverain serait plus fort qu'un Québec qui, actuellement, est dans la Confédération? Et je ne la pose pas de façon péjorative, mais comment expliquer que parce qu'on est souverain, étant donné les ordres de grandeur, on serait plus forts pour utiliser un pouvoir que, de toute façon, nous avons?

M. Brais (Réal): Je crois qu'il ne s'agit pas... On peut prendre ça de façon un petit peu erronée. On ne tend pas ici à expliquer un rapport de force par une confrontation, mais par la pleine possession des pouvoirs pour exercer une négociation. Et je vous citerais en exemple un événement qui a eu lieu cet été. Si le gouvernement du Québec avait possédé les pleins pouvoirs de négocier les choses qu'il voulait, qu'il désirait négocier avec les communautés autochtones, la crise d'Oka n'aurait pas duré plus de deux ou trois semaines. Mais, parce qu'on a été obligé d'attendre que le fédéral prenne des décisions qui ont pris des mois à venir, la crise

s'est envenimée. Alors, c'est dans ce sens-là où, nous, on trouve que le rapport de force est important, en ce sens que, lorsqu'on détient les pleins pouvoirs pour exercer quelque chose, on a la force de pouvoir le faire.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Turgeon, suivi de M. Dufour et de M. Proulx.

M. Turgeon: Oui. Merci. Il y a une question qui préoccupe beaucoup cette Commission, c'est à savoir comment, par exemple, un Québec souverain va se comporter vis-à-vis de ses minorités. Or, on entend beaucoup, depuis le début des travaux de cette Commission, le terme intégration des communautés culturelles. Vous en parlez, je pense. À Saint-Jean-Baptiste de Longueuil, vous en parlez. Intégration, j'imagine, par opposition à assimilation. Qu'est-ce que c'est, en fait, une intégration des communautés culturelles? Première question.

M. Brais: Une intégration des communautés culturelles, c'est de donner la possibilité à toutes ces communautés de pouvoir exprimer leurs facettes, leurs spécificités à elles. Nous sommes ici dans un Québec où — justement, on le dit un petit peu avant cette notion que vous avez soulevée — les communautés culturelles, les gens, les immigrants qui arrivent au Québec sont confrontés à se voir offrir deux possibilités linguistiques, ce qui est une ambiguïté avec laquelle ils doivent essayer de composer. Nous avons toujours, ici au Québec, le drame de voir que lorsqu'on met des choses de l'avant pour essayer de se construire une société, des regroupements autres peuvent venir les défaire en faisant appel au fédéral ou à la Cour suprême ou des choses comme ça, pour détruire ce qu'on veut avoir. Nous, on croit que si le Québec était souverain, la langue de communication qui serait alors défendue à travers toute la province serait le français. Les communautés culturelles qui seraient ici pourraient évoluer dans leur spécificité à elles aussi, mais en gardant en ligne de compte qu'il n'y a plus de combat à y avoir entre: Est-ce qu'on est anglophone? Est-ce qu'on est francophone? Nous sommes Québécois, point final.

M. Turgeon: Bon. Il y a un rapport qui dit que la centralisation du pouvoir politique ne favorise pas l'épanouissement linguistique des minorités. Donc, j'en conclus que c'est l'épanouissement linguistique des minorités dans leurs langues. J'en conclus donc que, dans un Québec souverain, vous favoriseriez cet épanouissement-là. Mais comment favoriser ça tout en protégeant le français?

M. Brais: Disons qu'en étant un État souverain au départ, il faut protéger la langue française. Pour nous, c'est quelque chose qui va

de soi. On a été obligé, peut-être, d'aller chercher des choses comme la loi 101 ou d'autres lois du même genre pour essayer de se défendre, de se protéger dans une mer d'anglophones. Tout le monde est conscient de ça. En Amérique du Nord, on est noyés dans cette mer d'anglophones-là; alors il faut se défendre. Si on est un État souverain pour qui la langue de communication avec tous les citoyens de cet État est le français, c'est une langue qui va devenir rapidement la langue de communication de tout le monde, effectivement, et un outil de travail important.

Par contre, ce qui fait qu'au Québec on a des problèmes avec la langue, c'est justement à cause de cette double possibilité de choisir entre l'une ou l'autre et la confrontation qui a toujours été entretenue entre les deux. Or, en éliminant cette possibilité-là, on peut permettre, à ce moment-là, à toutes les communautés culturelles de pouvoir se développer, elles aussi, dans leur spécificité, et de faire des choses. Il y a quand même déjà des communautés culturelles qui font des choses. À Longueuil, il y a une petite communauté tibétaine qui donne des cours en tibétain à ses enfants et continue à cultiver sa culture. Je crois que c'est des choses qu'on peut... et M. Lévesque, dans le temps, a aidé cette communauté-là à pouvoir s'installer et à installer son école et tout ça. Alors, je pense que c'est dans ce sens-là qu'on peut effectivement faire des choses.

Souvent, on nous a taxés, les francophones du Québec, les Québécois, d'être contre les autres communautés culturelles alors que ce n'est pas vrai. On est pour la langue française, pour défendre notre langue à nous parce qu'elle est menacée. Mais on n'est absolument pas contre les autres. Au contraire, on sait qu'ils sont minoritaires et qu'ils ont besoin d'aide. Je pense que nous sommes peut-être les plus ouverts pour leur donner le coup de main qu'il faut.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dufour, pour les prochaines questions.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je voudrais également m'adresser à M. Babin et je voudrais, moi aussi, souligner le caractère modéré du mémoire et même aller plus loin et dire qu'il y a un certain nombre d'éléments dans votre mémoire avec lesquels on est d'accord. Quand on parle de formation professionnelle, par exemple, et de rapatriement; quand on parle de politique familiale, on l'identifiait, nous aussi, dans notre mémoire. Même chose pour l'immigration. Alors il y a toute une série d'éléments sur lesquels on pourrait facilement s'entendre.

Tout à fait d'accord aussi dans le chapitre où vous parlez de la place du Québec, dans le concert des nations. C'est évident que la présence la plus grande possible du Québec sur la place des nations, nous aussi on va y souscrire. Voilà

pour les accords.

Le désaccord s'exprime surtout au niveau économique dont vous ne parlez pas beaucoup dans votre mémoire. D'autres mémoires en parlent davantage, notamment celui de Saint-Hubert. Vous dites: Cette place-là, il faut la prendre seul. Ma question est tout à fait concrète. Je vais parler du libre-échange. Dans l'hypothèse où on devient souverain, et que le Canada dénonce le traité de libre-échange, ce qu'il peut faire, et que le Québec se retrouve à négocier avec les États-Unis, ou se retrouve à négocier avec les États-Unis et le Mexique – parce que je pense bien que c'est amorcé, ce genre de négociations – comment peut-on penser que le Québec seul sera plus fort, surtout dans nos secteurs mous – je pense au Mexique – que d'être avec l'ensemble canadien?

M. Babin: Seul dans le sens que le Québec doit être maître de ses œuvres économiques, maître de son pouvoir de décision, au niveau des choses qu'il veut négocier avec le Canada, les États-Unis, le Mexique, le reste de la planète, l'Europe, la Communauté économique européenne. Seul dans ce sens qu'il est le seul à maîtriser les décisions qu'il doit prendre pour développer son économie. Pas seul à vivre, il ne vivra pas en vase clos, le Québec.

M. Dufour: Vous avez parfaitement raison. Je pense que c'est réglé. On ne mettra pas de mur autour du Québec, ça c'est évident. Quand je regarde Gérard Larose, je le regarde aussi avec son pouvoir de négociation. Et c'est évident que 6 000 000 par rapport au contexte nord-américain, c'est un contexte de négociation plus faible que lorsqu'on est 25 000 000, 26 000 000. Là-dessus, je pense indépendamment de nos possibilités de faire des ententes avec d'autres pays, parce qu'on pourra les faire, mais notre force de négociation n'est-elle pas à ce moment-là plus faible?

M. Babin: Plus faible en quoi? À l'heure actuelle, notre force de négociation, face au Canada, est ce qu'elle est, parce qu'il n'y a pas de volonté de négocier quoi que ce soit...

M. Dufour: Non, mais face aux États-Unis, par exemple. Si on négociait demain, seul, un traité de libre-échange par rapport au Mexique, on ne serait pas plus faible?

M. Babin: Il est existant à l'heure actuelle, le traité de libre-échange. Il n'est pas question de le déchirer ou de le renier.

M. Dufour: Non, mais je vous ai placé en situation souveraine, où à ce moment-là le Canada pourrait le dénoncer et on aurait à le renégocier. Dernière question, M. le Président, vous parlez d'environnement aussi et c'est un des

seuls groupes qui aborde ce dossier-là, l'environnement, et vous parlez de politique de développement durable. Encore là, on vous rejoint assez facilement. La question que je vous pose est la suivante: On a connu un problème sérieux dans le domaine de l'environnement, l'année dernière, avec ce qu'on a appelé la saga des BPC, ici, au Québec, dans cette région-ci, d'ailleurs. En quoi un Québec souverain aurait fait qu'on n'aurait pas connu les problèmes qu'on a connus l'année passée? Parce qu'on les avait, tous les pouvoirs de décision.

M. Babin: Je ne crois pas que le statut constitutionnel québécois actuel changerait quoi que ce soit à la non-volonté d'un gouvernement, indépendant ou non, à vouloir régler ce problème, ce genre de problèmes-là. Je pense que c'est plus une question – excusez l'expression – d'avoir des couilles pour régler les problèmes à ce niveau-là. Ce n'est pas un problème constitutionnel qui peut régler ça.

M. Dufour: Non, mais je peux comprendre que dans le dossier – dossier que M. Bouchard connaît très bien – que dans le dossier de Grande-Baleine, qu'il y ait des juridictions qui créent problème. Mais, dans le cas des BPC, il n'y avait pas de problème de juridiction. Donc, ce qui veut dire qu'on aurait pu régler notre problème, et on pourrait en énumérer toute une série de problèmes comme ça.

M. Babin: Ce dont vous faites état, c'est un problème de gouvernement et non un problème de constitution.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Jacques Proulx.

M. Dufour: C'est ce que je voulais vous faire dire.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Jacques Proulx.

M. Proulx: M. le Président, ce que M. Dufour vient de dire, je pense que le traité de libre-échange, ça ne fait pas grande différence: 6 000 000 ou 25 000 000 contre 250 000 000, je veux dire. Ce n'est pas le nombre de personnes qu'on négociait; c'était la capacité de produire au meilleur coût possible pour pouvoir offrir un produit de très haute qualité. Vous avez soulevé le côté économique; vous avez souligné l'agriculture en exemple, qu'il y a des injustices qui se sont produites au cours des années. Je comprends. Étant dans la capitale de l'agro-alimentaire, vous n'avez pas bien bien le choix. Vous en avez oublié un certain nombre, juste pour rappeler à certains membres que les injustices remontent à 1974, avec l'équité dans les céréales; le Nid de corbeau qui touchait énormément, où le

gouvernement fédéral, voulant corriger un problème de transport, utilisait l'agriculture, parce que, en même temps, ça lui permettait de faire une pierre deux coups, c'est-à-dire de diversifier, permettre de diversifier l'agriculture dans l'Ouest sur le dos de l'Est du pays; la bataille sur le libre-échange, où on a fait un "melting pot" et puis, on a voulu tout globaliser sans tenir compte des particularités; et le GATT, où, encore là, il a fallu mener des affrontements perpétuels pour commencer à faire reconnaître quelque peu les spécificités de l'agriculture du Québec.

Vous préconisez l'indépendance. Est-ce que dans cette option-là – et comme vous résidez dans une région où il y a une forte production agricole contingentée, qui produit très largement au-dessus de l'autosuffisance – est-ce que vous avez examiné quelles seraient les meilleures approches à partir de ça? Est-ce que ça serait des discussions pour essayer d'avoir des accommodements avec comme on dit est-ouest, ou nord-sud? Avec le Canada ou regarder davantage avec le commerce futur nord-sud?

M. Desrosiers: Je pense que, dans un premier temps, dans un Québec indépendant, la première chose à faire c'est de définir exactement au niveau de l'agriculture ce que nous, nous voulons conserver comme secteur, vérifier à ce moment-là nos priorités, nos besoins et à la suite de ça, voir quels seraient nos meilleurs partenaires au niveau économique en agriculture comme telle. Ça c'est évident. C'est une chose qu'on peut faire lorsqu'on est souverain, c'est une chose qu'on ne peut pas faire lorsque c'est d'autres qui négocient à notre place. Et vous êtes mieux placés que nous pour le savoir.

M. Duchesne: Je pense qu'on exporte déjà des carottes aux États-Unis. C'est sûr que les Américains bénéficient des avantages climatiques, c'est indubitable. Mais, quand je regarde le trucage des règles du jeu qui se produit au niveau fédéral – comme vous le mentionniez tantôt pour la diversification de l'agriculture de l'Ouest, sous couvert de régler un problème en réalité en créer un autre quatre fois plus gros – je me dis que la négociation là-dedans là, on ne sera pas beaucoup plus mal placés après qu'on ne l'est présentement. Je pense que négocier un bras dans le dos, c'est peut-être mieux de négocier les deux bras en avant, ça va mieux.

M. Proulx: Oui, mais la question que je pose, est-ce que, dans le travail que vous faites – vous faites quand même certain travail, vous regardez, vous ne faites pas rien que préconiser l'indépendance du Québec, vous regardez autour comment, les accommodations et ainsi de suite – est-ce que c'est une préoccupation pour vous autres à l'heure actuelle de

regarder quand même? C'est des aspects importants de la production laitière. Par exemple, dans votre région, c'est une très grosse production. Et certaines autres productions qui sont contingentes à l'heure actuelle. On produit 140 % de la consommation au Québec. Alors est-ce que ça vous préoccupe à l'heure actuelle? Ou est-ce que vous n'avez pas encore regardé d'une façon très spécifique comment on pourrait... Advenant un référendum, advenant que les gens approuvent ça, advenant qu'on mette ça en place, ça ne se fera pas dans l'espace d'un mois. Mais quand même là, avez-vous regardé, commencé à regarder ça? Fait des études pour au moins rassurer les gens autour, dans votre région là, dans le secteur que vous couvrez?

M. Desrosiers: Nous, ce qu'on préconise dans un Québec indépendant, c'est évidemment une agriculture très forte, parce que, un peuple qui ne se nourrit pas, ça fait dur. Un peuple qui reste à la portée de l'agriculture d'un autre pays, à ce moment-là, va payer le gros prix si le monopole c'est les Américains qui l'ont et qu'on n'a pas plus d'agriculture au Québec. C'est évident qu'au niveau économique ça va avoir des retombées veut, veut pas.
(21 heures)

À ce moment-là il y a un prix à payer pour conserver l'agriculture au Québec. Pour ce qui est de faire des études, je pense qu'on laisse ça plutôt à des spécialistes comme vous, qui êtes dans le milieu, et qui savez au niveau de l'agriculture ce que vous devez développer comme domaine agricole qui va être rentable et pour les gens qui vont le préconiser et pour les gens qui vont avoir justement à recevoir ce service-là dans l'agriculture. Mais il y a une chose qui est sûre et certaine, c'est que, pour nous, l'agriculture au Québec c'est excessivement important.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors nous passons maintenant au dernier bloc de questions. Et c'est le parti qui forme le gouvernement. Mme Pelchat.

Mme Pelchat: M. le Président. Mes questions vont s'adresser à la Société Saint-Jean-Baptiste de Longueuil et la SNQ de Saint-Hubert et mon collègue le député de Richelieu s'adressera à la SNQ de Richelieu-Yamaska.

D'abord, à la Société Saint-Jean-Baptiste de Longueuil et autres qui inclut l'auteur des mémoires et inclut aussi l'association du Parti québécois de Taillon, l'association du Parti québécois de Marie-Victorin, dont les deux députées sont présentes – des femmes en plus; en Montérégie, on est bien représentées – et la Société d'histoire de Longueuil. J'aimerais d'abord, M. Babin et M. Brais, vous féliciter d'avoir parlé d'environnement. Un peu comme M. Dufour vous l'a dit... parce que je pense que c'est inévitable. À partir de maintenant, la

question du développement durable devra faire partie de notre discours, qu'on parle d'économie, de social ou de constitution. Vous avez attiré mon attention, plus particulièrement à la page 3, quand vous dites que l'action concertée des habitants d'un Québec souverain dans la recherche d'une manière de vivre ensemble peut ainsi aboutir à l'établissement de garanties en matière linguistique et scolaire pour la communauté anglaise. Cet après-midi, un des représentants de l'Association des anglophones pour un Québec indépendant nous a dit que, quant à lui, il irait jusqu'à enchâsser les droits de la minorité anglophone dans la Constitution.

Ma première question là-dessus c'est: Est-ce que vous êtes d'accord avec un enchâssement des droits de la minorité anglophone dans une future constitution québécoise et, si oui, je pose la question que mon collègue Brassard lui a posée: Est-ce que ça ne viendrait pas entacher l'objectif premier de la loi 101 qui était de protéger le visage français du Québec, d'imposer le français partout, à l'éducation, au travail, etc.? J'aimerais peut-être entendre M. Brais là-dessus.

M. Brais: Oui, je vous remercie, Mme Pelchat. De l'enchâsser ou non dans la Constitution, c'est peut-être une formule qui peut être applicable pour, justement, donner à la minorité anglophone du Québec le moyen de s'assurer de pouvoir continuer à évoluer quand même de façon libre et autonome dans un Québec souverain. On n'est pas, à prime abord, pour ou contre cette formulation. Nous, on a bien dit au début de notre mémoire que nous ne préconisons pas la formulation: Comment on doit faire les choses comme tel? Ce sont des idées plutôt larges et générales.

Mme Pelchat: Mais quand vous dites, M. Brais, qu'on parlerait peut-être de l'établissement de garanties en matière linguistique et scolaire, quand on parle de garanties de droits à une minorité, si ce n'est pas enchâssé dans la constitution, c'est au moins inclus dans la Charte des droits et libertés?

M. Brais: Je continue ma réponse. Si les gouvernements en place, les gens qui sont à ce moment-là les décideurs sociaux, décident après consultation...

Mme Pelchat: Je veux avoir votre opinion, M. Brais, je veux avoir votre opinion à vous.

M. Brais: Mon opinion personnelle.

Mme Pelchat: Oui.

M. Brais: Ah! vous voulez avoir mon opinion personnelle à moi, personnellement Réal Brais et non pas de la Société Saint-Jean-Baptiste de Longueuil.

Mme Pelchat: Non, vous représentez la Société Saint-Jean-Baptiste, le Parti québécois de Tailon, le Parti québécois de Marie-Victorin...

M. Brais: C'est ça, alors c'est dans ce sens-là que..

Mme Pelchat: ...la Société d'histoire de Longueuil.

M. Brais: ...je vous réponds, madame. Je vous dis que nous ne disons pas à la Commission comment elle doit faire les choses ou comment un gouvernement devrait faire les choses comme telles. On dit qu'ils devraient, par contre, voir à ce que les droits et libertés de la communauté anglophone au Québec soient protégés de façon adéquate.

Mme Pelchat: Merci.

M. Brais: Il y a peut-être une meilleure façon que de l'enchâsser dans la Constitution. On ne la connaît pas encore aujourd'hui. Le futur, on n'en est pas ouverts.

Mme Pelchat: M. Paquette, j'aimerais vous entendre là-dessus, parce que je sais qu'on a déjà eu ensemble des discussions, notamment sur la loi 178, la méchante loi 178 qui permettait la moitié de l'affichage bilingue.

M. Paquette: Pour la Société nationale des Québécois de Saint-Hubert, il est bien sûr que la protection des droits de minorités, qu'elles soient anglophones, qu'elles soient de tous ordres, va de soi, et que le projet de constitution qui devra être soumis au peuple québécois devra prévoir quelque part et d'une façon adéquate, là-dessus je rejoins mon collègue Brais, d'une façon adéquate, mais je suis mal placé pour dire de quelle façon ça serait le plus adéquat, d'une façon adéquate, en tout cas, une protection qui permettra aux minorités de voir reconnaître leur droit à l'éducation, leur droit à la santé, leur droit à la libre expression.

Mme Pelchat: O.K. Je vous arrête là aussi M. Paquette. Je voudrais juste vous dire que la Commission des droits de la personne nous a dit, il y a déjà presque deux semaines, que si on procédait comme tel, en faisant référence à un mémoire de 1980, on ne pourrait pas, à ce moment-là, interdire l'affichage bilingue au Québec, justement parce qu'on aurait reconnu ces droits-là, notamment si on les enchâssait dans la constitution. Est-ce que, à ce moment-là, vous me dites que dans un Québec indépendant vous seriez pour l'affichage bilingue? M. Paquette.

M. Paquette: Alors, écoutez. Il y a un certain nombre de, comment dirais-je, de prérequis qui doivent être soulignés. C'est bien sûr

que dans un Québec indépendant, où la langue française, où la figure française du peuple est très clairement identifiée, où il n'y a pas de risque que ce secteur-là soit renversé, la politique du Québec devrait être la même qui se fait dans l'ensemble de tous les pays européens de toute façon. Là où une législation vient restreindre un certain nombre d'éléments, de libertés individuelles, entre guillemets, ça vient se faire pour contrecarrer une menace réelle de disparition, d'assimilation, et le reste. À l'intérieur du régime fédératif actuel, notre langue, comme on l'a dit dans le mémoire, est très clairement menacée. Il faut donc prendre des précautions ou des réalités qui vont peut-être beaucoup plus loin que dans un élément ou dans un milieu où l'ensemble de la réalité qui est autour de nous n'apporte aucune menace.

Mme Pelchat: D'accord.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Khelifa, pour une dernière ronde de questions.

M. Khelifa: Merci, M. le Président. J'aimerais souligner que le mémoire de la Société nationale des Québécois de Richelieu-Yamaska est très intéressant. Surtout, il s'articule au niveau culturel avec une dimension économique que je trouve très pertinente et très intéressante. Je vous félicite pour votre présentation.

Vous allez me permettre, suite à ça, de m'attarder sur la dimension économique du fédéralisme rentable. (panne électrique)

Bon. Je parle plus fort. J'espère que ça va rester.

Je disais que je voudrais surtout m'attarder à la dimension économique du fédéralisme rentable et du fédéralisme non rentable que vous mentionnez. Bien sûr, à titre de député du comté de Richelieu, vous allez comprendre que je suis avec beaucoup d'intérêt le dossier de la construction navale. Je suis un peu étonné des erreurs factuelles que contient votre mémoire.

Si vous me permettez – je sais que mes amis de l'Opposition doivent reconnaître que je connais très bien le dossier – à la page 19...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Khelifa: Bien oui. As-tu parlé? Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous en prie, M. Khelifa.

M. Khelifa: J'aimerais souligner, M. le Président, à la page 19, vous faites allusion à un contrat de maîtrise d'oeuvre de sous-marins en 1987. Le contrat, après vérification à l'entreprise, vérification un peu partout, le contrat concernait la maîtrise d'oeuvre des frégates et non des sous-marins. C'est en 1983. Donc, on ne

peut pas faire le lien entre ce contrat et le lac Meech. Ma question ne porte pas sur ça, mais c'est une constatation. Vous parlez ici, que, suite à ça, il y a eu une perte de 3200 emplois. Si je comprends bien, les chantiers navals, des chantiers comme MIL Tracy, ont toujours survécu avec des contrats venant du gouvernement fédéral. Si je comprends bien, vous pouvez affirmer qu'à l'époque où il y avait au-delà de 5000 emplois - 5000 travailleurs à MIL Tracy, venant du contrat d'Ottawa - voulez-vous affirmer que, à cette époque, le fédéralisme était rentable?

M. Desrosiers: Il y a une chose, premièrement, qu'on va vous affirmer: C'est ce que vous avez retrouvé à l'intérieur du dossier, vous qui le connaissez si bien. C'est qu'à ce moment-là, vous auriez dû comprendre qu'on ne parlait pas des sous-marins, qu'on parlait des frégates. Alors, ce qu'on peut vous dire là-dessus, c'est qu'au niveau des frégates, le Manitoba...

M. Khelifa: Donc, il n'y a pas de lien. Si ce sont des frégates, donc, il n'y a pas de lien avec le lac Meech?

M. Desrosiers: Non, pas avec les frégates, avec les sous-marins. Avec les frégates, oui, parce qu'à ce moment-là... C'était en 1987 que ça s'est passé.

M. Khelifa: Non, monsieur, c'est en 1983.

M. Desrosiers: Ah! oui?

M. Khelifa: Oui.

M. Desrosiers: Mais pourquoi est-ce que, dans *La Presse* de Montréal, vendredi le 20 novembre 1987, on dit que: Les frégates: Québec savait depuis l'été que Saint-John avait été retenu?

M. Khelifa: Vérifiez la signature du contrat.

M. Desrosiers: Mais vérifiez aussi vos notes.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je vous rappelle que, quel que soit l'intérêt des dates, le temps passe et nous achevons le temps, M. Khelifa.

M. Khelifa: Deuxième question, M. Desrosiers. Bien sûr, vous pensez à une constitution d'un Québec souverain. Dans une constitution d'un Québec souverain, la Charte des droits et libertés, d'après vous, est une Charte des droits et libertés individuelles ou bien si elle protège la collectivité? Lesquels vous protégerez, les individus ou bien les droits des collectivités?

M. Desrosiers: Une question comme celle-là,

c'est une question, je dirais, pour noyer le poisson.

M. Khelifa: Ça dépend de la réponse, M. Desrosiers.

M. Desrosiers: Les droits individuels ne doivent jamais prédominer sur des droits collectifs. Alors, à partir de ça, je ne suis point un constitutionnaliste; il y a des gens qui sont mieux placés que moi pour vous en faire une. Par contre, ce que je peux vous dire, c'est qu'une Charte des droits et libertés de la personne, ça reste une Charte des droits. On l'utilise comme on veut. Il y a toujours des trous, il y a toujours des pièges que des gens, d'habiles avocats, vont être capables de trouver. Il y aura toujours une amélioration à apporter, dépendamment des cas qu'on aura à présenter. Alors, laquelle on favorise? On en favorise une qui va émanciper le Québec au niveau de la langue, qui va la protéger et qui ne permettra pas à d'autres, par un droit collectif, de venir empiéter sur un droit de la majorité francophone.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, messieurs, mesdames, nous avons maintenant, malheureusement ou heureusement selon le cas, épuisé notre temps pour aujourd'hui. Il me reste d'abord à remercier la Société Saint-Jean-Baptiste de Longueuil et les autres, la Société nationale des Québécois de Saint-Hubert, la Société nationale des Québécois de Richelieu-Yamaska, M. Brais, M. Babin, M. Desrosiers, M. Duchesne, M. Paquette et Mme Desjardins de leur présentation de ce soir.

En terminant, je pense qu'il convient aussi de remercier l'ensemble des gens de la région montréalaise qui sont venus devant nous aujourd'hui. C'est notre seule journée dans la région; c'a été notre première journée en région et elle a été fructueuse. Je rappelle aux membres de la Commission que nous reprenons demain matin, à 9 h 30, à Montréal, au Windsor, et les membres du comité de direction à 8 heures. Merci. Bonsoir.

(Fin de la séance à 21 h 13)